



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL*Rapport mondial 1995**Erratum**Page 178*

Les chiffres de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier en République islamique d'Iran pour les années 1990 et 1993 avaient été calculés à partir de données relatives à la VAM exprimées en monnaies nationales aux prix de 1990, puis converties en dollars des Etats-Unis de 1990, au moyen des taux de change de mai 1995. Sur la base des nouveaux chiffres indiqués dans les *Statistiques financières internationales* (octobre 1995), qui donnent le taux de change flottant moyen et la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier en monnaies nationales, ces chiffres ont été révisés comme il est indiqué ci-dessous. D'autres chiffres connexes pourront être révisés si nécessaire.

	1990	1993
SECTEUR MANUFACTURIER :		
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	9 129	10 359

250 p
Eusebius
Antiquities
of the Church

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

RAPPORT MONDIAL 1995



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Vienne, 1995

*La reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication est autorisée.
L'Organisation souhaiterait qu'en pareil cas il soit fait mention de la source
et que lui soit communiqué un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité.*

*Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données
qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
pour le développement industriel aucune prise de position quant au statut juridique des pays,
territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.*

*La mention d'une firme ou d'une marque commerciale dans le présent document ne signifie pas
qu'elles ont l'aval de l'ONUDI.*

ID/396

PUBLICATION DE L'ONUDI
Numéro de vente : F.95.III.E.3
ISBN 92-1-206169-9

Préface

En 1994, l'économie industrielle mondiale est arrivée à un carrefour après une série de bouleversements du climat économique mondial et une décennie de changements quasiment sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. Cette année a marqué un tournant à un moment où les économies des pays développés sont sorties d'une longue récession et ont semblé aborder une nouvelle phase de croissance. Celle-ci a continué d'être vigoureuse dans les pays en développement les plus avancés, considérés par les investisseurs mondiaux comme des marchés en création. Dans le même temps, le rythme de la croissance industrielle dans la plupart des autres pays en développement et dans plusieurs pays dont l'économie est en transition est demeuré lent, et les pays les moins avancés se sont retrouvés de plus en plus pauvres.

A la fin du premier semestre de 1995, les signes d'un ralentissement de la croissance aux États-Unis indiquent pour de nombreux économistes que l'économie qui tendait à s'emballer va retrouver sans heurts une allure plus mesurée. Parallèlement, l'envolée spectaculaire du yen a conduit de nombreuses entreprises japonaises à rajuster à la baisse leurs prévisions de bénéfice. Des tendances inquiétantes dans les relations commerciales avec les États-Unis risquent de nuire à la croissance du Japon en 1995. La crise monétaire, les mouvements internationaux de capitaux et la persistance des problèmes de la dette dans de nombreux pays d'Amérique latine ont contraint plusieurs gouvernements de la région à revoir leurs politiques macro-économiques et à freiner la croissance. Dans le même temps, les tensions politiques et ethniques en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie de l'Ouest ont miné les perspectives de stabilité et de progrès socio-économiques dans les pays de ces régions.

Le thème du *Rapport mondial de 1995 sur le développement industriel*, "maintenir le dynamisme de la croissance", a été examiné à la lumière de cette évolution et on s'est interrogé sur les principales questions que les pays en développement devront résoudre pour atteindre une croissance économique et industrielle plus équitablement distribuée et soutenue au-delà de l'horizon 2000. Il ne fait guère de doute que la réforme économique, la restructuration industrielle, la déréglementation et la capacité de concurrence nationale prendront de plus en plus d'importance tant dans les pays en développement que dans les pays développés. Dans le même temps, les progrès technologiques dans les transports et les télécommunications renforceront la mondialisation accrue et créeront une interdépendance économique beaucoup plus grande. Tous ces aspects devront être effectivement pris en compte dans les nouvelles stratégies de développement industriel, avec la participation active des gouvernements et du secteur privé.

Les pays en développement sont ceux qui sont les plus vulnérables à l'évolution du climat économique mondial et certains demeurent mal équipés face aux défis qui les attendent. Dans ces pays, le rôle de l'industrialisation en tant que moteur de croissance et catalyseur essentiel du développement doit être reconnu. L'analyse des questions présentées dans la première partie du présent rapport met en évidence les diverses incidences que l'évolution en cours présente pour les pays en développement et propose aux gouvernements des éléments de base sur lesquels ils pourront fonder la restructuration de leur industrie afin de relever les défis naissants. Comme par le passé, la deuxième partie présente des études à jour du développement industriel dans les dix régions de l'ONUDI.

Au Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague en mars 1995, l'ONUDI s'est déclarée une nouvelle fois résolue à encourager la croissance industrielle dans les pays en développement, renforcer leurs capacités industrielles et assurer leur entrée rapide dans le grand courant des échanges commerciaux et des investissements mondiaux. Ce n'est qu'ainsi que les avantages d'une intégration économique accrue au niveau mondial seront répartis plus équitablement entre tous les membres de la communauté mondiale.

Le Directeur général



MAURICIO DE MARIA Y CAMPOS

La livraison de 1995 du *Rapport mondial sur le développement industriel*, établi par le Service des études et de la recherche de l'ONUDI, fait partie d'une série de tours d'horizon annuels de l'économie industrielle mondiale. Il a été rédigé sous la direction de Jang-Won Suh, par une équipe composée de Choy-Sim Chak, Kee-Yung Nam et Cristina Pitassi. Un certain nombre d'experts ont été consultés et y ont apporté des contributions précieuses. Charles Cooper, Gary Hufbauer, Herman Muegge et Se-Hark Park ont établi les documents de base pour la première partie. Pour la deuxième partie, les données de départ ont été dégagées d'analyses détaillées de la conjoncture économique et du développement industriel dans les grandes régions du monde présentées au cours d'un atelier sur les perspectives économiques mondiales tenu au Siège de l'ONUDI en octobre 1994. Des contributions importantes ont été reçues des personnes suivantes : Idrak-ul-Zaman Bhatti, Hassan Charif, Shunichi Furukawa, Peter Havlick, Fanzhang Huang, Peter Jarrett, Matthias Luecke, Elfatih Shaaeldin et Ziga Vodusek. Une équipe dirigée par Meghnad Desai et composée de Mahvash Alerassool et Gautam Sen a élaboré les documents de base pour la deuxième partie.

Bruno Dissmann et Gerhard Margreiter ont contribué à l'annexe statistique et étaient responsables des prévisions à court et à moyen terme. Maria Fermie a apporté une contribution inestimable à la mise en forme du texte en vue de sa publication.

Table des matières

<i>Préface</i>	iii
<i>Notes explicatives</i>	ix
<i>Notes techniques (Troisième partie)</i>	125
Première partie. L'industrie dans un monde en mutation : maintenir le dynamisme de la croissance	1
Tendances économiques mondiales et influences fondamentales	2
Le GATT et les avantages découlant du commerce	10
L'intégration régionale et ses conséquences pour les pays en développement	18
Le nouveau concept de compétitivité industrielle	25
Industrialisation et lutte contre la pauvreté	31
Le rôle de l'ONUDI dans un environnement mondial en mutation	37
Deuxième partie. Tendances et perspectives du secteur manufacturier : profils régionaux	41
Pays développés à l'économie de marché	45
Amérique du Nord	45
Japon	53
Europe de l'Ouest	62
Pays en transition	69
Europe de l'Est et ex-URSS	69
Économies en développement	76
Amérique latine et Caraïbes	76
Afrique tropicale	86
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	93
Sous-continent indien	104
Chine	112
Asie de l'Est et du Sud-Est	118
Troisième partie. Indicateurs du développement industriel dans le monde : annexe statistique	125

Tableaux

1. Estimations du taux de croissance du PIB et de la VAM par région et par pays pour 1993 et 1994 et projections pour 1995	4
2. Part de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier des pays en développement dans le total mondial en 1975 et 1990, part projetée pour 1995 et taux de croissance pour la période 1975 à 1995	6
3. Part des exportations de certains groupes de produits industriels des pays en développement en 1992	11
4. Structure régionale des exportations mondiales de produits manufacturés, 1992	12

5. Réductions tarifaires des pays développés par grandes catégories de produits industriels	12
6. Droits de douane consolidés sur les biens industriels des pays en développement	13
7. Part du commerce extrarégional (exportations plus importations) dans le PIB par région, 1958-1990	21
8. Part du commerce intrarégional (exportations plus importations) dans le commerce total par région, 1958-1993	21
9. Estimation des dépenses mondiales de R-D par région, grande zone ou groupement de pays, 1980, 1985 et 1990	28
10. Estimation du nombre de scientifiques et d'ingénieurs travaillant dans la R-D par région, grande zone ou groupement de pays, 1980, 1985 et 1990	28
11. Part des exportations de produits manufacturés dans les exportations totales de certains pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie de l'Est et du Sud-Est, 1975 et 1990	33
12. Part des différentes régions dans la VAM mondiale par industrie en 1994 et son évolution entre 1975 et 1994	42
13. Monde : certains indicateurs, 1970-1995	43
14. Taux de croissance mondiaux et parts de la VAM dans les différentes régions et dans 28 industries, 1970-1995	43
15. Amérique du Nord : certains indicateurs, 1970-1995	45
16. Amérique du Nord : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	49
17. Fonds fédéraux affectés à la R-D, par grande rubrique : 1990-1994	50
18. Japon : certains indicateurs, 1970-1995	53
19. Japon : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	56
20a. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993	58
20b. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993	58
21. Europe de l'Ouest : certains indicateurs, 1970-1995	62
22. Europe de l'Ouest : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	63
23. Europe de l'Est et ex-URSS : certains indicateurs, 1970-1995	69
24. Europe de l'Est et ex-URSS : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995 ..	72
25. Amérique latine et Caraïbes : certains indicateurs, 1970-1995	76
26. Amérique latine et Caraïbes : taux de croissance et parts de la VAM par pays et secteur de la CITI, 1970-1995	79
27. Courants commerciaux entre 10 pays d'Amérique du Sud et le Mexique, 1989 et 1993	81
28. Part de l'investissement étranger direct dans certains secteurs industriels	82
29. Afrique tropicale : certains indicateurs, 1970-1995	86
30. Afrique tropicale : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	89
31. Commerce entre la South African Countries Union et d'autres pays d'Afrique par catégorie, 1992	90
32. Entrées nettes de ressources en Afrique par type, 1986-1992	92
33. Afrique du Nord et Asie de l'Ouest : certains indicateurs, 1970-1995	93
34. Asie de l'Ouest : taux de croissance et part de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	96
35. Afrique du Nord : taux de croissance et part de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	98
36. Sous-continent indien : certains indicateurs, 1970-1995	104
37. Sous-continent indien : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	106
38. Nouveaux investissements étrangers en Inde, 1991-1994	109
39. Chine : certains indicateurs, 1970-1995	112
40. Chine : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	113
41. Valeur de la production industrielle brute par forme de propriété, 1985 et 1993	114
42. Asie de l'Est et du Sud-Est : certains indicateurs, 1970-1995	118
43. Asie de l'Est et du Sud-Est : taux de croissance et part de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995	120
44. Destinataires des exportations des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, 1985 et 1992	122

Figures

1. Taux de croissance du PIB et de la VAM dans les régions développées et les régions en développement, 1960-2000	7
2. Part des pays en développement dans le PIB et dans la production manufacturière mondiale, 1960-2000 ..	8
3. Amérique du Nord : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	46
4. Japon : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	54

5a. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993	58
5b. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993	58
6. Europe de l'Ouest : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	64
7. Europe de l'Est et ex-URSS : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	70
8. Amérique latine et Caraïbes : certains indicateurs, 1970-1995	77
9. Composition sectorielle de l'investissement étranger direct dans certains pays, 1975-1990	83
10. Afrique tropicale : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	87
11. Afrique du Nord : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	94
12. Asie de l'Ouest : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	95
13. Sous-continent indien : certains indicateurs, 1970-1995	105
14. Production industrielle brute en Chine, 1985-1993	114
15. Dépenses estimées d'infrastructure en Chine, 1994-2000	115
16. Asie de l'Est et du Sud-Est : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et évolution de la structure industrielle, 1980-1995	119

Encadrés

1. Qui tirera avantage du cycle d'Uruguay ?	17
2. Conséquences de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord pour les Caraïbes	24
3. Mise en place d'une stratégie de compétitivité fondée sur le secteur manufacturier : le cas des entreprises industrielles brésiliennes	30
4. Politiques budgétaires et monétaires des États-Unis	47
5. Politique commerciale des États-Unis	48
6. Politiques budgétaires et monétaires adoptées par le Japon pour stimuler la reprise économique	55
7. Spécialisation technologique et spécialisation par produit	67
8. Mercosur	81
9. Le secteur manufacturier en Afrique du Sud	91
10. Obstacles institutionnels aux réformes des politiques : la production de machines agricoles en Égypte	101
11. Politiques fiscales et commerciales de l'Inde	108
12. Questions non résolues	110

Notes explicatives

Sauf indication contraire, par dollar on entend le dollar des États-Unis d'Amérique.

Sauf indication contraire, on entend par tonne la tonne métrique.

La barre oblique (1980/81) indique une campagne agricole ou un exercice financier.

Les catégories industrielles visées dans la présente publication sont fondées sur la Révision 2 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI).

Les pays sont désignés par leur nom officiel en vigueur au moment où les données ont été collectées. L'expression "pays ou région" qui apparaît dans les tableaux ou les graphiques recouvre des pays, des territoires, des villes ou des régions.

L'expression "économie développée" ou "économie en développement" qui figure dans les tableaux et les graphiques est utilisée pour de simples raisons statistiques et n'implique pas nécessairement de jugement quant au stade de développement atteint par un pays ou une région donnée.

Le sigle PNI est largement utilisé pour caractériser les économies en développement, qu'il s'agisse de pays, de provinces ou de régions, ayant connu une croissance industrielle et n'est pas officiellement sanctionné par l'ONUDI.

Les mentions de cotes de la CITI s'accompagnent de l'intitulé correspondant (par exemple, CITI 323 : "Industries du cuir et des articles en cuir et en succédanés du cuir et de la fourrure, à l'exception des chaussures et des articles d'habillement"). Faute de place, l'intitulé est parfois abrégé (par exemple, CITI 323 : "Cuirs et pelleteries"). Dans certains cas, des rubriques de la CITI ont été regroupées, les intitulés correspondants étant modifiés en conséquence.

Les signes suivants sont employés dans les tableaux :

Deux points (..) indiquent soit que les données font défaut, soit qu'elles n'ont pas été fournies séparément.

Le tiret (—) indique un montant nul ou négligeable.

La somme des montants ne correspond pas nécessairement au total indiqué, les chiffres ayant été arrondis.

Les chiffres sur le PIB, la VAM et la productivité du travail qui figurent dans les tableaux ont été établis par le Service des études et de la recherche de l'ONUDI à partir des sources de données internationales existantes. Ils sont ventilés par grandes régions correspondant aux groupements géographiques de l'Organisation des Nations Unies et par groupes de produits correspondant au système de classification de la CITI.

Le PIB et la VAM sont évalués en monnaies nationales aux prix de 1990, puis convertis aux taux de change du dollar des États-Unis de 1990. Les totaux régionaux ont été obtenus par agrégation des chiffres correspondants des différents pays.

Les taux de croissance sont fondés sur des données à prix constants. Ceux qui concernent des périodes supérieures à un an sont des taux annuels moyens. Voir aussi les notes techniques de l'annexe statistique du présent *Rapport* pour des précisions sur la définition et la méthodologie utilisées.

Les parts concernant des périodes supérieures à un an sont des parts annuelles moyennes.

Les données historiques figurant dans le présent *Rapport* peuvent différer de celles qui sont contenues dans les *Rapports* précédents, en raison d'une mise à jour permanente, à mesure que des données plus fiables deviennent disponibles ou en raison de modifications dans les rapports des pays.

Les abréviations et sigles ci-après figurent dans le texte :

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AIE	Agence internationale de l'énergie
ALENA	Accord de libre-échange d'Amérique du Nord
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique

CAO	Conception assistée par ordinateur
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté d'États indépendants
CESAO	Communauté économique et sociale pour l'Asie occidentale
CFA	Communauté financière africaine
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CTCI	Classification type pour le commerce international
FAO	Fabrication assistée par ordinateur
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GATS	Accord général sur le commerce de services
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IED	Investissements étrangers directs
Mercosur	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PNI	Pays nouvellement industrialisés
R-D	Recherche et développement
TRIM	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
VAM	Valeur ajoutée manufacturière
ZEP	Zone d'échanges préférentiels

Le présent rapport s'appuie sur les renseignements disponibles en mai 1995.

Première partie



L'industrie dans un monde en mutation : maintenir le dynamisme de la croissance

Depuis les années 70, les pays en développement ont réussi à atteindre des taux de croissance économique moyens annuels supérieurs à ceux des pays développés et de l'ensemble du monde. Les statistiques montrent que les produits manufacturés représentent aujourd'hui près de 60 % de leurs exportations totales, si bien que la part de ces pays dans les exportations mondiales de produits manufacturés a dépassé 26 % en 1993. Toutefois, la situation apparaît beaucoup moins brillante si l'on se place dans une perspective régionale. Il y a, d'un pays à l'autre, d'importantes disparités dans les niveaux de développement économique, social et industriel. Les pays qui obtiennent les meilleurs résultats sont les pays nouvellement industrialisés (PNI) de la région de l'Asie et du Pacifique et de l'Amérique latine, tandis que les efforts déployés par les pays d'Afrique sont gravement compromis par l'incertitude politique et les tensions ethniques. La plupart des pays africains sont encore tributaires d'exportations de produits primaires très vulnérables aux caprices de la nature et à la demande du marché mondial.

Les pays en transition d'Europe de l'Est et de la Communauté d'États indépendants commencent tout juste à se remettre des effets de la fin de la guerre froide. Si leur niveau technologique est adéquat, ils sont confrontés à l'énorme problème que constitue le réajustement consécutif à la dislocation de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques et à l'unification de l'Allemagne. Il y aura beaucoup à faire pour aligner l'économie de cette région sur celle du reste de l'Europe.

Pour tous les pays en développement et les pays en transition, le problème consiste donc, dans un environnement économique mondial en mutation, à trouver comment maintenir le dynamisme de la croissance et à augmenter leur contribution à la production mondiale. La volonté des gouvernements d'améliorer la situation économique et sociale des populations ne manque pas, et l'industrie est toujours considérée comme le moyen le plus approprié pour atteindre cet objectif, comme le montre, dans les pays concernés, la multiplication des programmes et mesures de réforme industrielle mis en œuvre. Les gouvernements ont également choisi de suivre l'exemple des PNI en adoptant une approche du développement plus ouverte sur le marché et tournée

vers l'exportation. Les pays les moins avancés, toutefois, rencontrent de nouveaux obstacles sur la voie de la réussite, qui sont dus aux transformations actuelles de l'environnement économique mondial, à savoir l'émergence d'un système commercial mondial plus libéralisé, l'accroissement du nombre d'accords d'intégration régionale, les progrès de la technologie industrielle, l'accentuation des pressions sur l'écosystème et l'intensification de la concurrence sur les marchés mondiaux. Qui plus est, les pays en développement dépendent encore largement, pour leurs exportations, des pays développés à économie de marché et tout ralentissement de la croissance ou tout changement dans la politique commerciale de ces pays risquerait de compromettre les perspectives d'expansion des pays en développement.

Les gains résultant du libre-échange devraient être répartis équitablement entre pays riches et pays pauvres. Or, les fruits de l'industrialisation, jusqu'à présent, n'ont pas été distribués également entre les pays en développement, dont la majorité a souffert de la stagnation économique et a encore perdu du terrain du fait de la concurrence mondiale intense. Au cours des dix dernières années, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'est creusé, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ces derniers. Les pays les moins avancés, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, continuent de souffrir de la grande pauvreté. Environ un tiers de la population du monde en développement, estimée actuellement à 1,2 milliard d'individus, vit au-dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu annuel par habitant de 350 dollars, et près de la moitié au-dessous du seuil d'extrême pauvreté, avec un revenu annuel par habitant de 275 dollars.

L'un des objectifs du développement économique et de l'industrialisation étant d'assurer à chacun un niveau de vie minimum acceptable, la lutte contre la pauvreté devrait figurer au premier plan des activités mondiales en faveur de l'industrialisation. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que les pays en développement maintiennent leur engagement à l'égard de la réforme économique et suivent de près la croissance industrielle. A cette fin, il sera nécessaire de financer les infrastructures et l'investissement par des taux d'épargne plus élevés et de supprimer les obstacles aux mouvements de capitaux.

Tendances économiques mondiales et influences fondamentales

En 1994, l'économie industrielle mondiale a enregistré une reprise après la récession qui a touché les pays développés à la fin des années 80 et au début des années 90. Un changement a été observé dans la structure de la VAM en 1994, ce qui s'est traduit par un bond de la croissance à 4,4 %. Selon les prévisions, cette tendance positive devrait se poursuivre en 1995, avec un taux de croissance de 3,2 %. Mais quoi qu'il en soit, pour la première fois depuis de nombreuses années, l'économie mondiale est dans un mode d'expansion, avec un taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) estimé à 3,1 % pour 1994 et projeté à 2,9 % pour 1995 (voir tableau 1 et figures 1 et 2).

La VAM continue de progresser plus vite dans les pays en développement pris collectivement que dans les pays développés, au point que la contribution des premiers à la VAM mondiale, qui n'a cessé d'augmenter, devrait atteindre 17,4 % en 1995. Au cours des vingt dernières années, ces pays ont pu maintenir leur avantage comparatif dans les industries du textile et du vêtement, dont la part dans la VAM mondiale s'est accrue, sans qu'il y ait eu une baisse sensible des taux de croissance moyens annuels. De bons résultats ont aussi été enregistrés dans le secteur des produits métalliques, ce qui témoigne d'une réorientation vers des produits plus intermédiaires (voir tableau 2).

Aux États-Unis, la reprise a démarré dès 1992 et se poursuit depuis à un rythme soutenu, le PIB ayant progressé d'environ 3 % par an en 1992 et 1993 et, selon les estimations, de 4,0 % en 1994. Si le taux de chômage, dans l'ensemble du pays, est tombé au-dessous de 6 %, il a été inférieur à 5 % dans un groupe d'États qui représentent un tiers de la main-d'œuvre¹. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a suivi la même évolution en 1993, et a réussi à maintenir la croissance au-dessus de ses niveaux tendanciels historiques en 1993 et 1994. Le Japon et l'Europe occidentale ont été les derniers à inverser les tendances négatives, et à la fin de 1994 l'Allemagne et le Japon étaient bien engagés sur la voie de la reprise, suivis de près par la France et les pays du Bénélux.

On pourrait donc, dans la seconde moitié des années 90, voir un Nord dynamique, les pays de la région de l'Asie et du Pacifique continuant de progresser à un rythme très rapide, alimentant ainsi mutuellement leur croissance. La Chine, avec des taux de croissance du PIB et de l'inflation l'un et l'autre relativement élevés, puisqu'ils sont l'un et l'autre supérieurs à 10 % au cours des dernières années, a suscité quelques craintes de surchauffe. Les efforts répétés du Gouvernement chinois pour endiguer l'inflation galopante ont donné quelques résultats positifs, mais il reste à voir quels effets ils auront à long terme. En Amérique latine, la perfor-

mance remarquable de l'Argentine, du Brésil (qui a réussi à réduire de moitié son taux d'inflation annuel) et du Chili aura un effet d'entraînement sur la région. En Europe orientale, si la Pologne et les pays issus de l'ex-Tchécoslovaquie montrent des signes de redressement, il n'en est pas de même pour l'ensemble du groupe, qui a continué d'enregistrer une croissance négative, et rien ne permet d'entrevoir un renversement de tendance en 1995.

Bien que les mesures de libéralisation et les réformes visant à introduire les mécanismes du marché adoptées dans le monde entier depuis la fin de la guerre froide doivent en principe faire entrer les économies des pays d'Europe de l'Est dans une phase de croissance, la récession et les difficultés auxquelles se heurtent les pays en transition ont tempéré les premiers espoirs. Toutefois, après avoir enduré les premières rigueurs de la transition, l'Europe de l'Est et l'Amérique latine, ainsi que les pays développés et en développement d'Asie, sont sur la voie de l'expansion. L'Asie du Sud, de son côté, a effectué nombre des ajustements requis, et devrait être prête à rejoindre les autres pays hautement performants du continent. Le principal maillon faible est l'Afrique subsaharienne qui, malgré les réformes qu'elle a entreprises, n'a malheureusement pas encore surmonté son syndrome historique de faible croissance.

Le progrès des techniques et des télécommunications dans le processus d'industrialisation a abouti à ce que l'on pourrait appeler la "mondialisation" des marchés des biens, des services, des technologies et du financement, ainsi que des lieux de production. On assiste partout à l'expansion des échanges et des mouvements de capitaux transfrontières, au renforcement de la division internationale du travail fondée sur la spécialisation et l'avantage comparatif, à l'expansion des réseaux transnationaux et à la multiplication des coentreprises entre partenaires de différents pays. Les effets de la mondialisation, qui s'est accélérée ces dernières années, se feront nécessairement sentir avec retentissement sur le développement économique et social général bien au-delà de l'an 2000. Certains des principaux changements qui ont influé et continueront d'influer sur la forme de l'industrie sont décrits ci-après.

Libéralisation et intégration des échanges mondiaux

Un événement important pour les économies nationales et pour les pays en développement pris globalement a été la conclusion du cycle d'Uruguay de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'ouverture substantielle

des marchés, conjuguée à l'inclusion de nouvelles zones et à des réformes des procédures, promet de mettre en œuvre des changements de grande portée. Pour les pays en développement, la libéralisation progressive des secteurs du textile et du vêtement ouvre de vastes perspectives, encore qu'il soit probable que les avantages qui en découleront restent inégalement répartis à court terme en faveur des PNI et de la Chine. Les débuts de la libéralisation dans l'agriculture sont également considérés favorablement pour ce qui est de l'efficacité et de l'équité.

L'inclusion des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce dans le cadre du GATT semble pour le moment ne procurer qu'un avantage unilatéral en faveur des pays les plus avancés. Dans le cas des mesures concernant les investissements et liées au commerce, les gains et les pertes sont plus difficiles à calculer, mais l'étendue des restrictions des choix au niveau national sera probablement moins grave qu'on avait pu le craindre, étant donné le climat général de libéralisation des marchés. Le principal gain potentiel réside dans le mécanisme de règlement des différends de l'OMC, qui promet d'empêcher les actions nationales unilatérales, lesquelles sont une source de frictions et de frustrations pour les pays en développement. Il reste toutefois à voir quel sera son impact réel sur le contournement des droits antidumping et des droits compensateurs.

La conclusion du cycle d'Uruguay met sur le devant de la scène les normes en matière d'emploi et les questions d'environnement dans les différends portant sur les échanges internationaux. Il devient plus courant, pour les pays développés, d'essayer de lier les privilèges commerciaux à des améliorations des normes d'emploi et d'environnement. En fait, les efforts déployés pour inscrire officiellement les normes en matière d'emploi à l'ordre du jour de l'OMC se sont soldés par un compromis, selon lequel la question devait être discutée au sein du comité préparatoire de l'Organisation. Un comité du commerce et de l'environnement a déjà été créé, qui sera intégré à l'OMC en 1995. Bien que ces questions ne manquent pas d'intérêt, les pays en développement les considèrent comme du protectionnisme déguisé.

Abstraction faite des problèmes auxquels se heurtera l'OMC pour faire appliquer le nouveau régime, on considère généralement que des gains importants peuvent être réalisés au profit de l'économie industrielle mondiale dans son ensemble à condition que les pays en développement deviennent compétitifs. A terme, le nouvel accord mondial sur le commerce instaurera aussi un environnement mondial plus efficace et plus compétitif qui entraînera des changements dans la production industrielle et de nouvelles économies de spécialisation.

Résurgence du régionalisme

Le régionalisme connaît un renouveau dans plusieurs parties du monde. A la naissance du marché unique en Europe a répondu l'extension de l'Accord de li-

bre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) au Mexique, sans parler de l'institutionnalisation rapide de la coopération économique Asie-Pacifique. Chacun de ces accords commerciaux régionaux, ainsi que des accords conclus à moins grande échelle, tels que la Zone de libre-échange de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Mercado Común del Sur (MERCOSUR) visent à exercer une influence par le biais d'une action collective au sein d'une économie mondiale de plus en plus intégrée.

Les membres de chaque groupement économique espèrent bénéficier d'une intensification du commerce et des investissements transfrontières, d'une libre circulation de la main-d'œuvre, d'échanges d'informations plus nombreux, d'une multiplication des transferts de technologie et de la formation d'alliances stratégiques. Avec l'interdépendance des économies et la mondialisation, la localisation des activités industrielles sera plus sensible aux différences de coûts, et les pays en développement devront tirer parti de cette double évolution pour renforcer leurs liens avec les pays développés dans le domaine des échanges et des investissements.

Croissance induite par le secteur privé

La plupart des pays en développement ont opté pour une stratégie de croissance fondée sur l'économie de marché, où l'on met surtout l'accent sur le secteur privé comme moteur de la croissance. Beaucoup souhaitent reproduire le modèle suivi par le Japon et les PNI d'Asie, caractérisé par une concurrence intense, l'ouverture sur l'extérieur, la compétitivité au niveau international et le rôle très important dévolu au secteur privé.

En Amérique latine, dans de nombreux pays d'Afrique et dans les pays en transition d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, les entreprises d'État contrôlaient la majeure partie de l'industrie, en particulier les secteurs de la sidérurgie, de la pétrochimie et des engrais, ainsi que les services relatifs aux infrastructures de base, tels que les services publics de distribution et les transports. En Europe de l'Est, elles fournissaient plus de 90 % de la production industrielle. D'une façon générale, la situation de monopole des entreprises d'État était considérée comme une des causes de l'inefficacité et du manque de compétitivité qui gagnaient le secteur privé opérant dans un environnement de marché hautement protégé. Ces dernières années, toutefois, de nombreux pays en développement ont entrepris des réformes économiques fondées sur la privatisation.

Dans le passé, la privatisation a pris de nombreuses formes. A côté de la vente pure et simple d'actifs publics au secteur privé, une autre formule courante a été la création de coentreprises entre partenaires nationaux et étrangers pour proposer des projets de privatisation. En Chine, les fabricants d'automobiles des États-Unis ont été encouragés récemment à participer à un projet de "voiture du peuple". L'Inde, de son côté, a ouvert son secteur des télécommunica-

Tableau 1. Estimations du taux de croissance du PIB et de la VAM

Région, pays ou territoire	Taux de croissance du PIB (%)			Taux de croissance de la VAM (%)		
	1993	1994	1995	1993	1994	1995
Monde	1,6	3,1	2,9	0,3	4,4	3,2
Pays en développement (à l'exclusion de la Chine)	3,5	4,0	3,7	4,4	5,3	5,4
Pays développés à économie de marché	1,0	2,9	2,6	-1,1	4,2	2,4
Chine	13,8	11,4	9,0	20,0	15,8	14,0
Europe (à l'exclusion de l'ex-URSS et de l'ex-Yougoslavie)	-8,4	-8,8	-11,3	-9,2	-12,5	-9,2
Amérique du Nord	3,0	4,0	2,7	4,6	6,1	1,4
Bermudes	2,0	2,5	2,5	2,6	2,7	2,7
Canada	2,2	4,1	3,2	5,0	6,7	2,7
États-Unis	3,1	4,0	2,7	4,5	6,0	1,3
Europe occidentale	-0,4	2,8	2,8	-3,3	4,6	2,9
Allemagne, partie occidentale	-1,7	2,5	2,4	-7,7	3,7	2,3
Allemagne, partie orientale	5,8	9,0	9,2	6,9	10,5	10,7
Autriche	-0,1	2,6	2,4	-2,8	2,4	0,8
Belgique	-1,7	2,2	1,7	-4,6	2,7	3,6
Danemark	1,5	5,4	3,1	-2,9	10,2	3,3
Espagne	-1,1	1,9	2,6	-4,9	8,2	2,4
Finlande	-1,6	3,7	5,5	5,3	11,4	7,0
France	-0,9	2,1	3,0	-4,5	3,2	2,6
Grèce	-0,5	0,9	1,3	-3,2	3,5	—
Irlande	4,0	5,2	4,5	5,4	10,4	5,9
Islande	0,8	2,0	2,5	-2,3	-0,4	0,4
Israël	3,0	7,9	4,1	6,9	7,9	4,4
Italie	-0,7	2,2	2,8	-3,0	2,3	3,5
Luxembourg	0,3	3,3	3,0	-3,0	6,5	2,9
Malte	5,0	4,0	6,0	4,9	3,4	6,6
Norvège	2,3	5,5	2,7	2,0	6,7	2,3
Pays-Bas	0,3	2,3	2,1	-2,5	3,8	1,5
Portugal	-1,0	0,8	1,0	-1,9	-0,5	-0,3
Royaume-Uni	2,1	3,9	2,8	1,3	4,2	1,6
Suède	-1,8	2,1	2,2	2,5	11,1	2,8
Suisse	-0,8	2,0	2,2	-0,6	8,0	3,2
Europe de l'Est et ex-URSS (y compris l'ex-Yougoslavie)	-8,7	-9,3	-3,3	-8,7	-11,6	-8,5
Albanie	-9,0	-5,0	-3,0	-12,5	-6,5	-4,2
Bulgarie	-4,7	-1,5	-2,0	-11,7	4,0	-6,0
Hongrie	-3,3	3,0	1,5	3,8	8,6	3,1
Pologne	4,0	5,0	5,0	8,3	6,6	6,6
Roumanie	1,2	—	-1,0	-0,1	-1,5	-2,9
Ex-Tchécoslovaquie	-2,0	2,0	3,0	-2,8	2,1	3,3
Ex-URSS	-13,0	-16,0	-7,0	-15,0	-23,0	-19,5
Ex-Yougoslavie	-3,5	-3,0	-2,0	-2,2	-1,8	-1,0
Japon	0,1	0,8	1,8	-4,5	0,8	2,9
Autres pays développés	3,3	4,5	3,1	4,5	6,0	2,8
Afrique du Sud	1,1	2,3	2,2	—	1,6	2,2
Australie	3,7	5,2	3,4	6,5	8,5	3,1
Nouvelle-Zélande	5,2	4,3	3,3	6,0	4,4	2,8
Amérique latine et Caraïbes	3,4	4,3	2,1	2,7	4,8	2,4
Antilles néerlandaises et Aruba	1,2	-2,7	5,2	0,4	-4,6	5,5
Argentine	6,0	6,5	3,5	6,7	7,9	3,9
Bahamas	2,0	2,0	4,6	—	—	—
Barbade	1,5	2,4	4,5	-3,7	5,6	3,0
Belize	4,2	3,5	4,3	-1,3	2,7	2,7
Bolivie	4,0	4,2	4,0	4,9	5,2	4,9
Bésil	5,0	5,3	3,5	3,9	3,9	4,0
Chili	6,0	4,4	5,7	3,6	2,4	5,5
Colombie	5,3	5,0	4,8	1,9	5,2	4,9
Costa Rica	6,4	4,5	4,1	6,5	5,2	4,8
Cuba	-17,0	—	2,0	-7,0	-7,9	1,4
Équateur	2,0	2,5	2,5	2,3	1,9	1,3
El Salvador	5,1	6,0	4,9	7,6	7,4	6,0
Guadeloupe	4,6	3,3	3,6	3,9	2,8	3,1
Guatemala	3,9	4,0	3,2	2,9	3,5	2,7
Guyana	8,2	7,7	4,5	2,9	12,7	9,6
Guyane française	-0,1	0,6	0,8	2,0	2,1	2,0

Région, pays ou territoire	Taux de croissance du PIB (%)			Taux de croissance de la VAM (%)		
	1993	1994	1995	1993	1994	1995
Haïti*	-4,0	-5,0	—	-12,0	-10,4	-2,1
Honduras	6,1	-1,0	0,8	3,7	3,7	3,4
Jamaïque	0,7	2,2	2,1	0,2	1,8	1,6
Martinique	5,5	8,0	5,0	5,8	12,4	4,5
Mexique	0,4	3,1	-2,5	-0,9	4,1	-2,6
Montserrat	12,5	9,9	4,5	12,7	10,4	5,6
Nicaragua	0,9	1,8	0,7	-1,5	5,0	0,8
Panama	5,4	4,5	1,8	9,8	4,5	1,2
Paraguay	3,7	4,0	5,1	3,2	3,5	4,7
Pérou	6,4	10,0	4,1	6,7	17,0	5,9
Porto Rico	3,2	4,0	4,3	4,0	5,1	4,9
République dominicaine	3,0	3,0	4,8	1,7	1,8	5,2
Suriname	—	-3,0	0,6	1,5	0,5	-3,3
Trinité-et-Tobago	-2,4	2,5	2,7	0,7	1,5	2,1
Uruguay	1,5	1,4	2,0	-8,7	-0,4	0,3
Venezuela	-0,4	-3,2	0,3	-1,4	-2,9	0,9
Afrique tropicale (subsaharienne)	1,2	1,8	1,9	-1,1	2,9	3,8
Bénin*	3,3	4,9	4,5	2,6	3,3	3,1
Botswana*	3,0	6,8	7,3	5,0	11,0	18,8
Burkina Faso*	0,4	2,5	2,1	1,0	1,7	2,3
Burundi*	-1,2	5,6	2,5	-3,1	9,6	6,7
Cameroon	-4,9	-3,4	-2,2	-5,4	-3,7	-1,9
Cap-Vert*	4,0	3,8	3,3	6,4	6,5	6,5
Congo	-2,1	1,3	6,1	-2,8	-3,1	-0,7
Côte d'Ivoire	-1,1	2,5	-0,8	0,3	2,5	-1,1
Djibouti*	2,2	3,3	2,0	2,4	2,8	2,4
Guinée*	4,5	4,1	4,6	5,0	6,0	6,5

AMÉRIQUE DU NORD



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Légende :



par région et par pays pour 1993 et 1994 et projections pour 1995

Région, pays ou territoire	Taux de croissance du PIB (%)			Taux de croissance de la VAM (%)		
	1993	1994	1995	1993	1994	1995
Guinée équatoriale*	7.3	3.6	5.6	10.0	—	5.5
Éthiopie et Érythrée*	7.7	1.5	2.0	21.9	3.6	4.1
Gabon	2.5	6.5	3.3	1.1	11.9	5.3
Gambie*	1.5	5.1	5.3	2.8	4.9	5.0
Ghana	4.8	7.0	6.6	2.3	9.6	9.6
Guinée-Bissau*	3.0	3.1	2.5	-1.4	-1.4	-1.4
Kenya	-0.2	2.0	3.0	1.8	4.0	4.9
Lesotho*	6.2	4.9	2.4	5.0	9.8	9.7
Libéria*	—	—	-1.5	2.0	0.8	1.6
Madagascar*	2.1	-3.1	-0.1	3.1	-2.3	-0.5
Malawi*	10.8	3.9	5.8	-1.0	11.1	7.3
Mali*	7.7	1.4	1.4	6.5	9.2	7.5
Maurice	5.4	7.5	5.1	10.0	9.4	7.4
Mozambique*	18.6	5.5	10.9	21.7	27.3	22.4
Nambie	-2.2	2.3	-2.9	-2.8	2.1	-2.6
Niger*	1.4	0.6	1.3	3.7	3.8	3.7
Nigéria	2.3	—	-0.9	-10.2	-6.0	-1.0
Ouganda*	6.4	2.8	2.0	3.7	3.9	3.4
République centrafricaine*	-2.5	3.4	2.4	0.4	3.1	2.7
République-Unie de Tanzanie*	4.8	4.5	4.5	7.4	5.3	6.1
Réunion	3.9	5.2	4.3	3.9	4.4	4.0
Rwanda*	3.2	-10.0	1.6	—	-15.0	1.8
Sao Tomé-et-Principe*	12.2	2.2	1.1	11.5	2.2	1.2
Sénégal	-2.0	3.3	3.1	-1.4	4.4	3.8
Seychelles	3.9	5.7	6.8	12.4	9.9	10.5
Sierra Leone*	-2.4	-0.8	2.0	8.2	6.6	3.5
Somalie*	2.0	3.1	2.5	-5.0	5.0	5.2
Swaziland	2.0	4.9	6.6	6.1	7.0	7.6
Tchad*	-2.9	3.9	2.7	-3.0	3.9	2.7
Togo*	-12.7	-3.4	4.8	-40.8	-21.8	-0.6
Zaïre*	-8.2	-2.1	-1.2	-11.5	-4.2	-3.2
Zambie*	6.8	0.2	1.8	5.8	3.4	3.9
Zimbabwe	2.0	5.6	5.1	-8.9	6.6	6.5
Afrique du Nord	0.2	2.1	1.8	-0.4	2.9	2.7
Algérie	-2.2	-1.6	1.1	-2.9	0.5	-4.2
Égypte	2.9	3.8	4.6	-3.1	1.9	3.9
Jamahiriya arabe libyenne	-0.2	3.5	-0.4	9.6	9.7	9.6
Maroc	-0.2	5.6	3.7	-2.0	1.5	4.2
Mauritanie*	5.0	1.7	2.1	6.2	6.5	6.4
Soudan*	1.7	1.9	-1.4	1.5	1.6	-0.6
Tunisie	2.1	4.4	4.0	3.0	6.9	6.3
Asie occidentale	2.1	1.3	2.2	6.2	2.1	3.8
Arabie saoudite	1.0	0.6	-0.2	4.5	2.8	5.1
Bahrein	6.1	5.6	2.6	4.7	4.4	2.6
Chypre	5.6	3.1	4.9	6.6	4.4	4.1
Émirats arabes unis	1.0	-1.0	-0.4	1.5	5.2	5.0
Iran (République islamique d')	1.8	3.4	2.4	5.0	4.5	3.5
Iraq	-26.1	-23.0	3.0	-17.8	-24.2	-2.3
Jordanie	5.7	4.7	2.9	1.7	2.1	1.3
Koweït	21.5	8.0	10.0	33.7	12.0	12.0
Oman	4.0	-1.0	3.7	5.0	1.5	4.0
Qatar	5.0	4.5	2.8	8.6	5.1	3.6

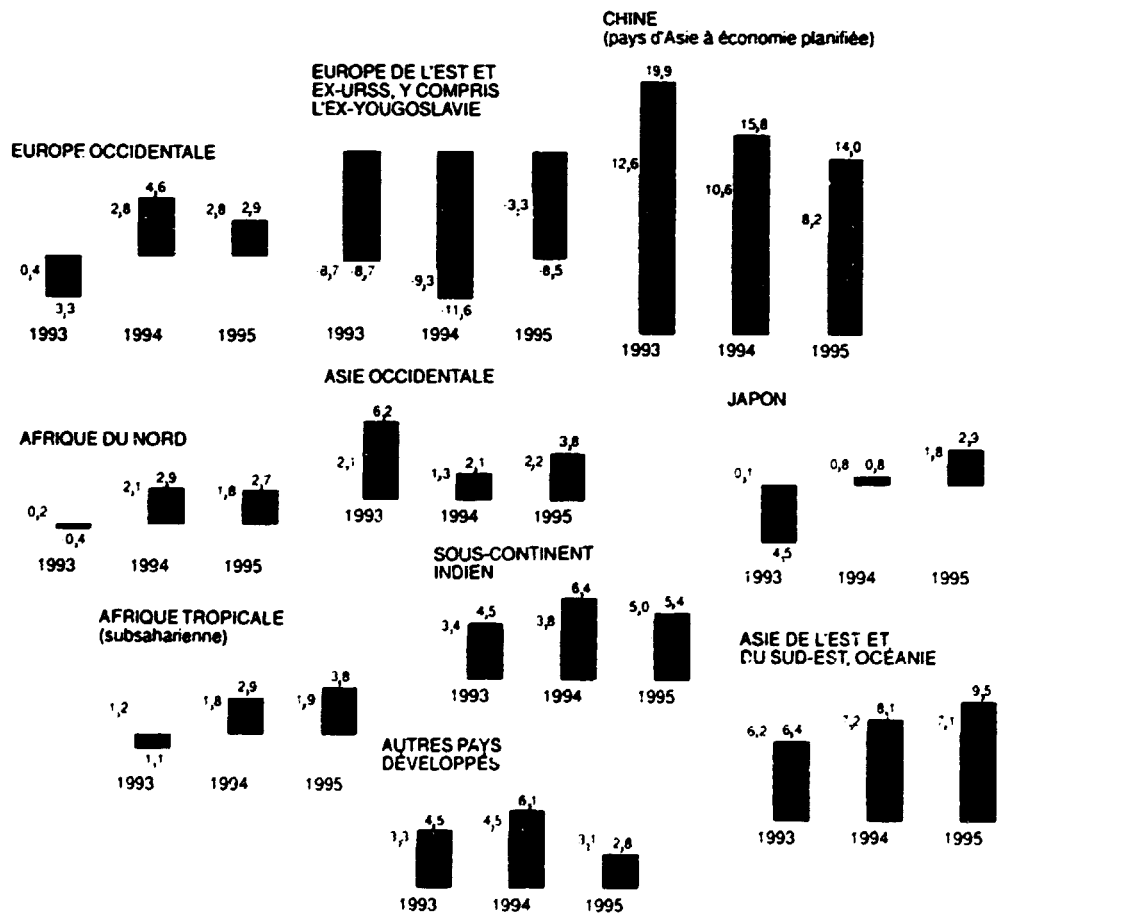


Tableau 1 (suite). Estimations du taux de croissance du PIB et de la VAM par région et par pays pour 1993 et 1994 et projections pour 1995

Région, pays ou territoire	Taux de croissance du PIB (%)			Taux de croissance de la VAM (%)			Région, pays ou territoire	Taux de croissance du PIB (%)			Taux de croissance de la VAM (%)		
	1993	1994	1995	1993	1994	1995		1993	1994	1995	1993	1994	1995
République arabe syrienne	0,2	4,8	3,2	1,4	6,3	4,6	Philippines	2,0	4,4	4,9	0,7	4,4	5,0
Turquie	7,6	-5,0	1,7	9,3	-3,7	3,1	Polynésie française	5,7	5,4	4,6	5,8	5,4	4,5
Yémen, région nord*	4,1	11,2	7,1	2,6	8,8	10,4	Province chinoise de Taiwan	6,2	6,3	7,4	5,0	4,7	7,3
Yémen, région sud*	3,0	5,4	3,1	2,8	3,7	2,8	République de Corée	5,6	7,9	8,0	4,2	9,7	11,4
Sous-continent indien	3,4	3,8	5,0	4,5	6,4	5,4	Samoa*	3,0	1,1	1,2	1,6	0,8	0,8
Afghanistan*	2,0	3,0	0,5	6,0	4,0	2,7	Singapour	9,9	10,2	9,0	10,7	13,1	10,8
Bangladesh*	4,5	4,6	3,5	8,0	5,4	4,4	Thaïlande	7,8	8,4	8,2	11,5	9,8	11,3
Bhoutan*	6,7	4,9	6,9	8,0	10,7	11,0	Tonga	3,6	4,9	4,6	3,7	7,3	4,7
Inde	3,1	4,0	5,0	4,0	6,7	5,2	Tuvalu*	...	...	...	...	...	...
Myanmar*	6,0	0,8	6,2	6,3	—	6,6	Vanuatu*	1,8	4,5	4,5	9,3	12,9	10,6
Népal*	2,9	7,8	3,9	4,7	8,7	5,5	Pays d'Asie à économie planifiée	12,6	10,6	8,2	19,9	15,8	14,0
Pakistan	2,6	4,0	5,0	5,6	6,2	6,8	Chine	13,8	11,4	9,0	20,0	15,8	14,0
Sri Lanka	6,9	3,3	3,6	9,0	7,2	4,4	Mongolie	-1,4	-6,0	3,0	-5,0	—	-2,1
Asie de l'Est et du Sud-Est, Océanie	6,2	7,2	7,1	6,4	8,1	9,5	République démocratique populaire lao*	5,9	4,4	4,2	8,1	8,5	4,2
Brunéi Darussalam	2,9	5,6	1,0	1,7	—	-0,4	République populaire démocratique de Corée	-2,4	-5,0	-6,0	...	...	...
Fidji	1,7	-1,3	0,7	5,0	—	-1,4	Viet Nam	8,1	8,0	5,1	...	...	...
Hong-kong	5,4	5,4	5,7	2,6	—	2,5							
Indonésie	6,5	6,5	5,3	9,4	8,4	10,5							
Macao	5,8	5,3	4,1	...	...	...				
Malaisie	8,3	8,5	6,5	13,0	11,1	9,5							
Nouvelle-Calédonie	1,7	3,7	5,8	0,1	1,8	3,5							
Papouasie-Nouvelle-Guinée	15,4	9,3	2,8	9,3	14,3	7,7							

Note: Calculs sur la base du dollar des États-Unis de 1990

*Pays les moins avancés

Tableau 2. Part de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier des pays en développement dans le total mondial en 1975 et 1990, part projetée pour 1995 et taux de croissance pour la période 1975 à 1995 (En pourcentage)

CITI	Secteur	Part des pays en développement dans le total mondial (à l'exclusion de la Chine)*			Taux de croissance annuels moyens			
		1975*	1990	1995	Pays développés à économie de marché		Pays en développement à économie de marché	
		1975	1985	1995	1975	1985	1985	1995
3	Industries manufacturières	12,1	14,7	17,4	2,1	1,5	4,6	3,6
311	Industries alimentaires	15,3	17,2	18,3	1,6	2,3	3,0	2,2
313	Boussons	21,1	25,8	27,3	0,8	1,7	3,0	2,9
314	Industrie du tabac	33,7	29,5	30,2	1,8	3,8	3,8	2,1
321	Industrie textile	19,6	20,4	36,4	-0,4	-0,7	2,8	2,6
322	Articles d'habillement	12,8	25,3	29,2	-0,5	0,1	4,9	4,1
323	Articles en cuir et en fourrure	19,3	30,5	34,0	-1,3	-0,7	3,6	1,2
324	Chaussures, à l'exclusion des chaussures en caoutchouc et en matière plastique	19,9	31,9	43,8	-0,7	-2,3	4,7	3,2
331	Ouvrages en bois et en liège	13,0	12,6	13,1	-0,1	1,4	1,3	1,4
332	Meubles et accessoires	10,2	10,5	13,6	0,9	1,9	2,7	5,0
341	Papier et articles en papier	9,9	11,1	13,5	1,6	1,6	4,7	3,7
342	Imprimerie et édition	9,0	6,7	7,6	3,7	2,4	2,2	4,3
351	Industrie chimique	9,3	13,3	16,7	1,7	1,4	6,9	3,3
352	Autres produits chimiques	17,5	16,7	17,5	3,7	3,5	6,4	2,6
353	Raffineries de pétrole	22,7	33,2	36,7	1,0	0,8	6,2	1,6
354	Dérivés du pétrole et du charbon	11,0	22,7	24,0	0,2	0,5	9,3	0,2
355	Industrie du caoutchouc	13,5	20,4	21,5	1,1	0,8	5,7	2,3
356	Ouvrages en matière plastique n.c.a.	13,7	13,3	12,8	5,6	4,4	7,2	3,8
361	Grès, porcelaines et faïences	16,5	20,9	25,7	-0,5	0,7	5,4	2,5
362	Industrie du verre	10,9	13,8	17,8	1,5	1,2	3,5	4,8
369	Autres produits minéraux non métalliques	14,7	20,9	26,2	0,6	1,1	3,3	4,4
371	Sidérurgie	10,3	20,7	28,3	-1,8	-1,0	5,9	4,7
372	Métaux non ferreux	10,0	17,9	20,8	1,1	0,7	6,6	4,1
381	Ouvrages en métaux (sauf les machines)	10,1	10,8	15,0	1,2	1,3	3,7	5,1
382	Machines non électriques	5,8	6,8	9,6	2,8	0,8	4,6	4,9
383	Machines électriques	8,5	11,9	14,1	5,0	1,0	6,5	5,9
384	Matériel de transport	7,3	9,7	12,6	3,0	1,4	5,2	5,9
385	Matériel professionnel et scientifique	4,0	5,4	6,2	3,2	4,6	7,9	6,0
390	Autres industries manufacturières	10,4	16,0	18,4	0,9	2,3	5,1	2,1

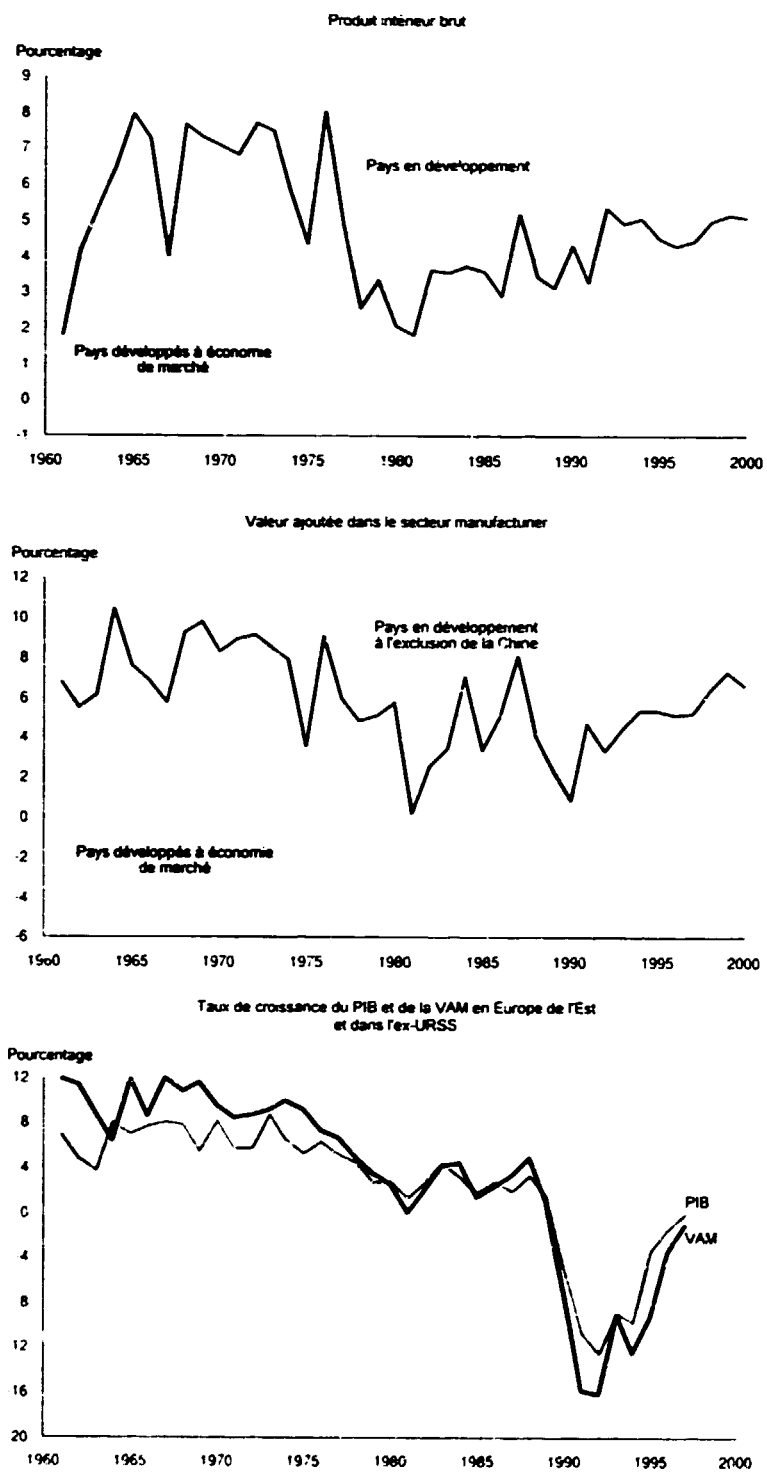
Source: Base de données de l'ONUDI

Notes: Les taux de croissance de la VAM sont fondés sur les chiffres en monnaies nationales corrigés de l'inflation convertis en dollars des États-Unis de 1990. Ils ont été calculés pour un échantillon de 120 pays : 25 pays développés et 95 pays en développement (Stratégies industrielles regroupées par l'ONUDI)

CITI = Classification internationale type par industrie, de toutes les branches d'activité économique (Révision 2)

*Le calcul de cette part est fondé sur les prix et les taux de change de 1975. Pour les autres années, on s'est fondé sur le dollar des États-Unis de 1990. La Chine et les autres pays asiatiques à économie planifiée ne sont pas inclus dans l'échantillon (on estime que leur part dans le total mondial a représenté, en 1990, 2,8 % de la production manufacturière)

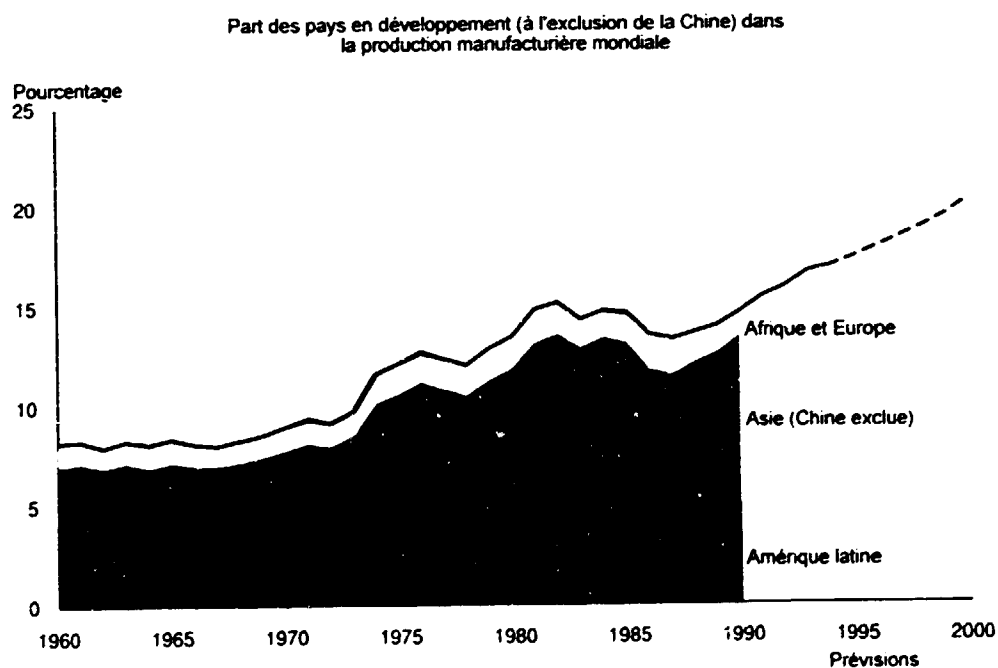
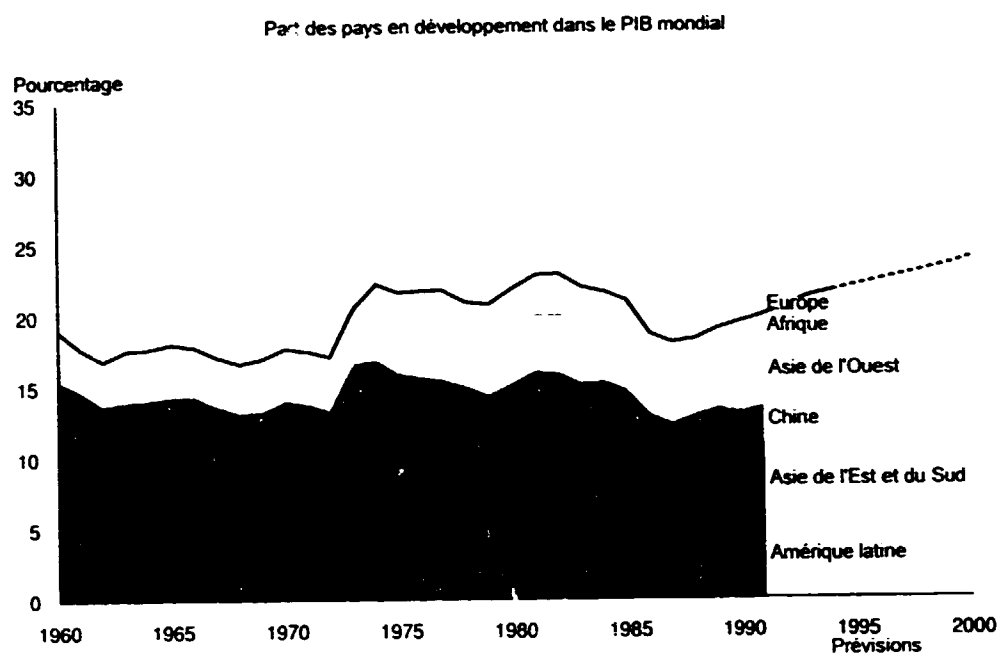
Figure 1. Taux de croissance du PIB et de la VAM dans les régions développées et les régions en développement, 1960-2000



Source : Statistiques de comptabilité nationale de l'ONU et Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche de l'ONUDI

Note : Les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres du PIB et de la VAM exprimés en monnaie nationale aux prix de 1990, puis regroupés et convertis en dollars des États-Unis au taux de change de 1990. Les lignes en pointillé indiquent la tendance historique à long terme.

Figure 2. Part des pays en développement dans le PIB et dans la production manufacturière mondiale, 1960-2000



Source : Statistiques de comptabilité nationale de l'ONU et Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche de l'ONU.

Note. Les parts régionales du PIB et de la VAM sont calculées à partir des chiffres en monnaie nationale, puis regroupées et converties en dollars des États-Unis aux prix et taux de change courants. Les lignes en pointillés indiquent la part historique et projetée de la totalité des pays en développement dans le PIB mondial, et de l'ensemble de ces pays moins la Chine dans la VAM. Ces parts sont calculées à partir des chiffres en monnaies nationales exprimées aux prix de 1990, puis regroupées et converties en dollars des États-Unis au taux de change de 1990.

tions à des opérateurs internationaux tels que British Telecom, AT&T et US West. La privatisation est donc apparue comme un élément intrinsèque de la création d'une économie de marché où il est permis à la concurrence de s'épanouir, ce qui entraîne des améliorations de la productivité et de l'efficacité.

Apparition d'entreprises mondiales et rôle des mouvements de capitaux étrangers

On ne saurait nier que les entreprises transnationales jouent un rôle considérable dans le processus d'industrialisation des pays en développement. S'il est vrai que le volume de technologie qui a été transféré aux pays d'accueil laisse beaucoup à désirer, les entreprises transnationales n'y ont pas moins créé des emplois pour des millions de travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés et introduit des méthodes de gestion moderne dans les industries locales.

Aujourd'hui, avec la rapidité du progrès technologique, la mobilité instantanée des capitaux, la division internationale du travail résultant de sources d'approvisionnement planétaires, ainsi que de nouveaux schémas de coopération et de concurrence ont conduit les entreprises transnationales à se transformer en une forme d'entreprises mondiales. La différence subtile réside dans le fait que ces dernières ont, au niveau de leur direction, une représentation régionale beaucoup plus large. Elles n'essaient pas d'imposer une copie conforme de leur siège social dans chacune de leurs filiales, ni de lancer d'abord leurs nouveaux produits dans les pays où elles ont leur siège social. Elles ont à l'égard du monde une attitude beaucoup moins asymétrique que les anciennes entreprises transnationales. Qu'elles appartiennent à des pays développés ou en développement, elles sont appelées, à mesure qu'elles s'étendent sur la planète, à transformer l'économie industrielle mondiale².

Pour atteindre le taux de croissance élevé qu'ils visent, les pays en développement ont besoin de capitaux pour financer les infrastructures publiques et les entreprises commerciales. Dans les pays en développement d'Asie, les investissements représentent en moyenne plus de 30 % du PIB, contre 16 % aux États-Unis. Entre 1990 et 1993, les apports d'investissements étrangers directs (IED) dans les pays en développement ont plus que doublé, passant de 31 à 80 milliards de dollars des États-Unis. Près de 60 % se sont dirigés vers l'Asie, où la Chine a été le principal bénéficiaire. Les IED dans les pays en développement se sont concentrés surtout jusqu'à présent dans le secteur manufacturier, mais, avec la déréglementation croissante du secteur public, on a observé un transfert vers les services, tels que les communications, l'énergie, les transports et les services financiers. Au sein du secteur manufacturier, ils se sont orientés vers des secteurs de haute technicité à forte concentration de capital.

Technologies nouvelles et valorisation des ressources humaines

Du fait de l'amélioration des liens de communication à l'échelle mondiale, la technologie industrielle se diffuse aujourd'hui plus facilement que par le passé. Plusieurs exemples illustreront ce phénomène : après le début de la révolution industrielle, à la fin du XVIII^e siècle, le Royaume-Uni a mis cinquante-huit ans pour doubler son revenu réel par habitant; il a fallu aux États-Unis quarante-sept ans pour obtenir le même résultat à partir de 1839; au Japon, le processus a duré trente-quatre ans à partir de 1885; en République de Corée, onze années ont suffi à partir de 1966, et dans le cas le plus récent, celui de la Chine, l'évolution s'est faite en moins de dix ans³.

Les pays en développement commencent à se rendre compte que l'accès aux ressources naturelles et la présence d'une main-d'œuvre bon marché ne sont plus les facteurs déterminants de la compétitivité au niveau international. L'avantage comparatif dépend de plus en plus des moyens technologiques et de l'innovation, ainsi que de l'aptitude à appliquer et à adapter de nouvelles technologies au processus de production. Une nouvelle tendance est également en train d'apparaître : les consommateurs demandent des produits correspondant à leurs besoins spécifiques. A la production de masse pour la consommation de masse, qui ne sera bientôt plus qu'un souvenir, l'automatisation et la technologie de l'information permettent de substituer une offre de produits personnalisés à des prix raisonnables et en deux fois moins de temps.

L'introduction des technologies modernes a toutefois des effets néfastes, notamment sur l'emploi dans le secteur manufacturier. De nombreux pays développés enregistrent une tendance inquiétante à la hausse du chômage, bien qu'ils aient réussi à accroître leur PIB en améliorant la productivité grâce à des technologies plus efficaces. Malheureusement, il est peu probable que les travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés qui perdent leur emploi soient capables de s'orienter vers de nouvelles industries et de nouveaux services. Ce processus d'ajustement est une conséquence inévitable de la croissance industrielle et économique, et a de lourdes conséquences pour l'enseignement et la formation.

Peu d'économistes peuvent contester le rôle fondamental de la valorisation des ressources humaines dans le processus d'industrialisation. Quand la base industrielle s'élargit, il faut que les qualifications suivent. Ainsi, à mesure que les industries existantes adopteront des techniques plus avancées, il faudrait que les qualifications moyennes de la main-d'œuvre s'élèvent. A cette fin, les pays en développement devront identifier les compétences génériques qui auront le plus de chances d'être demandées pour satisfaire les besoins de l'industrie mondiale dans les décennies à venir, de façon que les programmes d'enseignement et de formation soient à même d'inculquer les compétences nécessaires en qualité et en quantité suffisantes. La stratégie à suivre pour la valorisation des ressources humaines dépend donc,

dans chaque pays, du niveau actuel de développement industriel, des compétences disponibles et du réseau d'établissements pour la formation de capital humain.

Étant donné la rapidité du progrès technologique, il faudrait que la valorisation des ressources humaines se concentre sur la formation scientifique et technique. D'autre part, la connaissance des méthodes modernes de gestion va prendre au cours des prochaines décennies une importance croissante. Il convient donc de veiller à ce que les activités familiales et les méthodes de gestion traditionnelles qui sont largement répandues dans nombre de ces pays s'améliorent pour permettre aux entreprises industrielles de répondre plus efficacement aux exigences d'un monde de plus en plus concurrentiel.

Consommation d'énergie et d'autres matières premières

L'industrialisation croissante des pays en développement continuera d'alimenter la demande mondiale de matières premières. Les réformes économiques et la technologie agricole ont contribué à accroître la capacité de rendement de nombreux produits de base. Des économies de marché plus ouvertes et des apports d'IED plus massifs fourniront la technologie moderne et les ressources financières requises pour la prospection et l'extraction de minéraux. La demande de produits de base sera toutefois limitée par les matériaux artificiels de substitution, tels que le caoutchouc et les matières plastiques synthétiques, et une baisse des apports de matières premières pour la fabrication de la plupart des produits.

Mais l'élément qui influera le plus à l'avenir sur l'industrie sera la hausse de la consommation de ressources énergétiques. La croissance économique et démographique des pays en développement s'accompagnera d'une augmentation de leur demande d'énergie. Les industries de base, telles que la sidérurgie et la pétrochimie, que l'on trouve dans la plupart d'entre elles, tendent à consommer de plus en plus d'énergie. D'après les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le prix réel du pétrole atteindra 28 dollars le baril (prix de 1993) en 2005, soit une augmentation de 50%. Une progression régulière du prix du pétrole ne poserait pas trop de problèmes, car les économies auraient le temps de s'adapter, mais une brusque montée en flèche risquerait de déclencher un autre "choc pétrolier", qui compromettrait gravement la compétitivité des produits des pays en développement et se traduirait par un ralentissement de la croissance économique.

Préoccupations écologiques et développement industriel durable

Avec l'adoption du Programme Action 21 à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 8 au 14 juin 1992, les pays en développement comme les pays développés ont été contraints d'accorder une plus grande attention aux questions d'environnement et à leurs liens avec le développement industriel durable. Mais comme cela a été noté à la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, tenue à Berlin du 28 mars au 7 avril 1995, peu de progrès ont été faits en ce qui concerne la diminution ou le maintien des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Les combustibles à base de carbone continuent de couvrir 90% des besoins énergétiques mondiaux. Toute pression pour accroître l'utilisation de substituts non polluants désorganiserait complètement l'économie mondiale, et tout particulièrement l'économie des pays en développement qui sont tributaires de l'énergie et d'industries polluantes, telles que la sidérurgie, la pétrochimie, et l'industrie de la pâte à papier et du papier. En outre, des mesures réglementaires visant à protéger l'environnement risqueraient de constituer un obstacle supplémentaire à leur processus d'industrialisation. Le problème se trouve encore compliqué par le fait que les recherches consacrées à la mise au point de nouvelles technologies non polluantes sont un quasi-monopole des pays développés, dont peu sont disposés à fournir lesdites technologies gratuitement. Les négociations sur les objectifs d'émission sont dans l'impasse, les pays en développement refusant d'employer les moyens nécessaires pour réduire leurs émissions tant que les pays développés ne seront pas prêts à financer la dépense et à leur fournir les technologies non polluantes.

Devant ces problèmes, il est clair que les gouvernements doivent agir sans tarder, en concevant des politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, l'arrêt des subventions d'État aux industries consommant beaucoup d'énergie pourrait conduire à une utilisation plus efficace de l'énergie et promouvoir les économies dans ce domaine. Une planification rationnelle des transports contribuerait, dans la plupart des grandes villes du monde, à réduire les encombrements et la pollution; enfin, les gouvernements devraient veiller à ce que des ressources suffisantes soient disponibles pour les recherches sur la science du changement climatique et sur les moyens de réduire les coûts des combustibles non polluants.

Le GATT et les avantages découlant du commerce

Le Cycle d'Uruguay des négociations commerciales mondiales du GATT, qui a duré sept ans, s'est achevé en avril 1994 par la signature d'un accord à Marrakech (Maroc). Un trait marquant des négociations a été le rôle joué par les pays en développement, qui ont essayé d'établir un cadre commun pour

le libre-échange mondial. Revenant sur leur préférence pour le protectionnisme et surmontant leur défiance dans de nouveaux domaines tels que le commerce des services et les droits de propriété intellectuelle, ces pays ont participé activement au cycle d'Uruguay.

Quelques chiffres illustreront la nouvelle attitude des pays en développement. Après le lancement du cycle d'Uruguay en 1986, plus de 60 d'entre eux ont signalé au secrétariat du GATT des mesures de libéralisation unilatérales. Vingt-quatre ont adhéré au GATT pendant les négociations elles-mêmes et vingt autres, dont la Chine, plusieurs pays à l'économie auparavant planifiée, ainsi que l'Arabie saoudite, ont fait une demande dans l'espoir de devenir membres fondateurs de l'OMC. Au total, 118 pays ont participé au cycle d'Uruguay.

Fondamentalement, l'intérêt manifesté par les pays en développement est venu de la prise de conscience que la libéralisation stimulerait la croissance économique. En négociant activement dans le cadre du cycle d'Uruguay, ils étaient bien placés pour préparer le terrain à une plus grande libéralisation de leur propre économie et, en même temps, pour améliorer l'accès de leurs exportations aux marchés étrangers. Les pays en développement sont rapidement en train de prendre une place importante dans les échanges mondiaux de produits manufacturés. Ils en ont exporté près de 26 % en 1992, contre moins de 10 % en 1970^{4,5}, et importé 17,2 % en 1991 contre 5,5 % en 1970⁶.

Les principaux résultats des négociations du cycle d'Uruguay sont les suivants :

a) Abaissement des barrières tarifaires et non tarifaires et extension de la discipline du GATT à l'agriculture, aux textiles et aux vêtements;

b) Réforme des règles existantes du GATT, en particulier de celles qui concernent les sauvegardes, les subventions et les droits compensateurs;

c) Extension des règles multilatérales aux "nouveaux" secteurs du commerce des services dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (GATS), et accords sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (TRIM), et sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC);

d) Réformes institutionnelles concernant le règlement des différends commerciaux (interprétation des règles et procédures régissant le règlement des différends) et le fonctionnement du système du GATT (mécanisme d'examen des politiques commerciales).

Pour la plupart, les nouvelles règles prennent effet immédiatement; d'importantes périodes de transition sont cependant prévues pour les pays en développement. L'accès libéralisé au marché sera progressivement éliminé pour tous les pays sur une période de dix ans.

Incidences de l'accord du GATT sur les pays en développement

L'accord du GATT de 1994 et la nouvelle OMC ont pour but d'aider les pays en développement qui souhaitent s'orienter vers des marchés plus ouverts et

réduire l'intervention de l'État. Cette aide prendra la forme d'un abaissement des taux des droits de douane, de la suppression de barrières non tarifaires, de réductions des subventions, d'une amélioration des pratiques en matière d'investissement et d'une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle. Pour les pays en développement, les perspectives sur les marchés extérieurs figurent parmi les avantages qu'ils souhaitent retirer, les objectifs étant, d'une part, de continuer d'améliorer leur accès aux marchés des pays développés, et, d'autre part, de se prémunir contre ce qui pourrait y faire obstacle à l'avenir.

Les industries qui, dans les pays en développement, profiteront le plus de l'accord de 1994 sont indiquées au tableau 3. Les catégories de produits procurant la part la plus élevée de recettes d'exportation industrielle sont les textiles et les vêtements (22 %), les machines électriques (14 %) et les métaux (11 %). Les autres secteurs importants qui, pris séparément, représentent chacun moins de 10 % des recettes d'exportation sont les machines non électriques, les autres produits manufacturés, le cuir, le caoutchouc, les chaussures et les articles de voyage.

Tableau 3. Part des exportations de certains groupes de produits industriels des pays en développement en 1992

Catégories de produits	Part en pourcentage
Textiles et vêtements	22,0
Machines électriques	14,0
Métaux	11,0
Produits minéraux, métaux précieux et pierres précieuses	9,5
Machines non électriques	9,0
Autres produits manufacturés	8,5
Cuir, caoutchouc chaussures et articles de voyage	7,5
Produits chimiques et matériel photographique	7,0
Bois, pâte à papier, papier et meubles	5,7
Matériel de transport	3,0
Poissons et produits du poisson	2,8

Source : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, *An Analysis of the Proposed Uruguay Round Agreement, with Particular Emphasis on Aspects of Interest to Developing Countries* (Genève, novembre 1993).

Mais une déception de taille, pour de nombreux pays en développement exportateurs, est que d'autres pays en développement qui étaient membres du GATT n'ont pas réduit le taux des droits effectivement appliqués. Les échanges entre pays en développement augmentent aussi vite que leurs échanges avec le reste du monde, ainsi que le montre le tableau 4; en 1992, ils ont fourni environ 26 % des exportations mondiales de produits manufacturés, et ont vendu autant de ces derniers à d'autres pays en développement qu'à des pays développés. Les négociations commerciales futures devront donc mettre l'accent sur la suppression des barrières commerciales entre pays en développement.

Tableau 4. Structure régionale des exportations mondiales de produits manufacturés, 1992

Exportations en provenance de	Exportations à destination de			
	Pays développés		Pays en développement	
	Exportations (milliards de dollars)	Part en pourcentage des exportations totales	Exportations (milliards de dollars)	Part en pourcentage des exportations totales
Pays développés	1 480	54,0	550	20,0
Pays en développement	330	12,0	370	14,0
Monde	1 810	66,0	920	34,0

Source : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, *Statistiques commerciales internationales* (Genève, 1993).

Abaissement des taux des droits de douane

L'objectif général du cycle d'Uruguay était de réduire les droits de douane moyens d'un tiers, et il a généralement été atteint par les pays développés, dont les taux moyens pondérés par les échanges, pour ce qui est des produits manufacturés, seront abaissés de 37 %. Le niveau de réduction des taux des droits effectivement appliqués serait plus important*. Lorsque l'accord du cycle d'Uruguay sera intégralement mis en œuvre, les droits de douane moyens pondérés dans les pays développés devraient être ramenés de 6,8 à 4,3 %, c'est-à-dire abaissés de 2,5 points de pourcentage. Les réductions tarifaires des pays développés par grande catégorie de produits industriels sont indiquées au tableau 5. Pour les industries les plus importantes des pays en développement, à savoir les textiles et les vêtements, les machines électriques et les métaux, elles devraient être de 3,3, 3,0 et 1,8 %, respectivement.

La consolidation des tarifs devrait rassurer les exportateurs en leur garantissant que les droits sur des biens particuliers n'augmenteront pas à l'avenir. C'est pourquoi, dans les négociations du cycle d'Uruguay, deux possibilités ont été données aux pays en développement pour ce qui est de leurs droits de douane : soit proposer de les consolider à un niveau maximum (plafond), soit réduire les droits déjà consolidés d'un pourcentage négocié. Certains pays ont fait un peu des deux.

La part des produits manufacturés soumis à des taux consolidés, dans les importations des pays en développement, est passée de 13 % à 61 %**. En outre, certains des taux des droits consolidés ont été réduits : un calcul a montré que les droits consolidés moyens sur les biens industriels importés par les pays en développement tomberaient de 15,3 % à 12,3 % et

* Cela peut être illustré comme suit : une réduction de 100 % d'un tarif de 2 % améliore l'accès au marché de 2 points de pourcentage; en revanche, une réduction de 20 % d'un tarif de 20 % améliore l'accès au marché de 4 points de pourcentage.

** Le pourcentage des lignes tarifaires consolidées est passé de 21 % à 73 %.

que l'ensemble des réductions tarifaires au profit de ces pays toucherait des importations d'une valeur de 305 milliards de dollars*.

Les propositions tarifaires faites lors du cycle d'Uruguay pour 26 pays et territoires en développement ont été étudiées en détail par le secrétariat du GATT (voir le tableau 6). Dix de ces pays ont proposé des réductions, mais peu ont inclus de nouvelles consolidations des droits. Ainsi, l'Inde et la République de Corée abaisseront de plus de la moitié leurs droits de douane moyens sur les produits manufacturés (de 71,4 % à 32,4 % dans le cas de l'Inde, et de 18,0 % à 8,3 % dans celui de la République de Corée). Dans deux territoires, Hong-kong et Macao, les droits étaient nuls avant le cycle d'Uruguay et le demeurent. Les 14 autres pays ont proposé à la fois des réductions des droits et un élargissement de la gamme des produits soumis à une consolidation des droits.

Tableau 5. Réductions tarifaires des pays développés par grandes catégories de produits industriels (En pourcentage)

Catégories de produits	Avant le cycle d'Uruguay	Après le cycle d'Uruguay	Réduction en points de pourcentage
Ensemble des produits industriels	6,8	4,3	2,5
Poissons et produits du poisson	6,6	4,8	1,8
Bois, pâte à papier, papier et meubles	4,6	1,7	2,9
Textiles et vêtements	14,6	11,3	3,3
Cuir, caoutchouc et chaussures	8,1	6,6	1,5
Métaux	2,7	0,9	1,8
Produits chimiques et matériel			
photographique	7,2	3,8	3,4
Matériel de transport	3,8	3,1	0,7
Machines non électriques	4,7	1,6	3,1
Machines électriques	6,3	3,3	3,0
Produits minéraux et pierres précieuses	2,6	0,8	1,8
Autres produits manufacturés	6,5	3,1	3,4
Produits tropicaux industriels	4,2	1,9	2,3
Produits provenant de ressources naturelles*	4,0	2,7	1,3

Source : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, *Market Access for Goods and Services: Overview of the Results* (Genève, novembre 1994).

*A l'exclusion des produits pétroliers.

Bien qu'il soit difficile d'estimer l'ampleur des réductions pour les pays en développement, les droits effectivement appliqués ne diminueront probablement, en moyenne, que de 2 % ou 3 % dans le cadre de l'OMC, ce qui laissera nombre d'entre eux dans la fourchette des 10 % à 30 %. Autrement dit, les pays

* Les 305 milliards de dollars concernent des importations de différents pays au cours d'années différentes, allant de 1986 à 1992.

en développement pris collectivement ont encore beaucoup à faire en matière d'abaissement des barrières douanières.

Suppression des barrières non tarifaires

Les barrières non tarifaires comprennent tout un ensemble de mesures, telles que les limitations volontaires des exportations, les arrangements de commercialisation ordonnée, les contingents tarifaires, les surtaxes, des prélèvements variables, des interdictions, l'octroi de licences, la surveillance des importations, les mesures antidumping et les mesures de compensation, le contrôle des prix et les mesures prévues par l'accord multifibres. Seules sont cependant examinées ci-dessous l'élimination progressive de l'accord multifibres, la révision des règles de limitation volontaire des exportations et les mesures anti-dumping.

Accord multifibres

Pour les exportations des pays en développement, le principal gain en matière d'accès au marché résidera dans l'élimination progressive des restrictions quantitatives sur les textiles et les vêtements. La plupart des

pays développés appliquent actuellement des restrictions quantitatives par le biais d'accords bilatéraux, négociés dans le cadre de l'accord multifibres, en vertu desquels ils peuvent limiter leurs importations de textiles et de vêtements en provenance des pays en développement, mais pas d'autres pays développés, par un système de contingents d'exportations négociés bilatéralement.

L'accord du cycle d'Uruguay sur les textiles et les vêtements exige l'élimination progressive des restrictions résultant de l'accord multifibres en quatre étapes sur une période de dix ans. Le processus prendra toutefois effet pour l'essentiel dans ses dernières phases, au cours desquelles la libéralisation s'intensifiera. Les quatre étapes sont les suivantes :

a) A la date de l'entrée en vigueur de l'accord, chaque membre devra éliminer les contingents sur les produits qui représentent au moins 16 % du volume total de ses importations de 1990 dans quatre catégories de textiles et de vêtements, telles que peignés et filés, tissus, produits textiles et vêtements de confection;

b) Trois ans et un mois après l'entrée en vigueur de l'accord, les contingents seront supprimés sur les produits qui représentent au moins 17 % du volume total des importations de 1990;

c) Après sept ans et un mois, les contingents seront supprimés sur les produits qui représentent au moins 18 % du volume total des importations de 1990;

d) Après dix ans et un mois, toutes les autres restrictions contingentaires seront supprimées.

Collectivement, les pays en développement tireront profit de la suppression de l'accord multifibres, mais les avantages ne seront pas répartis également entre eux. Selon une étude, la suppression des droits de douane et des contingents leur permettrait d'accroître leurs exportations de textiles de 78 %, et celles de vêtements de 135 %*. Sur la base des chiffres des échanges de 1992, ces estimations auraient signifié des gains d'exportation d'environ 40 milliards de dollars pour les textiles et de plus de 100 milliards de dollars pour les vêtements, s'il avait été possible d'appliquer intégralement les mesures en 1992. Mais les mesures décidées dans le cadre du cycle d'Uruguay n'élimineront pas les droits de douane sur le commerce des textiles et des vêtements. Selon une estimation prudente, les exportations supplémentaires de textiles et de vêtements résultant de la seule libéralisation des contingents procureraient 50 milliards de dollars, soit un tiers environ du chiffre total si la libéralisation avait pris entièrement effet en 1992.

* Une autre série d'estimations, qui donne à peu près les mêmes résultats, a été présentée par N. Kuumari *et al.* dans *Effects of Increased Market Access on Exports of Developing Countries*, IMF Staff Papers (Washington, D.C., 1984).

Tableau 6. Droits de douane consolidés sur les biens industriels des pays en développement

Pays ou territoire	Droits moyens pondérés par les échanges (En pourcentage)		Variation en points de pourcentage
	Avant le cycle d'Uruguay	Après le cycle d'Uruguay	
Argentine	38,2	30,9	7,3
Brésil	40,6	27,0	13,6
Chili	34,9	24,9	10,0
Colombie	44,3	35,1	9,2
Costa Rica	54,9	44,1	10,8
El Salvador	34,5	30,6	3,9
Hong-kong	—	—	—
Inde	71,4	32,4	39,0
Indonésie*	20,4	36,9	16,5
Jamaïque*	16,5	50,0	33,5
Macao	—	—	—
Malaisie	10,2	9,1	1,1
Mexique	46,1	33,7	12,4
Pérou	34,8	9,4	5,4
Philippin	23,9	22,2	1,7
République de Corée	18,0	8,3	9,7
Roumanie*	11,7	33,9	22,2
Sénégal*	13,7	13,8	0,1
Singapour	12,4	5,1	7,3
Sri Lanka	28,6	28,1	0,5
Thaïlande	37,3	28,0	9,3
Tunisie*	28,3	34,1	5,8
Turquie	25,1	22,3	2,8
Uruguay*	20,9	30,9	10,0
Venezuela	50,0	30,9	19,1
Zimbabwe	4,8	4,6	0,2

Source : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, *Market Access for Goods and Services. Overview of the Results* (Genève, novembre 1994).

* Les droits consolidés moyens pondérés par les échanges ont augmenté dans ces pays à la suite du cycle d'Uruguay. Toutefois, dans la plupart des cas, la portée des consolidations de droits a aussi sensiblement augmenté.

Limitations volontaires des exportations

Lorsque les importations affectaient les producteurs locaux, les membres du GATT, en particulier les pays développés, cherchaient à se protéger en imposant des limitations volontaires des exportations. Les pays exportateurs, de leur côté, renonçaient alors à leurs droits au titre du GATT en consentant, sous la contrainte, à limiter leurs exportations à destination du marché en difficulté.

Le GATT a identifié environ 80 mesures de limitation volontaire des exportations en vigueur sur les produits industriels en dehors des secteurs des textiles et des vêtements. La plupart de ces mesures sont prises par des pays développés à l'encontre d'autres pays développés, simplement parce que ces derniers sont la source de la majeure partie des exportations. Certains pays en développement ont cependant été touchés aussi, à savoir le Brésil, la Chine et la République de Corée, leurs exportations de produits électroniques grand public, d'articles de voyage et de chaussures ayant été limitées.

L'accord du GATT de 1994 stipule que les limitations volontaires des exportations négociées par les gouvernements devront être éliminées dans les quatre années suivant la création de l'OMC. Ce sera là un progrès important qui contribuera à limiter le recours à des barrières non tarifaires opaques. Avec le temps, à mesure que les pays en développement fourniront davantage de produits industriels, le processus d'élimination des limitations volontaires des exportations conduira à l'abolition progressive de ces obstacles.

Mesures antidumping

Certains observateurs ont estimé que le cycle d'Uruguay n'avait pas résolu de façon satisfaisante le problème du recours accru à des mesures antidumping pour contrarier le commerce légitime. Bien que les règles antidumping du GATT aient été durcies, elles laissent encore aux autorités nationales une ample marge de manœuvre leur permettant d'appliquer aux importations un traitement inéquitable, ce qui risque d'aboutir à un ralentissement de la croissance de ces dernières.

Les mesures antidumping sont devenues de plus en plus l'arme principale des politiques commerciales restrictives. Aussi bien le nombre de plaintes que le nombre de pays en cause ont fortement augmenté. Entre 1985 et 1992, plus de mille plaintes ont été déposées et plus de 40 pays ont actuellement en place des lois antidumping. D'une certaine façon, les règles antidumping sont devenues la soupape de sûreté du système commercial. Lorsque des industries concurrençant les importations sont en perte de vitesse, elles trouvent en général plus facile d'invoquer une suppression des droits compensateurs qu'une mesure de sauvegarde au titre de l'article XIX du GATT.

Si le nouveau code antidumping a établi des règles méthodologiques et procédurales pour orienter les enquêtes antidumping d'organismes nationaux, il n'a pas ni réduit la complexité ni changé l'arith-

métique souvent étrange des calculs dans ce domaine. En outre, il contribue largement à protéger les décisions prises au niveau national contre un examen par l'OMC. Dans ce domaine, contrairement à d'autres, les groupes de l'OMC chargés du règlement des différends sont seulement habilités à déterminer si les autorités nationales ont suivi les procédures appropriées et si l'examen des faits a été objectif. En d'autres termes, ils n'ont pas le pouvoir d'examiner les faits dans le cadre d'une plainte contre le dumping ni les calculs effectués pour évaluer une marge de dumping. Les entreprises exportatrices convaincues de dumping par un organisme national n'ont donc qu'une chance minime de voir cette conclusion cassée en saisissant l'OMC.

Du fait qu'il n'est pas question dans le code antidumping de l'imperfection de la méthodologie de la plupart des calculs sur le dumping, mais aussi parce que le processus d'examen de l'OMC est limité, il est probable que les mesures antidumping poseront à l'avenir de plus en plus de problèmes. La libéralisation, par les pays développés, de secteurs tels que les textiles et les vêtements, ainsi que l'abolition des limitations volontaires des exportations pour une série d'articles risquent d'intensifier les demandes de suppression des droits compensateurs. De plus, comme les pays en développement recourent de plus en plus à des systèmes antidumping, ils limiteront inévitablement leurs exportations mutuelles.

Étant donné l'importance de leur rôle sur les marchés d'exportation mondiaux, il faut que les pays en développement mettent au point une méthode plus rationnelle de calcul des marges de dumping et disposent d'un meilleur système de surveillance multilatéral des enquêtes antidumping. Un nouveau cycle de négociations commerciales sera nécessaire pour instaurer une discipline multilatérale efficace.

Réduction des subventions

Le nouveau code relatif aux subventions et aux droits compensateurs négocié pendant le cycle d'Uruguay établit des mesures plus strictes que celles qui avaient été convenues dans le cadre du cycle de Tokyo, et, s'il est appliqué, il pourrait avoir pour effets une atténuation des pressions politiques engageant à dépenser les deniers publics pour des subventions, une réduction des distorsions et une amélioration de la performance économique.

Les subventions sont maintenant classées comme suit : interdites (catégorie rouge); autorisées si elles sont liées à une industrie particulière, mais contestables si elles portent atteinte aux intérêts d'autres membres (catégorie jaune); et autorisées et non contestables (catégorie verte). Les subventions de la catégorie rouge comprennent les subventions aux exportations de produits non agricoles et les subventions liées aux règles de contenu local. Les subventions de la catégorie jaune comprennent certaines aides modestes, telles que les subventions accordées aux entreprises sidérurgiques européennes pour couvrir leurs pertes d'exploitation et permettant de main-

tenir en activité les entreprises non rentables qui autrement disparaîtraient. Elles peuvent être contestées si elles nuisent aux intérêts commerciaux d'autres pays. Les subventions de la catégorie verte comprennent les aides régionales, les subventions en faveur de l'infrastructure de protection de l'environnement et de la R-D, à condition qu'elles soient accordées dans certaines limites. Toutefois, même les subventions vertes peuvent être contestées, si elles portent gravement atteinte aux intérêts commerciaux d'autres États membres de l'OMC.

Le code du cycle d'Uruguay étend les obligations des pays en développement. Les nouvelles obligations seront bien accueillies par les pays qui veulent résister aux pressions exercées par des entreprises commerciales puissantes pour obtenir des subventions. Fait plus important, ce code, à la différence de celui qui est issu du cycle de Tokyo, n'est pas facultatif; tous les pays doivent y adhérer dès lors qu'ils sont membres de l'OMC. Des périodes de transition spéciales s'appliquent cependant aux pays en développement, qui ont cinq années pour renoncer à certaines subventions conditionnées par l'utilisation de biens produits localement, et huit années pour se conformer à toutes les obligations du GATT concernant l'octroi de subventions à l'exportation pour les produits non agricoles*¹⁰.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce (TRIM)

Certains pays en développement font largement appel aux impératifs commerciaux lorsqu'ils fournissent des incitations à l'investissement à des entreprises étrangères, généralement sous la forme de protection des importations ou d'avantages fiscaux. Ces pratiques de couplage peuvent inciter les entreprises en question à conclure des contrats d'achat à prix fort ou des arrangements de commercialisation où elles perdent de l'argent. C'est indirectement le pays en développement qui doit payer pour le supplément de dépense et compenser les pertes en proposant une opération d'investissement plus attrayante ou en accordant une protection "sur mesure". Le plus souvent, cela se traduit pour lui par une baisse du revenu réel. Mais quand un pays a adopté un système de TRIM, celui-ci tend à se perpétuer. Les bureaucrates qui l'administrent souhaitent le voir durer, et les entreprises qui en profitent souhaitent le maintien des avantages fiscaux et des obstacles aux importations mis en place.

Les accords TRIM devraient aider les pays en développement à briser ce cycle. Les règles de

* Pendant la période de transition, les pays en développement doivent toutefois éliminer progressivement les subventions à l'exportation si les produits qui en bénéficient représentent au moins 3,25 % du commerce mondial pendant deux années consécutives. En pareil cas, elles doivent être éliminées dans un délai de deux ans. Les pays les moins avancés et les autres pays en développement ayant un PIB par habitant inférieur à 1 000 dollars sont cependant exonérés de l'interdiction frappant les subventions qui sont liées à la performance à l'exportation.

contenu local et les critères d'équilibrage des échanges devront être éliminés dans un délai de cinq ans (deux ans dans le cas des pays développés). L'accord reconnaît néanmoins aux pays en développement le droit d'appliquer temporairement des TRIM pour soutenir des industries naissantes et pour des raisons de balance des paiements.

Pour illustrer les avantages potentiels de l'accord, on peut prendre comme exemple l'industrie philippine des véhicules à moteur¹¹. Ce secteur est protégé par un embargo virtuel sur les importations de nouveaux véhicules — ce qui constitue un avantage substantiel pour les entreprises en place. Celles-ci doivent toutefois respecter les règles de contenu local et les règles de performance minimale à l'exportation. La limitation des importations fait monter le prix des véhicules, ce qui encourage la production nationale, mais les règles de contenu local et de performance minimale à l'exportation majorent les coûts de montage et de commercialisation. Le régime global impose des coûts énormes aux consommateurs et encourage une production nationale très coûteuse. Si le Gouvernement philippin applique intégralement l'accord TRIM, ces distorsions seront éliminées dans les dix années à venir.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

Les accords ADPIC visent à mieux protéger les droits de propriété intellectuelle. Les États membres de l'OMC sont tenus d'assurer la protection des brevets pour les produits et procédés dans presque tous les domaines de la technologie pour une période de vingt ans. Le droit d'auteur doit protéger les logiciels informatiques et établir un contrôle sur les locations à des producteurs d'enregistrements sonores, de films et de logiciels. L'accord relatif aux ADPIC vise aussi à lutter contre les pratiques de contrefaçon concernant le droit d'auteur, les marques, les indications géographiques, les dessins industriels, les brevets, la topographie des circuits intégrés et la protection de renseignements non divulgués. Il établit des mécanismes pour faire respecter ces droits et une procédure de règlement des différends par l'OMC.

L'accord relatif aux ADPIC obligera de nombreux pays en développement à modifier radicalement leur régime de propriété intellectuelle. A court terme, ces pays devront probablement payer plus cher pour utiliser la technologie. En tant qu'importateurs nets d'informations, que ce soit sous la forme de savoir-faire technique ou de produits, ils devront sans doute payer plus de redevances, directement et indirectement, lorsqu'ils mettront en place des systèmes efficaces de propriété intellectuelle. Dans certains cas, il leur faudra fermer des industries pirates.

Malgré ces coûts à court terme, les pays en développement se sont montrés disposés à accepter l'accord relatif aux ADPIC en échange d'un meilleur accès aux marchés des pays développés dans des secteurs tels que l'agriculture et les produits manu-

facturés de l'industrie légère. L'accord contient des dispositions transitoires qui sont des concessions importantes aux pays en développement récalcitrants. A l'issue d'une période d'un an, tous les pays doivent accepter le principe du traitement national et les obligations découlant de la clause de la nation la plus favorisée. D'autres dispositions devraient être appliquées après une période transitoire de cinq ans dans le cas des pays en développement et au bout d'un an dans le cas des pays développés. En outre, les pays en développement qui ne fournissent pas de protection des brevets disposent de neuf années au lieu des quatre années normales pour appliquer les dispositions concernant la protection des brevets dans la mesure où ils s'appliquent aux produits pharmaceutiques et agricoles.

A long terme, l'adhésion à l'accord profitera à de nombreux pays en développement. Un système de propriété intellectuelle rationnel inspirera les inventeurs locaux, encouragera la diffusion internationale de la technologie et attirera les investissements vers des industries de haute technicité. Les premiers bénéficiaires seront les pays qui auront misé sur des produits et des services à forte intensité de savoir. Deux exemples de secteurs où les pays en développement récolteront immédiatement des avantages sont les logiciels informatiques et l'agriculture tropicale.

Règlement des différends

L'OMC nouvellement constituée fournira un système unifié de règlement des différends découlant de l'application des divers accords commerciaux multilatéraux (GATT, GATS, ADPIC, etc.). Le nouveau système prévoit une prise de décisions accélérée par des groupes d'experts, crée une nouvelle procédure d'appel, et aide à assurer le respect des décisions. Les pays n'obtenant pas gain de cause ne peuvent plus bloquer les recommandations des experts par des pratiques dilatoires. Ainsi, les pays en développement pourront adresser directement à l'OMC leurs plaintes contre des États puissants comme ceux de l'Union européenne, le Japon et les États-Unis, et, dans le cas d'une décision favorable de l'OMC, ils n'auront pas besoin de renoncer à leurs droits à cause simplement d'un déséquilibre du pouvoir économique.

Le nouveau mécanisme d'examen des politiques commerciales de l'OMC pourrait également comporter des avantages pour les pays en développement. L'accord relatif à ce mécanisme codifie le système d'examen périodiques inauguré par l'examen à mi-parcours du cycle d'Uruguay qui a eu lieu à Montréal en 1988. Il s'agit d'examiner les politiques et pratiques commerciales des États membres afin de déterminer leur impact sur le système commercial multilatéral, et non de disposer d'une base pour l'application d'obligations particulières. En outre, l'organe d'examen des politiques commerciales procédera à des examens tous les six ans pour les pays en développement et encouragera la formation d'organes nationaux de surveillance pour compléter son propre travail. Si un pays en développement le

souhaite, il peut utiliser ces mécanismes pour informer le public du coût de ses propres barrières protectrices, et renforcer ainsi les coalitions nationales en faveur de la libéralisation.

Les avantages du cycle d'Uruguay pour les pays en développement

Du fait que beaucoup des réformes de l'OMC seront mises en œuvre progressivement et que les économies auront besoin de temps pour s'adapter, la plupart des avantages découlant du cycle d'Uruguay ne se feront sentir qu'à long terme. Toutefois, dans l'avenir proche, la nouvelle OMC procurera des gains à la fois statiques et dynamiques aux pays en développement.

Les gains statiques résulteront d'une moins grande distorsion de la production et de la consommation, et d'une réaffectation correspondante des ressources. Les gains dynamiques découleront d'une concurrence plus intense à l'intérieur des économies, d'une hausse des taux d'investissement, d'une meilleure efficacité et d'une croissance plus rapide. Les gains dynamiques, s'ils sont plus difficiles à mesurer, seront probablement plus importants que les gains statiques.

Selon une étude du GATT consacrée aux gains statiques, l'application intégrale du cycle d'Uruguay se traduira par une augmentation du commerce mondial d'environ 750 milliards de dollars (en dollars de 1992), soit 12 % de plus que le volume qui serait autrement atteint en 2005¹². Si les exportations des pays développés en bénéficient à proportion de leurs échanges de produits manufacturés (26 %, comme le montre le tableau 4), leurs gains à l'exportation totaliseraient environ 200 milliards de dollars.

L'accroissement des gains à l'exportation et à l'importation devrait entraîner des gains de revenu statiques, à l'échelle mondiale, d'environ 250 milliards de dollars par an (en dollars de 1992) au bout de dix ans¹³. Ce chiffre correspond à une augmentation de 0,8 % du PIB mondial à la fin de la période d'instauration de dix ans. La part des pays en développement serait probablement d'un quart environ, soit quelque 60 milliards de dollars¹⁴.

Deux études sur les gains statiques, axées principalement sur les pays en développement, méritent d'être mentionnées. Goldin *et al.* estiment que les gains de PIB des pays en développement grâce au cycle d'Uruguay atteindront environ 80 milliards de dollars (en dollars de 1992) d'ici à l'an 2002¹⁴. Nguyen *et al.* estiment de leur côté qu'ils se situeront aux alentours de 40 milliards de dollars lorsque l'accord sera intégralement mis en œuvre¹⁵.

Une étude récente du GATT essaie d'intégrer les gains statiques et dynamiques dans ses estimations des effets sur le commerce et sur les recettes. Elle indique que les exportations de marchandises des pays en développement augmenteraient d'environ

* Cette proportion est fondée sur la part probable du PIB mondial que représenteront les pays en développement dans dix ans.

37 % en termes réels une fois les avantages du cycle d'Uruguay entièrement répercutés¹⁶, pourcentage supérieur à celui qui est prévu pour les pays développés et les groupements économiques (par exemple 8,2 % pour les États-Unis et 7,8 % pour l'Union européenne).

Les exportations de produits manufacturés des pays en développement se sont élevées à 700 milliards de dollars en 1992 (voir le tableau 4); à un taux de croissance normal estimé à 6 %, elles devraient atteindre 1 500 milliards de dollars en 2005. Autrement dit, selon le modèle du GATT, elles pourraient progresser de 560 milliards de dollars (37 % de 1 500 milliards). Si l'on compare ce chiffre à l'estimation donnée plus haut des gains statiques à l'exportation de 200 milliards de dollars, on obtient en plus un gain dynamique d'environ 360 milliards de dollars (560 milliards moins 200 milliards).

Avec le même modèle, le GATT estime les gains statiques et dynamiques de recettes des pays en développement à 116 milliards de dollars, qui se répartissent en trois catégories : gains résultant de l'abaissement des droits de douane sur les biens industriels, élimination des barrières non tarifaires pour les biens industriels, et réduction des barrières agricoles. Les montants sont, respectivement, de 33 milliards, 68 milliards et 14 milliards de dollars. Sur la base de ces calculs, les gains les plus importants devraient provenir de l'élimination des barrières non tarifaires sur les biens industriels, en particulier des contingents au titre de l'accord multifibres. Compte tenu du taux de croissance prévu du PIB des pays en développement en 2005, les gains statiques et dynamiques totaux pourraient représenter 1,4 % du PIB et se situer dans chaque cas aux alentours de 60 milliards de dollars.

Encadré 1. Qui tirera avantage du cycle d'Uruguay ?

On trouvera ci-après un aperçu des répercussions économiques du cycle d'Uruguay sur le secteur manufacturier des différentes régions en développement.

Europe de l'Est et ex-URSS. Les principales exportations de ces pays sont des produits manufacturés qui, en 1992, ont constitué 48,6 % de l'ensemble des exportations. Dans l'ex-URSS, les vêtements représentent un secteur important, tandis que la Bulgarie, la République tchèque et la Slovaquie ont des industries textiles non négligeables. Tous ces secteurs bénéficieront de la suppression de l'accord multifibres. En outre, la République tchèque, la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la Pologne semblent avoir un certain avantage comparatif dans la production de produits manufacturés et semi-manufacturés. Il est donc clair que de nombreux secteurs de l'industrie manufacturière de ces pays pourraient bénéficier d'un élargissement de l'accès aux marchés occidentaux, et, à terme, un meilleur accès aux apports de produits manufacturés et de services fournira aussi des avantages compétitifs. Un accès accru et mieux garanti aux marchés encouragera inévitablement les investissements étrangers directs, qui seront indispensables pour que les pays de la région puissent rivaliser dans des conditions plus favorables avec les pays développés.

Amérique latine. Les exportations de produits manufacturés de cette région ont contribué à l'ensemble des exportations pour 45,8 % en 1992. Elles proviennent essentiellement de cinq grands pays, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique et le Venezuela, qui ont fourni ensemble plus de 80 % des exportations de marchandises.

Globalement, la réforme des échanges de produits manufacturés se traduira probablement par une augmentation des importations, du fait que les pays de l'OCDE ont un avantage comparatif pour une bonne partie de la gamme de ces produits. L'Amérique latine détient par contre un avantage comparatif dans la sidérurgie et le secteur des vêtements. Comme il faut s'attendre à une hausse des importations de métaux ainsi que de textiles et de vêtements des pays en

développement de 2,1 % et 3,6 % respectivement, ces deux secteurs vont probablement enregistrer des gains en Amérique latine. Pour les textiles et les vêtements, la Colombie, le Pérou et l'Uruguay sont bien placés. Les autres produits qui devraient progresser sensiblement par suite de l'abaissement des barrières tarifaires sont le cuir, le caoutchouc et les chaussures. En 1989, les parts du marché mondial détenues par la région étaient de 2,2 % dans le caoutchouc, de 7,5 % dans la chaussure et de 10,3 % dans le cuir et les produits du cuir. Il est donc probable que ces trois secteurs seront bénéficiaires.

Afrique. Les droits de douane sur les produits manufacturés sont assez élevés en Afrique, leurs taux se situant en moyenne entre 21 et 29 %. Les réformes feront baisser les prix de ces produits sur les marchés intérieurs, ce dont profitera le monde rural. Mais la base manufacturière du continent est faible, puisqu'elle ne fournit que 0,7 % des exportations mondiales. Là où les produits manufacturés jouent un rôle important, ils sont généralement associés à l'extraction de ressources naturelles (industrie pétrolière, sidérurgie), et seul un nombre relativement limité de pays d'Afrique disposent de telles ressources. L'Algérie, l'Égypte, le Nigéria et le Zimbabwe devraient bénéficier d'une augmentation des exportations de produits pétrochimiques, d'autres produits chimiques, de métaux, de minéraux et de pierres précieuses. Les pays qui bénéficieront de la suppression de l'accord multifibres sont l'Égypte, le Maroc et Maurice et, dans une moindre mesure, l'Afrique du Sud.

Dans l'ensemble, les pays d'Afrique du Nord ont une base manufacturière beaucoup plus solide que ceux de la région subsaharienne. Pour que ces derniers bénéficient d'une réforme des échanges de produits agricoles ou industriels, il faudra des investissements considérables afin d'améliorer l'infrastructure, qui s'est fortement détériorée dans la région depuis les années 50. L'accord du GATT de 1994 fournira donc un contexte plus favorable pour l'adoption de réformes internes, mais il ne faudra pas sous-estimer les difficultés.

Asie occidentale. L'impact de l'accord du GATT de 1994 sur l'Asie occidentale est limité du fait que les hydrocarbures, qui sont d'une importance vitale pour la région, ont été exclus du cycle d'Uruguay. En effet, alors que les produits miniers ont représenté quelque 78,2 % des exportations de marchandises de cette région en 1992, la part des produits manufacturés n'a été que de 17,5 %.

Les activités manufacturières les plus importantes de la région sont liées à l'industrie pétrochimique. Dans ce secteur, une réduction de 30 % des droits de douane avait été convenue en 1991, mais son application attendait la conclusion du cycle d'Uruguay. Il est probable que les conséquences en seront notables. Selon une étude effectuée par la Chemical Industries Association du Royaume-Uni, les gains, pour ce qui est des échanges mondiaux de produits pétrochimiques, seraient de l'ordre de 11 milliards de dollars en 2002, soit une progression se situant entre 3,0 % et 3,5 %. Les entreprises du Golfe n'en seront peut-être pas les seules bénéficiaires, mais les plus compétitives d'entre elles tireront sans doute largement leur épingle du jeu. L'accroissement du commerce mondial provoquera peut-être une pression à la hausse sur les prix du pétrole, mais elle pourrait être compensée par une baisse des prix des exportations des produits manufacturés, par suite de l'intensification de la concurrence internationale. En dehors des produits pétrochimiques, la base manufacturière de la région est modeste. Par conséquent, un meilleur accès aux marchés n'entraînera pas de gains importants.

Asie et Pacifique. Les exportations de cette région sont largement dominées par les produits manufacturés, qui ont représenté en 1992 près de 83,1 % des exportations de marchandises de l'Asie. Les niveaux de protection diffèrent sensiblement selon que l'on a affaire à des pays relativement ouverts comme la Malaisie, les Philippines, la République de Corée et la Thaïlande, ou à des économies rigoureusement dirigées comme celle de l'Inde. Les droits de douane moyens sur les produits manufacturés importés vont de 6 % dans les pays asiatiques à haut revenu par habitant à 106 % en Inde. Globalement, il est probable que l'Asie tirera un avantage substantiel d'une réforme des échanges de produits manufacturés, à la fois parce qu'elle est grosse exportatrice nette et parce qu'elle détient un avantage comparatif dans un certain

nombre de secteurs clés. Avec des prévisions indiquant une progression de 2,6 % des exportations à destination des pays développés, les entreprises manufacturières asiatiques pourraient être largement gagnantes. Les secteurs clés bien placés sont les machines et le matériel de transport, le matériel de bureau et de télécommunications, les textiles, les vêtements et d'autres biens de consommation.

Le secteur des vêtements et des textiles bénéficiera sans doute largement de la suppression de l'accord multifibres et de l'abaissement des droits de douane. En 1992, l'Asie a fourni 40 % des exportations mondiales de textiles et environ 45 % des exportations de vêtements. Les pays et territoires d'Asie qui seront probablement les plus grands bénéficiaires sont le Bangladesh, la Chine, Hong-kong, l'Inde, la Malaisie, le Pakistan, la République de Corée, Sri Lanka, la province chinoise de Taiwan et la Thaïlande, et dans une moindre mesure l'Indonésie, en particulier s'ils ont des contingents relativement faibles. Les plus gros gagnants seront le Bangladesh et la Chine, qui sont actuellement les producteurs les moins chers de la région, par rapport à Hong-kong et à la République de Corée, qui occupaient cette position au moment où les contingents ont été fixés. L'augmentation de la production de textiles et de vêtements aura un effet d'entraînement sur l'industrie légère de toute la région.

Les principaux exportateurs de machines et de matériel de transport en Asie, à savoir le Japon, la République de Corée, Singapour et la province chinoise de Taiwan détenaient ensemble un quart du marché mondial en 1992, le Japon venant de loin en tête avec 17,9 %. Toutefois, comme les exportations de véhicules à moteur du Japon vers les États-Unis et l'Union européenne font l'objet de limitations volontaires, elles ne seront pas touchées par le cycle d'Uruguay. L'Asie est également un gros exportateur de matériel de bureau et de télécommunications, secteur qui bénéficiera sans doute d'une expansion considérable du marché. Des pays et territoires tels que le Japon, la Malaisie, la République de Corée, Singapour, la province chinoise de Taiwan et la Thaïlande bénéficieront probablement d'un accroissement des échanges dans ce secteur.

Source : Phillip Evans et James Walsh, "The EIU guide to the new GATT" (Londres, *The Economist Intelligence Unit*, 1994.)

L'intégration régionale et ses conséquences pour les pays en développement

Les avantages statiques et dynamiques potentiels que les pays en développement pourraient tirer des accords du cycle d'Uruguay ont été amplement examinés dans la section précédente. Malgré l'intensification des efforts déployés pour libéraliser le système des échanges mondiaux, on assiste à l'apparition de trois grands blocs commerciaux centrés

autour de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de la région Asie-Pacifique. Un nombre croissant d'arrangements régionaux ont été conclus ces dernières années, 33 accords ayant été notifiés au GATT entre 1990 et 1994.

Les caractéristiques des schémas d'intégration régionale actuels diffèrent sensiblement, à bien des

égards, de ceux du passé. La vague de groupements régionaux constitués dans les années 60 s'est révélée éphémère, et il est probable que les arrangements régionaux actuels dureront plus longtemps. Ils tendent à aller beaucoup plus loin que la promotion du libre-échange intrarégional au moyen d'un accord de libre-échange et la mise en place de barrières tarifaires communes par une union douanière, et visent l'intégration complète des marchés régionaux grâce à la libre circulation des facteurs de production et à l'harmonisation des politiques monétaires, budgétaires, industrielles, commerciales et de concurrence. Ces caractéristiques sont particulièrement visibles en Europe occidentale, avec l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht en 1993 et la création de l'Union européenne.

On a dit que l'une des causes de la résurgence du régionalisme résidait dans les difficultés rencontrées lors des négociations du cycle d'Uruguay. Un certain nombre de pays ont pris ou envisagé un certain nombre de nouvelles initiatives d'intégration régionale pour se prémunir contre un échec éventuel de ces négociations. Toutefois, le contexte général dans lequel ont été conclus ces arrangements régionaux a éveillé des soupçons et des craintes devant le risque d'un effondrement du régime tarifaire existant et d'un retour à des blocs commerciaux introvertis qui étaient protectionnistes, sinon par vocation, du moins dans les faits. C'est ainsi que, outre les inquiétudes suscitées par la "forteresse Europe", le monde a vu les politiques commerciales des États-Unis passer du multilatéralisme au régionalisme (conclusion de l'ALENA) et à des relations commerciales fondées sur la qualité (commerce dirigé lié aux droits de l'homme en Chine et négociations-cadres pour réduire l'excédent commercial du Japon)^{17, 18}. Les politiques commerciales et économiques des plus grands marchés du monde, qui sont de plus en plus conditionnées par les accords régionaux, auront d'importantes conséquences pour les pays qui ne sont pas parties à ces accords.

Malgré l'issue positive du cycle d'Uruguay et la création de l'OMC le 1^{er} janvier 1995, l'attrait de l'intégration régionale ne semble pas diminuer. C'est plus l'orientation protectionniste des accords que leur multiplication qui a inspiré le plus de craintes quant aux tendances à l'intégration régionale. Il est peu probable que les questions soulevées par l'interaction entre les accords d'intégration régionale et le système des échanges mondiaux perdent de leur actualité internationale dans l'avenir proche.

Tendances en matière d'intégration régionale

La vague récente de régionalisme se caractérise par la tendance à la constitution de groupements commerciaux comprenant à la fois des pays développés et des pays en développement, comme l'illustrent bien les exemples suivants : conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le

Mexique; établissement de liens en matière d'investissements et d'échanges entre le Japon et les États-Unis et entre la Chine, les PNI d'Asie et les pays de l'ANASE; intégration de l'Europe occidentale avec les pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) et ceux du Mashreq (Égypte, Jordanie, Liban et République arabe syrienne), par l'intermédiaire des accords méditerranéens élargis ainsi qu'avec les pays d'Europe orientale qui sont des adhérents potentiels à l'Union européenne.

La création d'un bloc commercial entre pays développés et pays en développement voisins a plusieurs raisons. Premièrement, la complémentarité de dotation en facteurs de production est généralement plus grande entre pays développés et pays en développement qu'entre pays en développement, ce qui se traduit par des gains de bien-être importants pour toutes les parties prenantes. Deuxièmement, un accord de libre-échange entre pays développés et pays en développement peut prévenir un afflux massif de migrants venant de ces derniers. L'investissement dans les pays en développement y créera des emplois dont ils ont grand besoin et la production qui en résultera aura des débouchés tout trouvés dans les pays développés. C'est ce que l'on observe aux franges orientale et méridionale de l'Union européenne et à la frontière méridionale des États-Unis. Du point de vue des pays en développement, la formation d'un bloc commercial avec des pays développés garantira un accès stable et sûr aux marchés de ces pays, évitera le risque d'une discrimination commerciale à l'encontre des pays non membres, et donnera de meilleures chances de bénéficier d'une assistance sous des formes très diverses pour mettre en œuvre des réformes, par exemple allègement de la dette, aide, transfert de technologie et investissements étrangers directs*.

Dans le passé, de nombreux pays en développement ont formé des groupements régionaux pour réduire leur dépendance à l'égard du commerce avec les pays développés. Les tentatives faites pour élaborer des stratégies régionales ou sous-régionales de remplacement des importations, tournées vers l'intérieur (souvent dites d'autonomie collective) ont été particulièrement populaires en Amérique latine dans les années 70 et au début des années 80. Les arrangements régionaux existant en Amérique latine sont les suivants : Marché commun de l'Amérique centrale, créé en 1961; Association latino-américaine de libre-échange, créée en 1960 et remplacée par l'Association latino-américaine d'intégration en 1980, et Pacte andin. En Afrique, une douzaine de zones d'échanges préférentiels et de marchés communs ont été créés au cours des trente dernières années et trois ont cessé d'exister**.

* Pour une analyse plus détaillée sur ce point, voir R. J. Langhammer, "The developing countries and regionalism", *Journal of Common Market Studies*, vol. XXX, n° 2 (juin 1992), p. 211 à 231.

** Pour une analyse des efforts d'intégration économique régionale en Afrique, voir Banque africaine de développement, *African Development Report 1990*, (Abidjan, 1990), chap. 10.

Les arrangements régionaux entre pays en développement ne semblent pas avoir procuré beaucoup d'avantages dynamiques par l'intensification de la concurrence, l'apprentissage et les économies d'échelle¹⁹. L'inefficacité de ce régionalisme commercial a plusieurs causes, parmi lesquelles : l'incompatibilité des politiques de développement tournées vers l'intérieur et l'intégration régionale; des situations acquises de longue date dans les industries concurrençant les importations; une gamme limitée de produits; et la suppression incomplète des droits de douane, aboutissant à une réduction des avantages économiques et commerciaux potentiels de la libéralisation pour les pays concernés. Les premiers accords conclus par les pays en développement se sont également heurtés à des problèmes de mise en œuvre et à un environnement externe peu propice dans les années 70 et au début des années 80.

Les systèmes d'intégration régionale ont conduit à une répartition inéquitable des avantages et des coûts entre pays participants, dont les niveaux de développement et d'industrialisation sont en général très inégaux. L'affectation des ressources tend à se faire au profit des économies les plus avancées, où les installations de production sont plus efficaces et les infrastructures meilleures. En outre, les économies les plus vigoureuses continuent d'accumuler des excédents commerciaux, tandis que les plus faibles connaissent des déficits chroniques. Enfin, dans presque tous les systèmes d'intégration de pays en développement, il a manqué un pays ou une région dominant, capable en principe de maintenir un minimum de discipline monétaire et budgétaire, ou des moyens institutionnels pratiques pour assurer la stabilité macro-économique entre les membres du groupe, stabilité qui est une condition préalable au succès de l'intégration régionale. Dans les arrangements régionaux actuels que sont l'Union européenne et l'ALENA, il y a, dans chaque groupement, une économie dominante (au moins) qui prend la responsabilité de la discipline macro-économique en aidant les pays plus petits à poursuivre des politiques monétaires et budgétaires saines et en assurant l'application de systèmes de compensation pour ceux qui sont perdants dans le processus d'intégration des marchés.

Craignant de se voir exclus des dispositifs d'intégration régionale existants, les pays d'Amérique latine ont montré un vif regain d'intérêt pour la formation de groupements sous-régionaux. Les exemples les plus notables sont la création, en mars 1991, du Mercosur, dont les membres sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, et la réactivation, en mai 1991, du Groupe andin, qui comprend la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. Le Mercosur est maintenant considéré comme l'union douanière la plus importante de la région, et est riche de promesses (voir encadré 8).

L'intégration régionale en Asie, à laquelle participent principalement les quatre PNI, les pays de l'ANASE, la Chine et le Japon, a au contraire pour origine le marché, et non l'action gouvernementale. C'est un processus naturel, souvent qualifié de "ré-

gionalisme ouvert", qui bénéficie des complémentarités des pays pour ce qui est des stades d'industrialisation et de développement, de la dotation en facteurs de production, des capacités technologiques, etc. L'intégration des marchés a d'abord été stimulée par les mouvements de capitaux et les flux de technologies, puis par un libre-échange relatif. Dans les années 70 et au début des années 80, c'est le Japon qui dominait les exportations de capitaux de la région, mais il a été rejoint par la nouvelle génération d'exportateurs de capitaux que sont les quatre PNI. La communauté chinoise de l'étranger continuera de jouer un rôle important en contribuant *de facto* à l'intégration régionale et mondiale de cette partie du monde. La constitution d'un bloc commercial formel sous l'impulsion des gouvernements est très peu probable dans la région Asie-Pacifique, sauf à prendre la forme d'un organe consultatif vague tel que l'APEC, qui a été créé en novembre 1989, et qui inclut les États-Unis. La raison en est que les principaux débouchés des PNI et des autres pays en développement d'Asie sont encore les États-Unis et l'Union européenne, et non le Japon. En outre, ce dernier n'est pas très enthousiaste à l'idée de former un bloc commercial avec les pays en développement d'Asie, excluant les États-Unis.

Pour résumer, le succès et la viabilité de tels schémas d'intégration régionale entre pays en développement restent encore à démontrer. Mais si l'on peut tant soit peu se fier au passé, leurs perspectives d'avenir restent très incertaines.

Structure des échanges et intégration régionale

Malgré l'existence de trois grands blocs commerciaux, rien ne permet de conclure à une fragmentation des échanges mondiaux. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le commerce mondial a progressé en moyenne de 6,5 % par an, c'est-à-dire qu'il a été multiplié par 12 en termes réels, alors que le PIB mondial, de son côté, a été multiplié par 6²⁰. La part de l'Europe occidentale, exprimée en pourcentage de la production nationale, est restée à peu près la même que celle du reste du monde. Seule s'est modifiée la part des pays en transition et de l'Amérique du Nord dans le commerce extrarégional, passée globalement de 12,9 % en 1958 à 16,1 % en 1990 (voir le tableau 7).

L'examen des tendances du commerce intrarégional permet de tirer un certain nombre de conclusions. Entre 1958 et 1993, la part de l'Europe occidentale et de l'Asie dans le commerce intrarégional a augmenté, tandis que celle des autres régions géographiques est restée pratiquement inchangée ou a même diminué. La fin de la guerre froide s'est accompagnée de la dérégionalisation des échanges entre les pays d'Europe centrale et orientale et l'ex-URSS. Dans l'ensemble, la part des échanges mondiaux de marchandises qui sont intrarégionaux a également augmenté, passant de 40,6 % en 1958 à 50,4 % en 1993 (voir le tableau 8).

Tableau 7. Part du commerce extrarégional (exportations plus importations) dans le PIB par région, 1958-1990
(En pourcentage)

Région	1958	1963	1968	1973	1979	1983	1990
Europe centrale et orientale et ex-URSS	9,7	8,6	14,6	16,5	18,4	17,1	22,7
Europe occidentale	15,8	12,2	12,5	13,8	16,1	15,3	12,8
Amérique du Nord	6,3	5,7	6,0	8,5	13,6	11,0	13,2
Amérique latine	24,8	20,6	17,4	10,6	21,3	16,9	23,7
Asie	15,5	11,4	13,5	13,6	16,1	15,4	15,2
Afrique	42,2	51,9	34,8	37,7	44,5	35,0	45,6
Moyen-Orient	51,0	33,6	34,2	44,6	52,5	46,9	50,0
Monde	12,9	11,8	11,6	14,2	18,8	17,4	16,1

Source : Organisation mondiale du commerce, *Regionalism and the World Trading System* (Genève, 1995)

Tableau 8. Part du commerce intrarégional (exportations plus importations) dans le commerce total par région, 1958-1993
(En pourcentage de échanges de marchandises de chaque région)

Région	1958	1963	1968	1973	1979	1983	1993
Europe centrale et orientale et ex-URSS	61,2	71,3	63,5	58,8	54,0	57,3	19,7
Europe occidentale	52,8	61,1	63,0	67,7	66,2	64,7	69,9
Amérique du Nord	31,5	30,5	36,8	35,1	29,9	31,7	33,0
Amérique latine	16,8	16,3	18,7	27,9	20,2	17,7	19,4
Asie	41,1	47,0	36,6	41,6	41,0	43,0	49,7
Afrique	8,1	7,8	9,1	7,6	5,6	4,4	8,4
Moyen-Orient	12,1	8,7	8,1	6,1	6,4	7,9	9,4
Monde	40,6	44,1	47,0	49,3	45,8	44,2	50,4

Source : Organisation mondiale du commerce, *Regionalism and the World Trading System* (Genève, 1995)

Les observations ci-dessus semblent témoigner d'une intégration croissante de l'économie mondiale. En d'autres termes, la part du commerce extrarégional a eu tendance à augmenter parallèlement au commerce intrarégional²¹. Un certain nombre d'études étayent d'ailleurs cette conclusion, à savoir qu'il n'y a pas de tendance discernable à une plus grande régionalisation du commerce mondial, et que l'expansion de ce dernier a eu jusqu'ici de multiples avantages^{22, 23}.

L'intégration régionale et le système d'échanges multilatéraux

On a pu croire à un moment que c'était principalement la régionalisation des échanges, et non plus le système multilatéral, qui allait modeler l'évolution du commerce mondial. Les négociations qui ont conduit à la création de l'ALENA et la signature du Traité de

Maastricht ont semblé, dans le monde entier, retenir davantage l'attention que le cycle d'Uruguay.

Il est improbable que les accords de libre-échange entre pays en développement constituent une menace sérieuse pour le système mondial d'échanges. En outre, plus le nombre des parties négociant un système d'échanges multilatéraux est réduit, plus il est facile de conclure des accords de grande portée. Selon ce raisonnement, il serait beaucoup plus aisé de négocier des accords de libéralisation des échanges multilatéraux entre un nombre restreint de grands blocs commerciaux qu'entre un nombre élevé d'États distincts. D'un autre côté, avec un marché interne assuré et en progression sur lequel se rabattre en cas d'échec des négociations, il se pourrait bien que chaque bloc soit moins motivé pour renforcer le système des échanges mondiaux et se montre par conséquent moins coopératif dans les négociations commerciales multilatérales.

La relation entre le système du GATT et les zones commerciales régionales est centrée sur l'article XXIV du GATT. Ce dernier traite de la constitution d'unions douanières et de zones de libre-échange, et fournit un certain nombre de règles régissant de tels accords. L'idée fondamentale est qu'il devrait y avoir suppression totale des barrières internes "pour l'essentiel" des échanges, et les pays non membres ne devraient pas se heurter à des politiques commerciales plus restrictives qu'avant l'adoption de l'accord. Les conditions imposées ont été si générales qu'aucun accord régional n'a été considéré incompatible avec le GATT depuis 1947.

La compatibilité avec le système mondial d'échanges dépend du degré d'ouverture du dispositif d'intégration régional vis-à-vis des non-membres. La fragmentation de l'économie mondiale est de plus en plus considérée comme un processus inévitable, car les groupements régionaux existants tendent à tenir les non-membres à l'écart des marchés intégrés. En principe, le système d'échanges multilatéraux est considéré comme supérieur aux dispositifs d'intégration régionale, car une réduction multilatérale des barrières commerciales au titre des dispositions de la clause de la nation la plus favorisée permet d'obtenir un gain de bien-être net de la même façon qu'une réduction équivalente au sein d'un groupement d'intégration régionale. Toutefois, contrairement aux blocs commerciaux, il n'est pas discriminatoire à l'égard des pays non membres.

Mais des menaces plus sérieuses pour le système d'échanges multilatéraux risquent de venir d'une vague croissante de protectionnisme prenant la forme de barrières non tarifaires telles que mesures anti-dumping, droits compensateurs, limitations volontaires des exportations et accords d'importations volontaires dans les pays développés. Paradoxalement, les pays développés sont devenus de plus en plus protectionnistes au cours des dix dernières années, et ont élevé des barrières tarifaires qui pénalisent souvent les produits mêmes pour lesquels les pays en développement ont acquis des moyens de production et un avantage comparatif; cependant, les

pays en développement ont opéré un changement d'orientation fondamental, en passant d'une stratégie d'industrialisation tournée vers l'intérieur, s'appuyant sur le remplacement des importations, à une stratégie tournée vers l'extérieur et axée sur l'exportation. Ils ont aussi institué des réformes importantes du marché et adopté des politiques unilatérales de libéralisation des échanges.

Conséquences pour les pays en développement

L'intégration régionale aura sans doute une série de répercussions très différentes sur les pays en développement, qu'ils soient ou non membres du groupement concerné. On peut penser qu'à l'intérieur du groupement, ce sont les effets positifs qui domineront. On attend de l'intégration qu'elle permette des économies d'échelle et de plus grandes possibilités de spécialisation se traduisant par une affectation rationnelle des ressources régionales et une compétitivité accrue sur les marchés. La perspective d'un marché régional plus vaste peut aussi stimuler les investissements régionaux à l'intérieur du groupement et exercer une forte attraction sur les investissements étrangers directs. Les entreprises de pays non membres qui implantent de nouvelles installations de production dans un pays membre peuvent desservir d'autres membres du groupement par des exportations à l'intérieur de la zone; dans la mesure où le supplément d'investissement n'est pas financé par un taux d'épargne plus élevé dans la zone ou ailleurs, il doit inévitablement détourner des pays non membres des flux d'investissement étrangers directs.

L'un des principaux risques auxquels se trouvent confrontés les pays non membres est celui de détournement des échanges. A court terme, ce détournement réduit les exportations des pays non membres vers les pays membres du groupement, et le processus a d'autant plus de chances de se produire que la marge de préférence accordée aux pays membres est plus importante. Mais les avantages découlant de l'intégration régionale se traduiront par une hausse des revenus réels globaux dans la zone, ce dont profiteront, collectivement, les pays non membres, du fait de l'augmentation de la demande d'importations de la plupart des biens et services à destination du groupement. Le fait que les pays non membres occupent une moins grande place dans les échanges des pays membres n'exclut pas un accroissement de leurs exportations en valeur absolue. A moyen terme, leurs perspectives commerciales sur un marché régional dépendront du caractère plus ou moins restrictif des politiques commerciales extérieures des membres après la création de ce marché.

La première réaction des pays en développement, en particulier des plus petits et des plus faibles, suscitée par la crainte de barrières commerciales plus élevées, sera de constituer un bloc commercial avec leurs grands partenaires commerciaux voisins afin de

s'assurer un accès sûr et stable à leurs marchés. Malheureusement, il est probable que, pour diverses raisons sociales, politiques, économiques et stratégiques, seul un nombre relativement limité d'entre eux sera invité par des pays développés à former un groupement régional et que la majorité sera laissée pour compte. Ce sera le cas en particulier des plus faibles et des plus vulnérables, comme ceux de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud. Pour les pays en développement qui ont assez de chance pour former un bloc commercial avec les pays développés voisins, l'arrangement n'est pas toujours une bénédiction. Ils jouent le plus souvent un rôle périphérique, et doivent constamment céder aux exigences de leurs voisins plus riches et plus grands.

Il est évident que les blocs commerciaux tripolaires actuels ne connaîtront pas le même processus d'intégration régionale. Par exemple, l'Union européenne s'est lancée dans une intégration profonde qui contraste fortement avec le processus plus ouvert, induit par le marché, dans la région Asie-Pacifique. D'autre part, il est probable que chaque bloc commercial aura des incidences différentes sur des groupes différents de pays en développement. Les incidences de l'Union européenne et de l'ALENA sont brièvement examinées ci-dessous.

Union européenne

L'Union européenne tend à renforcer ses liens avec les pays en développement qui lui vendent des produits primaires et lui achètent des biens d'équipement et qui réalisent une partie importante de leurs échanges avec elle. Il s'agit principalement des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), des pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et des pays d'Amérique latine. Les PNI d'Asie risquent de subir les effets négatifs d'un approfondissement du processus d'intégration au sein de l'Union européenne, car ils rivalisent directement avec cette dernière pour de nombreux produits manufacturés exportés et importent essentiellement leurs biens d'équipement du Japon et des États-Unis. En particulier, les coûts d'adaptation intérieurs du marché unique européen pourraient inciter à une plus grande protection contre tous les pays en développement autres que certains pays de l'OPEP et pays ACP. Ce risque se trouve sensiblement accru par la persistance de taux élevés de chômage en Europe occidentale et renforcé encore par la préférence pour l'expansion du commerce, de l'investissement et de l'aide aux États membres de la Communauté d'États indépendants et à l'Europe orientale afin de faciliter leur passage à une économie de marché*.

Le programme du marché unique a montré combien il importait de s'adapter aux normes communes

* Pour une analyse plus détaillée, voir Charles Oman, *Globalization and Regionalization: Challenge for Developing Countries* (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1994).

de l'Union européenne, et la condition de la reconnaissance mutuelle de normes nationales peut procurer des avantages importants aux fournisseurs non membres. Ces derniers peuvent maintenant commercer avec l'Union européenne considérée comme une entité, en vertu de procédures communes d'accès et de normes applicables à l'ensemble de l'Union, au lieu d'être confrontés à des marchés fragmentés où s'appliquent des règles différentes²⁴.

Accord de libre-échange d'Amérique du Nord

Un pays en développement qui est actuellement largement bénéficiaire de l'ALENA est le Mexique, encore que la crise financière qu'il traverse ait probablement refroidi l'enthousiasme des États-Unis pour la conclusion d'un accord de libre-échange avec les pays en développement d'Amérique latine. Pour le Mexique, l'adhésion à l'ALENA présente de nombreux avantages potentiels, notamment l'accès stable et garanti au marché des États-Unis, la consolidation des réformes axées sur le marché qui ont été entreprises au milieu des années 80 et l'effet de dissuasion à l'égard de tous groupes d'intérêt particuliers qui envisageraient de contrarier le mouvement de réforme. En revanche, d'autres pays en développement exclus de l'ALENA, en particulier les pays des Caraïbes, s'inquiètent de plus en plus du risque de détournement des échanges et des investissements vers le Mexique (voir encadré 2) et d'un relâchement éventuel de l'engagement des États-Unis à l'égard du système d'échanges multilatéraux. L'afflux massif observé récemment au Mexique d'investissements venant du Japon et des PNI d'Asie a également fait craindre un détournement des investissements dans les pays en développement d'Asie à faible revenu.

Solutions possibles

Les pays non membres cherchant à réduire ou à supprimer les effets qu'exercent sur leurs exportations la discrimination commerciale inhérente à une union douanière ou à une zone de libre-échange ont trois grandes options : essayer de devenir parties à l'accord d'intégration régionale (autrement dit, y être inclus au lieu d'en être exclus); s'associer avec d'autres pays non membres pour créer un nouvel accord d'intégration régionale, ou s'associer aux efforts visant à promouvoir des réductions multilatérales des barrières commerciales afin de diminuer la marge de discrimination à laquelle ils se heurtent sur le marché régional.

Il semble évident que les effets dynamiques de l'intégration régionale ne peuvent se concrétiser que si l'ouverture des marchés régionaux aux pays non membres est garantie. Il est donc impératif que l'article XXIV du GATT sur l'intégration régionale soit encore renforcé pour sauvegarder et améliorer les conditions de traitement des pays non membres. Plus

précisément, l'article XXIV contient une clause d'exception à la clause non conditionnelle de la nation la plus favorisée de l'article I^{er} (à savoir les principes du traitement national et non discriminatoire), et permet la conclusion d'accords de libre-échange et la formation d'unions douanières.

L'article XXIV a été critiqué pour ses ambiguïtés et sa mauvaise conception ainsi que pour sa vulnérabilité au recours abusif à des clauses d'exception. Il semble donc nécessaire que les critères d'admissibilité d'un arrangement commercial régional soient renforcés et révisés pour éviter que soient élevés des obstacles aux échanges avec les pays exclus*. Une proposition destinée à améliorer les critères d'admissibilité est d'aligner les tarifs extérieurs communs sur le niveau le plus bas de ceux des pays membres et non sur le niveau moyen des équivalents tarifaires préexistants dans les pays participants, comme le stipulent les règles actuelles. Mais des barrières tarifaires plus basses ne seraient peut-être pas suffisantes pour empêcher des détournements d'échanges imputables à des barrières non tarifaires. Une meilleure solution consiste simplement à exiger que le volume du commerce extrarégional d'un groupement régional ne se trouve pas réduit à la suite de la formation d'un bloc commercial. Cela dit, on se heurterait immédiatement, dans la pratique, à la difficulté de déterminer le volume commercial d'un bloc régional avant l'intégration, bien que l'on puisse, intuitivement, donner quelques indications. La difficulté d'appliquer les exigences de l'ajustement *ex post* d'une partie des règles et règlements existants d'un groupement régional constitue un obstacle plus sérieux.

Un moyen d'empêcher les pratiques d'éviction et de discrimination de blocs commerciaux régionaux est de renforcer les mécanismes de surveillance et d'examen des politiques commerciales de l'OMC pour faire en sorte que la formation et le fonctionnement de systèmes d'intégration régionale respectent les principes et les règles du GATT, et en particulier pour sauvegarder les intérêts de nombreux pays en développement exclus d'accords d'intégration régionale. Un tel exercice de surveillance et d'examen devrait porter principalement sur la protection des intérêts des pays non membres, en particulier des pays en développement petits et faibles, car l'intégration régionale, non seulement offre de nouveaux droits d'accès aux marchés non couverts dans le cadre du GATT, mais aboutit souvent aussi à la suppression discriminatoire de droits d'accès au marché garantis par le cadre juridique du GATT. Par conséquent, l'exercice de surveillance et d'examen de l'OMC devrait porter sur la suppression discriminatoire des droits et non sur la création préférentielle de droits dans le cadre d'un arrangement régional.

* Pour une analyse économique perspicace de l'article XXIV du GATT et une proposition détaillée de révision, voir J. McMillan, "Does regional integration foster open trade? Economic theory and GATT's article XXIV", dans *Regional Integration and Global Trading System*, K. Anderson et R. Blackhurst, eds. (New York, Harvester Wheatsheaf, 1993).

En conclusion, avec l'importance croissante des barrières non tarifaires et d'autres mesures protectionnistes, comme les politiques commerciales stratégiques adoptées dans les pays développés, et les blocs commerciaux régionaux constitués également autour de pays développés, il est devenu évident que l'OMC, malgré ses nombreuses faiblesses et limites,

reste le seul espoir pour les pays en développement de protéger et de promouvoir leurs intérêts communs. Plus généralement, l'OMC, avec son mécanisme de règlement des différends liés aux échanges, pourrait devenir une institution planétaire s'occupant de gérer au mieux le commerce mondial dans l'intérêt de tous les pays, riches et pauvres, grands et petits.

Encadré 2. Conséquences de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord pour les Caraïbes

Lorsque l'ALENA est entré en vigueur en janvier 1994, il a créé un marché sans droits de douane pour 363 millions de personnes aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Mais un nombre à peu près équivalent d'individus de la région des Caraïbes et de l'Amérique latine, qui sont tributaires des États-Unis pour leurs recettes d'exportation, ont été omis de l'équation. Pour les Caraïbes, les effets les plus préjudiciables de l'ALENA viendront de l'inévitable détournement des échanges et des investissements, de la relocalisation de la capacité de production, et de la contraction de l'activité économique, du fait que les produits et les services qui étaient jusqu'alors fournis par les Caraïbes aux États-Unis le seront à l'avenir par le Mexique.

La région des Caraïbes représente maintenant, par ordre d'importance, le dixième marché des États-Unis, lesquels constituent, de loin, son principal débouché. Les échanges globaux (importations et exportations) entre les États-Unis et les Caraïbes ont dépassé 20 milliards de dollars en 1992, donné du travail à 220 000 personnes aux États-Unis et procuré de très nombreux emplois dans la région des Caraïbes. Étant donné la structure des échanges dans la région, il est certain que l'ALENA aura des répercussions considérables. En effet, 50 à 70 % des exportations de chacun des pays des Caraïbes sont destinées aux trois pays de l'ALENA, ce qui fait craindre que l'accord ne se traduise par un détournement des échanges au profit des produits mexicains et non par la création d'échanges. Les effets probables de l'ALENA pour la région des Caraïbes sont résumés ci-dessous.

Détournement des échanges. La suppression progressive des droits de douane sur les produits mexicains pourrait annuler ou du moins réduire les avantages dont bénéficient les exportations des Caraïbes vers les États-Unis. La demande des États-Unis pourrait se déplacer des fournisseurs des pays des Caraïbes vers des entreprises mexicaines, ce qui ferait baisser les exportations des premiers et aggraverait leurs difficultés de balance des paiements. Selon une estimation de la Banque mondiale, environ 36 % des exportations des Caraïbes vers les États-Unis risquent d'être déplacées du fait de l'ALENA.

Détournement des investissements. A mesure que leurs perspectives et avantages commerciaux diminueront aux Caraïbes, les investisseurs commenceront à réorienter leurs capitaux vers le Mexique. Ce détournement des investissements ressort déjà clairement de la tendance que l'on observe dans toute la région. Les effets de ce phénomène ont déjà été documentés du fait que les investisseurs évaluent les dispositions et le processus de mise en œuvre de l'ALENA. Dans

un rapport récent, la Commission du commerce international des États-Unis a conclu que "l'ALENA introduira des stimulants qui tendront à favoriser des déplacements des investissements dans le secteur du vêtement des pays des Caraïbes vers le Mexique"²⁵.

Relocalisation de la capacité de production. Les entreprises de production, qui s'étaient implantées au départ dans les Caraïbes pour profiter de l'accès au marché des États-Unis, pourraient transférer ou cesser leurs activités en choisissant de se relocaliser au Mexique pour la même raison. L'ALENA favorise le Mexique au détriment de la région des Caraïbes.

Contraction de l'activité économique. La perte de débouchés commerciaux et de possibilités d'investissement entraînerait une baisse de la confiance des milieux d'affaires et de l'activité économique, ce qui compromettrait les perspectives de développement dans tous les pays des Caraïbes. Les gouvernements de ces pays auraient inévitablement plus de difficultés à maintenir leurs réformes économiques et leurs programmes d'ajustement structurel, devenant davantage tributaires de programmes d'aide bilatérale.

Pertes d'emplois. Enfin, la contraction des débouchés entraînerait la perte de nombreux emplois, qui sont tributaires de courants commerciaux harmonieux entre les Caraïbes et les États-Unis.

Un cadre de production complémentaire a été créé dans les relations commerciales entre les Caraïbes et les États-Unis. Dans de nombreux secteurs, par exemple dans celui du vêtement, les entreprises des États-Unis apportent du matériel et d'autres moyens dans les pays des Caraïbes et utilisent la main-d'œuvre locale pour fabriquer un produit final qui est compétitif dans le monde entier. Si l'on veut que l'expansion économique des Caraïbes se poursuive, il faut mettre en place un mécanisme permettant aux entreprises des États-Unis et des Caraïbes de renforcer leur partenariat commercial actuel.

Une solution serait d'élargir l'ALENA, mais la question serait alors de déterminer à quel rythme les pays plus petits et moins développés pourraient en devenir membres. Beaucoup de ces pays ne sont pas prêts pour une adhésion immédiate car ils n'ont pas encore atteint le niveau de développement compatible avec les nombreuses obligations qui en découleraient. Il faudrait trouver pour eux une formule de transition acceptable et établir un programme d'adhésion transparent et ordonné.

Source : Extrait de l'article de Richard L. Bernal, "From NAFTA to hemispheric free trade", *Columbia Journal of World Business*, vol. XXIX, n° 3 (Automne 1994).

Le nouveau concept de compétitivité industrielle

La notion de compétitivité peut être rapprochée de celle d'avantage comparatif. Chaque pays, aussi pauvre en ressources et aussi mal géré soit-il, possède un avantage comparatif par rapport à d'autres pays dans un domaine d'activité ou dans un autre. Cela dit, la compétitivité d'un secteur industriel dépend d'une multitude de facteurs, tels que le niveau des salaires, la base de ressources naturelles, le niveau de développement technique et scientifique, la politique des pouvoirs publics en matière de commerce, d'investissement, d'infrastructure et de valorisation des ressources humaines.

De nombreux pays en développement adoptent aujourd'hui une approche du développement industriel fondée sur une stratégie commerciale misant sur les exportations dans l'espoir de créer une dynamique qui stimule la croissance économique générale et élève le niveau des revenus. Malheureusement, leurs entreprises industrielles manquent très souvent des compétences techniques et des connaissances nécessaires pour être compétitives sur les marchés mondiaux. En outre, les politiques des pouvoirs publics, les institutions et les infrastructures sont rarement adéquates et ne peuvent apporter l'appui voulu pour les activités liées au commerce et à la production.

Le succès à l'exportation dépend d'un ensemble complexe de facteurs, dont les uns sont liés aux prix, les autres non. La compétitivité au niveau des prix est certes une condition nécessaire, mais non suffisante. Il faut aussi que les exportateurs suivent en permanence l'évolution des goûts des consommateurs, veillent à la qualité et au respect des délais de livraison des biens produits, et acquièrent les compétences nécessaires en matière de commercialisation et de distribution. De telles conditions prennent encore plus d'importance dans le contexte de la mondialisation de l'économie, qui se caractérise par une libéralisation croissante et une plus grande ouverture dans presque tous les pays en développement.

Le moment est venu de revoir les politiques et les stratégies traditionnelles qui ont fait leurs preuves dans les pays en développement. Autrefois, les responsables de ces pays, lorsqu'ils adoptaient des politiques visant à protéger leurs marchés intérieurs, délaissaient implicitement l'élément concurrence internationale. Cet élément se manifesterait lorsque leurs marchés s'ouvriraient au monde. Les entreprises locales peuvent demeurer compétitives, mais uniquement dans une gamme restreinte de biens ne faisant pas l'objet d'échanges internationaux. Autrement dit, la principale conséquence de la libéralisation est que, pour assurer leur survie dans une économie protégée, les entreprises industrielles doivent, plus qu'auparavant, être capables de suivre les tendances internationales du progrès technologique.

Étant donné la manière dont les choses évoluent actuellement, il est manifestement plus difficile pour les derniers venus de choisir une stratégie axée sur l'exportation. Les pays en développement se rendent

compte qu'ils doivent désormais affronter la concurrence dans un monde où la technologie de pointe est devenue un critère important de la compétitivité industrielle. Le cycle de vie des produits s'est raccourci, ne dépassant parfois pas trois ans; les nouvelles techniques de production entraînent une restructuration de la division internationale du travail et réduisent le nombre de travailleurs nécessaires; et l'emploi croissant de matériaux artificiels réduira les besoins d'importations de matières premières naturelles en provenance des pays en développement. Avec l'accélération du progrès technologique dans le monde, il est devenu de plus en plus important pour les exportateurs de ces pays, qui veulent voir aboutir leur stratégie de croissance orientée vers l'exportation, d'être en mesure de suivre en permanence l'évolution de l'industrie mondiale et de s'y adapter pour demeurer compétitifs.

Mais les défis que devront relever les pays en développement dépendront du niveau de développement économique et industriel qu'ils ont atteint. Par exemple, les PNI n'ont pas les mêmes problèmes ni les mêmes options que les pays de l'Afrique subsaharienne. L'analyse présentée ci-après sera axée sur quelques éléments clés qui auront un impact sur la rentabilité relative des activités manufacturières des pays en développement.

La compétitivité des prix et des coûts perd de l'importance

L'approche traditionnelle de la compétitivité sur les marchés d'exportation est centrée sur les prix. Les entreprises qui s'attaquent à ces marchés doivent pouvoir offrir des prix plus bas en essayant de réduire autant que possible leurs coûts de production, tout en maintenant une norme de qualité minimale. C'est cette approche qu'ont adoptée les PNI dans leur stratégie de production orientée vers l'exportation, en misant sur l'abondance d'une main-d'œuvre bon marché et peu qualifiée, qui les a aidés à garder des coûts de production bas et compétitifs au niveau international.

Aujourd'hui, l'avantage comparatif associé à des bas salaires se trouve de plus en plus érodé, car les coûts directs de main-d'œuvre d'une entreprise, en pourcentage de ses coûts totaux, diminuent rapidement. Cette tendance est due en grande partie à l'apparition de nouvelles technologies, comme les systèmes de fabrication flexibles, et aux progrès des techniques de communication et d'information, qui ont réduit l'élément salaire de la valeur ajoutée en créant des moyens d'automatisation souple. Ainsi, avec l'augmentation de la productivité découlant des progrès constants de l'automatisation et d'autres technologies, le processus de production a été restructuré de telle manière que, malgré des niveaux de

salaires relativement élevés, une entreprise peut maintenir des prix compétitifs. D'autre part, les préférences des consommateurs sont de plus en plus sophistiquées et le prix n'est plus l'élément déterminant. D'autres facteurs entrent ensuite en jeu, tels que la qualité et le degré d'innovation, qui peuvent être assurés grâce à la maîtrise des nouvelles techniques de fabrication et à l'amélioration des capacités technologiques.

La compétitivité industrielle dépendra de plus en plus des capacités technologiques et de l'innovation ainsi que de l'aptitude à appliquer les nouvelles techniques dans la production, l'organisation et la commercialisation et de créer des liens appropriés avec les entreprises mondiales sous forme de contrats de sous-traitance, de répartition obligatoire de la production, d'investissements étrangers directs, d'accords de licences, d'alliances stratégiques, etc. Dans un tel scénario, la compétitivité internationale sera déterminée, dans un grand nombre de secteurs, par la capacité des entreprises à appliquer, tout au moins sélectivement, des techniques génériques nouvelles dans leur production et leur organisation. Certaines des nouvelles techniques importantes sont décrites ci-après²⁶ :

a) *Automatisation et conception assistée par ordinateur (CAO) et fabrication assistée par ordinateur (FAO).* Les systèmes de CAO et de FAO offrent aux entreprises la possibilité de s'adapter plus rapidement à l'évolution des besoins en matière de conception et de donner une plus grande flexibilité à la production. Cela peut être particulièrement important pour les bureaux d'études qui travaillent pour les fabricants de matériels et pour l'industrie du vêtement par exemple. L'emploi d'outils à commande numérique peut aussi procurer des gains de productivité considérables dans les industries de transformation.

b) *Technologies de l'information et des communications.* L'emploi de nouvelles technologies de l'information et des communications dans plusieurs services clefs de l'entreprise, comme ceux des finances et de la comptabilité, du personnel et du marketing, peuvent contribuer à améliorer sensiblement l'efficacité et la productivité générales. Ces technologies influent sur l'accès de l'entreprise à l'information, ce qui peut, dans certains cas, être déterminant pour la compétitivité;

c) *Nouvelles techniques de gestion.* Le recours aux nouvelles techniques de gestion, telles que les opérations juste à temps, les systèmes de production avec peu de ressources et la maîtrise totale de la qualité non seulement permettent d'améliorer l'efficacité, mais sont parfois nécessaires pour se placer sur les marchés internationaux. Ainsi, les normes ISO 9000 établies par l'Organisation internationale de normalisation deviennent de plus en plus les qualifications minimales pour remporter des contrats dans les pays de l'Union européenne et d'autres pays développés;

d) *Biotechnologie.* Dans de nombreuses industries, l'application de la biotechnologie dans les procédés de fabrication permettrait d'accroître l'efficacité. Dans beaucoup d'industries chimiques, pharmaceutiques et alimentaires, par exemple, l'utilisation de souches améliorées de microbes pourrait entraîner des économies d'énergie et de matières premières. Cette technologie permet aussi d'envisager de recycler les déchets industriels en produits à valeur ajoutée au lieu de s'en débarrasser purement et simplement;

e) *Matériaux nouveaux.* La technologie des matériaux nouveaux peut non seulement aider les entreprises à réduire leurs coûts de production en remplaçant des matériaux coûteux, mais aussi déboucher sur des améliorations des spécifications des produits. Son application peut se révéler importante pour un nombre croissant d'industries mécaniques et chimiques.

Dans l'industrie, le progrès technologique est un processus continu et les branches technologiquement statiques sont de moins en moins nombreuses. L'innovation touche à la fois les procédés de production et la nature des produits des industries dans lesquelles les pays en développement cherchent à être compétitifs. En l'absence de progrès technologique, la compétitivité des industries à forte intensité de main-d'œuvre se trouverait menacée et serait de plus en plus subordonnée à d'autres formes de réduction des coûts, en particulier la baisse des salaires réels.

On notera cependant que l'influence de la qualité, de l'innovation et des prix sur la compétitivité varie selon les industries. Il ne faudrait pas faire abstraction du facteur prix dans le maintien de la compétitivité. La fabrication de vêtements simples ou de textiles de basse qualité pour la consommation de masse, par exemple, joue encore principalement sur la concurrence des prix. Les progrès technologiques génériques ont certes accru l'importance de la concurrence par l'innovation, mais le fait qu'il existe toujours des marchés de produits manufacturés où la concurrence traditionnelle par les prix continue de prévaloir est un facteur important pour les pays en développement les plus pauvres ayant des moyens technologiques limités.

Création de capacités technologiques

La technologie a été présentée comme l'un des facteurs les plus décisifs pour la compétitivité industrielle dans les années 90. On peut trouver des exemples à la fois dans les industries de pointe telles que l'électronique, les télécommunications et la biotechnologie, et dans les industries traditionnelles telles que la sidérurgie, le textile et l'alimentation. Les avantages que procurent les nouvelles techniques de production découlent normalement de l'augmentation de la productivité et de la flexibilité, de la réduction des gaspillages et des défauts des produits, de

l'amélioration de la qualité d'usage des produits, de l'optimisation des stocks, d'économies dans la gestion, etc. En bref, le recours à la technologie influe sur la capacité de l'industrie à se moderniser et à être compétitive sur les marchés mondiaux.

Maitrise des technologies nouvelles

Apparemment, la maîtrise de l'évolution technologique pose de gros problèmes aux pays en développement qui, aux premiers stades de leur industrialisation, manquent des machines, des compétences et de l'appui institutionnel nécessaires pour employer des techniques qui sont relativement courantes dans les pays développés. Pour suivre les progrès technologiques, il faut aussi que ces pays acquièrent de nouvelles qualifications et assimilent de nouvelles connaissances avant même de consolider leur base de compétence industrielle dans les techniques qu'ils appliquent actuellement. Ils se trouvent enfermés dans un dilemme : ou bien s'en tenir à ce qu'ils connaissent et exceller dans ce qu'ils font, ou bien choisir des technologies nouvelles dans lesquelles ils ne possèdent aucune expertise, de crainte de se trouver distancés.

De quels moyens disposent-ils pour résoudre le problème ? D'abord, selon certains, ils pourraient augmenter considérablement leur productivité simplement en utilisant leurs techniques actuelles plus efficacement²⁷. Ensuite, des études effectuées dans les pays développés ont montré qu'une part substantielle, sinon prédominante, des gains de productivité obtenus dans les premiers stades de l'industrialisation avaient résulté de petites améliorations et adaptations des technologies existantes²⁸. Toute innovation majeure passe par un processus d'améliorations constantes après son introduction. Même dans les pays en développement, les entreprises les plus dynamiques et les plus compétitives sont celles qui procèdent ainsi.

Un autre problème, pour les pays en développement, est d'accéder au flux constant d'innovations produites dans les pays développés. Toutes ne sont pas transférables ni adaptables. Seuls les PNI parvenus à maturité sont à même de tirer avantage des progrès technologiques les plus récents; les autres pays en développement pourraient chercher à se procurer les techniques éprouvées. Quelle que soit la forme de technologie recherchée, la réussite de son transfert et de son assimilation exige toujours un effort considérable de la part du bénéficiaire, notamment en matière de formation et d'amélioration des capacités scientifiques et technologiques locales.

Les responsables des pays en développement ne devraient pas perdre de vue que, en l'absence de maîtrise des techniques de base et des moyens nécessaires pour mener des activités de recherche-développement plus innovantes, l'avantage comparatif existant dans l'industrie peut être grignoté par la concurrence internationale. Au mieux, les entreprises seront contraintes d'avoir davantage recours à la technologie étrangère prête à l'emploi.

Renforcement des activités locales de recherche-développement

L'acquisition de capacités technologiques peut se faire par l'importation de techniques étrangères, et c'est ce qu'ont choisi de faire jusqu'ici la plupart des pays en développement. L'autre méthode consiste à promouvoir les activités locales de R-D. Mais une recherche-développement poussée pour la mise au point de produits est en général une activité coûteuse, longue et complexe, que la plupart des pays en développement n'ont probablement pas les moyens d'entreprendre. D'un autre côté, une dépendance excessive à l'égard des importations de technologies, particulièrement de celles qui ne contiennent aucun élément d'apprentissage, nuit à long terme à une économie en développement.

Le niveau et la forme de technologie qu'un pays en développement peut chercher à importer dépendent beaucoup de sa taille, de son niveau d'industrialisation et de ses ressources humaines. En général, les pays en développement les plus petits, dont la base industrielle est faible, devraient recourir davantage à la technologie étrangère, sous forme très groupée, avec un minimum d'apports locaux. Les pays plus grands et ayant plus de moyens peuvent entreprendre davantage d'activités de R-D en vue de se doter d'une capacité technologique nationale. Les importations de technologie pourraient alors se limiter à des accords de licences et à des biens d'équipement plutôt qu'à des investissements étrangers directs²⁹. C'est ainsi que la République de Corée s'est dotée de sa base technologique dans l'industrie pétrochimique, à savoir par une participation active et une assimilation systématique des techniques de cette industrie. A l'autre extrême, l'Afrique subsaharienne, qui manquait en général des capacités locales d'investissement, a eu très largement recours aux contrats clefs en main avec des entrepreneurs étrangers.

Les importations de technologie peuvent se faire par des voies à la fois formelles et informelles. Les premières sont celles qui donnent lieu à la passation de contrats et à une rémunération, comme les accords de licences, les projets clefs en main et les services de consultants. Les secondes sont les transferts de connaissances par le biais de publications et de communications, la migration de personnes qualifiées, l'observation et l'imitation. Des enquêtes ont montré que l'un des systèmes de transfert de techniques les plus efficaces vers les PNI a été informel, prenant la forme d'activités d'exportation à proprement parler qui, dans certains secteurs, ont permis le transfert d'un grand nombre d'informations gratuites sur les techniques et la conception par les acheteurs de produits manufacturés ou les fournisseurs de biens d'équipements aux producteurs des pays en développement.

Il n'est donc pas surprenant que les activités de R-D soient beaucoup moins avancées dans les pays en développement que dans les pays développés. Malgré une augmentation au fil des années, les dépenses de R-D de l'ensemble des pays en dévelop-

pement ne représentaient encore en 1990 que moins de 1 % du PIB, contre près de 3 % dans les pays développés (voir le tableau 9). Le chef de file en matière de R-D était l'ex-URSS (où ces activités étaient très certainement concentrées dans le secteur militaire), suivie par l'Amérique du Nord. Toutefois, dans ce domaine, ce n'est pas tant le montant total des dépenses nationales qui compte que les dépenses faites pour la production commerciale.

Valorisation des ressources humaines

Toutes les formes d'enseignement sont importantes pour la constitution de capacités technologiques, mais cette importance dépend du niveau d'industrialisation. Il est essentiel que les travailleurs de toutes les industries modernes sachent au moins lire, écrire et compter; cela peut même suffire pour l'emploi de machines-outils très simples. Toutefois, le besoin d'une formation professionnelle et d'un enseignement technique poussé augmente avec la complexification technique de l'industrie.

L'utilisation des technologies évoluant rapidement, une formation intensive sur le tas et un recyclage sont nécessaires pour donner aux travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés les nouvelles compétences dont ils auront besoin pour les emplois de demain. En matière d'enseignement technique, il est clair que la qualité est aussi importante que la quantité, et l'ensemble des compétences techniques créées doit correspondre aux besoins spécifiques de l'industrie¹⁰.

Dans les pays en développement, les normes d'enseignement sont encore très en-deçà de celles des pays de l'OCDE. Dans les pays développés, le travailleur moyen a une scolarité de onze ans, contre cinq en Chine et au Mexique. En outre, selon les estimations, il y avait en 1990, dans les pays développés, 3,7 scientifiques et ingénieurs travaillant dans la R-D pour 1 000 habitants, contre 0,2 dans les pays en développement (voir tableau 10). Parmi ceux-ci, les chiffres sont supérieurs en Asie et en Amérique latine à la moyenne générale. Cette observation concorde avec les relatifs succès économiques et industriels remportés par les PNI de ces deux régions en raison de la compétitivité de leurs exportations. La

Tableau 9. Estimation des dépenses mondiales de R-D par région, grande zone ou groupement de pays, 1980, 1985 et 1990

Région, grande zone ou groupement de pays	1980		1985		1990	
	Dépenses de R-D (en milliards de dollars)	Pourcentage du PIB	Dépenses de R-D (en milliards de dollars)	Pourcentage du PIB	Dépenses de R-D (en milliards de dollars)	Pourcentage du PIB
Ex-URSS	32,3	4,7	37,1	5,0	55,7	5,7
Amérique du Nord	66,8	2,2	115,9	2,7	193,7	3,2
Europe	70,7	1,8	65,5	2,0	105,0	2,2
Asie	31,7	1,4	47,2	1,8	91,2	2,1
Océanie	2,1	1,3	2,1	1,2	3,0	1,4
Amérique latine et Caraïbes	3,6	0,4	3,1	0,4	2,9	0,4
Afrique	1,1	0,3	0,9	0,3	1,1	0,3
Pays développés	195,8	2,2	258,8	2,6	434,3	2,9
Pays en développement	12,6	0,5	13,0	0,5	18,3	0,6
Monde	208,4	1,9	271,9	2,2	452,6	2,6

Source : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Annuaire statistique 1992* (Genève, 1993).

Tableau 10. Estimation du nombre de scientifiques et d'ingénieurs travaillant dans la R-D par région, grande zone ou groupement de pays, 1980, 1985 et 1990

Région, grande zone ou groupement de pays	1980		1985		1990	
	Nombre estimé (milliers)	Pour mille habitants	Nombre estimé (milliers)	Pour mille habitants	Nombre estimé (milliers)	Pour mille habitants
Ex-URSS	1 373,3	5,2	1 491,1	5,4	1 694,4	5,9
Amérique du Nord	688,0	2,7	800,3	3,0	930,7	3,4
Europe	893,5	1,9	940,4	1,9	1 091,0	2,2
Océanie	39,7	1,8	34,2	1,4	42,0	1,6
Asie	788,0	0,3	954,6	0,3	1 229,5	0,4
Amérique latine et Caraïbes	86,9	0,2	125,4	0,3	162,9	0,4
Afrique	51,3	0,1	56,8	0,1	73,1	0,1
Pays développés	3 452,1	3,0	3 834,3	3,3	4 463,8	3,7
Pays en développement	468,6	0,1	568,6	0,2	759,8	0,2
Monde	3 920,8	0,9	4 402,9	0,9	5 223,6	1,0

Source : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Annuaire statistique 1992* (Genève, 1993).

difficulté de trouver des travailleurs ayant les compétences voulues pour l'industrie limite les transferts d'activités technologiques complexes vers les pays en développement pour améliorer leur compétitivité industrielle.

La valorisation des ressources humaines sera toujours un facteur essentiel et c'est sur elle que seront axés tous les efforts faits par les pays pour renforcer leur compétitivité industrielle. Il demeurera donc important de soutenir le développement technologique par des institutions et des politiques appropriées, compte tenu de l'intensification de la concurrence dans les technologies nouvelles et de la sophistication ainsi que de l'ampleur accrue des mesures requises. Pour atteindre leurs objectifs en matière de croissance économique et industrielle au niveau national, les responsables des pays en développement devraient planifier avec soin et veiller à ce que le cadre d'action et la mise en œuvre des mesures soient compatibles avec les besoins en ressources humaines.

Rôle de l'État dans le renforcement de la compétitivité industrielle

On reconnaît généralement le rôle joué par le marché dans l'allocation efficace des ressources, mais l'intervention de l'État est cruciale dans certains domaines où les mécanismes du marché peuvent ne pas donner les résultats escomptés. On peut citer à cet égard les infrastructures qui favorisent le développement des entreprises, domaine où la contribution de l'État est cruciale, notamment dans les pays en développement.

Les méthodes modernes de production flexible imposent des normes plus strictes en matière de qualité et de fiabilité. Des techniques telles que la livraison juste à temps les rendent plus vulnérables aux goulots d'étranglement. Il est donc plus important que jamais de disposer d'une infrastructure de base telle qu'un système d'approvisionnement en électricité fiable et de bons réseaux de transports et de communications. En effet, si les transports et les communications sont sporadiques et peu sûrs, les fournisseurs auront beaucoup de mal à satisfaire les besoins des acheteurs en demeurant compétitifs. Ainsi, les avantages d'une relocalisation en Chine, par exemple, ou dans tout autre pays en développement, se trouvent réduits malgré le faible coût de la main-d'œuvre lorsqu'il faut réexporter vers des pays développés tels que les États-Unis. Les pays en développement doivent investir environ 200 milliards de dollars par an dans leurs infrastructures¹¹. Le secteur public ne peut à lui seul financer de tels investissements. Il faudra solliciter la participation du secteur privé sous forme de coentreprises avec le secteur public, ou de projets de privatisation financés et exploités exclusivement par des entreprises privées.

L'accent doit être mis non seulement sur les infrastructures matérielles, mais aussi sur les infrastructures institutionnelles, pour favoriser l'entrepreneuriat et l'investissement de capitaux à risque, sur les flux d'informations et la constitution de réseaux dans

l'industrie, les installations d'essai, la normalisation, la gestion de la qualité, etc., afin d'appliquer les normes internationales et d'assurer une amélioration permanente des techniques. Il faut renforcer les structures nationales de R-D pour favoriser les liens entre les organismes de R-D publics et privés, les services de recherche universitaires et les entreprises de production. Les infrastructures institutionnelles mises en place devraient aussi faciliter la diffusion de techniques nouvelles entre les entreprises. L'expérience des pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est confirme l'importance de ce type d'infrastructures. Celles qui existent (y compris dans les domaines scientifiques et techniques) ont certes bien fonctionné dans la province chinoise de Taiwan et à Singapour, mais, dans les pays membres de l'ANASE, elles devraient être restructurées pour améliorer les capacités technologiques nationales. Les tentatives actuellement faites dans ce sens par la Chine pour restructurer ses établissements scientifiques et techniques et en faire des entreprises productives pourraient apporter des enseignements pour les autres pays en développement.

L'intervention de l'État joue un rôle fondamental si les politiques sont élaborées avec soin, bien appliquées et axées sur le renforcement de l'efficacité sur des marchés compétitifs et si elles sont, lorsque c'est possible, temporaires. Des mesures de caractère général sont nécessaires pour limiter les investissements directs étrangers là où ils entravent les investissements locaux dans la technologie; pour régler des problèmes de répartition qui entraînent une insuffisance d'investissements dans la formation ou le développement technologique et pour remédier à d'autres types de dysfonctionnement du marché, par exemple au niveau des liens institutionnels, de la recherche concertée et des importations de technologie. Il faut créer des organismes qui permettent aux industries de fonctionner efficacement et qui améliorent leurs capacités; et puisque les entreprises peuvent ne pas être en mesure de créer seules les institutions adéquates, l'État devra les aider à le faire.

On a observé dans de nombreux pays en développement que l'ajustement structurel n'avait pas permis d'atteindre la croissance économique souhaitée dans le secteur industriel, généralement en raison de l'insuffisance des ressources humaines. Une orientation vers l'exportation offre certes des avantages, mais elle peut, si elle s'accompagne d'une libéralisation massive des importations, être fatale à des industries qui ne se sont pas encore dotées des moyens de résister aux assauts de la concurrence, même dans les pays possédant un capital humain raisonnablement important. Si l'État n'intervient pas pour renforcer la main-d'œuvre technique après la libéralisation et si les structures et les institutions industrielles locales sont insuffisantes pour soutenir un développement technologique, la base industrielle risque d'être faible et peu diversifiée dans les exportations à forte intensité de compétence et à haute technologie (voir encadré 3).

Encadré 3. Mise en place d'une stratégie de compétitivité fondée sur le secteur manufacturier : le cas des entreprises industrielles brésiliennes

Le développement de l'industrie au Brésil

Au Brésil, les entreprises industrielles peuvent être des entreprises privées, des entreprises publiques, des sociétés transnationales ou des coentreprises entre toutes ces dernières. Au début de la période de remplacement des importations, les entreprises privées travaillaient surtout dans les secteurs traditionnels du textile, de la chaussure et des produits alimentaires. L'État investissait dans des produits intermédiaires tels que l'acier, le pétrole et les minéraux. Les sociétés transnationales sont apparues au milieu des années 60, lorsqu'a été encouragée la production à grande échelle de biens de consommation durables. L'objectif était de faire en sorte que ces sociétés transmettent leur savoir-faire technologique et de gestion, de façon à exercer un effet d'entraînement sur l'industrie du pays.

Pendant longtemps, la concurrence venant de l'extérieur a été limitée, en raison principalement d'une stratégie de promotion de l'industrie associant un haut niveau de protectionnisme, des subventions directes et indirectes aux producteurs de biens, une législation du travail sévère pour contrôler les salaires et l'existence d'un marché local peu exigeant. En outre, les politiques de l'industrie et du commerce extérieur n'encourageaient pas les entreprises brésiliennes à devenir compétitives dans le secteur manufacturier.

Les années 80 ont été pour l'industrie une période de bouleversements, à la suite d'un changement sur la scène politique, d'une profonde récession économique et de l'émergence du problème de la dette extérieure. Le maître mot est alors devenu celui de modernisation de l'industrie grâce à l'automatisation et à la robotisation. Mais les changements attendus ne se sont pas concrétisés et la persistance de l'instabilité macro-économique associée aux incertitudes de l'attitude des pouvoirs publics n'a pas contribué à remédier à une situation confuse.

Dans les années 90, l'industrie s'est ouverte à la concurrence. Tous les types de subventions directes ont été supprimés et les droits d'importation progressivement réduits en vue d'exposer les producteurs locaux à une plus forte concurrence étrangère*. En même temps, le gouvernement a adopté un programme visant à promouvoir la qualité et la productivité des entreprises brésiliennes.

Ces entreprises se sont donc trouvées confrontées à des règles du jeu radicalement différentes et ont eu du mal à comprendre et à assimiler les nouvelles formes de la concurrence. L'ensemble de l'industrie a réagi en s'en tenant de façon plus rigoureuse à l'approche traditionnelle du contrôle de la qualité. De nombreuses entreprises ont mis en place des programmes de promotion de la qualité alors qu'elles n'avaient pas de méthode appropriée pour utiliser efficacement les ressources et gérer les coûts. L'amélioration de la qualité des produits s'est donc faite au détriment des coûts et

des prix, ce qui a encore réduit leur position compétitive. En bref, la combinaison d'un marché protégé et d'un manque d'intérêt pour la dynamique technologique des marchés internationaux a empêché les entreprises brésiliennes de se doter des moyens nécessaires pour être concurrentielles par leur production.

Comment certaines entreprises de pointe ont développé la compétitivité du secteur manufacturier

La stratégie d'une entreprise dépend des exigences du marché et du consommateur. Dans le cas du Brésil, le marché d'exportation était de toute évidence le facteur le plus important dans la décision d'adopter des programmes en matière de qualité et de productivité. Il a aussi créé un effet multiplicateur, dans la mesure où les entreprises tournées vers l'exportation ont à leur tour exigé une meilleure qualité de leurs fournisseurs locaux. Pour améliorer leur compétitivité, les entreprises brésiliennes ont pris un certain nombre de mesures : recentrage du processus de production; adoption de nouvelles méthodes telles que la maîtrise totale de la qualité; livraison juste à temps et maintenance totale de la productivité; redéfinition des méthodes de travail et restructuration de l'ensemble de l'entreprise.

Recentrage du processus de production. Les entreprises brésiliennes avaient des activités industrielles très diverses. Les systèmes de gestion des coûts ont été examinés et modifiés pour trouver des lignes de produits qui étaient rentables. Un processus d'externalisation des approvisionnements et de sous-traitance a ensuite été adopté et les activités non essentielles ont été transférées à des fournisseurs extérieurs. Toutefois, les fournisseurs qualifiés faisaient généralement défaut et les grandes entreprises n'ont apparemment pas été capables d'améliorer leurs capacités, ce qui a ralenti la formation de réseaux locaux de fournisseurs.

Adoption de nouvelles méthodes. Les entreprises qui avaient des stocks importants ont choisi la livraison juste à temps, alors que celles qui avaient des problèmes de rebut et de reprise sur pièces se sont lancées tout d'abord dans la maintenance totale de la productivité. Mais, le plus souvent, l'adoption d'un programme exigeait l'exécution d'activités et l'application de procédures entrant dans le cadre d'un autre programme. Avec le temps, chaque entreprise a mis sur pied une structure spécifique pour ses activités en matière de qualité et de productivité, faisant appel aux concepts et techniques de plusieurs programmes. L'important, dans ce cas, n'est pas le titre du programme mais la dynamique de ses activités.

Redéfinition des méthodes de travail. Dans le cadre des nouvelles méthodes de travail, les entreprises ont cherché à motiver les travailleurs, à améliorer leurs compétences et à assurer leur stabilité. Elles se sont rendu compte qu'il revenait généralement plus cher d'embaucher et de licencier que de recycler, et qu'un travailleur stable et motivé pouvait fournir un travail plus productif. Les politiques de formation ont eu pour objectif de préparer les travailleurs aux nouvelles techniques et de diversifier leurs compétences.

* Ainsi, les droits de douane ont été ramenés de 85% en 1991 à 20% en 1994 pour les jouets, de 60% à 35% pour les automobiles, de 65% à 40% pour les ordinateurs, et de 50% à 25% pour les biens d'équipement.

Restructuration. La restructuration a consisté en grande partie à réduire la taille des entreprises, décentraliser et diminuer le nombre de services afin d'augmenter la productivité des travailleurs et, à terme, de réduire les coûts de production.

Observations finales

Le cas du Brésil illustre les défis que doivent relever les entreprises industrielles des pays en développement qui se trouvent soudainement exposées à de nouvelles normes en matière de compétitivité. Les entreprises brésiliennes sont encore aux prises avec le concept d'amélioration de la qualité. Le gouvernement a la conviction qu'il a, par sa politique de l'industrie et du commerce extérieur, créé les conditions requises pour rendre l'industrie compétitive, mais il lui est resté de ne pas avoir rempli ses obligations fonda-

mentales, comme mettre en œuvre une politique économique stable et cohérente ou prendre des mesures de promotion de l'enseignement, de la santé, des transports et du logement, qui influent directement sur les décisions que prennent les entreprises d'adopter des programmes en matière de qualité et de productivité. À l'évidence, les stratégies des entreprises brésiliennes en matière de production ont été fortement influencées par l'absence de concurrence qui a prévalu jusqu'en 1990, et la persistance de l'instabilité et le manque d'encadrement ne favorisent pas l'adoption de stratégies compétitives au niveau des entreprises et des secteurs.

Source : Afonso Fleury, "Quality and productivity in the competitive strategies of Brazilian industrial enterprises", World Development, vol. 23, n° 1 (1995), p. 73 à 85.

Contribution des sociétés transnationales à l'industrie

Il y a lieu de mentionner le rôle que jouent les sociétés transnationales dans l'amélioration de la compétitivité du secteur manufacturier, en raison de leur forte influence sur le processus d'industrialisation des pays en développement. Ces sociétés dominent le marché de la plupart des produits et services faisant l'objet d'échanges internationaux, une fraction importante du commerce mondial (entre 33 et 50 %) s'effectuant entre des filiales d'une même société transnationale. Elles tendent aussi à rationaliser leur production à l'échelle mondiale pour réduire les coûts au minimum et ont du reste relocalisé certaines industries, en totalité ou en partie, dans des pays en développement. Un certain nombre de pays en développement d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont considérablement accru le volume de leurs exportations de produits manufacturés avec l'aide de sociétés transnationales, par le biais de différents accords de

ventes liées, par exemple investissements étrangers directs, contrats de sous-traitance et accords de licence.

Les sociétés transnationales peuvent être une source de savoir moderne en matière de gestion et de technologie, et fournir aussi les éléments étrangers (contrats internationaux et réseaux de commercialisation) et locaux (techniques et disciplines de fabrication) nécessaires pour traiter d'égal à égal avec les concurrents étrangers sur les marchés mondiaux. Les États devraient donc instaurer un climat favorable à l'investissement de manière à encourager les contreparties entre les sociétés locales et transnationales. De tels arrangements donneraient plus rapidement des résultats que la constitution d'un capital et de capacités au niveau local, qui demande du temps. Toutefois, il est important que les entreprises locales jouent un rôle équivalent pour veiller à ce que les avantages retirés de cette situation soient efficacement transmis, contribuant ainsi à accroître les capacités technologiques nationales.

Industrialisation et lutte contre la pauvreté

Les problèmes lancinants de la pauvreté et de son élimination, en particulier dans les pays en développement, ont été au cœur des préoccupations des organismes d'aide internationaux et des décideurs du monde entier. Diverses définitions peuvent être données de la pauvreté, et, selon celle qui est retenue, les estimations du nombre de pauvres et leur répartition géographique dans les pays en développement peuvent différer sensiblement. La Banque mondiale²², dans une étude retenant comme critère du seuil de pauvreté une dépense de 350 dollars par personne, évalue à 1 milliard 115 millions le nombre des déshérités qui vivaient dans les pays en développement

en 1985, soit environ un tiers de la population de ces pays. Sur ce chiffre, 630 millions d'individus, soit 18 % de la population, vivent au-dessous du seuil de pauvreté absolue, avec une consommation annuelle par habitant de 275 dollars. D'autre part, près de la moitié des victimes de la pauvreté et de la misère se trouvent en Asie du Sud et un tiers dans l'Afrique subsaharienne.

L'expérience montre que le commerce est un moyen de lutter contre la pauvreté, mais cela n'est vrai que pour les pays ayant une base industrielle importante et un secteur extérieur compétitif pour les produits manufacturés. Les accords de libéralisation des échanges

multilatéraux, comme ceux qui ont été négociés dans le cadre du cycle d'Uruguay, devraient en principe améliorer l'accès aux marchés des pays développés pour les produits manufacturés à fort contenu de main-d'œuvre et quelques biens d'équipement technologiquement simples des pays en développement. Le commerce se traduit par la création d'emplois plus nombreux dans tous les secteurs de l'économie, en particulier dans l'industrie, une hausse des revenus et une amélioration du niveau de vie. Toutefois, seule une poignée de pays en développement fait partie de ce club fermé — à savoir les PNI les plus dynamiques d'Asie et d'Amérique latine, et les pays de l'ANASE. Les autres, soit une centaine de pays en développement, sont pour l'essentiel de petits pays à économie ouverte, dont les exportations sont dominées par les produits primaires, ce qui les rend très vulnérables aux chocs extérieurs. En fait, des échanges mondiaux plus libres risquent de nuire à leurs exportations, du moins à court terme, et de les plonger plus profondément encore dans la misère. Paradoxalement, le commerce, qui peut être un instrument efficace de réduction de l'incidence de la pauvreté dans les pays tournés vers l'exportation, peut aussi avoir des effets contraires dans les pays plus pauvres.

Les disparités criantes entre les capacités d'exportation de produits manufacturés des pays en développement ressort du tableau 11, qui compare les résultats obtenus en la matière par les pays de l'Afrique subsaharienne et de certains pays en développement de la région Asie et Pacifique. Dans 23 des 30 pays subsahariens choisis, les produits manufacturés ont procuré moins de 20 % des recettes d'exportations totales en 1990. Les 7 pays qui en ont tiré plus de 20 % sont les Comores, la Gambie, Maurice, la République centrafricaine, le Sénégal, la Sierra Leone et le Zimbabwe. En comparaison, la même année, la part des produits manufacturés dans les exportations des pays de la région Asie-Pacifique est allée de 36 % en Indonésie à 92 % en République de Corée. Le plus frappant est qu'en 1990 les recettes d'exportation de produits manufacturés des 30 pays de l'Afrique subsaharienne pris globalement ont totalisé quelque 3 milliards de dollars, soit près d'un tiers des recettes correspondantes de l'Indonésie, et environ 5 % seulement de celles de la République de Corée.

Par conséquent, dans de nombreux pays en développement, qui en sont aux premiers stades de l'industrialisation, les gouvernements devraient prendre des mesures mettant l'accent sur la construction d'une base industrielle, par exemple, par le ciblage de certains secteurs et la protection d'industries naissantes, le développement de l'agriculture et l'industrialisation des campagnes, le développement du secteur informel, le renforcement des liens entre l'agriculture et le secteur manufacturier, la mise en place d'infrastructures, la valorisation des ressources humaines et la création d'institutions. Mais la lutte contre la pauvreté demandera surtout l'utilisation efficace de la ressource la plus abondante des pays pauvres — la main-d'œuvre — afin de disposer d'un filet de sécurité pour les plus démunis.

Le Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995, a attiré l'attention sur le lien entre la pauvreté et l'emploi, qui peut être résumé comme suit : fondamentalement, la solution du problème de la pauvreté, dans les pays en développement comme dans les pays développés, passe par la création d'emplois productifs. A bien des égards, la création d'emplois, lorsqu'elle est possible, est préférable à la redistribution des revenus comme instrument de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités. C'est dans cette optique qu'est examiné ci-après le rôle de l'industrialisation dans la lutte contre la pauvreté. Il convient de noter que la contribution des activités manufacturières à la création d'emplois ne tient pas seulement à un effet direct, mais surtout à un effet indirect dû aux multiples liens de ce secteur avec d'autres secteurs de l'économie, en particulier l'agriculture et les services.

Il serait donc utile à ce stade d'examiner les changements de la structure de l'emploi pendant tout le cycle du développement industriel. Ces changements reflètent les liens entre l'industrie, d'une part, et l'agriculture et les services, d'autre part, liens qui ont des effets d'entraînement sur la création d'emplois dans l'industrie. En général, au stade initial de l'industrialisation, l'agriculture tend à dominer à la fois la production et l'emploi. Quand l'emploi commence à diminuer dans le secteur agricole, il progresse habituellement plus vite dans le secteur des services que dans le secteur manufacturier, du fait principalement de la migration rapide des campagnes vers les villes. Au stade intermédiaire de l'industrialisation, lorsque des liens commencent à se tisser entre les industries, et que la production industrielle augmente, l'emploi dans le secteur manufacturier se met à croître rapidement, mais moins que la production. Sa progression dans le secteur des services peut être plus lente. En revanche, lorsque l'économie atteint la maturité industrielle et que l'on passe au stade à une société postindustrielle à forte intensité de savoir, c'est de nouveau le secteur des services qui domine, et la part du secteur manufacturier dans la production et l'emploi commence bientôt à diminuer.

Industrialisation des campagnes et petites entreprises

Au premier stade du développement industriel, la croissance agricole stimule la demande intérieure de produits industriels. En outre, le secteur agricole approvisionne en nourriture les travailleurs de l'industrie, fournit des matières premières aux agro-industries ainsi que de la main-d'œuvre pour satisfaire les besoins croissants de l'expansion industrielle. Plus important est le fait que, par sa place dans la production et dans l'emploi, l'agriculture, qui est dans la plupart des économies en développement le secteur le plus vaste et à la progression la plus lente, est celui qui contribue le plus à l'apport de ressources, telles que loyers, épargne, taxes et devises, au

Tableau 11. Part des exportations de produits manufacturés dans les exportations totales de certains pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie de l'Est et du Sud-Est, 1975 et 1990

Pays	1975			1990		
	Exportations totales (en millions de dollars)	Exportations de produits manufacturés	Part des exportations de produits manufacturés	Exportations totales (en millions de dollars)	Exportations de produits manufacturés	Part des exportations de produits manufacturés
A. Afrique subsaharienne						
Angola	969,3	71,7	7,4	3 910,3	3,9	0,1
Burkina Faso	43,5	2,8	6,5	160,3	17,6	11,0
Burundi	31,6	0,9	2,8	75,0	1,5	2,0
Cameroon ^a	446,3	47,3	10,6	1 281,6	194,8	15,2
Cap-Vert ^a	2,0	0,3	15,0	6,5	0,8	12,3
Comores ^a	9,5	2,6	27,8	12,4	3,3	26,6
Côte d'Ivoire	1 181,6	132,3	11,2	2 940,4	494,0	16,8
Éthiopie	215,2	3,9	1,8	294,2	15,6	5,3
Gabon	941,9	9,4	1,0	1 692,8	57,6	3,4
Gambie	48,1	—	0,1	40,6	10,5	25,9
Ghana	728,2	10,2	1,4	1 072,3	143,7	13,4
Kenya	456,0	60,2	13,2	1 054,3	182,4	17,3
Madagascar	301,4	12,4	4,1	321,9	48,9	15,2
Malawi	121,1	5,7	4,7	417,6	20,0	4,8
Mali ^a	36,5	4,3	11,7	270,7	18,4	6,8
Maurice	294,6	33,9	11,5	1 180,5	803,9	68,1
Mauritanie	174,3	3,7	2,1	447,1	2,2	0,5
Mozambique ^a	202,0	12,9	6,4	101,1	17,7	17,5
Nigéria	7 983,4	16,0	0,2	13 649,3	286,6	2,1
Ouganda	263,0	—	—	152,1	1,7	1,1
République centrafricaine	47,2	11,2	23,7	139,3	67,1	48,2
République-Unie de Tanzanie	343,2	41,2	12,0	250,9	29,6	11,8
Rwanda	42,0	2,0	4,8	97,6	4,6	4,7
Sénégal	462,4	69,4	15,0	782,6	176,1	22,5
Sierra Leone	140,0	75,9	54,2	142,8	37,3	26,1
Tchad ^a	40,0	3,1	7,7	132,8	12,0	9,0
Togo	124,8	7,2	5,8	267,9	24,4	9,1
Zaire	864,8	57,1	6,6	999,3	165,9	16,6
Zambie ^a	805,1	5,6	0,7	1 347,5	150,9	11,2
Zimbabwe ^a	844,8	231,5	27,4	1 467,6	453,5	30,9
Total	18 163,8	934,6	5,1	34 709,3	3 446,5	9,9
B. Asie de l'Est et du Sud-Est						
Indonésie	7 130,2	85,6	1,2	25 553,2	9 071,4	35,5
Malaisie	3 846,6	665,5	17,3	29 418,7	15 944,9	54,2
République de Corée	5 070,6	4 127,5	81,4	71 870,1	65 904,9	91,7
Singapour	5 377,1	2 231,5	41,5	52 627,3	37 733,8	71,7
Thaïlande	2 162,2	317,8	14,7	23 002,4	14 514,5	63,1
Total	23 586,7	7 427,8	31,5	202 471,7	143 169,5	70,7

Source : *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1992 et 1993* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.92.II.D.9 et E/F.94.II.D.24), tableau IV.1.

^a Les chiffres indiqués pour 1990 sont ceux de 1989.

^a Les chiffres indiqués pour 1975 sont ceux de 1976.

secteur industriel. Sans ces ressources, il est fort probable qu'il ne pourrait y avoir de développement de l'industrie. Réciproquement, l'industrie fournit à l'agriculture des produits intermédiaires comme les engrais chimiques et les pesticides, et des biens d'équipement tels que matériel agricole, pompes pour l'irrigation et matériel de transport. Mais à mesure que l'économie se développe, s'industrialise et permet d'élever le revenu par habitant, les produits non agricoles représentent une proportion croissante de la consommation totale. Aux stades suivants du développement économique, le commerce fournit un moyen d'obtenir des aliments et d'autres produits agricoles en échange de biens industriels. Une autre

caractéristique importante est que nombre des fonctions essentielles de transfert des ressources accomplies par l'agriculture (épargne, taxes, devises, etc.) le sont alors par le secteur industriel.

L'industrie contribue à lutter contre la pauvreté dans les campagnes en créant de petites entreprises rurales, qui génèrent des emplois grâce aux liens entre l'agriculture et le secteur manufacturier dont il a déjà été question. Il s'agit dans la majorité des cas de petites entreprises — industries familiales, industries artisanales et micro-entreprises — qui ont beaucoup des caractéristiques requises pour lutter contre la pauvreté. Il est donc souhaitable d'en favoriser le développement pour les raisons suivantes¹¹:

a) Les petites entreprises rurales emploient une main-d'œuvre nombreuse relativement non qualifiée, et utilisent donc les abondantes ressources disponibles. Par conséquent, elles renforcent l'équité, du fait qu'elles procurent des emplois aux déshérités;

b) Les petites entreprises rurales demandent des facteurs de production dans des proportions qui correspondent aux conditions prévalant dans les campagnes des pays en développement. En d'autres termes, elles optimisent l'utilisation d'une main-d'œuvre non qualifiée abondante et de matières premières locales, mais économisent les rares ressources financières et le capital humain qualifié;

c) Les petites entreprises rurales offrent des possibilités de développement de l'entrepreneuriat et d'amélioration des compétences nécessaires dans ce domaine;

d) Les petites entreprises rurales sont financées principalement par des intermédiaires non bancaires et non financiers, pour l'essentiel par l'épargne des propriétaires et des ménages. Elles sont donc considérées comme un moyen efficace de mobiliser l'épargne rurale à des fins productives;

e) Les petites entreprises rurales produisent des biens essentiels pour les populations rurales démunies et des biens intermédiaires simples pour les entreprises locales;

f) Les petites entreprises rurales sont souples et donnent la possibilité à beaucoup de déshérités, en particulier aux femmes chefs de famille, d'exercer des activités rémunérées non agricoles. De plus, les activités non agricoles qui peuvent être exercées toute l'année limitent l'incidence de la pauvreté saisonnière.

La production agricole a de nombreux aspects qui militent en faveur de la transformation locale à la source des matières premières. Elle se caractérise par une activité décentralisée largement répartie géographiquement, des récoltes généralement volumineuses, lourdes et souvent périssables. Leur transformation sur place par de petites entreprises réduirait donc sensiblement les coûts de transport. Mais la production d'intrants agricoles peut avoir besoin du soutien de l'État, en particulier dans des domaines tels que le savoir-faire technique, l'accès au crédit et au financement et les liens de commercialisation. Il a été reconnu qu'à long terme l'élévation de la productivité, et par conséquent des revenus agricoles, serait déterminante pour l'industrialisation des campagnes.

La viabilité des industries rurales a été étudiée compte tenu des contraintes s'exerçant à la fois du côté de l'offre et du côté de la demande. Une étude de Tambunan¹⁴ consacrée aux petites entreprises rurales d'Indonésie a montré que, dans ce pays, la viabilité de ces dernières semblait dépendre essentiellement de leurs liens de commercialisation avec les grands centres urbains. Du côté de l'offre, les principales contraintes auxquelles elles se heurtent sont

l'insuffisance des facteurs de production et d'autres facteurs tels qu'installations de réparation et d'entretien, autres sources de matières premières, information sur le marché et accès au crédit et aux moyens de financement, ainsi qu'à d'autres services spécialisés. Par conséquent, les problèmes que rencontrent ces entreprises et la modernisation des industries familiales et artisanales dépendent dans une très large mesure des liens entre l'agriculture et l'industrie ainsi qu'entre les marchés ruraux et urbains, et il faudrait s'y attaquer pour que l'industrie rurale ait des chances de succès.

Les mesures que peuvent prendre les gouvernements pour permettre aux déshérités de participer à des activités productives comprennent des programmes d'assistance tels que : formation professionnelle et assistance technique; facilité d'accès au crédit et aux moyens financiers, en particulier avec le type de programme de financement adopté par la banque de Grameen au Bangladesh; mise à disposition d'une infrastructure et d'installations de base; communication d'informations sur les marchés et sur les technologies nouvelles; et création d'une institution juridique pour protéger et promouvoir les intérêts des déshérités*.

La lutte contre la pauvreté dans les villes et le secteur informel

Dans les zones urbaines, le rôle du secteur informel dans la création d'emplois mérite peut-être une attention particulière dans l'optique de la lutte contre la pauvreté. Ce secteur absorbe la masse résiduelle des nombreux migrants qui ne parviennent pas à trouver d'emploi rémunéré dans les zones urbaines, et assure une large part des revenus et des emplois à la main-d'œuvre des pays en développement. Une fraction considérable de ses activités sont également liées au secteur manufacturier**.

* Pour des précisions sur les mesures prises en faveur des industries rurales, voir "Poverty alleviation and rural small-scale industries", document thématique de l'ONUDI établi pour le Groupe de travail sur la contribution de l'industrie au développement rural du Comité administratif du Groupe spécial de coordination sur le développement rural, réuni à Washington, D.C., du 5 au 7 mai 1993.

** Le terme "secteur informel" donne lieu à beaucoup de confusion et d'ambiguïté. Pour la présente discussion, c'est la définition de l'OIT qui sera retenue, selon laquelle ce secteur se compose de très petites unités produisant et distribuant des biens et des services, et consistant pour une large part en producteurs indépendants dans les zones urbaines des pays en développement, dont certains emploient aussi une main-d'œuvre familiale et/ou embauchent quelques employés ou apprentis, dont la productivité est très faible, et qui fournissent des revenus très bas et irréguliers ainsi qu'un emploi instable à ceux qui y travaillent. Elles sont informelles dans ce sens que la plupart ne sont pas enregistrées et ne figurent pas dans les statistiques officielles. Dans ce contexte, l'économie souterraine de certains pays développés ne devrait pas être assimilée au secteur informel. Dans ces pays, la principale raison d'être de l'économie souterraine est d'échapper à l'impôt et à certains contrôles et règlements bureaucratiques; il s'agit rarement pour les personnes déshéritées de trouver une stratégie de survie, comme c'est le cas dans les pays en développement.

Il est difficile de donner une estimation fiable de l'importance des revenus et de l'emploi dans le secteur informel, car les activités de ce secteur ne sont ni déclarées ni enregistrées dans les statistiques officielles. D'après une estimation récente de l'Organisation internationale du Travail (OIT), une trentaine de millions de personnes sont employées dans le secteur informel en Amérique latine. En Afrique, environ 60 % de la main-d'œuvre urbaine travaillait dans le secteur informel en 1985, et en Asie le pourcentage se situait entre 40 et 66 % dans les années 80. Pour l'ensemble des pays en développement, les estimations donnent un chiffre d'environ 300 millions de personnes, représentant une contribution au PIB se situant quelque part entre 5 % et 35 %¹⁵.

En théorie, le secteur informel perd progressivement de l'importance et finit par disparaître, car ceux qui y travaillent ne cessent d'être absorbés par les secteurs formels de l'économie, qui se développent du fait de l'industrialisation. C'est le processus qui a été observé dans la plupart des pays développés, et aussi dans un certain nombre de PNI tels que la province chinoise de Taiwan, la République de Corée et Singapour où il y a pénurie de main-d'œuvre. En réalité, le secteur informel durera vraisemblablement longtemps dans la plupart des pays en développement, principalement parce que le secteur manufacturier et les autres secteurs modernes sont incapables de fournir des emplois rémunérés à une main-d'œuvre en augmentation rapide. Même pendant la période de croissance économique forte des années 70, on estime que l'emploi dans le secteur informel des pays relativement industrialisés d'Amérique latine a augmenté de 3,7 % par an. La progression s'est accélérée pendant la récession des années 80, les politiques d'ajustement ayant contraint de nombreuses entreprises modernes à réduire leurs effectifs. Au total, l'augmentation aurait été de 56 % entre 1980 et 1987, contre 30 % pour l'emploi dans le secteur non agricole. Les revenus moyens dans le secteur informel, dans le même temps, ont diminué de 8 %. Dans les pays de l'Afrique subsaharienne, l'emploi dans ce secteur s'est accru de 6,9 % entre 1980 et 1985, absorbant les trois quarts environ des nouveaux venus sur le marché du travail¹⁶.

Un moyen de faciliter le développement du secteur informel est de promouvoir les micro-entreprises, généralement définies comme de petites entreprises employant moins de dix personnes, y compris les personnes travaillant à leur compte. Les micro-entreprises des pays en développement sont de plus en plus considérées comme un moteur potentiel de la croissance et une source d'emplois, et par conséquent comme un instrument efficace de lutte contre la pauvreté. Diverses mesures ont été prises par les pouvoirs publics de plusieurs pays en développement pour stimuler la croissance de ce secteur: elles ont consisté surtout en l'octroi de crédits à court terme et d'une assistance technique, ainsi qu'en un renforcement du cadre institutionnel fournissant ces ressources et services. Les interventions du côté de l'offre ont généralement échoué pour des raisons diverses,

telles que la mauvaise compréhension de la nature des micro-entreprises et du secteur informel, le choix d'intermédiaires qui ne convenaient pas, l'impossibilité d'atteindre les groupes cibles, une mauvaise coordination des donateurs et une mise en œuvre insuffisante¹⁷.

Malgré l'attrait qu'exercent les micro-entreprises comme moyen permettant aux déshérités des zones urbaines de participer à des activités productives, leur viabilité reste douteuse. Elles tendent à avoir un très faible taux de survie (souvent inférieur à deux ans), et n'augmentent généralement pas de taille, la progression de l'emploi dans ce secteur résultant de leur multiplication. Nombre des problèmes auxquels elles sont confrontées sont ceux que connaissent les industries rurales. Le problème fondamental tient également, ici, à des contraintes s'exerçant du côté de l'offre. Les micro-entreprises produisent des biens et des services destinés principalement aux déshérités et considérés comme étant de qualité inférieure, si bien que l'élasticité de leur production par rapport au revenu tend à être très faible. A mesure que les intéressés s'élèvent sur l'échelle des revenus, ils modifient leur schéma de consommation et s'orientent vers des biens plus élaborés produits dans le secteur formel. Étant donné cette contrainte de la demande, on comprend aisément pourquoi de nombreuses interventions venant du côté de l'offre pour aider les micro-entreprises ont échoué. La hausse générale des revenus par habitant et des niveaux de vie risque de ne pas stimuler la demande des biens et des services qu'elles produisent. Une approche plus réaliste serait peut-être d'aider celles-ci à améliorer la qualité de leurs produits et les qualifications des victimes de la pauvreté, afin de les absorber dans le secteur formel.

Il faudrait admettre que le secteur informel, dans les pays en développement, n'est pas un phénomène transitoire, mais une réalité permanente; il faudrait imaginer des mesures efficaces pour optimiser sa capacité de création d'emplois; et il faudrait des règlements et des garanties sociales pour protéger les intérêts de ceux qui y travaillent.

Stratégies de création d'emplois

Pour lutter contre la pauvreté, la création d'emplois est une solution durable et viable. A cet égard, il a été observé que le secteur manufacturier avait généralement une capacité limitée. C'est par les liens de production indispensables entre le secteur manufacturier et les autres secteurs, en particulier l'agriculture et les services, et par les effets d'une hausse des revenus sur la consommation que l'industrialisation prend une importance croissante dans la création d'emplois et par conséquent dans la lutte contre la pauvreté.

Outre des terres agricoles, le principal atout des populations pauvres est l'abondance de la main-d'œuvre et son coût peu élevé. Les politiques destinées à améliorer les qualifications par la formation professionnelle et l'enseignement sont donc

d'une extrême importance. Il faudrait aussi que les politiques macro-économiques et sectorielles soient structurées de façon à promouvoir un développement industriel à forte intensité de main-d'œuvre afin d'optimiser l'emploi des déshérités. Les distorsions du marché des facteurs de production qui tendent à encourager une production fortement capitalistique, comme les subventions de crédit accordées aux grandes entreprises et le traitement tarifaire préférentiel des biens d'équipement et des biens intermédiaires importés devraient être supprimées. Il faudrait évaluer minutieusement les lois, inspirées par de bonnes intentions, sur les conditions de travail et les lois sociales destinées à protéger les démunis, telles que le salaire minimum et les normes de travail, en considérant leur impact en matière d'emploi des pauvres, et différer leur introduction si elles se révèlent défavorables pour la création d'emplois, en particulier aux premiers stades de l'industrialisation. Il faudrait aussi s'attacher en priorité à définir, élaborer et mettre en œuvre des mesures visant à développer et renforcer les liens de production intersectoriels qui ouvriraient des possibilités de revenu et d'emploi aux victimes de la pauvreté. Enfin, il faudrait élaborer des politiques industrielles et commerciales dynamiques pour encourager la participation active des petites entreprises et des micro-entreprises aux activités d'exportation, le commerce extérieur étant l'un des instruments efficaces de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté.

Jusqu'ici, les interventions des pouvoirs publics visant à aider les pauvres ont été axées sur l'offre. Les exemples sont nombreux, et comportent généralement des programmes originaux de crédit pour les pauvres*, l'adaptation des technologies, une formation et une assistance technique pour les micro-entreprises, et l'amélioration de l'accès des pauvres aux services des infrastructures matérielles et sociales. Ces interventions du côté de l'offre ont souvent échoué en raison de contraintes du côté de la demande, telles que l'absence de marché facilement accessible pour les biens et services produits. Il faut que les mesures destinées à créer et entretenir une demande pour les biens produits par les déshérités bénéficient d'une priorité aussi grande, sinon plus élevée que celle qui est accordée aux mesures du côté de l'offre. Il pourrait s'agir d'améliorer la commercialisation et la promotion des ventes, de fournir une assistance technique pour accroître la qualité des produits fabriqués par les micro-entreprises, et d'encourager le recours à ces dernières comme sous-traitants ou fournisseurs d'apports aux entreprises plus importantes.

Bien que les choses aient été abordées séparément selon qu'il s'agissait de lutter contre la pauvreté en zone urbaine ou en zone rurale, les problèmes liés à ces deux aspects de la pauvreté sont étroitement im-

briqués. Un grand nombre de ceux qui se posent en zone urbaine y sont souvent importés du fait de l'exode rural massif alimenté par la misère. Il faudrait étudier de plus près dans quelle mesure les liens de production et de commercialisation entre les campagnes et les villes offriraient des moyens efficaces de s'attaquer simultanément au problème de la pauvreté des deux côtés, et d'endiguer l'exode rural incontrôlable que l'on observe aujourd'hui dans de nombreux pays en développement. Mais il y a dans beaucoup de ces pays des régions pauvres en ressources, au potentiel de croissance très limité, dont la majeure partie de la population vit dans le dénuement total et possède peu de qualifications, où il n'y a pratiquement aucune infrastructure matérielle ou sociale, et où la pauvreté est à l'origine de dégradations de l'environnement, telles que le déboisement et la désertification. Des investissements massifs en vue de développer ces régions risquent de n'être ni rentables ni viables. L'émigration apporte en partie une solution, mais seulement si les régions à fort potentiel de croissance connaissent une expansion assez rapide pour absorber les migrants. A l'évidence, pour qu'une formule ait des chances de réussir, il faudra une planification d'ensemble, intégrée à l'échelle du pays, visant à assurer une croissance régionale équilibrée.

En évaluant les stratégies de création d'emplois fondées sur les liens entre l'industrie avec les autres secteurs de l'économie, il ne faudrait pas sous-estimer l'importance des liens induits indirectement par les revenus sur la demande finale. Pour les biens de consommation et divers types de services, les liens que crée la demande du fait d'une hausse des revenus sont aussi importants, sinon plus, que les liens directs au niveau de la production. Par exemple, les ménages ruraux affectent entre 30 et 40 % de leur revenu à l'achat de produits non alimentaires, tels que textiles, vêtements, chaussures, articles en cuir, meubles et matériaux de construction. A cet égard, l'élasticité de la demande de services par rapport au revenu a évidemment d'importantes conséquences pour les stratégies d'emploi. Si les élasticités-revenu pour la plupart des services sont suffisamment élevées, une stratégie de développement pourrait se concentrer d'abord sur l'optimisation de la croissance économique par une industrialisation rapide, qui peut nécessiter une production à forte intensité de capital. Ensuite, outre l'augmentation de la demande intermédiaire de services de distribution et de services aux producteurs, la hausse des revenus par habitant créera probablement une demande sensiblement accrue de services personnels et sociaux, entraînant ainsi une expansion rapide de l'emploi dans les services.

Pour que ces mesures donnent des résultats, il est essentiel de bien identifier les groupes cibles. En général, la population rurale pauvre est relativement facile à cerner; elle comprend les petits agriculteurs marginaux, les fermiers sans terre, les artisans, etc. Dans les zones urbaines, en revanche, la distinction entre pauvres et non-pauvres est plus difficile à faire. Par exemple, les bidonvilles sont occupés à la fois

* Ces programmes se caractérisent par des prêts à faibles taux d'impayés, des prêts collectifs et la coresponsabilité, pratique adoptée par la banque Grameen au Bangladesh.

par des pauvres et des non-pauvres, et leurs revenus sont extrêmement difficiles à estimer. Surtout, que ce soit en milieu urbain ou rural, les stratégies d'emploi fondées sur les liens au niveau de la production devraient englober les groupes de population fon-

tionnellement les plus vulnérables, tels que les paysans, les paysans sans terre, les tribus nomades, les groupes ethniques indigènes, les artisans, les réfugiés et les personnes déplacées, afin d'avoir un impact maximum sur l'atténuation de la pauvreté.

Le rôle de l'ONUDI dans un environnement mondial en mutation

Une analyse du processus d'industrialisation des pays en développement montre que ceux-ci sont passés par diverses phases pour ce qui est du rôle dévolu à l'action gouvernementale et au marché, du cadre institutionnel et des grands problèmes à résoudre. De même, la coopération internationale à l'appui du processus de développement a connu une série de changements. Un bref examen des modalités passées de développement et de coopération en vue de renforcer les capacités industrielles des pays en développement aidera peut-être à mettre en lumière les tendances qui se dessinent ainsi que la nécessité d'adapter les institutions, les structures et les programmes du système international de coopération. Ce système comprend le système des Nations Unies, dont font partie le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, les organismes d'aide bilatéraux, les organisations régionales et diverses entités privées. Dans ce cadre général, il convient d'accorder une attention particulière au rôle et à la tâche de l'ONUDI qui est le chef de file des organisations du système des Nations Unies dans le domaine du développement industriel.

La plupart des pays en développement ont commencé à s'industrialiser à la fin des années 50 et dans les années 60 lorsque les anciennes colonies ont acquis leur indépendance. En fait, les efforts d'industrialisation ont fait partie de tentatives plus larges d'accéder à l'indépendance économique. En renforçant leurs capacités industrielles nationales, les pays en développement s'efforçaient de se doter d'une base locale générale afin de se forger une identité propre et de favoriser leur développement socio-économique.

Faute de marchés qui fonctionnaient et de stimulants de la croissance, les gouvernements ont été amenés à élaborer et appliquer divers modèles de planification du développement. En l'absence de capital-risque privé et d'entrepreneurs sur place, ils ont aussi dû jouer un rôle central, dont ils se sont acquittés par l'interventionnisme, en exerçant une fonction d'entrepreneur et en lançant un processus d'industrialisation dans lequel l'État contrôlait nombre de grandes entreprises. Ils ont dans l'ensemble suivi une politique de remplacement des importations pour les biens de consommation produits par l'industrie légère ou, dans certains pays, mis en

place des industries de biens d'équipement protégées par des barrières commerciales. L'optimisme était de mise et une volonté d'autonomie nationale et collective, associée à des négociations globales avec les pays industrialisés, semblait constituer le point de départ d'une restructuration progressive de l'industrie mondiale qui permettrait aux pays en développement d'accroître leur part de la production mondiale. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI, tenue à Lima du 12 au 26 mars 1975, a donné corps à cet optimisme en adoptant la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, dans lesquels l'objectif fixé par les États Membres était que la part des pays en développement dans la VAM mondiale atteigne 25 % d'ici à l'an 2000.

La création de l'ONUDI en 1966 pour soutenir le processus d'industrialisation a permis aux pays en développement de bénéficier de conseils et d'une assistance pour les questions économiques et techniques que posait le renforcement des structures industrielles et des infrastructures institutionnelles nécessaires. L'assistance a été fournie en fonction du cadre d'action et des priorités de chaque pays et financée essentiellement par le biais du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En même temps, l'ONUDI a été en mesure, grâce à ses propres connaissances spécialisées et en diffusant l'expérience des pays développés, de mieux sensibiliser les responsables aux problèmes des marchés intérieurs en expansion et à la nécessité d'inciter l'industrie à adopter des stratégies de production tournées vers l'exportation. L'adaptation des produits pour l'exportation, les études de faisabilité et les analyses structurelles ainsi que l'aide aux transferts de technologies comptent parmi les activités menées par l'ONUDI à une époque où les politiques de production industrielle étaient en général tournées vers l'extérieur.

Vue d'ensemble de l'industrialisation des pays en développement

Pendant les années 60, la VAM des pays en développement a augmenté en moyenne de 7,6 %. Son taux de croissance a atteint 7,2 % dans les années 70, mais

est tombé à 3,7 % dans les années 80, qui sont devenues pour beaucoup d'entre eux — en particulier pour plusieurs pays d'Amérique latine — la décennie "perdue".

Vers la fin des années 70, l'industrialisation de nombreux pays en développement avait déjà atteint un stade où les contraintes structurelles commençaient à prendre de l'importance. Des déséquilibres structurels, dus aux mesures prises au niveau national et aux distorsions du marché, à l'exiguïté des marchés locaux, au manque de compétitivité tant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs et à une série de chocs externes, ont entraîné une désindustrialisation, une crise de la dette extérieure et, dans de nombreux pays, une chute brutale des revenus et de l'emploi.

Pourtant, avec le temps, la contribution des pays en développement à la VAM mondiale a augmenté, passant de 8,6 % dans les années 60 à 14,8 % dans les années 80 et — après un recul temporaire — à 20,9 % en 1994, ce qui est en soi un résultat remarquable. Ces pays ont été capables de se doter de capacités de production industrielle importantes, qui ont créé des emplois, élevé le niveau général des revenus et procuré de substantielles recettes d'exportation, et ont eu accès à des biens et des services, à un savoir-faire et à un niveau de vie plus élevé. Ils ont mis en œuvre des technologies modernes de production et sont devenus des acteurs de premier plan dans les systèmes mondiaux de production et d'échanges.

Cependant, si l'on examine le processus d'industrialisation au cours des dernières décennies, on constate également que le rythme de progression a été très inégal selon les régions. Entre 1975 et 1994, la part de l'Afrique dans la VAM mondiale a augmenté très lentement, passant de 0,7 % à 0,8 %, celle des pays les moins avancés étant restée stationnaire à 0,8 %. Cette situation reflète la persistance d'un manque de ressources et de possibilités de développement, ainsi que la présence d'obstacles importants à la mise en place de structures industrielles viables. A titre de comparaison, la part des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est est passée, au cours de la même période, de 1,6 % à 5,6 %.

Les écarts de croissance se sont donc clairement accentués, un petit nombre de pays se taillant la part du lion en ce qui concerne les exportations de produits manufacturés, les IED et le progrès technique. En 1992, quelque 60 % des IED dans les pays en développement sont allés à l'Asie, contre 2 % à l'Afrique. De même, les exportations de produits manufacturés sont fortement concentrées sur un petit nombre de pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et de l'Amérique latine.

Il devient tout à fait clair cependant que la poursuite effrénée d'une croissance économique maximale — ce à quoi sont parvenus certains PNI ces dernières années — ne peut durer indéfiniment. Les obstacles sociaux, environnementaux, infrastructurels et autres s'accroissent et pourraient, si aucune mesure adéquate n'est prise pour les éliminer, compromettre sérieusement le processus de croissance.

S'il est vrai que les PNI d'Asie sont de moins en moins tributaires des capitaux et des marchés extérieurs, leur croissance tend à se trouver de plus en plus confrontée à la nécessité d'améliorer leur technologie, développer leurs compétences et renforcer leur infrastructure matérielle.

Le début des années 90 a été marqué par une vaste remise en question de la notion, des stratégies et des politiques de développement industriel dans les pays en développement, à la lumière à la fois de l'expérience acquise et de la profonde mutation de l'économie mondiale. Une nouvelle orthodoxie a fait son chemin, dont les principales caractéristiques sont une plus grande place aux forces du marché, la déréglementation, la libéralisation des échanges, la privatisation et la prééminence du secteur privé. C'est ainsi que de nombreux pays en développement ont été contraints de modifier leurs politiques et de lancer de grands programmes d'ajustement pour faire face à l'évolution de la situation, tirer parti des nouvelles possibilités et renforcer leur capacité d'adaptation et leur aptitude à soutenir la concurrence dans un système de production industrielle et d'échanges mondialisés. Les ajustements se sont révélés plus complexes que prévu, et ont, dans certains cas, beaucoup pesé sur les secteurs les plus faibles de l'économie et de la société. En même temps, les préoccupations sociales et écologiques retiennent de plus en plus l'attention dans le monde, et le débat sur ces questions est également engagé dans de nombreux pays en développement. La conciliation de la promotion de la compétitivité industrielle et d'un développement équitable par l'intermédiaire de l'industrie occupe une place centrale dans l'élaboration des politiques industrielles et dans la création d'un environnement global favorable. Les pays les moins avancés, qui se trouvent pour la plupart en Afrique, doivent, pour relever ces nouveaux défis, surmonter des problèmes particuliers et des pénuries de ressources.

Les pays en transition d'Europe centrale et orientale et de l'ex-URSS sont confrontés à des problèmes d'ajustement spéciaux. La transformation de leur économie se fait à un rythme inégal et, pour certains, le processus de transition industrielle se heurte à de sérieux obstacles et connaît des revers importants. La baisse de la production, la hausse du chômage et la montée des tensions sociales y sont visibles. De 1990 à 1994, la production industrielle de l'ensemble de la région a reculé de plus de 40 %. Une crise écologique de grande ampleur semble imminente, en raison du danger majeur que présentent les déchets industriels toxiques pour l'environnement. Bien que les pays en transition aient d'énormes problèmes à résoudre, la réussite de leur transformation et de leur restructuration industrielle ouvre de vastes perspectives pour la coopération industrielle tant avec les pays développés qu'avec les pays en développement. Il y a de nombreuses possibilités de tirer parti de leur très vaste expérience industrielle et de leurs connaissances techniques, notamment par des transferts de technologie et de savoir-faire et par l'accroissement des échanges.

Action de l'ONUDI pour répondre aux besoins des pays en développement

Devant la nécessité de s'adapter aux nouveaux problèmes posés par le développement économique et industriel des pays en développement, les pays en transition et l'économie mondiale, l'ONUDI a entrepris récemment une réforme de grande portée, en tenant dûment compte des nouvelles conditions de la coopération internationale, c'est-à-dire des principaux acteurs en présence, des ressources financières disponibles, et de la nécessité de surmonter les contraintes institutionnelles en rationalisant ses structures et ses procédures.

L'Assemblée générale des Nations Unies s'est félicitée de la réforme et de la restructuration récentes de l'ONUDI dans sa résolution 49/108 du 19 décembre 1994. Elle a aussi réaffirmé le rôle central de coordination que joue cette organisation pour le développement industriel et a souligné l'importance de l'industrialisation, instrument dynamique de croissance qui est indispensable au développement économique et social rapide des pays en développement.

Dans le cadre des réformes entreprises, l'ONUDI a défini pour ses programmes cinq objectifs de développement :

a) Le premier objectif — croissance et compétitivité de l'industrie et de la technologie — couvre entre autres les domaines suivants : création d'un environnement favorable à l'action des pouvoirs publics et renforcement de la productivité et de la compétitivité; restructuration des entreprises industrielles; contrôle de la qualité, normalisation et méthodologies pour soutenir ce processus; renforcement des capacités technologiques; services d'appui aux agro-industries, aux industries chimique, mécanique et métallurgique, et services d'information pour l'industrie;

b) Le deuxième objectif — valorisation des ressources humaines pour l'industrie — est axé sur la fourniture de services consultatifs concernant les politiques de valorisation des ressources humaines pour l'industrie; le renforcement des capacités institutionnelles pour la création des compétences nécessaires au développement industriel; et l'accroissement du rôle des femmes dans l'industrialisation;

c) Le troisième objectif — développement équitable par le biais du développement industriel — répond à la nécessité d'une aide à la promotion et au renforcement des petites et moyennes entreprises et au développement de l'entrepreneuriat et des industries rurales;

d) Le quatrième objectif — développement industriel écologiquement durable — consiste à intégrer les questions d'environnement dans les stratégies et les programmes industriels, à fournir des services consultatifs sur les techniques et technologies de production moins polluantes, et à améliorer le rendement énergétique et les économies d'énergie;

e) Le cinquième objectif — coopération internationale pour l'investissement dans l'industrie et la technologie — porte sur les services de promotion et de coopération en matière d'investissement et de technologie, notamment l'utilisation du réseau des services de promotion des investissements de l'ONUDI, dont une composante particulière est la coopération économique et technique entre pays en développement.

Ces cinq objectifs sont la justification et le cadre conceptuel des services de l'ONUDI. Ils placent aussi ses activités de développement dans le même contexte que ceux des autres organisations des Nations Unies et des organismes d'aide. Mais ils établissent surtout un lien étroit avec les préoccupations et les efforts de développement des pays du tiers monde au cours de l'actuelle décennie.

L'avantage comparatif de l'ONUDI réside dans le vaste réservoir de savoir-faire dont elle dispose, l'étendue de ses services de promotion de la coopération industrielle, et la richesse de ses informations et de son expérience en ce qui concerne des aspects fondamentaux du développement industriel. L'Organisation combine ces atouts à trois grands niveaux d'intervention, à savoir les pouvoirs publics, les institutions et les entreprises, et joue, en matière industrielle, le rôle de point focal pour la technologie, d'intermédiaire honnête pour la coopération, de centre d'excellence pour le développement, et de source mondiale d'informations.

Scénarios pour l'avenir

L'industrialisation des pays en développement et la mondialisation de la production, des échanges internationaux et des flux d'investissement au cours des dernières décennies se sont traduits par une progression importante et continue de la contribution de ces pays à la production industrielle mondiale. Mais à côté de ces résultats positifs sont apparus des problèmes majeurs et de nouvelles contraintes, tels que l'aggravation de la pollution de l'environnement, l'extension de la pauvreté, et la montée de la pression démographique sur les ressources. L'évolution de l'économie mondiale dans les années à venir pourrait obéir à l'un ou l'autre des deux scénarios suivants :

a) Accroissement des inégalités, de la pauvreté et de la pollution transfrontière, engendrant des conflits aux niveaux national et international; ou

b) Développement socio-économique durable pour tous les pays et tous les groupes de la société, y compris ceux qui sont actuellement marginalisés.

Les récentes opérations de maintien de la paix entreprises par l'ONU, les accords visant à libéraliser le commerce international, la prise de conscience croissante de la nécessité de protéger l'environnement et les diverses initiatives prises pour le promouvoir, la reconnaissance des droits et des valeurs fondamentaux de l'être humain, et le déclin des idéologies qui entretenaient les tensions internationales

les offrent à la communauté internationale, en cette fin du XX^e siècle, une occasion sans précédent de s'attaquer de façon concertée à ses problèmes communs et d'ouvrir la voie à un véritable partenariat mondial. De même que la plupart des problèmes mondiaux sont le fait de l'homme, de même seuls la volonté et l'engagement de l'ensemble de la communauté internationale peuvent instaurer un processus mondial durable de développement socio-économique. Dans une telle entreprise, un rôle central revient au système des Nations Unies.

La contribution de l'industrie, qui est un des secteurs économiques les plus dynamiques et les plus mondialisés, sera essentielle pour la réalisation de cet objectif. De nouveaux partenariats internationaux doivent être lancés pour promouvoir le développement industriel des pays en développement et en transition. L'ONUDI est disposée à assumer de grandes responsabilités dans l'accomplissement de cette tâche.

Notes

¹The World in 1995 (Londres, The Economist Publications, 1994).

²H. Wendt, *Global Embrace*, (New York, Harper Business, 1993).

³"The global economy", *The Economist*, 1^{er} octobre 1994.

⁴Banque mondiale, "Development issues", communication à la 48^e réunion du Comité du développement (Washington, D.C., avril 1994).

⁵Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, "An analysis of the proposed Uruguay Round agreement, with particular emphasis on aspects of interest to developing countries" (Genève, novembre 1993).

⁶Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement 1993* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 94.II.D.24, A/F).

⁷Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, "The results of the Uruguay Round of multilateral trade negotiations: market access for goods and services" (Genève, novembre 1994), p. 25 et 26.

⁸J. J. Schott, *The Uruguay Round: An Assessment* (Washington, D.C., 1994), p. 61 à 64.

⁹Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Protectionnisme et ajustement structurel* (Genève, 1986).

¹⁰Schott, *op. cit.*, p. 159.

¹¹Wendy E. Takacs, "Domestic content and compensatory export requirement: protection of the motor vehicle industry in the Philippines", *The World Bank Economic Review*, janvier 1994.

¹²Schott, *op. cit.*, p. 17.

¹³Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1994* (Washington, D.C., 1994), p. 167.

¹⁴I. Goldin et al., *Trade Liberalization: Global Economic Implications* (1993).

¹⁵T. Nguyen et al., "An evaluation of the draft final act of the Uruguay Round", *Economic Journal*, novembre 1993, p. 1540.

¹⁶Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, "Market access for goods and services: overview of the results" (Genève, novembre 1994).

¹⁷J. Bhagwati, "Threats to the world trading system", *The World Economy*, vol. 15, n° 4 (1992), p. 443 à 456.

¹⁸E. Grilli, "Challenges to the liberal international trading system, GATT and the Uruguay Round", *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, n° 181, juin 1992, p. 191 à 224.

¹⁹A. de la Torre et M. R. Kelly, *Regional Trade Arrangements*, Occasional Paper No. 93 (Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1992).

²⁰Organisation mondiale du commerce, *Regionalism and the World Trading System* (Genève, 1995).

²¹K. Anderson et H. Norheim, "History, geography and regional economic integration", in *Regional Integration and Global Trading System*, K. Anderson et R. Blackhurst, eds. (New York, Harvester Wheatsheaf, 1993).

²²P. Lloyd, *Regionalization and World Trade*, OECD Economic Studies, No. 18 (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1992).

²³A. Fishlow et S. Haggard, *The United States and Regionalization of the World Economy* (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1992).

²⁴E. Supper, "Consequences of European Integration for developing countries", *Development and International Cooperation*, vol. IX, n° 17 (décembre 1993), p. 171 à 191.

²⁵Potential Effects of a North American Free Trade Agreement on Apparel in CBERA Countries (Washington, D.C., Commission du commerce international des États-Unis, 1992).

²⁶C. Cooper, "New technologies, innovation and competitiveness", document présenté à la réunion du Groupe d'experts de l'ONUDI sur les perspectives du développement industriel : l'an 2000 et au-delà, tenue à Vienne du 21 au 24 février 1995.

²⁷H. Pack, "Industrialization and trade", dans *Handbook of Development Economics*, H. B. Chenery et T. N. Srinivasan, eds. (Amsterdam, North Holland, 1988), vol. 1, p. 334 à 380.

²⁸N. Rosenberg, *Perspectives on Technology* (Cambridge, Cambridge University Press, 1976).

²⁹S. Lall, *Building Industrial Competitiveness in Developing Countries* (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1990).

³⁰S. Teitel, "Skills and information requirements of industrial technologies: on the use of engineers as a proxy", dans *Trade, Stability, Technology and Equity in Latin America* (New York, Academic Press, 1982).

³¹Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1994* (New York, Oxford University Press, 1994).

³²Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (New York, Oxford University Press, 1990).

³³T. Tambunan, *Some Aspects of Financing Small-Scale Industries in Developing Countries: a Cross-Section Study* (Rotterdam, Université Érasme, 1989).

³⁴T. Tambunan, "Local linkages of rural small-scale industries: some empirical findings", *Ekonomi Dan Keuangan Indonesia*, vol. XI.1, n° 3 (1993), p. 333 à 344.

³⁵Bureau international du Travail, *The Dilemma of the Informal Sector* (Genève, 1991).

³⁶Organisation de coopération et de développement économiques, *Coopération pour le développement* (Paris, 1991).

Deuxième partie



Tendances et perspectives du secteur manufacturier : profils régionaux

L'expansion du commerce international a établi entre les marchés des pays développés et ceux des pays en développement des liens plus forts que jamais. La signature des accords issus des négociations d'Uruguay en avril 1994 devrait stimuler encore la mondialisation de l'économie de la planète. En une période de progrès technologique rapide, de mobilité instantanée des capitaux et de forte mobilité du capital fixe, la division internationale du travail à l'échelle de la planète engendre de nouveaux schémas de coopération et de concurrence.

Les modifications de loin les plus fortes sont l'importante baisse enregistrée en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS (-14,2 %) et l'augmentation enregistrée au Japon (7,6 %) et en Asie de l'Est et du Sud-Est (4 %). Au cours de la même période, l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest ont maintenu leur part (58,1 %) dans le total mondial, alors que le Japon et l'Asie de l'Est et du Sud-Est y contribuaient pour 22,5 % (voir tableau 12).

En 1994, on a assisté à une reprise générale de l'économie. La croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 3,1 %, soit plus du double de ce qui avait été observé entre 1990 et 1993. Depuis des années, les résultats du secteur manufacturier n'avaient jamais été aussi bons. L'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre a été prononcée. La VAM, qui avait augmenté de 0,4 % par an en moyenne entre 1990 et 1993, a progressé de 4,4 % en 1994 selon les estimations (voir tableau 13). Les industries qui se sont développées le plus rapidement sont celles du matériel professionnel et scientifique (7,1 %) et des articles en plastique (6,4 %). Toutefois, les machines (électroniques et non électroniques), le matériel de transport et les produits chimiques sont les secteurs manufacturiers dominants. En 1994, l'ensemble de ces industries a représenté 41,9 % du total mondial, avec des taux de croissance de l'ordre de 3 à 5 % (voir tableau 14).

L'évolution mondiale du secteur manufacturier correspond précisément à l'évolution du secteur in-

dustriel sur les marchés des pays développés. Avec la reprise de l'économie dans ces pays, l'activité industrielle s'est nettement accélérée en 1994. Aux États-Unis, la croissance du secteur manufacturier a été vigoureuse et a reposé sur une large base et les machines courantes et le matériel de traitement des données ont été les deux secteurs qui se sont développés le plus rapidement. De même, au Japon et en Europe de l'Ouest, dernière région à reprendre le chemin d'une croissance positive, la reprise a été manifeste surtout dans le secteur industriel. Dans les deux régions, les machines électriques et le matériel de transport se sont relativement bien comportés.

Après des années de déclin industriel, des progrès considérables ont été observés dans la plupart des pays d'Europe de l'Est où l'activité manufacturière joue maintenant le plus souvent un rôle important dans la reprise de la production. Bien qu'il soit assez difficile de formuler des observations générales au sujet de l'évolution récente de la structure de la production, il semble que les industries lourdes traditionnelles perdent du terrain, tandis que celles qui reposent sur les ressources naturelles — produits du bois, matériaux de construction, métaux, industries alimentaires — et certaines industries de biens de consommation se développent. En revanche, la plupart des États membres de la Communauté d'États indépendants se trouvent encore dans une profonde récession. Le déclin industriel a frappé toutes les branches de l'industrie, particulièrement le matériel de transport, les machines et les produits chimiques industriels.

Les résultats économiques des pays en développement suscitent à la fois l'enthousiasme et l'inquiétude, selon les caractéristiques du pays considéré. L'écart entre les pays les moins avancés et ceux qui seront bientôt des pays nouvellement industrialisés se creuse fortement. Dans l'ensemble des pays en développement, les industries à faible coefficient technologique continuent de représenter environ 62 % de l'ensemble de l'activité manufacturière, alors que

Tableau 12. Part des différentes régions dans la VAM mondiale par industrie en 1994 et son évolution entre 1975 et 1994

Secteur de la CITT	Amérique du Nord	Europe de l'Ouest	Japon	Europe de l'Est et ex-URSS	Amérique latine et Caraïbes	Afrique tropicale	Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	Sous-continent indien	Chine*	Asie de l'Est et du Sud-Est
311 Industries alimentaires	23,5 (2,5)	30,8 (4,8)	14,6 (7,8)	6,2 (-21,8)	7,3 (-1,7)	0,7 (-0,2)	3,9 (2,4)	1,4 (0,3)	2,3	4,1 (2,0)
313 Fabrication de boissons	19,5 (3,1)	37,1 (4,6)	8,4 (1,7)	2,9 (-19,6)	11,6 (-0,4)	2,0 (-0,3)	4,1 (2,5)	0,7 (0,4)	6,7	6,1 (2,7)
314 Industrie du tabac	27,7 (12,3)	30,6 (-6,1)	2,9 (-0,8)	1,4 (-8,5)	7,7 (-6,7)	0,8 (-1,1)	5,3 (-0,9)	3,4 (—)	16,7	9,6 (4,5)
321 Industrie textile	17,4 (3,9)	26,2 (—)	11,7 (3,3)	4,7 (-21,9)	7,1 (-0,3)	0,7 (-0,3)	10,0 (6,9)	5,2 (1,5)	11,4	10,5 (7,3)
322 Articles d'habillement	22,7 (—)	27,0 (-1,8)	11,2 (5,9)	5,6 (-21,4)	6,1 (-0,8)	0,5 (—)	2,8 (2,0)	1,7 (1,6)	5,5	13,3 (10,6)
323 Articles en cuir et en fourrure	11,9 (-1,6)	31,7 (-4,3)	11,0 (5,7)	6,2 (-17,3)	9,6 (-1,2)	0,7 (0,2)	4,7 (2,5)	2,6 (1,5)	16,8	10,1 (8,2)
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	9,3 (-5,9)	36,3 (0,5)	6,0 (3,4)	7,8 (-19,4)	11,1 (-2,1)	1,0 (-0,2)	5,2 (3,1)	1,7 (1,3)	(.)	17,5 (16,6)
331 Articles en bois et en liège	31,2 (6,6)	33,5 (2,0)	13,6 (-0,4)	2,5 (-11,4)	3,2 (-3,4)	0,5 (-0,4)	1,8 (0,8)	0,4 (0,1)	1,7	5,3 (2,8)
332 Meubles et accessoires	24,7 (3,4)	44,2 (1,0)	11,6 (4,0)	3,8 (-12,1)	3,2 (-2,5)	0,3 (-0,2)	1,3 (0,5)	0,1 (—)	1,5	4,6 (3,8)
341 Papier et articles en papier	34,2 (-3,0)	31,5 (1,0)	13,8 (4,0)	1,2 (-6,7)	5,1 (-0,5)	0,2 (-0,2)	1,7 (0,6)	0,9 (-0,2)	3,0	4,2 (3,2)
342 Imprimerie et édition	34,5 (-4,2)	32,2 (-0,4)	19,6 (6,3)	0,4 (-2,0)	2,8 (-2,5)	0,2 (-0,2)	0,8 (0,1)	0,4 (-0,1)	1,1	2,6 (1,7)
351 Industrie chimique	24,5 (-0,7)	36,4 (-1,0)	14,3 (6,2)	2,4 (-12,8)	4,9 (-0,2)	0,1 (-0,2)	3,4 (2,2)	1,9 (0,5)	8,2	5,0 (3,9)
352 Autres produits chimiques	28,5 (-2,1)	33,0 (2,5)	16,2 (5,2)	1,1 (-6,5)	8,4 (-2,0)	0,3 (-0,4)	2,5 (0,8)	1,7 (-0,5)	3,0	3,6 (1,9)
353 Raffineries de pétrole	12,7 (-3,1)	39,6 (4,4)	6,6 (2,8)	2,8 (-15,7)	17,4 (3,7)	0,5 (-0,3)	7,2 (2,5)	2,1 (1,4)	4,6	8,3 (5,4)
354 Dérivés du pétrole et du charbon	27,4 (8,7)	23,2 (1,1)	9,5 (2,2)	8,6 (-29,6)	9,9 (4,2)	0,2 (-0,2)	7,0 (5,3)	2,7 (1,0)	2,5	3,9 (2,7)
355 Industrie du caoutchouc	20,1 (-3,2)	35,0 (0,2)	17,7 (10,1)	2,4 (-12,7)	6,1 (-0,6)	0,3 (-0,4)	3,3 (2,2)	2,1 (0,7)	6,2	7,5 (5,0)
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	26,2 (—)	35,9 (-1,2)	20,4 (4,8)	0,6 (-3,9)	3,4 (-4,2)	0,2 (-0,2)	1,7 (0,7)	0,5 (0,2)	3,3	5,7 (2,8)
361 Grès, porcelaines et faïences	8,6 (-1,2)	47,3 (-5,5)	15,1 (2,6)	3,1 (-5,8)	9,6 (-1,2)	0,1 (-0,1)	6,3 (4,5)	1,1 (0,4)	8,5	6,1 (5,0)
362 Industrie du verre	21,4 (-4,8)	37,1 (2,1)	17,2 (8,4)	2,5 (-12,3)	4,9 (-1,3)	0,1 (-0,1)	4,8 (3,7)	0,8 (0,2)	4,7	5,7 (4,4)
369 Autres produits minéraux non métalliques	14,9 (-2,6)	33,6 (2,1)	18,1 (7,6)	3,0 (-18,5)	4,4 (-2,9)	0,5 (-0,1)	9,3 (6,1)	2,4 (1,3)	9,8	7,9 (6,5)
371 Sidérurgie	15,5 (-7,0)	25,9 (-11,1)	22,6 (11,2)	3,2 (-10,5)	7,6 (2,3)	0,2 (-0,1)	6,6 (5,3)	3,3 (1,3)	10,9	8,0 (7,1)
372 Métaux non ferreux	22,5 (-3,0)	28,9 (3,4)	11,8 (2,4)	5,1 (-18,4)	7,6 (1,8)	0,4 (-0,2)	5,8 (5,0)	1,9 (1,0)	7,0	3,2 (2,6)
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	21,3 (-9,8)	39,0 (2,0)	21,2 (9,7)	1,1 (-4,3)	3,5 (-1,8)	0,3 (-0,3)	2,3 (1,0)	0,5 (—)	2,2	6,5 (5,5)
382 Machines non électriques	24,5 (-0,9)	37,3 (4,6)	20,4 (10,5)	3,4 (-16,5)	2,1 (-1,5)	— (-0,1)	2,2 (1,8)	0,8 (0,1)	5,0	3,1 (2,7)
383 Machines électriques	21,7 (-3,8)	34,9 (-3,3)	23,5 (12,5)	2,8 (-11,6)	2,5 (-2,0)	0,1 (—)	1,1 (0,5)	0,9 (—)	4,1	7,4 (5,9)
384 Matériel de transport	30,2 (-0,4)	32,5 (-2,6)	18,2 (7,6)	1,7 (-11,3)	3,4 (-0,8)	0,2 (—)	3,4 (2,6)	1,1 (0,4)	3,0	3,8 (3,0)
385 Matériel professionnel et scientifique	52,5 (12,1)	21,3 (-12,1)	8,7 (1,0)	1,7 (-8,2)	2,2 (-0,1)	— (—)	0,5 (0,3)	0,3 (—)	1,8	2,5 (1,8)
390 Autres industries manufacturières	23,7 (-0,2)	22,5 (2,9)	21,4 (12,0)	6,0 (-25,0)	5,6 (-0,1)	0,3 (-0,3)	1,2 (0,6)	0,4 (—)	8,1	7,8 (5,4)
Total des industries manufacturières	24,9 (-0,2)	33,2 (0,5)	16,9 (7,6)	2,9 (-14,2)	5,2 (-1,3)	0,3 (-0,2)	3,4 (2,1)	1,4 (0,3)	4,8	5,6 (4,0)

Source : Base de données de l'ONU.

Notes. Les chiffres entre parenthèses indiquent l'évolution des parts entre 1975 et 1994. Pour calculer le taux de croissance de la VAM de chaque région, on a évalué les VAM sectorielles de chaque pays en monnaie nationale aux prix de 1990 et on les a additionnées pour obtenir le total de chaque région aux taux de change du dollar des États-Unis de 1990. Les chiffres relatifs à l'activité industrielle de la Chine concernent uniquement les entreprises appartenant entièrement à l'État et les entreprises en propriété collective. Les chiffres indiqués sont des estimations pour toutes les entreprises.

*L'évolution de la part de la Chine n'est pas connue en l'absence d'estimations fiables des parts sectorielles en Chine en 1975.

Tableau 13. Monde : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	Années				
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*
Taux de croissance du PIB	3,6	2,8	1,5	3,1	2,9
Taux de croissance de la VAM	3,7	2,8	0,4	4,4	3,2
Part de la VAM dans le PIB	22,4	22,4	22,1	22,0	22,0
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	1,6	1,5	0,4	2,6	0,7

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

†Prévisions.

leur part est d'environ 47 % dans les pays développés. La part des machines est d'environ 15 % et celle du matériel de transport d'environ 7 %. Ces chiffres d'ensemble masquent cependant des différences notables entre les régions. En Asie de l'Est et du Sud-Est, la part de l'industrie des machines dans l'ensemble de la VAM est de l'ordre de 21 %, alors qu'en Amérique latine elle avoisine les 10 % et qu'en Afrique tropicale elle n'atteint que 3 % environ. La part du matériel de transport dans la VAM totale est de quelque 7 % dans presque toutes les régions en développement.

L'Asie de l'Est et du Sud-Est n'a pas abandonné sa position de région la plus dynamique du monde actuel. Le secteur manufacturier continue de dominer le

Tableau 14. Taux de croissance mondiaux et parts de la VAM dans les différentes régions et dans 28 industries, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITE	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
A. Par région						
Amérique du Nord	2,3	2,5	1,8	6,1	1,4	24,9
Europe de l'Ouest	2,6	1,5	-1,7	4,6	2,9	32,2
Japon	5,2	5,8	-0,3	0,8	2,9	16,9
Europe de l'Est et ex-URSS	6,9	1,4	-13,4	-11,6	-8,5	2,9
Amérique latine et Caraïbes	6,2	-0,1	2,4	4,8	2,4	5,2
Afrique tropicale	2,1	2,6	0,2	2,9	3,8	0,3
Afrique du Nord	6,1	5,6	1,1	2,9	2,7	0,5
Asie de l'Ouest	8,8	5,1	7,0	2,1	3,8	2,9
Sous-continent indien	4,3	6,9	2,4	6,4	5,4	1,4
Chine	10,2	8,7	16,4	15,8	14,0	4,8
Asie de l'Est et du Sud-Est	11,4	8,5	6,3	8,1	9,5	5,6
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	3,2	1,9	1,7	4,2	2,1	10,0
313 Fabrication de boissons	2,1	1,2	1,4	3,5	2,5	2,3
314 Industrie du tabac	1,4	3,9	2,8	4,0	3,3	1,7
321 Industrie textile	1,2	--	-1,9	1,6	0,9	3,8
322 Articles d'habillement	2,3	-0,2	-0,4	3,1	2,5	2,1
323 Articles en cuir et en fourrure	1,6	0,1	-2,1	2,4	2,5	0,3
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	1,9	-1,8	0,4	1,9	1,8	0,5
331 Articles en bois et en liège	2,7	-0,4	-1,4	3,9	0,2	1,6
332 Meubles et accessoires	3,9	0,7	-0,1	3,8	1,9	1,4
341 Papier et articles en papier	2,7	2,3	-1,8	4,4	2,7	3,1
342 Imprimerie et édition	3,2	3,6	-0,6	4,6	2,5	5,0
351 Industrie chimique	2,5	2,9	-2,2	4,9	2,9	5,2
352 Autres produits chimiques	2,4	4,3	1,9	4,7	3,4	5,7
353 Raffineries de pétrole	6,3	-1,2	0,2	3,8	2,4	2,7
354 Dérivés du pétrole et du charbon	5,2	-0,2	-1,8	2,1	0,7	0,3
355 Industrie du caoutchouc	1,9	1,6	-1,4	3,3	2,0	1,3
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	6,2	5,2	1,6	6,4	4,6	3,0
361 Cires, porcelaines et faïences	3,7	0,4	-0,6	3,5	2,7	0,4
362 Industrie du verre	2,5	1,4	0,7	3,0	1,6	0,9
369 Autres produits minéraux non métalliques	3,3	0,8	0,7	3,2	1,8	2,8
371 Sidérurgie	1,9	-0,9	2,4	1,8	1,8	3,7
372 Métaux non ferreux	2,7	0,7	-3,5	4,2	1,2	1,5
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	2,4	1,3	-1,0	3,2	2,1	5,7
382 Machines non électriques	3,5	2,0	-3,1	2,9	1,6	10,4
383 Machines électriques	3,6	3,2	0,3	3,9	3,2	10,4
384 Matériel de transport	3,7	2,6	0,3	4,7	1,9	10,2
385 Matériel professionnel et scientifique	4,5	3,8	0,7	7,1	4,6	2,7
390 Autres industries manufacturières	2,8	2,0	1,1	3,1	1,3	1,4

Note. On estime que la VAM totale pour l'ensemble du monde a été de 5 258 158 millions de dollars en 1994.

Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

†Prévisions.

développement et le rythme de croissance économique de la région et des évolutions structurelles commencent à se manifester dans la région. Tandis que les PNI d'Asie commencent à privilégier les secteurs de production à fort coefficient de capital en raison de la hausse des coûts de la main-d'œuvre, les pays de l'ANASE abordent le marché des produits à fort coefficient de main-d'œuvre. La Chine et l'Inde, suivant la même voie que les PNI d'Asie et leur stratégie de croissance, tirent parti de leur main-d'œuvre à bon marché pour stimuler une croissance orientée vers les exportations. Bien que les industries à faible coefficient technologique continuent de représenter la majeure partie du secteur manufacturier, la part des produits à fort coefficient de technologie, tels que les postes de radiodiffusion, les téléphones, les réfrigérateurs et les machines à laver en Chine, de même que les articles électroniques, particulièrement les mini-ordinateurs et les micro-ordinateurs, se développe rapidement en Inde.

Malgré des améliorations importantes, les pays comme l'Argentine, le Brésil et le Mexique continuent d'avoir surtout des activités de montage. Les secteurs manufacturiers qui ont eu des résultats satis-

faisants et ont pu exporter davantage sont ceux qui ont utilisé de façon intensive une main-d'œuvre non qualifiée. L'industrie automobile a été l'une de celles qui se sont développées le plus rapidement, qui ont employé le plus de main-d'œuvre et qui ont exporté le plus, et aussi qui ont attiré le plus d'investissement étranger. La plupart des grandes entreprises mondiales ont installé des usines et des lignes de production dans ces pays pour profiter du faible coût de la main-d'œuvre.

Les perspectives des pays les moins avancés ne sont pas encourageantes à court terme. Le secteur manufacturier ne fournit souvent pas même 15 % du PIB dans les pays de ce groupe. L'utilisation de capacité et la productivité de la main-d'œuvre sont généralement très faibles. En outre, bien que l'industrialisation soit généralement considérée comme une condition essentielle d'un développement soutenu à long terme, les gouvernements des pays africains, se rendant de plus en plus compte de leur pénurie en ressources économiques, sont conduits à insister davantage sur les politiques macro-économiques et des stratégies de croissance fondées sur l'agriculture.

Pays développés à l'économie de marché

Amérique du Nord

L'économie de l'Amérique du Nord se trouve beaucoup plus engagée dans le courant des affaires que celle de la plupart de ses partenaires commerciaux. Initialement, la reprise s'est affirmée assez lentement par rapport à ce que l'on avait pu observer dans le passé mais, à compter du milieu de 1993, elle s'est accélérée, entrant dans une phase de maturité. Au Canada, une inflation faible, la baisse des taux d'intérêt à court terme et un vigoureux coup de fouet exercé par les exportations ont contribué à accroître l'activité. Aux États-Unis, la reprise a eu une large base et a été appuyée particulièrement énergiquement par la formation de capital fixe des entreprises. L'utilisation de la capacité manufacturière est proche des plus hauts niveaux atteints au cours des deux derniers cycles économiques et le chômage recule. En général, les prévisions actuelles indiquent que, dans les deux pays, le rythme de l'expansion économique se ralentira, principalement en raison des incidences des relèvements des taux d'intérêt sur l'investissement en capital fixe et les dépenses de consommation. En outre, on ne pense pas que la reprise économique actuelle en Amérique du Nord aboutira au plein emploi.

Économie

La reprise économique tant au Canada qu'aux États-Unis a commencé en 1991, mais n'a atteint sa phase de maturité qu'en 1993, lorsque les effets différés du relâchement de la politique monétaire ont fini par se faire sentir dans tout le système. En 1994, l'économie a poursuivi sa reprise, enregistrant un taux de croissance annuelle du PIB de 4,0 % pour l'ensemble de

la région (voir tableau 15 et figure 3). Initialement, le PIB a progressé de 4,1 % au Canada et de 4,0 % aux États-Unis.

Aux États-Unis, l'expansion a été stimulée par des secteurs sensibles aux variations des taux d'intérêt, notamment le logement, les dépenses de consommation consacrées aux biens durables et l'investissement en capital fixe des entreprises, qui a été l'élément le plus fort de l'expansion cyclique. Les effets cumulés de taux d'intérêt faibles se sont finalement conjugués à l'obligation, pour les entreprises qui voulaient rester concurrentielles, d'acheter des équipements nouveaux pour imprimer un vigoureux élan aux achats de biens durables, notamment de matériel de traitement de l'information. La consommation privée a été dynamique au premier trimestre de 1994 mais a ensuite ralenti lorsqu'une reprise de l'inflation a freiné la croissance des revenus réels disponibles et que les ménages ont accru leur épargne. Les investissements immobiliers se sont développés rapidement tandis que les dépenses publiques continuaient à décliner, principalement en raison des réductions des dépenses de défense (voir un bref bilan des tendances des politiques budgétaires et monétaires des États-Unis dans l'encadré 4).

La demande intérieure de plus en plus forte a été satisfaite en partie par les importations, qui ont enregistré une nouvelle progression à deux chiffres. Tandis que s'accélérait aussi la croissance des exportations sous l'effet uniquement de l'affermissement des marchés étrangers, le secteur extérieur a ralenti pour la sixième fois consécutive la croissance du PIB. En outre, il y a eu aussi variation considérable de l'ensemble des revenus des investissements (voir un bilan succinct des tendances de la politique commerciale des États-Unis dans l'encadré 5).

Les tendances inflationnistes sont restées favorables en 1994, malgré la rapide expansion de la demande qui a entraîné une réduction appréciable de l'excédent de capacité manufacturière.

L'accroissement vigoureux de la production a stimulé, de façon différée, la croissance de l'emploi en 1994. L'emploi salarial non agricole a progressé en moyenne de 285 000 emplois par mois au premier semestre de 1994, alors que les gains mensuels avaient été en moyenne d'environ 200 000 emplois en 1993. Selon les prévisions, le taux de chômage au quatrième trimestre de 1994 sera de 6 à 6,25 %, soit un demi-point de pourcentage de moins que ce qui avait été prévu auparavant en février 1994. La part de l'emploi aux États-Unis a été accrue non seulement par les nouvelles embauches, mais aussi par l'allongement de la semaine de travail et des heures supplémentaires moyennes. En avril 1994, la semaine

Tableau 15. Amérique du Nord : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

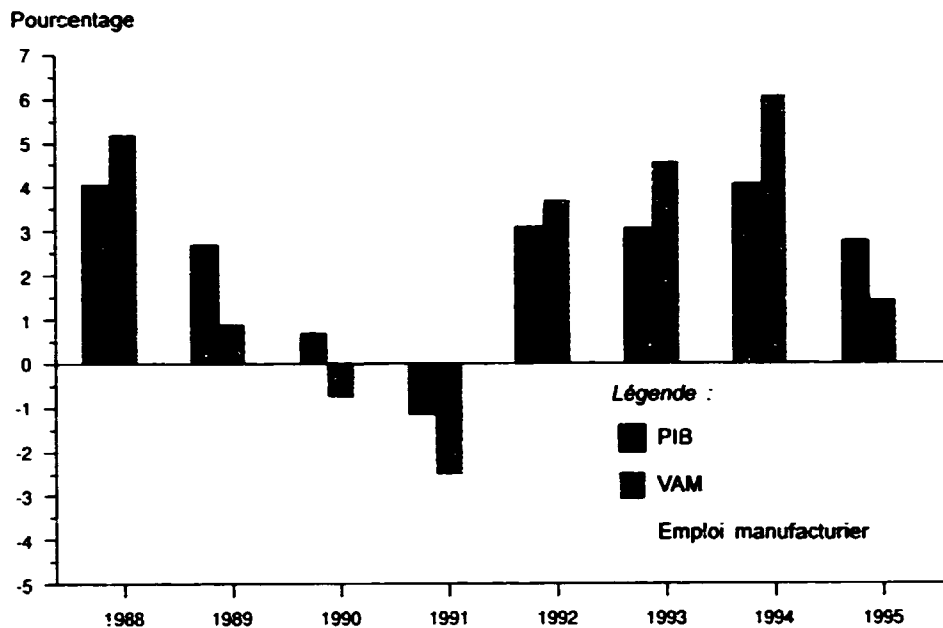
Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994 ^a	1995 ^b
Taux de croissance du PIB	2,9	2,7	1,6	4,0	2,7
Taux de croissance de la VAM	2,3	2,5	1,8	6,1	1,4
Part de la VAM dans le PIB	18,9	18,5	18,5	19,0	18,8
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	2,2	2,2	2,1	2,8	0,6

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

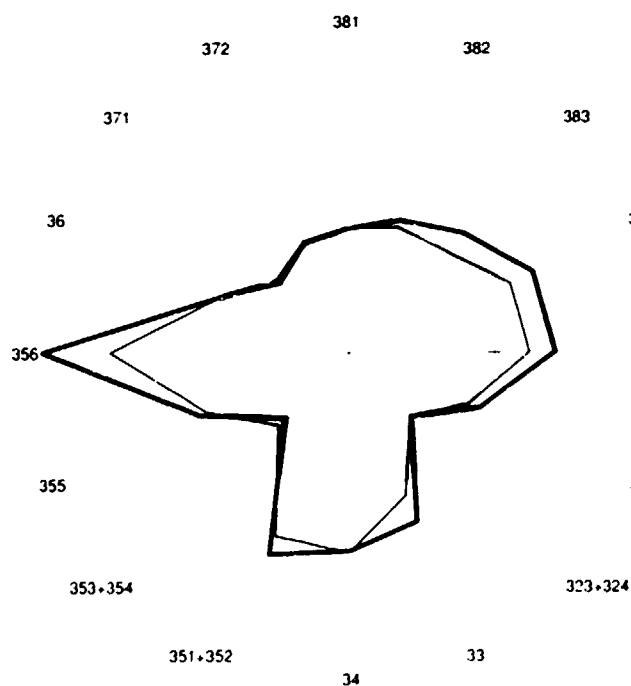
^aEstimations.

^bProjections.

Figure 3. Amérique du Nord : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Légende :

Prix constants de 1990

g = Taux annuel moyen de croissance, 1980-1995 (pourcentage)

θ = Indice de changement structurel, 1980-1995

Classes de la CITI

- 31 (Produits alimentaires)
- 321, 322 (Textiles)
- 323, 324 (Industries du cuir)
- 33 (Bois et meubles)
- 34 (Papier et imprimerie)
- 351, 352 (Industries chimiques)
- 353, 354 (Pétrole et charbon)
- 355 (Industrie du caoutchouc)
- 356 (Ouvrages en matière plastique)
- 36 (Produits minéraux non métalliques)
- 371 (Sidérurgie)
- 372 (Métaux non ferreux)
- 381 (Ouvrages en métaux)
- 382 (Machines non électriques)
- 383 (Machines électriques)
- 384 (Matériel de transport)

$g = 1,41$, $\theta = 11,64$

Source : Base de données de l'ONUDI, estimations et prévisions du Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche, ONUDI

- ▭ Prévisions 1990-1995
- ▭ 1985-1990
- ▭ 1980-1985

Encadré 4. Politiques budgétaires et monétaires des États-Unis

Politique budgétaire

La politique budgétaire fédérale a visé principalement à réduire le déficit budgétaire. L'*Omnibus Budget Reconciliation Act* (loi d'ensemble de 1993 relative à l'ajustement du budget) a été conçue pour réduire le déficit du budget fédéral d'environ 500 milliards de dollars entre 1994 et 1998. Elle a réduit les achats publics, principalement dans le domaine de la défense, et a relevé nettement l'imposition des ménages. En 1994, la croissance des recettes, sur la base du budget, était supérieure d'environ 10 % au niveau de 1993. Les paiements de prestations ont ralenti parce que l'augmentation des dépenses de Medicaid a été exceptionnellement modeste et que les allocations de l'assurance chômage prolongée n'ont plus été payées. Le déficit cumulé pour les onze premiers mois de l'exercice 1994 a été inférieur d'environ 60 milliards de dollars à celui de 1993. Le déficit devrait diminuer de 40 autres milliards de dollars au cours de l'exercice 1995.

La loi d'ensemble de 1993 relative à l'ajustement du budget prévoit un arrêt brutal des dépenses discrétionnaires, autrement dit une croissance nulle des dépenses nominales jusqu'en 1998. Le projet de budget pour l'exercice 1995, de même que celui pour l'exercice 1994 ne prévoient qu'une rubrique de dépenses discrétionnaires pour toutes les catégories de dépenses. En conséquence, pour la première fois depuis 1969, les dépenses discrétionnaires prévues consacrées à d'autres domaines que la défense seront en fait brutalement réduites en valeur nominale. Le déficit devrait ainsi reculer fortement d'environ 176 milliards de dollars (soit 2,5 % du PIB, le plus faible depuis 1979), ce qui correspond à un quart en moins du résultat estimé à l'époque de 1994. Si les propositions du gouvernement dans le domaine des soins de santé sont adoptées, le déficit budgétaire de 1995 sera réduit de 11 autres milliards de dollars en raison de l'adoption de l'impôt sur le tabac. Le creux absolu du déficit pour la décennie aura ainsi été atteint. Le déficit structurel demeurera cependant l'un des plus graves des années 1956 à 1982.

Politique monétaire

À la fin de 1993, le principal objectif de la politique monétaire des années 90, qui consistait en des taux d'intérêt faibles appuyant la reprise économique, a été largement atteint. Le principal élément qui a appuyé la reprise économique au début des années 90 a consisté en des taux d'intérêt faibles qui ont permis aux entreprises et aux ménages de restructurer leur bilan. En outre, les entreprises se sont mises à investir pour accroître leur productivité, principalement dans le domaine de la technologie de l'information, et les ménages ont accru leurs dépenses consacrées aux biens durables et au logement, sensibles aux taux d'intérêt. Bien que rien n'indique une pression à la hausse sur l'inflation, l'objectif de la politique monétaire en 1994, tel qu'il a été défini par le Federal Reserve Board des États-Unis, a consisté à éviter l'accumulation de pressions inflationnistes perçues comme pouvant menacer la poursuite de l'expansion économique*. Le Federal Reserve Board a fixé les taux d'intérêt de façon à ce que se maintienne la tendance à long terme à un taux d'inflation suffisamment bas pour garantir que les

agents économiques ne tiendraient pas compte des pressions inflationnistes dans leurs opérations. En février 1994, l'Open Market Committee du Federal Reserve Board a commencé à réduire l'effet stimulant créé par les taux d'intérêt réels faibles. Préférant une approche graduelle pour éviter de déstabiliser les marchés financiers, l'Open Market Committee, dans les trois premières mesures qu'il a prises, a relevé le loyer de l'argent de 0,25 point de pourcentage par mois jusqu'en avril 1994. Toutefois, en mai 1994, il a décidé un relèvement plus important de 0,5 %, et a fait de même en août 1994, ce qui a abouti à une hausse cumulée de 1,75 point de pourcentage. La hausse des taux intermédiaires a été analogue et a porté le taux préférentiel à 7,75 % après le relèvement du loyer de l'argent en août 1994. Néanmoins, par rapport à l'ajustement des taux à court terme, les relèvements des taux intermédiaires et des taux à long terme ont été exceptionnellement importants, reflétant l'attente nourrie par le marché de pressions inflationnistes plus marquées ainsi que des mesures de resserrement escomptées ou effectivement prises par le Federal Reserve Board pour contenir ces pressions.

Malgré la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, la valeur de change du dollar pondérée sur la base du commerce extérieur par rapport aux pays du Groupe des dix a reculé d'environ 8 % en 1994. De plus amples dépréciations se sont produites par rapport à la fois au yen et au deutsche mark en raison des déficits commerciaux dans le premier cas et des signes de raffermissement de la reprise dans le second, mais ont été compensées par l'appréciation du dollar par rapport au peso mexicain et au dollar canadien. Un certain nombre de facteurs, entre autres la remontée des taux d'intérêt à long terme dans d'autres pays développés, les tensions commerciales entre les États-Unis et le Japon et les craintes du marché au sujet de l'inflation future aux États-Unis ont exercé des pressions à la baisse sur le dollar. Le Trésor des États-Unis et le Federal Reserve Board ont été contraints à d'importants achats de dollars à de nombreuses reprises en raison des conditions instables dans lesquelles se négociait leur monnaie et qui étaient jugées incompatibles avec les grandes orientations de l'économie.

En avril 1994, les autorités monétaires des États-Unis, du Canada et du Mexique ont annoncé la création du Groupe financier nord-américain, organe consultatif chargé d'examiner l'évolution économique et financière dans les trois pays. Un mécanisme trilatéral de crédit croisé de devises a été créé par les autorités monétaires de ces pays à l'occasion de la création du Groupe financier. Les États-Unis et le Mexique ont créé des mécanismes de crédit croisé à concurrence de 6 milliards de dollars, pour lesquels le Trésor et la Federal Reserve ont fourni chacun un montant atteignant 3 milliards de dollars. La Banque du Canada a porté à 1 milliard de dollars canadiens la ligne de crédit croisé qu'elle a ouverte à la Banque du Mexique. La Federal Reserve et la Banque du Canada avaient déjà un accord de crédit croisé de 2 milliards de dollars, dont l'échéance a été reportée à décembre 1995. Ces arrangements visaient à accroître la masse de ressources dont pouvaient disposer les autorités monétaires de chaque pays pour maintenir l'ordre sur les marchés des devises.

* Voir *Federal Reserve Bulletin*, vol. 80, n° 8 (août 1994), p. 681.

Encadré 5. Politique commerciale des États-Unis

La politique commerciale des États-Unis est marquée par un regain d'agressivité. Une stratégie nationale d'exportation a été annoncée en septembre 1993. La plupart des obstacles à l'exportation ont été éliminés, les mécanismes de financement du commerce ont été élargis et des centres d'assistance à l'exportation (qui proposent tous les services de promotion des exportations) ont été créés aux États-Unis et à l'étranger. Les exportations devraient bénéficier de la création, en 1994, de l'ALENA, qui regroupera 370 millions de consommateurs et une production de 6 500 milliards de dollars, d'un renforcement de la coopération économique Asie-Pacifique (par l'élaboration d'un ensemble commun de principes en matière d'investissement,

l'harmonisation de normes et la création d'un mécanisme de règlement des différends commerciaux et des différends en matière d'investissement), ainsi que de l'adoption des accords issus des négociations d'Uruguay. Des efforts se sont poursuivis jusqu'en décembre 1993 en vue d'un accord multilatéral sur l'acier. En janvier 1994, un mémorandum d'accord a été signé par six des principaux pays producteurs d'aluminium, qui se sont engagés, en deux ans au plus, à réduire la production afin de faire remonter les prix. Enfin, le gouvernement a insisté pour que le Japon ouvre ses marchés et entreprenne une réforme structurelle qui réduise son excédent extérieur, principalement dans le cadre des pourparlers entre les États-Unis et le Japon.

de travail des ouvriers ou des autres employés n'exerçant pas des fonctions d'encadrement a atteint une durée jamais égalée depuis la seconde guerre mondiale. Le succès remporté par les États-Unis dans la création d'emplois s'est accompagné d'un creusement des inégalités de salaires, résultant d'une demande relativement plus forte de main-d'œuvre qualifiée que de main-d'œuvre non qualifiée, du recul du syndicalisme et d'une diminution brutale du salaire minimum par rapport aux salaires moyens.

La reprise économique au Canada a commencé de s'accélérer à la fin de 1993, sous l'effet d'investissements dynamiques des entreprises dus à la progression de la demande d'exportations canadiennes émanant des États-Unis et d'autres marchés étrangers, principalement extérieurs à l'Europe de l'Ouest. Néanmoins, plus récemment, la demande intérieure s'est aussi progressivement affermie. L'inflation est restée faible et l'emploi s'est développé.

Industrie

De même que dans les autres activités économiques, la reprise du secteur industriel a été d'abord très faible et n'a commencé de s'accélérer régulièrement qu'au début de 1993, à un rythme plus rapide alors que le reste de l'économie. Depuis 1992, aux États-Unis, la VAM a progressé à un rythme de plus en plus rapide, atteignant un taux de croissance annuelle de 6 % en 1994. Au Canada, la récession a été plus grave qu'aux États-Unis et ce n'est seulement qu'à partir de 1993 que la croissance industrielle a commencé à dépasser celle du pays voisin. Le taux de la croissance de la VAM au Canada a été de 6,7 % en 1994 (voir tableau 16).

Au fur et à mesure que la reprise s'est affermie, l'utilisation de capacités et l'emploi ont connu une croissance remarquable. En 1994, les taux d'utilisation de capacité ont progressé à la hausse jusqu'à des niveaux relativement élevés et les bénéfices ont été florissants. On a signalé qu'au troisième trimestre de 1994 le taux moyen d'utilisation de capacité dans le

secteur manufacturier a été supérieur à 84 %, ce qui est plus que le taux enregistré au cours de la même période de 1993 et proche du maximum mensuel précédent de 85,1 % en 1988 et 1989¹. Dans le domaine de l'emploi, les gains se sont répartis entre tous les grands secteurs de l'économie. Dans l'industrie manufacturière, la progression de l'emploi s'est concentrée dans deux activités dont les ventes avaient été en forte progression, les machines et les automobiles. L'emploi dans la construction, inférieur à ce qu'il était en début d'année en raison de mauvaises conditions climatiques, a aussi repris son ascension en mars et en avril 1994 et l'a poursuivie pendant l'année.

La reprise dynamique a touché un large éventail d'industries. Celle qui a progressé le plus en 1994 est celle du bois et du liège, dont le taux de croissance de la VAM a été de 9,3 %, en raison principalement du développement remarquable de la construction de logements à la suite de la remontée des taux hypothécaires aux États-Unis en 1993.

Alors que les usines aux États-Unis tournaient à 84 % de leur capacité (taux le plus élevé depuis cinq ans) et s'efforçaient d'accroître leur efficacité grâce aux systèmes de traitement électronique des données, les dépenses des entreprises non seulement ont été vigoureuses, particulièrement dans le cas des machines courantes et des ordinateurs, mais aussi ont reposé sur une large base. En 1994, le taux de croissance de la VAM a été de 7,4 % pour les machines non électriques, 7,0 % pour le matériel de transport et 8,2 % pour le matériel professionnel et scientifique.

Après des résultats peu satisfaisants pendant la plus grande partie de l'année, l'industrie chimique a repris de la vigueur. En 1994, le taux de croissance annuelle de la VAM des industries chimiques a été supérieur à la moyenne et égal à 6,9 %. Aux États-Unis, les usines ont tourné à environ 83 % de leur capacité et ont été de plus en plus incitées à répondre à la demande croissante, comme cela a été le cas de leurs concurrentes d'Europe de l'Ouest. Les perspectives de l'industrie en 1995 sont jugées bonnes, l'économie mondiale continuant de se rétablir.

Tableau 16. Amérique du Nord : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
A. Par pays						
<i>Amérique du Nord</i>						
Canada	3,5	1,9	-0,6	6,7	2,7	7,6
États-Unis	2,2	2,5	2,0	6,0	1,3	92,4
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	2,0	2,3	1,4	5,7	1,3	9,4
313 Fabrication de boissons	1,2	1,6	2,9	4,0	2,1	1,8
314 Industrie du tabac	2,3	8,9	4,9	5,7	3,4	1,9
321 Industrie textile	0,5	-0,1	1,4	5,0	-0,5	2,7
322 Articles d'habillement	0,5	-1,4	0,4	4,6	2,3	1,9
323 Articles en cuir et en fourrure	0,7	-2,4	-0,4	4,0	2,0	0,2
324 Fabrication de chaussures						
(sauf articles en caoutchouc et en plastique)	-1,8	-6,0	-0,8	1,2	-2,3	0,2
331 Articles en bois et en liège	3,3	0,4	4,4	9,3	-0,1	2,0
332 Meubles et accessoires	3,0	1,5	0,5	7,1	2,4	1,3
341 Papier et articles en papier	3,2	2,0	-2,0	5,7	2,3	4,2
342 Imprimerie et édition	2,9	4,4	-2,7	5,1	1,9	6,9
351 Industrie chimique	3,4	2,3	-2,0	6,9	1,4	5,1
352 Autres produits chimiques	1,0	4,4	3,1	4,3	3,0	6,5
353 Raffineries de pétrole	9,7	-3,9	-6,9	5,8	0,1	1,4
354 Dérivés du pétrole et du charbon	4,6	1,1	1,4	7,9	1,6	0,3
355 Industrie du caoutchouc	-0,7	0,9	1,1	3,7	-1,4	1,0
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	6,5	5,6	4,9	7,1	4,1	3,2
361 Grès, porcelaines et faïences	2,7	0,1	0,4	5,8	0,1	0,1
362 Industrie du verre	1,4	0,3	0,9	4,8	1,2	0,7
369 Autres produits minéraux non métalliques	2,7	-0,1	-2,3	5,0	-0,8	1,7
371 Sidérurgie	1,2	-3,6	-1,2	5,6	1,0	2,3
372 Métaux non ferreux	3,1	-1,9	-1,9	8,7	-1,0	1,4
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	2,0	-1,3	-1,7	4,0	0,1	4,9
382 Machines non électriques	4,2	-0,5	-1,1	7,4	1,9	10,2
383 Machines électriques	3,4	0,1	4,3	3,4	0,3	9,1
384 Matériel de transport	3,3	2,4	2,3	7,0	0,2	12,4
385 Matériel professionnel et scientifique	4,9	6,0	2,1	8,2	5,0	5,7
390 Autres industries manufacturières	2,1	0,4	-0,9	5,0	-0,2	1,3

Notes. En 1994, on estime que la VAM a été en tout de 1 550 690 millions de dollars.
Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

Même si elle n'est pas aussi dynamique que pendant les années 80, la reprise dans les industries alimentaires semble solidement établie. En 1994, le taux de croissance de la VAM a été de 5,7 %, soit légèrement inférieur à la moyenne. Les industries alimentaires aux États-Unis doivent faire face à des marchés intérieurs en stagnation et à la résistance des consommateurs aux hausses de prix, mais les efforts agressifs pour réduire les coûts et accroître l'efficacité ont commencé à porter leurs fruits.

Tranchant sur la tendance générale du secteur manufacturier, l'industrie de la défense, l'une des plus importantes du monde, est demeurée dans une profonde récession. Les grands conglomerats, de même qu'une multitude de sous-traitants et de petits fournisseurs, se sont restructurés, réorganisant leurs unités de défense, et des fusions et des licenciements ont bouleversé le secteur. L'emploi a donc continué de décliner en 1994. Vu l'évolution de la situation due aux restrictions de la politique budgétaire, l'industrie de la défense continuera de se contracter.

Questions relatives au développement industriel

En 1988, le Congrès des États-Unis a créé le Conseil de la politique de concurrence*, qui a pour mission de recommander des stratégies nationales et des politiques spécifiques qui accroissent la productivité et les capacités de concurrence internationale des industries des États-Unis. Le Conseil a défini la concurrence comme étant la capacité de produire des biens et des services qui résistent à l'épreuve des marchés internationaux, tandis que le niveau de vie de la population des États-Unis s'élève et est durable à long terme.

Dans son premier rapport, en 1992, le Conseil a identifié six domaines liés à l'amélioration des capa-

* Le Conseil de la politique de concurrence est une commission consultative fédérale de douze membres, composée de représentants des milieux d'affaires, du monde du travail, de l'administration (de l'État et fédérale) et du public.

cités de concurrence des États-Unis qui méritent d'être considérées en priorité. Il s'agit de l'épargne et de l'investissement, de l'éducation, de la technologie, de la direction des sociétés et des marchés financiers, des coûts des soins de santé et de la politique commerciale. Le deuxième rapport du Conseil, publié en 1993, a présenté des recommandations détaillées au sujet de chacun de ces domaines. Nombre de recommandations, particulièrement celles qui ont trait à la technologie, à la politique commerciale, à l'enseignement et à la formation de la main-d'œuvre, ont déjà été adoptées par le gouvernement et le Congrès a promulgué des lois à leur sujet. Le troisième rapport du Conseil pour 1994 traite en particulier des incidences sur les capacités de concurrence des États-Unis de la réforme des soins de santé, de l'investissement public consacré à la technologie, à l'enseignement, à la formation et à l'infrastructure, ainsi que de la politique commerciale. Il met en relief des recommandations sur la budgétisation de l'investissement et le programme de travail en cours du Conseil dans les domaines de la répartition du capital et des questions sociales.

L'attachement des États-Unis au principe du libre marché interdit au gouvernement de diriger ouvertement l'économie. Néanmoins, il est intervenu massivement pour appuyer l'agriculture et dans le domaine des achats militaires. L'arrivée d'un nouveau gouvernement en 1993 a marqué un tournant dans la politique industrielle des États-Unis. L'approche traditionnelle, en grande partie de non-intervention (sauf dans le domaine de la défense), a été abandonnée au profit d'une participation active des pouvoirs publics. Une attention particulière a été consacrée aux mesures qui encouragent la recherche-développement (R-D), l'innovation et la diffusion des technologies dans l'industrie. La technologie et la bonne application des résultats de R-D ont été de plus en plus considérées comme définissant et, bien souvent, déterminant en grande partie les capacités de concurrence du secteur manufacturier. L'utilisation optimale des meilleures technologies de procédés et la diffusion rapide des technologies de produits retiennent aussi de plus en plus l'attention.

Politique des États-Unis en matière de technologie

La nouvelle politique recommandée par le Conseil de la politique de concurrence dans le domaine de la technologie² consiste principalement à :

- a) Affecter au profit de la R-D civile et à double usage de 4 à 7 milliards de dollars par an consacrés auparavant à la R-D destinée à la défense;
- b) Accroître beaucoup le financement pour les programmes de R-D pour le compte de l'industrie (dont l'industrie partage les coûts et définit l'orientation);
- c) Axer les achats fédéraux et les projets de R-D sur les domaines qui stimulent les technolo-

gies commerciales, par exemple les achats de défense et les initiatives visant à mettre au point une infrastructure d'information nationale ou des systèmes de routes ou d'autoroutes intelligents;

d) Améliorer le financement destiné à la commercialisation des technologies;

e) Améliorer l'infrastructure pour le secteur manufacturier et la commercialisation des technologies, entre autres par des programmes qui aident les petits producteurs à se moderniser;

f) Restructurer l'ordre de priorité et la gestion de la R-D fédérale, et accroître l'apport du secteur privé dans ce domaine.

Les États-Unis détiennent la part la plus importante du marché mondial de matériel militaire et consacrent à leur défense relativement plus de ressources que d'autres pays développés. Le tableau 17 indique la composition des dépenses de R-D par secteur. Traditionnellement, une fraction importante des dépenses de R-D va à l'industrie de la défense. En 1994, la part de la défense dans l'ensemble des dépenses fédérales de R-D a été, selon les estimations, de 58,6 %, alors qu'elle avait été de 62,6 % en 1990. Une comparaison avec d'autres pays donne d'autres indications sur l'ampleur des dépenses de R-D liées à la défense aux États-Unis. En 1990, la part du PIB consacrée aux dépenses de R-D a été de 2,7 % aux États-Unis, 3,0 % au Japon et 2,8 % en Allemagne. Cependant, si l'on exclut les dépenses liées à la défense, la même année, la part du PIB consacrée à la R-D non liée à la défense a été de 1,9 % aux États-Unis, 3,0 % au Japon et 2,6 % en Allemagne. Il n'est donc pas étonnant que l'on considère généralement que les dépenses consacrées par les États-Unis à l'équipement militaire ont

Tableau 17. Fonds fédéraux affectés à la R-D, par grande rubrique : 1990-1994

Rubrique	1990	1991	1992	1993	1994
(En pourcentage)					
Défense nationale	62,6	59,7	58,6	59,2	58,6
Santé	13,0	14,0	14,7	14,6	14,8
Recherche et technologie					
spatiales	9,0	9,9	9,9	9,8	9,4
Énergie	4,3	4,5	4,5	3,8	4,0
Sciences générales	3,8	4,0	3,9	3,9	4,2
Ressources naturelles et environnement	2,2	2,4	2,5	2,4	2,5
Transport	1,6	1,9	2,2	2,5	2,7
Agriculture	1,5	1,6	1,7	1,6	1,6
(En millions de dollars)					
Total	56 594	56 420	56 951	57 053	56 863
Total R-D nationale	129 504	123 691	128 017	130 070	...

Source : Ministère du commerce, *Statistical Abstract of the United States 1994*, 114th ed. (Washington, D.C., septembre 1994).

Note : Les chiffres sont calculés en dollars constants des États-Unis de 1987.

contribué à donner aux entreprises de ce pays un avantage aussi sur les marchés civils. La production de matériel militaire permettant des économies d'échelle importantes, les entreprises des États-Unis qui produisent pour le marché militaire en ont retiré des avantages dans le domaine civil. En outre, la R-D militaire a parfois permis aux entreprises des États-Unis d'acquérir des connaissances technologiques utilisables ailleurs. C'est la raison pour laquelle certains observateurs considèrent que le budget de la défense des États-Unis joue le rôle d'une politique industrielle pour les industries de haute technologie.

Les transformations politiques rapides survenues dans le monde et la nécessité de réduire le budget de l'État ont conduit à la compression de la part de la R-D purement militaire et les ressources réservées à cette R-D sont affectées à des technologies civiles et à des technologies à double emploi par la réforme des organismes existants. Il s'agit, entre autres, des 726 laboratoires nationaux dotés d'un budget annuel de 22 milliards de dollars qui emploient quelque 100 000 chercheurs, et de l'ancienne Defense Advanced Research Products Agency, qui a été rebaptisée Advanced Research Products Agency (ARPA). En outre, ces organismes ont pour instruction de renforcer leur coopération avec l'industrie dans le domaine de la R-D par des accords de coopération à la R-D, que les gouvernements précédents avaient commencé à conclure et dont le nombre dépasse 1 500 et la valeur atteignait 323 millions de dollars en 1992. En 1993, la Defense Conversion and Reinvestment Initiative (Initiative de conversion de la défense et de réinvestissement) a été rendue publique. Elle comprend 29 programmes d'une valeur de 19,6 milliards de dollars sur quatre ans. Son élément le plus important est le projet de réinvestissement technologique géré par l'ARPA et doté d'un budget annuel de 472 millions de dollars qui doit fournir des fonds correspondants à la R-D du secteur privé.

L'équipe actuelle au pouvoir a aussi manifesté la volonté d'avoir une politique technologique plus interventionniste en proposant un accroissement budgétaire important de 535 millions de dollars en 1994, soit près du double du montant de l'année précédente, qui permettra au National Institute of Standards and Technology d'appliquer son programme de technologies de pointe pour la mise au point de technologies génériques à haut risque. Seuls 200 millions de dollars ont été finalement débloqués en 1994 mais 451 millions de dollars sont prévus dans le budget de 1995 et 744 millions de dollars en 1997. Un tel budget est aisément justifié si le secteur privé finance une partie de la R-D générique précommerciale, dont les avantages sociaux dépassent très probablement les avantages purement financiers. On peut y opposer que les décisions des pouvoirs publics d'appuyer telle ou telle activité ne sont souvent pas judicieuses, que les programmes de R-D tendent à être appliqués avec rigidité et que, dans tous les cas, le risque d'interventions politiques existe. Certains observateurs ont déjà souligné que le Congrès se

mêlait malheureusement de plus en plus des distributions de fonds à la recherche universitaire, ce qui, à un moment où la mode est aux mégaprojets, risque de déstabiliser le système actuel fondé sur l'appréciation des milieux universitaires.

Un autre élément clef de la politique des États-Unis en matière de technologie est le crédit d'impôt pour la recherche et l'expérimentation, instauré en 1981 et qui équivaut à environ 1,5 milliard de dollars de dépenses publiques par an. Le caractère temporaire de cette mesure et la modification fréquente des conditions qui la régissent depuis sa création auraient, selon certains critiques, conduit à renoncer à des projets à long terme, et l'impossibilité de remboursement en a diminué l'efficacité. Selon d'autres observateurs, il faudrait qu'il soit accordé aussi pour les dépenses de commercialisation. On peut défendre ce système en mettant en avant l'effet de ruissellement de la R-D, mais il s'agit d'une méthode assez grossière dont les effets sont inévitablement très différents selon les entreprises, les industries et la nature des résultats de la R-D. Le gouvernement a voulu rendre cette mesure permanente mais le Congrès n'a autorisé son application que jusqu'en juin 1995. Une autre innovation importante dans le domaine de l'imposition est la réduction de l'impôt sur les gains des investissements des petites entreprises.

Le gouvernement actuel a aussi encouragé les alliances régionales dans le domaine de la technologie, ainsi que des programmes souples dans le secteur manufacturier qui aident à exploiter les externalités et les centres de diffusion des technologies pour stimuler les transferts de technologie et garantir la diffusion des informations. L'appui aux consortiums de R-D est justifié car ceux-ci ne seraient autrement pas incités à faire de la R-D dont les résultats ne leur appartiendraient pas en propre, évitent les doubles emplois et tirent mieux parti des économies d'échelle, et qu'en outre la diffusion des résultats dans toute l'industrie est accélérée, particulièrement dans les entreprises qui répugnent à appliquer des technologies qu'elles n'ont pas inventées elles-mêmes. Ces institutions risquent non seulement de ce fait d'aller à l'encontre de la législation antitrust mais aussi, de par leur nature même, n'ont pas les approches multiples de la recherche indépendante, considérée souvent comme favorable au progrès technologique. Les décideurs politiques ont aussi tendance à appuyer les grands consortiums très présents aux dépens de projets plus petits mais peut-être plus prometteurs. Des modifications ont aussi été apportées en juin 1993 à la législation antitrust pour permettre des coentreprises de production mettant en commun les risques.

Parmi les autres initiatives dans le domaine de la politique technologique, on peut citer les zones de stimulation et les communautés d'entreprises qui ont été créées dans les régions à fort chômage structurel pour attirer des investissements nouveaux et améliorer les possibilités d'emploi. Les pouvoirs publics coordonnent la création d'une infrastructure nationale dans le domaine de l'information, la super-autoroute

de l'information. Un plan d'action a été établi et, dans le budget de 1995, ils ont demandé 100 millions de dollars pour financer cette super-autoroute. Ils financent aussi des projets pilotes dans les domaines de l'enseignement et des soins de santé, et fournissent 784 millions de dollars sur quatre ans pour des activités transversales connexes d'informatique à haut rendement. Depuis septembre 1993, l'industrie automobile bénéficie aussi d'une assistance ciblée au profit de technologies qui rendent les véhicules plus respectueux de l'environnement. D'autres domaines pour lesquels un appui direct serait fourni par le biais d'associations entre le gouvernement et l'industrie ont trait à l'affichage plat, aux semi-conducteurs, aux textiles (par le biais de l'American Textile Partnership), aux harnais biologiques, aux alliages spatiaux, aux mélanges de polymères et aux systèmes micro-électromécaniques. L'équipe au pouvoir a aussi lancé l'initiative des technologies de l'environnement pour stimuler l'innovation et atteindre ainsi les objectifs en matière d'environnement, et le programme relatif aux capacités de concurrence de l'industrie nationale reposant sur l'énergie, l'écologie et l'économie, pour améliorer le rendement énergétique, réduire la production de déchets et stimuler les capacités de concurrence économique et la productivité.

Perspectives pour 1995

Aux États-Unis, plusieurs indicateurs montrent que l'expansion économique est restée rapide pendant toute l'année passée. Cependant, le taux de croissance du PIB devrait ralentir pour ne plus être que de 2,7 % en 1995, principalement en raison de l'effet des taux d'intérêt élevés sur l'investissement fixe et les dépenses de consommation. Les achats fédéraux demeureront en repli. Néanmoins, on compte que la forte croissance des marchés d'exportation et l'amélioration des capacités de concurrence des prix à l'exportation, associées au ralentissement progressif de la croissance des importations, parallèlement à la

progression plus lente de la demande intérieure, contrecarreront le freinage important que le solde extérieur réel a eu sur la croissance du PIB.

Le secteur manufacturier devrait continuer à se développer, mais plus lentement. Le taux de croissance de la VAM aux États-Unis devrait être de 1,3 % en 1995. Des taux d'intérêt supérieurs pourraient nuire à la construction de logements et aux ventes d'automobiles, ainsi qu'aux dépenses générales consacrées aux biens de consommation durable, par exemple au mobilier. En revanche, les plans d'investissements des entreprises permettront aux industries de la technologie de l'information de bénéficier de commandes assez dynamiques. Les dépenses consacrées par les entreprises à la technologie devraient progresser d'environ 10 % en 1995.

La production devrait croître plus rapidement que la capacité jusque vers le milieu de 1995, et l'on peut donc s'attendre à la poursuite de la baisse du chômage qui atteindra 5,7 % d'ici au deuxième trimestre de 1995. Le taux de croissance du déflateur du PIB, qui n'a été que de 2 % en 1994 en raison des prix modérés de la nourriture et de l'énergie, devrait atteindre 3 % en 1995.

Les perspectives du Canada diffèrent quelque peu de celles des États-Unis, principalement parce que l'économie canadienne semble rester assez atone. Le chômage dépasse encore 10 % et le taux d'inflation est très faible. Le taux de croissance du PIB devrait être de 3,2 % en 1995, et l'expansion continuera de reposer sur les exportations et l'investissement. La croissance de la productivité demeurant assez vigoureuse à la suite de réformes structurelles récentes, l'amélioration du chômage risque d'être assez modeste.

Notes

¹Commission économique pour l'Europe, *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 46 (Genève, 1994).

²Competitiveness Policy Council, *Promoting Long-Term Prosperity*, third report to the President and Congress (Washington, D.C., 1994).

Japon

Après une succession d'années au cours desquelles les taux de croissance sont demeurés élevés, l'économie japonaise s'est ralentie vers la fin de 1990 et est entrée dans une phase d'ajustement qui a touché les biens de consommation durables et la formation de capital fixe, dont l'accumulation avait été très importante au cours de la phase d'expansion précédente. Néanmoins, au début de 1994, l'économie a commencé de présenter des signes de reprise. Sous l'effet d'une série de mesures fiscales et monétaires, la demande et la production intérieures n'ont pas cessé de croître depuis, ce qui pourrait indiquer que la croissance retrouvera prochainement sa tendance à moyen terme.

Néanmoins, la reprise devrait être relativement faible et le taux de croissance annuelle du PIB pour l'ensemble des années 90 atteindre 1,8 % seulement, ce qui est beaucoup moins que la moyenne annuelle de 4,1 % des années 80.

Économie

Comme on l'a déjà dit, après trois années d'une récession qui a été surtout marquée en 1993, l'économie japonaise manifeste maintenant des signes de reprise. Le taux de croissance annuelle du PIB a été d'environ 0,8 % selon les estimations en 1994 et devrait s'établir à 1,8 % en 1995 (voir tableau 18).

Tableau 18. Japon : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*
Taux de croissance du PIB	4,5	4,1	1,8	0,8	1,8
Taux de croissance de la VAM	5,2	5,8	-0,3	0,8	2,9
Part de la VAM dans le PIB	24,8	29,1	28,7	27,4	27,7
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	4,0	3,4	-0,8	1,0	1,1

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

La reprise actuelle de l'économie japonaise résulte principalement d'une accélération de la demande intérieure qui, à son tour, a aidé les entreprises à relancer progressivement leurs activités de production. D'après les statistiques de l'OCDE¹, le taux de

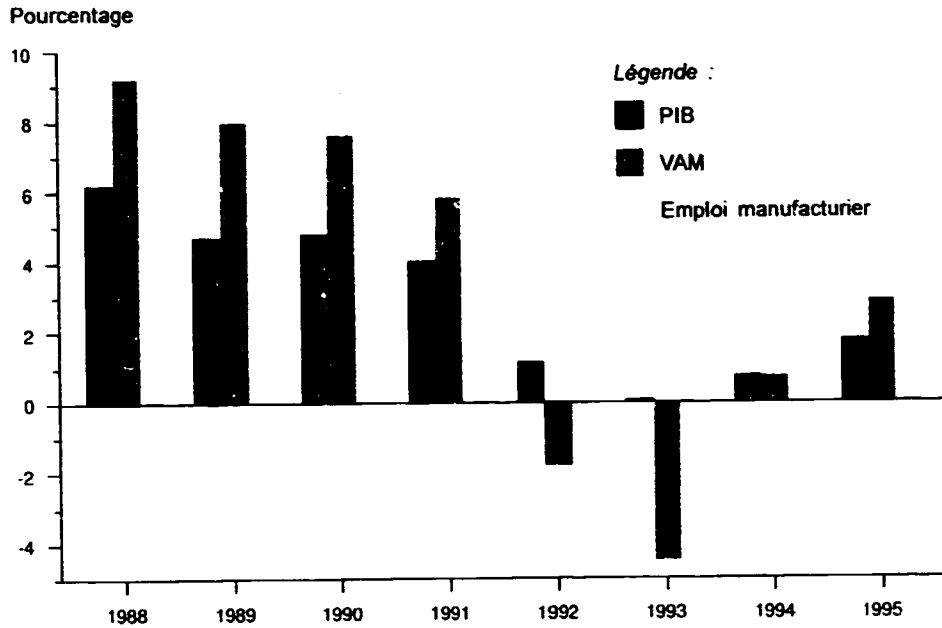
croissance de la demande intérieure totale, qui était de 0,3 % en 1993, a atteint 1,7 % en 1994. La demande intérieure s'est accélérée principalement sous l'impulsion de la consommation privée, encouragée par une série de mesures fiscales telles que des réductions d'impôt sur le revenu, décidées par le Gouvernement japonais afin de faciliter la reprise économique. La croissance de la demande intérieure a aussi été due à une évolution moins négative des plans d'investissement en 1994. Pour la première fois depuis plusieurs années, la formation de capital fixe a cessé de diminuer en raison d'une croissance rapide des investissements publics et privés des résidents qui ont compensé le désinvestissement privé des non-résidents.

Le secteur étranger n'a que peu freiné l'activité économique. L'accroissement important des importations de produits manufacturés dû à la forte appréciation du yen n'a eu que peu d'incidence sur la demande intérieure en progression. En outre, la forte croissance aux États-Unis et en Asie de l'Est a soutenu la demande étrangère de produits manufacturés japonais en 1994, malgré un yen élevé.

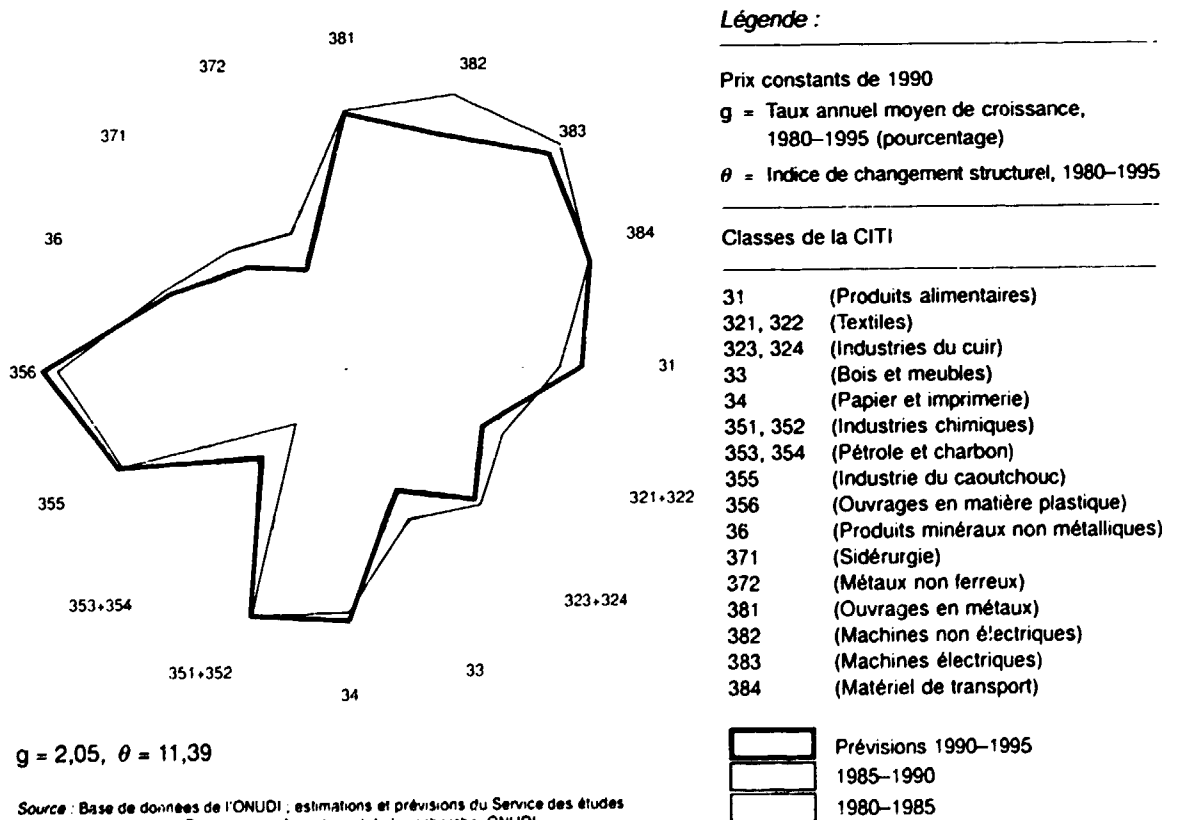
La reprise actuelle reflète l'ajustement des stocks et des bilans que connaît actuellement l'économie japonaise en réaction à l'expansion excessive des années 80 et à ses conséquences. Après avoir atteint des niveaux encore jamais connus de croissance à la fin des années 80, la demande d'usines, d'équipement, de construction de logements et de biens de consommation durables a sensiblement ralenti au cours de la récession du début des années 90. Depuis, le gouvernement a adopté plusieurs importants trains de mesures budgétaires, comportant notamment des réductions des taux d'intérêt pour soutenir la demande. Actuellement, cependant, la pression à la baisse qui s'exerce sur la demande semble proche de sa fin, et la demande de biens durables, qui augmente déjà, devrait encore se renforcer. Les pressions que les ajustements de stocks exercent sur la formation de capital fixe des entreprises devraient aussi disparaître au fur et à mesure que l'excédent de capacité des entreprises se tasse. Néanmoins, il convient de signaler que les possibilités d'expansion de l'investissement intérieur dans le secteur manufacturier japonais risquent d'être limitées, la tendance étant à la formation de capital fixe à l'étranger.

En ce qui concerne les ajustements de bilan, des signes indiquent que le montant des avoirs non performants des institutions financières a commencé de se stabiliser, alors que la restructuration des établissements non financiers (par exemple, compression des coûts de main-d'œuvre et autres coûts fixes, substitution de produits importés moins coûteux et ajuste-

Figure 4. Japon : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



ment de bilans) ne cesse de progresser. Ces améliorations devraient entraîner une reprise progressive de la formation de capital fixe et de l'emploi dans les prochaines années.

Dans cette phase d'ajustements simultanés des stocks et des bilans, l'économie japonaise s'adapte aussi au nouvel environnement mondial. Il semble que deux éléments l'y incitent : premièrement, à la suite de l'industrialisation et de la création de marchés à un rythme rapide en Asie de l'Est, les sociétés japonaises rencontrent une concurrence accrue sur les marchés mondiaux, particulièrement dans les industries à fort coefficient de main-d'œuvre; deuxièmement, la forte appréciation du yen a développé la demande de produits d'importation bon

marché, ce qui entrainera certainement une modification de la structure industrielle. En fait, les entreprises japonaises réagiront probablement à ces deux éléments de diverses façons, par exemple en réduisant leurs investissements et leur formation de stocks, en limitant l'emploi, en contenant les dépenses salariales, en déplaçant à l'étranger certaines de leurs lignes de production, voire en accroissant leurs importations de pièces détachées et de composants. Une telle réaction pourrait créer une situation de prix nouvelle, mais plus commode, par rapport aux prix de production à l'intérieur des frontières. Néanmoins, si l'ajustement au nouveau climat économique international se fait dans ce sens, ces mesures ralentiront inévitablement la reprise économique.

Encadré 6. Politiques budgétaires et monétaires adoptées par le Japon pour stimuler la reprise économique

Politique budgétaire. Afin de stimuler la reprise économique, le Gouvernement japonais a adopté en août 1992 quatre trains de mesures économiques d'un montant total de 45 000 milliards de yen. Les deux premiers, décidés en août 1992 et avril 1993, concernaient principalement les travaux publics et essayaient de stimuler l'investissement privé par l'octroi de prêts à des conditions relativement favorables. Le troisième, annoncé en septembre 1993, comprenait le développement des programmes de prêts qui devraient améliorer la situation sur le marché du logement. Le train de mesures le plus important, adopté en février 1994, visait à stimuler la demande intérieure, principalement par des réductions importantes de l'impôt sur le revenu. Il prévoyait aussi des mesures d'aide aux petites et moyennes entreprises. Bien qu'un tiers seulement du montant total sur lequel portaient ces trains de mesures ait été financé par le gouvernement, le reste l'étant par des sociétés publiques et des institutions financières de l'État, ils ont eu une forte incidence sur les finances publiques. Le déficit public au cours de l'exercice 1993 a atteint, selon les estimations, 16 000 milliards de yen, soit 3,4 % du PIB. Les prévisions officielles pour l'exercice budgétaire 1994 indiquent un chiffre de l'ordre de 13 500 milliards de yen, soit 2,8 % du PIB. Ces prévisions tiennent compte des réductions d'impôt envisagées en février pour le budget de l'exercice 1994 et vont au-delà de 1994, dans le cadre d'une réforme prévue du système fiscal.

Politique monétaire. La Banque du Japon a adopté une politique de relâchement des conditions monétaires pendant toute l'année 1993, dans l'espoir de stimuler la reprise économique. Pour cela, le taux d'escompte officiel a été ramené à 1,75 % en septembre 1993. Les taux à long terme ont commencé de baisser à compter du printemps de 1993, atteignant leur niveau le plus bas à la fin de l'année. En 1994, les taux du marché à court terme sont restés faibles mais les rendements à long terme ont commencé de se relever au début de 1994. A la fin de juin 1994, les taux du marché à long terme, qui étaient auparavant de 3,7 %, ont dépassé 4,5 %. Cette hausse a constitué une réaction à des indices de reprise économique.

Entre la fin du mois de juillet et le début du mois d'août, les taux à long terme ont repris leur hausse, après la publication de chiffres indiquant une progression de la consommation individuelle. Les taux se sont légèrement détendus entre la fin août et la mi-septembre, mais ont repris leur ascension à la fin de septembre. De ce fait, l'accroissement cumulé des taux du marché à long terme depuis le début de 1994 a été de 1,7 %. Les taux du marché monétaire se sont stabilisés depuis le troisième trimestre, reflétant l'attente de reprise économique du marché. En ce qui concerne l'offre de crédit, un certain nombre d'institutions financières ont essayé de développer les prêts en proposant des taux plus bas. Elles se sont aussi efforcées d'accroître les prêts au logement en réduisant les taux des prêts et en proposant de nouveaux types de prêt. Néanmoins, le montant total des prêts accordés par les "city banks", les banques qui octroient des crédits à long terme, les banques de gestion de portefeuille et les banques régionales a diminué de 0,3 % au troisième trimestre de 1994, après avoir augmenté de 0,1 % au deuxième semestre. Les demandes de nouveaux prêts à long terme dans le secteur des entreprises ont stagné en raison de la faiblesse de la formation de capital fixe. En outre, les entreprises essaient de réduire leurs engagements en utilisant des marges brutes d'autofinancement améliorées. Dans le secteur des ménages, les prêts à la consommation ont continué de diminuer mais les prêts au logement sont supérieurs à leur niveau de 1993.

Les agrégats monétaires ont progressé en 1994 malgré une contraction des prêts bancaires. La croissance monétaire correspond à un accroissement de la demande d'argent destiné à des opérations résultant du développement de la consommation individuelle et de la production industrielle. Les taux de croissance annuelle des agrégats monétaires sont restés du même ordre que le taux de croissance nominal du PIB, de 1,1 % au deuxième trimestre de 1994. A la différence de ce qui s'était passé lors des reprises économiques antérieures, ces taux n'ont pas beaucoup dépassé celui du PIB nominal, en raison des ajustements de bilans auxquels procèdent les entreprises ainsi que de la stagnation des opérations sur les avoirs.

Industrie

La reprise est surtout manifeste dans le secteur industriel. De 1990 à 1993, le taux de croissance de la VAM a été négatif, de l'ordre de -0,3 % par an en moyenne, mais, en 1994, il est redevenu positif, pour atteindre 0,8 %. La croissance de la productivité de la main-d'œuvre s'est aussi améliorée, puisque de -0,8 % par an en moyenne entre 1990 et 1993, elle a été de 1 % en 1994 (voir tableau 18).

La croissance a été élevée principalement dans l'industrie des plastiques (2,4 %), dans l'imprimerie et l'édition (2,3 %), et dans le secteur du matériel professionnel et scientifique (2,3 %). Néanmoins, l'accélération de la croissance de la VAM a été due principalement au bon comportement de l'industrie des machines électriques (1,9 %) et de l'industrie du matériel de transport (2,2 %), ainsi qu'au déclin moins prononcé de l'industrie des machines non électriques (-0,3 %) (voir tableau 19). Ces trois activités, qui représentaient 38,3 % de toute la VAM en 1994, ont eu une forte incidence sur la reprise de la production industrielle au Japon.

Selon les estimations du Wako Research Institute of Economics, les 600 entreprises de tête ont en-

registré une progression de 4,36 % de leurs profits courants dans les six premiers mois de 1994, ce qui indiquerait un accroissement général des profits. On s'attend à ce que la progression des profits au cours des douze mois se terminant en mars 1995 atteigne 7 %. Bien que ces marges de profit soient très faibles comparées à la moyenne des vingt années précédentes (même à celles qui ont suivi les chocs pétroliers de 1973), elles représentent un revirement satisfaisant par rapport au déclin de 16,4 % de 1993. Néanmoins, il semble que le secteur manufacturier n'ait que très peu de possibilités d'accroître ses marges en raison de l'excédent de capacité qui subsiste dans des domaines fondamentaux tels que la sidérurgie, l'industrie de l'automobile et les produits électroniques de consommation.

Cette lente reprise met en évidence les faiblesses de la structure industrielle du Japon dans le nouvel environnement international extrêmement concurrentiel, et donc la nécessité d'une restructuration. Jusqu'à présent, les meilleures entreprises japonaises sont parvenues à traverser la récession sans réduire leurs excédents de capacité, de stocks et de main-d'œuvre dans les mêmes mesures que leurs concurrents d'Europe et des États-Unis. Certaines d'entre

Tableau 19. Japon : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
311 Industries alimentaires	5,7	3,4	2,6	2,2	1,8	8,6
313 Fabrication de boissons	1,8	1,1	-2,3	-0,5	-0,7	1,1
314 Industrie du tabac	6,4	-5,4	6,5	0,6	1,1	0,3
321 Industrie textile	-0,1	-0,5	-4,4	-4,3	-3,0	2,7
322 Articles d'habillement	5,4	2,3	—	0,3	0,3	1,4
323 Articles en cuir et en fourrure	3,3	1,4	-0,8	—	-0,3	0,2
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	4,5	1,4	-2,2	-0,2	-0,2	0,2
331 Articles en bois et en liège	1,6	-1,7	-5,0	-7,2	-6,1	1,3
332 Meubles et accessoires	5,7	2,3	-2,9	-0,5	-0,3	0,9
341 Papier et articles en papier	2,1	2,7	-1,8	2,0	2,6	2,5
342 Imprimerie et édition	5,5	4,3	0,3	2,3	1,9	5,8
351 Industrie chimique	-1,3	4,1	-0,5	-0,2	0,1	4,4
352 Autres produits chimiques	4,6	5,1	-1,0	2,2	2,9	5,4
353 Raffineries de pétrole	9,9	-8,8	22,7	1,1	0,3	1,1
354 Dérivés du pétrole et du charbon	6,3	-2,4	-0,5	-2,0	-3,8	0,2
355 Industrie du caoutchouc	3,8	4,1	-0,8	2,1	2,4	1,3
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	6,7	5,8	—	2,4	3,2	3,7
361 Grès, porcelaines et faïences	3,4	—	-1,3	1,5	1,2	0,3
362 Industrie du verre	1,4	4,8	-4,4	1,6	1,8	0,9
369 Autres produits minéraux non métalliques	4,6	1,4	-1,5	1,6	1,4	3,0
371 Sidérurgie	3,9	—	—	-4,8	-1,0	5,0
372 Métaux non ferreux	4,7	-1,4	-6,3	-6,4	-3,3	1,1
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	2,8	4,3	-1,0	0,5	1,6	7,2
382 Machines non électriques	2,8	5,8	-5,3	-0,3	1,1	12,6
383 Machines électriques	3,1	6,5	-3,1	1,9	3,0	14,6
384 Matériel de transport	3,4	4,9	-1,2	2,2	1,8	11,1
385 Matériel professionnel et scientifique	6,3	2,0	3,2	2,3	2,0	1,4
390 Autres industries manufacturières	2,8	3,7	3,0	2,1	1,6	1,8

Notes. En 1994, on estime qu'en tout la VAM a été de 852 307 millions de dollars.

Les sources et autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations

*Projections

elles, comme Sony et Toyota, qui ont survécu à la récession en réduisant les heures supplémentaires et les primes mais non leurs effectifs, se demandent maintenant si elles ont raison de maintenir la tradition de l'emploi à vie.

Questions relatives au développement industriel

Deux grands facteurs jouent actuellement un rôle essentiel dans le développement du secteur industriel au Japon : la poursuite de l'appréciation du yen et les mesures de déréglementation adoptées récemment.

Appréciation du yen et industrie manufacturière japonaise

En 1985, le dollar valait 250 yen. En 1993, l'appréciation du yen avait atteint 150 %, et le dollar ne valait plus que 100 yen. Malgré cette appréciation considérable, au cours de la même période, l'excédent commercial japonais a progressé de plus de 160,7 % en dollars (passant de 46,1 milliards à 120,2 milliards de dollars), mais de 22,6 % seulement en yen (passant de 10 900 milliards à 13 400 milliards de yen). Néanmoins, en pourcentage du PNB, l'excédent commercial du Japon, qui était de 3,4 % en 1985, n'était plus que de 2,8 % en 1993. On peut trouver une explication de l'excédent commercial dans le contexte de l'appréciation du yen en examinant de plus près la place des produits manufacturés et des produits non manufacturés dans le commerce extérieur.

En 1985, les importations japonaises de produits non manufacturés — combustibles, produits alimentaires et matières premières, par exemple — se sont élevées à 93 125 millions de dollars et ont représenté environ 72 % de toutes les importations. Néanmoins, les importations de combustibles minéraux, à elles seules, ont représenté environ 60 % de toutes les importations d'articles non manufacturés (voir tableaux 20a et 20b et figures 5a et 5b). Calculée en yen, la valeur totale des importations de produits non manufacturés a été de l'ordre de 22 214 milliards de yen. La plupart de ces importations consistaient en produits négociés sur les marchés mondiaux dont le prix est normalement indiqué en dollars. En conséquence, l'appréciation du yen s'est accompagnée d'une diminution du coût de ces importations et d'un accroissement des quantités importées. En 1993, la valeur totale des importations d'articles non manufacturés a été de 115 466 millions de dollars, soit 12 840 milliards de yen. Entre 1985 et 1993, le déficit total d'articles non manufacturés a diminué d'environ 8 400 milliards de yen. Le coût des seules importations d'énergie a baissé d'environ 8 000 milliards de yen, bien qu'elles se soient développées en volume de 30 % au cours de la même période. La chute des prix du pétrole a été responsable d'un tiers de ces effets de coût, les deux tiers restants étant dus à l'appréciation du yen.

A nouveau, entre 1985 et 1993, le commerce japonais de biens manufacturés a progressé. Les exportations ont plus que doublé en dollars — 170 673 millions de dollars en 1985 et 354 858 millions de dollars en 1993 — mais ont reculé légèrement si on les évalue en yen (40 712 milliards de yen en 1985 et 39 460 milliards de yen en 1993). En revanche, les importations ont plus que triplé lorsqu'on les évalue en dollars (36 414 millions de dollars en 1985 et 125 203 millions de dollars en 1993) et progressé de près des deux tiers si on les calcule en yen (8 686 milliards de yen en 1985 et 13 923 milliards de yen en 1993). Bien que la croissance des importations ait été plus rapide que celle des exportations, elle n'a pas pesé sur l'excédent commercial car les exportations de produits manufacturés ont été extrêmement importantes.

Il était largement admis qu'une forte appréciation du yen corrigerait les excédents commerciaux, mais cela n'a pas encore été le cas. Les chiffres du commerce indiquent que la forte valeur du yen a joué un rôle important de deux façons. Premièrement, le yen fort et des prix du pétrole bas ont fortement contribué à diminuer la valeur des importations de pétrole, qu'elles soient évaluées en dollars ou en yen. De ce fait, il n'y a pas eu de pression à la hausse sur les importations de combustibles minéraux, variable essentielle de l'économie japonaise. Deuxièmement, le Japon est parvenu à stabiliser et soutenir la valeur en yen de ses exportations d'articles manufacturés. Certains ont affirmé que l'appréciation du yen avait incité les entreprises japonaises à redoubler d'efforts pour mettre au point des technologies nouvelles et accroître leur productivité. Elles ont de ce fait conservé leur position concurrentielle grâce au progrès technologique et à des réductions des coûts au Japon⁷.

Néanmoins, la forte valeur du yen va modifier la structure industrielle du Japon d'une autre façon. Alors que le yen prenait de la valeur et que les tensions commerciales s'exacerbaient, les entreprises japonaises ont réagi en construisant des usines hors du Japon, particulièrement en Asie, en Europe et aux États-Unis. Actuellement, la production hors du Japon remplace de plus en plus les exportations et la production intérieure japonaises. De ce fait, on s'attend à une pénétration accrue des importations par la production hors Japon et la concurrence étrangère. L'industrie automobile est un bon exemple de ce phénomène.

En 1985, le Japon a exporté 6,7 millions de véhicules, dont aucun n'était produit en dehors du Japon. En 1993, néanmoins, les exportations n'atteignaient plus que 5 millions de véhicules et la production japonaise à l'étranger dépassait 3 millions de véhicules. On s'attend que d'ici à l'an 2000 les exportations japonaises n'atteignent plus qu'environ 2,5 millions de véhicules et que la production japonaise hors du territoire national dépasse 6 millions de véhicules. En d'autres termes, pour 10 véhicules exportés, les fabricants d'automobiles japonais produiront au moins 24 véhicules à l'étranger. En ce qui concerne la demande intérieure, les importations seront de plus

Tableau 20a. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993
(En millions de dollars des États-Unis)

Article	1985	1993
Exportations		
Articles non manufacturés	4 965	6 053
Articles manufacturés,	170 673	354 858
dont :		
Produits chimiques	7 698	20 199
Machines et matériel	126 179	274 388
Total	175 638	360 911
Importations		
Articles non manufacturés,	93 125	115 466
dont :		
Combustibles	55 790	48 840
Articles manufacturés,	36 414	125 203
dont :		
Produits chimiques	8 073	17 964
Machines et matériel	12 372	46 634
Total	129 539	240 670

Figure 5a. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993
(En millions de dollars des États-Unis)

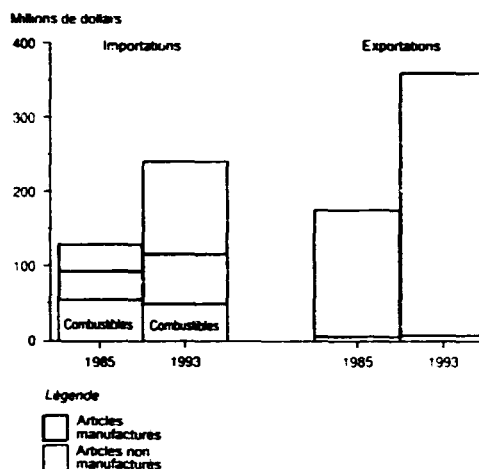
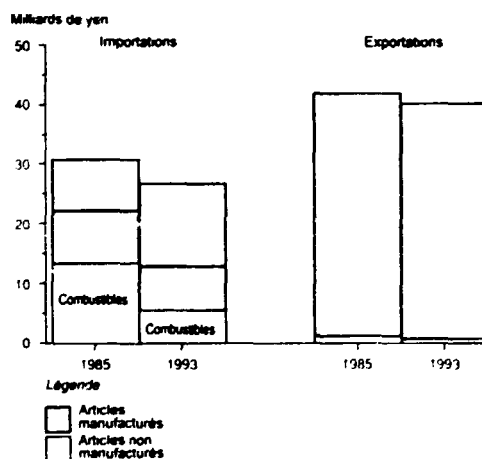


Tableau 20b. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993
(En milliards de yen)

Article	1985	1993
Exportations		
Articles non manufacturés	1 186	673
Articles manufacturés,	40 717	39 460
dont :		
Produits chimiques	1 836	2 246
Machines et équipement	30 099	30 512
Total	41 898	40 133
Importations		
Articles non manufacturés,	22 214	12 840
dont :		
Combustibles	13 308	5 431
Articles manufacturés,	8 686	13 923
dont :		
Produits chimiques	1 926	1 998
Machines et matériel	2 951	5 186
Total	30 900	26 763

Figure 5b. Commerce du Japon par produit, 1985 et 1993
(En milliards de yen)



Source : Keizai Koho Center, *Japan: An International Comparison* (Tokyo, 1988 et 1995) et estimations du Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche de l'ONUDI.

Note. Tous les chiffres s'entendent sur la base des dédouanements. Les articles manufacturés correspondent aux sections 5 à 8 de la CITI, sauf la division 68, et les articles non manufacturés correspondent aux sections 0 à 4 de la CITI. Pour calculer les chiffres en yen, on a évalué les importations et les exportations en dollars des États-Unis et on les a converties au taux de change moyen du marché pour la période considérée. Le taux de change s'est établi à 238,54 yen pour 1 dollar en 1985 et 111,20 yen pour 1 dollar en 1993.

en plus pénétrées à la fois par la production japonaise à l'étranger et par la production des États-Unis et des pays européens qui sont plus concurrentiels que leurs homologues japonais. En 1993, on estimait que la capacité d'offre au Japon dépassait 15 millions de véhicules, mais la production réelle n'était que de 11,1 millions de véhicules et des pressions s'exercent déjà sur les fabricants d'automobiles japonais pour qu'ils réduisent leur production intérieure, ce qui aurait sans aucun doute des incidences sur l'emploi.

Il faut donc considérer les investissements étrangers directs du Japon non seulement en fonction de leur impact sur la demande de produits japonais, mais aussi dans le contexte de la capacité globale de production du Japon. Initialement, les producteurs japonais considéraient que leurs investissements à l'étranger, qu'ils se trouvent aux États-Unis, en Europe ou en Asie, représentaient une expansion mondiale et non pas un renoncement à produire à l'intérieur du Japon. Ils ont donc beaucoup investi dans les années 80, partant du principe qu'une demande illimitée créerait un excédent de capacité d'offre mondiale. Cependant, aussi longtemps que le yen reste surévalué, la réduction de cet excédent de capacité se fera essentiellement au Japon.

Mesures de déréglementation et réformes structurelles

L'économie japonaise est caractérisée par la solution de continuité entre le marché interne et le reste du monde. Le premier est desservi par les *uchi*, qui font partie des entreprises les plus inefficaces, alors que le deuxième l'est par les *shoto*, qui comptent parmi les entreprises les plus efficaces du monde. Les *uchi* ont toujours été soumises à une pléthore de règlements gouvernementaux conçus pour les protéger des concurrents étrangers ou des nouveaux arrivants sur le marché intérieur. Dans ces conditions très favorables, les *uchi* n'ont pas eu intérêt à réduire leurs coûts fixes ni à améliorer leur capacité de concurrence vis-à-vis des producteurs étrangers. On estime qu'entre 1984 et 1994, les industries alimentaires et l'industrie des boissons (secteur *uchi*), à elles seules, ont vu passer leurs coûts fixes de 1 800 milliards à 3 000 milliards de yen¹. Évidemment, les coûts élevés entraînent des prix élevés et, le yen étant fort, un produit qui ne vaut qu'un dollar (moins de 100 yen) à l'étranger coûte 200 yen au Japon.

Depuis le début des années 90, la déréglementation est considérée comme un moyen d'améliorer les capacités de concurrence du Japon et de faciliter l'accès des entreprises étrangères au marché japonais. Entre 1990 et 1992, des discussions consacrées à l'élimination des obstacles structurels se sont déroulées entre le Japon et les États-Unis; elles visaient principalement à harmoniser les règlements nationaux et ont conduit à des réformes de la politique de la concurrence et à une ouverture internationale. Les principales mesures adoptées dans ces domaines depuis 1989 sont exposées ci-après.

Services financiers

La libéralisation des services financiers japonais a commencé dans la deuxième moitié des années 80 et s'est accélérée dans les années 90. Parmi les mesures importantes prises en 1992, on peut citer l'adoption de nouveaux comptes d'épargne rémunérés au taux d'intérêt du marché, l'adoption d'un système de notation des émetteurs de titres commerciaux et le relâchement des mesures qui séparent les opérations du marché offshore japonais des opérations financières intérieures. Cependant, en 1993, les taux d'intérêt sur les dépôts à terme ont été totalement libéralisés et les règles relatives à l'émission des obligations de sociétés sont devenues moins sévères. En outre, la législation relative au système financier a été modifiée, permettant aux banques et aux sociétés de titres d'intervenir chacune sur les marchés primaires des autres, et les commissions sur les opérations portant sur des actifs importants ont été libéralisées.

Politique de la concurrence

Les obstacles commerciaux que le Japon oppose aux articles manufacturés sous forme de restrictions au commerce, par exemple de droits de douane ou de limitations quantitatives, sont les plus faibles du monde. En ce qui concerne l'accès au marché, l'accent n'est plus tant mis sur les instruments de politique commerciale que sur la politique en matière de concurrence. Dans ce domaine, les discussions relatives à l'élimination des obstacles structurels ont mis en évidence les quatre instruments de politique de la concurrence suivants : pratiques d'exclusion, relations de type *keiretsu*, par exemple liens entre sociétés reposant sur une participation réciproque, système de distribution et mécanismes de fixation des prix. Au cours des quatre dernières années, le gouvernement a apporté un certain nombre de changements à sa politique de la concurrence. En 1991, il a quadruplé le taux de pénalisation des entreprises qui participent à des cartels illicites et a adopté des lignes directrices concernant les pratiques commerciales liées au système de distribution. En 1992, il a revu la législation relative aux grands magasins de détail pour raccourcir les délais nécessaires à leur ouverture, supprimer le Conseil de coordination des activités commerciales et réduire le plus possible les règlements supplémentaires des autorités locales.

Ouverture internationale

Le Japon a pris un certain nombre d'initiatives pour abaisser les obstacles aux importations et aux investissements directs extérieurs et permettre ainsi aux entreprises étrangères d'accéder plus facilement au marché japonais. Entre 1989 et 1992, il a ramené de 20 à 12 le nombre des produits de l'agriculture et de la pêche soumis à des quotas. En 1990, il a stimulé par des incitations fiscales et des prêts à faible intérêt les importations d'articles manufacturés et a conclu des accords sur certains produits — produits du papier, du verre et du bois — avec les États-Unis. En

1992, il a pris d'autres mesures pour ouvrir davantage les marchés publics aux entreprises étrangères, notamment en accroissant le nombre d'entités qui appliquent des procédures compatibles avec l'accord du GATT sur les marchés publics, en ramenant le seuil de 130 000 à 100 000 DTS et en portant à cinquante jours, au lieu de quarante, le délai de soumission des offres. A nouveau, en 1992, il a utilisé les incitations fiscales et les prêts à faible intérêt pour encourager les investissements étrangers directs.

Actuellement, un certain nombre de propositions de réforme sont examinées qui portent principalement sur la déréglementation. A la fin de 1993, le Groupe consultatif pour la réforme de la structure économique a publié un rapport connu sous le nom de "Rapport Hiraiwa", qui expose les principes de base d'une réforme économique visant à créer une structure socio-économique ouverte, transparente et harmonieuse avec le reste du monde. Ce rapport ne propose cependant pas de mesure politique. En mars 1994, les grandes lignes d'une réforme économique extérieure ont été annoncées. Des propositions concernant des réformes de la réglementation et certaines questions sectorielles étaient avancées, de même qu'un programme de déréglementation qui insistait sur les quatre domaines prioritaires suivants : le logement et la propriété foncière, l'information et les télécommunications, l'amélioration de l'accès au marché et le système de distribution, enfin les secteurs de la finance, des titres et des assurances. En juin 1994 a été adopté un autre train de mesures relatif à une politique favorable à la déréglementation. Il comportait 279 propositions de déréglementation dans les domaines prioritaires déjà définis en mars. Il était prévu que 193 de ces propositions seraient appliquées au plus tard à la fin de l'exercice 1994, 36 autres l'étant avant la fin de l'exercice 1995.

Discussions-cadres entre le Japon et les États-Unis

Le Japon et les États-Unis ont signé en juillet 1993 un accord-cadre de nouveau partenariat économique qui a remplacé les discussions relatives à l'élimination des obstacles structurels de 1990-1992 et a défini un certain nombre d'objectifs pour les deux pays. Les objectifs à moyen terme suivants étaient assignés au Japon : développement de la croissance interne stimulée par la demande et accès accru des biens et services concurrentiels au marché japonais, de sorte que l'excédent de compte courant soit sensiblement réduit. Les États-Unis devaient, de leur côté, réduire leur déficit budgétaire, encourager l'épargne intérieure et renforcer leur position concurrentielle sur les marchés internationaux. En outre, il était précisé que le Japon et les États-Unis "entameront des négociations ou des consultations pour éliminer les obstacles sectoriels et structurels au commerce international et aux investissements, promouvoir l'harmonisation économique et garantir l'application des arrangements et mesures existants". A cette fin, en septembre 1994 le Japon et les États-Unis ont conclu

des accords pour améliorer encore l'accès au marché dans deux domaines prioritaires. Dans celui des télécommunications, deux pactes ont été signés au sujet de la vente de matériel et de services. Ces deux accords, ainsi qu'un autre relatif à la technologie médicale, ont pour objectif une plus grande ouverture et une plus grande transparence des procédures d'achat. Le Japon s'est engagé à améliorer l'accès à son marché des assurances en adoptant des mesures de libéralisation spécifiques et un système de courtage qui encouragent la concurrence et, en outre, à rendre son système réglementaire plus transparent. Ces accords ne sont pas assortis d'objectifs précis et les mesures de libéralisation ne se limitent pas aux sociétés des États-Unis. Néanmoins, les deux pays n'ont pas pu se mettre d'accord au sujet des automobiles et des pièces détachées de voiture et, actuellement, le marché japonais de pièces détachées de voiture fait l'objet d'une enquête aux États-Unis, en application de l'article 301 de la loi sur le commerce.

Néanmoins, il faut voir dans ces mesures une première étape et il est évident que d'autres efforts doivent être accomplis dans ce sens. Le gouvernement semble réellement disposé à continuer de déréglementer le marché intérieur. En principe, s'il s'efforce vigoureusement de déréglementer son économie et d'ouvrir son marché, le secteur des *uchi* sera incité à se restructurer et à devenir plus efficace, et l'élévation du niveau de vie s'en trouvera facilitée. De telles réformes, non seulement auraient des avantages sur le plan intérieur, mais contribueraient aussi à atténuer les tensions commerciales. Néanmoins, on ne sait toujours pas de quelle façon les effets positifs escomptés se manifesteront et quel prix devra payer le secteur des *uchi*.

Étant donné l'état actuel de l'économie japonaise, l'adoption de mesures de déréglementation entraînerait une déflation et, vu le taux de change actuel, il serait peut-être plus commode d'importer certains produits que d'acheter les produits japonais. En conséquence, si le marché intérieur continue d'être déréglementé, les entreprises *uchi*, qui rencontrent déjà une concurrence étrangère farouche, seront contraintes de réduire leurs prix. Il en résultera inévitablement une destruction de l'emploi. Sans aucun doute, au Japon les consommateurs bénéficieront des baisses du prix des produits japonais et des produits importés, mais les réductions de salaire et les compressions d'emploi auront aussi leur prix.

On peut donc conclure que les responsables de la politique japonaise se trouvent devant un dilemme. D'une part, la situation peut s'aggraver s'ils refusent la déréglementation du marché intérieur, d'autre part, s'ils l'acceptent, le pays court de grands risques d'entrer dans une autre phase de récession. Les indicateurs statistiques révèlent des baisses importantes des prix au consommateur depuis 1994. Le coût du réalignment de l'économie japonaise sur le reste du monde dépendra de la façon dont les décideurs concevront et mettront en œuvre les mesures de déréglementation et les réformes structurelles.

Perspectives pour 1995

En 1995, on s'attend à ce que l'économie japonaise poursuive sa phase d'expansion, mais à un rythme plus lent que celui qui était escompté. La reprise repose sur une forte demande intérieure, la consommation privée jouant le rôle qu'avaient eu la construction de logements et les travaux publics ces deux dernières années. La reprise de la consommation privée sera stimulée par les réductions d'impôt de 1994 et d'autres allègements fiscaux, équivalant à environ 2 % des dépenses annuelles de consommation, qui doivent être opérés en 1995 et 1996.

Au premier trimestre de 1995, la production devrait s'accroître dans un certain nombre d'industries. Une forte demande tant au Japon qu'à l'étranger devrait entraîner une expansion du secteur des machines électriques. La demande intérieure reprenant, la production d'automobiles, de pâte à papier et de produits du papier, ainsi que de produits chimiques devrait aussi se développer.

L'investissement global des principales entreprises au cours de l'exercice 1995 devrait s'établir au même niveau qu'au cours de l'exercice 1994, tant dans le secteur manufacturier que dans le secteur non manufacturier. Néanmoins, il semble que l'investissement prévu global des petites entreprises doive diminuer en 1995. L'excédent de capacité manifeste dans plusieurs secteurs clefs et l'intention de certains fabricants japonais de continuer à remplacer la production japonaise par celle d'installations situées hors du Japon s'opposent au développement des investissements consacrés aux installations et au matériel. Les

profits des entreprises manufacturières devraient croître de 20 % en 1995 en raison du développement de la demande intérieure. Les profits des entreprises du secteur non manufacturier devraient aussi croître en 1995, pour la première fois depuis cinq ans.

Les importations continueront de dépasser les exportations. Il semble, d'après les chiffres, que la vigueur du yen n'a eu que peu d'incidence sur l'accroissement du volume des exportations, mais elle a visiblement stimulé la croissance des importations. On compte que les importations augmenteront beaucoup pour deux raisons : la production intérieure continuera d'être remplacée par celle d'usines implantées hors du Japon et les détaillants japonais sont liés aux fabricants implantés à l'étranger. Au fur et à mesure que l'excédent de compte courant diminue, les sorties de capitaux augmentent et l'écart de taux d'intérêt se creuse entre le Japon et les États-Unis; le yen devrait cesser de s'apprécier à la fin de 1995. Néanmoins, d'ici au milieu de 1996, époque où le Japon bénéficiera d'une forte croissance et d'une inflation faible, le yen devrait de nouveau s'apprécier par rapport au dollar.

Notes

¹Organisation de coopération et de développement économiques, *Economic Outlook*, décembre 1994, p. 57.

²Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, *Industrie et développement dans le monde, Rapport 1993/94* (numéro de vente : F.93.III.E.4), p. 36 et 37.

³*The Economist*, 8 avril 1995, p. 67.

Europe de l'Ouest

La récession en Europe de l'Ouest a commencé plus tard que dans d'autres pays de l'OCDE. Néanmoins, la crise a culminé en 1993. La reprise a été initialement assez faible, et les pleins effets de la récession se sont fait sentir seulement plus tard. En 1994, la reprise économique s'est étendue à toute la région et la croissance a été supérieure aux attentes. La même année, l'inflation a été faible et le taux de chômage, tout en étant élevé, a commencé de diminuer dans beaucoup de pays. Les exportations ont stimulé cette reprise cyclique et la demande étrangère a donné un coup de fouet à la production industrielle qui s'est fortement accélérée au deuxième trimestre de 1994. L'activité a été soutenue dans le secteur des biens intermédiaires et des biens d'équipement, mais dans celui de la consommation, elle est restée assez apathique.

Des incertitudes existent au sujet du mode de croissance future, entre autres quant aux changements structurels du marché de la main-d'œuvre, la persistance des faibles taux actuels d'inflation, et l'évolution de l'Union économique et monétaire. Néanmoins, les perspectives à court terme semblent optimistes.

Économie

Après avoir souffert de l'une des récessions les plus graves de l'après-guerre, de nombreux pays d'Europe de l'Ouest sont entrés seulement récemment dans une période de reprise économique soutenue, à un rythme plus fort que prévu. On estime que le taux de croissance du PIB de la région en 1994 a été de 2,8 % et qu'il devrait être identique en 1995 (voir tableau 21). Les pressions inflationnistes ont été très faibles dans de nombreux pays et devraient demeurer faibles en 1995.

Tableau 21. Europe de l'Ouest : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*
Taux de croissance du PIB	3,0	2,3	0,4	2,8	2,8
Taux de croissance de la VAM	2,6	1,5	-1,7	4,6	2,9
Part de la VAM dans le PIB	25,5	23,7	23,0	22,6	22,7
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	2,6	2,8	0,2	3,7	2,6

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

Bien que de nombreux pays d'Europe de l'Ouest aient en commun une reprise soutenue associée à des pressions inflationnistes limitées, leurs taux de croissance individuelle varient fortement. En 1994, parmi les principaux pays, le Royaume-Uni a eu de bons résultats, avec un taux de croissance de 3,9 %, suivi par la partie occidentale de l'Allemagne*, avec 2,5 %, et l'Italie et la France, à des taux respectivement de 2,2 et 2,1 %. Le taux de croissance globale du PIB des petits pays a été, selon les estimations, de l'ordre de 3,2 %. Cette moyenne masque cependant des taux de croissance très élevés au Danemark et en Norvège.

La reprise économique en Europe de l'Ouest a été stimulée largement par les exportations et, récemment seulement, par une demande intérieure vigoureuse. En 1994, les exportations de biens et de services ont eu des taux de croissance dynamiques, particulièrement dans les pays qui avaient dévalué leur monnaie à la fin de 1992. Non seulement les dévaluations ont stimulé les exportations, particulièrement au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, mais elles ont aussi donné un coup de fouet au commerce à l'intérieur de l'Europe de l'Ouest. En raison du degré élevé d'interdépendance économique en Europe de l'Ouest et du fort contenu importé des exportations de la région, le développement des exportations a encouragé le commerce intrarégional à l'intérieur de l'Union européenne et, par contre-coup, la demande intérieure et le commerce extérieur se sont mutuellement renforcés. L'investissement a fortement décollé, particulièrement au Royaume-Uni et dans certains des petits pays de la région, et devrait rester relativement dynamique en 1995. En revanche, la consommation privée continue d'avoir un taux de croissance lent.

Bien que, récemment, la croissance de la production en Europe de l'Ouest ait été proche de la moyenne des pays de l'OCDE, la croissance de l'emploi a été très faible et les taux d'emploi ont diminué au cours des trente dernières années. La reprise économique récente a certainement contribué à améliorer la situation générale, mais des réformes structurelles sont indispensables au relèvement du niveau de l'emploi. Selon les estimations de l'OCDE, les taux de chômage des principaux pays d'Europe de l'Ouest sont restés très élevés, supérieurs à 9 % en 1994.

Industrie

L'un des principaux moteurs de la reprise cyclique en Europe de l'Ouest a été le redémarrage de la production industrielle, qui a commencé à s'accélérer au deuxième trimestre de 1994. Selon les estimations, le

* On observera que la partie orientale de l'Allemagne a eu un taux de croissance impressionnant du PIB, de 9 %.

taux de croissance de la VAM de la région a atteint 4,6 % en 1994, alors que, cette même année, le taux de croissance du PIB a été de 2,8 %.

Le chiffre global masque des différences entre les pays (voir tableau 22 et figure 6). La VAM des grands pays de la région a progressé à des taux sou-

nus, de 4 % environ au Royaume-Uni et dans la partie occidentale de l'Allemagne, mais à un rythme plus limité en France (3,2 %) et en Italie (2,3 %). Dans les petits pays comme le Danemark, la Finlande, l'Irlande et la Suède, des taux énergiques, supérieurs à 10 %, ont été enregistrés.

Tableau 22. Europe de l'Ouest : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
<i>A. Par pays</i>						
<i>Europe de l'Ouest</i>						
Allemagne (Est)	5,8	0,8	-6,7	10,5	10,7	4,2
Allemagne (Ouest)	1,9	1,3	-2,3	3,7	2,3	26,4
Autriche	3,6	2,4	-0,1	2,4	0,8	2,5
Belgique	3,5	3,1	-3,4	2,7	3,6	2,4
Danemark	3,0	1,2	-1,0	10,2	3,3	1,3
Espagne	2,5	3,0	-2,3	8,2	2,4	6,6
Finlande	4,1	2,9	-1,2	11,4	7,0	1,8
France	3,5	1,0	-2,0	3,2	2,6	14,7
Grèce	6,1	1,0	0,2	-3,5	-	0,6
Irlande	6,3	4,5	4,0	10,4	5,9	0,9
Israël	5,0	2,9	7,5	7,9	4,4	0,7
Italie	5,7	2,5	-1,1	2,3	3,5	14,5
Norvège	1,4	0,3	0,5	6,7	2,3	0,9
Pays-Bas	3,2	1,8	-0,2	3,8	1,5	3,3
Portugal	5,2	2,3	-2,2	-0,5	-0,3	0,9
Royaume-Uni	-0,2	0,6	-0,8	4,2	1,6	11,6
Suède	1,2	1,8	-1,2	11,1	2,8	2,9
Suisse	0,5	1,2	-0,1	8,0	3,2	3,6
<i>B. Par industrie</i>						
311 Industries alimentaires	2,8	0,4	0,8	4,2	2,2	9,2
313 Fabrication de boissons	0,5	0,6	0,4	4,0	2,2	2,5
314 Industrie du tabac	-0,6	1,6	0,4	1,6	0,9	1,5
321 Industrie textile	-0,6	-1,4	-4,9	1,8	1,5	3,0
322 Articles d'habillement	0,5	-2,1	-2,5	1,7	1,0	1,7
323 Articles en cuir et en fourrure	-0,1	-2,1	-4,3	0,8	1,2	0,3
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	2,4	-3,7	-1,7	1,4	0,3	0,5
331 Articles en bois et en liège	2,0	-0,7	-4,2	3,9	2,0	1,6
332 Meubles et accessoires	3,7	-0,4	-0,1	3,0	1,7	1,8
341 Papier et articles en papier	1,3	2,1	-3,4	3,8	2,4	2,9
342 Imprimerie et édition	2,2	2,3	0,7	4,8	3,2	4,8
351 Industrie chimique	1,8	2,3	-5,4	6,2	3,8	5,7
352 Autres produits chimiques	1,4	3,8	2,1	5,9	3,5	5,6
353 Raffineries de pétrole	3,1	-0,8	0,3	3,3	2,4	3,2
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1,8	-2,9	-0,8	2,1	1,8	0,2
355 Industrie du caoutchouc	1,7	0,2	-3,2	4,2	3,1	1,3
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	4,8	4,9	-	8,1	5,2	3,3
361 Grès, porcelaines et faïences	3,7	-1,2	-3,2	3,1	2,2	0,5
362 Industrie du verre	2,3	0,4	-2,5	3,1	1,9	1,0
369 Autres produits minéraux non métalliques	1,7	-0,2	-3,0	2,9	1,7	2,9
371 Sidérurgie	-0,2	-2,9	-9,3	1,6	-0,1	2,9
372 Métaux non ferreux	-0,2	1,5	-6,3	5,3	2,0	1,3
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	1,7	1,8	-2,7	3,1	2,4	6,7
382 Machines non électriques	2,0	2,3	-4,4	2,6	2,1	11,7
383 Machines électriques	3,2	2,6	2,6	4,2	3,6	11,0
384 Matériel de transport	3,2	1,6	-3,9	3,6	2,7	10,0
385 Matériel professionnel et scientifique	2,7	-0,1	-2,4	6,1	3,8	1,7
390 Autres industries manufacturières	1,7	0,3	-1,5	4,8	2,8	1,0

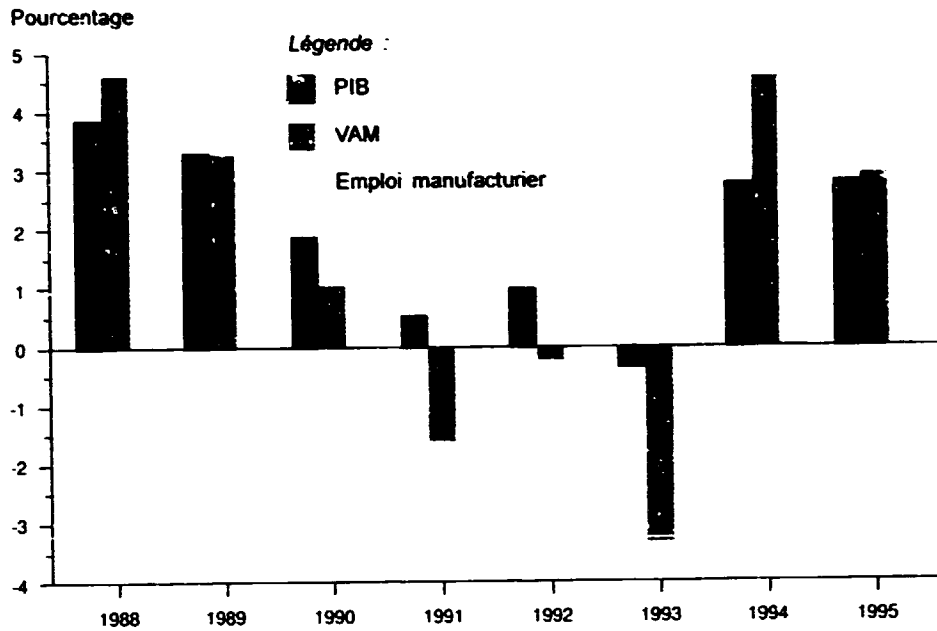
Note. En 1994, on estime que la VAM totale a été de 1 639 351 millions de dollars.

La part de l'Islande, du Luxembourg et de Malte dans la VAM totale devant être, selon les prévisions, inférieure à 0,5 % en 1994, elle n'a pas été incluse. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

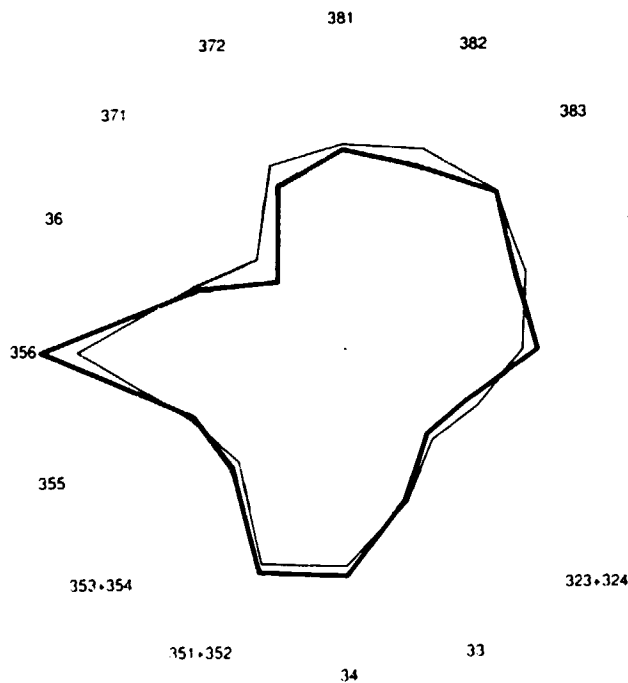
*Estimations.

*Projections.

Figure 6. Europe de l'Ouest : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Légende :

Prix constants de 1990

g = Taux annuel moyen de croissance, 1980-1995 (pourcentage)

θ = Indice de changement structurel, 1980-1995

Classes de la CITI

- 31 (Produits alimentaires)
- 321, 322 (Textiles)
- 323, 324 (Industries du cuir)
- 33 (Bois et meubles)
- 34 (Papier et imprimerie)
- 351, 352 (Industries chimiques)
- 353, 354 (Pétrole et charbon)
- 355 (Industrie du caoutchouc)
- 356 (Ouvrages en matière plastique)
- 36 (Produits minéraux non métalliques)
- 371 (Sidérurgie)
- 372 (Métaux non ferreux)
- 381 (Ouvrages en métaux)
- 382 (Machines non électriques)
- 383 (Machines électriques)
- 384 (Matériel de transport)

$g = 0,64$, $\theta = 9,60$

Source : Base de données de l'ONU, estimations et prévisions du Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche, ONU.

- Prévisions 1990-1995
- 1985-1990
- 1980-1985

L'impulsion initiale qui a relancé la production industrielle a émané d'une forte demande d'exportations. Ultérieurement, pour répondre à la demande intérieure accrue, la production de biens intermédiaires et de biens d'équipement s'est accélérée. En revanche, la demande de biens de consommation est restée apathique. L'analyse par secteur industriel montre que les industries qui se sont développées le plus rapidement en 1994 sont celles des produits chimiques et des ouvrages en matière plastique. Aux deux premiers trimestres de 1994, ces industries ont souffert d'une stagnation des prix, d'une faible utilisation de capacité et d'une restructuration massive visant à éliminer les excédents de capacité et à améliorer la productivité. Depuis août 1994, cependant, en raison de la fermeture temporaire d'usines aux États-Unis et en Asie ainsi que de la reconstitution des stocks par les fabricants acheteurs de produits chimiques au fur et à mesure qu'ils se remettaient de la récession, la demande de produits chimiques a commencé à se développer à des rythmes soutenus, dépassant même l'offre. Les hausses de prix et les pénuries ont imprimé un élan spectaculaire à la production et aux exportations. En 1995, les producteurs de produits chimiques européens devraient enregistrer des gains supplémentaires.

Néanmoins, l'activité soutenue dans le secteur des machines et du matériel a fortement contribué à la croissance. En raison de la demande accrue de biens d'équipement, en 1994, l'industrie des machines électriques a progressé de 4,2 %, celle du matériel de transport de 3,6 % et celle du matériel professionnel et scientifique de 6,1 %. Stimulée par un fort développement des exportations, la production de l'industrie textile s'est aussi accrue, et le taux de croissance de la VAM dans ce secteur a été estimé à 1,8 %. Selon l'organisme de recherche chargé par la Commission européenne de recueillir des données sur l'industrie textile, en 1995, les exportations de textiles ont connu en volume un essor de 16 %, alors que les exportations d'habillement ont progressé de 13 %. Néanmoins, l'avenir des textiles et des articles d'habillement risque de ne pas être aussi brillant que l'indiquent les chiffres pour 1994. Les producteurs européens rencontrent une concurrence de plus en plus vigoureuse de la part des producteurs asiatiques et de ceux d'autres pays en développement, et seuls des gains de productivité supplémentaires permettront à l'Europe de l'Ouest de conserver sa part du marché.

L'utilisation de capacité s'est considérablement améliorée. La Commission économique pour l'Europe a estimé que le taux moyen d'utilisation dans le secteur manufacturier en Europe de l'Ouest avait été d'environ 81,5 % en été 1994, soit environ 3,5 % de plus qu'en 1993.

Questions relatives au développement industriel

Comme on l'a déjà signalé, la reprise actuelle en Europe de l'Ouest a été stimulée par les exportations, dont la croissance a été, selon les estimations,

d'environ 8 % en 1994². En raison du fort contenu importé des exportations de la région, les importations se sont aussi accrues de quelque 6 %. Dans le contexte de cette reprise économique, une question importante qui se pose est de savoir si les facteurs de cette croissance des exportations entraînera des changements structurels en Europe de l'Ouest.

En raison des problèmes posés par l'application du nouveau système de communication des résultats commerciaux entre les États membres de l'Union européenne (Intrastat), on manque de données à jour fiables sur les courants commerciaux dans la région, ce qui gêne toute analyse quantitative de la composition actuelle du commerce et des partenaires commerciaux. Néanmoins, les données limitées disponibles laissent penser que les exportations vers les pays développés extérieurs à la région et le commerce intrarégional ont connu un développement important. En outre, les importations de l'Europe de l'Ouest, particulièrement de l'Allemagne, en provenance de l'Est se sont aussi accrues.

En 1994, les résultats d'exportation de l'Europe de l'Ouest, qui ont en général été bons, semblent résulter d'une combinaison de facteurs favorables, qui vont de l'accroissement important de la demande d'importation à l'amélioration de la capacité globale de concurrence. Le plus important de ces facteurs a probablement été la reprise économique dans les pays développés, suivie par l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre, la réduction des salaires réels et la dépréciation des monnaies dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest.

Tous ces facteurs indiquent que l'Allemagne est le centre de gravité industrielle de l'Europe de l'Ouest. Les débats actuels au sujet de l'Union économique et monétaire portent principalement sur le rôle du deutsche mark dans l'Union européenne, étant donné que l'Allemagne est considérée comme l'élément clef dans les débats sur le processus d'intégration entre l'Ouest et l'Est de l'Europe.

L'appréciation du deutsche mark et l'Union monétaire européenne

Des fluctuations imprévisibles des taux de change ont menacé l'Union européenne dès le début de la crise du système des taux de change, au troisième trimestre de 1992. Le franc français, la lire, la peseta et la livre sterling n'ont cessé de se déprécier par rapport au deutsche mark, atteignant de bas niveaux sans précédent. En outre, le dollar a aussi perdu du terrain par rapport au deutsche mark. En raison de l'appréciation continue du deutsche mark, le prix des produits allemands est devenu moins concurrentiel que celui des produits des pays dont les monnaies avaient beaucoup fluctué ou avaient été dévaluées. En conséquence, les fabricants et les détaillants allemands n'ont eu pour fixer leurs prix qu'une marge de manœuvre limitée.

La Deutsche Bank Research a estimé que, si le deutsche mark continuait de se négocier à un taux proche de 1,4 deutsche mark pour 1 dollar en 1995,

le taux de croissance des exportations serait de 5 % en 1995, au lieu des 8 % prévus. Il a été indiqué aussi qu'au début de 1995 près de 50 % des entreprises allemandes anticipaient déjà les effets négatifs de la chute du taux du dollar à la mi-octobre 1994, qui a fait descendre le dollar à son taux le plus bas enregistré par rapport au deutsche mark depuis deux ans³. Bien que l'on ne dispose pas encore de chiffres précis concernant le commerce, un examen de la structure du commerce allemand peut donner une indication de l'ampleur de la menace potentielle que représente un mark allemand fort. Environ 60 % des exportations visibles de l'Allemagne sont destinés à d'autres pays européens et la moitié environ de ces exportations est destinée à des pays qui ont dévalué leur monnaie. Les exportations vers les États-Unis représentent environ 7 %.

Les effets de cette vigueur actuelle du deutsche mark sur l'industrie dépendront largement de la période pendant laquelle elle subsistera. Si elle est due principalement à des incertitudes momentanées liées, par exemple, à la récente crise financière au Mexique ou aux événements politiques en Europe, dès que la situation internationale se sera précisée, la confiance pourra se rétablir et la pression à la hausse sur le mark disparaîtra. Dans ce cas, un deutsche mark fort, par lui-même, ne déclenchera pas nécessairement un déplacement d'activité à l'étranger destiné à compenser les pertes dues à l'appréciation. Les pays d'Europe de l'Ouest qui ont dévalué leur monnaie auront des taux de croissance des exportations supérieurs à ceux de l'Allemagne, ce qui les incitera peut-être à réorganiser intérieurement leurs activités industrielles. Néanmoins, il semble peu probable qu'un deutsche mark fort constitue un facteur indépendant de changement structurel important dans les industries des pays d'Europe de l'Ouest.

Si les causes de la vigueur du mark sont plus profondes, le maintien du deutsche mark à un niveau élevé pourrait entraîner une restructuration du secteur industriel en Allemagne. Les entreprises allemandes seront contraintes de transférer à l'étranger certaines ou la totalité de leurs activités manufacturières, comme l'ont fait les entreprises japonaises depuis le milieu des années 80. De fait, on a signalé que certaines des grandes entreprises allemandes avaient déjà envisagé de transférer une partie de leurs activités manufacturières dans des pays à monnaie plus faible, notamment les États-Unis ou des pays d'Asie dont les monnaies sont liées au dollar.

Libéralisation du commerce entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est

En 1994, les résultats du commerce extérieur de l'Europe de l'Est ont été marqués par une expansion importante des exportations et un nouvel affaiblissement des importations avec les pays de l'OCDE. L'Allemagne apparaît comme le centre de gravité des pays de l'OCDE en Europe de l'Ouest, attirant presque tous les pays dont l'économie est en transition.

Les statistiques provisoires indiquent que la croissance des exportations de l'Association centre-européenne de libre-échange concerne surtout les matières premières, certains biens de consommation industriels (surtout textiles, habillement et chaussure), divers biens manufacturés et, dans le cas de la Hongrie et de la Pologne, des produits agricoles et alimentaires. Bien qu'il soit difficile de formuler des généralisations au sujet de l'évolution récente de la structure du commerce des produits de base entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, en raison du manque de données fiables, il semble que les industries qui reposent sur des ressources naturelles et certaines industries de biens de consommation gagnent du terrain, alors que les industries lourdes traditionnelles déclinent.

L'ouverture de marchés en Europe de l'Est en est à ses débuts, et aucune structure des échanges n'apparaît encore clairement. Néanmoins, la transformation économique en cours en Europe de l'Est aura probablement de fortes incidences sur l'industrie de l'Europe de l'Ouest. Des coûts de main-d'œuvre inférieurs et l'abondance relative de main-d'œuvre non qualifiée et semi-qualifiée en Europe de l'Est donnent une idée du type d'avantage comparé que détiennent les pays de cette région sur l'Europe de l'Ouest.

On a effectué un certain nombre d'études pour repérer les domaines où les économies en transition auront un avantage comparé. Les résultats n'ont cependant pas été concluants, principalement en raison de la distorsion des prix relatifs et des structures de production héritées de l'ère de la planification centralisée, ce qui rend difficile l'identification d'avantages "révélés". Néanmoins, des études empiriques plus récentes qui ont comparé les facteurs de production dont sont dotés les différents pays suggèrent que les pays dont l'économie est en transition ont peut-être un avantage comparé sur les pays d'Europe de l'Ouest, particulièrement dans les activités industrielles qui emploient plus intensivement de la main-d'œuvre non qualifiée et semi-qualifiée. Ces résultats sont confirmés par les chiffres actuels du commerce.

Si l'on considère, à juste titre, que l'Europe de l'Est est relativement avantagée en ce qui concerne la main-d'œuvre non qualifiée et semi-qualifiée par rapport à l'Europe de l'Ouest, en théorie économique, l'Europe de l'Ouest risque de souffrir de cette situation de trois façons. Premièrement, la libéralisation du commerce entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest exercera probablement des pressions croissantes sur les industries d'Europe de l'Ouest qui utilisent intensivement des facteurs de production meilleur marché ou plus abondants en Europe de l'Est. En conséquence, les industries qui seront le plus touchées en Europe de l'Ouest seront celles qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre et de ressources. Les coûts de l'ajustement que nécessitera la concurrence accrue émanant d'Europe de l'Est seront supportés par les facteurs de production, dans la mesure où ils ne varient pas dans les différentes industries.

Deuxièmement, l'élimination des obstacles au commerce entre les deux régions égalisera les prix des facteurs. Il faut donc s'attendre à une diminution des salaires réels des ouvriers. Jusqu'à présent, aucune constatation concluante ne vient confirmer ou infirmer cette conclusion. Néanmoins, dans les faits, une grande disparité de ressources, les obstacles aux échanges commerciaux et les différences entre les pays dans le domaine de la technologie empêchent l'égalisation du prix des facteurs.

Troisièmement, la suppression des obstacles commerciaux encouragera les entreprises d'Europe de l'Ouest à tirer pleinement parti des avantages du perfectionnement passif de marchandises qui consiste principalement à sous-traiter à des producteurs étrangers la fabrication de certains biens à partir de matières premières et de conceptions locales et à réexporter ces biens vers les marchés intérieurs. L'avantage de cette sous-traitance tient au fait que la fabrication de tout produit comporte plusieurs étapes de transformation qui, à leur tour, font intervenir en quantités différentes divers facteurs de production*.

* Un exemple simple est constitué par l'industrie de l'habillement, dans laquelle la couture est à fort coefficient de main-d'œuvre et moins facilement mécanisée que la plupart des autres stades de la production.

Le perfectionnement passif des marchandises devient intéressant dans la mesure où les entreprises sont capables de tirer parti des différences de prix des facteurs en choisissant pour les divers stades de transformation des emplacements différents, en fonction de l'avantage comparé existant. La proximité géographique de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest est capitale, car elle le facilite. A ce jour, l'exportation de textiles, de vêtements et de chaussures d'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest a principalement revêtu cette forme¹. Néanmoins, dans des industries telles que les produits chimiques, le matériel de bureau, le traitement des données et les produits électriques, considérées comme étant à fort coefficient de main-d'œuvre, les avantages de la sous-traitance à l'étranger peuvent être plus grands.

Le rythme de la restructuration de l'industrie allemande n'est peut-être pas aussi rapide qu'il y paraît. La force de l'industrie manufacturière allemande (voir encadré 7) repose sur la production hautement technologique de produits moyennement technologiques. Il a été prouvé que les salaires nominaux élevés en Allemagne avaient toujours été liés à une forte productivité de la main-d'œuvre, ce qui rend les salaires réels de ce pays comparables à ceux de ses concurrents occidentaux. On peut donc s'attendre à

Encadré 7. Spécialisation technologique et spécialisation par produit

La théorie veut que pour qu'un pays reste concurrentiel, particulièrement s'il est développé, il doit se spécialiser dans des industries de haute technologie. Là où la spécialisation dans des produits de haute technologie, comme les puces d'ordinateur, fait défaut, en Allemagne par exemple, la responsabilité en incombe au système national d'innovation, et les remèdes proposés consistent principalement à accroître les subventions dans les secteurs de haute technologie. Dans le passé, les politiques en matière de science et de technologie ont cependant produit peu de résultats quantifiables et positifs.

L'industrie allemande a souvent été accusée de manquer d'innovation technologique. L'Allemagne se spécialise dans des industries considérées comme moyennement technologiques d'après la part des dépenses de recherche-développement dans les ventes totales. Environ 45 % des exportations allemandes consistent en voitures, machines et produits chimiques, qui sont très sensibles à l'évolution économique du reste du monde. Il est étonnant, toutefois, que la part de l'Allemagne dans les exportations industrielles de l'OCDE n'ait pas diminué dans les années 80, malgré la spécialisation dans les industries considérées comme à croissance lente. En revanche, la part correspondante des États-Unis a fortement chuté, malgré le rôle important joué par les exportations de produits électroniques.

Une analyse plus détaillée a montré, premièrement, que les chiffres disponibles au sujet des dépenses de R-D ne représentaient environ qu'un quart des dépenses réelles d'innovation. D'autres domaines importants sont la construction et la conception des produits, l'organisation de la production et l'innovation en matière

de procédés. Ces domaines sont particulièrement importants dans les industries de moyenne technologie et dans les petites et moyennes entreprises, deux domaines sur lesquels repose en partie la capacité de concurrence des exportations allemandes. Deuxièmement, le nombre de brevets par salarié dans l'industrie allemande donne une idée beaucoup plus favorable de l'innovation industrielle en Allemagne. Troisièmement, une analyse détaillée des exportations allemandes de machines autres qu'électriques montre le rôle important joué par des sous-secteurs dans lesquels l'uniformisation est difficile et où d'importantes ressources humaines sont nécessaires. Donc, considérée de plus près, l'industrie allemande paraît plus novatrice qu'il ne semble à première vue.

En bref, une spécialisation marquée dans les activités à fort coefficient technologique est peut-être rendue moins apparente par les chiffres relatifs à la spécialisation des produits. Ce qui importe, c'est le type d'activité effectivement exercée, autrement dit la spécialisation technologique opposée à la spécialisation des produits. De cette conclusion, il découle surtout que le diagnostic superficiel d'une innovation industrielle inadéquate en Europe doit être considéré avec beaucoup de scepticisme, particulièrement lorsqu'il s'agit de réclamer une intervention politique et des subventions accrues.

Source : H. Klodt et R. Mauer, *Determinants of the capacity to innovate: Is Germany losing competitiveness in high-tech industries?*, document de travail présenté en 1994 à la Kiel Week Conference, Institut für Weltwirtschaft, Kiel (Allemagne).

une certaine résistance à la relocalisation d'activités industrielles aussi étendue et rapide que l'exige l'avantage comparé.

Perspectives pour 1995

Des prévisions récentes annoncent une accélération modeste de la reprise économique en Europe de l'Ouest, principalement à la suite d'une croissance des exportations favorable et de légères améliorations de la demande intérieure. La situation du marché de la main-d'œuvre demeurera cependant atone et seules des réductions minimales des taux de chômage peuvent être espérées prochainement.

On prévoit que le taux de croissance du PIB sera de 2,8 % et celui de la VAM de 2,9 % en Europe de l'Ouest en 1995. Les produits chimiques, les articles en matière plastique et, en général, les machines et le matériel continueront de progresser à des taux supérieurs à la moyenne, reflétant la tendance positive que devraient suivre les investissements en capital fixe des entreprises et les exportations.

En général, les politiques économiques laisseront peu de marge de manœuvre. En raison de l'im-

portance des déséquilibres budgétaires structurels, les gouvernements devront principalement se préoccuper de plans de consolidation budgétaire. Aucun stimulant important de la croissance ne devrait résulter des dépenses publiques. En outre, on s'attend que la politique monétaire de l'Europe de l'Ouest continuera de se relâcher. Néanmoins, cette prévision risque d'être erronée si la reprise économique actuelle en Allemagne est forte. Pour empêcher les pressions inflationnistes, le Gouvernement allemand sera contraint de relever ses taux d'intérêt à court terme. De ce fait, d'autres pays d'Europe de l'Ouest devront, à leur tour, augmenter leurs taux d'intérêt. Néanmoins, si des politiques de rigueur budgétaire associées à des taux d'intérêt croissants sont adoptées, les espoirs de croissance économique dynamique risqueront d'être déçus.

Notes

¹*Financial Times*, 4 mai 1995, p. 6.

²Commission économique pour l'Europe, *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 46.

³*Financial Times*, Germany Supplement, 21 novembre 1994, p. IV.

Europe de l'Est et ex-URSS

Avec la reprise de l'activité économique en Europe de l'Ouest, un nombre croissant de pays d'Europe de l'Est ont commencé à manifester des signes de reprise*. La reprise économique a été manifeste en Hongrie, en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie et en Slovénie, alors que, dans les autres pays d'Europe de l'Est, on constate la fin de la récession. En revanche, la plupart des Etats membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) continuent de souffrir d'une contraction sérieuse de leur activité économique. Bien que les statistiques publiées suscitent plus d'une inquiétude au sujet de leur fiabilité, il fait peu de doute que des différences importantes de résultats peuvent être constatées entre les pays d'Europe de l'Est et ceux de la CEI. Dans les pays plus avancés d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, la reprise économique a permis en 1994 aux produits intérieurs bruts de retrouver de 80 à 90 % de leur niveau d'avant 1989 mais, dans la plupart des pays de la CEI, le PIB se situe actuellement à des niveaux correspondant à 50 ou 60 %, voire moins, des niveaux antérieurs à 1989.

Les gouvernements ont entrepris d'appliquer des réformes économiques et des politiques de stabilisation avec plus ou moins de sens de l'urgence et de détermination. Les premiers résultats ont été mitigés. Il devrait être clair que la transition suppose beaucoup plus qu'une simple restructuration de l'économie. Elle nécessite une transformation politique et sociale qui lie la création d'une société démocratique à celle d'une économie de marché. Il faudra donc du temps avant que la région dans son ensemble puisse atteindre une phase de développement économique durable.

Économie

Les résultats macro-économiques de l'ensemble de la région ont été assez médiocres, et les perspectives immédiates sont incertaines. En 1994, on estime que le PIB s'est contracté à un taux annuel de -9,3 %, ce qui ne représente qu'une légère amélioration par rapport au taux annuel moyen de -10,8 % enregistré entre 1990 et 1993 (voir tableau 23 et figure 7). Néanmoins, la situation économique des pays en transition d'Europe de l'Est et de ceux de la CEI est très différente.

Bien que le rythme et le degré de progrès aient été inégaux, les résultats macro-économiques des pays d'Europe de l'Est marquent une amélioration nette de la croissance, de l'inflation et des balances commer-

* L'ex-URSS n'est pas incluse dans les pays d'Europe de l'Est.

Tableau 23. Europe de l'Est et ex-URSS : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*
Taux de croissance du PIB	5,4	1,7	-10,8	-9,3	-3,3
Taux de croissance de la VAM	6,9	1,4	-13,4	-11,6	-8,5
Part de la VAM dans le PIB	37,7	36,8	34,9	32,7	31,0
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	3,7	1,7	-2,8	-1,9	-1,1

Notes. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

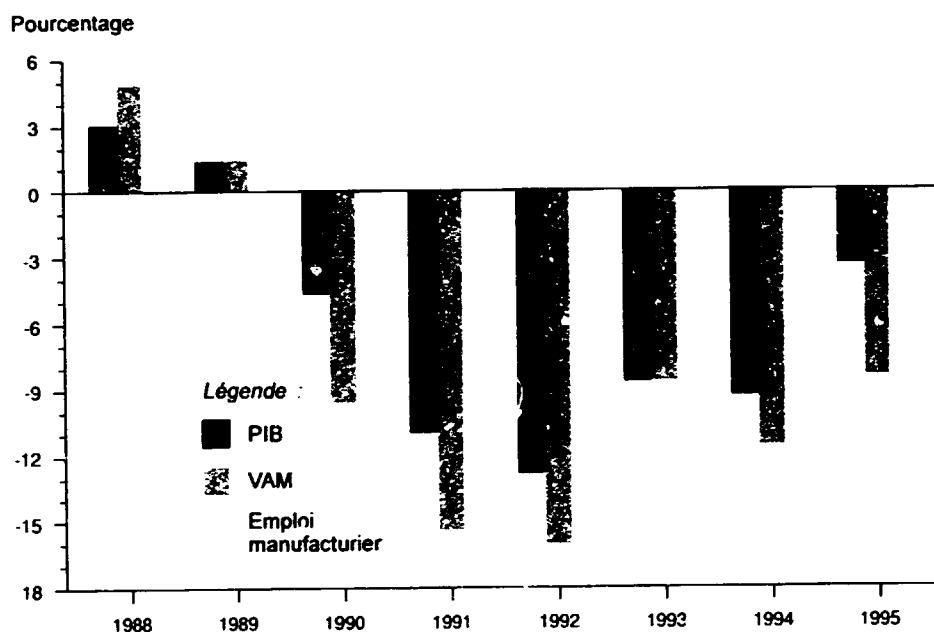
*Projections.

ciales. En 1994, les cinq pays qui ont eu les résultats économiques les meilleurs de l'Europe de l'Est, à savoir la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, ont eu des taux de croissance moyens de 3 à 5 %, alors que celui de l'Europe de l'Ouest a été de 2 à 3 %. Les perspectives à court terme de ces cinq pays sont aussi positives. Indépendamment du territoire déchiré par la guerre de l'ex-Yougoslavie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui souffrent de l'embargo économique, il semble que la récession cesse aussi en Bulgarie, en Croatie et en Roumanie.

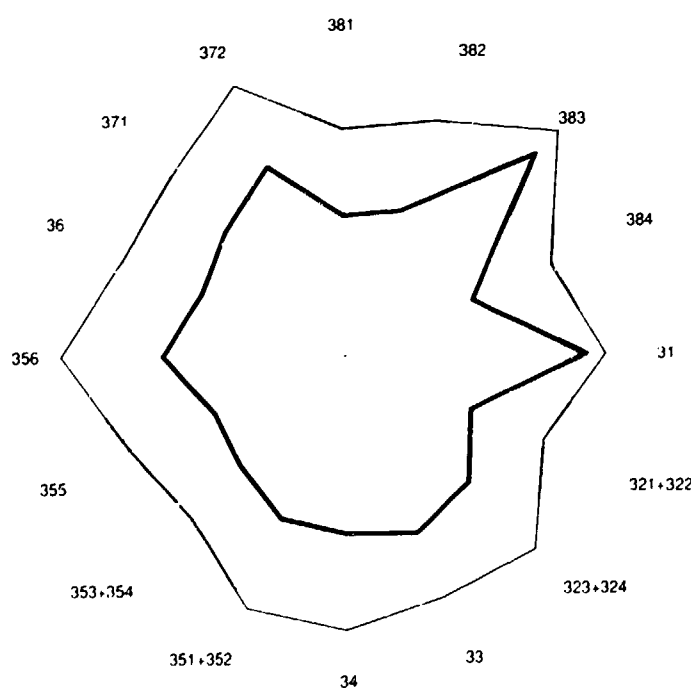
Dans la plupart des pays en transition d'Europe de l'Est, une forte expansion des exportations à destination des pays développés et la chute des importations ont nettement amélioré les balances commerciales. On a estimé¹ que la valeur des exportations évaluées en dollars courants de l'ensemble de l'Europe de l'Est (à l'exception de la Bosnie-Herzégovine et de l'ex-Yougoslavie, pour lesquelles on ne dispose pas de chiffres relatifs au commerce) a progressé de 4 % au premier semestre de 1994, par rapport à la période correspondante de 1993. Ces résultats étonnamment bons des exportations résultent principalement d'une combinaison de facteurs, en particulier de la reprise de la demande globale dans les pays développés à économie de marché, de la chute des coûts unitaires de production due à une meilleure utilisation des capacités de production, et de la dépréciation des monnaies des pays de la région.

De nombreuses prévisions, officielles ou non, ont laissé espérer à juste titre que les économies des pays d'Europe de l'Est manifesteront des signes de reprise en 1994, en raison du début de reprise de la demande globale dans les pays développés. Cette reprise a toutefois été plus forte que prévu, suggérant

Figure 7. Europe de l'Est et ex-URSS : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Légende :

Prix constants de 1990

g = Taux annuel moyen de croissance, 1980-1995 (pourcentage)

θ = Indice de changement structurel, 1980-1995

Classes de la CITI

- 31 (Produits alimentaires)
- 321, 322 (Textiles)
- 323, 324 (Industries du cuir)
- 33 (Bois et meubles)
- 34 (Papier et imprimerie)
- 351, 352 (Industries chimiques)
- 353, 354 (Pétrole et charbon)
- 355 (Industrie du caoutchouc)
- 356 (Ouvrages en matière plastique)
- 36 (Produits minéraux non métalliques)
- 371 (Sidérurgie)
- 372 (Métaux non ferreux)
- 381 (Ouvrages en métaux)
- 382 (Machines non électriques)
- 383 (Machines électriques)
- 384 (Matériel de transport)

$g = 1,15$, $\theta = 14,69$

Source : Base de données de l'ONUDI, estimations et prévisions du Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche, ONUDI.

- Prévisions 1990-1995
- 1985-1990
- 1980-1985

que des facteurs internes ont pu aussi jouer un rôle important. Une accélération de la croissance de la consommation individuelle et un fort développement du secteur privé (des activités comptabilisées et des activités non comptabilisées) semblent avoir joué un rôle non négligeable dans la croissance.

Bien que des améliorations aient sans aucun doute pu être obtenues, il convient de replacer la croissance de la production, la baisse de l'inflation et l'amélioration du solde extérieur dans leur contexte. Le niveau global de production en Europe de l'Est reste inférieur de quelque 20 % à ce qu'il était avant la transition, les taux d'inflation actuels sont bien supérieurs à ceux des pays développés et le chômage est élevé, en termes absolus comme en termes relatifs. En outre, après une période initiale d'expansion vigoureuse, l'investissement étranger direct a commencé de se ralentir, indiquant une attitude plus prudente des investisseurs.

En revanche, la plupart des pays membres de la CEI se trouvent encore dans une profonde récession et la stabilisation économique est encore loin. La situation actuelle des États membres de la CEI est assez critique. Presque tous ont enregistré un déclin à deux chiffres de la croissance de leur PIB. En 1994, en Fédération de Russie, l'activité économique s'est fortement contractée, le PIB reculant de 17 %¹ en raison d'une combinaison de facteurs, dont des réductions importantes des subventions publiques aux anciennes industries prioritaires, l'instabilité financière, une politique de très hauts taux d'intérêt et d'amples fluctuations du taux de change du rouble. Dans les autres pays de la CEI, le PIB a baissé en moyenne de 23 %, reflétant un effondrement catastrophique de la production de 25 à 30 % dans les pays relativement plus importants sur le plan économique — Bélarus, Kazakhstan et Ukraine¹. Néanmoins, les chiffres publiés relatifs à la croissance de la production reflètent essentiellement les très mauvais résultats de l'économie officielle. Le déclin global du PIB serait plus faible si l'on comptabilisait l'économie parallèle considérée florissante et qui a pris des proportions considérables, faisant vivre un nombre croissant de personnes.

Dans presque tous les pays de la région, la sécurité sociale et les prestations sociales ont reculé. Le nombre de personnes vivant en-deçà du seuil officiel de pauvreté a représenté environ 20 % de la population (dans le meilleur des cas) en 1994. Les inégalités de revenu se sont aussi exacerbées. Néanmoins, la cause en est non pas seulement un esprit d'entreprise plus développé dans le secteur parallèle, mais aussi l'exercice de plus en plus développé d'activités hautement rémunératrices à la limite de la légalité.

En 1994, les exportations de la Fédération de Russie ont progressé beaucoup plus rapidement que les importations, portant l'excédent commercial du pays à quelque 8 milliards de dollars. L'expansion des exportations a été principalement due aux produits à base de ressources naturelles. Chose étonnante, les pays de la CEI ont eu aussi des taux de chômage relativement faibles, à un chiffre, bien inférieurs à

ceux de l'Europe de l'Ouest. On peut difficilement considérer qu'il s'agit là d'un facteur positif. On pense que ces faibles taux de chômage sont principalement dus au faible niveau de la restructuration dans la région et aux très bas coûts de la main-d'œuvre, qui permettent aux entreprises de conserver des effectifs pléthoriques.

La situation économique des pays de la CEI semble assez instable. L'instabilité politique, les distorsions des structures économiques et l'absence de traditions de marché ont conduit à une détérioration rapide de l'économie de ces pays, à un quasi-effondrement du commerce intrarégional et à la chute de la production dans le secteur économique officiel. Jusqu'à présent, les efforts de stabilisation financière n'ont pas réussi, bien que de légers signes d'amélioration aient pu être constatés au milieu de 1995. Néanmoins, des taux d'inflation annuelle à trois chiffres risquent de persister encore pendant quelque temps. Les perspectives de croissance à court terme des pays baltes sont nettement meilleures que celles des pays de la CEI. Avec des taux d'inflation à un chiffre, un déclin économique qui se ralentit rapidement et la vigueur croissante de l'intégration économique avec l'Europe de l'Ouest (particulièrement les pays nordiques et l'Allemagne), les pays baltes devraient commencer prochainement à manifester des signes d'un arrêt de la récession.

Industrie

La production industrielle globale de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS a poursuivi sa chute à la suite d'une contraction des activités manufacturières en Fédération de Russie et dans les autres pays de la CEI. Néanmoins, le déclin global est en train de se ralentir. La croissance annuelle de la VAM dans la région a été en moyenne de -13,4 % entre 1990 et 1993, de -11,6 % en 1994 et devrait être de -8,5 % en 1995.

Le déclin industriel a frappé quasiment toutes les branches de l'industrie. En 1994, le recul de la production industrielle est demeuré spectaculaire dans le secteur du matériel de transport, celui des machines non électriques et celui des produits chimiques industriels, industries qui constituaient l'ossature du secteur manufacturier dans le système de planification centralisée. Dans les industries manufacturières légères, la récession a touché principalement les textiles, ainsi que le cuir et les fourrures (voir tableau 24). Néanmoins, en raison de la prééminence économique de la CEI dans la région, ces chiffres d'ensemble correspondent principalement à l'évolution du secteur manufacturier en Fédération de Russie, reléguant dans l'ombre l'amélioration des résultats du secteur industriel en Europe de l'Est.

Selon l'Institut viennois de comparaisons commerciales internationales, la tendance à la baisse de la production industrielle aurait déjà été inversée dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, et la reprise devrait se poursuivre si l'investissement étranger direct

Tableau 24. Europe de l'Est et ex-URSS : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
A. Par pays						
<i>Europe de l'Est et ex-URSS</i>						
Bulgarie	8.2	3.6	-12.5	4.0	-6.0	3.9
Ex-URSS	6.9	2.6	-16.6	-23.0	-19.5	48.9
Hongrie	4.7	1.0	-8.6	8.6	3.1	3.9
Pologne	7.0	-2.4	-0.7	6.6	6.6	18.0
Roumanie	9.8	-0.4	-14.8	-1.5	-2.9	7.6
Tchécoslovaquie*	5.2	1.3	-13.3	2.1	3.3	8.4
Yougoslavie**	6.3	0.3	-8.4	-1.8	-1.0	9.2
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	3.2	2.9	-1.6	0.4	1.4	21.5
313 Fabrication de boissons	5.9	-3.8	8.2	-2.9	-2.5	2.2
314 Industrie du tabac	4.2	1.4	-10.2	-5.1	-4.6	0.8
321 Industrie textile	4.0	-0.1	-12.4	-9.2	-7.6	6.3
322 Articles d'habillement	5.9	-0.3	-6.6	-4.1	-2.1	4.1
323 Articles en cuir et en fourrure	4.1	2.5	-9.9	-7.8	-5.2	0.7
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	5.1	1.7	-10.6	5.4	-2.6	1.2
331 Articles en bois et en liège	4.5	0.6	-10.7	-6.8	-3.9	1.4
332 Meubles et accessoires	4.6	2.4	-5.3	-1.9	-0.9	1.8
341 Papier et articles en papier	4.2	1.9	-9.9	-7.2	-6.0	1.3
342 Imprimerie et édition	3.7	2.0	-10.2	-3.8	-3.5	0.7
351 Industrie chimique	6.0	1.5	-10.0	-8.3	-6.3	4.3
352 Autres produits chimiques	5.7	2.7	-9.0	-4.6	-3.9	2.2
353 Raffineries de pétrole	6.6	-0.7	-7.8	-6.3	-4.3	2.7
354 Dérivés du pétrole et du charbon	5.7	2.4	-10.0	-8.8	-6.7	0.9
355 Industrie du caoutchouc	4.4	0.7	-10.7	-8.5	-6.8	1.1
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	8.9	2.7	-11.7	-3.9	-2.8	0.6
361 Grès, porcelaines et faïences	4.6	5.5	-9.5	-1.9	-1.8	0.4
362 Industrie du verre	6.1	0.2	-10.3	-5.4	4.9	0.7
369 Autres produits minéraux non métalliques	3.5	0.8	-10.2	-8.6	-4.0	2.9
371 Sidérurgie	4.3	1.2	-9.2	-5.1	-2.8	4.1
372 Métaux non ferreux	4.6	2.6	-8.4	-6.3	-3.1	2.7
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	8.6	...	-11.8	-5.1	-4.2	2.1
382 Machines non électriques	7.3	1.2	-10.9	-7.3	-5.8	12.4
383 Machines électriques	6.6	3.4	-4.6	1.0	2.0	10.3
384 Matériel de transport	6.8	0.3	-10.9	-7.7	-5.9	6.1
385 Matériel professionnel et scientifique	4.9	2.8	-4.0	2.2	3.0	1
390 Autres industries manufacturières	4.8	4.0	-12.3	-9.6	-8.8	3.0

Notes: La part de l'Albanie dans la VAM totale pour 1994 devant être, selon les prévisions, inférieure à 0,5 %, n'a pas été incluse.

Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

En 1994, on estime que la VAM a été en tout de 238 677 millions de dollars des États-Unis.

*Les estimations pour 1994 et 1995 englobent les chiffres concernant la République tchèque et la Slovaquie.

**Les chiffres relatifs à la Yougoslavie se rapportent à tous les pays du territoire de l'ex-Yougoslavie.

*Estimations.

*Projections.

continue de croître, particulièrement dans les domaines de production à fort coefficient de main-d'œuvre. Toujours selon cet institut, après des années de croissance négative (-16 % en 1991 et -3 % en 1992), dans les cinq pays les plus développés d'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie), la production industrielle a augmenté de 1,6 % en 1993 et de quelque 8 % en 1994. En 1995 et 1996, les taux de croissance de la production industrielle devraient être en moyenne d'environ 5 %.

On estime que les taux de croissance du secteur industriel en Pologne ont été bien supérieurs à la

moyenne. Au cours des neuf premiers mois de 1994, les ventes de produits industriels ont progressé de 13 % (le taux de croissance annuelle a été estimé à 12 %) et des résultats remarquables ont été obtenus dans le secteur manufacturier orienté vers l'exportation. En Hongrie, la production industrielle s'est développée depuis 1993, atteignant un taux de croissance d'environ 9 % au cours des neuf premiers mois de 1994. En Slovénie, la reprise a commencé au deuxième semestre de 1993 et s'est affirmée en 1994, avec une croissance de la production industrielle de 7 %. En Slovaquie, malgré des incertitudes politiques et les effets négatifs de la séparation d'avec la Répu-

blique tchèque, il y a eu un rebond en 1994, année où le taux de croissance du secteur industriel a atteint 6 %. Seule la République tchèque a eu un taux de croissance de la production industrielle d'environ 2 % en 1994, inférieur à celui du PIB.

Des tendances positives, bien que modestes, de la production industrielle ont été observées en 1994 dans les autres pays d'Europe de l'Est. Les entreprises d'État et les coopératives bulgares ont fait état d'un accroissement des ventes industrielles de 2,2 % au premier semestre de 1994, et l'on estime que la progression pour l'ensemble de l'année a été de 4 %. La production industrielle en Roumanie a crû d'environ 3 % en 1994. Les perspectives de poursuite de la reprise sont cependant incertaines, les entreprises annonçant une diminution des commandes. Dans les deux pays, la restructuration et la privatisation des entreprises ont été différées en raison des blocages politiques et de l'affaiblissement de l'appui général aux réformes. La situation en Croatie a manifestement été plus difficile et la production industrielle s'y est contractée de plus de 6 % au premier semestre de 1994. Pour l'ensemble de l'année, le recul devrait avoir été d'environ 3 %.

En raison de la grave récession actuelle, on a estimé que la production industrielle a diminué d'environ 21 % en Fédération de Russie et de 25 % en Ukraine, de nombreuses entreprises ne fonctionnant pas en raison des tentatives de compression du crédit et de l'absence de commandes.

Les chiffres montrent une différence importante entre les résultats économiques des pays d'Europe de l'Est et ceux des pays membres de la CEI. Après une phase initiale au cours de laquelle l'activité industrielle s'est contractée de façon spectaculaire, en 1994, la production manufacturière a repris dans de nombreux pays d'Europe de l'Est, à des rythmes proches de ceux d'avant 1989. En revanche, dans les pays de la CEI, le déclin de l'activité industrielle a été initialement moins prononcé au début des années 90, et s'est accéléré ensuite. Ce contraste peut s'expliquer par le calendrier et le rythme des réformes. Les trains de réformes ont été appliqués à des moments différents dans les pays de la région. Tandis que la restructuration avait lieu au début des années 90 dans la plupart des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, jetant les bases de la reprise actuelle, en Fédération de Russie et dans d'autres pays de la CEI, les réformes n'ont commencé à être appliquées avec prudence qu'en 1993.

Bien que l'impact des réformes économiques actuelles sur la structure du secteur manufacturier en Europe de l'Est et dans la CEI soit difficile à évaluer aussi peu de temps après leur adoption, il y a beaucoup plus qu'auparavant place pour l'initiative privée et l'esprit d'entreprise. Le secteur privé, qui n'existait quasiment pas dans l'ancien régime, est maintenant responsable d'une part importante de l'activité économique et peut déjà être comparé à celui de plusieurs pays d'Europe de l'Ouest. En République tchèque, les entreprises privées produisent plus de 50 % du PIB. Ce qui est encore plus surprenant,

environ 70 % du commerce de détail et des services ont été privatisés en Fédération de Russie, où le secteur privé produit 58 % du PIB officiel.

Questions relatives au développement industriel

Depuis la fin de la guerre froide, la plupart des pays d'Europe de l'Est et la CEI ont adopté une série de politiques macro-économiques pour transformer les économies à planification centralisée en économies de marché. Cette expérience est généralement assimilée à une thérapie de choc, par contraste avec l'approche graduée que l'on s'accorde à observer en Chine. Bien qu'aucun pays n'ait opté exclusivement pour l'une ou l'autre approche, ceux qui ont le mieux suivi celle de la thérapie de choc sont l'Estonie, la Lettonie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie. D'autres pays, comme la Hongrie, la Roumanie et l'Ukraine, ont opté pour une méthode plus ou moins graduée, tandis que la Fédération de Russie adoptait un mélange de thérapie de choc et d'approche graduée qui laisse perplexe, résultat de la lutte incessante entre ses réformateurs et ses conservateurs².

Les incidences des réformes sur la production et l'emploi industriels

On estime généralement que l'adoption de la thérapie de choc retentit directement sur la production et l'emploi industriels. Dans le système de planification centralisée, la structure économique des pays d'Europe de l'Est et de la CEI n'était pas dirigée par le marché, et l'importance du secteur manufacturier était exagérée. La prédominance du secteur industriel sur celui des services était aussi manifeste. La transition d'une économie dirigée à une économie de marché a donc inévitablement modifié la répartition des ressources dans le secteur manufacturier et réaffecté au profit du secteur des services des ressources qui étaient auparavant réservées au secteur manufacturier. Un déclin de la production industrielle, ainsi qu'une aggravation du chômage sont donc les principaux résultats que l'on peut attendre de la thérapie de choc.

Création d'un marché et chute de la production

Lorsque les programmes de réforme ont commencé à faire sentir leurs effets, dans presque tous les pays d'Europe de l'Est et de la CEI, la production industrielle a chuté. Selon les estimations de l'ONUDI, la VAM totale de la région s'est contractée de 13,4 % par an entre 1990 et 1993 et, au cours de la même période, le PIB a suivi une évolution parallèle de 10,8 % par an. En conséquence, la part de la VAM dans le PIB total, qui était de 36,8 % dans les années 80, n'était plus que de 32,7 % en 1994.

Bien que le déclin de la production industrielle soit évident, il est difficile de considérer qu'il est exclusivement le résultat de la restructuration économique.

Premièrement, la chute de la production industrielle doit être imputée en partie aux tendances négatives qui existent dans l'économie. Deuxièmement, de graves problèmes de mesures exagèrent la chute de la production industrielle. Les dirigeants des entreprises appartenant à l'État ont été enclins à annoncer des niveaux de production supérieurs à la réalité avant la réforme et à les sous-estimer par la suite. De plus, les enquêtes des services statistiques relatives à la production ont tendance à ne pas comptabiliser la production du secteur non étatique de l'économie, en développement rapide, particulièrement dans les nouvelles industries de services qui ne sont pas reconnues comme participant à la production nationale dans le système de comptabilité des pays à économie planifiée.

La part de l'industrie dans le PIB demeure importante dans la plupart des pays d'Europe de l'Est. En République tchèque, en Slovaquie et en Ukraine, la part de l'industrie (y compris de l'énergie) serait supérieure à 50 %, et au Bélarus, en Bulgarie, en Fédération de Russie et en Roumanie elle dépasserait 40 %. Les pays d'Europe de l'Est et, particulièrement, ceux de la CEI ne sont donc certainement pas "sous-développés" dans le sens traditionnel du terme, mais peuvent être qualifiés de surindustrialisés dans certains domaines, comme l'industrie lourde qui a été construite pour entretenir le complexe militaro-industriel de l'ex-URSS.

En revanche, il y a encore pénurie de services liés à l'industrie dans la plus grande partie de la région. Les services, entre autres, de commercialisation, de publicité, d'étude de marché, de conception des produits, de contrôle de la qualité, de contrôle des stocks, de traitement des données et les services juridiques, qui déterminent souvent le succès ou l'échec d'une entreprise, jouent encore un rôle négligeable. Une étude de cas pilote, entreprise par l'ONUDI entre 1991 et 1994 pour aider 15 entreprises industrielles polonaises à se restructurer, met en évidence la nécessité de ces services. Elle a conclu de son étude que ces entreprises manquaient des compétences nécessaires pour évaluer les risques et analyser les projets. Des méthodes dépassées d'imputation des frais généraux, une étude des marchés insuffisante et l'incapacité de choisir un éventail adéquat de produits figuraient parmi les principaux problèmes identifiés.

Montée du chômage

On compte que l'effet direct de la privatisation sur l'emploi industriel sera négatif. Confirmant cette hypothèse, les taux de chômage ont augmenté en Europe de l'Est. A la fin de juin 1994, environ 6 millions de personnes étaient au chômage en Europe de l'Est, portant le taux moyen de chômage à 12,6 %, niveau légèrement supérieur à celui de l'Union européenne. Le chômage devrait continuer de s'aggraver, particulièrement en Hongrie, en Pologne et, dans une certaine mesure, en Slovaquie. Néanmoins, les chiffres officiels ne donnent pas une idée exacte de la réalité. On estime que l'emploi dans le secteur industriel s'est

continuellement ralenti, alors qu'il a progressé dans le secteur non officiel. Des centaines de milliers de personnes devenues inutiles dans les entreprises travaillent maintenant dans des magasins, dans la distribution, dans le commerce de détail, dans la restauration et dans les services financiers.

L'hypothèse d'une forte aggravation du chômage industriel n'a pas encore été confirmée par les faits dans les États membres de la CEI. Le chômage global est inférieur à ce qui était prévu. Selon certaines statistiques et études, entre la fin de 1993 et la fin de 1994, le nombre de chômeurs en Fédération de Russie est passé d'environ 800 000 à environ 1,6 million de personnes, ce qui est considéré comme une variation relativement faible. Des signes indiquent cependant que le chômage pourrait s'aggraver encore dans un avenir proche. Un exemple bien connu dans ce sens est constitué par Uralmach, une grande usine d'industrie lourde. Dans le cadre du programme de restructuration, des parties non rentables de l'usine ont été vendues, et les effectifs ont été ramenés de 55 000 à 19 000 personnes³.

On a avancé divers arguments pour expliquer les taux de chômage relativement faibles en Fédération de Russie. Indépendamment des erreurs possibles de mesure et de la non-communication de données relatives aux horaires courts ou aux congés non payés, on a fait observer qu'en Fédération de Russie le marché de la main-d'œuvre était très souple. Les allocations de chômage en Fédération de Russie sont actuellement faibles, et les services sociaux sont souvent attachés à l'usine. De ce fait, les salariés ont tendance à préférer des salaires réels très faibles plutôt que la perte de leur emploi. D'autres raisons de la faiblesse du taux de chômage dans les pays de la CEI sont liées à des politiques économiques spécifiques. Premièrement, dans leur majorité, les entreprises russes n'ont pas encore été aux prises avec de dures restrictions budgétaires ni dû se soumettre à des réglementations de faillite. Deuxièmement, les indemnités de départ relativement élevées et l'impôt sur les salaires excessifs, appliqué lorsque l'ensemble des charges salariales d'une entreprise dépassent un niveau donné, incitent les employeurs à réduire les coûts de main-d'œuvre en reléguant le personnel excédentaire dans une catégorie à salaire minimum, plutôt qu'à le licencier.

Restructuration des entreprises

L'une des tâches les plus difficiles que doivent mener à bien tous les pays de la région est la restructuration des entreprises appartenant à l'État. Bien qu'il n'existe pas d'approche unique à cette restructuration, il existe peut-être un élément commun. Tous les gouvernements ont admis la nécessité d'une discipline financière et d'un cadre juridique plus transparent. Des réformes ont été mises en place dans plusieurs domaines, qui vont du contrôle des salaires à l'orientation du crédit, à la surveillance des entreprises, et aux faillites et aux liquidations.

En ce qui concerne les résultats des entreprises, des améliorations ont été obtenues dans des domaines tels

que les systèmes de comptabilité et les lois sur les faillites, mais la restructuration des entreprises appartenant à l'État en est encore à ses débuts. Les entreprises aussi bien des pays d'Europe de l'Est que de la CEI continuent à se heurter à plusieurs problèmes, dont ceux qui sont liés à la qualité des produits, à la productivité de la main-d'œuvre et à l'endettement.

L'un des plus graves problèmes des pays d'Europe de l'Est et de la CEI est l'endettement des entreprises. Les résultats financiers des entreprises laissent penser que la formation de capital fixe a été financée essentiellement par les bénéfices non distribués et de nouvelles émissions de parts d'entreprises, le rôle du crédit bancaire ou des marchés d'obligations des sociétés étant négligeable. Cette situation reflète l'inefficacité du système actuel d'intermédiation financière. D'une part, peu d'entreprises peuvent financer leurs propres investissements au moyen de leurs ressources propres. En principe, les petites et moyennes entreprises dépendent principalement des crédits bancaires pour se développer mais, dans la pratique, les taux d'intérêt réels élevés (de 8 à 12 % dans de nombreux pays) et les changements continus de la législation commerciale empêchent les entreprises de chercher à obtenir des prêts bancaires de longue durée. D'autre part, les banques hésitent aussi à prêter aux entreprises privées dont elles ne savent pas suffisamment si elles sont sûres et préfèrent investir sans risque dans des titres d'État ou financer de grandes entreprises appartenant à l'État, qui peuvent fournir des garanties. La plupart des entreprises sont donc contraintes de réduire leurs investissements en capital fixe. Aggravée par la compression monétaire et l'absence d'une législation efficace des faillites, la situation en CEI est encore plus alarmante. Les retards et les arriérés de paiement des entreprises sont devenus considérables.

Les produits sont de meilleure qualité, mais sont distribués sans système et, même lorsqu'ils sont très visibles, ne sont pas repérés facilement par le marché. Un certain nombre de pays en transition auraient intérêt à adopter une stratégie consistant à attirer des investisseurs étrangers, ayant la réputation de produire des produits de haute qualité. Ces investisseurs étrangers non seulement créeraient une culture de la qualité chez les producteurs locaux, mais aussi pourraient contribuer fortement à améliorer l'image de l'économie à l'étranger, ce qui convaincrerait plus rapidement les marchés internationaux que l'impression d'une mauvaise qualité des produits n'est plus justifiée.

La productivité de la main-d'œuvre n'a fortement augmenté que dans les pays d'Europe de l'Est. Ces accroissements sont principalement le résultat d'une meilleure utilisation des capacités existantes et ne résultent qu'en deuxième lieu d'une réduction des effectifs. En 1994, le taux de croissance moyen non pondéré de la productivité approchait 12 %. En Hongrie, en Pologne et en Slovénie, les gains de produc-

tivité obtenus depuis 1993 ont déjà plus que compensé les pertes encourues entre 1989 et 1991. Néanmoins, les gains de productivité résultant du transfert technologique ne devraient pas se matérialiser dans l'immédiat, bien que les perspectives soient encourageantes. Pour absorber et imiter les technologies de pointe et améliorer les techniques existantes, il faut du temps et des investissements importants.

Perspectives pour 1995

L'évolution économique des pays d'Europe de l'Est en 1994, particulièrement de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque, de la Slovénie et de la Slovaquie, inspire l'optimisme. Dans ces pays, la croissance devrait continuer à s'affermir en 1995 et 1996, en grande partie sous l'effet de celle du secteur industriel. Néanmoins, on peut craindre que la reprise escomptée de l'économie ne soit pas suffisamment forte pour réduire le chômage. Les taux de chômage devraient s'aggraver encore, particulièrement en Bulgarie et en Pologne. L'inflation ne descendra probablement en dessous de 10 % dans aucun pays, même dans les cinq pays économiquement les plus forts de la région. En Bulgarie, en Croatie et en Roumanie, le taux d'inflation annuelle devrait rester à deux chiffres.

Si les cinq pays économiquement les plus forts sont manifestement sur la bonne voie d'un développement durable, on ne peut pas en dire de même de la plupart des pays de la CEI. En Fédération de Russie et en Ukraine, le déclin économique se poursuivra probablement dans l'avenir prévisible, même si son rythme se ralentit. L'inflation devrait rester forte, et l'investissement continuera de se maintenir aux bas niveaux actuels aussi longtemps que la stabilité politique n'aura pas été rétablie. Les perspectives de la plupart des autres pays de la CEI ne sont pas meilleures que celles de la Fédération de Russie. Nombre d'entre eux rencontrent des difficultés encore plus grandes que la Fédération de Russie. En raison de l'état de plus en plus critique de son économie, le Bélarus a déjà opté pour la réunification économique avec la Fédération de Russie. D'autres États membres de la CEI pourraient le suivre. En général, la situation politique de presque tous les États de la CEI devrait rester instable. Les perspectives des États baltes sont légèrement meilleures.

Notes

¹Commission économique pour l'Europe, *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 46 (Genève, 1994).

²Chung H. Lee et Helmut Reisen, éd., *From Reform to Growth: China and other countries in transition in Asia and Central and Eastern Europe* (Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 1994).

³*Financial Times* "Survey of Russia", 10 avril 1995, p. ix.

Économies en développement

Amérique latine et Caraïbes

S'inscrivant dans l'histoire de réformes et d'accalmies de la région, le marasme des années 80 s'est transformé dans les années 90 en une reprise économique soutenue. La raison la plus évidente de cette évolution a été l'application de programmes de stabilisation macro-économique qui ont ralenti les taux d'inflation et réduit les déficits budgétaires. Les réformes monétaires adoptées par l'Argentine et le Brésil sont des exemples remarquables de ce processus. Tandis que sont poursuivis les efforts d'intégration économique régionale, dont témoignent l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) et le Mercado Común del Sur* (Marché commun du Sud) (Mercosur), et d'application de réformes institutionnelles à l'échelon des pays, on peut se demander si la reprise des dernières années peut se poursuivre, quels facteurs risquent d'influencer son cours et de quelle façon elles auront des incidences sur les différents pays de la région.

Économie

Après une décennie d'ajustements et de réformes économiques, depuis le début des années 90, de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont eu une reprise soutenue. En 1994, le taux de croissance de la région a atteint 4,3 %, contre 3,1 % en moyenne chaque année entre 1990 et 1993. La croissance du PIB, en 1994, a résulté en grande partie de la forte progression des investissements. La poursuite de l'internationalisation, les progrès des réformes économiques et la nécessité de développer et moderniser les entreprises privatisées ont créé une demande croissante d'investissements, financés principalement par des ressources externes mais, dans certains cas, aussi par des ressources internes. Selon la Banque interaméricaine de développement, des estimations préliminaires indiquent un taux de croissance de l'investissement intérieur brut en 1994 de l'ordre de 5,5 % pour l'ensemble de la région (voir tableau 25 et figure 8).

L'accroissement de la demande totale, qui a donné un coup de fouet aux importations, a provoqué pour la troisième année consécutive un déficit de compte courant de la balance des paiements. Bien que l'amélioration du prix des produits de base ait développé les exportations, celles-ci n'ont pas été suffisantes pour compenser l'accroissement des importations. Néanmoins, des entrées de capitaux considérables ont non seulement compensé le déficit de compte courant, mais aussi permis une certaine accu-

* En sont membres l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

Tableau 25. Amérique latine et Caraïbes : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994 ^a	1995 ^b
Taux de croissance du PIB	5,6	1,3	3,1	4,3	2,1
Taux de croissance de la VAM	6,2	-0,1	2,4	4,8	2,4
Part de la VAM dans le PIB	26,6	23,1	22,9	22,7	22,8
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	1,1	-0,4	1,7	3,1	1,8

Note. Les sources et autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

^aEstimations.

^bProjections.

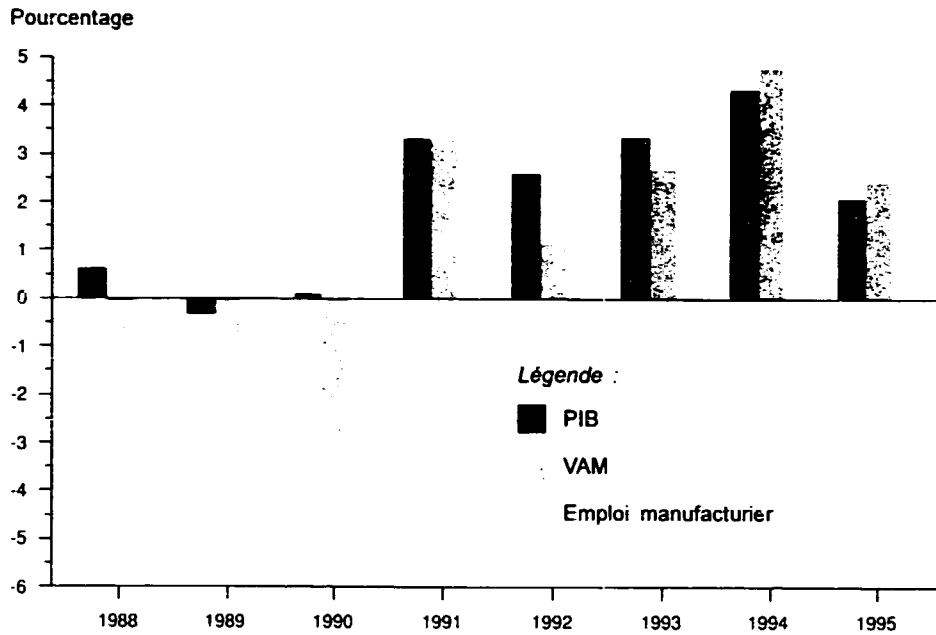
mulation de réserves internationales. Les taux d'inflation continuent de décliner en raison de politiques budgétaires et monétaires strictes et d'une libéralisation du commerce.

Sur les 26 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, cinq ont eu des taux d'inflation inférieurs à 5 % par an, dont l'Argentine qui, il y a quatre ans seulement, avait un taux annuel d'inflation de plus de 2 000 %. Quatre pays ont eu des taux d'inflation situés entre 5 et 10 %, et cinq pays des taux d'inflation inférieurs à 15 %. Le Brésil est parvenu à réduire de moitié son taux annuel moyen d'inflation, qui était auparavant de 2 000 %, mais le taux annuel d'inflation reste supérieur à 30 % en Équateur, au Pérou, au Suriname, en Uruguay et au Venezuela.

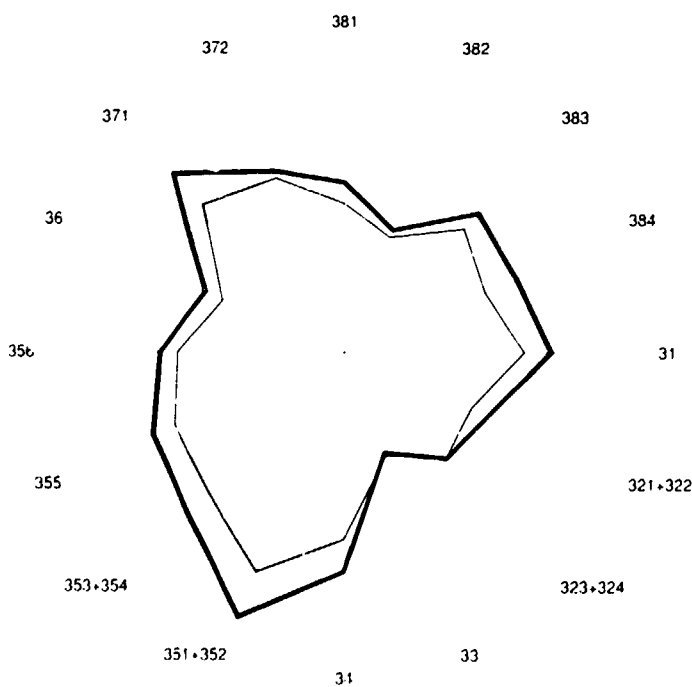
La reprise économique semble progresser dans de nombreux pays de la région, à quelques exceptions près, comme Haïti, le Suriname et le Venezuela, où le climat macro-économique se détériore gravement en raison de sérieux problèmes politiques et institutionnels.

Au niveau des sous-régions, c'est Mercosur qui a eu le taux de croissance le plus élevé. En raison du développement de la consommation intérieure et de l'investissement, le taux de croissance du PIB au Brésil a été en moyenne d'environ 5,3 % en 1994. Des perspectives favorables à la reprise économique associées à des politiques monétaires restrictives ont stimulé d'importantes entrées de capitaux étrangers et une appréciation du taux de change. En outre, avec l'adoption en juillet 1994 d'une nouvelle monnaie brésilienne, l'inflation s'est ralentie. L'Argentine a continué de se développer à un taux soutenu de 6,5 % environ et, bien que les perspectives semblent encourageantes, la faible propension à l'épargne est inquiétante. Le ratio de l'épargne au PIB en Argentine reste inférieur à 20 % et n'est donc pas

Figure 8. Amérique latine et Caraïbes : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structural dans l'industrie, 1980-1995.



Changement structural dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Légende :

Prix constants de 1990

g = Taux annuel moyen de croissance, 1980-1995 (pourcentage)

θ = Indice de changement structural, 1980-1995

Classes de la CITI

- 31 (Produits alimentaires)
- 321, 322 (Textiles)
- 323, 324 (Industries du cuir)
- 33 (Bois et meubles)
- 34 (Papier et imprimerie)
- 351, 352 (Industries chimiques)
- 353, 354 (Pétrole et charbon)
- 355 (Industrie du caoutchouc)
- 356 (Ouvrages en matière plastique)
- 36 (Produits minéraux non métalliques)
- 371 (Sidérurgie)
- 372 (Métaux non ferreux)
- 381 (Ouvrages en métaux)
- 382 (Machines non électriques)
- 383 (Machines électriques)
- 384 (Matériel de transport)

$g = 0,28$, $\theta = 10,48$

Source : Base de données de l'ONUDI ; estimations et prévisions du Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche, ONUDI.

- Prévisions 1990-1995
- 1985-1990
- 1980-1985

suffisamment élevé pour financer l'investissement intérieur en capital fixe.

Dans la sous-région andine*, le taux de croissance moyen a été, selon les estimations, d'environ 2,5 %, soit moins que la moyenne de la région. Néanmoins, de grandes différences existent entre les pays de l'ouest de la région. D'une part, des pays comme le Venezuela ont eu de mauvais résultats en raison de la baisse des prix du pétrole et de politiques budgétaires restrictives mais, d'autre part, des pays comme la Colombie et le Pérou ont eu une croissance supérieure à la moyenne, stimulée par l'investissement et la consommation privés.

Alors que l'économie des pays d'Amérique centrale est généralement restée en arrière de celle des autres pays de la région, dont la croissance moyenne a été de 1 % seulement selon les estimations, celle du Mexique a eu des résultats satisfaisants et le taux de croissance du PIB de ce pays a atteint 3,1 % en 1994. La consommation privée s'est développée modérément sous l'effet d'une reprise de l'emploi, mais l'investissement, tant public que privé, a progressé d'environ 10 %, stimulé principalement par les avantages commerciaux attendus de l'accord de libre-échange nord-américain. Néanmoins, de graves inquiétudes sont suscitées par le déficit commercial du Mexique qui continue d'être financé par des entrées de capitaux étrangers, ce qui rend le pays extrêmement vulnérable aux facteurs internationaux et aux fluctuations des taux de change.

L'économie des pays des Caraïbes a continué de souffrir d'une faible croissance (moins de 1 %), d'un chômage élevé et de l'érosion des revenus par habitant. La cause en est peut-être le caractère fragmentaire des programmes d'austérité, l'accès incertain aux marchés d'Europe et des États-Unis et des niveaux d'investissement déprimés. La Jamaïque et Trinité-et-Tobago ont eu une croissance modeste. Les Bahamas et la Barbade ont bénéficié de la reprise du tourisme et des services qui y sont liés.

Industrie

L'accroissement de la demande globale a stimulé les activités manufacturières des principaux pays de la région. En 1994, le taux de croissance globale de la VAM a été en moyenne de 4,8 %. Une grande partie de la croissance du secteur manufacturier a été obtenue grâce à des gains de productivité. L'appréciation des taux de change a contraint les entreprises à prendre des mesures pour améliorer la qualité des produits et réduire les coûts.

A quelques exceptions près, la région a continué principalement d'exercer des activités de montage et de produire des matières premières. Les secteurs manufacturiers qui ont eu des résultats satisfaisants et ont davantage exporté sont ceux qui emploient intensivement de la main-d'œuvre non qualifiée.

* La sous-région andine comprend la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela.

L'exemple le plus frappant est celui de l'industrie du matériel de transport qui, à ce jour, a été l'une de celles qui se sont développées le plus rapidement. Elle compte aussi parmi celles qui emploient le plus de main-d'œuvre et exportent le plus dans la région. En 1994, le taux de croissance de la VAM de cette industrie a dépassé 6 % en moyenne (voir tableau 26 et figure 8).

Les résultats d'ensemble du secteur manufacturier en Amérique latine sont déterminés par ceux des trois principaux pays de la région, l'Argentine, le Brésil et le Mexique. En 1994, à eux trois, ils ont représenté plus de 70 % de toute la VAM d'Amérique latine, et cette part ne varie guère depuis plusieurs dizaines d'années.

Parmi les pays de Mercosur, le Brésil a une production industrielle qui se développe à un rythme soutenu. Le secteur des biens d'équipement, rattrapant celui des biens de consommation durables, est celui dont l'expansion est la plus rapide, tandis que le secteur des biens semi-durables et non durables progresse lentement. Mis à part le matériel de transport, l'industrie électronique est en train de devenir l'une de celles qui, au Brésil, se développe le plus rapidement. On estime qu'en 1994 les ventes d'ordinateurs, et surtout d'ordinateurs individuels, de postes de travail et de logiciel se sont accrues de 5 % environ par rapport à 1993. Une grande part de la croissance industrielle au cours de cette période a pris la forme d'un accroissement de productivité stimulé par l'appréciation du taux de change et la hausse des salaires réels. C'est ainsi que le principal producteur brésilien d'acier (CSN), qui s'était séparé d'un tiers de ses effectifs en 1993, a enregistré 70 millions de dollars de bénéfices en 1993. En 1990, il avait subi 729 millions de dollars de pertes. Néanmoins, selon une étude du McKinsey Global Institute, la productivité de l'aciérie brésilienne est encore inférieure de moitié à celle des producteurs d'acier des États-Unis qui sont au deuxième rang mondial et ne sont dépassés que par le Japon. Un autre exemple est donné par Monark, l'un des plus grands fabricants mondiaux de cycles. Il a réduit son personnel et ses usines de moitié, et a commencé à sous-traiter une partie de sa production lorsque les droits qui protégeaient les importations ont été brutalement ramenés de 85 à 2 %. Il a aussi consacré 15 millions de dollars à se moderniser, accroissant ainsi sa production de 45 % et abaissant le prix de son modèle courant de vélo de 320 dollars à 120 dollars, ce qui le rend concurrentiel sur le plan international. D'autres améliorations sont encore possibles.

En Argentine, la production industrielle a crû pour la quatrième année consécutive, bien que moins rapidement. Le taux de croissance de la VAM a été de 7,9 % en 1994, contre 8,6 % en moyenne chaque année entre 1990 et 1993. L'activité industrielle s'est ralentie continuellement dans le domaine des biens de consommation durables mais, dans celui des biens intermédiaires (aluminium, papier et cellulose, produits chimiques minéraux et textiles), elle s'est accélérée en réponse à des prix mondiaux favorables et

Tableau 26. Amérique latine et Caraïbes : taux de croissance et parts de la VAM par pays et secteur de la CITI, 1970-1995

(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
A. Par pays						
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>						
Argentine	1,6	-1,4	8,6	7,9	3,9	20,0
Brsil	10,8	-1,9	-0,4	3,9	4,0	29,2
Chili	1,1	2,4	7,0	2,4	5,5	2,6
Colombie	6,0	2,9	3,4	5,2	4,9	3,6
Costa Rica	7,4	2,2	6,4	5,2	4,8	0,5
Cuba	2,7	4,8	-10,0	-7,9	1,4	1,5
El Salvador	3,0	0,1	6,1	7,4	6,0	0,5
Équateur	9,5	0,3	3,1	1,9	1,3	0,9
Mexique	7,1	2,0	1,6	4,1	-2,6	23,2
Pérou	3,3	-2,0	2,7	17,0	5,9	5,0
Porto Rico	7,7	2,9	2,6	5,1	4,9	5,3
Uruguay	3,3	-1,0	-2,7	-0,4	0,3	0,8
Venezuela	5,2	1,9	4,5	-2,9	0,9	4,2
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	5,1	-0,6	2,3	5,0	2,7	14,1
313 Fabrication de bois-sons	5,5	-0,1	3,3	3,8	2,6	5,0
314 Industrie du tabac	2,7	0,5	0,7	1,7	2,7	2,5
321 Industrie textile	3,8	-2,9	0,6	6,2	3,6	5,3
322 Articles d'habillement	5,3	-3,1	1,7	5,6	4,7	2,5
323 Articles en cuir et en fourrure	2,9	-2,5	0,9	6,0	2,8	0,6
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	3,4	-2,6	-2,0	0,2	-0,4	1,0
331 Articles en bois et en liège	7,0	-5,9	-3,6	2,0	-0,5	1,0
332 Meubles et accessoires	6,8	-4,5	0,2	3,7	0,8	0,8
341 Papier et articles en papier	7,4	-0,2	2,2	5,6	3,8	3,0
342 Imprimerie et édition	4,9	-0,3	2,1	5,6	3,5	2,7
351 Industrie chimique	8,5	0,8	1,5	6,6	3,7	4,9
352 Autres produits chimiques	6,9	2,9	3,7	6,0	3,9	9,2
353 Raffineries de pétrole	7,3	0,8	1,3	7,1	3,5	9,2
354 Dérivés du pétrole et du charbon	14,4	-4,6	1,1	6,2	2,4	0,6
355 Industrie du caoutchouc	4,7	-0,1	1,0	6,3	2,3	1,5
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	10,0	-1,1	0,9	4,8	2,6	2,0
361 Grès, porcelaines et faïences	1,5	2,0	3,6	6,9	4,3	0,7
362 Industrie du verre	6,6	-1,3	1,1	4,9	1,8	0,8
369 Autres produits minéraux non métalliques	7,1	-5,0	2,5	3,9	1,4	2,4
371 Sidérurgie	8,3	0,8	2,8	7,5	3,9	5,5
372 Métaux non ferreux	4,2	-0,3	-2,4	6,9	4,5	2,3
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	6,7	-2,5	1,6	5,2	3,0	3,8
382 Machines non électriques	11,1	-4,3	-1,7	6,4	5,2	4,1
383 Machines électriques	5,4	-1,0	0,6	6,3	3,2	5,0
384 Matériel de transport	7,0	-2,0	4,1	6,3	2,0	6,7
385 Matériel professionnel et scientifique	11,2	2,9	4,2	8,2	7,1	1,2
390 Autres industries manufacturières	3,0	0,7	1,0	6,3	2,6	1,5

Notes. On estime que la VAM totale en 1994 a été de 259 153 millions de dollars des États-Unis.

La part de la VAM du Guatemala, du Honduras et de la République dominicaine dans la VAM totale devant être, selon les estimations, inférieure à 0,5 %, n'a pas été incluse.

Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

à des mesures ponctuelles de libéralisation des échanges commerciaux. La croissance dynamique des activités manufacturières a conduit à une forte utilisation de capacité qui a renforcé la productivité. On estime que les gains de productivité par rapport à 1989 ont atteint 56 %, même s'ils restent inférieurs aux niveaux internationaux.

Après deux années de croissance lente, l'industrie manufacturière mexicaine a retrouvé son élan en

1994. On estime que la VAM a progressé de 4,1 % mais se contractera nettement (-2,6 %) en 1995. Le déclin escompté de la construction devrait peser sur d'autres branches manufacturières telles que celle des métaux communs et les industries autres que métalliques, qui ont toutes deux bénéficié de l'essor de la construction en 1994. Cependant, la forte dévaluation du peso pourrait stimuler la production, par exemple dans les industries textiles, l'habillement et la chaus-

sure, les boissons alcoolisées et de nombreux produits du papier, qui avaient souffert des réductions tarifaires en 1994.

Malgré la stagnation des ventes intérieures, la production industrielle s'est développée au Chili et le taux de croissance de la VAM a été de 2,4 %. Celui du secteur manufacturier a été stimulé par les exportations qui ont progressé d'environ 14 %. Les meilleurs résultats ont été obtenus par les industries alimentaires, suivies par les machines et le matériel.

Questions relatives au développement industriel

Réformes économiques et financières

Comme il a déjà été signalé, depuis la fin des années 80, des réformes économiques et des changements structurels ont transformé la région et ont ralenti l'inflation, accru la maîtrise des déficits budgétaires et calmé les taux de change. Le premier élément de ces réformes en Amérique latine a consisté à renforcer les finances publiques par des interventions à la fois sur les recettes et les dépenses. Nombre de gouvernements ont réformé leur fiscalité pour améliorer le rendement de l'impôt et modifier sa structure en frappant non plus tant les importations que les opérations intérieures. Ils ont aussi entrepris de rationaliser les subventions et les dépenses sociales et de comprimer l'emploi public. En outre, les contrôles des prix intérieurs ont été allégés ou supprimés dans la plupart des pays et les activités des entreprises ont été déréglementées dans un certain nombre de secteurs. Malgré les essais d'assouplissement du marché de l'emploi, les indexations de salaire, le montant élevé des dépenses salariales et des primes de départ continuera de poser un problème à nombre de pays.

Le deuxième élément de réformes a été la libéralisation des marchés. Les barèmes tarifaires, équivalant en moyenne à 50 % au milieu des années 80, ont été brutalement réduits et les licences et les autres restrictions supprimées. Un système de commerce mondial plus libéralisé devrait résulter des nouvelles dispositions du GATT et, inévitablement, faciliter l'accès de la région aux marchés des pays développés, surtout si le nombre de marchandises faisant l'objet d'un commerce international est réduit comme on l'espère. Dans les années 90, un regain d'intérêt pour l'intégration économique régionale s'est manifesté. Les arrangements existants — Pacte andin, Communauté des Caraïbes (CARICOM) et Marché commun centraméricain — se sont davantage ouverts à l'extérieur en réduisant leurs droits, devenant plus comparables au reste du monde. Cette évolution est particulièrement apparente depuis l'entrée en vigueur de nouveaux arrangements tels que l'ALENA et ceux qui ont été conçus dans le cadre de Mercosur (voir encadré 8).

Le troisième élément positif a été l'application de programmes de privatisation. De très nombreuses

entreprises et institutions financières ont été privatisées dans le seul but d'accroître leur efficacité ainsi que les recettes publiques. Au Chili et au Mexique, presque toutes les entreprises appartenant à l'État ont déjà été vendues et, au Mexique, la privatisation devrait rapporter jusqu'à 14,5 milliards de dollars en 1995. En Argentine, où la privatisation a été très rapide, les organismes réglementaires ont mal géré la transition. Le Brésil a aussi commencé à privatiser, mais plus lentement que d'autres pays de la région. Récemment, le Gouvernement brésilien a autorisé la privatisation du secteur de l'électricité et, au premier trimestre de 1995, 10 entreprises pétrochimiques devraient être vendues. Le produit des privatisations brésiliennes entre 1991 et 1994 s'est élevé en tout à 9 milliards de dollars.

Manifestement, ces réformes constituent seulement une première étape vers une croissance durable dans la région. Afin de réduire les inégalités, les réformes en Amérique latine viseront principalement la décentralisation budgétaire et l'efficacité des dépenses sociales. Des études diverses montrent que, pour atteindre des taux de croissance supérieurs comparables à ceux des pays de l'Asie de l'Est, l'Amérique latine devra entreprendre des réformes visant à distribuer plus également le revenu¹. Une fraction importante de la population continue de vivre dans la pauvreté dans toute la région et les gouvernements doivent axer leur action sur les dépenses sociales et l'amélioration du système d'éducation et de soins de santé. Il en résultera un accroissement de la productivité de la main-d'œuvre et un changement de comportement des consommateurs, qui tous deux devraient favoriser des taux de croissance supérieurs.

L'afflux de l'investissement étranger direct

Bien que nombre de ces réformes restent encore à appliquer, en même temps que la situation économique ne cessait de s'améliorer, le montant des entrées de capitaux privés s'est accru à un rythme soutenu. De 1990 à 1993, plus de 170 milliards de dollars nets ont été injectés dans la région. Environ un tiers l'a été sous forme d'investissement étranger direct et plus de la moitié est entrée dans la région par le biais d'émissions d'obligations du secteur public et du secteur privé. Les prêts commerciaux n'ont représenté que 5 % de ces entrées de capitaux dont certaines étaient des rapatriements après un exode, principalement au Mexique et en Argentine. Cet afflux a constitué le stimulant essentiel de l'expansion de la demande intérieure et a fortement contribué à financer l'investissement brut en capital fixe et la privatisation des entreprises publiques.

Selon la Banque interaméricaine de développement, l'accumulation de capitaux étrangers entre 1978 et 1981 a été supérieure de 57 % (en dollars constants) à celle des années 1990 à 1993. Néanmoins, la composition de ces fonds étrangers a été fondamentalement différente. Au cours de la première période, la part du financement étranger direct et des investissements de portefeuille a été de 20 %

Encadré 8. Mercosur

En mars 1991, l'intégration régionale en Amérique latine est brusquement entrée dans une phase nouvelle avec la constitution de Mercosur, dont les États membres sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay*. Le tarif extérieur commun, appliqué à toutes les importations dans la zone en provenance de pays non membres, est entré en vigueur en janvier 1995. Le Chili et la Bolivie souhaitent vivement devenir membres et une association avec le Pérou établira un lien avec d'autres pays du Pacte andin, rendant possible l'établissement d'un marché à l'échelle du continent d'ici à 2005.

Objectifs. Mercosur a pour objectif la libre circulation des marchandises, des capitaux et de la main-d'œuvre et a pour ambition la coordination des politiques macro-économiques des États membres.

Institutions. Mercosur a été créé par le Traité d'Asunción en 1991 et a été mis à jour par le Protocole d'Ouro Preto en décembre 1995, qui lui a donné un statut juridique et lui permet de négocier avec d'autres pays et organes régionaux comme l'Union européenne. L'organe supérieur de décision est le Conseil du marché commun, composé des ministres des affaires étrangères et des finances des quatre pays membres. Chaque pays préside à tour de rôle pendant six mois le Conseil, qui se réunit au moins une fois pendant cette période.

Le pouvoir exécutif est exercé par le Groupe du marché commun, qui dépend du Conseil et est composé de représentants des quatre États membres. La Commission du commerce du Mercosur, qui dépend aussi du Conseil, examine les politiques et les plaintes. Une commission parlementaire conjointe examine les législations des différents pays. Il y a aussi un Forum consultatif économique et social qui prend en compte les intérêts des milieux d'affaires et des syndicats, et un secrétariat administratif de Mercosur, ainsi que des archives officielles à Montevideo.

Accords particuliers. Dans la zone de libre-échange, les droits de douane relatifs à environ 90 % des échanges commerciaux ont été supprimés purement et simplement. Les droits restants sur tous les produits seront éliminés progressivement à partir du 1^{er} janvier 1999 par l'Argentine et le Brésil, et en l'an 2000 par le Paraguay et l'Uruguay. Actuellement, des droits sont encore appliqués à 221 produits argentins, 29 produits brésiliens, 427 produits paraguayens et 950 produits uruguayens. Aucun accord n'a été possible sur le sucre (Argentine) et les voitures particulières (Brésil), qui sont donc exclus du champ d'application des réductions tarifaires du Mercosur jusqu'en l'an 2000.

Actuellement, 15 % des 9 000 catégories de produits du Mercosur sont exclus du tarif extérieur commun car chaque pays tient à continuer d'appliquer le niveau de protection élevé initial à certains de ses produits. 300 autres produits ont été exclus temporairement du champ d'application du tarif extérieur com-

* Voir l'étude sur Mercosur, *Financial Times*, 25 janvier 1995.

mun, qui varie actuellement entre 0 et 20 % et est en moyenne de 13 %**.

Questions à l'étude. Un certain nombre de questions de principe et de questions administratives sont à l'étude. Le Chili et peut-être la Bolivie vont probablement s'associer au Mercosur à titre de partenaires de libre-échange en 1995***. Une politique de partage de l'énergie qui permettrait de rationaliser la production actuelle et potentielle d'énergie est aussi à l'étude. Les pays membres sont en train de relier leurs réseaux électriques pour pouvoir transférer les excédents de capacité. Les avantages qu'une politique régionale de l'énergie pourrait présenter pour les différents États membres sont considérés comme substantiels.

Sont aussi examinés l'insuffisance des transports ainsi que la multiplication des formalités douanières et les coûts élevés qui en résultent. Par exemple, 60 % des produits qui font l'objet de commerce entre l'Argentine et le Brésil sont transportés par des camions, au nombre de 700 par jour, qui empruntent tous le même pont; les formalités douanières et les frais de dossier coûtent 200 dollars par véhicule. Un système commun est en train d'être appliqué pour remplacer les inspections effectuées séparément par chaque pays. Le coût de chargement à Santos, principal port du Brésil, est élevé — de 25 à 30 dollars la tonne — bien que le transport par mer soit en lui-même peu coûteux. L'écartement des voies ferrées argentines est incompatible avec celui du Brésil.

Depuis 1990, le commerce entre les quatre partenaires a presque triplé puisque, de 3,6 milliards de dollars initialement, il a atteint selon les estimations 10 milliards de dollars en 1994. Malgré des tensions dues à des problèmes de concurrence et d'ajustement entre les partenaires du Mercosur, le développement du commerce à l'intérieur du Marché commun du Sud est un indice de la compatibilité économique à long terme de ses membres et de son succès.

Tableau 27. Courants commerciaux entre 10 pays d'Amérique du Sud et le Mexique, 1989 et 1993

Zone d'échanges	Exportations		Importations	
	1989	1993	1989	1993
Total, en milliards de dollars, dont	101,9	123,2	71,9	136,6
Commerce intrarégional, en pourcentage	11,0	19,2	15,5	16,9
Commerce intra-andin, en pourcentage	4,1	9,7	5,3	9,2
Commerce à l'intérieur du Mercosur, en pourcentage	8,2	18,5	15,1	19,7

Source : Organisation des Nations Unies (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes).

** Les produits exempts sont principalement des biens d'équipement et du matériel de télécommunications. Le Brésil, par exemple, applique un droit de 35 % aux biens d'équipement alors que l'Argentine n'en a aucun. Un droit commun de 14 % sera appliqué en 2001.

*** Ils ne seront pas obligés d'appliquer le tarif extérieur commun et le Chili pourra adhérer à l'ALÉNA.

seulement du total, mais dans la seconde elle a atteint près de 80 %.

Depuis le début des années 90, l'Amérique latine dans son ensemble est devenue l'un des marchés les plus attrayants du monde. Facilité par la libéralisation des règles d'autorisation et de déclaration, l'atténuation des restrictions sectorielles, des limites moins strictes au rapatriement des bénéficiaires et des capitaux, aux paiements liés à la technologie et à la protection de la propriété intellectuelle, l'investissement direct étranger en Amérique latine n'a pas cessé de croître depuis 1988.

La majeure partie de l'investissement direct étranger continue de provenir des pays développés, mais va surtout à un petit nombre de pays. L'Argentine, le Brésil et le Mexique ont attiré près de 70 % de toutes les entrées dans la région ces dernières années. En 1990, les pays développés ont fourni plus de 90 % de l'investissement direct étranger dans six pays — l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Honduras, le Mexique et le Panama — et plus de 80 % dans trois autres — la Bolivie, la République dominicaine et le Venezuela. Bien que les États-Unis demeurent la principale source d'investissement étranger direct dans de nombreux pays d'Amérique latine, l'Europe de l'Ouest et les pays en développement, particulièrement ceux de la région, prennent de l'importance. Le Japon ne fournit encore que peu d'investissement étranger direct, et seulement dans un petit nombre de pays dont le Brésil et El Salvador.

La libéralisation des politiques relatives à l'investissement étranger direct a contribué de façon essentielle à modifier la composition sectorielle de cet investissement en permettant aux forces du marché de s'exercer plus librement en fonction des changements de la structure économique des pays destinataires ainsi que des stratégies harmonisées au niveau

mondial des sociétés transnationales dans la région. Selon le *World Investment Directory* de 1994 de la CNUCED, au sujet de l'Amérique latine, une décomposition sectorielle montre que, depuis les années 80, la part de l'investissement étranger direct destinée au secteur industriel s'est brutalement réduite dans tous les pays de la région économiquement les plus puissants, sauf au Venezuela où une fraction croissante a bénéficié à l'industrie pétrolière dans les années 80 (voir figure 9). Bien qu'en diminution, la part du secteur industriel continue d'être prédominante dans les principaux pays.

De même que dans d'autres régions, les ressources naturelles du pays destinataire, la taille de son marché et sa structure industrielle ont déterminé la composition de l'investissement étranger direct dans le secteur industriel aussi en Amérique latine (voir tableau 28). Dans les pays les plus industrialisés de la région, il a été attiré généralement par les industries manufacturières les plus avancées — automobiles, produits chimiques et machines — en raison de la taille relativement grande du marché dans ces pays et de l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée. Dans les pays moins industrialisés ou plus petits, riches en ressources naturelles et ayant une main-d'œuvre bon marché, l'investissement étranger direct est allé aux industries à fort coefficient de main-d'œuvre et à faible coefficient technologique.

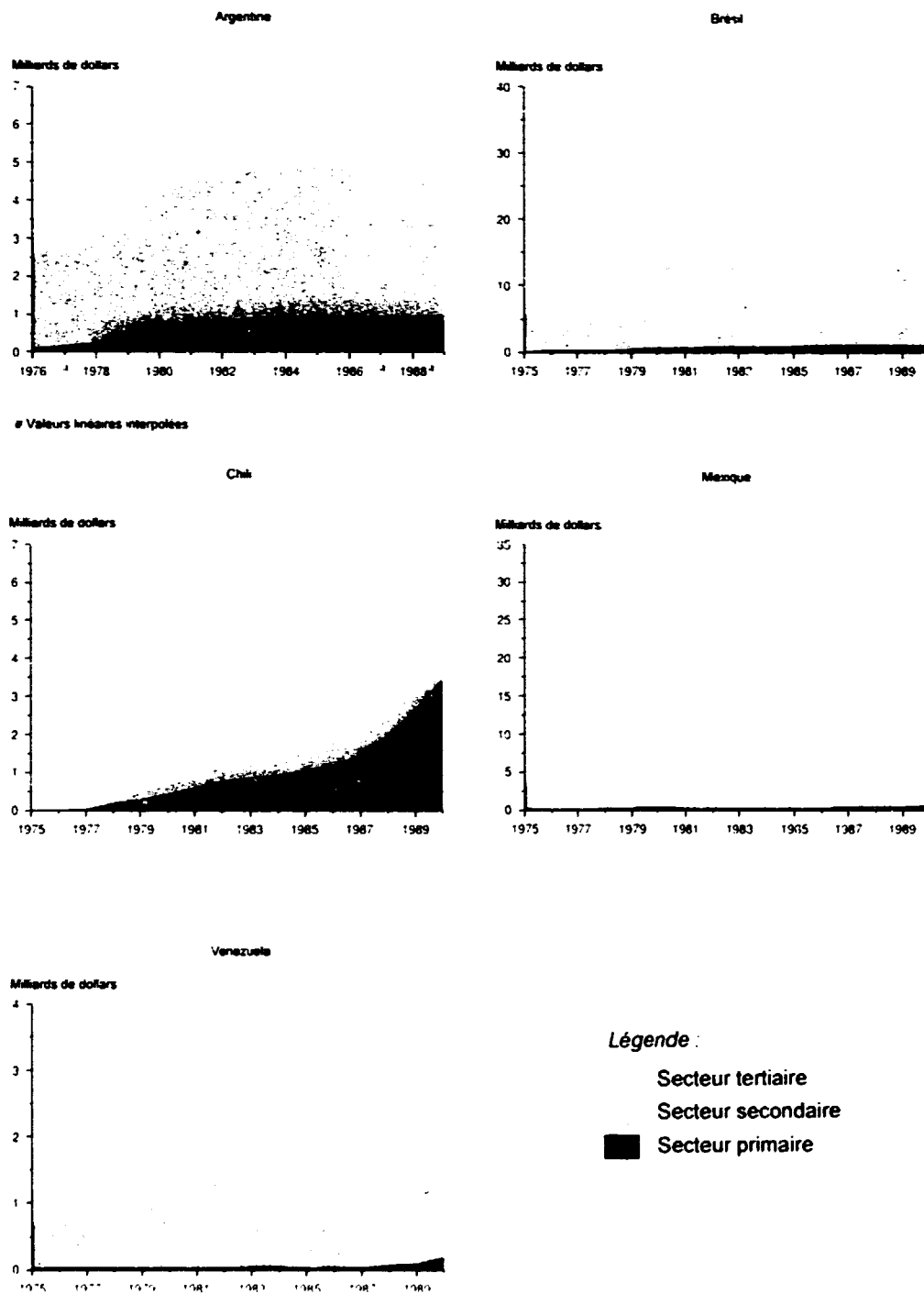
L'afflux de l'investissement étranger direct dans les pays d'Amérique latine est généralement jugé positif et souhaitable. Les indicateurs statistiques laissent penser que les sociétés affiliées étrangères dans le secteur industriel ont une influence appréciable sur les ventes, l'emploi et le commerce, particulièrement dans l'industrie automobile, l'industrie chimique et les machines électriques ou non, en Argentine, au Brésil et au Mexique. On s'est cependant inquiété

Tableau 28. Part de l'investissement étranger direct dans certains secteurs industriels
(En pourcentage)

Pays	Principales industries bénéficiaires d'un investissement étranger direct		
Argentine	Automobile	Industrie chimique	Industries alimentaires, des boissons et du tabac
			1989	20,5	17,9	13,1
1976	13,2	14,6	10,6
Brésil	Industrie chimique	Machines électriques	Machines non électriques
			1990	20,2	12,2	11,8
1975	20,3	11,1	9,2
Chili	Industrie chimique	Industries alimentaires, des boissons et du tabac	Machines non électriques
			1990	30,2	25,1	15,4
1975	76,3	2,7	7,5
Venezuela	Machines non électriques	Industrie chimique	Industries alimentaires, des boissons et du tabac
			1990	40,6	25,8	20,4
1975	25,6	27,0	25,9

Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *World Investment Directory*, vol. IV (Genève, 1994).

Figure 9. Composition sectorielle de l'investissement étranger direct dans certains pays, 1975-1990



Source : Base de données de l'ONUDI, estimations et prévisions du Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche, ONUDI.

récemment des conséquences négatives qui pourraient résulter de l'accumulation d'excédents du compte de capital. Des entrées massives peuvent provoquer soit une appréciation du taux de change, soit une hausse de l'inflation en présence de taux fixes. Dans les deux cas, les capacités de concurrence des pays d'Amérique latine seraient atteintes.

Surtout, le gonflement de l'investissement étranger direct a des effets importants sur l'économie des pays d'Amérique latine qui empruntent. Les entrées de capitaux qui servent à financer les déficits des pays en développement peuvent prendre plusieurs formes que l'on peut grouper en deux grandes catégories : le financement classique (obligations publiques et à garantie publique) et les autres financements (toutes les formes qui ne sont pas garanties par le secteur public ou pour lesquelles le secteur public ne sert pas d'intermédiaire, entre autres le financement étranger direct et les investissements de portefeuille). Les différents types de capital extérieur créent des obligations différentes à l'égard des créanciers étrangers; en conséquence, les différentes formes de financement ne sont pas interchangeables et ont, estime-t-on, des incidences différentes sur l'industrialisation.

Premièrement, le financement classique repose principalement sur le transfert de capital tandis que les autres formes de financement entraînent le transfert non seulement de capital, mais aussi de technologie, de savoir-faire et de marchandises, et sont donc considérées comme essentielles à l'accélération du développement économique en raison de l'effet de ruissellement sur la croissance exercé par les transferts de technologie qui y sont associés.

Le rôle des investissements directs dans la formation brute de capital national donne une idée approximative de l'importance des sociétés transnationales dans ce domaine. Les chiffres indiquent que, bien qu'il soit encore modeste, le financement étranger direct intervient de plus en plus dans la formation brute de capital de certains pays. Selon le *World Investment Directory for Latin America*, dans les pays de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI)*, alors que l'investissement direct étranger avait contribué pour 3,7 % en moyenne chaque année à la formation brute de capital intérieur entre 1975 et 1979, cette part est passée à 6,7 % en 1990-1991.

Deuxièmement, le rendement des projets financés de façon classique est quasiment sans rapport avec l'intérêt ou le financement employé, mais il n'en est pas de même dans le cas des autres formes de financement. Les financements classiques semblent donc convenir mieux aux projets dont le rendement économique est élevé, même si le rendement financier en est faible, comme c'est le cas dans les domaines de l'infrastructure, de l'environnement et de l'enseignement. En revanche, les autres formes de financement peuvent être préférables pour les projets

dont le rendement financier est élevé, quel que soit leur rendement économique. En raison des grandes inégalités en Amérique latine, il est évident que l'investissement étranger direct est fondamental mais ne suffit pas à stimuler le développement économique de la région.

Troisièmement, les emprunteurs des autres formes de financement peuvent créer différentes catégories de créanciers, ce qui peut avoir des incidences sur le montant qu'ils peuvent obtenir : en effet, les prêteurs risquent de ne pas vouloir investir si le rendement n'est pas suffisant pour garantir le remboursement de toutes les créances. On relèvera ici que même si l'absence d'une clause de partage peut réduire le coût direct d'un défaut de paiement de la part du pays emprunteur, un tel défaut peut avoir des conséquences tout aussi graves que dans le cas d'un financement classique. Dans les faits, les bailleurs de fonds, dans les autres modes de financement, peuvent réagir en suspendant la fourniture de technologie et d'autres moyens de production et en restreignant l'accès aux connaissances techniques.

Très peu d'études empiriques et théoriques ont été consacrées aux incidences d'un tel financement sur l'industrialisation. Il convient donc d'apporter une réponse aux questions de savoir ce que seraient les structures d'incitation et les restrictions institutionnelles les plus appropriées au pays hôte, et les modes de financement les meilleurs pour les entreprises internationales qui investissent dans les pays en développement.

Perspectives pour 1995

L'avenir économique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, particulièrement des principaux pays, est généralement considéré avec optimisme. Les réformes, la stabilisation économique, la privatisation et la libéralisation commerciale et financière progressent manifestement mais peuvent être poussées plus avant. Selon la plupart des observateurs, les résultats positifs des réformes se sont manifestés dans les années 90 par l'accélération de la croissance du PIB, la chute de l'inflation et le rétablissement des entrées de capitaux. En 1995, le taux de croissance du PIB de l'Amérique latine et des Caraïbes devrait atteindre 2,1 % et celui de la VAM 2,4 %. Toutefois, parmi les grands pays, l'Argentine et le Brésil devraient avoir un rythme de croissance du PIB relativement dynamique de 3,5 %. Les perspectives du Mexique sont assez incertaines en raison de la crise du peso et le taux de croissance de son PIB en 1995 sera, selon les prévisions, de -2,5 %.

Le résultat des réformes et les opinions largement répandues sur l'avenir à long terme sur le plan économique des pays d'Amérique latine doivent être examinés de plus près. Si les avis divergent au sujet de certains aspects des réformes, il n'en est pas de même de l'ensemble de leurs effets. Il convient de signaler des différences capitales entre l'expérience de développement économique du premier groupe

* Les pays de l'ALADI sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

d'États récemment industrialisés d'Asie, les "tigres", et la situation actuelle en Amérique latine. Celle-ci, à la différence des "tigres", a des taux de change surévalués et la crise du peso mexicain illustre de façon exemplaire la vulnérabilité de nombre de pays d'Amérique latine et d'autres régions dont l'économie est en train de décoller. La situation de l'Amérique latine est aussi caractérisée par des ratios élevés du service de la dette et une part croissante

d'investissements étrangers, en grande partie spéculatifs et instables.

Notes

¹Banque interaméricaine de développement, *1994 Report*, New York.

²S. Claessens, *Alternative forms of external finance: a survey*, *World Bank Research Observer*, vol. 8, n° 1, 1993, p. 91 à 117.

Afrique tropicale

Après une période initiale de croissance qui a suivi l'indépendance, l'économie de la plupart des pays d'Afrique tropicale a faibli, puis a rapidement décliné. Malgré des exceptions, en général, au cours des dix dernières années, le revenu par habitant a diminué, la faim s'est aggravée et l'environnement s'est rapidement dégradé en Afrique tropicale. La population active en Afrique subsaharienne s'accroît d'environ 3 % par an. Le taux de croissance actuelle de la production ne permet pas à l'économie des pays de la région d'absorber cette population active de plus en plus importante.

La grave crise économique impose de reconsidérer la stratégie de développement de l'Afrique tropicale. De nombreux pays entreprennent maintenant d'appliquer des programmes d'ajustement structurel dont les résultats sont, le plus souvent, modestes et les coûts ressentis comme trop élevés. La communauté internationale des donateurs et les responsables des politiques se rendent de mieux en mieux compte que ce qu'il faudra à l'avenir, c'est renforcer les liens intersectoriels et les synergies entre la population, l'agriculture et l'environnement.

Économie

Le taux de croissance globale du PIB de l'Afrique tropicale, qui était en moyenne de 1,2 % par an au cours de la période 1990-1993, a atteint 1,8 % en 1994. Cette reprise partielle de la croissance du PIB a été due principalement à l'amélioration des termes de l'échange en Afrique et à une bonne production agricole (voir tableau 29 et figure 10). Néanmoins, l'économie des pays d'Afrique subsaharienne conti-

Tableau 29. Afrique tropicale : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*
Taux de croissance du PIB	3,0	2,3	1,2	1,8	1,9
Taux de croissance de la VAM	2,1	2,6	0,2	2,9	3,8
Part de la VAM dans le PIB	9,6	9,9	9,8	9,7	9,9
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	-0,2	1,1	-2,2	0,9	0,1

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

nue d'être caractérisée par une production et des capacités d'offre médiocres, un lourd fardeau du service de la dette, une formation de capital humain et des capacités technologiques limitées, ainsi que par une forte dépendance à l'égard des produits primaires.

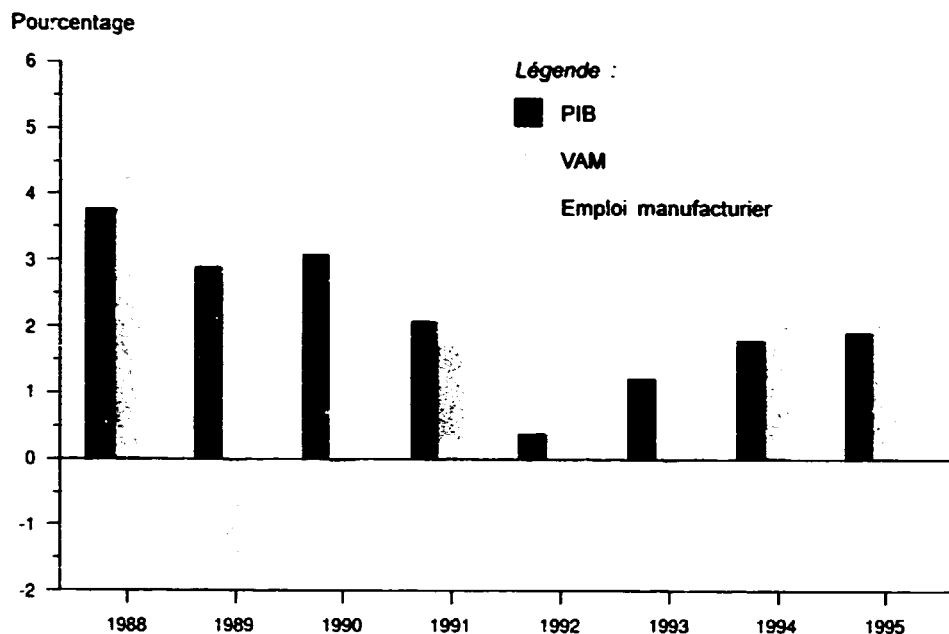
En 1994, les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont eu des résultats supérieurs à ceux des autres États de la région en raison de l'amélioration des termes de l'échange des boissons et des minerais. En revanche, le ralentissement de la croissance économique de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (de -0,8 % en 1994, selon les estimations de la Banque africaine de développement) a été dû principalement à des taux de croissance négatifs au Rwanda et au Zaïre. Dans ces deux pays, l'instabilité politique a désorganisé l'activité économique.

Bien que le taux de croissance combiné du PIB des États membres de la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) soit resté positif en 1994, il n'a atteint que 2,4 %, alors qu'il avait été de 3,8 % en 1993. La production agricole et le niveau d'investissement se sont améliorés. Le taux de croissance positif du PIB de l'ensemble des pays de la ZEP résulte principalement de l'évolution économique à Maurice et au Zimbabwe, pays parmi les plus avancés d'Afrique tropicale. Au Zimbabwe, le PIB a progressé de 5,6 % en 1994. Au cours de l'année, l'inflation s'est cependant emballée, les prix à la consommation augmentant au taux annuel de 25 %, contre 14 % en 1993. Le gouvernement a poursuivi ses réformes, réduisant les déficits budgétaires pour freiner l'inflation et cherchant à attirer des investisseurs étrangers. A Maurice, le PIB s'est accru de 7,5 % en 1994, principalement en raison de la croissance du tourisme, des finances, de la construction et des activités manufacturières. En revanche, la production agricole a diminué en raison des mauvaises conditions climatiques.

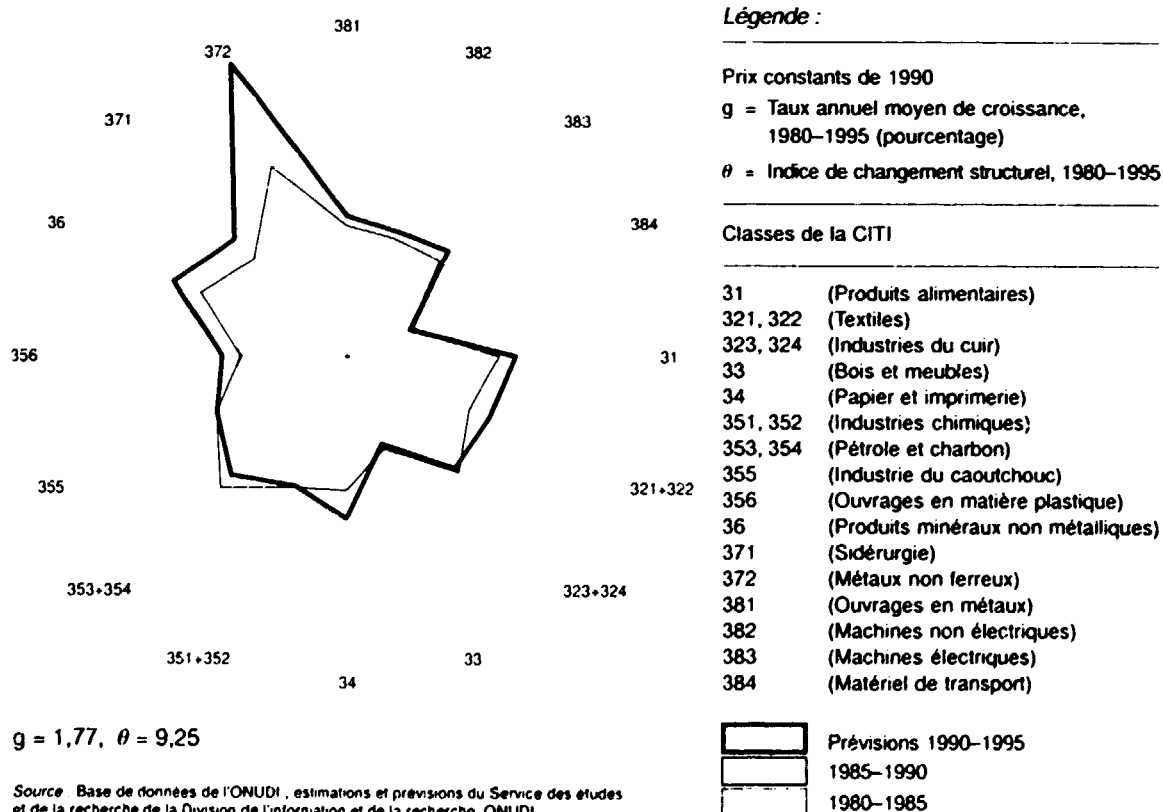
Industrie

L'industrialisation de l'Afrique tropicale est au point mort. Les indicateurs des résultats du secteur manufacturier font apparaître une absence de progrès vérifiables de la croissance industrielle et d'évolution structurelle importante. Dans les années 80, la VAM a progressé au taux annuel moyen de 2,6 % et a fourni 9,9 % de tout le PIB. En 1994, le taux de croissance de la VAM a été de 2,9 % et sa part dans le PIB de 9,7 %.

Figure 10. Afrique tropicale : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Un petit nombre de pays de la région possèdent une base manufacturière relativement plus diversifiée, incluant des industries lourdes. Dans d'autres, ce sont les agro-industries qui dominent le secteur manufacturier. En 1994, la part de la VAM imputable aux industries alimentaires, à l'industrie des boissons et à l'industrie du tabac a représenté 38,6 % du total de la région. Au cours de la même année, les textiles ont fourni 8,8 % de la VAM, et aucune autre branche n'a été responsable de plus de 6 % de la VAM (voir tableau 30).

La production manufacturière de la région a continué de souffrir d'une faible utilisation de capacité et d'investissements en équipements insignifiants. Les taux de croissance de la VAM sont généralement inférieurs à 5 % dans presque toutes les branches manufacturières. La taille du secteur industriel étant limitée en termes absolus, ces taux sont quasiment négligeables.

Les conditions politiques dans lesquelles s'inscrivent les activités des entreprises manufacturières ont été sensiblement améliorées ces dernières années par l'adoption de réformes, notamment structurelles. Les entreprises publiques, qui fournissent l'essentiel de la production manufacturière dans de nombreux pays de la région, ont été contraintes d'opérer dans des conditions commerciales et devraient maintenant dégager des profits. Nombre de règlements qui gênaient auparavant les entreprises privées ont été supprimés ou sont en train de l'être. Néanmoins, les effets bénéfiques escomptés de ces réformes ne se sont pas encore fait sentir.

Questions relatives au développement industriel

Réformes

Bien que le rôle essentiel de l'industrialisation dans le développement durable à long terme soit généralement reconnu, l'accent a été mis dans la région sur les réformes d'ajustement structurel et l'agriculture, en tant que moteurs de croissance. Les résultats de l'industrie et le développement de l'Afrique tropicale dépendront cependant non seulement du progrès global des réformes, mais aussi de la stabilité macro-économique de la région.

Un nombre important de pays d'Afrique ont adopté des réformes ambitieuses. Une trentaine ont établi des programmes d'ajustement structurel au cours des années 80, et la plupart ont entrepris de modifier fondamentalement leur politique. Une étude de la Banque mondiale a conclu que, sur 26 pays, 23 avaient adopté des politiques monétaires adéquates, 14 étaient parvenus assez bien à réduire leur déficit budgétaire, et 19 avaient apporté d'importants ajustements à leur taux de change. En 1990-1991, plus de la moitié des pays intéressés avaient adopté des politiques macro-économiques assez satisfaisantes ou adéquates.

Il ne fait guère de doute que les réformes ont amélioré le climat macro-économique dans de nom-

breux pays, particulièrement au Ghana, en Ouganda et en Zambie. L'inflation a été jugulée, mais pas aussi facilement ni aussi rapidement qu'on l'avait espéré initialement. La viabilité externe demeure cependant un objectif éloigné pour les pays qui ont entrepris d'appliquer de grands programmes d'ajustement structurel. Ils continuent de dépendre lourdement de l'assistance étrangère. La production manufacturière a été faible et les exportations non traditionnelles n'ont eu qu'un développement négligeable. Bien que la libéralisation commerciale ait été impressionnante, la croissance globale des exportations non traditionnelles a été insignifiante. Le peu de succès de la diversification des exportations peut s'expliquer par le fait que de nombreux pays d'Afrique ont des bases de production et d'exportation industrielles réduites. Les économies africaines souffrent de rigidité structurelle, d'une insuffisance de la mise en valeur des ressources humaines et d'une mauvaise infrastructure. Dans de nombreux pays d'Afrique, la production manufacturière ne s'est pas développée et, dans certains, comme la Côte d'Ivoire et la Zambie, une désindustrialisation est signalée.

En plus de la libéralisation des échanges commerciaux, des résultats impressionnants ont été obtenus dans le domaine de l'ajustement des taux de change*. Les régimes des changes ont été assouplis dans un nombre croissant de pays, dont Sao Tomé-et-Principe, qui a un système flottant dirigé, et aussi en Afrique du Sud, au Kenya, au Malawi, au Mozambique et en Sierra Leone, qui ont adopté un système flottant indépendamment. A ce sujet, il convient de mentionner l'expérience des 14 pays africains membres de la zone franc. Le 12 janvier 1994, ils ont dévalué le franc CFA de 50 % pour stimuler leurs activités de production et renforcer les capacités de concurrence de leur industrie. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer les résultats, les conséquences de cette dévaluation ont été ressenties différemment selon les pays et les secteurs.

Intégration de l'Afrique du Sud dans l'Afrique tropicale

Les organisations et les gouvernements africains ont mis fortement l'accent sur l'intégration régionale comme moyen important d'accélérer l'industrialisation de la région. La charte de la Banque africaine de développement fait de l'intégration l'un des principaux objectifs des activités de celle-ci. L'Organisation de l'unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique essaient surtout d'encourager

* De nombreux pays africains continuent d'avoir des taux de change rattachés à une monnaie. Les arrangements de la zone franc existent depuis longtemps et ont survécu à de fortes pressions. 14 pays continuent de rattacher le franc CFA au franc français. Le Lesotho, la Namibie et le Swaziland continuent aussi d'avoir une monnaie rattachée au rand sud-africain, dans le cadre de leur arrangement monétaire commun. Certains exportateurs de pétrole, en particulier l'Angola, le Libéria et le Nigéria, ont des monnaies qui sont rattachées au dollar, alors que les autres pays ont des monnaies rattachées à un panier de devises.

Tableau 30. Afrique tropicale : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
A. Par pays						
<i>Afrique tropicale</i>						
Bénin	0,4	1,3	3,5	3,3	3,1	1,1
Botswana	9,6	8,8	6,0	11,0	18,8	1,2
Burkina Faso	4,0	1,1	3,1	1,7	2,3	1,8
Burundi	6,5	9,7	1,5	9,6	6,7	1,3
Cameroun	4,5	10,0	-3,3	-3,7	-1,9	9,4
Congo	2,2	5,0	-2,3	-3,1	-0,7	1,2
Côte d'Ivoire	6,3	-1,1	1,7	2,5	-1,1	7,3
Éthiopie et Érythrée	3,9	3,7	2,0	3,6	4,1	2,5
Gabon	10,0	-1,6	0,7	11,9	5,3	4,4
Ghana	-1,8	0,7	-0,5	9,6	9,6	3,8
Kenya	10,0	4,8	2,3	4,0	4,9	5,8
Lesotho	9,7	12,2	10,3	9,8	9,7	0,6
Madagascar	1,9	-1,6	-2,3	-2,3	-0,5	1,6
Malawi	9,4	3,7	-2,7	11,1	7,3	2,0
Mali	4,0	8,6	5,4	9,2	7,5	1,6
Maurice	6,6	9,6	7,3	9,4	7,4	4,1
Niger	-2,2	6,5	2,7	3,8	3,7	1,1
Nigéria	12,9	1,5	-0,7	-6,0	-1,0	9,9
Ouganda	-9,9	5,3	7,0	3,9	3,4	1,3
République centrafricaine	-1,9	2,8	1,7	3,1	2,7	0,6
République-Unie de Tanzanie	3,5	-1,4	4,5	5,3	6,1	0,7
Rwanda	6,1	1,4	1,6	-15,0	1,8	2,0
Sénégal	2,8	4,6	-1,4	4,4	3,8	4,7
Swaziland	11,4	6,2	4,6	7,0	7,6	2,0
Zambie	1,5	4,1	1,1	3,4	3,9	5,7
Zimbabwe	4,6	3,4	-4,8	6,6	6,0	9,4
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	4,7	3,9	0,4	2,7	2,8	20,5
313 Fabrication de boissons	5,4	3,5	0,4	1,1	2,8	14,0
314 Industrie du tabac	2,5	1,1	1,1	2,7	3,2	4,1
321 Industrie textile	4,1	1,5	-2,5	0,8	4,9	8,8
322 Articles d'habillement	2,5	5,0	3,5	7,7	8,7	3,3
323 Articles en cuir et en fourrure	9,5	4,1	-0,8	-2,4	2,4	0,7
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	4,7	4,3	-2,3	2,5	3,2	1,4
331 Articles en bois et en liège	7,0	-1,3	-3,2	—	0,8	2,5
332 Meubles et accessoires	8,7	-0,2	-1,0	1,1	3,2	1,4
341 Papier et articles en papier	8,0	3,1	0,6	3,7	3,7	2,2
342 Imprimerie et édition	6,4	1,0	0,5	4,8	4,3	2,6
351 Industrie chimique	4,8	2,7	-6,4	2,1	3,3	1,9
352 Autres produits chimiques	10,5	2,9	-1,6	-0,3	2,3	6,0
353 Raffineries de pétrole	1,0	5,0	-4,9	4,3	4,5	4,5
354 Dérivés du pétrole et du charbon	6,9	3,2	-18,7	5,9	7,2	0,2
355 Industrie du caoutchouc	2,1	3,3	-1,7	3,3	3,2	1,3
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	18,3	0,2	0,2	-1,2	2,7	1,6
361 Grès, porcelaines et faïences	6,5	0,4	3,4	3,0	3,7	0,1
362 Industrie du verre	10,0	-1,9	2,8	2,6	4,5	0,4
369 Autres produits minéraux non métalliques	3,9	5,4	1,3	1,5	4,0	4,2
371 Sidérurgie	9,8	1,7	-0,3	5,6	6,5	2,2
372 Métaux non ferreux	1,6	6,5	4,3	4,3	6,3	1,9
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	6,4	1,7	-0,8	3,0	4,9	5,1
382 Machines non électriques	8,5	1,5	-4,1	-1,0	1,7	1,0
383 Machines électriques	10,2	2,0	-0,8	2,5	4,0	2,1
384 Matériel de transport	18,8	-3,6	-0,2	-2,4	1,4	4,9
385 Matériel professionnel et scientifique	15,5	12,1	-4,9	8,1	8,9	0,1
390 Autres industries manufacturières	3,9	3,2	-1,8	1,9	4,6	1,2

Notes. En 1994, on estime que la VAM totale a été de 15 453 millions de dollars des États-Unis.

La part du Cap-Vert, de la Gambie, des Seychelles, de la Somalie, du Togo et du Zaïre dans la VAM totale devant, d'après les estimations, être inférieure à 0,5 %, les chiffres relatifs à ces pays n'ont pas été inclus.

Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

†Projections.

la coopération et l'intégration économiques entre pays africains.

Il existe actuellement en Afrique plusieurs systèmes d'intégration, entre autres la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest. Les faits montrent que, jusqu'à présent, ces systèmes d'intégration n'ont pas réussi à encourager le commerce intrarégional et conduisent à s'interroger sur la capacité d'une telle stratégie de constituer les capacités d'offre industrielle de la région. Plusieurs facteurs s'opposent à l'intégration économique en Afrique tropicale : la pénurie de devises, l'inconvertibilité et l'instabilité des monnaies, l'insuffisance des moyens de transport, l'absence de lois commerciales harmonisées, le sous-développement des systèmes financiers et l'absence de services d'information sont les principaux obstacles au commerce intrarégional.

Depuis peu, les débats quant à l'avenir de la coopération et de l'intégration de l'Afrique doivent prendre en compte cependant un nouvel élément qui est l'incidence de l'évolution politique en Afrique du Sud sur le développement économique de la région. Après des décennies d'apartheid, l'installation d'un nouveau régime politique en Afrique du Sud a supprimé la principale raison qui conduisait à isoler ce pays du reste du monde. De nouvelles possibilités de coopération entre l'Afrique du Sud et d'autres pays africains apparaissent maintenant.

Les relations commerciales entre l'Afrique du Sud et l'Afrique tropicale ont été assez modestes dans le passé. Selon des statistiques du FMI, en 1992, les exportations de l'Afrique du Sud vers l'Afrique tropicale ont représenté environ 5,1 % de toutes ses exportations, alors que la part des importations en provenance d'Afrique tropicale a été d'environ 2,4 %. Bien que le manque de données fiables empêche d'analyser précisément les courants commerciaux entre l'Afrique du Sud et l'Afrique tropicale, il est possible de formuler quelques conclusions générales. Le tableau 31 montre quelle est la structure des échanges commerciaux entre les pays membres de la South African Countries Union (Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland) et les autres pays d'Afrique.

En ce qui concerne la composition des échanges commerciaux, l'Afrique du Sud exporte principalement des biens intermédiaires et des biens d'équipement vers l'Afrique et en importe des produits agro-industriels africains. En fait, la composition des importations des pays d'Afrique tropicale en provenance d'Afrique du Sud est très similaire à celle des importations en provenance du reste du monde, ce qui laisse penser que les importations d'Afrique du Sud pourraient remplacer celles d'autres pays développés. En 1992, plus de la moitié des exportations de l'Afrique australe (Afrique du Sud et pays de la SACU) vers d'autres pays d'Afrique ont constitué en métaux communs (17,7 %), machines (15,4 %), produits chimiques (13,7 %) et véhicules (9,2 %).

Tableau 31. Commerce entre la South African Countries Union et d'autres pays d'Afrique par catégorie, 1992
(En pourcentage)

	Exportations	Importations
Animaux vifs et produits animaux	3,1	2,3
Produits végétaux	6,3	9,0
Huiles et graisses animales et végétales	1,4	1,6
Aliments préparés et tabac	8,2	23,0
Produits minéraux	5,5	12,1
Produits chimiques et alliages	13,7	1,8
Résine, matières plastiques et caoutchouc	5,7	3,1
Cuir et fourrures	0,1	1,5
Bois, liège et tressage	0,9	6,0
Papier et carton	4,2	0,8
Textiles	3,9	17,4
Chaussure et coiffure	0,3	2,2
Pierres, plâtre, ciment, amiante, céramiques et verre	1,8	0,5
Pierres précieuses et semi-précieuses	—	0,3
Métaux communs	17,7	9,2
Machines, appareils	15,4	4,1
Véhicules, matériel de transport	9,2	3,0
Matériel professionnel et scientifique	0,8	0,2
Articles manufacturés divers	1,7	1,3
Oeuvres d'art	—	—
Divers non répertoriés	0,2	0,7
Total	100,0	100,0

Source : Tableau statistique présenté dans Robert Davis, "Emerging South African Perspectives on regional cooperation and integration after apartheid", *Transformation* 20 (1992), p. 75 à 87.

La même année, les importations en provenance d'Afrique ont représenté 23 % des aliments préparés, 17,4 % des textiles, 12,1 % des produits minéraux et 9,2 % des métaux communs.

En ce qui concerne les partenaires commerciaux, les chiffres montrent que l'Afrique du Sud commerce avec presque tous les pays d'Afrique, mais qu'un petit nombre seulement d'entre eux sont importants en raison de leur proximité ou d'accords commerciaux spécifiques, bilatéraux ou multilatéraux. Le Zimbabwe est de loin le plus important partenaire de l'Afrique du Sud, puisqu'il représente environ 25 % de ses exportations totales vers la région et 60 % de ses importations totales en provenance de la région. La structure des échanges commerciaux entre les deux pays est caractéristique du commerce interindustries. Le commerce de l'Afrique du Sud avec le Zimbabwe consiste principalement en exportations de produits chimiques, de métaux communs, de machines et de véhicules, alors que ses importations comprennent surtout des aliments préparés, des textiles et des métaux communs. Néanmoins, on pense que des domaines de complémentarité existent. Riddell' dit que des courants commerciaux peuvent être observés dans les deux sens, dans le cas de la sidérurgie, des produits chimiques, des produits pharmaceutiques, des produits électroniques, ainsi que du papier et des produits du papier. Néanmoins, ces complémentarités semblent assez faibles.

Maurice, le Mozambique et la Zambie sont seulement des marchés d'exportation pour l'Afrique du

Sud. En 1992, ces pays ont absorbé respectivement 6,5, 11,3 et 18,5 % de toutes les exportations sud-africaines vers l'Afrique. En revanche, l'ensemble des exportations de ces trois pays vers l'Afrique du Sud n'a pas dépassé 10 %. Il convient de signaler que les chiffres du commerce de Maurice peuvent conduire à des interprétations fausses. La Banque africaine de développement fait observer que, dans certains cas, notamment à Maurice, les valeurs publiées des exportations masquent le fait qu'une part importante des importations sud-africaines sont réexportées vers d'autres pays de la région. Le commerce entre l'Afrique du Sud et le Kenya est négligeable et ne dépasse pas 3 % du commerce total de l'Afrique du Sud avec l'Afrique.

L'Afrique du Sud a un secteur manufacturier solide. Ses capacités dans les domaines de la technologie, des finances, de l'infrastructure et de la gestion

dépassent celles des autres pays d'Afrique tropicale. Il apparaît donc que l'évolution politique actuelle en Afrique du Sud pose un certain nombre de questions au sujet de l'avenir de l'Afrique tropicale, particulièrement des pays du cône sud.

Faiblesses de l'investissement étranger direct

Les courants de capitaux privés à destination des pays en développement, qui ont récemment augmenté, passent au large de l'Afrique subsaharienne, rendant ainsi la région encore plus dépendante de l'aide publique au développement.

En 1993, le montant total de l'investissement étranger direct a été de 194 milliards de dollars, soit plus que les 158 milliards de dollars de

Encadré 9. Le secteur manufacturier en Afrique du Sud

Le développement du secteur manufacturier en Afrique du Sud s'est longtemps caractérisé par une stratégie de substitution des importations, les producteurs locaux étant protégés de la concurrence internationale par des barrières tarifaires élevées.

L'activité manufacturière englobe tout un éventail d'industries. Les trois branches manufacturières les plus importantes sont l'industrie alimentaire, l'aciérie et le matériel de transport, qui représentent à elles trois plus du tiers de toute la production manufacturière brute. Parmi les autres activités importantes, on peut citer la fabrication de produits chimiques industriels et autres, le raffinage du pétrole, le papier et les produits du papier, les produits métalliques manufacturés et les machines électriques et non électriques.

Le degré de concentration dans le secteur public et dans le secteur privé de l'économie et de l'industrie sud-africaines est relativement élevé. Des sociétés assez peu nombreuses dirigent la production d'un grand nombre de branches de l'industrie et ont des intérêts également dans d'autres activités économiques diverses. Les raisons de ce degré élevé de concentration sont, entre autres, la taille relativement faible du marché sud-africain, les politiques de substitution des importations, les grosses dépenses d'équipement nécessaires dans certaines industries stratégiques comme l'exploitation des mines profondes, les obstacles qui s'opposaient auparavant aux investissements à l'étranger, l'accès à certaines importations clés qui était réservé à quelques-unes des plus grandes entreprises en raison d'une monnaie relativement faible, et les monopoles d'État en matière de développement régional. D'autres raisons sont aussi le désinvestissement progressif des sociétés internationales pendant la période des sanctions et les contrôles des changes qui ont encouragé l'investissement des excédents dans des acquisitions à l'intérieur du pays.

L'adoption d'une stratégie de substitution des importations, associée aux sanctions imposées par la communauté internationale, a été, on pense, un obstacle de taille à l'innovation. Environ 3 % du chiffre

d'affaires de l'industrie sont consacrés à la recherche-développement. Ce montant est non seulement bas, mais aussi inégalement distribué. Néanmoins, les petites entreprises sont réputées plus ouvertes aux technologies nouvelles, moins bureaucratiques et plus enclines à innover.

L'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud a créé d'amples tâches, fait naître des possibilités et ouvert des options économiques nouvelles. Au niveau macro-économique, l'économie a été en récession. Elle a subi des pressions inflationnistes persistantes et a souffert de difficultés de balance des paiements et d'un chômage élevé, estimé officiellement à environ 15 % en 1990. Initialement, la reprise se manifesterait très probablement par une utilisation accrue de la capacité de production et de la capacité d'infrastructure inutilisées et, seulement ensuite, par une accumulation de facteurs. L'expansion de capacité dépendra principalement de la formation de capital fixe et, dans une moindre mesure, de l'offre de main-d'œuvre (qualifiée).

La croissance économique en Afrique du Sud sera probablement stimulée initialement à la fois par une demande intérieure accrue et par le développement des exportations. Certains économistes et syndicalistes ont proposé l'adoption d'une stratégie de déclenchement de la croissance par le lancement massif de programmes d'infrastructure et de travaux publics. Ces programmes seront conçus pour répondre aux besoins de la collectivité et comprendront la construction de logements, de centres communautaires, de dispensaires, d'hôpitaux, d'écoles, d'installations de formation et de routes et des travaux d'électrification. En plus de stimuler la croissance, ils auront aussi un effet de redistribution important. Les critiques mettent cependant en avant les incidences macro-économiques de telles politiques et les goulets d'étranglement de l'offre. Néanmoins, la production orientée vers l'exportation devrait fortement stimuler la croissance.

Source : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. *Industry in Southern Africa: the Impact of Change* (Vienne, 1994).

1992, la proportion des pays en développement atteignant 41 %. Néanmoins, le montant de l'investissement étranger direct en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne a diminué. La part de l'Afrique dans le montant total destiné aux pays en développement a diminué, puisque de 12 % dans la deuxième moitié des années 80, elle n'était plus que de 6 % au début des années 90. En 1992, l'investissement étranger direct en Afrique s'est élevé à 2,9 milliards de dollars, légèrement plus que les 2,5 milliards de dollars de 1991, mais beaucoup moins que les montants records des années 80, et cela malgré de vastes mesures de libéralisation des investissements adoptées par la plupart des pays d'Afrique. Les entrées de capitaux en Afrique sont allées principalement aux pays exportateurs de pétrole, en particulier l'Angola et le Nigéria.

La petitesse du marché intérieur, la faiblesse de la croissance économique, l'insuffisance de l'infrastructure, le niveau élevé de l'endettement et la pénurie de moyens technologiques continuent de freiner la croissance de l'investissement étranger direct en Afrique subsaharienne. Néanmoins, des différences importantes dans ce qui s'est passé dans plusieurs pays interdisent de penser que l'Afrique dans son ensemble ne convient pas à cet investissement. Des analyses détaillées sont nécessaires pour déterminer les avantages géographiques propres à différents pays de la région qui attirent davantage l'investissement étranger direct (voir tableau 32).

Perspectives pour 1995

En général, les résultats futurs à court terme des pays d'Afrique tropicale dépendront de la dynamique des prix des produits de base et des afflux d'investissements étrangers. Le renversement de la tendance à la baisse du prix des produits de base laisse bien augurer de la reprise économique de l'Afrique. Les producteurs de minerai, comme le Botswana, le Ghana, le Zaïre et la Zambie, verront inévitablement s'améliorer leurs termes de l'échange, qui renforceront leur balance des paiements et encourageront la croissance. De même, les producteurs de café et de cacao réaliseront probablement des gains importants. Les incidences nettes des négociations d'Uruguay sur l'Afrique seront probablement mitigées. Des avantages résulteront de la croissance escomptée du commerce mondial, et des pertes découleront de l'accroissement de la concurrence.

Tableau 32. Entrées nettes de ressources en Afrique par type, 1986-1992

(En milliards de dollars des États-Unis)

Type	Moyenne annuelle		
	1986-1990	1991	1992
Investissement étranger direct	2,6	2,5	2,9
Investissement de portefeuille	-0,5	-0,5	0,1
Capitaux privés	1,7	-2,5	-2,8
Prêts et dons officiels	16,8	23,3	23,0
Total	20,5	22,9	23,2

Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *World Investment Report, 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.94.II.A.14).

Tandis que la hausse du prix des produits de base et un système plus libéralisé de commerce mondial devraient avoir une incidence positive sur la région, la reprise sera gênée par les faiblesses structurelles des pays d'Afrique, l'accumulation de dettes, la stagnation des courants de ressources extérieures et la persistance de troubles civils. En se fondant sur des prévisions modifiées relatives aux pays d'Afrique les plus importants sur le plan économique, on peut dire en étant optimiste que le développement économique de l'Afrique subsaharienne sera probablement en moyenne de 3,5 à 5 % par an entre 1995 et l'an 2000.

Les perspectives sont plus prometteuses en Afrique australe, où le regain d'intérêt pour les investissements et l'amélioration des prix des minerais devraient engendrer une croissance importante. En Afrique de l'Ouest, les pays de la zone franc devraient avoir des taux de croissance plus élevés, alimentés par le développement des exportations et des investissements accrus, mais le taux de croissance moyen de la sous-région dans son ensemble sera influencé par les événements politiques au Nigéria. Bien que ce pays soit parvenu à réduire légèrement la charge de sa dette, sa production de pétrole a souffert des grèves et des troubles politiques. Des améliorations escomptées des prix des boissons amélioreront aussi les perspectives des producteurs de café et de cacao de l'Afrique de l'Est (Éthiopie et Ouganda) et de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire et Ghana).

Notes

¹R. C. Riddell, *Study of Economic Integration in Southern Africa: the Manufacturing Sector* (Londres, Overseas Development Institute, 1992).

Afrique du Nord et Asie de l'Ouest

Les pays arabes d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest traversent une période de transition dont le résultat déterminera en grande partie leurs perspectives de croissance au cours des prochaines années. L'adoption et l'application de réformes politiques, la transformation institutionnelle d'économies d'État en économies dominées par le secteur privé et les efforts déployés par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour moins dépendre de leurs ressources pétrolières devraient remodeler la structure industrielle de nombreux pays de la région. En outre, les progrès du processus de paix au Moyen-Orient et les réactions des gouvernements et de la communauté internationale aux mouvements islamiques joueront un rôle important dans le développement économique de la région, d'autant plus qu'ils contribueront à définir le climat politique dans lequel seront prises les décisions.

Économie

Les résultats économiques de l'Afrique du Nord et de l'Asie de l'Ouest ont été assez modestes. En 1994, le taux de croissance du PIB en Asie de l'Ouest était estimé à 1,3 %, soit la moitié du taux de croissance moyen annuel de la région au cours de la période 1990-1993. Néanmoins, le taux de croissance du PIB de l'Afrique du Nord en 1994 s'est stabilisé à un taux annuel estimé de 2,1 % (voir tableau 33 et figures 11 et 12).

1994 semble avoir été une année assez difficile pour la Turquie, deuxième pays d'Asie de l'Ouest par son économie. De moins en moins capable d'assurer le service de sa dette internationale et en raison de la dévaluation rapide de la livre turque, le gouvernement a lancé un grand programme de stabilisation comprenant notamment des hausses de prix des produits dont le prix est contrôlé, un arrêt des investissements et des mesures structurelles à long terme. L'économie est entrée de ce fait dans une phase de récession. A la fin de l'année, le Gouvernement turc s'était acquitté de ses obligations de service de la dette, avait reconstitué ses réserves de devises et réduit le taux d'inflation annuel, mais la production et l'emploi avaient fortement diminué. En 1994, le taux de croissance du PIB est descendu à -5 %, alors qu'il avait été de 5 à 8 % au début des années 90. Néanmoins, une pleine reprise est escomptée pour 1995.

Dans les pays du CCG, particulièrement en Arabie saoudite, l'économie s'est aussi nettement ralenti ces dernières années, et ce, principalement en raison de l'adoption de politiques budgétaires et monétaires d'austérité par l'Arabie saoudite. La baisse des prix

Tableau 33. Afrique du Nord et Asie de l'Ouest : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*
<i>Afrique du Nord</i>					
Taux de croissance du PIB	6,0	2,6	2,1	2,1	1,8
Taux de croissance de la VAM	6,1	5,6	1,1	2,9	2,7
Part de la VAM dans le PIB	9,3	12,3	12,2	12,1	12,2
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	0,5	1,6	-0,3	-4,6	-0,6
<i>Asie de l'Ouest</i>					
Taux de croissance du PIB	4,8	1,2	2,5	1,3	2,2
Taux de croissance de la VAM	8,8	5,1	7,0	2,1	3,8
Part de la VAM dans le PIB	8,6	12,6	13,6	14,4	14,6
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	0,3	2,8	6,3	1,1	0,7

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

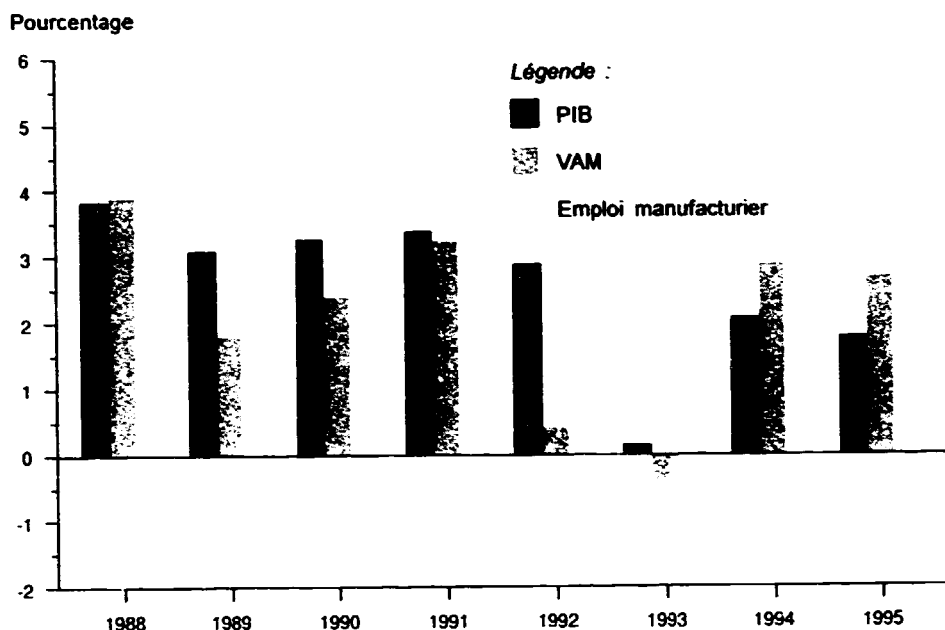
*Estimations.

*Projections.

du pétrole et la réduction du pouvoir d'achat du dollar ont fortement réduit les recettes pétrolières, comprimé les dépenses publiques et creusé les déficits budgétaires. Au Bahreïn et au Koweït, néanmoins, l'économie semble avoir moins souffert de la diminution des recettes pétrolières et les taux de croissance ont été nettement supérieurs à la moyenne. Au Bahreïn, le pétrole fournit moins d'un quart du PIB total et les recettes pétrolières représentent 60 % des recettes publiques, soit moins que dans les autres pays du golfe Persique. Au Koweït, la croissance a été soutenue par la remise en état des raffineries et de l'industrie pétrochimique.

Bien que le chiffre global du PIB pour l'Afrique du Nord traduise un développement économique limité mais stable de l'ensemble de la région, il existe de nombreuses différences entre les pays. L'économie algérienne est en mauvais état depuis 1993. L'Égypte traverse aussi une phase de ralentissement due en partie à la lenteur de la mise en œuvre des réformes économiques. La création d'un climat d'investissement capable d'absorber les jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail en Égypte représente une tâche complexe difficile à mener à bien. En revanche, la Tunisie s'est développée à un rythme soutenu. Les programmes de réforme

Figure 11. Afrique du Nord : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)

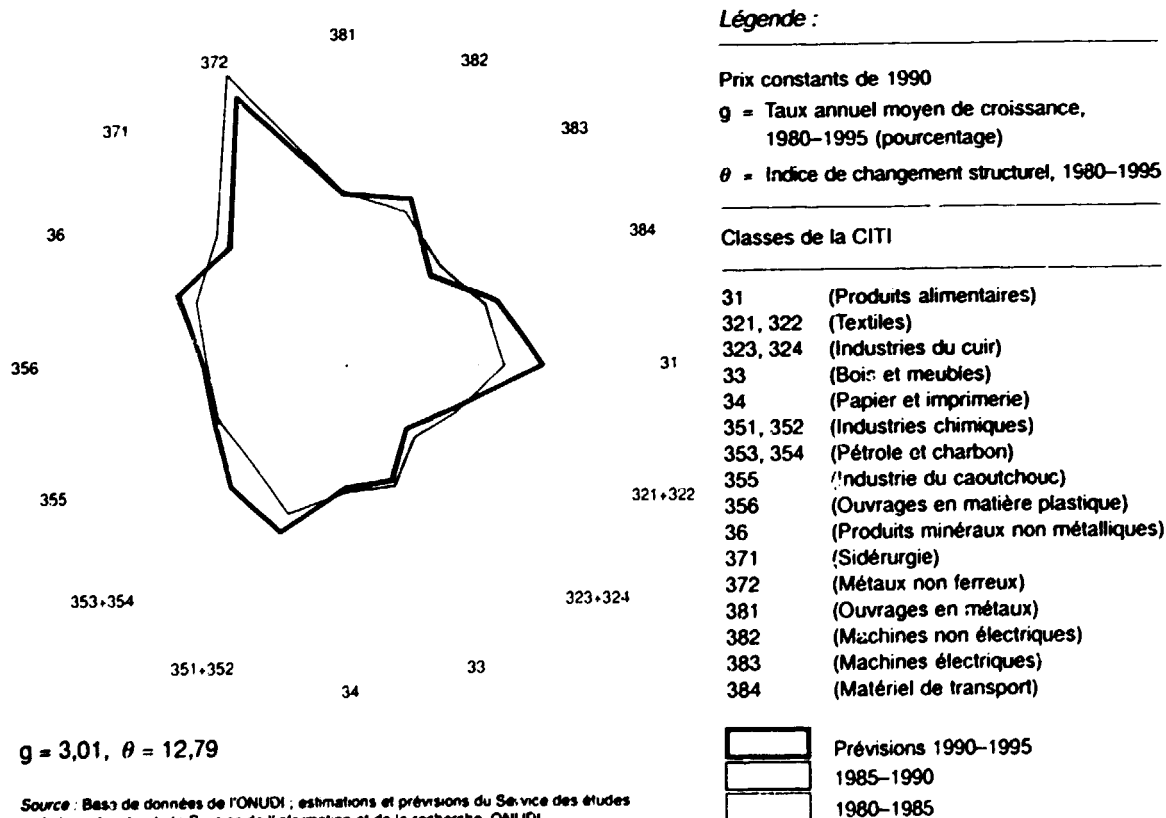
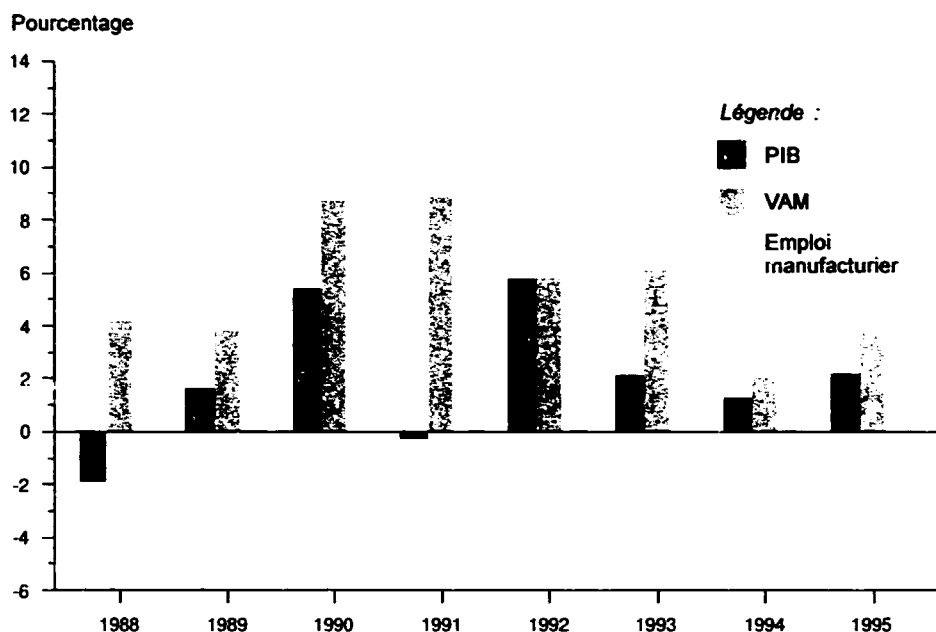
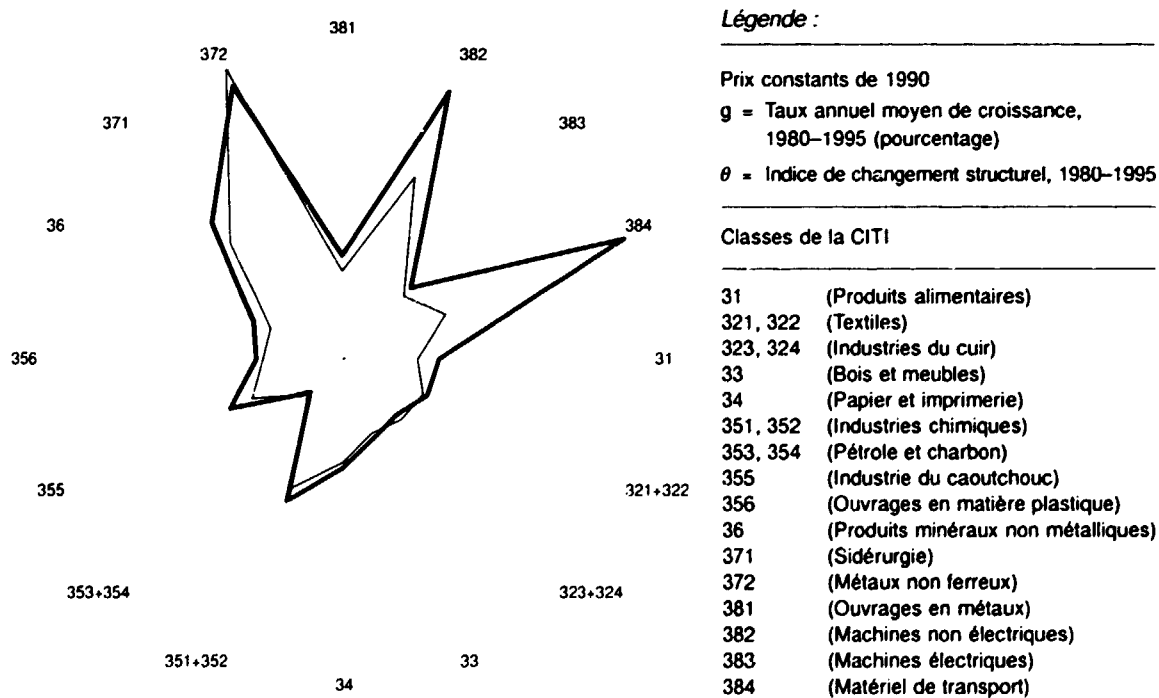


Figure 12. Asie de l'Ouest : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995

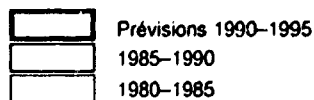


Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



$g = 4,17$, $\theta = 26,77$

Source : Base de données de l'ONUDI ; estimations et prévisions du Service des études et de la recherche de la Division de l'information et de la recherche, ONUDI.



évoluent dans le bon sens et trois saisons de pluies abondantes, et donc de bonnes récoltes, ont contribué à relever le PIB en moyenne de 5,1 % par an au cours de la période 1990-1993 et de 4,4 % en 1994.

Industrie

En 1994, les résultats du secteur manufacturier de l'Asie de l'Ouest ont été médiocres. La VAM a progressé de tout juste 2,7 % par an, donc beaucoup moins que de 1990 à 1993 où sa croissance annuelle

moyenne avait été de 7 %. Ce brusque ralentissement de l'activité industrielle dans la région a été principalement dû à un déclin marqué de la production manufacturière en Turquie et à un ralentissement général des activités liées au pétrole dans la plupart des pays arabes d'Asie de l'Ouest (voir tableau 34).

En fait, les brutales mesures de stabilisation adoptées par la Turquie au début de 1994 ont conduit à une forte contraction de la production manufacturière, qui a été en moyenne de -3,7 % au cours de cette année. Certains secteurs comme l'industrie alimentaire, les textiles et le matériel de transport ont

Tableau 34. Asie de l'Ouest : taux de croissance et part de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995†	
A. Par pays						
<i>Asie de l'Ouest</i>						
Arabie saoudite	6,8	5,1	4,6	2,8	5,1	5,3
Chypre	6,0	4,5	3,8	4,4	4,1	0,6
Émirats arabes unis	45,9	7,8	3,3	5,2	5,0	2,0
Iran (République islamique d')	11,0	5,5	9,3	4,5	3,5	59,2
Iraq	13,4	-1,9	-26,1	-24,2	-2,3	1,2
Koweït	8,3	3,0	23,2	12,0	12,0	3,0
Qatar	6,5	7,5	2,6	5,1	3,6	0,7
République arabe syrienne	5,9	0,7	6,7	6,3	4,6	1,2
Turquie	5,5	7,3	6,1	-3,7	3,1	24,9
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	2,6	2,7	9,8	-0,4	0,8	10,2
313 Fabrication de boissons	4,9	5,0	2,9	2,3	3,8	2,4
314 Industrie du tabac	-5,8	1,3	5,1	-2,5	—	2,3
321 Industrie textile	5,4	3,7	2,0	-1,0	0,6	11,8
322 Articles d'habillement	8,5	9,9	-0,3	-0,9	3,0	1,6
323 Articles en cuir et en fourrure	4,3	6,3	-4,4	3,4	3,6	0,5
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	-2,1	2,2	-2,1	-1,2	-0,3	0,6
331 Articles en bois et en liège	5,4	4,2	-2,9	2,3	3,2	0,8
332 Meubles et accessoires	7,8	0,9	4,0	0,6	2,5	0,5
341 Papier et articles en papier	7,3	4,7	1,5	-0,5	1,2	1,5
342 Imprimerie et édition	2,3	6,8	0,9	-0,9	2,4	1,3
351 Industrie chimique	8,8	9,3	2,5	3,0	7,1	5,4
352 Autres produits chimiques	5,7	8,3	-1,8	2,2	3,0	4,2
353 Raffineries de pétrole	16,1	-2,4	-7,9	-2,6	2,8	6,1
354 Dérivés du pétrole et du charbon	24,0	9,0	-4,0	-3,1	3,8	0,7
355 Industrie du caoutchouc	7,6	5,6	6,0	0,6	3,0	1,3
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	15,4	3,4	1,0	1,5	1,8	1,6
361 Grès, porcelaines et faïences	8,0	8,1	3,8	-5,0	3,4	0,8
362 Industrie du verre	5,5	4,3	12,4	-0,2	2,5	1,4
369 Autres produits minéraux non métalliques	6,9	2,7	4,1	2,2	3,0	7,6
371 Sidérurgie	7,0	10,8	3,8	1,5	2,8	7,6
372 Métaux non ferreux	12,5	18,1	-3,8	2,5	3,2	2,7
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	3,1	4,1	3,3	1,5	2,4	3,8
382 Machines non électriques	12,6	12,8	10,1	3,8	5,4	7,7
383 Machines électriques	5,3	4,2	1,7	1,2	4,9	3,8
384 Matériel de transport	-0,1	7,0	33,3	6,5	7,0	11,4
385 Matériel professionnel et scientifique	10,9	6,8	16,4	1,0	2,9	0,3
390 Autres industries manufacturières	8,3	7,3	6,6	4,9	5,9	0,4

Notes. En 1994, on estime que la VAM totale a été de 109 499 millions de dollars des États-Unis.

En 1994, la part prévue dans la VAM totale de la Jordanie, de la partie nord du Yémen et de la partie sud du Yémen, étant inférieure à 0,5 %, n'a pas été incluse.

Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

†Projections.

été quasiment au point mort. En particulier, l'industrie automobile, la plus dynamique de Turquie au début des années 90, a souffert de la récession. Les fortes hausses des prix du pétrole, dans le cadre du programme de stabilisation, le relèvement brutal des taux d'intérêt et la dévaluation de la livre turque ont tous contribué à faire reculer les ventes d'automobiles sur les marchés nationaux, entraînant une accumulation des stocks.

En général, les pays du CCG ont souffert d'un ralentissement de leurs activités manufacturières. La croissance de la VAM a été en moyenne d'environ 2 % en 1994, alors qu'elle avait atteint 2,5 % en 1993. Ces taux de croissance relativement lents sont principalement dus aux faibles taux de croissance des industries liées au pétrole, qui représentent environ 70 % de toute la VAM. En revanche, les activités du secteur privé non pétrolier, par exemple de l'industrie de transformation des aliments et de la production de boissons, ont donné des résultats relativement satisfaisants et devraient continuer à se développer, mais le secteur de la construction et les industries connexes, qui dépendent davantage des dépenses du secteur public, devraient connaître le déclin.

Le pays le plus important de la sous-région sur le plan économique, l'Arabie saoudite, a enregistré un taux de croissance de la VAM de 2,8 % seulement en 1994, soit presque la moitié de celui des années 1990 à 1993. Le secteur manufacturier a vu son activité fortement freinée par la réduction continue des dépenses publiques qui a entraîné l'annulation ou le report de projets, et par les retards de paiement aux entrepreneurs privés. De ce fait, alors que dans le passé les dépenses publiques avaient été l'un des principaux moteurs de l'économie, la croissance lente enregistrée par le secteur manufacturier a été due principalement à une légère amélioration des exportations de produits pétrochimiques (stimulées par la reprise progressive du marché mondial) et le développement des activités manufacturières privées du secteur non pétrolier.

Dans d'autres pays arabes d'Asie de l'Ouest, le secteur manufacturier a continué de se développer à un taux notable, particulièrement au Liban et en République arabe syrienne. En République arabe syrienne, les activités manufacturières, qui avaient eu auparavant un taux de croissance très faible, ont connu en 1993 et aussi en 1994 une croissance remarquable qui peut être imputée à la confiance dans les réformes économiques qui donnent de bons résultats et le montant continuellement élevé des investissements publics.

En République arabe syrienne, l'industrie des textiles et celle des phosphates sont les deux activités qui ont contribué le plus à l'accélération de la production manufacturière. L'expansion du secteur des textiles a été stimulée par le dynamisme du secteur privé, alors que celle de l'industrie des phosphates l'a été par une reprise des exportations. De nouveaux marchés d'exportation ont été découverts en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Est et d'autres devraient se créer prochainement. Le Gouvernement de la Répu-

blique arabe syrienne et le Gouvernement indien ont conclu au milieu de 1994 un accord de création d'une entreprise conjointe qui produira des phosphates en Inde.

En Afrique du Nord, bien que le secteur manufacturier ait progressé lentement, la productivité a continué de décliner à un rythme alarmant. En 1994, le taux de croissance de la VAM en Afrique du Nord a été selon les estimations de 2,9 %, alors qu'il avait atteint en moyenne 1,1 % par an au cours de la période 1990-1993. Les industries alimentaires, l'industrie du tabac et celle du verre sont celles dans lesquelles la contraction a été la plus forte (voir tableau 35).

La lenteur de la mise en œuvre des réformes économiques et la détérioration des prix du pétrole ont nettement gêné la reprise du secteur manufacturier en Égypte. Selon les estimations, le taux de croissance de la VAM n'a été que de 1,9 % en 1994, soit encore beaucoup moins que ce qu'il faudrait pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché intérieur du travail chaque année. Le secteur privé a continué d'être la principale source de croissance des activités manufacturières, malgré de bas niveaux d'utilisation de capacité.

L'industrie textile est demeurée en tête des activités industrielles de l'Égypte et est l'une des plus dynamiques dans le secteur manufacturier. Il y aurait actuellement en Égypte de 500 à 600 usines textiles de taille moyenne appartenant principalement à l'État et plus de 1 000 ateliers artisanaux. Environ 90 % du secteur de la confection est privé et l'on y trouve aussi bien des tailleurs traditionnels que des fabricants produisant des vêtements sous licence selon des méthodes très perfectionnées. En 1993, la production totale de vêtements finis et de tissus du secteur privé atteignait environ 85 000 tonnes, alors que celle du secteur public était d'environ 130 000 tonnes. Les perspectives sont donc encourageantes pour l'Égypte. La fin de l'Arrangement multifibres et la libéralisation du prix du coton égyptien annoncée en 1994 devraient stimuler l'industrie textile.

Questions relatives au développement industriel

Réformes économiques et programmes d'ajustement structurel

De nombreux pays d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest appliquent actuellement des programmes de réforme économique. De fait, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie mettent en œuvre officiellement des programmes de réforme du FMI qui ont déjà permis d'atteindre des objectifs budgétaires importants. En République arabe syrienne, au Yémen et, dans une moindre mesure, dans un certain nombre de pays du CCG, des réformes indépendantes sont aussi en cours, et à l'occasion des conseils sont fournis par le FMI et la Banque mondiale.

Tableau 35. Afrique du Nord : taux de croissance et part de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
A. Par pays						
<i>Afrique du Nord</i>						
Algérie	9,1	5,7	-2,7	0,5	-4,2	22,5
Égypte	4,2	10,4	0,7	1,9	3,9	24,0
Jamahiriya arabe libyenne	13,5	9,8	7,9	9,7	9,6	12,6
Mauritanie	3,3	6,7	8,1	6,5	6,4	0,7
Maroc	5,6	4,3	0,8	1,5	4,2	21,3
Soudan	2,4	-1,7	0,9	1,6	-0,6	9,2
Tunisie	12,3	5,9	5,3	6,9	6,3	9,7
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	5,4	4,2	9,4	-5,7	-0,8	20,3
313 Fabrication de boissons	1,0	7,2	9,1	-4,4	1,6	5,5
314 Industrie du tabac	0,7	5,4	10,7	-6,3	-1,3	5,1
321 Industrie textile	3,3	1,1	-4,3	1,6	2,3	9,3
322 Articles d'habillement	6,1	3,8	-3,3	8,1	9,7	3,3
323 Articles en cuir et en fourrure	3,0	0,9	-9,2	5,5	7,5	0,5
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	2,8	-0,9	-7,0	4,8	7,0	1,1
331 Articles en bois et en liège	3,9	2,0	-3,1	-1,6	0,2	1,1
332 Meubles et accessoires	1,0	2,9	0,2	-0,7	3,3	0,9
341 Papier et articles en papier	6,6	2,5	-2,5	1,4	1,5	2,1
342 Imprimerie et édition	5,5	0,9	-0,7	1,6	2,4	1,1
351 Industrie chimique	10,5	6,5	5,8	2,5	4,6	4,8
352 Autres produits chimiques	6,2	3,1	-2,8	4,1	4,6	4,6
353 Raffineries de pétrole	7,2	4,0	4,5	3,7	6,7	4,8
354 Dérivés du pétrole et du charbon	13,2	-4,9	3,4	0,5	3,9	0,4
355 Industrie du caoutchouc	3,6	3,4	-1,2	3,3	3,2	0,9
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	11,9	3,4	-2,4	4,7	5,6	1,4
361 Grès, porcelaines et faïences	9,4	7,0	-0,1	0,6	3,7	0,5
362 Industrie du verre	9,4	1,2	-0,2	-5,2	0,7	0,5
369 Autres produits minéraux non métalliques	12,1	5,2	2,7	0,9	4,9	9,5
371 Sidérurgie	8,9	6,1	-2,1	-3,8	0,4	5,1
372 Métaux non ferreux	19,2	11,9	-4,0	1,2	3,0	2,6
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	3,5	5,4	—	-2,2	1,2	5,3
382 Machines autres qu'électriques	7,6	4,9	2,4	0,6	0,5	1,7
383 Machines électriques	8,0	3,2	-4,3	0,8	1,8	2,5
384 Matériel de transport	5,7	4,3	2,2	-2,4	4,1	3,6
385 Matériel professionnel et scientifique	7,2	7,6	-1,4	-4,4	-1,6	0,5
390 Autres industries manufacturières	13,3	6,6	-1,3	-3,8	7,1	1,1

Notes. En 1994, on estime que la VAM totale a été de 17 293 millions de dollars des États-Unis.
Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.
*Projections.

Dans ce contexte de réformes, des politiques rigoureuses ont été conçues pour stimuler la croissance industrielle et combattre certaines des faiblesses structurelles qui gênent la diversification économique. Elles consistent notamment dans la privatisation, le développement des entreprises privées et l'encouragement des investissements extérieurs.

Privatisation

En Égypte, au Koweït et au Maroc, des politiques de privatisation ont déjà été formulées et sont actuellement appliquées. Dans des pays comme l'Arabie saoudite, le Bahreïn et la République arabe syrienne, les gouvernements examinent encore diverses options. Le Koweït a probablement été le premier des pays du CCG à se décider sans ambiguïté dans ce

domaine. Son gouvernement examine actuellement des recommandations de privatisation de quelque 76 entreprises, notamment dans le secteur de la distribution locale de produits pétroliers et les services publics comme les télécommunications, faites par la Banque mondiale. Le plan de développement de l'Arabie saoudite pour la période 1995-2000 se donne pour objectif de faire participer le secteur privé à la gestion d'industries de base et aussi de services publics. En mai 1994, le gouvernement a annoncé son intention de privatiser ses entreprises publiques en ne conservant qu'une participation limitée dans celles-ci.

Au Maroc, le gouvernement a formulé en 1991 un programme de privatisation qui devait être achevé d'ici à 1995. Ce programme concerne 113 des 688

entreprises publiques. Il est entré en application en 1992 et peut être considéré comme un succès puisqu'il aurait rapporté, selon les estimations, 250 millions de dollars de recettes en 1993 et devait en fournir 365 millions en 1994. Les industries stratégiques, par exemple les raffineries de pétrole, les services publics et les télécommunications, ne sont plus exclues du programme de privatisation. En Tunisie, le programme de privatisation inauguré en 1987 progresse lentement; à la fin de 1993, sur 300 entreprises employant quelque 12 000 personnes, plus de 40 avaient été vendues.

En Égypte, la loi n° 203 de 1991 relative aux entreprises du secteur public² a établi un cadre pour la privatisation. Elle prévoit la création de l'Organisation des entreprises publiques, organe gouvernemental chargé de privatiser ce secteur. La "liste négative", qui réservait certaines activités industrielles au secteur public, a déjà été supprimée. Néanmoins, la privatisation effective des grandes entreprises manufacturières ne se déroule pas, dans les faits, selon le calendrier convenu avec la Banque mondiale. L'une des principales causes des retards tient aux difficultés de choix des méthodes à employer dans l'évaluation des avoirs des entreprises.

Financement de l'industrie

Le manque de moyens de financement est l'un des principaux obstacles au développement du secteur industriel dans la région, particulièrement à celui des petites et des moyennes entreprises. Les principales raisons en sont les suivantes : l'administration des financements de prêts coûte relativement cher aux institutions financières, qui répercutent généralement ce coût sur les entreprises; les banques commerciales, ainsi que la plupart des banques industrielles et des banques de développement, subordonnent l'octroi de crédit à la fourniture de garanties qui, dans la plupart des cas, dépassent le montant du prêt demandé; les banques considèrent que les entreprises industrielles, particulièrement si elles sont petites, sont des clients à risque; enfin, les petits entrepreneurs manquent d'expérience dans l'accomplissement des formalités complexes exigées par les banques.

Ces difficultés ont incité certaines institutions de la région à prendre plusieurs initiatives, notamment en Égypte, pour aider les petites entreprises industrielles à trouver les financements dont elles ont besoin. En Égypte, le Fonds social de développement propose aux petites et moyennes entreprises nouvelles ou existantes un système spécial de financement, qui exige d'elles les garanties les plus réduites possible. Le plan de crédit de l'Association des hommes d'affaires d'Alexandrie accorde des prêts aux petites entreprises sans exiger de garantie et la Société de garantie de crédit pour les petites entreprises garantit jusqu'à 50 % du prêt total accordé par des banques commerciales. D'autres systèmes de financement des petites entreprises industrielles ont été mis en place dans plusieurs pays, notamment le Fonds d'emploi et de développement en Jordanie, le Service de déve-

loppement des petites entreprises au Yémen, des institutions de crédit non officielles dans les territoires palestiniens et divers organismes internationaux et non gouvernementaux locaux.

Promotion des investissements

Dans des pays comme l'Égypte, la République arabe syrienne et la Tunisie, où le secteur public continue de regrouper une part importante des activités manufacturières, de nouvelles lois ont été adoptées pour encourager les investissements. La Tunisie a depuis 1993 une loi unifiée relative aux investissements qui réduit les contrôles, simplifie les formalités et crée des incitations supplémentaires pour stimuler les projets dans les zones moins développées et reculées dans le domaine de la promotion des exportations.

En Égypte et, à un moindre degré, en République arabe syrienne, les nouvelles lois relatives aux investissements font une large part aux dispositions concernant le rapatriement des capitaux et des bénéfices. Dans ce contexte, le secteur privé en République arabe syrienne devrait bénéficier tout particulièrement de l'adoption, en 1991, de la loi n° 10 relative à l'encouragement des investissements productifs. Les derniers chiffres disponibles concernant les investissements indiquent qu'à la fin de juin 1994 le coût total des projets d'investissement approuvés s'établissait aux alentours de 155 milliards de livres syriennes (environ 3,7 milliards de dollars), dont une grande partie était financée par le rapatriement de capitaux par des investisseurs étrangers. Les projets dans le secteur manufacturier représentaient plus de 62 % de tous les projets approuvés*. Parmi les grands projets, on peut citer deux opérations en association dans le domaine des textiles et de l'habillement auxquels participe un investisseur d'Arabie saoudite (238 millions de dollars) et des projets pour la production de produits pharmaceutiques, de profilés d'aluminium et de barres de fer, ainsi qu'un projet conjoint avec Nestlé (15 millions de dollars).

L'Arabie saoudite et le Koweït examinent dans quelle mesure leur politique attire effectivement les investissements extérieurs. L'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar ont pris (ou envisagent) des mesures importantes qui permettraient la création de sociétés à capitaux entièrement étrangers. L'Arabie saoudite accorde des incitations supplémentaires, notamment des exonérations de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés applicables aux capitaux étrangers qui servent à financer le développement de tout projet industriel existant.

* Les projets d'investissement dans le secteur manufacturier se répartissaient entre toutes les principales activités industrielles : 39,2 % étaient concentrés dans les industries alimentaires, 22,4 % dans les textiles et l'habillement, 11,6 % dans l'industrie des métaux, 9,8 % dans l'industrie chimique, 7,1 % dans les industries de base et 4,7 % dans le secteur de la santé et de la médecine.

Les conséquences politiques et économiques de la paix entre Israël et les pays arabes dépendront de la nature et des conditions des traités de paix qui seront conclus et pourraient marquer profondément de leur empreinte l'avenir du développement industriel dans la région. Les dividendes de la paix pourraient prendre la forme de taux accélérés de développement dus à l'accroissement des investissements locaux et internationaux. Une réduction des dépenses militaires serait aussi très bénéfique sur le plan socio-économique. Néanmoins, les effets des dividendes de paix risquent d'être fort réduits, voire annulés, si aucune réforme économique n'est adoptée et si la stabilité politique ne peut être obtenue.

Des réformes allant de la privatisation à l'encouragement aux investissements et au développement du secteur privé devraient stimuler l'industrialisation et la croissance économique en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord. Bien qu'il soit encore trop tôt pour dire dans quelle mesure les résultats seront bons dans de nombreux pays, des améliorations importantes apparaissent déjà. Le secteur privé a été de loin le meilleur moteur de la croissance dans de nombreux pays de la région.

Néanmoins, une certaine prudence s'impose. Dans de nombreux pays arabes, des pratiques non dites, étrangères au marché déterminent, voire déforment, le rythme de toute la restructuration économique. L'absence de volonté politique de changement et les carences de l'administration en matière d'organisation sont de plus en plus évidentes et pourraient poser des problèmes graves. La fabrication des batteuses en Égypte montre de façon intéressante les réactions économiques à la libéralisation des échanges commerciaux (voir encadré 10).

Comme il a souvent été dit, l'adoption de réformes crée des obstacles d'ordre politique et aussi dans le domaine de l'organisation, dans la mesure où les nouvelles conditions institutionnelles réduisent les privilèges dont jouissaient auparavant certains groupes d'influence politique et économique dans le pays considéré et où l'administration doit accomplir des tâches pour lesquelles elle est incompétente. Pour mener à bien les réformes de politique économique, de nombreux économistes estiment qu'il est nécessaire, simultanément, de procéder à une restructuration administrative sérieuse.

Le secteur pétrolier et le développement économique dans les pays du CCG

Les pays du CCG retirent une grande part de leur revenu intérieur de l'extraction et du traitement du pétrole et du gaz naturel. La part du secteur minier dans le PIB est de l'ordre de 40 à 54 %, sauf à Bahreïn où il est en moyenne de 26 %. Surtout, dans presque tous les pays du CCG, les recettes pétrolières fournissent environ 80 % de toutes les recettes d'exportation et des recettes de l'État.

Le rôle essentiel joué par le pétrole, dont dépend une part capitale du produit intérieur brut, oblige à

interpréter de façon particulière le développement économique. Dans une économie reposant sur des ressources finies, les actifs de base s'amenuisent au fur et à mesure que l'extraction des ressources naturelles progresse, ce qui réduit les revenus et la consommation futurs. Afin de maintenir le revenu à un certain niveau après l'épuisement des réserves pétrolières, il est indispensable d'amortir convenablement la réduction des avoirs pétroliers. Pour cela, il faut qu'une part suffisamment importante du revenu national soit épargnée et investie dans des actifs non pétroliers afin de créer une source de revenus de remplacement.

Comme Farzin l'a fait observer³, le montant de l'épargne et le ratio d'investissement nécessaires dépendent d'un certain nombre de facteurs, entre autres, la durée escomptée des réserves pétrolières, l'évolution réelle des prix du pétrole et le rendement réel à long terme des investissements non pétroliers. En ce qui concerne la durée des réserves de pétrole, on estime que les pays arabes détiennent environ 60 % des réserves mondiales de pétrole et environ 20 % des réserves mondiales de gaz naturel. Les pays du CCG sont les plus gros producteurs des pays arabes. Dans ces conditions, il apparaît qu'il faut tenir compte des interactions entre les recettes pétrolières et les plans d'investissement pour examiner l'évolution dans le temps et les perspectives de l'épargne et du ratio d'investissement.

En ce qui concerne l'épargne, les prix du pétrole ont diminué depuis la fin des années 80, les principaux producteurs mondiaux souhaitant conserver leur part du marché plus que défendre un niveau de prix donné. Le prix du pétrole, qui était en moyenne de 16,33 dollars le baril en 1993, est descendu à 15,53 dollars le baril en 1994. L'une des principales conséquences de cette évolution a été que les recettes pétrolières ont baissé. Selon *Arab Oil and Gas*⁴, les recettes pétrolières des pays du CCG étaient de l'ordre de 77 013 millions de dollars en 1992, mais n'atteignaient plus que 74 216 millions de dollars en 1993. Bien qu'aucune estimation précise ne soit donnée, les chiffres provisoires laissent prévoir encore un déclin en 1994.

Néanmoins, les perspectives à moyen et long terme dans le secteur du pétrole et du gaz semblent encourageantes. Toutes les prévisions indiquent que les pays arabes, particulièrement les pays du golfe Persique, développeront leur production pour répondre à une demande mondiale accrue d'énergie primaire. Dans *1994 World Energy Outlook*, l'Agence internationale de l'énergie prévoyait que dans les pays de l'OCDE la consommation d'énergie allait augmenter probablement de 28 % entre 1991 et 2010 et la demande pétrolière atteindre 45 millions de barils par jour. Comme l'on s'attendait que la production de pétrole de l'OCDE continue de diminuer progressivement, il était probable que les importations de pétrole, qui correspondaient à 58 % des besoins de pétrole de l'OCDE en 1991, représentent près de 70 % de la demande de pétrole de l'OCDE en 2010. Ceci correspondait à un accroissement des importa-

Encadré 10. Obstacles institutionnels aux réformes des politiques : la production de machines agricoles en Égypte

Avant l'adoption de politiques de libéralisation du commerce, le secteur des machines agricoles était dominé en Égypte par des entreprises publiques qui avaient le moins de contacts possibles avec les exploitants agricoles. Le marché était très peu ouvert et aucune innovation technologique n'était présente. L'ouverture du marché égyptien, au milieu des années 70, a permis aux distributeurs privés de mieux accéder aux marchés internationaux et, donc, d'apporter des innovations touchant les batteuses. Ce n'est qu'en 1982, toutefois, qu'un revendeur privé a véritablement innové en important la première batteuse turque après avoir cherché des fournisseurs internationaux pouvant fournir un modèle convenant à l'Égypte. D'autres revendeurs se sont immédiatement rendu compte des possibilités qu'offrait le marché égyptien et, quelques années plus tard, des ateliers privés commençaient à fabriquer le modèle turc en Égypte.

Actuellement, on trouve sur le marché à la fois des entreprises bien établies et de petits ateliers de village, dont certains ont peu de chances de subsister très longtemps. Les grands fabricants prétendent avoir apporté des améliorations importantes à la batteuse turque, même si les divers modèles semblent essentiellement identiques. Les ateliers locaux ont trouvé un créneau en approvisionnant le marché local, surtout parce que les batteuses égyptiennes coûtent toutes beaucoup moins cher que le modèle turc. Dans de nombreux cas, toutefois, la fiabilité beaucoup plus grande de celui-ci compense le grand écart du coût. Beaucoup de petites entreprises sont sous-équipées et sont donc obligées de se procurer certains composants auprès de sociétés plus importantes.

En théorie, une fois établie l'utilité économique de la production sur place de telles machines, l'ouverture du marché intérieur peut faire naître une offre efficace de capacité industrielle locale. Dans la pratique, l'industrie égyptienne de la batteuse a connu une évolution différente de celle que l'on attendait, principalement en raison d'obstacles institutionnels. C'est ainsi que Kerr déclare que "les fabricants égyptiens de machines agricoles ont eu du mal à se procurer les matières premières et à trouver des moyens de commercialisation, et aussi à négocier les formalités administratives liées, notamment, au paiement d'impôt et à l'enregistrement des produits. Ils avaient accès à

un crédit suffisant, non pas en raison de la force du système bancaire, mais parce que le FIDA finançait une ligne de crédit spéciale".

De nombreux ateliers n'étaient pas enregistrés auprès du Ministère de l'industrie. De ce fait, ils n'avaient pas accès au crédit institutionnel et ne pouvaient pas obtenir la quantité définie d'électricité industrielle à laquelle ils auraient eu droit autrement. En outre, le choix et le nombre de machines étaient limités. Ils avaient cependant intérêt à ne pas être déclarés. Certes, de nombreux ateliers se plaignaient du manque d'électricité ou de crédit, mais en n'étant pas déclarés, ils échappaient aux nombreux problèmes liés à l'enregistrement et à une fiscalité inéquitable.

De loin les principales difficultés rencontrées par les ateliers, qu'ils soient de grande ou de petite taille, avaient trait à la commercialisation. Les prêts institutionnels pour les machines agricoles étaient accordés uniquement par la Banque principale de développement et de crédit agricole, qui est une banque publique. Seules les entreprises déclarées auprès de cette banque étaient autorisées à vendre des batteuses selon les modalités du crédit institutionnel. Les formalités à accomplir pour la déclaration étaient simples, mais favorisaient uniquement les grandes sociétés, ce qui limitait la concurrence. Les machines devaient passer des essais qui, eux aussi, posaient de graves difficultés aux petits ateliers car le propriétaire devait accompagner la batteuse jusqu'au centre d'essais, ce qui, dans les meilleurs cas, lui prenait plusieurs journées de travail. Parfois, les formalités de déclaration étaient si longues que le prix indiqué dans la demande n'était plus d'actualité lorsqu'elles étaient achevées. Surtout, la déclaration officielle auprès de la banque n'était pas une garantie de financement bancaire. Souvent, les banques des villages servaient d'agent unique pour toutes les batteuses, même s'il s'agissait de modèles concurrents de fournisseurs différents. Tout ceci avait pour résultat que les entreprises continuaient de servir uniquement les clients locaux, sur la base de contacts personnels.

*Source : John M. Kerr, "Institutional barriers to policy reform in Egypt: the case of the agricultural machinery industry", *World Development*, vol. 22, n° 6 (1994), p. 877 à 888.*

tions d'environ 9 millions de barils de pétrole par jour, qui devraient très probablement être fournis surtout par les grands pays producteurs du Moyen-Orient et le Venezuela. Le doublement de la production de ces pays dans les seize à dix-sept ans était nécessaire pour répondre à la demande mondiale escomptée de pétrole. En outre, on pense qu'une demande accrue émanera des pays nouvellement industrialisés d'Asie du Sud-Est et des pays en développement potentiellement rapide comme la Chine.

En ce qui concerne les plans d'investissement, au cours des quinze dernières années, les pays du CCC

ont lourdement investi dans de grands projets, notamment d'infrastructure interne, et pour développer les industries pétrolières d'amont et d'aval. Si les taux de rendement économique réel des projets pétrochimiques ont généralement été assez élevés, on peut s'interroger sur ceux de l'infrastructure. Dans ce secteur, les projets ont certainement relevé le niveau de vie de la population et accru la productivité. Néanmoins, les installations d'infrastructure sont utilisées gratuitement ou subventionnées, par le biais de fourniture bon marché d'énergie ou d'eau, d'exonération d'impôt, etc. En conséquence, on peut donc se de-

mander si le rendement réel de ces projets a été élevé, voire, dans certains cas, positif.

On peut s'inquiéter aussi de la composition et des résultats du portefeuille d'avoirs extérieurs des pays du CCG. Selon la Gulf International Bank¹, les investisseurs tant privés qu'institutionnels sont plutôt conservateurs et évitent les risques lorsqu'ils doivent prendre des décisions de portefeuille. Au milieu de 1989, environ 75 % de tous les avoirs extérieurs des pays du CCG étaient détenus sous forme liquide, et les deux tiers étaient placés en espèces alors qu'un tiers l'était en titres d'État ou en obligations de sociétés. Pour cette raison, le taux réel de rendement de ce type de portefeuille a été relativement négligeable.

L'évolution des prix du pétrole dans les années 90 a entraîné une diminution des recettes pétrolières qui, à son tour, a été la cause nouvelle mais regrettable de déficits budgétaires croissants. Dans ces conditions, il est de plus en plus difficile de poursuivre une politique de développement de l'infrastructure. La plupart des gouvernements des pays du CCG ont donc maintenant pour objectif de diversifier leur économie, en privilégiant les activités ne reposant pas sur le pétrole et de faire de plus en plus participer le secteur privé aux activités manufacturières. Les décisions concernant les dépenses d'investissement sont généralement prises avec prudence, lorsque les projets sont manifestement rentables. Les grands projets publics dans le secteur manufacturier, par exemple les projets d'expansion pétrochimique de l'Arabie saoudite, le projet du gisement de gaz du nord au Qatar et les projets de production d'aluminium à Bahreïn et à Dubaï, continuent d'être mis en œuvre comme prévu. Les industries de consommation, particulièrement l'industrie alimentaire, les textiles et l'habillement, prennent de l'importance. Les activités du secteur privé se développent.

Bien qu'en théorie cette stratégie apparaisse très sensée, dans la pratique elle ne semble pas convenir parfaitement. Dans les pays du CCG, il existe des goulets d'étranglement structurels dont il faut tenir compte pour concevoir les mesures politiques. On examinera les principaux obstacles à la diversification. Premièrement, les économies de ces pays sont vulnérables aux fluctuations du marché pétrolier. En fait, la fluctuation des prix du pétrole nuit au succès des grands projets nationaux car elle déstabilise les recettes au moyen desquelles ces projets sont financés. Deuxièmement, dans le secteur manufacturier, une bonne part de la main-d'œuvre est étrangère. La main-d'œuvre locale préfère travailler pour le secteur public dans lequel les salaires et les avantages marginaux sont plus élevés. Malheureusement, la productivité du secteur public est très faible et le coût unitaire du travail dans les secteurs à fort coefficient de main-d'œuvre spécialisée est très élevé. Troisièmement, les marchés intérieurs sont limités. Leur taille est souvent très réduite dans les pays du CCG, et à cela s'ajoute le fait qu'une faible part seulement du revenu des expatriés est dépensée dans le pays, alors qu'une large fraction du revenu produit à l'intérieur est envoyée à l'étranger. Néanmoins, la taille du

marché intérieur seul ne permet pas de tirer parti d'économies d'échelle. Pour cette raison, la rentabilité des investissements sur le marché intérieur dépend nécessairement des capacités d'exportation des entreprises nationales.

Il est nécessaire de diversifier les activités manufacturières et de développer les activités du secteur privé, mais cela ne suffira peut-être pas à garantir que les niveaux de revenus resteront élevés et que la consommation demeurera forte à l'avenir. Une gestion de portefeuille d'avoirs étrangers correspondant mieux à la théorie moderne de l'investissement est jugée essentielle¹. Le regain d'intérêt récent manifesté par certains pays comme le Koweït pour les investissements dans des industries manufacturières extérieures à leur marché national constitue un signe positif dans ce sens. Les possibilités d'investissement étranger dans les pays en développement, notamment en Asie de l'Est, semblent particulièrement avantageuses non seulement en raison du potentiel économique de ces pays, mais aussi parce que le taux de rendement des investissements risque peu d'y être lié au prix du pétrole.

Perspectives pour 1995

Les activités économiques de la région de la CESAO devraient reprendre et atteindre un taux de croissance de 2,5 % en 1995, peut-être en raison d'une amélioration escomptée des prix du pétrole et du fait que l'activité économique devrait nettement reprendre en Iraq si les sanctions sont partiellement levées au deuxième semestre de 1995. Sauf en Iraq, le taux de croissance du PIB dans la région atteindrait selon les prévisions 2,7 % en 1995. Les pays du CCG devraient se rétablir en 1995 et le taux de croissance de leur PIB dépasser en moyenne 2,5 %. Les économies, variées, des pays de la CESAO dépendent toutes à des degrés divers des prix du pétrole, du succès des réformes économiques décrites plus haut et de la stabilité politique. Celle-ci sera essentiellement fonction de la normalisation progressive des relations entre Israël et ses voisins arabes et du succès avec lequel l'Algérie surmontera ses difficultés politiques actuelles et la région résistera aux menaces qui pèsent sur elle.

La reprise économique pourrait aussi être assurée par des améliorations du climat des investissements et aussi, comme dans le cas de l'Égypte, par une accélération de la privatisation et l'instauration, prévue pour 1995, de conditions réglementaires plus libérales. Cette situation pourrait à son tour stimuler les petits et moyens investissements. Les progrès du processus de paix et la confiance des milieux d'affaires qu'ils encouragent seront aussi bénéfiques dans l'immédiat aux économies diversifiées, particulièrement celle de la Jordanie, malgré le ralentissement de l'expansion stimulée par le secteur de la construction. Néanmoins, la poursuite d'une politique budgétaire rigoureuse visant à lutter contre les déficits budgétaires en Égypte et aussi en Jordanie, et le taux de chômage élevé -- environ 20 % dans les

deux pays — continueront de peser sur la demande intérieure, au moins dans l'immédiat.

En revanche, dans un certain nombre de pays, dont la République arabe syrienne, la croissance sera stimulée par la progression des dépenses publiques consacrées à l'infrastructure et à l'industrie (production de pétrole, de gaz et d'électricité), en raison de l'aide financière accordée par les États du golfe Persique, et par l'effet stimulant qu'elles auront sur les activités du secteur privé dans les domaines, par exemple, de la construction, de l'agriculture, de l'industrie légère et des services.

Notes

¹*Financial Times*, 22 avril 1994.

²"Law n° 203/1991 Promulgating Public Business Sector Law", *Official Gazette*, Le Caire, n° 24 (BIS), 19 juin 1991.

³Y. H. Farzin, "Importance of Foreign Investment for the Long-Run Economic Development of the United Arab Emirates", *World Development*, vol. 21, n° 4 (1993), p. 509 à 521.

⁴*Arab Oil and Gas*, vol. XXIV, n° 562, 16 février 1995.

⁵Gulf International Bank, "The Gulf investor in the international markets", *Economic and Financial Report*, vol. V, n° 2 (février 1990).

Sous-continent indien

Une série de changements fondamentaux ont marqué la politique du sous-continent indien dans la première moitié des années 90. Le Pakistan a lancé un programme de réformes pour faciliter les investissements étrangers. L'Inde connaît une révolution économique tranquille. A la suite d'une crise de balance des paiements, en 1991, le Gouvernement indien a lancé un programme de réformes économiques pour créer un climat qui renforce et soutienne la croissance à long terme. Tandis qu'il concevait des réformes fiscales et des réformes du taux de change pour favoriser la stabilisation économique, il réformait ses politiques industrielle, commerciale et financière, principalement pour encourager le développement du secteur industriel et stimuler les capacités de concurrence internationale du pays. Les perspectives d'avenir semblent encourageantes. Les immenses possibilités du marché intérieur, les vastes ressources naturelles de l'Inde, une tradition ancienne de l'entreprise privée et une abondance relative de main-d'œuvre qualifiée permettent de penser de plus en plus que la restructuration actuelle de l'économie indienne accélérera le rythme du développement économique dans les années à venir.

Économie

Les résultats macro-économiques du sous-continent indien ont été relativement sains en 1994. La croissance du PIB de la région, qui était en moyenne de 3,6 % par an entre 1990 et 1993, a atteint 3,8 % en 1994 (voir tableau 36 et figure 13).

Les pays du sous-continent indien ont tous eu une croissance modérée. Selon le gouverneur de la

Banque centrale du Bangladesh, l'économie du pays s'est améliorée de façon continue, malgré des troubles politiques. Le PIB a progressé de 4,9 % en 1994 et les pressions inflationnistes sont restées maîtrisées à un niveau de 3 à 4 %¹. Le taux de croissance du Pakistan reste inférieur à l'objectif de 6,5 % pour l'exercice 1994-1995, principalement parce que la récolte de coton a été mauvaise pour la troisième année consécutive. Néanmoins, en 1994, le taux de croissance du PIB a été de 4 %. Sri Lanka a continué d'enregistrer de bons résultats, bien qu'à un rythme plus lent. En 1994, le taux de croissance du PIB a été de 3,3 %, stimulé par la vigueur de la demande intérieure et des investissements étrangers vigoureux. L'application de réformes économiques importantes dans les années 90 a permis au Népal d'atteindre un taux de croissance de 7,8 % en 1994, le plus élevé de la région. L'économie du Myanmar, toutefois, semble avoir stagné et le taux de croissance de son PIB n'a été que de 0,8 %.

En raison de la taille de l'Inde, ses résultats économiques déterminent le rythme de croissance de tout le sous-continent. Les réformes structurelles entreprises après la crise de balance des paiements de 1991 ont finalement débouché sur une nouvelle phase de croissance soutenue. Le PIB, dont la progression annuelle moyenne avait été de 3 % entre 1990 et 1993, s'est accru de 4 % en 1994 et devrait augmenter de 5 % en 1995.

Au cours de l'exercice budgétaire 1993-1994, une réduction supplémentaire du déficit budgétaire de 0,5 % du PIB était prévue. Toutefois, le déficit a dépassé de beaucoup son objectif d'environ 58 % et équivalait à 7,3 % du PIB à la fin de 1994. D'une part, l'augmentation des recettes fiscales n'a été que de 2,8 % alors qu'elle devait atteindre 13,6 %, principalement en raison d'une insuffisance des recettes provenant des droits de douane et des droits d'excise; d'autre part, les dépenses ont progressé de 17,3 %, beaucoup plus que ce qui était prévu (7,1 %). Des mesures importantes ont donc pu être prises pour réduire le déficit budgétaire, comme le montre le budget pour 1994-1995.

Le taux d'inflation (prix de gros), qui avait atteint un record de 16 % en août 1991, est retombé à 7 % en mars 1993, pour se relever jusqu'aux alentours de 9 % en novembre 1994 et n'est pas encore stabilisé. La tendance à la hausse des prix en 1993-1994 est due, selon les explications officielles, à l'accroissement de la base monétaire résultant du déficit monétisé et de l'accumulation rapide de réserves de devises vers la fin de 1994. Les hausses des prix imposés ont cependant eu aussi des conséquences. Les effets inflationnistes des hausses du prix des pro-

Tableau 36. Sous-continent indien : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

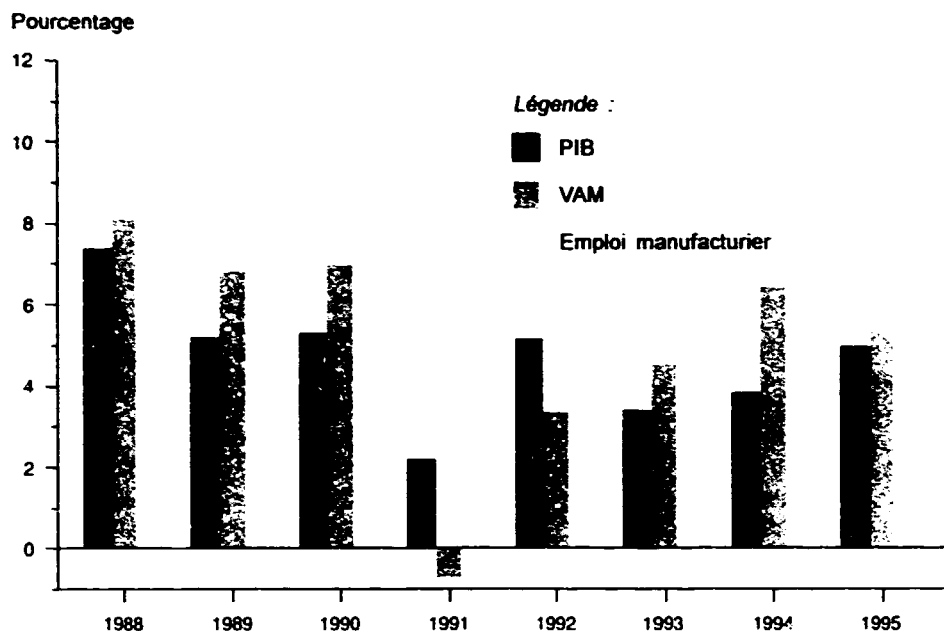
Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995 [†]
Taux de croissance du PIB	3,3	5,3	3,6	3,8	5,0
Taux de croissance de la VAM	4,3	6,9	2,4	6,4	5,4
Part de la VAM dans le PIB	13,2	15,4	14,9	15,2	15,3
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	-0,5	5,5	0,7	2,7	2,2

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

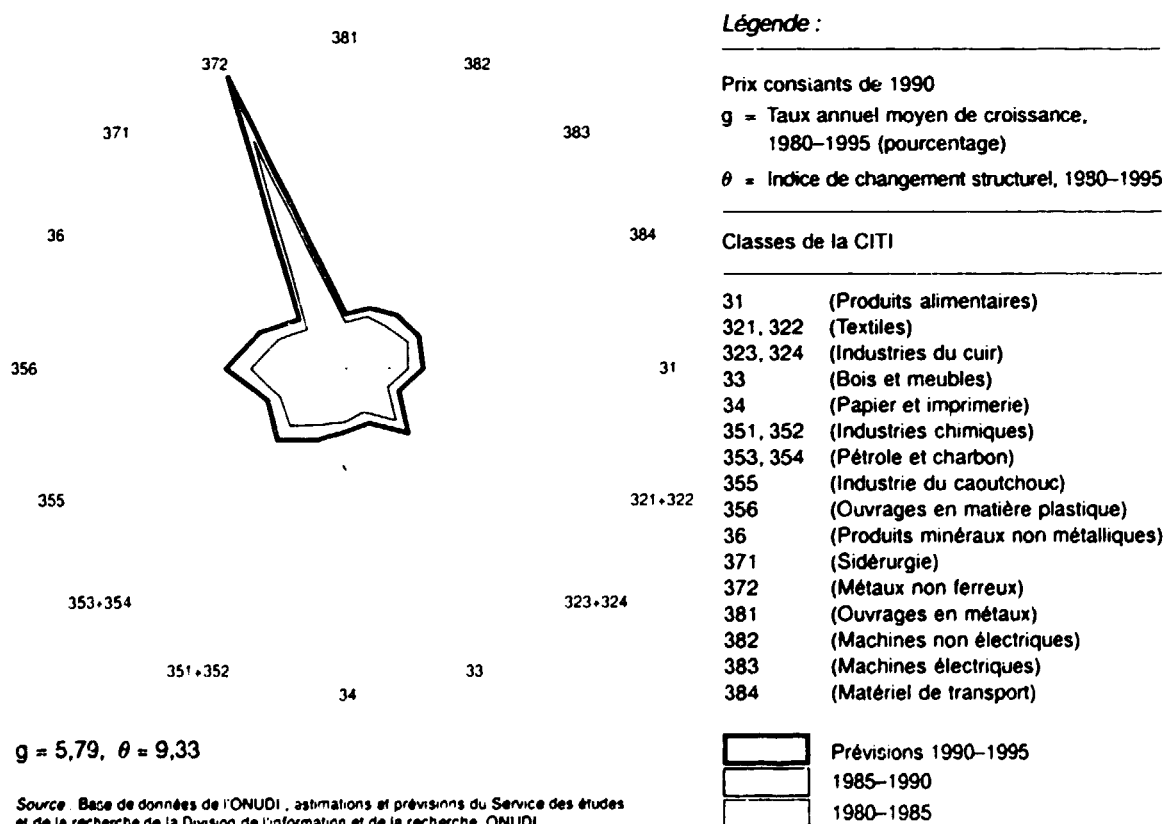
*Estimations.

[†]Projections.

Figure 13. Sous-continent indien : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



duits pétroliers (0,4 %), du charbon et de l'électricité, ainsi que des prix d'intervention des céréales et d'un certain nombre d'autres produits ont été importants.

Après la crise de 1991, la balance des paiements n'a cessé de s'améliorer, exerçant des pressions à la hausse sur la roupie. D'après les statistiques nationales, au cours de l'exercice 1993-1994, les exportations, évaluées en dollars, ont progressé de 20 %, alors que les importations se sont accrues de 6,8 %. Le déficit commercial de 3,3 milliards de dollars a été ramené à 1 milliard de dollars et il y a eu un excédent modeste du compte des invisibles. De ce fait, le déficit commercial s'est réduit pour ne plus correspondre qu'à 0,5 % du PIB. Néanmoins, il y a eu un fort renversement de tendance entre avril et août 1994, puisque les importations ont progressé de

16,4 % et les exportations de 10,6 %. Les importations industrielles devraient continuer à prendre de l'importance au fur et à mesure que les résultats du secteur industriel continuent de s'améliorer.

Industrie

Il y a eu un remarquable regain de l'activité industrielle dans le sous-continent indien en 1994, année au cours de laquelle la VAM de la région s'est accrue de 6,4 %, près de deux fois plus rapidement que le PIB de la même année. Tous les pays du sous-continent ont eu des taux de croissance de la VAM relativement élevés, de l'ordre de 5 à 7 % (voir tableau 37).

Vu la taille et le degré de modernisation de l'économie indienne, dont le poids dépasse celui de

Tableau 37. Sous-continent indien : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995

(En pourcentage)

Pays et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995 [†]	
A. Par pays						
<i>Sous-continent indien</i>						
Bangladesh	6,9	3,1	7,5	5,4	4,4	3,5
Inde	4,0	7,4	1,2	6,7	5,2	79,3
Pakistan	5,8	7,8	7,0	6,2	6,8	11,3
Sri Lanka	4,5	4,7	8,2	7,2	4,4	2,7
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	1,8	8,1	3,4	7,5	5,4	10,3
313 Fabrication de boissons	4,9	9,8	1,7	6,6	4,8	1,2
314 Industrie du tabac	4,1	6,3	4,8	5,6	5,5	4,1
321 Industrie textile	2,2	3,2	4,0	5,2	3,4	14,5
322 Articles d'habillement	9,1	24,6	6,5	9,6	8,6	2,6
323 Articles en cuir et en fourrure	4,5	6,2	3,5	7,5	5,4	0,6
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	11,1	14,1	3,1	6,1	6,0	0,5
331 Articles en bois et en liège	4,3	5,2	5,0	4,5	3,4	0,5
332 Meubles et accessoires	0,9	1,7	9,3	3,0	2,3	0,1
341 Papier et articles en papier	1,5	7,2	2,4	5,2	4,6	2,1
342 Imprimerie et édition	1,3	3,9	2,6	6,1	4,0	1,3
351 Industrie chimique	2,6	9,7	4,1	7,0	6,2	7,2
352 Autres produits chimiques	5,2	5,4	4,4	6,5	5,8	6,9
353 Raffineries de pétrole	4,1	12,6	2,3	6,7	6,5	4,1
354 Dérivés du pétrole et du charbon	16,5	1,6	5,1	9,1	6,2	0,6
355 Industrie du caoutchouc	0,1	9,4	1,1	8,1	5,3	1,9
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	4,0	12,5	3,1	9,6	5,6	1,1
361 Grès, porcelaines et faïences	7,1	4,9	5,1	6,9	5,7	0,3
362 Industrie du verre	2,2	6,4	3,5	6,1	5,6	0,5
369 Autres produits minéraux non métalliques	4,5	10,3	3,8	7,4	7,0	4,9
371 Sidérurgie	4,8	6,4	3,3	5,7	5,2	8,9
372 Métaux non ferreux	-8,8	23,3	4,4	7,2	5,5	2,1
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	2,2	4,4	1,6	6,8	4,2	2,1
382 Machines non électriques	5,4	6,5	0,2	8,4	6,1	6,0
383 Machines électriques	5,7	7,1	3,8	6,5	6,0	7,0
384 Matériel de transport	5,2	8,5	2,2	6,0	5,4	7,8
385 Matériel professionnel et scientifique	3,6	6,4	3,6	8,5	5,4	0,6
390 Autres industries manufacturières	0,6	3,2	3,8	5,3	4,5	0,4

Notes. En 1994, on estime que la VAM a été en tout de 38 051 millions de dollars des États-Unis.

La part de l'Afghanistan, du Myanmar et du Népal dans la VAM totale étant inférieure selon les estimations à 0,5 %, n'a pas été incluse. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

[†]Projections.

tous les autres pays de la région, les chiffres d'ensemble font apparaître principalement l'évolution du secteur industriel. La reprise du secteur industriel indien a reposé sur une large base, comme le montrent les chiffres.

Les résultats de l'industrie alimentaire ont été impressionnants. La croissance de la VAM dans la région, qui avait été de 3,4 % par an en moyenne entre 1990 et 1993, a atteint selon les estimations 7,5 % en 1994. Les perspectives sont aussi encourageantes, puisque l'on compte sur un taux de croissance de la VAM de 5,4 % (supérieur à la moyenne) en 1995. L'évolution des modes de vie et de dépenses des classes moyennes indiennes, conjuguée à une urbanisation croissante et à l'arrivée des femmes sur le marché du travail ont entraîné un développement rapide de la demande intérieure de produits alimentaires transformés.

Le comportement des industries de biens d'équipement a aussi été bon. En 1994, le taux de croissance de la VAM a été de 8,4 % dans le secteur des machines non électriques, 6,5 % dans celui des machines électriques et 6 % dans celui du matériel de transport. Les prévisions pour 1995 laissent espérer des taux de croissance supérieurs à la moyenne dans ces secteurs. En Inde, l'offre de produits électroniques, particulièrement d'ordinateurs, s'est développée rapidement. D'après des informations², entre 1985 et 1992, le nombre estimé de mini-ordinateurs et de micro-ordinateurs serait passé de 7 500 à 200 000. La fabrication d'ordinateurs se fait dans le cadre d'accords de collaboration mais, pour les modèles de pointe, l'Inde dépend de son accès aux technologies étrangères. La production de véhicules se développe aussi, mais reste faible.

En Inde, la production de biens d'équipement en général a été stimulée par une série de mesures gouvernementales allant de la libéralisation de la technologie à des réformes fiscales. Un droit compensateur sur les biens d'équipement équivalant au droit d'excise a été imposé pour aider les producteurs indiens. La taxe modérée à la valeur ajoutée est appliquée maintenant aussi aux biens d'équipement de façon à pouvoir être déduite entièrement du droit d'excise sur les biens d'équipement indiens et du droit compensateur sur les biens d'équipement importés. Le droit sur l'acier et les métaux non ferreux importés a aussi été réduit, ce qui avantage les producteurs de biens d'équipement indiens. La libéralisation de la politique gouvernementale à l'égard de l'octroi de licences industrielles et des investissements étrangers a créé de grandes possibilités dans le secteur des biens d'équipement.

L'industrie textile, qui est l'une des plus importantes de la région, a eu une croissance positive mais relativement modeste. En 1994, le taux de croissance de la VAM a été de 5,2 %, soit bien inférieur à la moyenne. En revanche, l'habillement est l'une des branches qui se développent le plus, à un taux de 9,6 % par an. En Inde, l'industrie souffre manifestement de problèmes tels que l'inefficacité et la mauvaise qualité des produits. Néanmoins, une nouvelle

politique relative aux textiles vise à libérer les usines textiles des contrôles et à encourager leur modernisation et leur rationalisation. Au Pakistan, la mauvaise récolte de coton a déprimé la production pour la troisième année consécutive.

La reprise industrielle apparaît aussi dans les améliorations importantes des résultats des exportations indiennes. Entre 1992 et 1993, l'accroissement en pourcentage des exportations de produits manufacturés a été supérieur à celui des produits agricoles (y compris les produits transformés). Cette tendance s'est renversée entre 1993 et 1994, les exportations de produits manufacturés progressant de 19 % et celles de produits agricoles de 38 %. Le développement des exportations est imputé au taux de change favorable et à l'exonération de l'impôt sur le revenu dont bénéficient toutes les recettes d'exportation.

Questions relatives au développement industriel

Réformes de la politique industrielle

L'avenir du développement industriel du sous-continent indien dépend essentiellement d'un certain nombre de facteurs macro-économiques et de changements politiques plus larges. La nouvelle politique industrielle adoptée par l'Inde en 1991 marque un changement d'attitude radical à l'égard du développement du secteur industriel. Manifestement, le modèle de développement n'est plus tourné vers l'intérieur mais vers l'extérieur. Des mesures ont été prises pour réduire le coût du crédit et faciliter son obtention. Un certain nombre d'incitations fiscales visent à relancer le secteur des biens d'équipement (voir encadré 11). Les licences d'importation ne sont plus nécessaires, sauf pour les biens de consommation; la liste négative des exportations a été nettement raccourcie et les droits de douane ont été réduits*.

Dans le contexte de sa nouvelle politique industrielle, le Gouvernement indien a adopté plusieurs mesures de large portée pour faciliter l'entrée du marché. Les investissements industriels ne sont plus soumis à autorisation dans aucune activité industrielle, sauf 15 que le gouvernement continue de considérer comme stratégiques ou essentielles pour sa balance des paiements, ou protégés pour des raisons écologiques. L'implantation n'est plus limitée géographiquement, sauf dans un périmètre de 25 km autour des grandes villes de plus de 1 million d'habitants. Même dans ce cas, les unités industrielles implantées dans une zone industrielle préalablement désignée n'ont pas besoin de licence. La levée de l'obligation de licence résulte principalement de la volonté de réduire le pouvoir de décision des fonctionnaires auxquels il est reproché de modifier le poids relatif des incitations prévues pour chaque industrie.

* Les principales caractéristiques des politiques macro-économiques adoptées par le Gouvernement indien depuis le début des années 70 sont examinées plus en détail dans l'encadré 11.

Encadré 11. Politiques fiscales et commerciales de l'Inde

La réforme de la structure de l'impôt est un élément capital du nouveau programme économique du gouvernement. Le Comité des réformes fiscales a recommandé une restructuration d'ensemble des impôts, directs ou non. La structure de l'impôt sur les sociétés a été simplifiée entre 1991 et 1992. Les taux d'imposition appliqués aux entreprises indiennes ayant un grand nombre ou un nombre restreint d'actionnaires ont été ramenés d'environ 50 % à 40 %, tandis que le taux d'imposition appliqué aux sociétés étrangères, qui était de 65 %, a été réduit à 55 % sans aucune surtaxe.

Les investissements dans les zones reculées (défavorisées), la production d'électricité et les exportations de logiciels ne sont pas imposés pendant cinq ans. Une libéralisation importante a été opérée dans le domaine des biens marchands. Sous réserve du paiement des droits de douane, les biens intermédiaires, les biens d'équipement et les autres intrants peuvent être importés librement, à l'exception de ceux d'une courte liste. Même ces derniers peuvent être importés avec des licences d'importation spéciales qui sont accordées aux exportateurs à titre d'incitation. Les importations de biens de consommation finis continuent cependant d'être soumises à des restrictions. En général, les droits de douane ont été simplifiés et ré-

duits entre 1993 et 1994. Le droit protecteur le plus élevé a été ramené de 110 à 85 %. Le droit sur les biens d'équipement — projets et machines — a reculé de 55 à 35 %, et même encore plus dans certains domaines comme l'énergie (jusqu'à 20 %). Le droit d'importation sur les autres biens d'équipement a été simplifié à trois taux différents : 40, 60 et 80 %, avec une réduction de 10 % pour les composants. La structure des droits applicables aux produits chimiques a aussi été rationalisée.

Le gouvernement a reconnu que le barème supérieur appliqué aux importations de biens intermédiaires comme les produits chimiques et les métaux créait une désincitation pour l'industrie indienne des biens d'équipement. Le droit protecteur le plus élevé a donc été ramené à 65 % dans le budget de 1993-1994 et une nouvelle fois à 50 % dans le budget de 1994-1995. Le droit sur les biens d'équipement a été abaissé une nouvelle fois jusqu'à 25 % au cours de l'exercice budgétaire 1994-1995. Le droit sur les composants et les machines-outils a aussi été réduit dans le budget pour 1994-1995.

Source : Economist Intelligence Unit et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, *India Industrial Development Review* (Londres, 1995).

La plupart des obstacles à la croissance, à la diversification, aux fusions et aux acquisitions par des sociétés indiennes ont été levés. La loi relative aux monopoles et aux pratiques commerciales restrictives ne soumet plus à autorisation l'agrandissement de capacité ou la diversification de production des grandes entreprises industrielles.

Le gouvernement a aussi beaucoup fait pour abolir le principe de "réserve" qui avait créé dans le secteur industriel indien des enclaves protégées, qui nuisaient aux capacités de concurrence de l'industrie indienne. Pour protéger les petites industries, il réservait auparavant la production d'un large éventail de produits exclusivement aux petites entreprises et empêchait dans le même temps les grandes entreprises d'entrer sur le marché. Depuis quelques années, l'application de ce principe n'est plus aussi stricte dans les cas, examinés individuellement, où l'exportation constitue un débouché pour la majeure partie de la production de grandes et moyennes entreprises.

Les piètres résultats du secteur public et l'impossibilité de continuer à subventionner les entreprises d'État ont conduit le gouvernement à introduire des réformes dans l'activité industrielle privée. Le nombre de secteurs industriels dirigés par le secteur public a été ramené à six seulement : la défense, l'énergie nucléaire, les minerais destinés à la produire, le charbon, les huiles minérales et les transports ferroviaires. En outre, depuis 1991, le pouvoir central applique un programme de désinvestissement dans des entreprises publiques très diverses dans lesquelles il détenait des parts, ramenant celles-ci dans un certain nombre de

ces entreprises à près de 60 %. Néanmoins, il ne s'est pas donné expressément pour stratégie de privatiser les entreprises publiques existantes en modifiant effectivement leur direction. Certaines mesures dans ce sens ont été prises seulement à l'échelon des États. L'Andhra Pradesh, le Gujarat et l'Haryana, par exemple, ont dans les faits permis la privatisation de certaines entreprises publiques en mauvais état.

La déréglementation de l'entrée du marché implique logiquement celle de la sortie du marché. Malheureusement, de ce côté, le gouvernement central n'a pas été aussi actif. Il reste beaucoup à faire pour concevoir une politique à ce sujet à l'intention des unités en mauvais état non viables qui ne peuvent être remises sur les rails, ainsi qu'un programme adéquat à l'intention du personnel licencié. A la fin des années 80, le gouvernement a créé pour s'occuper de ce problème l'Office de la reconstruction industrielle et financière, doté de pouvoirs juridiques pour ordonner la fermeture des unités jugées irrécupérables, mais il est admis que les activités de cet office ont été moins que satisfaisantes. Il est largement recommandé de le modifier pour faciliter les fusions d'entreprises en mauvais état avec des entreprises saines, accélérer les liquidations et permettre aux entreprises qui se portent mal de vendre leurs actifs pour payer leurs créanciers.

Le gouvernement a créé il y a peu un Fonds de renouveau national pour éviter que le coût de la restructuration industrielle ne soit supporté entièrement par les salariés. Ce Fonds doit fournir un filet de sécurité au personnel licencié et aider à financer une

partie de la formation nouvelle qu'il reçoit. Néanmoins, ces ressources financières sont limitées et ses activités se limitent à celles qui sont entreprises par le gouvernement central, ce qui exclut les entreprises du secteur public au niveau des États et les entreprises privées. Entre-temps, l'opposition des syndicats à des modifications de la législation du travail semble s'affaiblir.

Ces réformes ont été adoptées par le gouvernement central et appliquées sous son autorité. Néanmoins, un petit nombre d'États ont pris des mesures positives qui suivent les mêmes lignes. Les activités industrielles sont implantées géographiquement sur le territoire des États et soumises aux règles et à la surveillance auxquelles l'État subordonne l'autorisation d'installer l'usine et par lesquelles il s'assure que l'exploitation de celle-ci respecte les lois et les règles en vigueur. Alors que le gouvernement central s'est attaché à éliminer les contrôles et à changer les règles qui relevaient de lui, par comparaison, les États ont accompli peu de choses. Les mécanismes réglementaires des États continuent donc de faire obstacle aux investissements et de les décourager.

Politique relative aux investissements étrangers

Au début des années 90, l'Inde a changé d'approche à l'égard des investissements étrangers. Avant les réformes économiques de cette période, elle avait une politique très restrictive. La loi de 1973 relative à la réglementation des devises limitait à 40 % la participation d'entreprises étrangères dans les avoirs d'une société, exigeait que la participation des sociétés étrangères soit ramenée à 40 % dans toutes les entreprises existantes qui n'exerçaient pas d'activités dans des domaines de haute technologie ou stratégiques, et limitait les paiements de redevances.

En juillet 1991, la situation a été libéralisée, autorisant les investissements étrangers directs dans quasiment tous les secteurs de l'économie. Actuellement, les participations étrangères peuvent atteindre 51 % dans 35 activités spécifiques. En dehors de celles-ci, les investisseurs étrangers qui veulent une participation supérieure sont invités à demander l'autorisation du Conseil de promotion des investissements étrangers qui a la réputation d'examiner les demandes rapidement. Les paiements de redevance ont été considérablement libéralisés et les importations de technologie sont maintenant automatiquement approuvées dans les cas où les paiements de redevance représentent jusqu'à 5 % des ventes intérieures et jusqu'à 8 % des ventes d'exportation. Dans les industries réservées aux petites entreprises, une participation étrangère à concurrence de 24 % est autorisée. Des participations étrangères atteignant 100 % sont encouragées dans les industries orientées vers l'exportation, la production d'énergie, l'électronique et les parcs de technologie de logiciel.

Afin d'améliorer l'infrastructure dans des domaines tels que l'énergie, les télécommunications et les hydrocarbures, le gouvernement a mis en place un

cadre de lois plus libérales qui encouragent l'investissement extérieur. Les investisseurs étrangers qui veulent produire de l'énergie sont non seulement autorisés à détenir tout le capital de l'entreprise à créer, mais jouissent aussi d'exonérations d'impôt pendant cinq ans pour les nouveaux projets. L'industrie des télécommunications s'est aussi ouverte aux investisseurs privés.

L'amélioration des résultats économiques et la libéralisation du cadre juridique ont incité les investissements étrangers à affluer de façon continue en Inde. On estime qu'au cours de l'exercice budgétaire 1993-1994 ils ont atteint en tout 1 974,7 millions de dollars, même si les autorisations sont plus importantes que les entrées effectives (voir tableau 38). Celles-ci ont représenté 46 % des autorisations en 1994, contre 20 % en 1993 et 17 % en 1992. L'afflux d'eurotitres s'est maintenant ralenti, mais a été initialement important. On a constaté que les investissements obtenus grâce à des eurotitres et des titres de dépôt mondiaux par les industriels indiens étaient utilisés temporairement sur le marché des actions alors en plein essor et pour obtenir des taux d'intérêt supérieurs permettant des profits immédiats. Le gouvernement est en train de prendre des mesures pour freiner cette pratique.

Tableau 38. Nouveaux investissements étrangers en Inde, 1991-1994
(En millions de dollars des États-Unis)

Type d'investissement	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Investissement étranger direct	148,0	343,5	614,7
Portefeuille d'investissement,			
dont			
Revenus des investissements étrangers	—	241,5	1 360,0*
Eurotitres et titres de dépôt mondiaux	—	1,0	1 002,0*
Total	148,0	585,0	1 974,7

*Avril à décembre 1993.

*Jusqu'au 13 janvier 1994.

Le Gouvernement pakistanais aussi a décidé d'adopter des lois plus libérales pour attirer les investissements étrangers dans le pays. Au début de 1995, il a annoncé de nouvelles mesures radicales qui encouragent les investissements étrangers. Parmi celles-ci, on peut citer une exonération d'impôts pendant dix ans dans 12 zones industrielles qui doivent être créées dans des zones sous-développées des provinces du Baluchistan, du Pendjab, de la frontière nord-ouest et du Sind, ainsi que dans l'Azad Cachemire et au nord du Cachemire, le long de la frontière chinoise. Aucun droit ne sera perçu sur les importations de machines, de matériel ou d'usines qui n'existent pas au Pakistan, et une exonération de droits de 29 % a été accordée sur les importations de matières premières. Aucun impôt ne sera également perçu pendant cinq ans sur les gains en capital, et le personnel expatrié sera autorisé à importer des

biens hors taxe, entre autres des véhicules et des denrées alimentaires destinés à sa consommation personnelle. Les nouvelles industries auront droit encore à d'autres privilèges, notamment des exonérations de droits de douane pendant dix ans, et d'impôt sur les ventes et de droit d'excise central pendant huit ans.

Réforme de l'infrastructure de base

Une grande partie de la région continue de souffrir de graves insuffisances d'infrastructure qui sont en train de devenir rapidement un obstacle sérieux à l'industrialisation de la région. C'est ainsi qu'en Inde on compte environ 1 poste téléphonique pour 100 personnes et l'un des niveaux les plus bas du monde de consommation d'électricité par habitant. Par rapport à d'autres pays en développement de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, les efforts de l'Inde pour améliorer ses routes, ses ports maritimes et ses zones industrielles en sont encore à leurs débuts.

Le développement de l'infrastructure des régions a toujours relevé du secteur public. Des ressources

considérables ont été investies dans les télécommunications, la production d'énergie et les transports, et ont donné des résultats mitigés. Alors que le secteur manufacturier de la région se développait rapidement, les travaux de création et d'amélioration de l'infrastructure ont été insuffisants pour suivre la demande. La qualité des services est le plus souvent mauvaise. La demande d'infrastructure de base s'est développée aussi avec l'arrivée d'un nombre croissant d'investisseurs étrangers construisant des usines dans la région pour produire des biens manufacturés. Les limites de l'infrastructure se sont conjuguées à la mauvaise gestion et aux prix inadaptes des ressources (voir encadré 12).

La plupart des entreprises publiques chargées de développer l'infrastructure ne possèdent ni les moyens de gestion ni les ressources financières requis pour surveiller le développement très nécessaire de l'infrastructure dans la région. Une solution doit être apportée au problème de l'inadaptation des infrastructures si la région veut atteindre les taux de croissance élevés qu'elle s'est fixés. Des réformes ont été

Encadré 12. Questions non résolues

Malgré les bouleversements survenus en Inde ces dernières années, ce pays continue de se heurter à de graves problèmes. En particulier, la faiblesse de l'infrastructure économique montre combien il est nécessaire d'évaluer en fonction du long terme l'efficacité des politiques actuelles.

L'Inde consomme 382 kilowattheures d'électricité par personne et par an, alors que cette consommation aux États-Unis est de 11 000 kilowattheures. Aux heures de pointe, il manque déjà 20 % d'électricité. Le huitième plan quinquennal vise à accroître la puissance installée de 43 000 mégawatts entre 1992 et 1997. En fait, la puissance installée supplémentaire ne sera probablement que de 12 000 mégawatts. On estime qu'une croissance du PIB de 6 % nécessite un développement de la capacité de production d'énergie de 9 % par an. Ceci correspond à un investissement dans ce secteur de 200 milliards de dollars au cours des quinze prochaines années.

D'après l'examen officiel à mi-parcours du huitième plan quinquennal, il faudrait accroître sensiblement les investissements d'infrastructure consacrés à la production d'énergie, à l'irrigation et aux transports. Les investissements qui doivent servir à produire de l'énergie au cours de la troisième année du plan représentent environ 35 %, au lieu de l'objectif prévu de 60 %. Selon la Commission du plan, les 10 000 mégawatts sur lesquels on comptait ne seront pas produits.

La production d'électricité, qui est dirigée par les commissions de l'électricité des États, souffre d'inefficacité et de mauvaise gestion, comme le montrent les niveaux erratiques d'utilisation de capacité (le facteur de charge moyen des centrales est actuellement de 61 %) et les effectifs largement excédentaires. Par exemple, la Commission de l'électricité de l'Andhra Pradesh gère des installations dont la puissance installée est de 5 000 mégawatts et qui emploient 80 000

salariés — 150 fois plus que ce qu'il faut pour produire une quantité d'électricité analogue aux États-Unis. Environ 22 % de l'électricité se perd pendant la transmission et la distribution, en raison de la mauvaise qualité du matériel et des vols commis par les salariés et les utilisateurs. Le chiffre officiel des pertes est plus près de 50 %.

Les commissions de l'électricité des États pratiquent aussi beaucoup le clientélisme politique des partis politiques au pouvoir (d'où les sureffectifs) et la vente d'énergie à des prix inférieurs au coût est utilisée pour acheter des voix. Le coût unitaire moyen de production de l'électricité est de 1,61 roupie et le prix facturé est de 1,31 roupie. Au Tamil Nadu, les agriculteurs reçoivent de l'électricité gratuite; ailleurs, le prix est symbolique. Les commissions de l'électricité doivent 50 milliards de roupies à la Société nationale de l'énergie thermique, qui produit de l'électricité. Il est facile de comprendre que les investisseurs étrangers dans le secteur de l'électricité veulent des garanties du gouvernement central au cas où les commissions de l'électricité des États ne paieraient pas les factures d'électricité qui leur sont présentées. De telles garanties ont maintenant été fournies.

Les résultats économiques du huitième plan quinquennal en ce qui concerne les investissements dans les transports, les ports et les chemins de fer sont aussi insuffisants. De même, la faiblesse des investissements consacrés à l'irrigation agricole est inquiétante. Pourtant, le Ministère indien du commerce a déclaré que du côté de l'offre il n'y avait pas de goulet d'étranglement sérieux.

Sources : *The Economist*, "A survey of India", 21-27 janvier 1995; *Economic Times*, "PSUs to invest more in infrastructure", 8 novembre 1994; High Commission of India, "Commercial news clippings from Indian newspapers" (Londres, 2 décembre 1994), p. 2.

adoptées. C'est ainsi que le Gouvernement indien a ouvert le secteur de ses services publics aux entreprises privées, indiennes et étrangères. Dans le domaine des télécommunications, non seulement il a autorisé les entreprises étrangères à construire et exploiter le réseau de télécommunications, mais il leur a donné la possibilité de renouveler leurs licences au bout de quinze ans et de posséder effectivement les réseaux dans l'intervalle¹.

Les goulets d'étranglement de l'infrastructure posent de plus en plus un problème grave à presque tous les pays en développement en croissance rapide, qui doivent répondre à la demande d'infrastructure dans leurs villes et leurs zones industrielles. Tout retard dans les projets d'infrastructure réduira les capacités de concurrence des pays de la région, voire freinera leur croissance économique.

Perspectives pour 1995

Les changements fondamentaux survenus dans l'économie indienne sont considérés comme irréversibles. Les groupements politiques ou sociaux ne doutent guère que les processus entamés renforceront l'économie et conduiront à une croissance plus forte. Malgré ces changements, cependant, l'Inde continue de rencontrer des problèmes graves, dont le plus urgent tient au manque d'infrastructure adéquate et nécessite une solution à long terme qui garantisse l'efficacité des politiques actuelles.

La croissance du PIB de l'Inde devrait atteindre 5 % en 1995. La production agricole au cours de l'exercice 1994-1995 devrait progresser de 3,2 %, peut-être même plus en raison de l'accroissement récent des précipitations. La production industrielle devrait croître de 6,4 %, soit deux fois plus qu'en 1993-1994. On prévoit une inflation de 9,6 %.

Au Pakistan, le gouvernement a sensiblement baissé ses prévisions de croissance (les ramenant de 7,5 à 4 %), anticipant un budget d'austérité. Ces prévisions plus modestes seront peut-être trop pessimistes, car elles ont été calculées sur la base des incidences à court terme de relèvements d'impôts et d'une diminution des dépenses publiques. Néanmoins, bien qu'un relèvement des impôts soit souhaitable, spécialement pour l'agriculture, les nouveaux impôts risquent de provoquer de graves résistances politiques et d'affaiblir ainsi le processus d'application. En revanche, le programme de privatisation produit un revenu appréciable, résultat obtenu par un petit nombre seulement de pays qui connaissent une évolution analogue.

Notes

¹Economist Intelligence Unit, *Bangladesh*, Country report (Londres, deuxième trimestre de 1995), p. 11.

²Economist Intelligence Unit, *India*, Country profile 1994/95 (Londres, 1995), p. 41.

³"Focus: Asian infrastructure", *Far East Economic Review*, 6 avril 1995, p. 38 à 55.

Chine

Depuis l'adoption des premières réformes économiques en 1978, la croissance spectaculaire de la Chine a reposé sur l'ouverture de son commerce et des politiques axées sur l'exportation. Aucune économie ne peut cependant connaître un développement rapide, comme la Chine, sans en payer le prix de plus en plus élevé. Le gouvernement a effectué une série de démarrages sans succès pour lutter contre l'inflation galopante depuis 1989. En 1994, l'inflation des prix à la consommation devrait être de l'ordre de 19 %, beaucoup plus que les 13 % de 1993. A cela s'ajoute l'exode rural qui ne peut plus être freiné alors qu'il était auparavant extrêmement réglementé. En une période d'incertitudes et de transitions politiques, le pays se trouve devant l'obligation difficile de devoir stabiliser dans la douceur une économie surchauffée et de lui assurer à l'avenir des taux de croissance sains.

Des liens commerciaux étroits et solides sont en train de s'établir entre la Chine et la province chinoise de Taiwan, et une zone économique chinoise pourrait naître après 1997, avec l'intégration du territoire de Hong-kong. Ainsi, la place de la Chine dans le monde en tant que grande force économique semble assurée.

Économie

La Chine poursuit sa croissance. Le taux de croissance du PIB, qui était de 13,8 % en 1993, devrait selon les estimations s'établir à 11,4 % en 1994 et revenir aux alentours de 9 % en 1995 (voir tableau 39). Néanmoins, la croissance, qui s'était ralentie jusqu'à n'atteindre plus que 4 % en 1990, a été extrêmement rapide depuis. Entre 1984 et 1994, soit dix années, l'économie chinoise a progressé en moyenne de 9,6 % par an. Toutefois, ces chiffres doivent être considérés avec prudence, en particulier parce que les statistiques chinoises sont largement sujettes à caution. Pour 1990, le PIB de la Chine, sur la base de la parité de pouvoir d'achat, est estimé selon les sources à 1 200 milliards de dollars¹, 2 040 milliards de dollars (chiffre de la Banque mondiale) et 2 900 milliards de dollars². Les révisions fréquentes de la valeur attribuée dans le passé récent aux variables macro-économiques jettent le doute sur les estimations des taux de croissance.

Il est cependant clair que l'économie chinoise se développe à un rythme rapide. Le commerce extérieur et la formation de capital fixe ont été les principaux moteurs de cette croissance économique rapide. Selon les statistiques officielles, les exportations de la Chine, qui étaient d'environ 61,1 milliards de dollars en 1990, ont atteint 91,8 milliards de dollars

Tableau 39. Chine : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
Taux de croissance du PIB		6,2	8,9	11,1	11,4	9,0
Taux de croissance de la VAM		10,2	8,7	16,4	15,8	14,0
Part de la VAM dans le PIB		26,7	26,1	28,2	31,2	32,6
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	

Notes. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

en 1993 et devraient s'établir aux alentours de 121,9 milliards de dollars en 1994. Les importations ont aussi suivi les exportations puisque, de 53,4 milliards de dollars en 1990, elles étaient estimées à 118,2 milliards de dollars en 1994.

La formation totale de capital fixe a aussi connu une progression vigoureuse. Alors qu'elle était d'environ 445 000 milliards de yuan renminbi en 1990, elle a atteint approximativement 1 246 000 milliards de yuan renminbi en 1993. Au cours des années 90, la composition de l'investissement en capital fixe s'est légèrement modifiée. Premièrement, d'après les statistiques officielles chinoises, la part des entreprises appartenant à l'État, qui représentait 66 % de tout l'investissement en capital fixe en 1985, ne correspondait plus qu'à 61 % de ces investissements en 1993, alors que la part des entreprises appartenant à des collectivités évoluait dans une mesure presque inversement proportionnelle et passait d'environ 13 % à environ 18 %. Deuxièmement, la part des investissements consacrés aux industries de base et à l'infrastructure — énergie, matières premières, transports et communications — s'est développée pour atteindre environ 57 % en 1994. Troisièmement, bien que l'autofinancement représente la principale source de fonds (environ la moitié de tout l'investissement), les investissements étrangers prennent de plus en plus d'importance. En 1994, ils étaient supérieurs de 49 % à leur niveau de 1993 et représentaient plus de 7 % de tous les investissements en capital fixe.

L'un des principaux problèmes de la Chine demeure son taux d'inflation élevé, qui reste extrêmement imprévisible. En 1994, le taux d'inflation des prix de détail, qui ne donne qu'une idée très atténuée de la pression inflationniste, était estimé à près de 22 %, alors qu'il était de 13 % en 1993. Sont donnés pour responsables de l'inflation élevée le laxisme de

la politique monétaire et de la politique du crédit qui résulte d'un manque de contrôle de la banque centrale sur les décaissements de crédit, le déficit du budget de l'État et la monétisation de l'économie chinoise. Premièrement, les banques d'État, qui dépendent directement de la Banque populaire, gèrent environ 80 % des avoirs officiels de la Chine et financent environ 100 000 entreprises appartenant à l'État, qui constituent l'ossature de l'économie socialiste¹. Un contrôle des prêts aux entreprises appartenant à l'État serait souhaitable en raison du niveau généralement faible des rendements, mais le gouvernement ne veut généralement pas courir le risque de faire durer ces contrôles très longtemps en raison des effets catastrophiques qu'ils pourraient avoir sur les faillites et le chômage. Deuxièmement, les déficits budgétaires consolidés ont représenté environ 4 à 5 % du PIB ces dernières années, en raison de la baisse du rendement de l'impôt. Ces déficits sont financés principalement par la création monétaire. Troisièmement, en raison de l'afflux massif de devises, les réserves officielles, qui étaient d'environ 5 milliards de dollars en 1990, ont atteint 39,8 milliards de dollars en septembre 1994. Même par rapport à 1993, cette progression de 87 % a été

difficile à stériliser. Le rapport de la masse monétaire au PIB n'a donc pas cessé de croître.

L'inflation en Chine doit être considérée comme faisant partie du processus de transition d'une économie planifiée, mais hautement décentralisée, à une économie de marché qui, paradoxalement, nécessite un contrôle central et rigoureux du crédit. Les gouvernements des provinces et les gouvernements locaux, de même que les entreprises appartenant à l'État, ont toujours joui d'une large autonomie et, en échange de leur docilité politique, ont échappé dans le passé aux contrôles centraux. Au fur et à mesure que l'économie passe d'un système de prix fixes à un système de prix souples, certains des ajustements nécessaires seront effectués par le biais de hausses du prix nominal. Néanmoins, certains observateurs pensent qu'aussi longtemps que l'inflation accompagne la croissance de la production, il y a beaucoup moins de crainte qu'en cas de stagflation. La Chine ne souffre pas d'hyperinflation comme certains pays d'Amérique latine ou d'Europe de l'Est. Le déficit budgétaire est limité. La consommation et l'investissement productif ont connu une croissance reposant sur une large base, ce qui n'est pas compatible normalement avec une inflation rampante. En outre,

Tableau 40. Chine : taux de croissance et parts de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
311 Industries alimentaires	3,8	6,5	9,9	10,0	8,3	4,8
313 Fabrication de boissons	7,9	9,1	17,4	10,2	10,1	3,2
314 Industrie du tabac	6,2	10,7	5,2	10,1	10,0	5,8
321 Industrie textile	1,0	1,9	4,3	6,6	4,0	9,1
322 Articles d'habillement	6,4	5,9	13,9	7,9	0,9	2,5
323 Articles en cuir et en fourrure	7,5	5,0	15,0	10,1	0,3	1,2
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	..	..	..	..	..	..
331 Articles en bois et en liège	-0,9	0,5	14,0	7,3	2,9	0,6
332 Meubles et accessoires	0,5	0,9	7,7	2,6	4,9	0,4
341 Papier et articles en papier	2,8	4,7	6,7	10,1	10,3	1,9
342 Imprimerie et édition	2,7	4,6	12,3	8,0	10,2	1,2
351 Industrie chimique	4,1	6,4	9,2	10,2	8,2	8,9
352 Autres produits chimiques	3,4	6,1	9,2	9,7	7,7	3,5
353 Raffineries de pétrole	0,2	0,1	9,1	1,0	3,4	2,6
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2,5	7,9	1,2	10,1	10,4	0,2
355 Industrie du caoutchouc	1,2	1,5	10,2	4,7	7,4	1,6
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	6,3	8,1	15,1	10,2	9,3	2,1
361 Grès, porcelaines et faïences	5,4	6,1	18,7	10,2	10,4	0,7
362 Industrie du verre	4,1	2,8	18,7	2,3	10,1	0,8
369 Autres produits minéraux non métalliques	5,9	4,9	18,7	5,1	10,4	5,8
371 Sidérurgie	4,2	4,7	17,0	10,1	10,3	8,5
372 Métaux non ferreux	6,7	5,6	10,7	10,2	8,4	2,2
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	1,3	0,5	7,6	0,2	3,9	2,7
382 Machines non électriques	3,1	1,7	14,6	3,1	10,2	10,8
383 Machines électriques	3,1	13,8	13,8	10,6	10,6	8,9
384 Matériel de transport	8,8	7,4	26,9	10,2	10,4	6,5
385 Matériel professionnel et scientifique	0,4	5,0	15,5	10,3	9,7	1,1
390 Autres industries manufacturières	4,2	6,2	11,8	10,1	10,3	2,4

Notes. En 1994, on estime que la VAM totale a été de 136 526 millions de dollars des États-Unis. Les chiffres de la VAM sont ceux des entreprises appartenant à l'État ou à des collectivités.

Les sources et autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

il n'y a pas eu d'exode des capitaux et la confiance des investisseurs étrangers demeure solide. Bien qu'il ne fasse pas de doute qu'une inflation plus faible soit souhaitable et que des réformes doivent être entreprises, il n'y a pas de raison de s'alarmer dans l'immédiat.

Industrie

Le secteur manufacturier a toujours été en tête de la croissance économique de la Chine. En 1994, la part de la VAM dans l'ensemble du PIB était de 31,2 % et son taux de croissance annuelle était estimé à 15,8 %. Cette croissance a été constatée dans toutes les branches et des taux de croissance de la VAM d'environ 10 % ont été enregistrés dans presque toutes les activités industrielles. Les principales exceptions ont été les machines non électriques (-3,1 %), l'industrie du verre (-2,3 %) et les ouvrages en métaux (-0,2 %) (voir tableau 40). Les statistiques officielles indiquent des accroissements de production annuelle souvent supérieurs à 20 % dans certains cas. Entre 1992 et 1993, la production de montres, de bonneterie, d'appareils photo, de machines-outils à commande numérique, de motocycles, de moteurs à combustion interne et de compteurs d'eau a connu une croissance de plus de 60 %, parfois même de plus de 100 %. Nombre de ces produits ne représentant pas encore une part de marché importante, leur taux de croissance exceptionnel se fait à peine sentir au niveau global.

En raison de la vigueur du secteur manufacturier, la composition des exportations chinoises s'est modifiée de façon spectaculaire depuis le milieu des années 80. D'une part, la Chine a suivi la même voie que les pays récemment industrialisés d'Asie et a tiré parti de sa main-d'œuvre peu coûteuse pour appliquer une stratégie de croissance orientée vers l'exportation. D'autre part, la main-d'œuvre chinoise bon marché a incité des entreprises privées voisines de Hong-kong et de la province chinoise de Taiwan à installer leur production à fort coefficient de main-d'œuvre en Chine. Entre 1985 et 1990, les produits manufacturés ne représentaient qu'environ 50 % des exportations de la Chine. Actuellement, plus de 80 % des exportations chinoises consistent en biens manufacturés, particulièrement en produits à fort coefficient de main-d'œuvre.

Un bref examen de la composition par secteur montre que la part de la confection et de la chaussure, des jouets et des articles de sport, qui était de 16 % de toutes les exportations chinoises en 1985, a atteint 35 % en 1990. On constate la même tendance en ce qui concerne le matériel électrique et le matériel de télécommunications qui, en Chine, continuent d'être produits à la chaîne par une main-d'œuvre nombreuse. La part des produits de haute technologie, par exemple les postes de radiodiffusion, les téléphones, les réfrigérateurs et les machines à laver, de 1,6 % seulement en 1985, est passée à 14,7 % en 1990. Cette progression est due en partie à des exonérations d'impôt et à d'autres incitations dont bénéficient les exportations des produits de haute technologie.

La propriété des moyens de production industrielle est aussi nettement différente de ce qu'elle était il y a quelques années. Entre 1985 et 1993, dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles, les statistiques officielles confirment que la part de la production industrielle brute totale des entreprises appartenant à l'État a reculé de 64 à 43 %. Au cours de la même période, celle des entreprises appartenant à des collectivités est passée de 32 à 38 %, celle des entreprises en propriété individuelle de moins de 2 % à quelque 8 % et celle des entreprises possédées sous une autre forme d'à peine plus de 1 % à environ 10 % (voir tableau 41 et figure 14).

Bien que le secteur privé soit celui dans lequel les taux de croissance ont été les plus élevés, le pourcentage de sa production reste limité. Les entreprises appartenant à l'État ou à des collectivités constituent

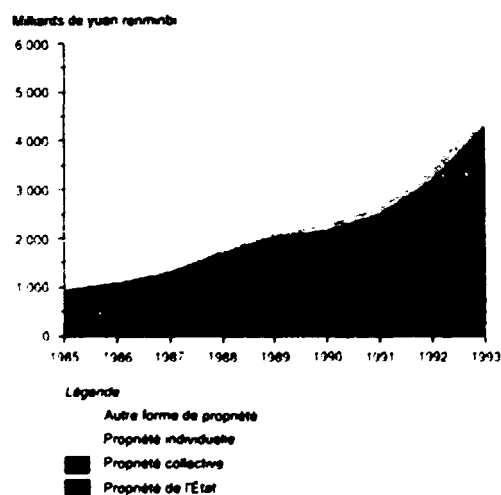
Tableau 41. Valeur de la production industrielle brute par forme de propriété, 1985 et 1993 (En pourcentage)

Entreprises	1985	1993
Entreprises appartenant à l'État	64,86	43,13
Entreprises appartenant à des collectivités	32,08	38,36
Entreprises appartenant à des communes	7,83	14,23
Entreprises de villages	6,82	12,25
Entreprises urbaines conjointes	—	0,30
Entreprises rurales conjointes	1,56	2,21
Entreprises en propriété individuelle	1,85	8,35
Autres formes de propriété	1,21	10,16
Total ^a	971 647	5 269 199

Source : Calculé d'après *Statistical Yearbook of China* (Beijing, 1994), p. 351.

^aEn millions de yuan renminbi et valeur de la production brute aux prix courants.

Figure 14. Production industrielle brute en Chine, 1985-1993 (En prix courants)



l'ossature du secteur industriel chinois. Néanmoins, des changements importants se sont produits dans le secteur privé, dans les entreprises appartenant à l'État et dans les entreprises publiques appartenant à des collectivités locales. En fait, la période de réforme a été marquée par le développement des industries collectives rurales dans les communes et les villages. Comme le font observer Bowles et Dong⁴, "la croissance du secteur collectif a été manifeste tant en zone urbaine qu'en zone rurale et n'est pas liée exclusivement au développement des industries rurales. Le dynamisme de ce secteur apparaît dans le fait que le secteur collectif produit maintenant plus de 25 % de toutes les exportations de la Chine et a eu les meilleurs résultats dans la région côtière, la plus dynamique du pays". C'est le gouvernement local qui prend l'initiative de financer les entreprises. Il tire aussi parti des ressources financières créées par la décentralisation fiscale et de l'accroissement des fonds budgétaires supplémentaires. C'est l'avantage du manque de contrôle centralisé sur le crédit, qui a été un facteur de premier plan de développement des industries locales.

Questions relatives au développement industriel

Le secteur industriel a stimulé le développement économique de la Chine depuis les années 70. La VAM a progressé plus rapidement que le PIB et représente actuellement près de 45 % du PIB total. L'importance du développement industriel en tant que facteur de croissance économique a été confirmée une fois de plus dans le programme industriel dont s'est doté le gouvernement. Ce programme définit les politiques industrielles de la Chine pour les vingt prochaines années et met l'accent sur quatre grands domaines : le développement agricole, l'infrastructure, les industries clefs et le commerce extérieur. De manière générale, le développement agricole n'est inclus dans aucun programme classique concernant les politiques industrielles. Néanmoins, les conditions économiques particulières de la Chine justifient qu'il le soit dans le programme actuel. Le principal objectif du gouvernement est de stabiliser et d'accroître la production agricole en améliorant les rendements, la qualité et l'efficacité. Ce programme industriel n'en est qu'au stade du projet et il faudra beaucoup de temps pour achever de définir l'ensemble des politiques industrielles.

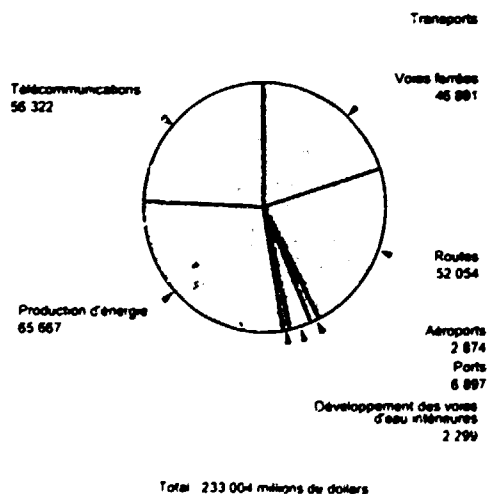
Infrastructure

Le Gouvernement chinois a reconnu qu'il fallait renforcer le développement de l'infrastructure physique afin de soutenir la croissance. L'infrastructure est indispensable à la croissance économique car, par des liaisons étendues, elle crée un environnement pour les activités de production, facilite l'intégration économique, encourage les investissements dans les régions moins développées et contribue à commercialiser et diversifier l'économie.

Actuellement, la rapidité de la croissance économique de la Chine dépasse de plus en plus celle de la construction d'une infrastructure physique dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications et de l'adduction d'eau. Cependant, le manque d'infrastructure adéquate est surtout évident dans le secteur des transports. Le réseau de transport en Chine a le taux d'utilisation du fret le plus élevé du monde. L'intensité de fret mesuré en tonnes par unité du PIB est dix fois celle du Brésil et de l'Inde, tandis que le tonnage/kilomètre de trafic par unité de PIB est trois fois supérieur à celui de ces deux pays. En 1992, on estime que les retards dans l'acheminement du charbon provenant des mines du nord jusqu'aux centrales du sud ont coûté à la Chine 70 milliards de dollars. Vu l'immensité du territoire chinois et la diversité culturelle de sa population, il est nécessaire de placer au premier rang des priorités l'amélioration et le développement du système de transport et de distribution si l'on veut exploiter les possibilités que recèle l'immense marché intérieur chinois. Les investisseurs étrangers ont déjà commencé à se rendre compte que produire des marchandises dans l'un des plus grands marchés du monde ne traduira pas des profits suffisants si le système de distribution est inefficace.

Selon une étude faite en 1994 par une société de courtage de Hong-kong, la Chine aura besoin d'investir 52 milliards de dollars dans ses routes, 47 milliards de dollars dans ses voies ferrées, 7 milliards de dollars dans ses ports, 3 milliards de dollars dans ses aéroports et 2 milliards de dollars dans ses voies d'eau intérieures d'ici à l'an 2000. En outre, il faudra qu'elle consacre 121 milliards de dollars à la production d'électricité et aux télécommunications au cours de cette période (voir figure 15). Selon l'étude

Figure 15. Dépenses estimées d'infrastructure en Chine, 1994-2000
(En millions de dollars des États-Unis)



Source : Peregrine, Hong-kong, 1994.

encore, environ 20 % de tous les fonds nécessaires pour améliorer l'infrastructure chinoise devront être fournis par des investisseurs étrangers, particulièrement dans les secteurs de l'électricité, des transports et des télécommunications, ce qui améliorera nettement le climat d'investissement susceptible d'attirer de tels fonds.

Industries clefs

Le Gouvernement chinois estime que les cinq piliers de son développement industriel sont les machines, l'électronique, l'automobile, la pétrochimie et les industries de construction. Actuellement, ces secteurs viennent tout juste de naître et non seulement représentent une part relativement faible du PIB total, mais en outre utilisent moins de technologie de pointe que les mêmes secteurs des pays développés.

Le Gouvernement chinois a récemment formulé et publié une politique industrielle conçue pour développer l'industrie automobile, dont le potentiel est énorme. Selon l'agence de presse Xinhua, la Chine pourrait devenir le plus grand marché de voitures individuelles d'ici à l'an 2000. Notant que le nombre moyen de 1,2 véhicule individuel par millier d'habitant est inférieur de très loin à la moyenne mondiale de 90,9 et qu'en outre 5 % seulement des 1 200 000 véhicules individuels de la Chine sont propriété privée, l'agence estime qu'il pourrait exister en Chine jusqu'à 300 millions de propriétaires potentiels de voitures.

Cette politique vise principalement à développer les économies d'échelle en créant un système de production dans lequel les usines seraient moins nombreuses et leur production supérieure, et pourraient ainsi adopter des techniques de niveau international et accroître les capacités de concurrence internationale de l'industrie automobile chinoise. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a repéré un certain nombre de domaines dans lesquels il lui faut agir. Premièrement, il a reconnu pour la première fois qu'il fallait inciter les familles et les particuliers à acquérir des voitures individuelles pour développer la demande intérieure. Deuxièmement, il a proposé d'instituer un système de contrôle de la qualité indépendant, conforme aux normes internationales, qui jouerait le rôle d'arbitre entre les producteurs et les consommateurs en évaluant la qualité des automobiles et en certifiant que les véhicules peuvent ou non être vendus. Troisièmement, le gouvernement est favorable à l'octroi à l'industrie automobile d'une série de mesures préférentielles, par exemple de taux d'imposition nuls et de prêts préférentiels, qui permettraient aux entreprises de ce secteur de créer des sociétés de financement interne et donnerait des garanties à l'industrie automobile pour qu'elle procède à des financements à l'étranger. Bien que certaines de ces politiques préférentielles ne semblent pas compatibles avec les mesures de réforme actuelles, elles sont considérées comme nécessaires pour appuyer et encourager le développement de l'industrie automobile, en en faisant l'une des industries stratégiques de la Chine.

La volonté du gouvernement de soutenir l'industrie automobile s'est manifestée lors de la visite du Vice-Premier Ministre aux États-Unis. Des efforts ont été faits pour inciter de grands fabricants d'automobiles des États-Unis à participer à un projet de "voiture du peuple". Après que le gouvernement a annoncé son intention de produire dans le pays 90 % des 2 millions de voitures individuelles prévues d'ici à l'an 2000, les fabricants étrangers de pièces détachées de voiture sont venus en masse voir s'ils pouvaient créer des coentreprises en Chine. Néanmoins, en avril 1994, toutes les nouvelles constitutions de coentreprises avec des partenaires étrangers dans le secteur de l'automobile ont été suspendues et, en septembre 1994, le gouvernement a annoncé qu'il allait investir 250 millions de dollars dans l'agrandissement de cinq usines d'industrie automobile de Tianjin, afin d'y produire globalement 150 000 véhicules par an sans participation étrangère. Cette évolution a dissuadé les fabricants d'automobiles de chercher à être les premiers lorsque le marché s'ouvrirait.

Les politiques industrielles relatives aux autres industries clefs en sont encore au stade de projets. Dans le cas particulier de l'électronique, le Gouvernement chinois est contraint de choisir entre deux modes de développement différents : le mode japonais ou le mode de l'Asie du Sud-Est. Le premier repose sur l'importation de techniques électroniques de pointe et l'intensification des investissements intérieurs en vue de la mise au point de nouveaux produits, mais avec la mise en place de barrières douanières élevées qui protègent la formation rapide de l'industrie nationale. Le deuxième accorde une grande place aux efforts visant à établir des liaisons entre l'industrie électronique et d'autres industries manufacturières puis à assurer une expansion progressive.

Politiques commerciales

Depuis l'adoption des réformes économiques, la Chine a eu des résultats commerciaux étonnants. Sa part dans le commerce mondial a doublé dans les années 80 et, actuellement, elle est le onzième exportateur du monde et sa part du commerce mondial est de 2,5 %. L'une de ses politiques de réforme a consisté à supprimer les règlements commerciaux restrictifs, ce qui a entraîné une baisse appréciable du taux de change qui, conjuguée à l'existence d'une main-d'œuvre bon marché, a encouragé l'investissement extérieur et le développement consécutif du secteur non étatisé. On voit les résultats de cette politique dans l'évolution de la composition des exportations. Les articles manufacturés à fort coefficient de main-d'œuvre, qui représentaient 36 % de toutes les exportations en 1975, en constituaient 74 % en 1990, tandis que la part des articles manufacturés à fort coefficient de capital reculait de 50 à 19 % au cours de la même période.

La décision la plus récente qui a été prise par la Chine et a retenti sur son commerce extérieur a été son refus de devenir membre du GATT, qui lui inter-

dit de devenir membre fondateur de l'Organisation mondiale du commerce. L'élément qui a précipité cette décision a été le désaccord entre la Chine et les États-Unis au sujet de la question de savoir si la Chine devait être considérée comme un pays en développement, qui bénéficierait d'exemptions lui permettant de protéger son industrie locale, ou comme un pays développé, qui devrait adopter le régime plein du GATT.

L'adhésion au GATT aurait représenté pour la Chine des avantages énormes. La Banque mondiale estime qu'avec un abaissement des niveaux de protection de 50 % dans l'Union européenne, au Japon et aux États-Unis les exportations chinoises pourraient croître de 38 %. Néanmoins, la Chine, en devenant membre du GATT, aurait pu être entraînée dans des discussions au sujet de son attitude concernant l'acceptation de normes internationales communes dans des domaines sensibles comme la main-d'œuvre et le droit de l'environnement. En fait, au début de 1995, la Chine et les États-Unis étaient engagés dans une polémique concernant la propriété intellectuelle qui, depuis, a trouvé une solution.

Perspectives pour 1995

Les efforts pour calmer l'économie commençant à faire sentir leur effet, on compte que la croissance encore surchauffée de 11,4 % en 1995 ne sera plus que de 9,0 % en 1994. La VAM devrait progresser de 14 %, tandis que le gouvernement devrait maintenir le taux d'inflation à un niveau de 11 ou 12 %.

La croissance de la demande continuera d'être stimulée par l'immense appétit d'investissement des industries chinoises, et les dépenses extrêmement

importantes d'infrastructure devraient se poursuivre pendant encore de nombreuses années. On compte que le financement de l'infrastructure sera presque entièrement assuré par le secteur non étatique. La demande d'investissement demeurera le moteur de la croissance, que l'on voudrait voir s'établir à 9 % au moins par an.

De même que par le passé, la croissance de la production industrielle sera stimulée par le secteur privé en expansion, dont la production devrait être florissante. C'est dans ce secteur que le dynamisme et le potentiel de création d'emplois de l'économie chinoise se concentreront et ce sont ces entreprises, particulièrement celles qui sont à capitaux chinois, qui deviendront les plus vulnérables au cas où le gouvernement jugerait nécessaire de freiner fortement les prêts afin de ralentir l'économie.

Vu son rythme de développement, l'ampleur de ses besoins en matière d'importations de technologie et d'usines et aussi le relèvement du revenu dont ses habitants peuvent disposer, le commerce extérieur chinois risque de devenir déficitaire. On s'attend à ce que le déficit commercial s'accroisse et à ce que, chaque année, la croissance du volume des importations dépasse celle du volume des exportations, et que toutes deux excèdent largement 10 %.

Notes

¹N. Lardy, *China in the World Economy* (Washington, D.C., Institute for International Economics, 1994).

²*Asian Wall Street Journal*, 31 mai 1993.

³"A survey of China", *The Economist*, 18 mars 1995, p. 9.

⁴D. P. Bowles et Xiao-yuan Dong, "Current successes and future challenges in China's economic reforms", *New Left Review*, novembre/décembre 1994.

Asie de l'Est et du Sud-Est

La croissance économique est demeurée spectaculaire dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, particulièrement ceux qui sont en tête dans la sous-région de l'ANASE, la Malaisie et la Thaïlande, dont le taux de croissance du PIB a déjà dépassé celui des pays récemment industrialisés d'Asie. Le renouveau économique aux Philippines a aussi été impressionnant et il est probable que le Viet Nam aura une croissance économique remarquable.

Des changements structurels se produisent dans la région. La relocalisation dans celle-ci d'activités manufacturières des pays développés, particulièrement du Japon, et celle qui a lieu entre pays de la région ont déjà commencé. Tandis que la République de Corée et la province chinoise de Taiwan privilégient la production des secteurs à fort coefficient de capital, les pays de l'ANASE s'implantent actuellement sur le marché des produits à fort coefficient de main-d'œuvre. La reprise économique en cours dans les principaux pays de l'OCDE et l'élargissement des possibilités commerciales après la conclusion satisfaisante des négociations d'Uruguay laissent penser que la région continuera d'avoir des résultats remarquable et, éventuellement, les améliorera et que les grandes lignes de la spécialisation internationale en train de se dessiner dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est s'affirmeront. En outre, les tentatives récentes pour faire progresser l'intégration économique régionale dans la région d'Asie et du Pacifique devraient renforcer la confiance des investisseurs.

Économie

Les résultats exceptionnels de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont bien connus. En 1994, le taux de croissance du PIB de la région a atteint 7,2 %, alors qu'il avait été en moyenne de 6,3 % par an au cours des années 1990 à 1993 et de 7,1 % dans les années 80. Les années 90 ont été marquées par un important changement dans la région. Les taux de croissance élevés ne sont plus réservés aux pays récemment industrialisés d'Asie (Hong-kong, République de Corée, Singapour et province chinoise de Taiwan), mais sont aussi constatés dans les pays de l'ANASE (voir tableau 42 et figure 16).

Les exportations ont soutenu et continueront de soutenir la croissance économique des pays récemment industrialisés d'Asie. En 1994, le taux de croissance de l'ensemble de ces pays a atteint selon les estimations environ 7 %, sous l'effet d'un gonflement des exportations vers le Japon dû à l'appréciation du yen. Individuellement, le pays qui s'est développé le

Tableau 42. Asie de l'Est et du Sud-Est : certains indicateurs, 1970-1995
(En pourcentage)

Indicateurs économiques	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995†
Taux de croissance du PIB	8,1	7,1	6,3	7,2	7,1
Taux de croissance de la VAM	11,4	8,5	6,3	8,1	9,5
Part de la VAM dans le PIB	23,3	26,4	26,5	26,7	27,3
Taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre	3,1	5,9	3,9	3,8	4,1

Note. Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

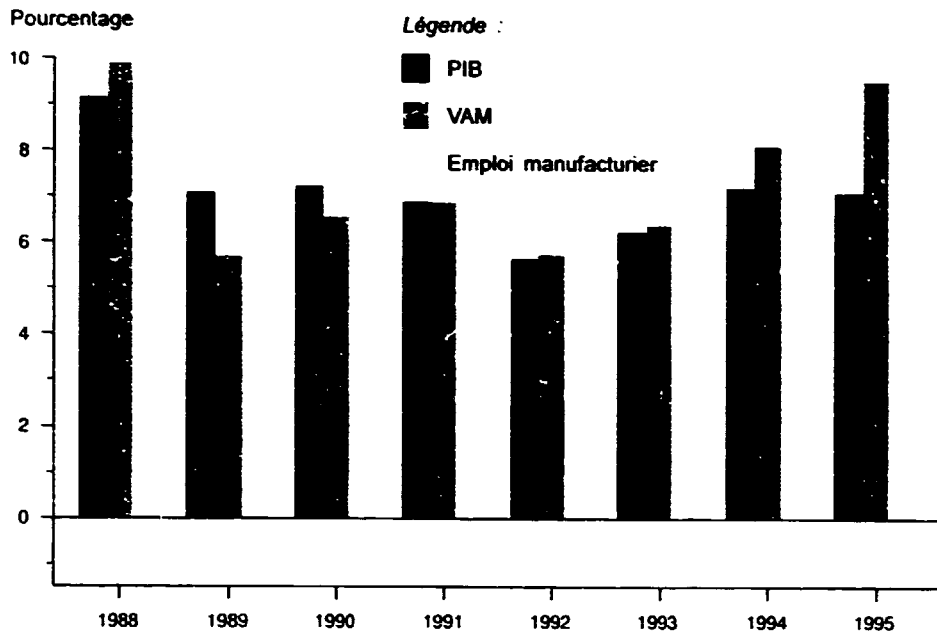
*Estimations.

†Projections.

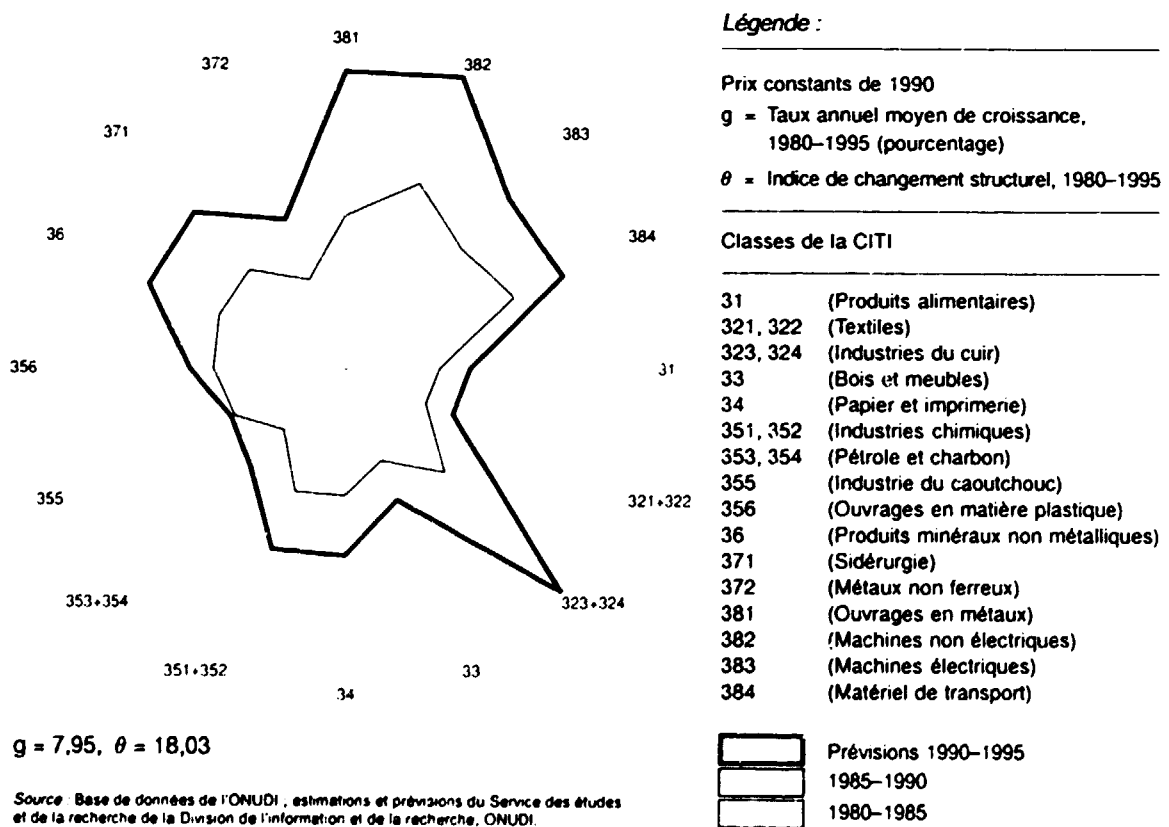
plus en 1994 est Singapour, avec un taux de croissance du PIB de 10,2 %, le premier depuis six ans à dépasser la dizaine. Les résultats de Singapour ont été soutenus par un commerce extérieur dynamique et le développement des secteurs manufacturier et financier. La République de Corée a aussi connu une forte croissance économique de 7,9 %, stimulée par une croissance saine des exportations et une reprise des investissements dans les machines et le matériel. Le taux de croissance de la province chinoise de Taiwan s'est maintenu à 6,3 %, le ralentissement des exportations étant compensé par l'accroissement des investissements. Le PIB de Hong-kong a progressé de 5,4 %, sous l'effet d'un développement de la demande intérieure, malgré une compression des exportations.

Les changements les plus importants dans la région sont toutefois observés en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande. Stimulé par la progression de l'investissement étranger direct dans les années 90, qui a facilité l'industrialisation, le taux de croissance économique globale de ces quatre pays a atteint, selon les estimations, 7 % en 1994. En Malaisie et en Thaïlande, le taux de croissance du PIB a été rapide et supérieur à 8 % en 1994, alors qu'en Indonésie il progresse de façon régulière depuis 1992 et s'est établi au taux plus modeste de 6,5 % en 1994. Cependant, l'évolution la plus spectaculaire a été celle des Philippines, qui commence de manifester des signes de reprise. Le taux de croissance économique, de 0,1 % en 1992, s'est amélioré pour atteindre 2 % en 1993 et 4,4 % en 1994. Le Gouvernement philippin a pu aussi résoudre le problème posé par les pénuries d'énergie, contribuant au renforcement général de la confiance des investisseurs.

Figure 16. Asie de l'Est et du Sud-Est : taux de croissance du PIB, de la VAM et de l'emploi manufacturier, 1988-1995, et changement structurel dans l'industrie, 1980-1995



Changement structurel dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Industrie

Le secteur manufacturier continue de déterminer le développement et le rythme de la croissance économique en Asie de l'Est et du Sud-Est. En 1994, la VAM de la région a atteint selon les estimations un taux de croissance de 8,1 %, le plus élevé du monde. La croissance a été forte dans presque tous les pays et territoires, à l'exception de Hong-kong, des Philippines et de la province chinoise de Taiwan, où celle de la VAM s'est située entre 3 et 5 %.

Peu de branches manufacturières ont eu des taux de croissance nettement inférieurs à la moyenne de

8,5 % en 1994. Les branches qui se sont développées le plus rapidement ont été celles des chaussures (11,1 %) et des ouvrages en métaux (10,4 %). Les machines non électriques, les machines électriques et les autres produits minéraux non métalliques ont eu un taux de croissance de la VAM de 10,2 %. En revanche, la production des produits pétroliers divers s'est contractée (voir tableau 43).

Une comparaison des taux de croissance des différents pays fait apparaître une convergence croissante entre les économies de la région. Dans les années 90, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande ont développé continuellement leur sec-

Tableau 43. Asie de l'Est et du Sud-Est : taux de croissance et part de la VAM par secteur de la CITI, 1970-1995
(En pourcentage)

Pays, territoire et secteur de la CITI	Taux de croissance annuelle moyenne			Taux de croissance annuelle		Part dans la VAM totale 1994
	1970-1980	1980-1990	1990-1993	1994*	1995*	
A. Par pays						
<i>Asie de l'Est et du Sud-Est</i>						
Hong-kong	6,9	3,5	-1,5	3,7	2,5	4,2
Indonésie	15,0	11,8	9,6	8,4	10,5	10,7
Malaisie	12,3	9,3	12,5	11,1	9,5	6,5
Philippines	6,3	0,9	-0,5	4,4	5,0	4,0
République de Corée	15,5	11,9	6,2	9,7	11,4	32,9
Singapour	10,9	6,9	5,9	13,1	10,8	4,9
Province chinoise de Taiwan	12,8	7,4	4,6	4,7	7,3	23,6
Thaïlande	10,1	9,9	11,4	9,8	11,3	12,6
B. Par industrie						
311 Industries alimentaires	6,6	6,1	6,2	7,2	7,2	7,4
313 Fabrication de boissons	5,6	8,3	3,4	5,3	6,4	2,5
314 Industrie du tabac	8,3	5,7	4,5	8,4	8,0	2,9
321 Industrie textile	9,8	4,6	6,3	5,0	6,8	7,3
322 Articles d'habillement	13,5	7,1	3,9	8,2	8,3	5,1
323 Articles en cuir et en fourrure	13,3	10,3	-0,5	8,6	9,8	0,6
324 Fabrication de chaussures (sauf articles en caoutchouc et en plastique)	15,3	11,6	38,2	11,1	11,6	1,4
331 Articles en bois et en liège	7,2	5,2	3,0	7,2	7,8	1,5
332 Meubles et accessoires	12,0	10,1	13,2	9,6	10,0	1,1
341 Papier et articles en papier	10,0	9,1	8,4	9,2	9,5	2,3
342 Imprimerie et édition	9,9	9,5	6,4	9,2	8,8	2,4
351 Industrie chimique	10,9	9,9	9,7	6,1	9,7	4,6
352 Autres produits chimiques	7,4	9,8	5,2	9,0	9,1	3,7
353 Raffineries de pétrole	9,0	5,4	10,8	8,2	8,9	4,1
354 Dérivés du pétrole et du charbon	10,5	4,3	1,6	-0,2	8,0	0,2
355 Industrie du caoutchouc	11,6	8,9	-3,1	4,2	9,0	1,7
356 Ouvrages en matière plastique n.c.a.	9,6	9,9	0,5	7,9	9,1	3,1
361 Grès, porcelaines et faïences	13,8	7,6	12,4	8,1	8,7	0,4
362 Industrie du verre	10,6	9,7	11,4	7,6	8,6	0,9
369 Autres produits minéraux non métalliques	12,2	10,9	8,2	10,2	10,0	4,0
371 Sidérurgie	13,3	10,3	10,6	6,3	10,1	5,3
372 Métaux non ferreux	13,1	6,3	12,2	8,4	9,0	0,9
381 Ouvrages en métaux (sauf les machines)	11,9	11,3	16,9	10,4	10,5	6,7
382 Machines non électriques	13,2	14,4	9,1	10,2	10,3	5,9
383 Machines électriques	13,3	12,5	5,1	10,2	10,1	13,8
384 Matériel de transport	13,2	13,7	2,2	9,8	10,1	7,0
385 Matériel professionnel et scientifique	25,4	7,0	5,1	9,0	8,9	1,2
390 Autres industries manufacturières	8,3	6,2	1,6	5,7	7,0	2,0

Notes. En 1994, on estime que la VAM totale a été de 307 258 millions de dollars des États-Unis.

La part de la VAM de Fidji et de la Papouasie Nouvelle Guinée dans le montant total de la VAM en 1994 devant être selon les prévisions inférieure à 0,5 %, elle n'a pas été incluse.

Les sources et les autres notes sont indiquées dans les notes techniques.

*Estimations.

*Projections.

teur manufacturier plus rapidement que les pays récemment industrialisés d'Asie. En l'espace de quelques années, leur part dans la VAM de la région a, de ce fait, presque doublé (passant de 22 % environ en 1990 à plus de 33 % en 1994), et le rôle du secteur industriel dans le PIB n'a cessé de croître. Dans les années 70, la VAM représentait 23,3 % du PIB et, en 1994, 26,7 %.

Le centre de gravité de la production se déplace dans les quatre pays récemment industrialisés d'Asie vers les industries manufacturières lourdes. En raison de hausses du coût de la main-d'œuvre, ces pays ont préféré privilégier la production à forte valeur ajoutée, laissant celle des biens à fort coefficient de main-d'œuvre aux pays d'Asie qui commencent à s'industrialiser. En République de Corée, en 1994, le taux de croissance de la VAM a été estimé être de 13,4 % dans le secteur manufacturier lourd et de 2,1 % dans l'industrie manufacturière légère, alors que le taux de croissance globale de la VAM a été de 9,7 %. Dans la province chinoise de Taiwan, la part de l'industrie lourde dans les exportations a progressé et dépasse actuellement 50 %. Singapour a laissé à la Malaisie, où le coût de la main-d'œuvre est inférieur d'environ 50 %, certaines des activités de montage à plus fort coefficient de main-d'œuvre. Singapour a conservé sa part de 40 % du marché mondial des disques durs d'ordinateur. Deux des plus grands fabricants mondiaux de cartes son, Creative Technologies et Aztech, ont actuellement leur siège à Singapour.

Dans un tel contexte, le cas de Hong-kong est à part. Hong-kong est en train de devenir un centre de services et de traitement de l'information pour la Chine qui, à son tour, peut être considérée comme une zone manufacturière ou de transformation pour Hong-kong. La production de masse a lieu en Chine, où les salaires sont bas, et est exportée par Hong-kong, beaucoup mieux équipé en infrastructure et en installations de commercialisation. Il n'est donc pas surprenant que la croissance de la VAM reste faible, de 3,7 % en 1994.

En Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, le renforcement du secteur manufacturier est plus récent. L'industrialisation en Malaisie au cours des dix dernières années a été stimulée surtout par la création de grandes entreprises attirées par des incitations fiscales, les politiques de protection tarifaire et la création de zones de libre-échange délimitées dans tout le pays. Les plans nationaux de développement ont confié au secteur manufacturier le soin de porter à 7 % jusqu'en 2020 le taux de croissance annuelle moyen. Les principaux produits manufacturés sont les articles et composants électroniques, les produits textiles, les produits du bois et les produits transformés du caoutchouc.

En Thaïlande aussi, le secteur manufacturier entraîne le reste de l'économie. Il est responsable de la plus grande partie du PIB, avec un taux de croissance supérieur à celui de l'ensemble de l'économie. A l'intérieur du secteur manufacturier, les branches les plus dynamiques sont les produits alimentaires, les

textiles, les articles d'habillement, les boissons et le matériel de transport. Néanmoins, depuis quelques années, l'exportation de textiles thaïlandais s'est ralentie, peut-être en raison de l'évolution de la spécialisation économique régionale, qui est caractérisée par la concurrence croissante émanant de la Chine et de l'Indonésie, pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse. Afin de soutenir la croissance de son industrie, la Thaïlande a entrepris de stimuler ses industries à fort coefficient de technologie comme l'électronique, qui se développe rapidement.

En Indonésie, l'industrie du pétrole et du gaz demeure la plus importante branche manufacturière. Les autres branches relativement importantes sont celles du tabac (l'Indonésie produit de grandes quantités de cigarettes à la girofle), des textiles et des produits du bois. On a constaté que, si le secteur manufacturier a été responsable de plus de 20 % du PIB indonésien, la part de la main-d'œuvre totale qu'il emploie est beaucoup plus réduite que chez ses voisins de l'ANASE. L'essentiel de la main-d'œuvre est employé dans de petites entreprises artisanales qui représentent selon les estimations près des deux tiers de la main-d'œuvre industrielle.

La reprise économique aux Philippines a été marquée par l'essor du taux de croissance de la VAM qui, de 0,7 % en 1993, est passé à 4,4 % en 1994. La production manufacturière a repris dans l'industrie chimique, l'industrie pétrolière et les machines (électriques et non électriques). Les exportations de semi-conducteurs et d'électronique ont progressé au cours de l'année, bien que la tendance antérieure au développement des exportations de textiles se soit ralentie et que la demande extérieure vigoureuse de produits du bois ait cessé. Le Gouvernement philippin a aussi déréglementé le secteur des télécommunications, ce qui a beaucoup réduit, de plus de 20 % en un an, le retard des communications.

Questions relatives au développement industriel

Évolution du commerce

Trois questions, liées les unes aux autres, se posent à l'Asie de l'Est et du Sud-Est, mais aussi à des degrés divers à d'autres marchés en création. La première a trait à l'intégration économique régionale, qui peut ou non se produire au niveau institutionnel officiel, mais se manifeste néanmoins sous la forme d'un commerce régional et de courants d'investissement accrus. La deuxième concerne l'évolution structurelle des marchés intérieurs en raison de l'apparition de nouveaux rapports d'avantages comparés. La troisième tient à l'influence que des taux de croissance élevés dans la région peuvent avoir sur l'économie des pays développés.

En ce qui concerne la première question, le commerce intrarégional n'a pas cessé de progresser au cours des dix dernières années. La part des exportations des pays récemment industrialisés à destination

d'autres pays en développement d'Asie à l'intérieur de la région est passée de 25,2 à 32,3 % entre 1985 et 1992, et la part des exportations de l'ANASE de 27,4 à 28,5 % au cours de la même période. Au fur et à mesure que la région se développera, la demande de biens manufacturés produits dans la région augmentera. Tout arrangement commercial régional qui sera mis en place par l'intermédiaire de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à l'intérieur de l'ANASE viendra stimuler encore la croissance de la part du commerce intrarégional (voir tableau 44).

Au sommet de l'APEC, tenu à Bogor (Indonésie) en 1994, il a été proposé que les barrières commerciales entre les pays de l'APEC soient réduites à partir de l'an 2000. Les mesures de libéralisation s'échelonnent comme suit : d'ici à 2010, les pays développés devront lever toutes leurs restrictions au commerce et aux investissements entre les pays de l'APEC; d'ici à 2015, les pays récemment industrialisés d'Asie devront faire de même; et, d'ici à 2020, tous les pays de l'APEC, même les plus pauvres, devront avoir éliminé tous les obstacles. Également, la zone de libre-échange de l'ANASE s'est engagée à réduire les obstacles tarifaires à l'intérieur de la sous-région dans les dix à quinze ans. Des réductions tarifaires auront lieu par étape et, à la fin de la période, aucun obstacle tarifaire ne dépassera 0 à 5 %.

La deuxième question, celle du progrès de l'intégration économique dans la région, est assez complexe car elle nécessite de tenir compte de la Chine et du Japon pour déterminer les avantages comparés entre les pays de la région. La composition récente de la production industrielle et des échanges commerciaux dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est laisse cependant penser que des changements structurels se produisent déjà. En général, les pays de l'ANASE (Singapour exclu) évoluent à des vitesses différentes vers des secteurs dominés auparavant par les pays récemment industrialisés d'Asie. L'évolution de la structure de production de ces derniers pays

se manifeste par la diminution de la part de la production nationale dans les produits à fort coefficient de main-d'œuvre, alors que la production de l'industrie lourde et celle des produits à fort coefficient de capital augmentent plus rapidement (comme on le voit en République de Corée). Cette évolution de la structure de production a été intensifiée par l'appréciation actuelle du yen. Stimulées par la demande croissante de produits japonais plus transformés, les industries de haute technologie des pays récemment industrialisés d'Asie ont encore continué à se développer.

En ce qui concerne la troisième question, les incidences de la croissance rapide de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sur les avantages mondiaux qui pourraient résulter de la libéralisation commerciale seront probablement positives. Un rapport récent de la Banque mondiale¹ relève qu'une réduction de 50 % de tous les droits dans tous les pays d'Asie de l'Est augmenterait le PIB mondial de 0,4 %, ce qui bénéficierait à environ 90 % aux pays de la région de l'APEC. La Chine verrait son revenu national progresser de 3,9 %. Le PIB des six pays de l'ANASE augmenterait globalement de 5 % et les quatre pays récemment industrialisés pourraient compter sur des augmentations moyennes d'environ 1,4 %. Néanmoins, si les pays de la région ne libéralisent leur commerce et leurs investissements qu'entre eux, dans la même proportion, leurs gains seront plus ou moins diminués de moitié. L'octroi d'un traitement préférentiel aux opérations commerciales et aux investissements à l'intérieur de la région découragerait les importations de biens produits meilleur marché ailleurs et détournerait aussi les investissements d'opérations plus profitables à l'extérieur de la région.

Certains observateurs considèrent cependant que la concurrence pour attirer des capitaux risque de créer des tensions entre les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est et le reste du monde. Les pénuries d'énergie, les problèmes de transport et la demande de télécommu-

Tableau 44. Destinataires des exportations des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, 1985 et 1992
(Part en pourcentage)

Pays, région ou territoire d'origine	Pays en développement d'Asie		Japon		États-Unis d'Amérique		Union européenne		Divers	
	1985	1992	1985	1992	1985	1992	1985	1992	1985	1992
Pays récemment industrialisés d'Asie	25,2	32,3	9,2	8,9	25,8	23,9	9,4	12,7	28,4	20,1
Hong-kong	35,6	38,7	4,2	5,2	30,8	23,1	11,8	15,0	17,6	18,0
République de Corée	12,9	25,4	15,0	15,5	35,6	24,3	10,4	11,7	26,1	23,1
Singapour	36,6	37,7	9,4	5,7	21,2	21,2	10,1	14,0	22,7	21,4
Province chinoise de Taiwan	15,6	28,4	11,3	10,9	15,5	28,9	5,5	10,7	52,1	21,1
ANASE	27,4	28,5	27,2	21,1	19,3	20,3	12,5	15,1	13,5	14,9
Indonésie	17,2	24,4	46,2	34,3	21,7	13,7	6,0	12,9	8,9	14,7
Malaisie	38,1	41,1	24,6	13,3	12,8	18,7	13,6	13,7	10,9	13,2
Philippines	19,5	12,9	19,0	20,6	35,9	41,8	13,8	18,2	11,8	6,5
Thaïlande	27,1	21,9	13,4	17,5	19,7	22,5	17,6	18,2	22,2	19,9

Source : Banque asiatique de développement, *Asian Development Outlook* (Hong kong, Oxford University Press, 1994).

Note. Les chiffres indiqués pour les pays récemment industrialisés et l'ANASE sont des moyennes pondérées, l'année de base étant 1992.

nications montrent que des investissements importants sont nécessaires. Une société de titres de Hongkong a estimé que la région aurait besoin de 750 milliards de dollars d'investissements nouveaux d'ici à 1999². La Banque mondiale considère que les dépenses d'infrastructure, qui équivalaient à 4 % du PIB dans les années 80, atteindraient 7 % du PIB dans les années 90. On peut considérer que, malgré les taux élevés d'épargne interne, des afflux de capitaux seront nécessaires. Il importe cependant de replacer dans son contexte la demande croissante de capitaux des pays d'Asie. En 1994, les déficits de compte courant des États-Unis dépassent, en 1994, le montant prévu des entrées de capitaux dans tous les pays d'Asie, sauf le Japon, au cours des cinq prochaines années. Une grande partie de ce capital entrera dans la région sous forme d'investissements étrangers directs extérieurs et d'investissements de portefeuille. La réforme financière en Asie et le développement de marchés de capitaux efficaces en Chine et en Inde devraient aussi entraîner une répartition plus efficace de l'épargne.

Développement des petites et moyennes entreprises

Les gouvernements de la région reconnaissent de plus en plus le potentiel que les petites et moyennes entreprises représentent pour le développement industriel et de nombreuses mesures visent à accroître les liaisons entre ces entreprises et les grandes industries³. On peut citer les mesures suivantes :

a) *Incidations fiscales.* La Malaisie et Singapour ont créé des incitations fiscales pour encourager les entreprises transnationales et les petites et moyennes entreprises à conclure des contrats de sous-traitance entre elles;

b) *Arrangements institutionnels particuliers,* dans lesquels une grande entreprise chapeaute des petites et moyennes entreprises dont elle aide à coordonner la production et la commercialisation. On trouve des exemples de tels arrangements en Indonésie (programme du "père nourricier"), en Malaisie, à Singapour (programme de relèvement du niveau de l'industrie locale) et dans la province chinoise de Taiwan (système d'usines centre-satellite);

c) *Systèmes de développement des débouchés,* dans lesquels de grandes entreprises fournissent une assistance ciblée à des petites et moyennes entreprises locales, comme le montre l'exemple de Hyundai en République de Corée;

d) *Conditions minimales relatives à l'apport local,* que doivent remplir les entreprises transnationales, ce qui encourage les liaisons entre entreprises;

e) *Système de fourniture et d'échange d'informations,* conçu pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'obtenir des informations qu'elles ne pourraient acquérir autrement en raison de leur petite taille;

f) *Création de noyaux,* d'entreprises complémentaires, qui a permis d'appliquer plus efficacement des programmes d'encouragement aux petites et moyennes entreprises. En Indonésie, le Programme de développement des petites industries regroupe des petites et moyennes entreprises ayant des rapports entre elles pour renforcer l'assistance technique qui leur est fournie.

On a fait observer que les mesures qui réussissaient étaient celles qui tendaient à accroître les capacités d'absorption des petites et moyennes entreprises afin de les rendre plus attrayantes pour les grandes entreprises et celles qui leur ouvraient de nouveaux marchés d'exportation. Les échecs étaient généralement dus à la mauvaise application des politiques. En République de Corée, à Singapour et dans la province chinoise de Taiwan où ces mesures ont particulièrement réussi, il existe de puissants organismes de coordination : le Bureau de développement des investissements dans la province chinoise de Taiwan, le Ministère du commerce international et de l'industrie en République de Corée et le Conseil du développement économique à Singapour. En revanche, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, où les succès ont été moindres, les institutions rencontraient de nombreux problèmes de communication. Les résultats escomptés n'ont pas été obtenus pour des raisons diverses, dont les plus fréquemment citées sont le manque de participation du secteur privé, des contradictions dans l'application des mesures, le manque de communication entre les organismes, des exigences réglementaires excessives à l'égard des petites et moyennes entreprises et l'irresponsabilité de la direction.

Perspectives pour 1995

En 1995, la croissance de la région devrait demeurer saine et ses taux devraient être les plus élevés du monde. En 1995, le taux de croissance du PIB et celui de la VAM de la région devraient s'établir respectivement à 7,1 et 9,5 %. Dans un avenir proche, la croissance devrait être influencée, entre autres, par les investissements supplémentaires consacrés à l'infrastructure par les pays de l'ANASE et l'offre de crédit international pour les investissements qui compensera l'insuffisance de l'épargne nationale.

La reprise économique dans les pays de l'OCDE devrait continuer à soutenir le rythme et la demande d'exportations des pays d'Asie récemment industrialisés. Le taux de croissance du PIB qui en résultera devrait être d'environ 7,5 % en 1995. L'appréciation du yen développera aussi les exportations à faible coefficient technologique à destination du Japon et stimulera la croissance des industries à fort coefficient de capital national et de technologie dans la région. L'achèvement des négociations d'Uruguay réduira cependant les obstacles douaniers aux importations dans les pays de l'ANASE, ce qui stimulera l'ajustement industriel.

Les pays de l'ANASE qui sont en train de rattraper les pays récemment industrialisés devraient conserver les taux de croissance élevés des dernières années. Le taux de croissance du PIB de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande devrait dépasser 7 % en 1995. Le fait que ces pays dépendent des capitaux étrangers pour financer leur croissance risque de les rendre vulnérables, mais l'expérience récente laisse penser que des taux d'intérêt légèrement élevés suffisent apparemment à confirmer la réputation de probité financière de la région.

Notes

¹Banque mondiale, *East Asia's Trade and Investment: Regional and Global Gains from Liberalization* (Washington, D.C., 1994).

²"A survey of Asian finance", *The Economist*, 12-18 novembre 1994.

³Saha Dhevan Meyanathan, ed., *Industrial Structures and the Development of Small and Medium Enterprise Linkages: Examples from East Asia*, Collection des séminaires de l'Institut de développement économique (Washington, D.C., Banque mondiale, 1994).

Troisième partie



Indicateurs du développement industriel dans le monde : annexe statistique

Notes techniques

1. Les sources des tableaux par pays présentés ci-après sont les suivantes :

a) Base intégrée de statistiques industrielles de l'ONU;

b) Statistiques des comptabilités nationales des Nations Unies, Bureau de statistique (toutes les données suivies de "cn"), complétées par d'autres sources (énumérées ci-dessous au paragraphe 7);

c) Données démographiques tirées des Statistiques démographiques et du *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU;

d) Estimations et prévisions du PIB et de la VAM (valeur ajoutée manufacturière d'après les statistiques des comptabilités nationales pour 28 branches d'industrie) par le Service des études et de la recherche de l'ONU.

2. Toutes les valeurs sont en millions de dollars des États-Unis à prix courants, sauf indication contraire. Les taux de change officiels ont été en général utilisés pour obtenir les valeurs en dollars. Pour certains pays et certaines périodes, on a calculé un facteur de correction pour compenser une surévaluation temporaire de la monnaie nationale (Afghanistan, Argentine, Brésil, Chili, Égypte, El Salvador, Ghana, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République dominicaine, Sierra Leone, Trinité-et-Tobago, et Uruguay). Aux fins de correction, les taux de change ont été ajustés pour tenir compte des taux d'inflation communiqués.

Pour la Hongrie, la Pologne et la Roumanie, les taux de change sont les taux moyens du marché extraits des *Statistiques financières internationales* du Fonds monétaire international.

3. Les chiffres suivis de "/c" sont à prix constants de 1990.

4. Pour les pays à économie planifiée, le Bureau de statistique de l'ONU établit une estimation du PIB fondée sur le produit matériel net (PMN) communiqué par les pays. Les chiffres sur le PMN ne figurent plus dans le présent rapport. La VAM est estimée à partir des chiffres relatifs aux activités industrielles à l'aide d'un facteur de réduction dérogé des statistiques industrielles.

5. L'annexe se divise en deux parties. La première consiste en pages consacrées à chacun des 109 pays pour lesquels des données assez complètes sont disponibles. Ces pays ont été pris dans l'échantillon de 127 pays qui a servi à élaborer les prévisions sectorielles de la valeur ajoutée manufacturière pour les 28 branches d'industrie considérées. Chaque page comprend un diagramme des changements structurels dans l'industrie, des graphiques des taux de croissance du PIB et de la VAM (décrits ci-après aux paragraphes 6 et 7) et des tableaux (décrits ci-après aux paragraphes 8 à 13).

La deuxième partie de l'annexe contient un bref tableau pour chacun des autres pays.

6. Le diagramme des changements structurels dans l'industrie se fonde sur la valeur ajoutée en prix corrigés de 1990. On utilise généralement le déflateur du PIB pour effectuer la correction. Lorsque le déflateur du PIB n'était pas disponible, on a utilisé le déflateur des prix à la consommation. Pour chaque branche a été calculé un indice pour les périodes 1985, 1990 et 1995, avec 1980 comme année de base. Cet indice détermine la distance par rapport à l'origine du diagramme en étoile. Pour chaque année, tous sont reliés par une ligne qui dessine la "forme" typique de l'expansion dans le pays considéré. Comme l'ampleur de cette expansion (valeurs absolues des indices) diffère dans chaque pays, chaque diagramme utilise une échelle différente. L'indice le plus fort figure donc sous l'extrémité droite de l'axe horizontal. Les deux nombres figurant dans la case en haut et à droite sont : g, taux annuel moyen de croissance pour la période 1980-1995; et θ , indice de changement structurel (défini ci-après) pour la même période.

7. Les taux de croissance du PIB et de la VAM se fondent principalement sur les données fournies par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies. Pour les pays et les périodes où aucun chiffre n'avait été communiqué par le Bureau de statistique, on a utilisé un chiffre tiré de l'une des sources ci-après :

a) Service national de statistique du pays considéré;

b) Commission économique régionale de l'ONU dont relève le pays considéré;

c) *Statistiques financières internationales* (Fonds monétaire international);

d) *Comptes nationaux, tableaux détaillés* (vol. II) (OCDE, Département de l'économie et de la statistique);

e) *World Outlook et Quarterly Economic Review* (The Economist Intelligence Unit);

f) *Tableaux mondiaux* de la Banque mondiale;

g) *Economic Forecast* (North-Holland);

h) Banque asiatique de développement;

i) Banque africaine de développement;

ou une estimation fondée sur l'analyse de statistiques ou d'autres informations spécialisées (extraites notamment de publications périodiques ou quotidiennes).

Les taux de croissance pour 1994 à 1997 pour tous les pays ont été projetés au moyen de :

a) La tendance à long terme du PIB;

b) Des écarts cycliques par rapport à cette tendance;

c) Le cas échéant, l'évolution du PIB d'un autre pays ou d'un groupe de pays.

Les prévisions des taux de croissance de la VAM globale ont été élaborées à l'aide de méthodes de régression traduisant la corrélation entre la VAM et le PIB. Cinq types différents de régression ont été testés à cet effet. La relation qui permettrait d'obtenir les meilleures prévisions *ex post* a été finalement retenue.

Les estimations de la VAM sectorielle des différents pays entre 1993 et 1995 ont été fondées sur des équations de régression comprenant comme variables indépendantes le PIB, la VAM globale, la VAM décalée du secteur considéré et les indices de production. Les régressions sont effectuées à partir des valeurs ajustées pour la VAM sectorielle. Les résultats sont ensuite reconvertis en dollars constants. Là encore, diverses sources nationales et estimations de l'ONUDI ont servi à étendre le champ des données. Les prévisions se fondent sur des estimations du concours de deux éléments : a) la dépendance du secteur à l'égard de la situation économique générale du pays exprimée par le PIB ou la VAM; et b) le comportement propre du secteur dans le temps, exprimé par la structure décalée de sa valeur ajoutée.

8. Deux chiffres sont présentés en ce qui concerne la valeur ajoutée manufacturière. L'un est fondé sur la définition utilisée aux fins des comptabilités nationales, l'autre sur celle adoptée pour les recensements industriels. Les principales différences sont les suivantes :

a) L'activité des entreprises occupant moins d'un certain nombre de personnes, qui est normalement de 5 ou de 10 et qui varie d'un pays à l'autre, est prise en compte dans les statistiques des comptabilités nationales et exclue des chiffres provenant des recensements industriels;

b) Aux fins du recensement industriel, chaque établissement est considéré comme étant soit industriel, soit non industriel et toutes les activités de l'établissement sont classées de la même manière, alors qu'en comptabilité nationale c'est la nature du produit qui détermine si une production est ou non traitée comme "industrielle".

Les données provenant des recensements industriels comprennent les recettes provenant d'activités non industrielles et en excluent les coûts.

Pour plus ample information, se reporter aux *Recommandations internationales concernant les statistiques industrielles*, Études statistiques, série M, n° 48, Rev.1

(publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.XVII.8).

9. Les chiffres figurant à la rubrique "rentabilité" sont définis comme suit :

Consommation intermédiaire = 100 (production brute - valeur ajoutée)/production brute

Salaires et traitements = 100 (salaires et traitements)/production brute

Excédent d'exploitation = 100 (valeur ajoutée - salaires et traitements)/production brute

10. Les postes "rentabilité" et "productivité" sont des moyennes pour l'ensemble des branches pour lesquelles toutes les données requises (production brute, valeur ajoutée, salaires et traitements, et emploi) étaient disponibles. Le nombre des personnes occupées, chaque fois qu'il était disponible, a été utilisé pour le calcul; dans les autres cas, on a utilisé le nombre de salariés.

11. Pour calculer les "indices structurels" et la valeur de θ dans le diagramme des changements structurels dans l'industrie, on s'est servi des chiffres de la valeur ajoutée en prix 1990 corrigés.

Le changement structurel se mesure par :

$$\cos \theta = \frac{\sum_i s_i(t) \cdot s_i(t-1)}{\sqrt{\sum_i s_i(t)^2 \cdot \sum_i s_i(t-1)^2}}$$

où $s_i(t)$ est l'apport de la branche i à la valeur ajoutée manufacturière totale durant l'année t .

La grandeur θ peut s'interpréter comme l'angle entre les deux vecteurs $s_i(t-1)$ et $s_i(t)$ mesuré en degrés. Son maximum théorique est de 90 degrés.

12. Le quotient "taux de croissance de la VAM/ θ " est le taux de croissance de la valeur ajoutée réelle par degré de changement structurel entre les périodes $t-1$ et t .

13. Le degré de spécialisation se mesure par :

$$h = 100 \cdot \left(1 + \frac{\sum_i s_i \cdot \ln s_i}{h_{\min}} \right)$$

où s_i est défini de la même manière que pour le changement structurel et $h_{\min} = \ln$ (nombre de branches); \ln est le logarithme naturel.

Si les apports de toutes les branches sont égaux, le degré de spécialisation est égal à zéro. S'il n'y a qu'une seule branche, il est de 100.

Résumé des indicateurs

cn	Valeur provenant de statistiques des comptabilités nationales
lc	A prix constants de 1990
Chiffres en italique	Estimations du Service des études et de la recherche de l'ONUDI
..	Aucune valeur disponible
—	Valeur inférieure à la moitié de l'unité

Toutes questions concernant la préparation des données peuvent être adressées par courrier électronique : ugg@unido1.iaea.or.at (Internet) ou ugg@unido1.bitnet.

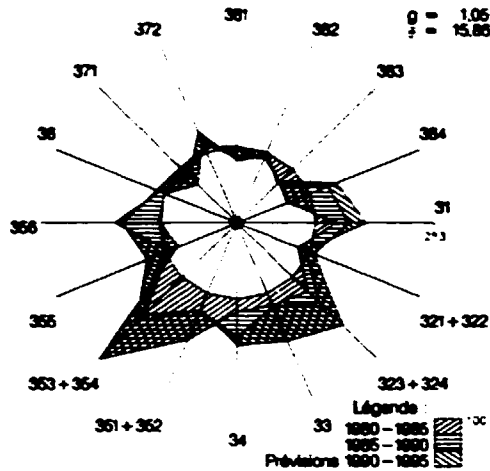
Classification régionale des pays et territoires

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Région</i>	<i>Page</i>
AFGHANISTAN	Sous-continent indien	240
AFRIQUE DU SUD	Autres pays développés	131
ALBANIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	240
ALGÉRIE	Afrique du Nord	132
ALLEMAGNE, PARTIE OCCIDENTALE	Europe occidentale (industrialisée)	133
ALLEMAGNE, PARTIE ORIENTALE	Europe occidentale (industrialisée)	134
ANTILLES NÉERLANDAISES ET ARUBA	Amérique latine et Caraïbes	240
ARABIE SAOUDITE	Asie occidentale	135
ARGENTINE	Amérique latine et Caraïbes	136
ARMÉNIE	Partie asiatique de l'ex-URSS	240
AUSTRALIE	Autres pays développés	137
AUTRICHE	Europe occidentale (industrialisée)	138
AZERBAÏDJAN	Partie asiatique de l'ex-URSS	240
BAHAMAS	Amérique latine et Caraïbes	240
BAHRÉÏN	Asie occidentale	241
BANGLADESH	Sous-continent indien	139
BARBADE	Amérique latine et Caraïbes	140
BÉLARUS	Ex-URSS	241
BELGIQUE	Europe occidentale (industrialisée)	141
BELIZE	Amérique latine et Caraïbes	241
BÉNIN	Afrique tropicale (subsaharienne)	241
BERMUDES	Amérique du Nord	241
BHOUTAN	Sous-continent indien	241
BOLIVIE	Amérique latine et Caraïbes	142
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	242
BOTSWANA	Afrique tropicale (subsaharienne)	143
BRÉSIL	Amérique latine et Caraïbes	144
BRUNÉI DARUSSALAM	Asie du Sud-Est	242
BULGARIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	145
BURKINA FASO	Afrique tropicale (subsaharienne)	144
BURUNDI	Afrique tropicale (subsaharienne)	147
CAMEROUN	Afrique tropicale (subsaharienne)	148
CANADA	Amérique du Nord	149
CAP-VERT	Afrique tropicale (subsaharienne)	242
CHILI	Amérique latine et Caraïbes	150
CHINE	Pays à économie planifiée d'Asie	151
CHYPRE	Asie occidentale	152
COLOMBIE	Amérique latine et Caraïbes	153
CONGO	Afrique tropicale (subsaharienne)	154
COSTA RICA	Amérique latine et Caraïbes	155
CÔTE D'IVOIRE	Afrique tropicale (subsaharienne)	156
CROATIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	157
CUBA	Amérique latine et Caraïbes	158
DANEMARK	Europe occidentale (industrialisée)	159
DJIBOUTI	Afrique tropicale (subsaharienne)	242
ÉGYPTE	Afrique du Nord	160
EL SALVADOR	Amérique latine et Caraïbes	161
ÉMIRATS ARABES UNIS	Asie occidentale	242
ÉQUATEUR	Amérique latine et Caraïbes	162
ESPAGNE	Europe occidentale (industrialisée)	163
ESTONIE	Ex-URSS	242
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Amérique du Nord	164
ÉTHIOPIE ET ÉRYTHRÉE	Afrique tropicale (subsaharienne)	165
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Ex-URSS	243
FIDJI	Asie du Sud-Est	166
FINLANDE	Europe occidentale (industrialisée)	167
FRANCE	Europe occidentale (industrialisée)	168
GABON	Afrique tropicale (subsaharienne)	169
GAMBIE	Afrique tropicale (subsaharienne)	170
GÉORGIE	Partie asiatique de l'ex-URSS	243
GHANA	Afrique tropicale (subsaharienne)	243
GRÈCE	Europe occidentale (Sud)	171
GUADELOUPE	Amérique latine et Caraïbes	243
GUATEMALA	Amérique latine et Caraïbes	172

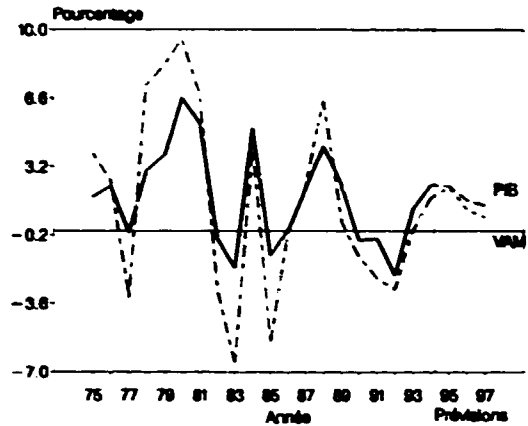
<i>Pays ou territoire</i>	<i>Région</i>	<i>Page</i>
GUINÉE	Afrique tropicale (subsaharienne)	243
GUINÉE-BISSAU	Afrique tropicale (subsaharienne)	243
GUINÉE ÉQUATORIALE	Afrique tropicale (subsaharienne)	244
GUYANA	Amérique latine et Caraïbes	244
GUYANE FRANÇAISE	Amérique latine et Caraïbes	244
HAÏTI	Amérique latine et Caraïbes	244
HONDURAS	Amérique latine et Caraïbes	173
HONG-KONG	Asie du Sud-Est	174
HONGRIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	175
INDE	Sous-continent indien	176
INDONÉSIE	Asie du Sud-Est	177
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	Asie occidentale	178
IRAQ	Asie occidentale	179
IRLANDE	Europe occidentale (industrialisée)	180
ISLANDE	Europe occidentale (industrialisée)	181
ISRAËL	Europe occidentale (Sud)	182
ITALIE	Europe occidentale (industrialisée)	183
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE	Afrique du Nord	184
JAMAÏQUE	Amérique latine et Caraïbes	185
JAPON	Japon	186
JORDANIE	Asie occidentale	187
KAZAKHSTAN	Partie asiatique de l'ex-URSS	244
KENYA	Afrique tropicale (subsaharienne)	188
KIRGHIZISTAN	Partie asiatique de l'ex-URSS	244
KOWEÏT	Asie occidentale	189
LESOTHO	Afrique tropicale (subsaharienne)	190
LETONIE	Ex-URSS	245
LIBÉRIA	Afrique tropicale (subsaharienne)	245
LITUANIE	Ex-URSS	245
LUXEMBOURG	Europe occidentale (industrialisée)	191
MACAO	Asie de l'Est et du Sud-Est, Océanie	192
MADAGASCAR	Afrique tropicale (subsaharienne)	193
MALAISIE	Asie du Sud-Est	194
MALAWI	Afrique tropicale (subsaharienne)	195
MALI	Afrique tropicale (subsaharienne)	245
MALTE	Europe occidentale (Sud)	196
MAROC	Afrique du Nord	197
MARTINIQUE	Amérique latine et Caraïbes	245
MAURICE	Afrique tropicale (subsaharienne)	245
MAURITANIE	Afrique du Nord	246
MEXIQUE	Amérique latine et Caraïbes	198
MONGOLIE	Pays à économie planifiée d'Asie	246
MONTSERRAT	Amérique latine et Caraïbes	246
MOZAMBIQUE	Afrique tropicale (subsaharienne)	246
MYANMAR	Sous-continent indien	246
NAMIBIE	Afrique tropicale (subsaharienne)	246
NÉPAL	Sous-continent indien	199
NICARAGUA	Amérique latine et Caraïbes	200
NIGER	Afrique tropicale (subsaharienne)	201
NIGÉRIA	Afrique tropicale (subsaharienne)	202
NORVÈGE	Europe occidentale (industrialisée)	203
NOUVELLE-CALÉDONIE	Asie du Sud-Est	247
NOUVELLE-ZÉLANDE	Autres pays développés	204
OMAN	Asie occidentale	247
OUGANDA	Afrique tropicale (subsaharienne)	247
OUZBÉKISTAN	Partie asiatique de l'ex-URSS	247
PAKISTAN	Sous-continent indien	205
PANAMA	Amérique latine et Caraïbes	206
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	Asie du Sud-Est	247
PARAGUAY	Amérique latine et Caraïbes	207
PAYS-BAS	Europe occidentale (industrialisée)	208
PÉROU	Amérique latine et Caraïbes	209
PHILIPPINES	Asie du Sud-Est	210
POLOGNE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	211
POLYNÉSIE FRANÇAISE	Asie du Sud-Est	247
PORTO RICO	Amérique latine et Caraïbes	212

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Région</i>	<i>Page</i>
PORTUGAL	Europe occidentale (Sud)	213
QATAR	Asie occidentale	248
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	Asie occidentale	214
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Afrique tropicale (subsaharienne)	215
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Asie du Sud-Est	216
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	Pays à économie planifiée d'Asie	248
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Ex-URSS	248
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Amérique latine et Caraïbes	217
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	Pays à économie planifiée d'Asie	248
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	248
RÉPUBLIQUE-UNITE DE TANZANIE	Afrique tropicale (subsaharienne)	218
RÉUNION	Afrique tropicale (subsaharienne)	248
ROUMANIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	219
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	Europe occidentale (industrialisée)	220
RWANDA	Afrique tropicale (subsaharienne)	249
SAMOA	Asie du Sud-Est	249
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	Afrique tropicale (subsaharienne)	249
SÉNÉGAL	Afrique tropicale (subsaharienne)	221
SEYCHELLES	Afrique tropicale (subsaharienne)	249
SIERRA LEONE	Afrique tropicale (subsaharienne)	249
SINGAPOUR	Asie du Sud-Est	222
SLOVAQUIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	249
SLOVÉNIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	223
SOMALIE	Afrique tropicale (subsaharienne)	250
SOUDAN	Afrique du Nord	250
SRI LANKA	Sous-continent indien	224
SUÈDE	Europe occidentale (industrialisée)	225
SUISSE	Europe occidentale (industrialisée)	226
SURINAME	Amérique latine et Caraïbes	250
SWAZILAND	Afrique tropicale (subsaharienne)	250
TADJIKISTAN	Partie asiatique de l'ex-URSS	250
TAIWAN, PROVINCE CHINOISE DE	Asie du Sud-Est	227
TCHAD	Afrique tropicale (subsaharienne)	250
EX-TCHÉCOSLOVAQUIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	228
THAÏLANDE	Asie du Sud-Est	229
TOGO	Afrique tropicale (subsaharienne)	230
TONGA	Asie du Sud-Est	251
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Amérique latine et Caraïbes	231
TUNISIE	Afrique du Nord	232
TURKMÉNISTAN	Partie asiatique de l'ex-URSS	251
TURQUIE	Asie occidentale	233
TUVALU	Asie du Sud-Est	251
UKRAINE	Ex-URSS	251
EX-UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES	Ex-URSS	234
URUGUAY	Amérique latine et Caraïbes	235
VANUATU	Asie du Sud-Est	251
VENEZUELA	Amérique latine et Caraïbes	236
VIET NAM	Pays à économie planifiée d'Asie	251
YÉMEN, PARTIE NORD	Asie occidentale	252
YÉMEN, PARTIE SUD	Asie occidentale	252
YUGOSLAVIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	252
EX-YUGOSLAVIE	Europe orientale sauf l'ex-URSS	237
ZAÏRE	Afrique tropicale (subsaharienne)	252
ZAMBIE	Afrique tropicale (subsaharienne)	238
ZIMBABWE	Afrique tropicale (subsaharienne)	239

Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONU/DI, Service des études et de la recherche.

	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	38 156	94 292	102 167	100 627
Par habitant (en dollars de 1990)	3 022	2 854	2 756	2 537
Part du secteur manufacturier (%), prix courants	22.6	22.4	24.6	23.6
SECTEUR MANUFACTURIER				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	22 705	21 534	23 181	21 971
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	103	115	105
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	17 966	12 409	23 181	24 751
Production brute (en millions de dollars)	53 686	36 059	58 770	56 863
Emploi (en milliers de personnes)	1 392	1 422	1 525	1 445
RENTABILITÉ (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	67	66	66	63
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	16	18	17	20
Excédent brut d'exploitation (%)	17	17	17	17
PRODUCTIVITÉ (en dollars)				
Production brute par travailleur	38 568	24 980	45 095	46 279
Valeur ajoutée par travailleur	12 835	8 632	15 201	17 136
Salaires moyens, suppléments inclus	6 119	4 465	7 706	9 366
INDICES STRUCTURELS				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de la moyenne en 1970:1975	4.09	6.51	8.72	5.14
Taux de croissance de la VAM - changement structurel (i)	1.33	0.24	0.29	-0.12
Degré de spécialisation	10.7	9.2	8.4	8.7
VALEUR AJOUTÉE (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	1 626	1 277	2 220	2 654
313 Fabrication des boissons	458	418	1 055	1 463
314 Industrie du tabac	111	108	83	116
321 Industrie textile	886	408	851	823
322 Articles d'habillement	477	334	701	749
323 Articles en cuir et en fourrure	40	44	75	97
324 Fabrication de chaussures	152	113	316	245
331 Bois et produits du bois	213	190	469	347
332 Meubles et accessoires	219	138	307	274
341 Papier et articles en papier	591	471	1 208	1 160
342 Imprimerie et édition	549	392	763	873
351 Industrie chimique	1 006	717	932	1 218
352 Autres produits chimiques	639	1 047	1 255	1 227
353 Raffineries de pétrole	634	1 038	1 244	1 218
354 Dérivés du pétrole et du charbon	111	182	217	213
355 Industrie du caoutchouc	297	157	401	344
356 Ouvrages en matière plastique	355	225	560	615
361 Grès, porcelaines et faïences	28	24	42	43
362 Industrie du verre	154	102	292	325
369 Autres produits minéraux non métalliques	754	481	794	860
371 Sidérurgie	2 135	936	2 343	2 206
372 Métaux non ferreux	555	418	642	826
381 Ouvrages en métaux	1 576	560	1 697	1 537
382 Machines non électriques	1 351	805	1 432	1 509
383 Machines électriques	1 229	607	970	1 137
384 Matériel de transport	1 258	566	1 705	2 008
385 Matériel professionnel et scientifique	49	54	160	250
390 Autres industries manufacturières	415	345	448	415

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

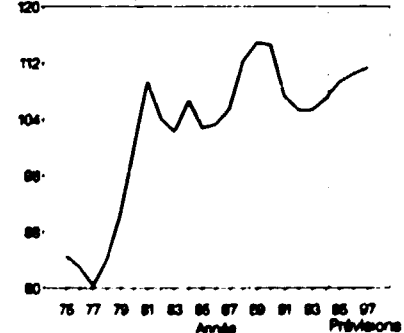
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



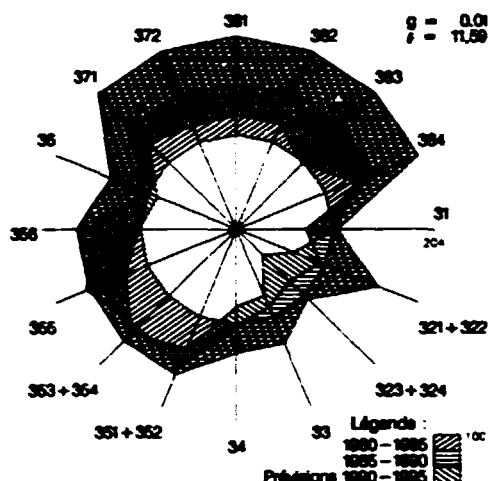
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



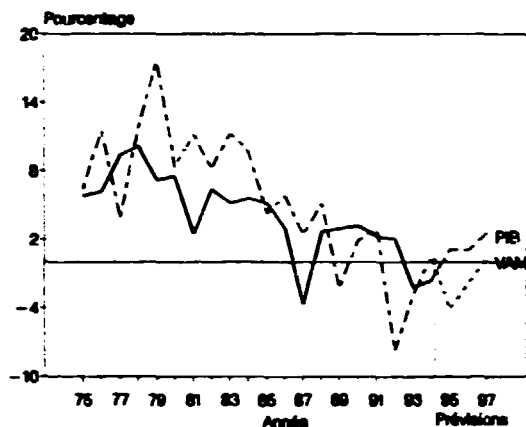
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

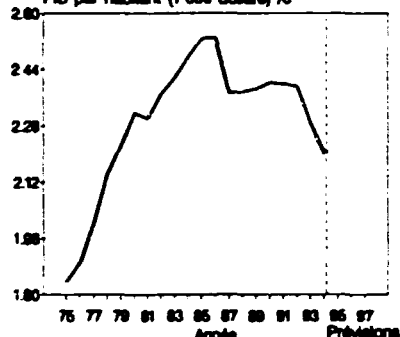


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

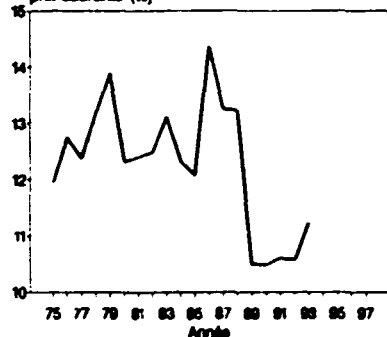
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	43 416	55 328	59 902	61 137
Par habitant (en dollars de 1990)	2 317	2 528	2 402	2 288
Part du secteur manufacturier (%)	12,3	12,1	10,5	11,2
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	3 333	5 101	5 783	5 526
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	162	174	151
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	3 644	5 499	4 390	3 652
Production brute (en millions de dollars)	9 023	14 579	11 951	9 849
Emploi (en milliers de personnes)	312	514	578	620
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	60	55	63	63
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	22	24	27	24
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	18	21	9	13
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	28 928	28 353	20 647	15 784
Valeur ajoutée par travailleur	11 682	12 639	7 597	5 877
Salaires moyens, suppléments inclus	6 380	6 780	5 685	3 872
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,90	5,10	7,67	10,28
en % de (moyenne en 1970-1975)	71	92	139	186
Taux de croissance de la VAM (changement structurel)	2,51	1,74	-0,71	-0,43
Degré de spécialisation	14,4	15,8	12,7	19,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	655	811	499	870
313 Fabrication des boissons	135	167	125	212
314 Industrie du tabac	176	218	135	233
321 Industrie textile	282	529	297	139
322 Articles d'habillement	227	426	228	89
323 Articles en cuir et en fourrure	57	71	48	11
324 Fabrication de chaussures	100	124	85	27
331 Bois et produits du bois	109	168	106	71
332 Meubles et accessoires	51	79	49	37
341 Papier et articles en papier	129	198	142	95
342 Imprimerie et édition	14	22	16	11
351 Industrie chimique	14	27	24	13
352 Autres produits chimiques	93	183	157	85
353 Raffineries de pétrole	83	164	133	111
354 Dérivés du pétrole et du charbon	4	8	6	5
355 Industrie du caoutchouc	17	33	31	14
356 Ouvrages en matière plastique	34	57	54	24
361 Gres, porcelaines et faïences	10	17	12	9
362 Industrie du verre	36	61	42	34
369 Autres produits minéraux non métalliques	355	592	404	326
371 Sidérurgie	323	774	537	585
372 Métaux non ferreux	19	45	31	21
381 Ouvrages en métaux	265	638	443	305
382 Machines non électriques	46	112	78	53
383 Machines électriques	123	297	206	116
384 Matériel de transport	131	435	302	213
385 Matériel professionnel et scientifique	30	71	50	32
390 Autres industries manufacturières	76	167	151	105

Par les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

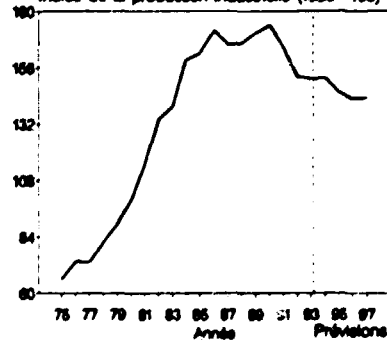
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



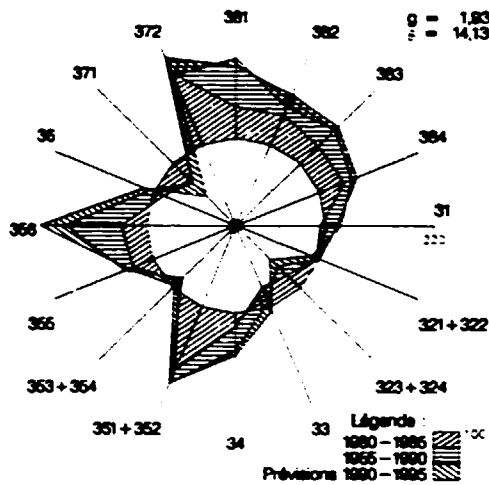
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



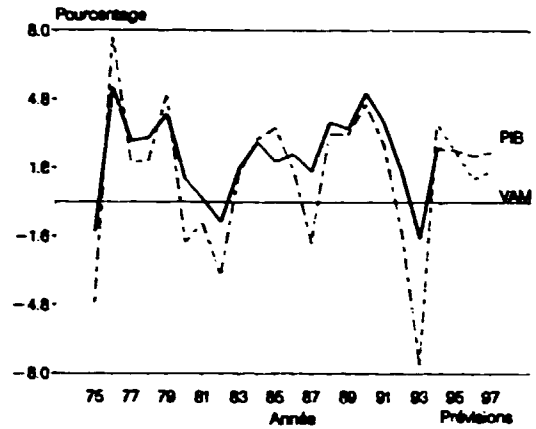
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

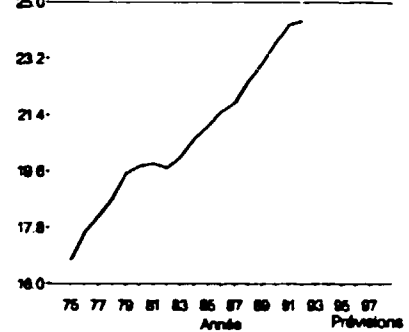


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

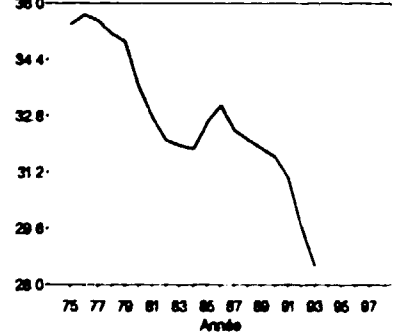
	1988	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 217 099	1 284 502	1 501 021	1 551 717
Par habitant ²⁾ (en dollars de 1990)	19 769	21 049	25 739	
Part du secteur manufacturier ³⁾ (%), prix courants	33,6	32,6	31,6	28,5
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	432 262	414 744	458 643	428 210
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	105	125	116
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	265 588	223 253	535 541	556 473
Production brute (en millions de dollars)	632 161	489 414	1 097 650	1 106 064
Emploi (en milliers de personnes)	7 229	6 516	7 120	6 836
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	58	54	51	50
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	26	24	25	27
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	16	22	24	23
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	87 448	73 973	154 161	155 478
Valeur ajoutée par travailleur	36 739	33 744	75 214	78 580
Salaires moyens, suppléments inclus	22 606	17 563	38 487	43 735
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,72	3,46	1,89	1,89
en % de θ moyen en 1970-1975	81	103	56	56
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	0,83	0,93	1,62	0,32
Degré de spécialisation	12,1	14,7	15,4	14,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	18 570	10 830	28 590	33 315
313 Fabrication des boissons	6 452	5 047	11 911	13 407
314 Industrie du tabac	6 909	5 720	12 633	13 600
321 Industrie textile	6 964	5 526	11 849	11 816
322 Articles d'habillement	4 934	2 903	5 887	5 719
323 Articles en cuir et en fourrure	935	501	944	841
324 Fabrication de chaussures	1 205	726	1 152	1 211
331 Bois et produits du bois	4 485	2 431	6 179	7 315
332 Meubles et accessoires	5 548	3 084	7 885	9 631
341 Papier et articles en papier	5 099	5 221	13 490	14 968
342 Imprimerie et édition	6 150	4 139	10 256	11 600
351 Industrie chimique	13 944	16 570	35 537	32 097
352 Autres produits chimiques	8 003	11 597	27 942	32 294
353 Raffineries de pétrole	14 637	9 580	19 130	23 963
354 Dérivés du pétrole et du charbon	990	546	528	563
355 Industrie du caoutchouc	3 201	2 880	6 414	6 532
356 Ouvrages en matière plastique	6 095	5 638	17 313	18 939
361 Grès, porcelaines et faïences	1 304	671	1 555	1 468
362 Industrie du verre	2 492	1 917	4 791	5 177
369 Autres produits minéraux non métalliques	7 937	4 876	12 031	14 493
371 Sidérurgie	18 872	9 538	19 205	15 962
372 Métaux non ferreux	2 508	3 412	7 733	6 831
381 Ouvrages en métaux	14 455	14 162	39 181	43 348
382 Machines non électriques	34 263	33 812	82 544	78 771
383 Machines électriques	30 501	26 329	72 587	72 793
384 Matériel de transport	31 232	29 078	67 434	68 412
385 Matériel professionnel et scientifique	6 205	3 446	8 011	8 293
390 Autres industries manufacturières	1 700	1 175	2 849	2 980

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

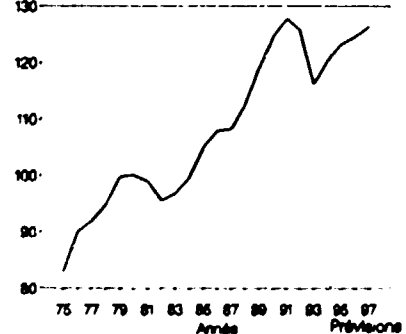
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)

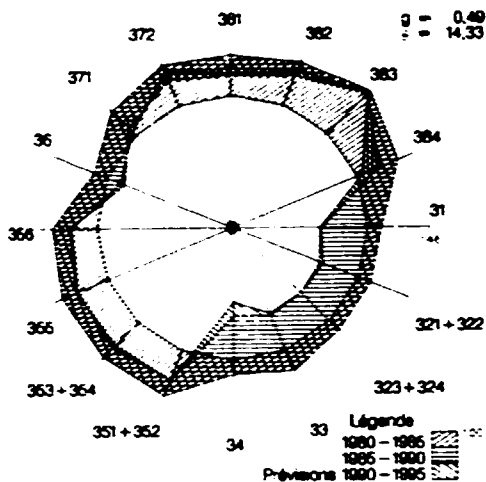


Indice de la production industrielle (1980=100)

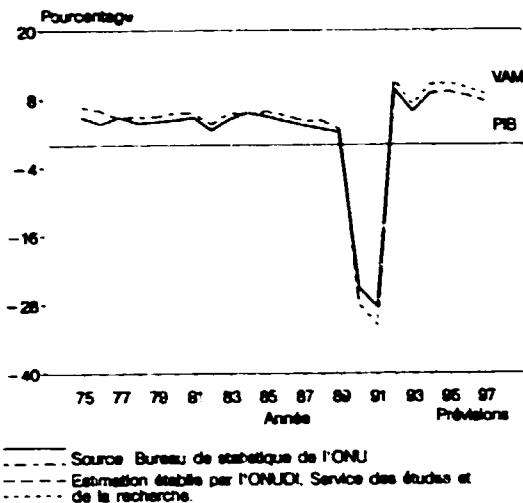


ALLEMAGNE, PARTIE ORIENTALE

Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



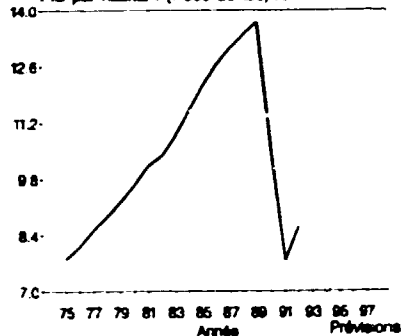
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



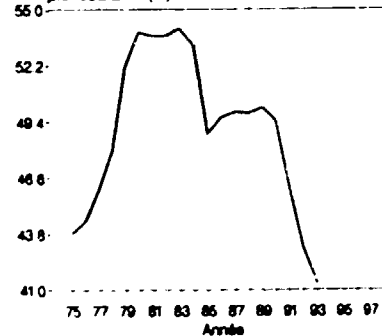
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	161 301	201 323	170 821	141 920
Par habitant (en dollars de 1990)	9 637	12 095	10 512	10 512
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	53,8	48,8	49,4	41,3
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	72 752	93 464	78 816	64 025
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	128	108	88
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1980)	76 600	98 407	82 983	67 410
Production brute (en millions de dollars)	132 645	159 661	324 212	
Emploi (en milliers de personnes)	2 895	2 988	2 811	2 740
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)				
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	15	9	8	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)				
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	45 819	53 434	114 977	
Valeur ajoutée par travailleur	26 460	32 934	29 600	24 308
Salaire moyen, suppléments inclus	6 771	4 836	9 681	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	0,99	1,13	1,55	2,01
en % de (i) moyen en 1970-1975	147	169	232	300
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	5,73	4,55	-1,52	-3,87
Degré de spécialisation	13,2	14,3	16,6	16,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars de 1980)				
3112 Industries alimentaires	6 043	6 647	3 988	3 188
313 Fabrication des boissons	1 040	1 164	687	579
314 Industrie du tabac	254	280	168	134
321 Industrie textile	6 276	6 841	4 644	3 715
322 Articles d'habillement	2 199	2 485	1 473	1 160
323 Articles en cuir et en fourrure	839	923	587	477
324 Fabrication de chaussures	631	694	441	359
331 Bois et produits du bois	1 178	1 378	848	670
332 Meubles et accessoires	1 081	1 265	778	615
341 Papier et articles en papier	931	1 089	438	358
342 Imprimerie et édition	727	748	676	423
351 industrie chimique	8 697	11 914	10 833	8 839
352 Autres produits chimiques	1 220	1 671	1 519	1 240
353 Raffineries de pétrole	2 853	3 927	3 569	2 984
354 Dérivés du pétrole et du charbon	141	190	175	142
355 Industrie du caoutchouc	3 202	4 417	4 042	3 289
356 Ouvrages en matière plastique	1 528	2 059	1 850	1 501
361 Gres, porcelaines et faïences	616	789	681	586
362 Industrie du verre	473	605	522	449
369 Autres produits minéraux non métalliques	1 768	1 768	1 255	1 076
371 Sidérurgie	2 651	3 331	2 861	2 276
372 Métaux non ferreux	884	1 179	1 071	926
381 Ouvrages en métaux	3 171	4 143	3 664	3 153
382 Machines non électriques	9 950	13 464	12 332	10 480
383 Machines électriques	7 480	10 912	10 708	8 642
384 Matériel de transport	6 836	9 145	8 047	5 987
385 Matériel professionnel et scientifique	3 264	4 761	4 671	3 770
390 Autres industries manufacturières	608	638	458	393

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

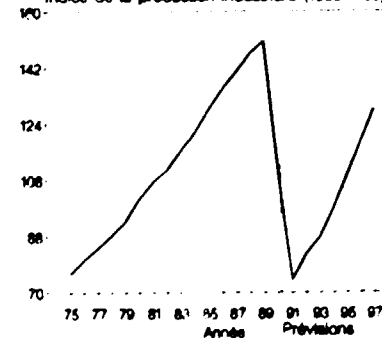
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



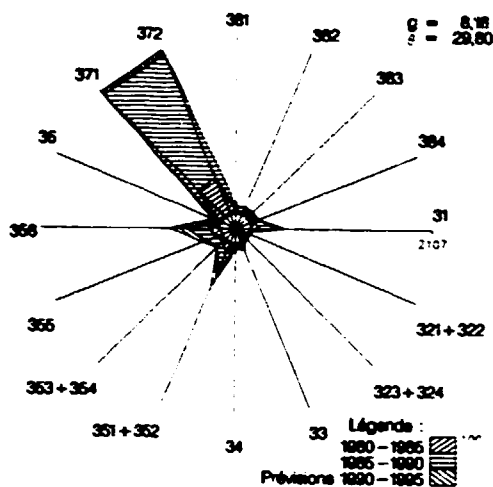
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



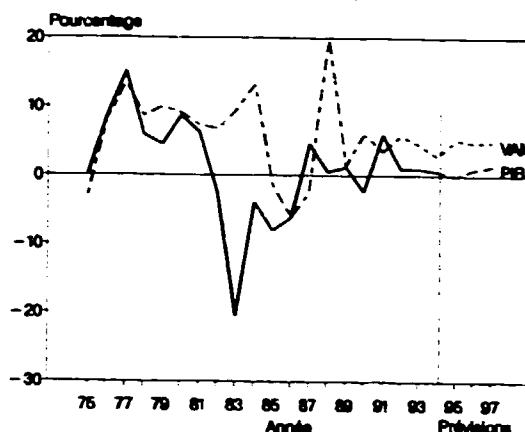
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



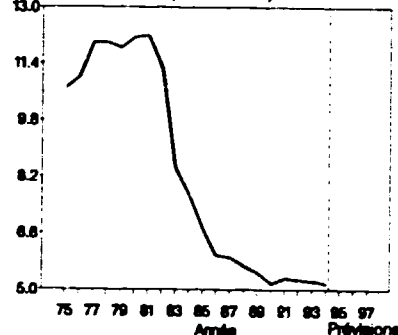
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



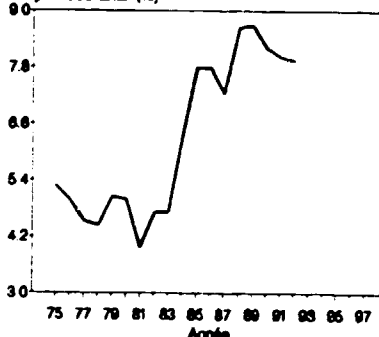
	1988	1985	1980	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	116 723	84 895	82 997	89 766
Par habitant ² (en dollars de 1990)	12 154	6 712	5 172	5 244
Part du secteur manufacturier ³ (%), prix courants	5,0	7,8	8,2	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴ (en millions de dollars de 1990)	4 085	5 715	6 736	7 713
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	181	260	299
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	2 230	3 242	5 207	6 161
Production brute (en millions de dollars)	9 270	13 764	17 738	23 844
Emploi (en milliers de personnes)	1	2	3	5
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)				
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)				
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)				
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	175 585	209 697	157 708	136 614
Valeur ajoutée par travailleur	23 107	19 934	10 037	6 833
Salaire moyen, suppléments inclus				
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	5,68	3,46	4,46	2,22
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	1,09	2,83	2,56	2,75
Degré de spécialisation	28,8	31,0	33,8	35,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	88	167	353	422
313 Fabrication des boissons	16	24	35	41
314 Industrie du tabac	15	21	26	32
321 Industrie textile	86	57	18	20
322 Articles d'habillement	3	3	4	5
323 Articles en cuir et en fourrure	26	17	4	5
324 Fabrication de chaussures	1	1	1	1
331 Bois et produits du bois	5	5	8	9
332 Meubles et accessoires	19	20	32	33
341 Papier et articles en papier	77	86	94	106
342 Imprimerie et édition	39	44	46	54
351 Industrie chimique	447	932	1 868	2 414
352 Autres produits chimiques	56	91	152	153
353 Raffineries de pétrole	433	558	844	843
354 Dérivés du pétrole et du charbon	37	57	118	116
355 Industrie du caoutchouc	3	4	7	8
356 Ouvrages en matière plastique	34	69	145	187
361 Grès, porcelaines et faïences	9	13	26	31
362 Industrie du verre	9	13	19	27
369 Autres produits minéraux non métalliques	505	613	619	824
371 Sidérurgie	17	81	302	317
372 Métaux non ferreux	1	4	15	16
381 Ouvrages en métaux	164	193	258	268
382 Machines non électriques	36	43	55	60
383 Machines électriques	59	72	92	99
384 Matériel de transport	18	21	27	29
385 Matériel professionnel et scientifique	2	2	3	4
390 Autres industries manufacturières	29	31	32	37

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

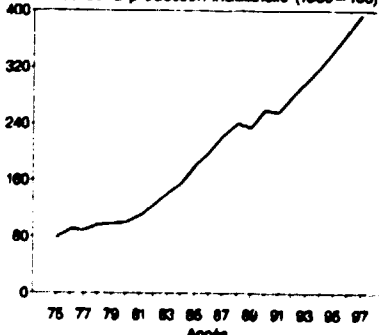
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



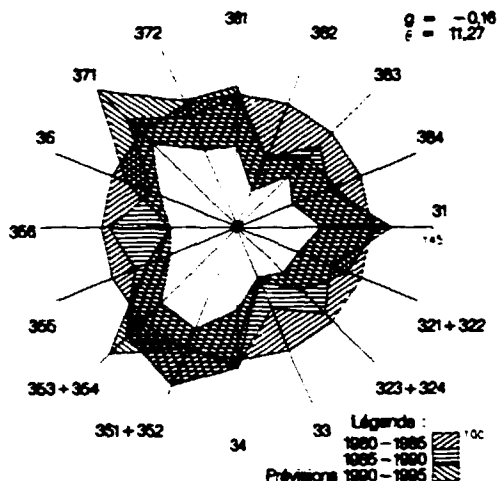
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



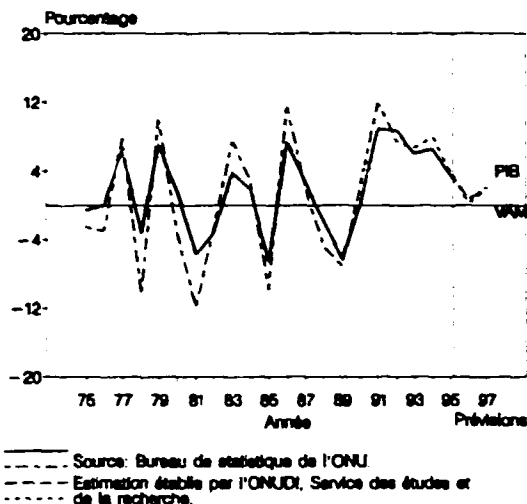
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



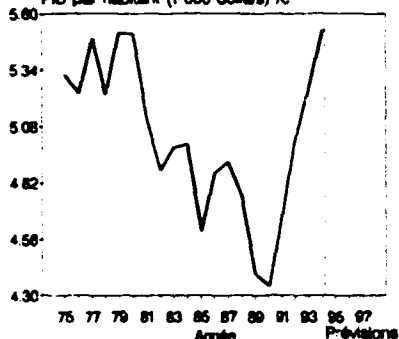
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



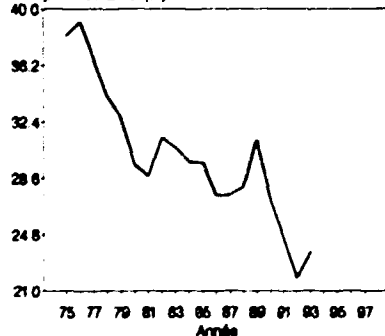
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	154 556	139 446	141 350	177 353
Par habitant : (en dollars de 1990)	5 508	4 598	4 343	5 250
Part du secteur manufacturier (%) , prix courants	29,5	29,6	27,1	23,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (millions de dollars de 1990)	43 565	37 053	37 867	48 545
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	86	90	116
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	24 511	28 891	31 156	76 883
Production brute (en millions de dollars)	55 936	48 084	78 999	191 023
Emploi (en milliers de personnes)	1 346	1 174	942	948
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	56	40	61	60
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	10	11	8	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	33	49	31	32
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	41 553	34 798	83 876	201 388
Valeur ajoutée par travailleur	18 208	20 908	33 079	81 135
Salaire moyen, suppléments inclus	4 301	4 411	6 766	16 256
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,07	4,84	3,91	2,81
en % de θ moyen en 1970-1975	148	141	114	82
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	-0,57	0,00	-2,05	0,40
Degré de spécialisation	13,0	15,9	16,3	17,4
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	3 544	4 912	4 695	12 092
313 Fabrication des boissons	703	942	932	2 392
314 Industrie du tabac	498	719	480	1 271
321 Industrie textile	1 703	1 832	2 209	5 775
322 Articles d'habillement	919	558	492	1 371
323 Articles en cuir et en fourrure	284	350	336	824
324 Fabrication de chaussures	245	240	190	420
331 Bois et produits du bois	363	283	255	381
332 Meubles et accessoires	226	185	246	585
341 Papier et articles en papier	554	783	882	2 265
342 Imprimerie et édition	679	800	695	1 832
351 Industrie chimique	914	1 367	1 844	4 169
352 Autres produits chimiques	1 206	1 916	1 791	3 013
353 Raffineries de pétrole	3 647	5 120	6 069	15 698
354 Dérivés du pétrole et du charbon	86	121	122	311
355 Industrie du caoutchouc	331	327	368	756
356 Ouvrages en matière plastique	424	485	436	824
361 Grès, porcelaines et faïences	189	130	156	422
362 Industrie du verre	199	153	249	485
369 Autres produits minéraux non métalliques	659	587	932	2 218
171 Sidérurgie	900	1 239	1 651	4 228
372 Métaux non ferreux	235	257	305	782
381 Ouvrages en métaux	1 272	1 499	1 611	4 230
382 Machines non électriques	1 358	930	835	2 281
383 Machines électriques	902	936	1 025	2 192
384 Matériel de transport	2 289	2 054	2 140	5 612
385 Matériel professionnel et scientifique	86	95	112	296
390 Autres industries manufacturières	96	92	97	156

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente année.

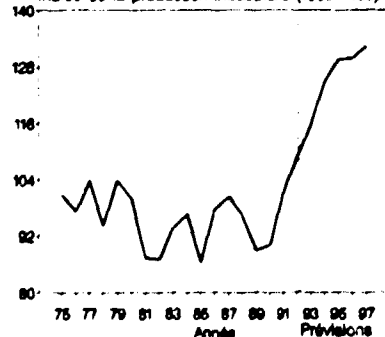
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



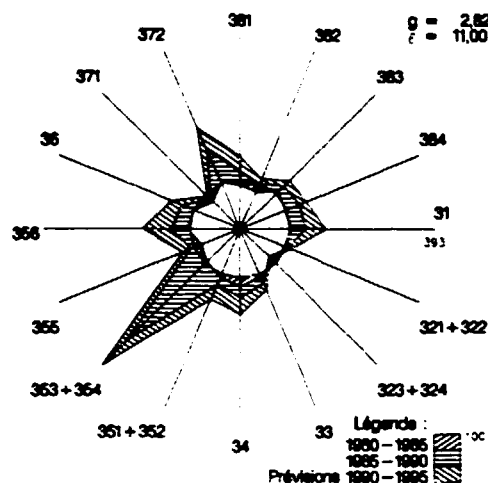
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



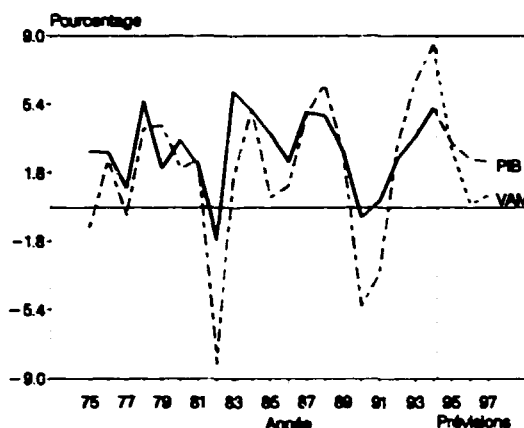
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

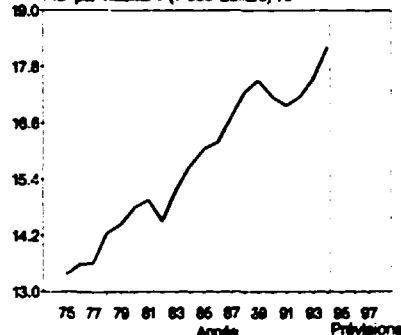


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

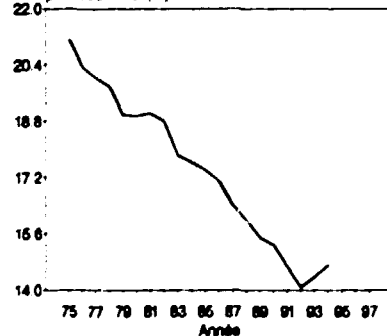
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	215 620	251 024	289 788	309 264
Par habitant : (en dollars de 1990)	14 800	16 049	17 159	17 555
Part du secteur manufacturier : (%, prix courants)	19,0	17,4	15,3	14,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (millions de dollars de 1990)	40 263	40 619	44 683	47 354
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	101	111	118
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	29 173	26 900	54 097	54 567
Production brute (en millions de dollars)	75 474	69 330	129 604	122 499
Emploi (en milliers de personnes)	1 139	1 014	1 017	914
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	61	61	58	55
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	20	19	16	16
Excédent brut d'exploitation (%)	18	20	25	28
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	65 402	67 785	125 719	133 343
Valeur ajoutée par travailleur	25 280	26 301	52 475	59 649
Salaires moyens, suppléments inclus	13 356	12 977	20 719	21 661
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,78	4,46	3,05	2,93
en % de θ moyen en 1970-1975	94	150	103	99
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	0,34	-0,02	1,57	1,41
Degré de spécialisation	11,1	11,1	11,4	11,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	3 993	3 764	7 647	8 254
313 Fabrication des boissons	785	847	1 723	1 904
314 Industrie du tabac	248	179	365	335
321 Industrie textile	1 050	955	1 673	1 578
322 Articles d'habillement	821	722	1 223	1 102
323 Articles en cuir et en fourrure	93	77	105	98
324 Fabrication de chaussures	223	205	279	249
331 Bois et produits du bois	1 052	1 028	1 728	1 643
332 Meubles et accessoires	505	507	1 032	971
341 Papier et articles en papier	744	704	1 302	1 361
342 Imprimerie et édition	1 818	2 131	4 058	4 224
351 Industrie chimique	969	982	1 660	1 727
352 Autres produits chimiques	1 186	1 191	2 291	2 504
353 Raffineries de pétrole	323	285	1 659	1 749
354 Dérivés du pétrole et du charbon	30	25	34	37
355 Industrie du caoutchouc	341	264	546	530
356 Ouvrages en matière plastique	831	808	1 702	1 919
361 Grès, porcelaines et faïences	46	41	76	74
362 Industrie du verre	246	254	528	524
369 Autres produits minéraux non métalliques	1 183	1 085	2 170	2 118
371 Sidérurgie	1 920	1 391	2 431	2 293
372 Métaux non ferreux	1 473	1 409	3 791	3 895
381 Ouvrages en métaux	2 467	2 040	4 215	4 296
382 Machines non électriques	2 091	1 575	3 070	2 997
383 Machines électriques	1 351	1 329	2 466	2 379
384 Matériel de transport	2 830	2 579	5 379	4 850
385 Matériel professionnel et scientifique	290	279	498	494
390 Autres industries manufacturières	263	246	445	467

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

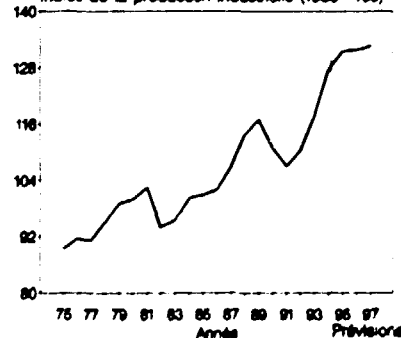
PIB par habitant (1 000 dollars) /c

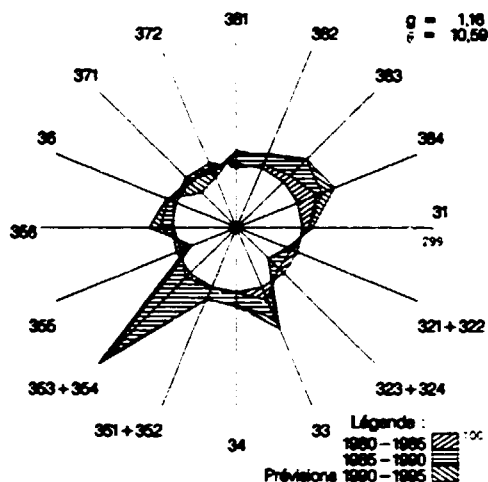
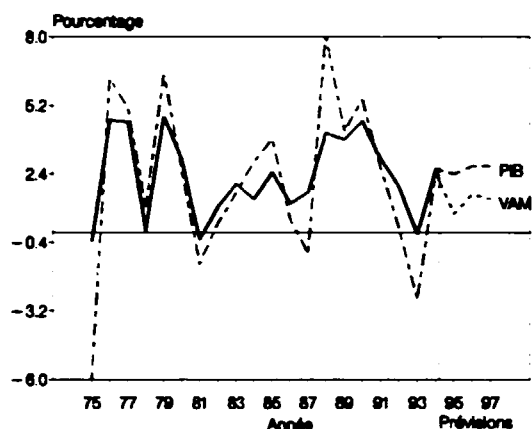


Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



Indice de la production industrielle (1980=100)

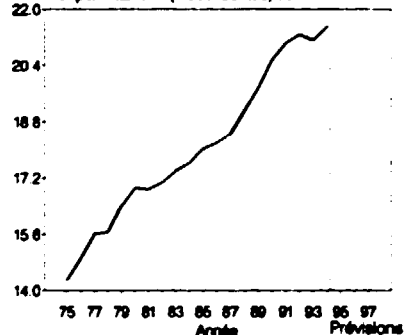
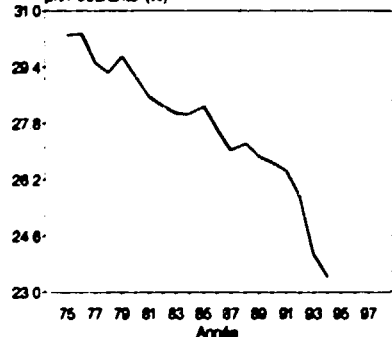
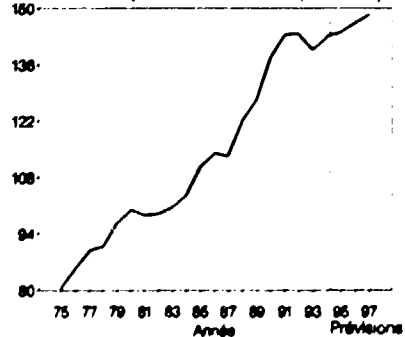


Changements structurels dans l'industrie
 (indice de la valeur ajoutée : 1980=100)

Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
 (Prix constants de 1980)


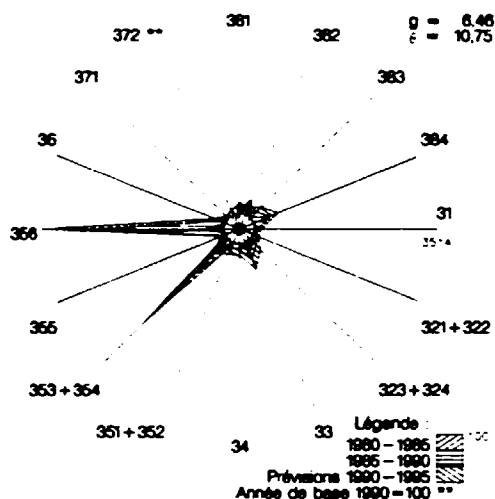
Source: Bureau de statistique de l'ONU.
 Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	127 712	136 332	158 427	166 064
Par habitant (en dollars de 1990)	16 918	18 038	20 562	21 120
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	29,1	28,3	26,7	24,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	32 106	34 533	40 785	40 699
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	111	138	140
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	15 949	13 394	31 318	33 680
Production brute (en millions de dollars)	48 872	41 230	90 474	96 905
Emploi (en milliers de personnes)	699	654	642	606
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	67	68	65	65
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	24	23	23	25
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	9	10	11	10
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	69 500	62 508	139 901	158 437
Valeur ajoutée par travailleur	22 681	20 307	48 427	58 680
Salaires moyens, suppléments inclus	16 754	14 288	33 021	39 282
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	4,67	5,57	4,44	2,41
en % de θ moyen en 1970-1975	78	94	74	40
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	0,49	0,21	0,50	0,46
Degré de spécialisation	9,7	9,9	10,3	10,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	1 240	1 073	2 302	2 655
313 Fabrication des boissons	454	368	841	909
314 Industrie du tabac	807	725	1 417	1 566
321 Industrie textile	852	623	1 291	1 339
322 Articles d'habillement	447	303	547	546
323 Articles en cuir et en fourrure	51	37	82	89
324 Fabrication de chaussures	209	146	213	222
331 Bois et produits du bois	192	298	879	918
332 Meubles et accessoires	539	407	994	1 266
341 Papier et articles en papier	631	500	1 333	1 374
342 Imprimerie et édition	624	513	1 163	1 359
351 Industrie chimique	638	555	1 277	1 288
352 Autres produits chimiques	534	398	1 070	1 241
353 Raffineries de pétrole	80	72	489	475
354 Dérivés du pétrole et du charbon	32	24	65	74
355 Industrie du caoutchouc	230	168	311	308
356 Ouvrages en matière plastique	281	215	545	649
361 Grès, porcelaines et faïences	83	42	112	119
362 Industrie du verre	235	229	518	557
369 Autres produits minéraux non métalliques	815	652	1 473	1 677
371 Sidérurgie	1 223	1 051	2 088	1 734
372 Métaux non ferreux	280	241	434	439
381 Ouvrages en métaux	1 283	942	2 534	2 593
382 Machines non électriques	1 656	1 400	3 292	3 612
383 Machines électriques	1 579	1 430	3 926	4 178
384 Matériel de transport	709	743	1 652	1 965
385 Matériel professionnel et scientifique	130	115	222	264
390 Autres industries manufacturières	136	123	249	269

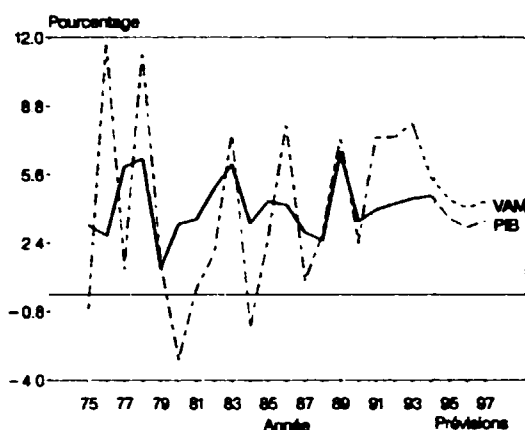
Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c

Part du secteur manufacturier au PIB,
 prix courants (%)

Indice de la production industrielle (1980=100)


Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

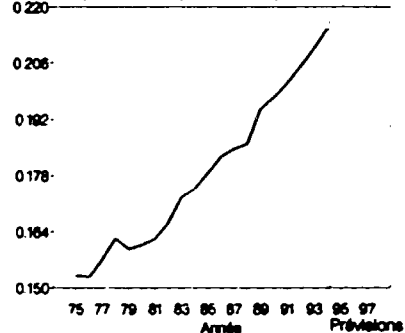


Source Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

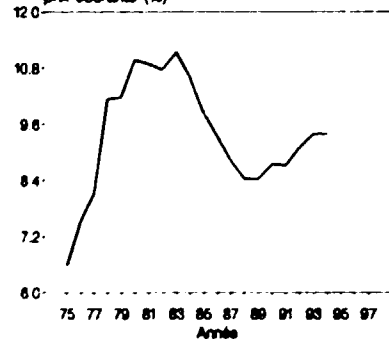
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	14 177	17 610	21 336	24 155
Par habitant (en dollars de 1990)	161	175	197	210
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	11,0	9,9	8,7	9,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	1 374	1 523	1 866	2 321
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	100	114	140
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	834	863	1 759	2 238
Production brute (en millions de dollars)	2 253	2 497	5 504	6 557
Emploi (en milliers de personnes)	412	469	1 028	1 177
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	63	65	68	66
Traitement et salaires, suppléments inclus (%)	12	10	16	16
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	25	24	16	18
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	5 466	5 191	4 418	4 611
Valeur ajoutée par travailleur	2 023	1 793	1 412	1 574
Salaires moyens, suppléments inclus	639	557	854	905
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	6,86	8,03	12,60	8,20
en % de θ moyen en 1970-1975	79	92	145	94
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	3,14	0,21	1,10	2,18
Degré de spécialisation	36,0	25,3	24,9	24,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	78	98	265	311
313 Fabrication des boissons	7	6	4	5
314 Industrie du tabac	111	109	153	192
321 Industrie textile	336	230	439	538
322 Articles d'habillement	.	8	158	196
323 Articles en cuir et en fourrure	18	14	42	54
324 Fabrication de chaussures	4	10	21	29
331 Bois et produits du bois	3	10	14	18
332 Meubles et accessoires	1	2	6	7
341 Papier et articles en papier	23	19	53	69
342 Imprimerie et édition	6	8	23	31
351 Industrie chimique	33	70	134	191
352 Autres produits chimiques	97	85	166	223
353 Raffineries de pétrole	2	75	9	14
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1	2	1	1
355 Industrie du caoutchouc	4	1	5	7
356 Ouvrages en matière plastique	.	2	14	17
361 Grès, porcelaines et faïences	2	4	10	13
362 Industrie du verre	4	4	7	9
369 Autres produits minéraux non métalliques	14	7	31	39
371 Sidérurgie	39	35	43	59
372 Métaux non ferreux	.	.	.	.
381 Ouvrages en métaux	9	13	22	28
382 Machines non électriques	4	17	7	10
383 Machines électriques	19	18	60	76
384 Matériel de transport	11	10	56	70
385 Matériel professionnel et scientifique	.	.	.	.
390 Autres industries manufacturières	8	7	18	22

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

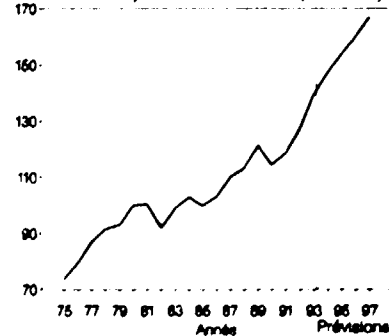
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



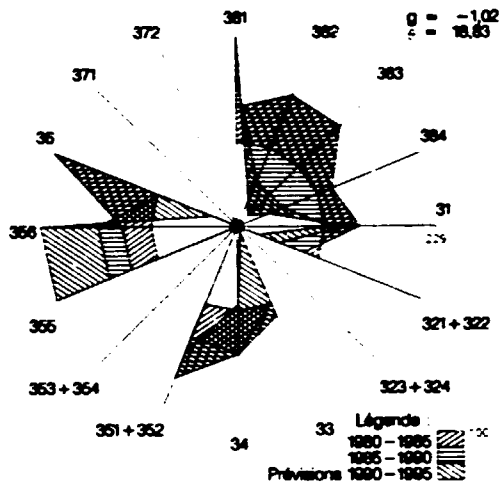
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



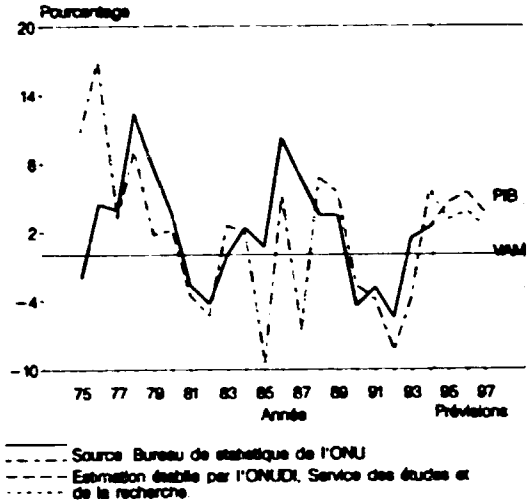
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée 1980=100)



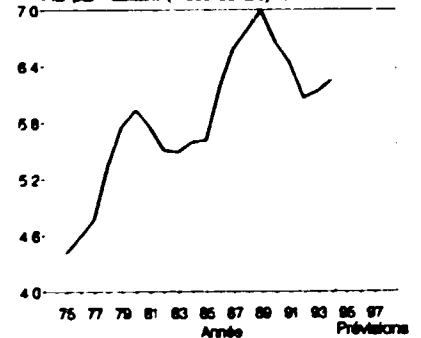
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



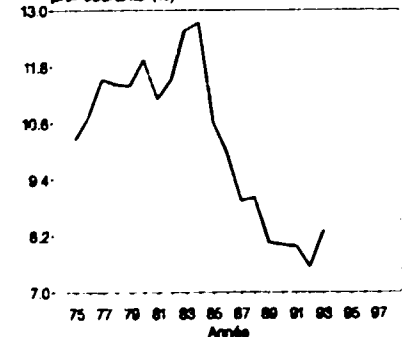
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 478	1 420	1 710	1 594
Par habitant ²⁾ (en dollars de 1990)	5 935	5 612	6 655	6 130
Part du secteur manufacturier ³⁾ (%), prix courants	11,9	10,6	8,0	8,2
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	127	110	118	100
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	86	87	74
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	53	90	95	82
Production brute (en millions de dollars)	241	383	412	373
Emploi (en milliers de personnes)	8	9	7	5
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	79	78	79	81
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	14	18	16	14
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	7	4	5	5
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	31 296	41 552	60 974	74 388
Valeur ajoutée par travailleur	6 482	9 123	12 793	13 911
Salaires moyens, suppléments inclus	4 336	7 725	9 537	10 587
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	16,37	18,06	8,55	11,86
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	0,09	0,26	-0,20	-0,87
Degré de spécialisation	14,4	15,9	20,3	19,5
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	12	25	30	23
313 Fabrication des boissons	6	12	10	11
314 Industrie du tabac	1	2	1	2
321 Industrie textile	-	-	1	1
322 Articles d'habillement	6	7	5	2
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	-	-	-	-
331 Bois et produits du bois	-	-	-	-
332 Meubles et accessoires	1	2	2	-
341 Papier et articles en papier	-	1	1	1
342 Imprimerie et édition	4	8	10	6
351 Industrie chimique	-	-	1	2
352 Autres produits chimiques	1	3	4	3
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	1	3	4	6
356 Ouvrages en matière plastique	1	3	4	6
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	1	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	3	3	5	2
371 Siderurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	3	5	10	8
382 Machines non électriques	5	11	3	5
383 Machines électriques	3	8	1	3
384 Matériel de transport	1	2	1	1
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	3	1	1	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

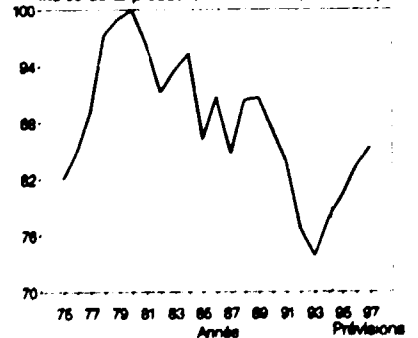
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



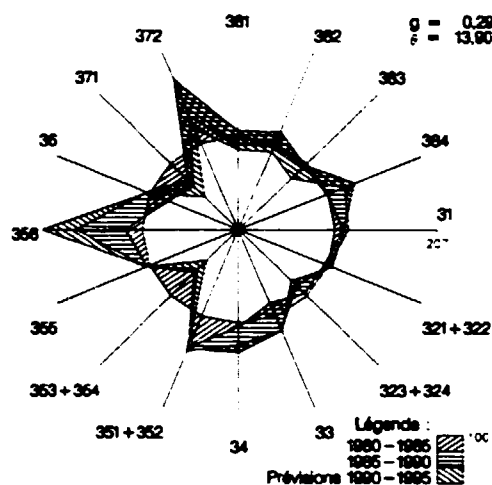
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



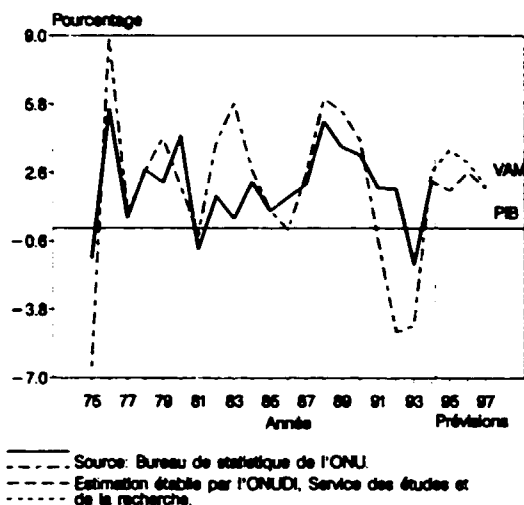
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

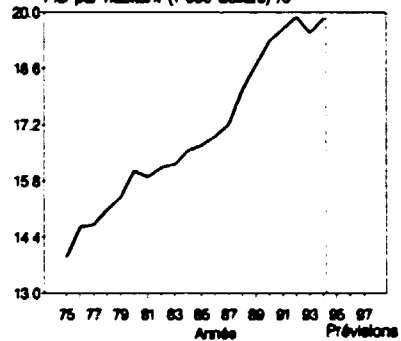


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

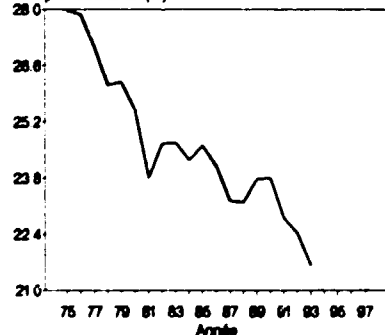
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	158 201	164 502	191 925	195 786
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	16 058	16 689	19 287	19 489
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	25,5	24,6	23,8	21,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	32 018	36 333	43 280	39 049
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	108	128	116
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	28 130	18 229	42 484	39 647
Production brute (en millions de dollars)	94 373	67 219	148 687	143 835
Emploi (en milliers de personnes)	872	755	735	575
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	70	73	71	72
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	15	12	11	12
Excédent brut d'exploitation (%)	15	15	17	16
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	102 512	83 909	190 551	197 802
Valeur ajoutée par travailleur	30 556	22 755	54 445	54 523
Salaires moyen, suppléments inclus	16 066	10 617	22 774	24 702
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,23	3,69	3,74	3,13
en % de θ moyen en 1970-1975	63	72	73	61
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	0,20	0,01	0,67	-0,35
Degré de spécialisation	12,5	14,1	12,8	12,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	3 991	2 863	5 915	6 132
313 Fabrication des boissons	549	359	700	729
314 Industrie du tabac	199	123	310	339
321 Industrie textile	1 445	937	2 064	1 868
322 Articles d'habillement	671	392	914	980
323 Articles en cuir et en fourrure	136	93	156	202
324 Fabrication de chaussures	67	35	58	47
331 Bois et produits du bois	226	131	503	489
332 Meubles et accessoires	1 123	614	1 613	1 631
341 Papier et articles en papier	612	441	1 042	947
342 Imprimerie et édition	926	602	1 677	1 607
351 Industrie chimique	2 401	2 250	4 483	4 360
352 Autres produits chimiques	665	467	1 196	1 224
353 Raffineries de pétrole	517	218	421	352
354 Dérivés du pétrole et du charbon	72	29	52	42
355 Industrie du caoutchouc	193	130	272	273
356 Ouvrages en matière plastique	819	633	1 878	2 145
361 Grès, porcelaines et faïences	107	81	150	147
362 Industrie du verre	516	289	761	774
369 Autres produits minéraux non métalliques	654	307	872	904
371 Sidérurgie	2 294	985	2 305	1 768
372 Métaux non ferreux	487	417	1 140	754
381 Ouvrages en métaux	2 071	1 228	2 935	2 510
382 Machines non électriques	2 490	1 556	3 802	3 081
383 Machines électriques	2 303	1 451	3 015	2 463
384 Matériel de transport	1 892	1 217	3 308	2 978
385 Matériel professionnel et scientifique	170	106	280	308
390 Autres industries manufacturières	537	294	660	594

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

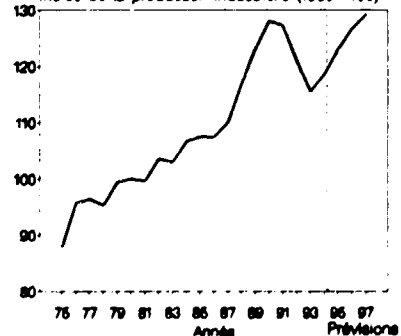
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



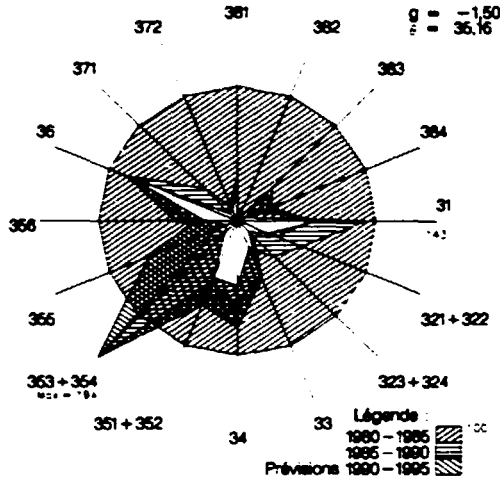
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



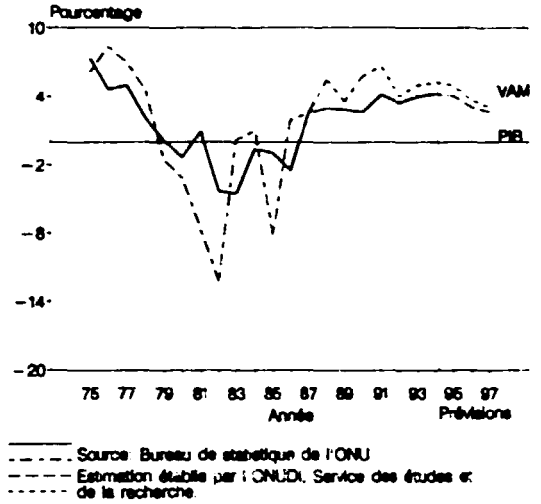
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



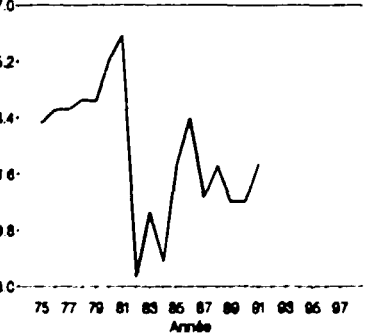
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	5 603	5 087	5 529	6 194
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	1 046	863	841	877
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	15,2	11,8	10,7	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	655	492	593	690
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	65	77	90
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	619	394	572	728
Production brute (en millions de dollars)	1 698	1 078	1 169	1 471
Emploi (en milliers de personnes)	43	28	25	25
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	64	51	51
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	6	5	4
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	28	31	44	45
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	38 348	38 228	46 965	55 771
Valeur ajoutée par travailleur	13 977	13 947	22 962	27 581
Salaires moyen, suppléments inclus	3 147	2 129	2 200	2 383
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	31,03	25,43	17,62	4,29
Taux de croissance de la VAM : changement structural θ	172	141	98	24
Degré de spécialisation	0,58	-0,39	0,52	1,58
Degré de spécialisation	25,9	40,5	48,6	54,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	93	193	70	60
313 Fabrication des boissons	57	34	48	82
314 Industrie du tabac	21	4	5	5
321 Industrie textile	34	26	15	14
322 Articles d'habillement	6	3	2	2
323 Articles en cuir et en fourrure	5	2	4	4
324 Fabrication de chaussures	24	14	2	1
331 Bois et produits du bois	15	5	10	11
332 Meubles et accessoires	2	1	-	1
341 Papier et articles en papier	-	1	1	2
342 Imprimerie et édition	14	9	14	12
351 Industrie chimique	3	2	2	2
352 Autres produits chimiques	16	11	16	14
353 Raffineries de pétrole	159	29	322	452
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	1	-	-	2
356 Ouvrages en matière plastique	11	4	7	6
361 Grès, porcelaines et faïences	1	-	-	-
362 Industrie du verre	6	6	3	3
369 Autres produits minéraux non métalliques	21	28	29	29
371 Sidérurgie	1	1	-	-
372 Métaux non ferreux	89	14	10	15
381 Ouvrages en métaux	14	4	4	7
382 Machines non électriques	16	-	-	-
383 Machines électriques	3	1	2	1
384 Matériel de transport	5	-	2	2
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	1	-
390 Autres industries manufacturières	2	-	1	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

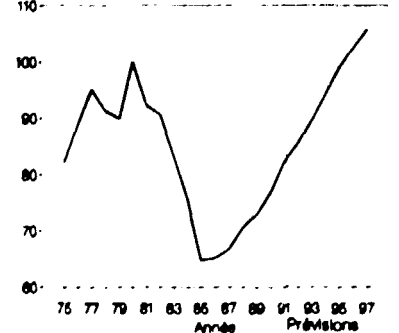
PIB per habitant (1 000 dollars) /c



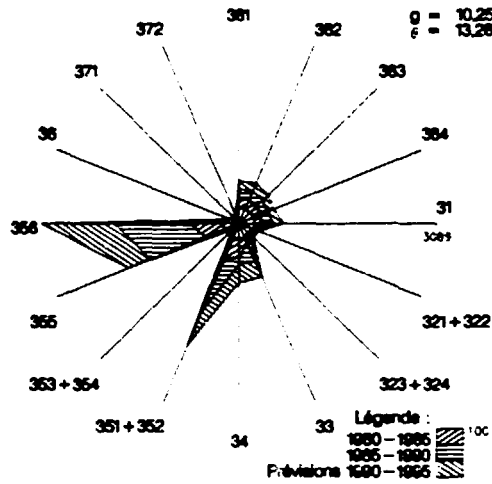
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



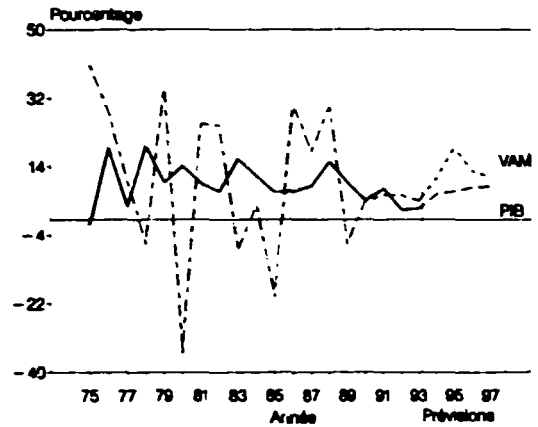
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



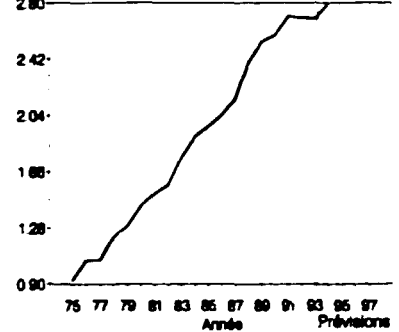
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



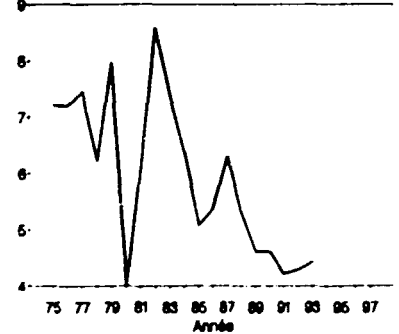
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 298	2 119	3 296	3 775
Par habitant ²⁾ (en dollars de 1990)	1 433	1 968	2 583	2 694
Part du secteur manufacturier ³⁾ (%), prix courants	4,0	5,1	4,6	4,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	62	74	144	172
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	171	292	348
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	41	46	144	217
Production brute (en millions de dollars)	149	169	509	779
Emploi (en milliers de personnes)	5	10	24	22
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	73	73	72	72
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	14	11	10	10
Excédent brut d'exploitation (%)	14	15	19	18
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	27 102	16 581	20 943	34 771
Valeur ajoutée par travailleur	7 445	4 518	5 923	9 675
Salaires moyen, suppléments inclus	3 664	1 880	1 994	3 311
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	3,92	8,68	7,26	1,65
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	400	886	742	169
Degré de spécialisation	1,32	1,41	1,94	3,28
Degré de spécialisation	33,7	27,2	27,4	27,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	13	14	45	68
313 Fabrication des boissons	4	10	36	54
314 Industrie du tabac	-	-	-	-
321 Industrie textile	4	2	6	10
322 Articles d'habillement	2	1	2	3
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	1	-	1	2
331 Bois et produits du bois	-	-	2	3
332 Meubles et accessoires	-	-	2	3
341 Papier et articles en papier	-	1	2	4
342 Imprimerie et édition	-	1	2	4
351 Industrie chimique	-	1	3	6
352 Autres produits chimiques	-	1	6	9
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	2	3
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	2	3
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	-	-	-	-
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	1	2	6	9
382 Machines non électriques	1	1	3	4
383 Machines électriques	-	-	2	3
384 Matériel de transport	1	1	2	3
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	12	8	19	25

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

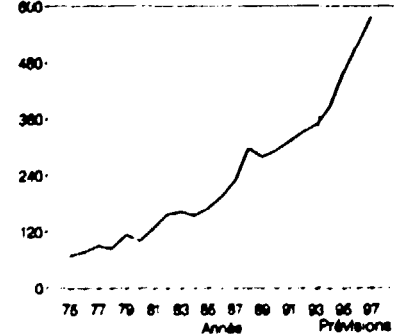
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



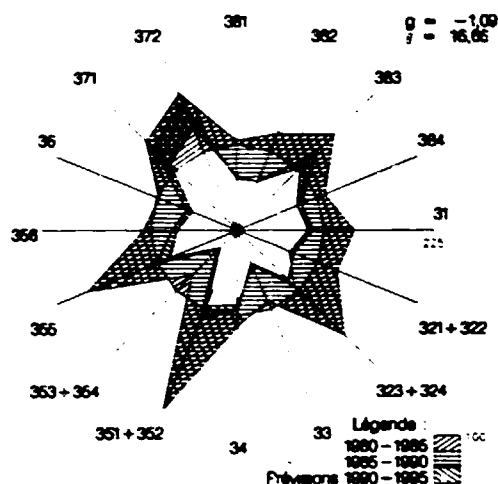
Part du secteur manufacturier au PIB
prix courants (%)



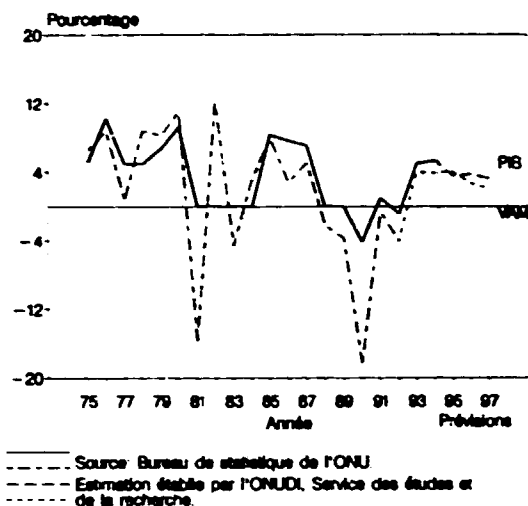
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie (Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM (Prix constants de 1990)



Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

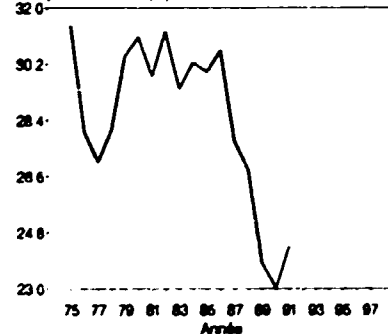
	1980	1985	1989	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	273 079	295 835	327 129	343 754
Par habitant " (en dollars de 1990)	2 252	2 191	2 203	2 197
Part du secteur manufacturier " (%) , prix courants	31,1	30,0	23,0	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée " (millions de dollars de 1990)	89 977	89 863	74 263	73 482
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	97	108	107
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	71 690	77 082	73 294	112 037
Production brute (en millions de dollars)	189 076	174 341	185 523	284 868
Emploi (en milliers de personnes)	5 562	5 501	5 221	5 231
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	62	56	60	61
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	10	9	11	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	28	36	29	29
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	33 993	31 692	35 534	53 871
Valeur ajoutée par travailleur	12 885	14 012	14 039	21 192
Salaires moyen, suppléments inclus	3 400	2 756	3 878	5 866
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	4,04	11,53	5,83	3,24
en % de (i) moyen en 1970-1975	70	199	100	56
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	1,63	0,58	-1,68	-1,61
Degré de spécialisation	9,0	10,1	9,6	10,0
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	7 996	9 259	8 687	13 106
315 Fabrication des boissons	1 375	957	1 388	2 026
314 Industrie du tabac	495	587	726	1 098
321 Industrie textile	4 060	4 586	3 862	5 834
322 Articles d'habillement	2 307	2 639	2 425	3 652
323 Articles en cuir et en fourrure	309	464	371	488
324 Fabrication de chaussures	985	1 353	1 243	1 628
331 Bois et produits du bois	1 903	1 220	951	1 177
332 Meubles et accessoires	1 087	949	843	1 268
341 Papier et articles en papier	2 258	2 260	2 556	3 854
342 Imprimerie et édition	1 901	1 496	2 305	3 485
351 Industrie chimique	3 428	5 371	3 696	5 547
352 Autres produits chimiques	3 544	7 389	5 202	8 611
353 Raffineries de pétrole	3 075	2 022	1 319	1 966
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1 216	562	330	487
355 Industrie du caoutchouc	941	1 420	1 059	1 731
356 Ouvrages en matière plastique	1 994	1 742	1 847	2 781
361 Grès, porcelaines et faïences	190	844	801	1 322
362 Industrie du verre	558	525	499	751
369 Autres produits minéraux non métalliques	3 447	1 941	1 838	2 765
371 Siderurgie	4 128	4 927	6 053	10 056
372 Métaux non ferreux	1 115	1 564	1 930	3 207
381 Ouvrages en métaux	3 599	3 063	3 038	4 213
382 Machines non électriques	7 171	7 092	5 958	8 126
383 Machines électriques	4 536	5 831	6 341	10 448
384 Matériel de transport	5 625	4 954	5 652	8 536
385 Matériel professionnel et scientifique	453	488	573	884
390 Autres industries manufacturières	1 216	1 576	1 803	2 989

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

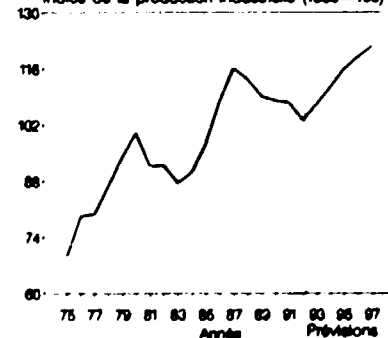
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



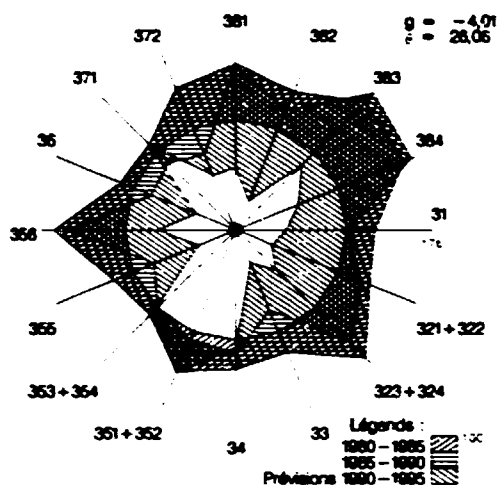
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



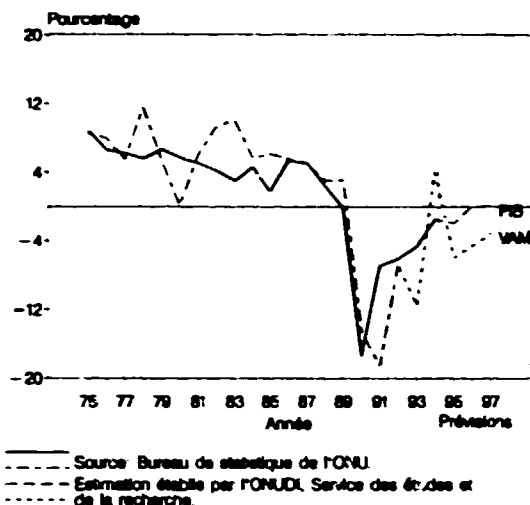
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie (indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



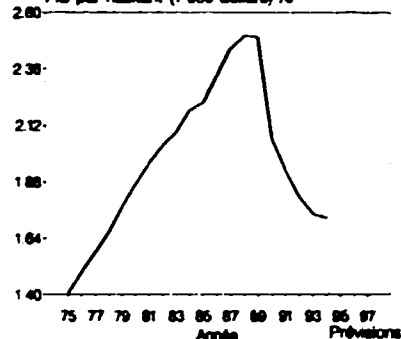
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM (Prix constants de 1990)



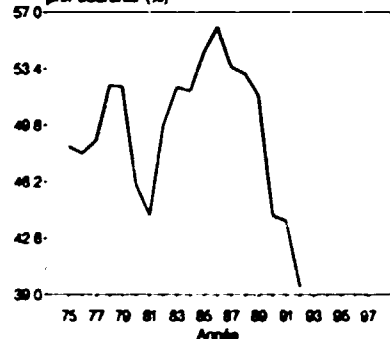
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	16 571	19 885	18 543	15 455
Par habitant (en dollars de 1990)	1 870	2 219	2 062	1 742
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	46,0	54,4	44,0	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	5 715	8 153	8 166	5 462
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	125	124	78
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	11 771	20 759	10 227	6 292
Production brute (en millions de dollars)	25 318	44 413	21 452	10 685
Emploi (en milliers de personnes)	1 260	1 316	1 374	889
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	54	53	52	41
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	3	7	10	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	38	39	38	48
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	21 221	35 355	16 252	12 648
Valeur ajoutée par travailleur	9 675	16 525	7 748	7 450
Salaires moyen, suppléments inclus	1 737	2 664	1 675	1 458
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,15	1,48	3,57	7,01
en % de θ moyen en 1970-1975	150	70	169	333
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	1,92	4,29	-0,48	-2,46
Degré de spécialisation	12,0	12,4	13,4	9,4
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	1 870	3 093	1 429	742
313 Fabrication des boissons	308	504	230	156
314 Industrie du tabac	426	627	260	281
321 Industrie textile	904	1 421	760	335
322 Articles d'habillement	517	967	518	193
323 Articles en cuir et en fourrure	84	179	91	45
324 Fabrication de chaussures	156	332	169	92
331 Bois et produits du bois	248	384	142	98
332 Meubles et accessoires	233	365	137	73
341 Papier et articles en papier	119	186	84	108
342 Imprimerie et édition	83	146	86	87
351 Industrie chimique	404	671	264	435
352 Autres produits chimiques	291	585	292	405
353 Raffineries de pétrole				
354 Dérivés du pétrole et du charbon	126	179	93	121
355 Industrie du caoutchouc	227	350	134	85
356 Ouvrages en matière plastique	110	234	123	81
361 Grès, porcelaines et faïences	45	63	38	31
362 Industrie du verre	121	178	109	85
369 Autres produits minéraux non métalliques	469	685	242	130
371 Siderurgie	447	636	285	448
372 Métaux non ferreux	189	342	105	107
381 Ouvrages en métaux	484	946	529	390
382 Machines non électriques	1 559	2 753	1 359	508
383 Machines électriques	743	1 585	968	587
384 Matériel de transport	567	1 194	714	323
385 Matériel professionnel et scientifique	104	185	91	34
390 Autres industries manufacturières	937	1 987	974	403

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

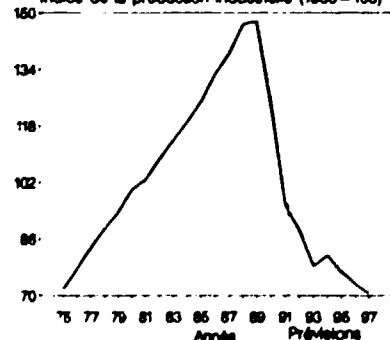
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



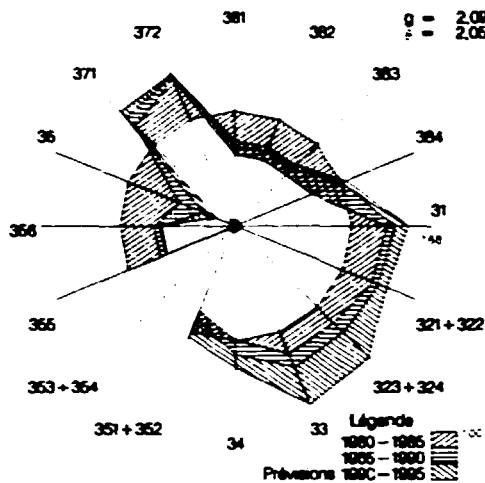
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



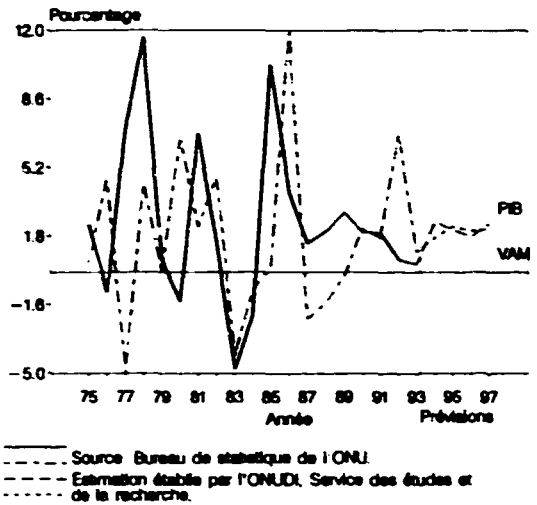
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



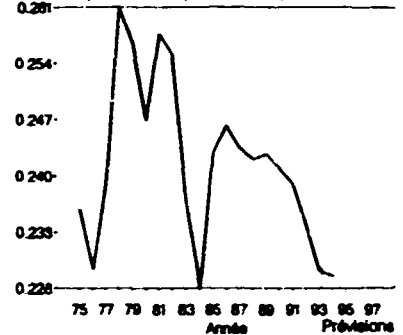
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



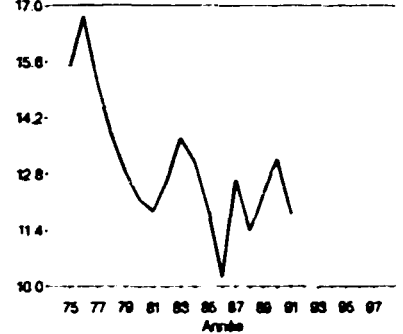
	1988	1985	1988	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	1 718	1 915	2 165	2 230
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	247	243	241	228
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	12,2	11,9	13,2	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	231	235	258	284
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	110	129	142
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	144	120	202	207
Production brute (en millions de dollars)	391	318	597	641
Emploi (en milliers de personnes)	8	9	9	10
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	63	62	66	68
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	7	8	8
Excédent brut d'exploitation (%)	28	31	26	24
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	47 326	36 534	64 247	66 353
Valeur ajoutée par travailleur	17 465	13 818	21 724	21 402
Salaires moyen, suppléments inclus	4 021	2 676	5 154	5 189
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,80	3,00	1,06	0,85
en % de θ moyen en 1970-1975	240	258	91	73
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	0,43	1,33	0,83	0,92
Degré de spécialisation	35,8	43,0	43,2	43,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	55	56	95	98
313 Fabrication des boissons	29	20	33	33
314 Industrie du tabac	1	1	2	2
321 Industrie textile	20	18	30	30
322 Articles d'habillement	2	2	3	3
323 Articles en cuir et en fourrures	2	1	3	3
324 Fabrication de chaussures	3	3	5	6
331 Bois et produits du bois	-	-	-	-
332 Meubles et accessoires	2	1	2	3
341 Papier et articles en papier	-	-	-	-
342 Imprimerie et édition	1	1	2	2
351 Industrie chimique	1	1	1	2
352 Autres produits chimiques	-	-	-	-
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	4	2	3	3
356 Ouvrages en matière plastique	2	1	1	2
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	-	-	-	-
371 Sidérurgie	1	1	2	2
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	1	-	1	1
382 Machines non électriques	1	-	1	1
383 Machines électriques	1	-	1	1
384 Matériel de transport	3	1	3	3
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	12	9	14	13

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

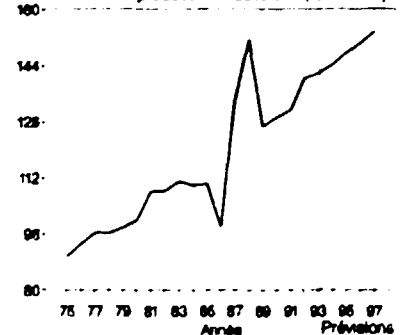
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



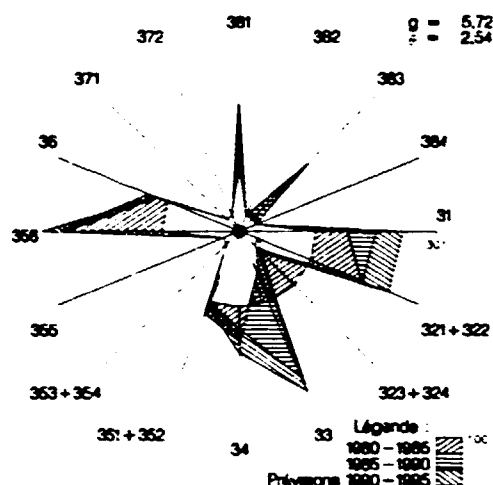
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



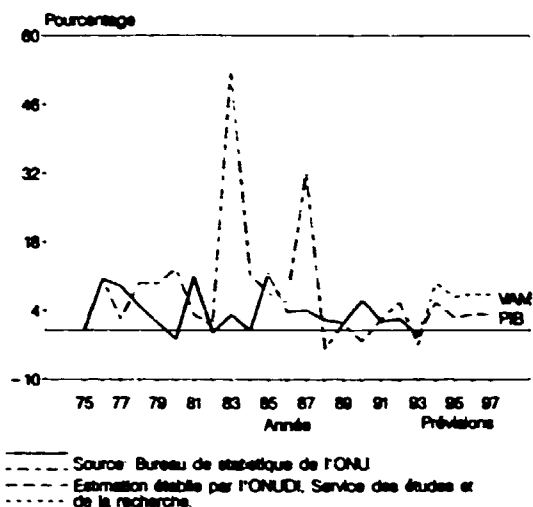
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



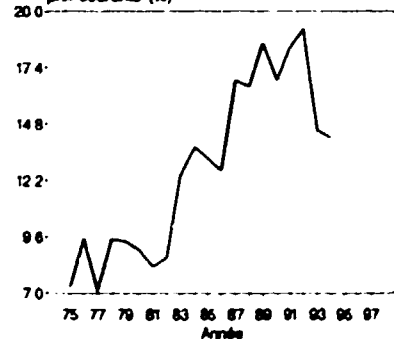
	1980	1985	1990	1993
PIB : ** (en millions de dollars de 1990)	762	968	1 148	1 182
Par habitant ** (en dollars de 1990)	184	204	209	196
Part du secteur manufacturier ** (%), prix courants	9,0	13,2	16,8	14,5
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ** (millions de dollars de 1990)	75	142	189	197
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	143	174	187
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	56	88	105	99
Production brute (en millions de dollars)	35	176	209	176
Emploi (en milliers de personnes)	3	5	7	7
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	41	50	50	44
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	9	8	10	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	51	41	40	45
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	27 640	35 653	31 824	23 459
Valeur ajoutée par travailleur	16 370	17 995	16 048	13 430
Salaires moyen, suppléments inclus	2 357	3 026	3 303	2 582
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	4,88	2,46	1,59	0,97
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,92	3,70	3,05	2,17
Degré de spécialisation	41,1	47,0	49,3	50,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	30	46	59	56
313 Fabrication des boissons	11	18	23	21
314 Industrie du tabac	3	4	5	5
321 Industrie textile	2	9	9	8
322 Articles d'habillement	3	1	1	-
323 Articles en cuir et en fourrure	1	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	-	-	-	-
331 Bois et produits du bois	-	-	1	1
332 Meubles et accessoires	-	-	-	-
341 Papier et articles en papier	-	-	-	-
342 Imprimerie et édition	1	1	1	1
351 Industrie chimique	1	1	-	-
352 Autres produits chimiques	-	1	1	1
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	-	-
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	1	2	2	1
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	2	4	2	2
382 Machines non électriques	-	-	-	-
383 Machines électriques	-	-	-	-
384 Matériel de transport	-	-	-	-
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	-	1	1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

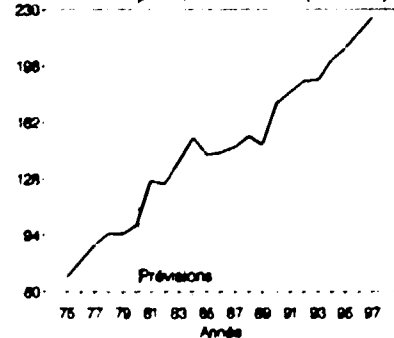
PIB par habitant (1 000 dollars) /c

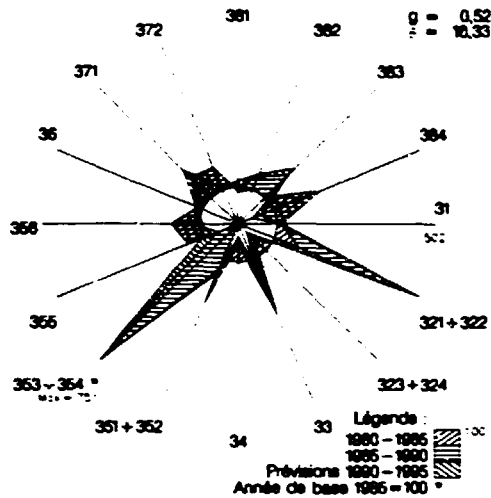
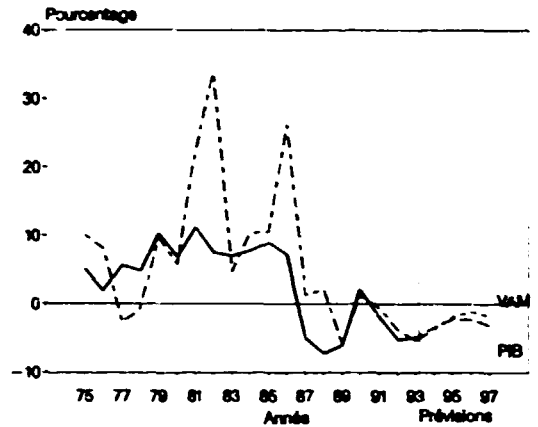


Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



Indice de la production industrielle (1980=100)

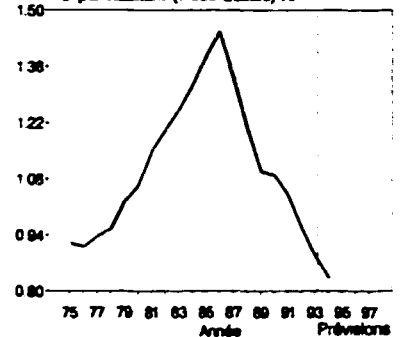
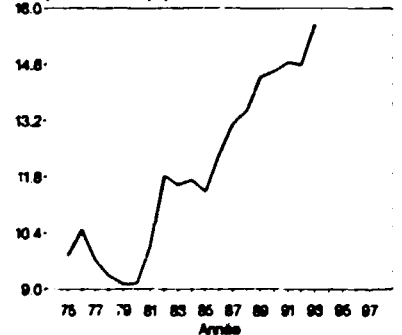


Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

	1980	1985	1988	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	9 207	13 848	12 565	11 114
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	1 064	1 389	1 090	888
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	9,2	11,4	14,4	15,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	689	1 437	1 781	1 612
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	153	160	145
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	692	707	826	
Production brute (en millions de dollars)	1 708	1 470	2 607	
Emploi (en milliers de personnes)	51	66	50	45
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	60	53	68	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	14	15	14	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	26	23	18	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	33 434	22 105	51 631	
Valeur ajoutée par travailleur	13 582	10 512	16 357	
Salaires moyen, suppléments inclus	4 794	3 286	7 281	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	8,74	4,60	10,13	8,01
en % de θ moyen en 1970-1975	108	59	125	99
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,33	1,09	-0,54	-0,35
Degré de spécialisation	24,3	22,5	21,6	23,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	187	133	185	
313 Fabrication des boissons	183	195	294	
314 Industrie du tabac	24	11	23	
321 Industrie textile	36	46	-87	
322 Articles d'habillement	10	15	-27	
323 Articles en cuir et en fourrure	7	3	3	
324 Fabrication de chaussures	10	4	5	
331 Bois et produits du bois	30	61	61	
332 Meubles et accessoires	13	26	26	
341 Papier et articles en papier	17	7	11	
342 Imprimerie et édition	20	8	6	
351 Industrie chimique	10	19	17	
352 Autres produits chimiques	12	21	21	
353 Raffineries de pétrole	-	10	14	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	
355 Industrie du caoutchouc	2	3	2	
356 Ouvrages en matière plastique	16	22	24	
361 Grès, porcelaines et faïences	6	5	8	
362 Industrie du verre	4	4	6	
369 Autres produits minéraux non métalliques	12	11	16	
371 Sidérurgie	24	32	30	
372 Métaux non ferreux	19	24	23	
381 Ouvrages en métaux	13	9	17	
382 Machines non électriques	18	14	32	
383 Machines électriques	4	3	9	
384 Matériel de transport	3	6	3	
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	
390 Autres industries manufacturières	11	5	6	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

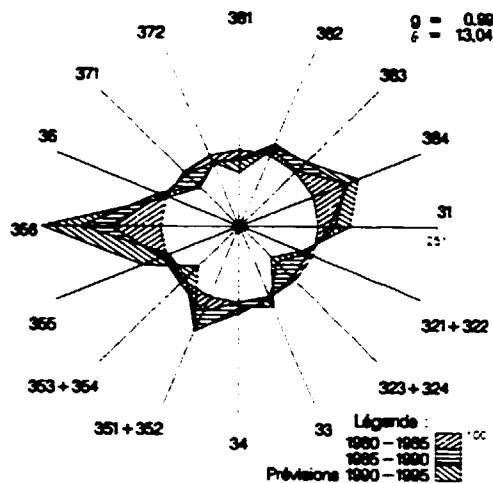
PIB par habitant (1 000 dollars) /c

Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)

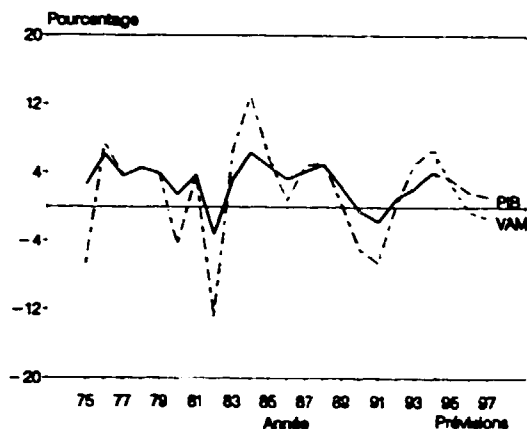
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie (indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance de PIB et de la VAM (Prix constants de 1980)

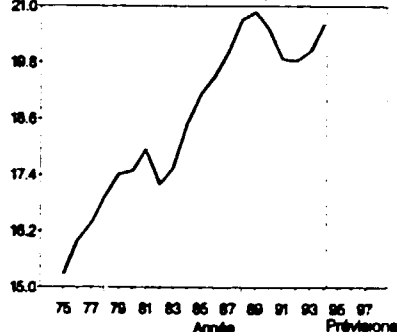


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

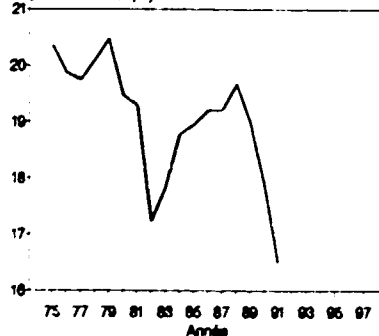
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	429 917	496 034	569 433	577 624
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	17 481	19 121	20 490	20 045
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	19,5	19,0	17,9	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	75 310	86 354	91 122	89 553
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	111	121	120
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	59 803	74 209	112 195	104 220
Production brute (en millions de dollars)	167 211	211 017	295 448	277 473
Emploi (en milliers de personnes)	1 353	1 765	1 867	1 694
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	65	62	62
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	17	16	17	17
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	19	19	21	20
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	89 995	119 306	158 104	159 670
Valeur ajoutée par travailleur	32 187	41 957	60 039	61 203
Salaires moyens, suppléments inclus	15 296	19 168	27 543	28 152
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,41	4,86	4,22	3,64
en % de θ moyen en 1970-1975	76	108	94	81
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,06	0,41	0,27	-0,81
Degré de spécialisation	10,3	11,0	11,5	12,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	6 142	8 001	12 701	13 363
313 Fabrication des boissons	1 660	2 189	2 948	3 460
314 Industrie du tabac	479	608	977	1 044
321 Industrie textile	2 130	2 152	2 974	2 847
322 Articles d'habillement	1 694	1 933	2 828	2 285
323 Articles en cuir et en fourrure	154	154	163	116
324 Fabrication de chaussures	299	344	334	284
331 Bois et produits du bois	2 968	3 236	4 465	4 805
332 Meubles et accessoires	1 044	1 332	2 245	1 883
341 Papier et articles en papier	5 714	5 410	8 750	6 651
342 Imprimerie et édition	3 054	4 517	7 671	7 160
351 Industrie chimique	2 164	2 570	4 808	3 780
352 Autres produits chimiques	2 421	3 755	6 256	6 306
353 Raffineries de pétrole	1 531	1 867	2 271	1 623
354 Dérivés du pétrole et du charbon	111	132	291	279
355 Industrie du caoutchouc	873	1 069	1 397	1 769
356 Ouvrages en matière plastique	873	1 654	2 897	3 017
361 Grès, porcelaines et faïences	43	29	69	58
362 Industrie du verre	385	576	643	606
369 Autres produits minéraux non métalliques	1 497	1 713	2 803	2 137
371 Sédurpge	2 652	2 906	3 251	3 011
372 Métaux non ferreux	2 190	2 284	3 222	2 857
381 Ouvrages en métaux	4 414	4 363	6 454	4 928
382 Machines non électriques	3 952	4 912	7 576	6 569
383 Machines électriques	3 849	4 531	7 465	6 838
384 Matériel de transport	5 911	10 088	14 124	14 148
385 Matériel professionnel et scientifique	667	659	926	850
390 Autres industries manufacturières	932	1 223	1 708	1 546

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

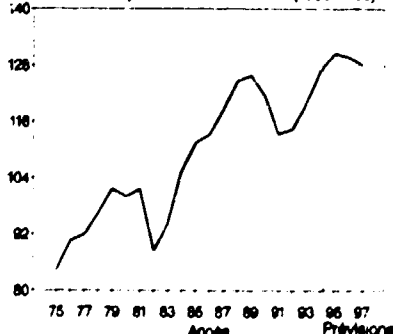
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



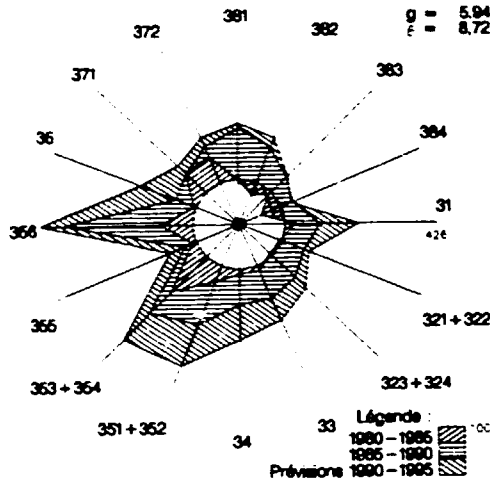
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



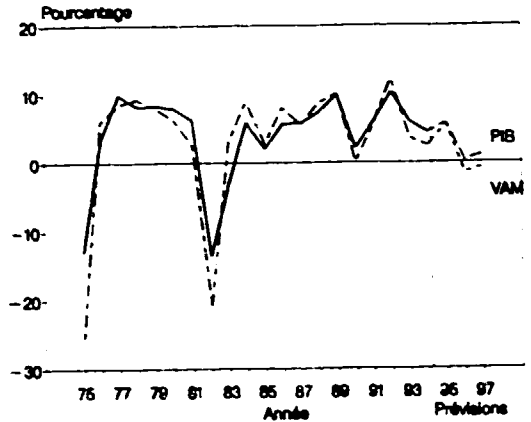
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

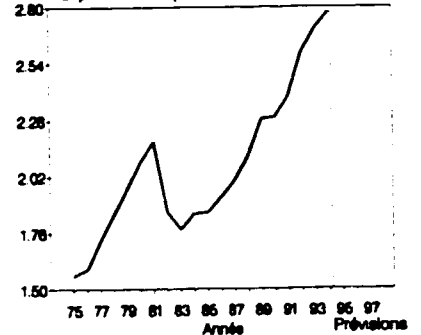


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimatio. établie par l'ONU, Service des études et de la recherche.

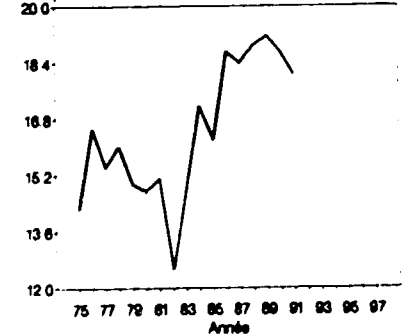
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁰ (en millions de dollars de 1990)	23 242	22 387	30 167	37 367
Par habitant : ¹¹ (en dollars de 1990)	2 086	1 854	2 293	2 703
Part du secteur manufacturier : ¹² (%), prix courants	14,7	16,2	18,7	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ¹³ (millions de dollars de 1990)	4 209	3 933	5 359	6 567
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	100	128	155
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	4 991	4 713	8 757	12 326
Production brute (en millions de dollars)	10 790	10 477	21 215	29 809
Emploi (en milliers de personnes)	206	185	298	336
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation : intermédiaire (%)	54	55	59	59
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	9	6	7	7
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	38	39	34	34
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	51 994	56 380	70 919	88 678
Valeur ajoutée par travailleur	24 050	25 363	29 274	37 428
Salaire moyen, suppléments inclus	4 444	3 499	4 861	6 611
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	11,13	7,41	4,03	3,37
en % de θ moyen en 1970-1975	63	42	23	19
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	-0,31	0,73	2,22	3,07
Degré de spécialisation	16,0	20,4	17,0	16,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	827	805	1 543	2 341
313 Fabrication des boissons	289	177	374	631
314 Industrie du tabac	214	205	303	562
321 Industrie textile	234	162	333	368
322 Articles d'habillement	111	83	163	253
323 Articles en cuir et en fourrure	22	18	37	38
324 Fabrication de chaussures	77	51	121	178
331 Bois et produits du bois	153	143	270	385
332 Meubles et accessoires	37	14	53	65
341 Papier et articles en papier	281	278	561	839
342 Imprimerie et édition	182	104	224	360
351 Industrie chimique	55	94	247	350
352 Autres produits chimiques	324	289	617	977
353 Raffineries de pétrole	184	277	480	692
354 Dérivés du pétrole et du charbon	27	47	69	70
355 Industrie du caoutchouc	60	49	72	107
356 Ouvrages en matière plastique	50	63	178	226
361 Grès, porcelaines et faïences	14	9	9	22
362 Industrie du verre	38	27	51	67
369 Autres produits minéraux non métalliques	146	115	218	393
371 Sidérurgie	188	226	284	377
372 Métaux non ferreux	965	1 175	1 716	2 019
381 Ouvrages en métaux	181	130	368	433
382 Machines non électriques	96	50	168	215
383 Machines électriques	90	61	125	149
384 Matériel de transport	127	50	153	178
385 Matériel professionnel et scientifique	5	4	9	15
390 Autres industries manufacturières	13	7	14	17

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

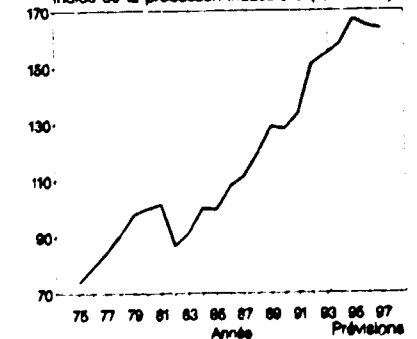
PIB per habitant (1 000 dollars) /c



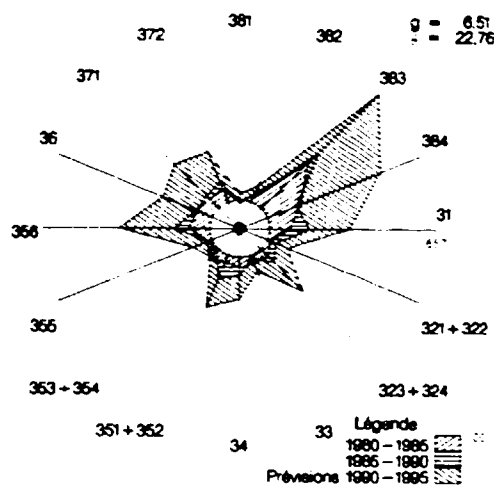
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



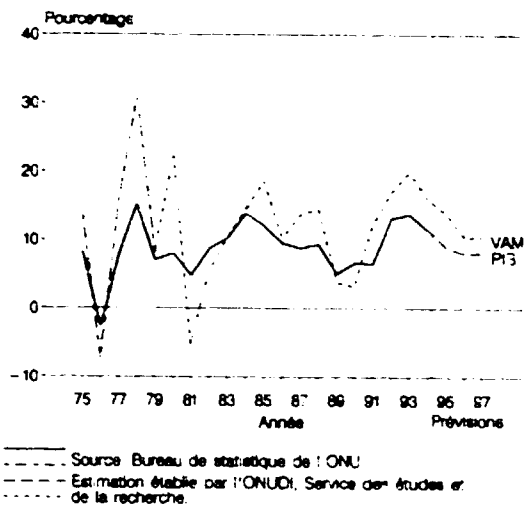
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



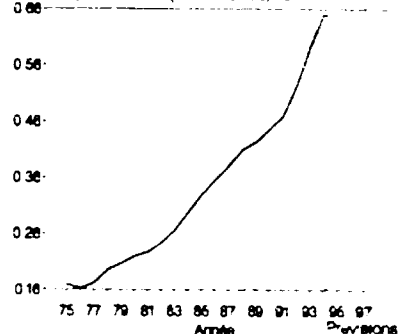
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



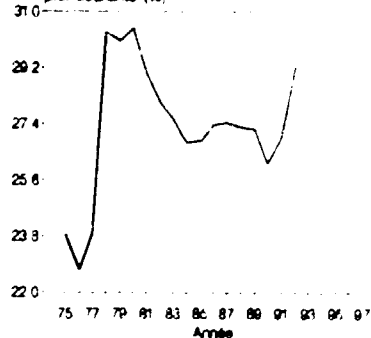
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	215 498	345 792	505 750	694 261
Par habitant (en dollars de 1990)	220	329	446	591
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	30,5	26,8	26,1	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	57 308	86 000	132 148	208 235
Indice de la production industrielle (1980=100)				
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	88 577	78 380	90 259	141 341
Production brute (en millions de dollars)	232 460	246 331	349 604	537 499
Emploi (en milliers de personnes)	24 390	29 743	33 950	36 616
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	62	68	74	74
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	6	5	5	4
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	32	27	21	21
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	9 531	8 282	10 298	14 668
Valeur ajoutée par travailleur	3 632	2 635	2 659	3 833
Salaires moyens, suppléments inclus	548	384	500	656
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,32	5,91	3,30	3,30
en % de θ moyen en 1970-1975	141	358	200	200
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	1,64	1,24	0,77	2,18
Degré de spécialisation	12,6	10,6	10,8	10,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	3 764	3 433	4 489	6 611
313 Fabrication des boissons	1 587	1 686	2 414	4 327
314 Industrie du tabac	3 545	3 999	6 220	8 034
321 Industrie textile	13 409	8 587	10 299	12 959
322 Articles d'habillement	1 856	1 716	2 109	3 454
323 Articles en cuir et en fourrure	911	747	944	1 593
324 Fabrication de chaussures				
331 Bois et produits du bois	751	591	502	825
332 Meubles et accessoires	653	514	455	630
341 Papier et articles en papier	1 929	1 532	1 949	2 624
342 Imprimerie et édition	1 042	960	1 036	1 627
351 Industrie chimique	7 125	5 584	8 459	12 221
352 Autres produits chimiques	2 924	2 292	3 372	4 868
353 Raffineries de pétrole	4 223	3 676	2 714	3 911
354 Dérivés du pétrole et du charbon	154	183	208	223
355 Industrie du caoutchouc	2 175	1 593	1 603	2 380
356 Ouvrages en matière plastique	1 256	1 317	1 736	2 931
361 Grès, porcelaines et faïences	439	431	504	935
362 Industrie du verre	838	822	705	1 307
369 Autres produits minéraux non métalliques	4 425	4 340	4 524	8 391
371 Sidérurgie	6 538	5 510	6 571	11 673
372 Métaux non ferreux	1 868	1 730	2 050	3 085
381 Ouvrages en métaux	4 851	2 582	2 946	4 065
382 Machines non électriques	13 418	10 941	10 116	16 894
383 Machines électriques	3 216	6 458	7 445	12 166
384 Matériel de transport	3 013	4 134	3 018	8 872
385 Matériel professionnel et scientifique	810	1 021	613	1 441
390 Autres industries manufacturières	1 838	1 691	2 125	3 296

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

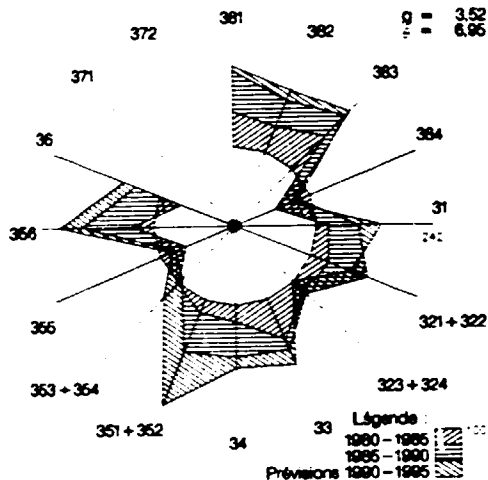
PIB par habitant (1 000 dollars), c



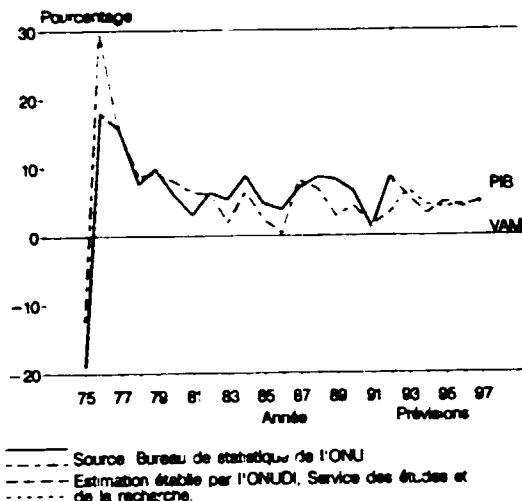
Part du secteur manufacturier au PIB
(prix courants (%))



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



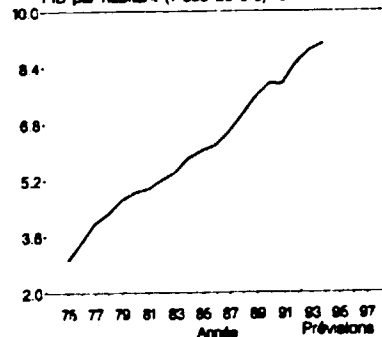
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



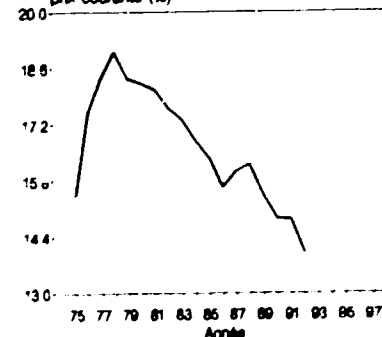
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	3 051	4 010	5 574	6 456
Par habitant (en dollars de 1990)	4 850	6 030	7 939	8 892
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	18,2	16,4	14,8	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	513	641	796	890
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	117	143	135
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	406	378	792	840
Production brute (en millions de dollars)	1 134	1 122	2 196	2 167
Emploi (en milliers de personnes)	34	39	43	41
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	66	64	61
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	15	18	19	22
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	21	16	17	17
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	29 417	25 804	46 057	48 386
Valeur ajoutée par travailleur	10 525	8 697	16 606	18 759
Salaires moyen, suppléments inclus	5 062	5 143	9 738	11 580
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,28	4,59	3,81	4,08
en % de θ moyen en 1970-1975	101	64	53	57
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	3,03	0,70	1,61	0,34
Degré de spécialisation	11,3	11,7	13,3	13,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	42	49	101	126
313 Fabrication des boissons	37	29	73	71
314 Industrie du tabac	36	26	41	58
321 Industrie textile	16	14	32	33
322 Articles d'habillement	53	54	118	74
323 Articles en cuir et en fourrure	5	6	11	.
324 Fabrication de chaussures	21	19	30	24
331 Bois et produits du bois	19	23	39	45
332 Meubles et accessoires	17	22	36	28
341 Papier et articles en papier	11	8	17	17
342 Imprimerie et édition	15	18	37	41
351 Industrie chimique	3	2	3	3
352 Autres produits chimiques	12	12	28	40
353 Raffineries de pétrole	6	5	7	10
354 L'énergie du pétrole et du charbon	.	.	.	.
355 Industrie du caoutchouc	3	2	3	3
356 Ouvrages en matière plastique	11	11	25	28
361 Grès, porcelaines et faïences	.	1	2	3
362 Industrie du verre	.	.	1	2
369 Autres produits minéraux non métalliques	44	24	69	78
371 Sidérurgie	.	.	.	.
372 Métaux non ferreux	.	.	.	.
381 Ouvrages en métaux	23	26	55	56
382 Machines non électriques	11	12	24	26
383 Machines électriques	5	6	12	12
384 Matériel de transport	5	4	9	8
385 Matériel professionnel et scientifique	.	.	.	.
390 Autres industries manufacturières	7	7	19	16

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

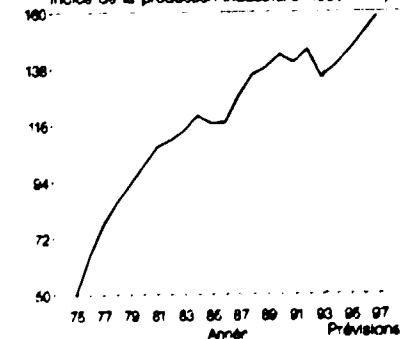
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



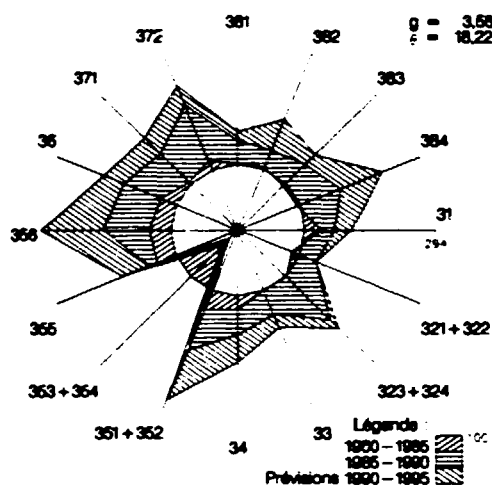
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



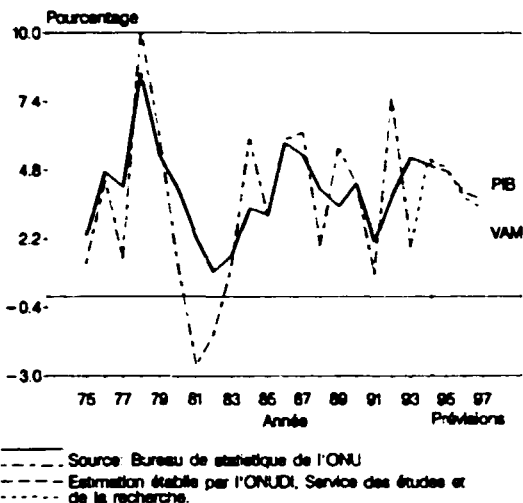
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



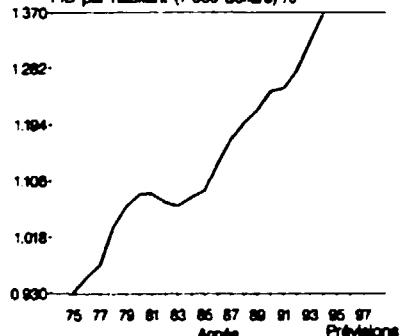
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



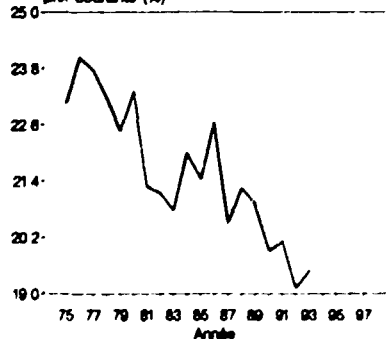
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	28 799	32 184	40 274	44 946
Par habitant : (en dollars de 1990)	1 086	1 092	1 247	1 323
Part du secteur manufacturier : (%) (prix courants)	23,3	21,4	19,9	19,8
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (millions de dollars de 1990)	6 010	6 365	8 034	8 872
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	108	130	141
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	7 131	6 711	7 882	10 098
Production brute (en millions de dollars)	16 453	16 823	20 601	25 570
Emploi (en milliers de personnes)	508	440	489	505
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	57	60	62	61
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	7	6	6
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	35	33	33	34
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	31 860	37 635	41 526	49 948
Valeur ajoutée par travailleur	13 809	15 012	15 887	19 726
Salaires moyen, suppléments inclus	2 583	2 709	2 359	2 866
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	8,39	6,18	6,96	3,23
en % de θ moyen en 1970-1975	129	95	107	50
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	0,86	0,15	0,93	0,81
Degré de spécialisation	14,6	14,7	13,0	13,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	951	1 166	1 306	1 611
313 Fabrication des boissons	1 021	1 032	928	1 247
314 Industrie du tabac	160	224	173	162
321 Industrie textile	803	619	816	842
322 Articles d'habillement	241	206	221	294
323 Articles en cuir et en fourrure	59	47	66	65
324 Fabrication de chaussures	50	54	100	129
331 Bois et produits du bois	50	46	54	75
332 Meubles et accessoires	34	29	38	41
341 Papier et articles en papier	227	274	301	434
342 Imprimerie et édition	185	180	213	251
351 Industrie chimique	303	405	522	730
352 Autres produits chimiques	419	457	597	909
353 Raffineries de pétrole	773	90	151	168
354 Dérivés du pétrole et du charbon	17	28	34	46
355 Industrie du caoutchouc	117	138	131	188
356 Ouvrages en matière plastique	141	169	223	347
361 Grès, porcelaines et faïences	44	46	60	92
362 Industrie du verre	76	92	113	139
369 Autres produits minéraux non métalliques	232	264	338	410
371 Sidérurgie	217	205	281	348
372 Métaux non ferreux	34	36	56	67
381 Ouvrages en métaux	260	242	279	331
382 Machines non électriques	120	114	124	185
383 Machines électriques	244	211	271	330
384 Matériel de transport	256	221	332	486
385 Matériel professionnel et scientifique	26	38	70	69
390 Autres industries manufacturières	72	78	84	101

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

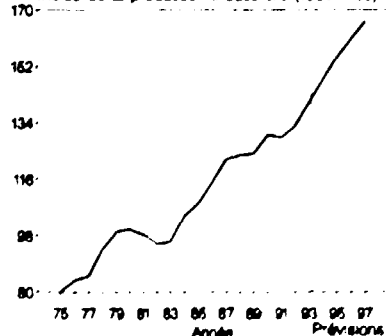
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



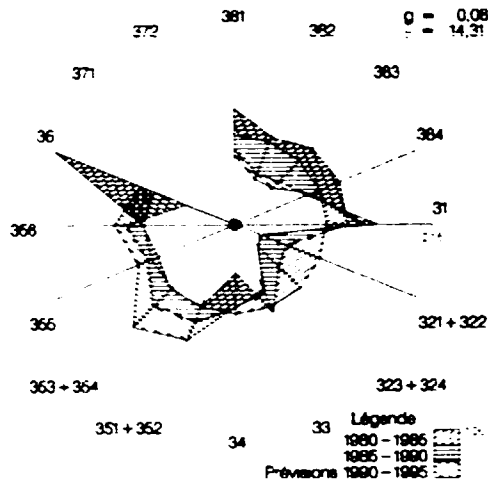
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



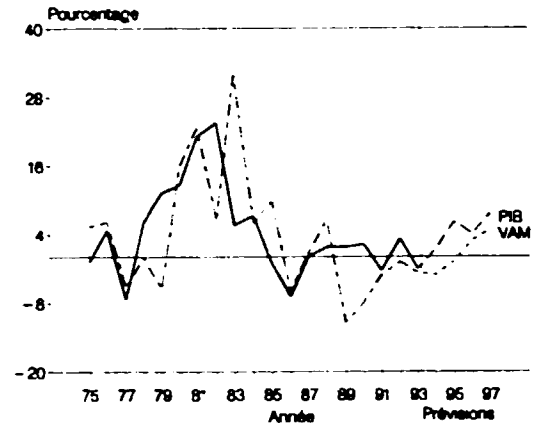
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

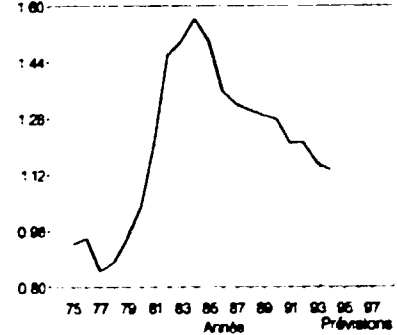


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche

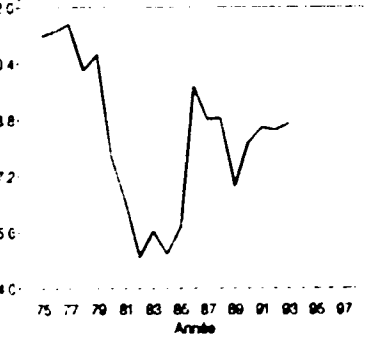
	1988	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	1 722	2 887	2 851	2 812
Par habitant (en dollars de 1990)	1 032	1 501	1 277	1 151
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	7,7	5,7	8,2	8,7
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	139	278	227	212
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	170	130	124
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	62	54	92	
Production brute (en millions de dollars)	169	154	267	
Emploi (en milliers de personnes)	7	9	8	8
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	63	65	66	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	14	17	15	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	23	18	19	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	13 629	17 546	34 765	
Valeur ajoutée par travailleur	5 014	6 210	11 953	
Salair moyen, suppléments inclus	3 487	3 033	5 354	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	6,87	10,82	6,09	2,62
en % de Δ moyen en 1970-1975	64	101	57	24
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	-0,69	0,27	-0,01	-0,14
Degré de spécialisation	16,6	19,2	25,9	24,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	10	10	22	
313 Fabrication des boissons	11	11	23	
314 Industrie du tabac	3	3	8	
321 Industrie textile	4	2	1	
322 Articles d'habillement	1	1	1	
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	
324 Fabrication de chaussures	3	2	2	
331 Bois et produits du bois	6	5	6	
332 Meubles et accessoires	4	3	4	
341 Papier et articles en papier	1	-	1	
342 Imprimerie et édition	1	-	1	
351 Industrie chimique	3	2	5	
352 Autres produits chimiques	2	2	3	
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	
355 Industrie du caoutchouc	1	-	1	
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	-	
361 Gres, porcelaines et faïences	-	-	-	
362 Industrie du verre	-	-	-	
369 Autres produits minéraux non métalliques	1	2	1	
371 Siderurgie	-	-	-	
372 Métaux non ferreux	-	-	-	
381 Ouvrages en métaux	4	5	5	
382 Machines non électriques	1	1	1	
383 Machines électriques	2	2	2	
384 Matériel de transport	2	2	3	
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	
390 Autres industries manufacturières	-	-	-	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

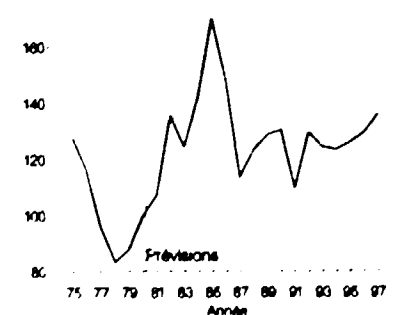
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



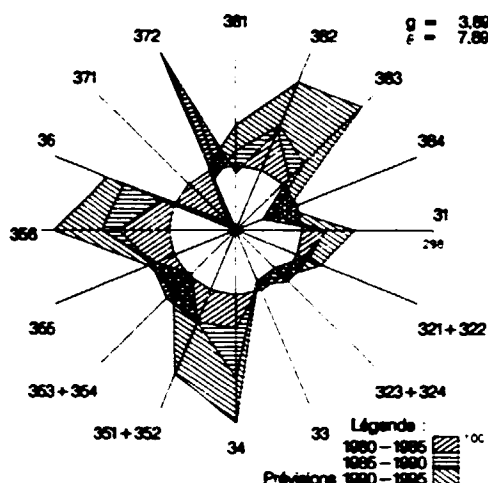
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



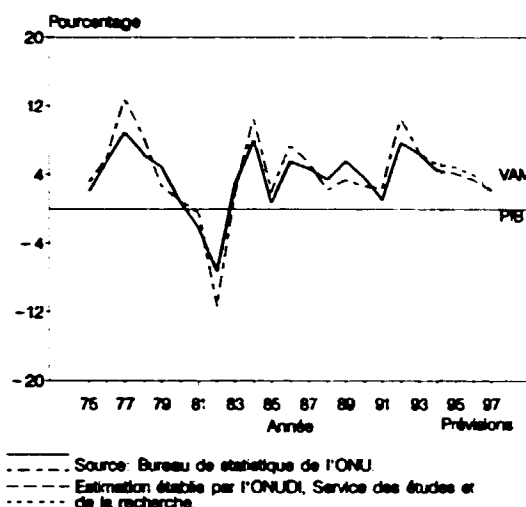
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



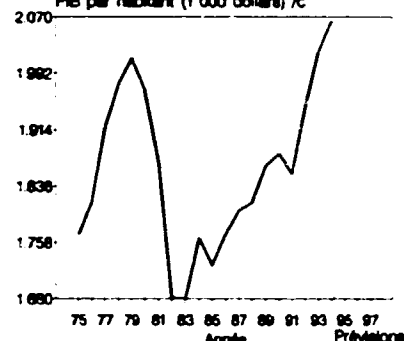
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



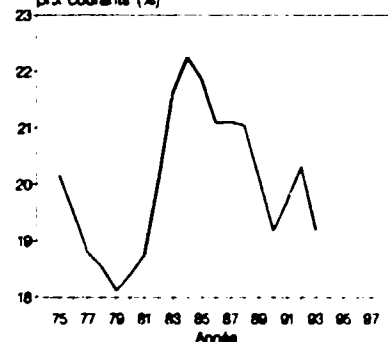
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	4 496	4 560	5 710	6 612
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	1 969	1 726	1 881	2 022
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	18,4	21,9	19,2	19,2
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	882	891	1 095	1 319
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	103	123	148
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	788	762	961	1 282
Production brute (en millions de dollars)	2 743	2 468	3 171	4 109
Emploi (en milliers de personnes)	73	104	135	147
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	71	69	70	69
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	11	11	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	17	20	19	20
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	37 732	23 757	23 544	28 000
Valeur ajoutée par travailleur	11 969	7 338	7 134	8 798
Salaires moyen, suppléments inclus	4 356	2 569	2 689	3 038
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,85	7,04	3,39	2,72
en % de θ moyen en 1970-1975	81	201	97	77
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	1,02	0,77	0,28	1,19
Degré de spécialisation	20,4	21,4	21,5	21,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	241	247	292	363
313 Fabrication des boissons	96	94	128	186
314 Industrie du tabac	24	28	31	44
321 Industrie textile	33	23	32	34
322 Articles d'habillement	31	34	32	50
323 Articles en cuir et en fourrure	7	5	5	5
324 Fabrication de chaussures	10	9	8	11
331 Bois et produits du bois	30	25	22	24
332 Meubles et accessoires	26	14	21	23
341 Papier et articles en papier	20	22	45	54
342 Imprimerie et édition	18	21	34	45
351 Industrie chimique	19	26	33	51
352 Autres produits chimiques	40	42	50	79
353 Raffineries de pétrole	40	45	35	45
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	14	15	17	18
356 Ouvrages en matière plastique	19	26	36	49
361 Grès, porcelaines et faïences	1	2	3	5
362 Industrie du verre	3	7	11	12
369 Autres produits minéraux non métalliques	25	19	36	41
371 Sidérurgie	4	-	-	1
372 Métaux non ferreux	1	-	1	1
381 Ouvrages en métaux	18	12	20	27
382 Machines non électriques	8	10	13	19
383 Machines électriques	25	21	33	61
384 Matériel de transport	31	10	16	26
385 Matériel professionnel et scientifique	-	1	2	3
390 Autres industries manufacturières	2	3	4	5

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

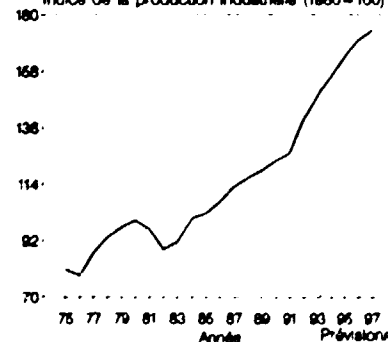
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



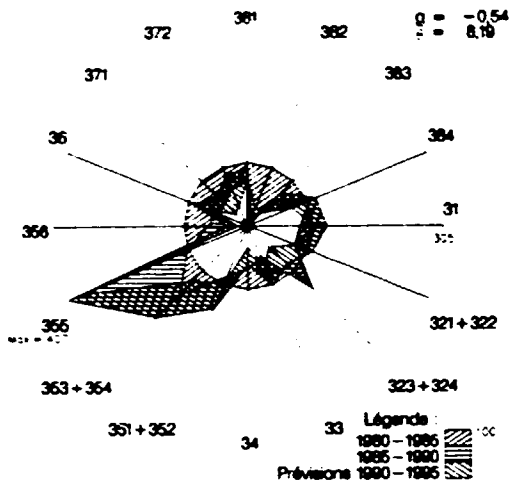
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



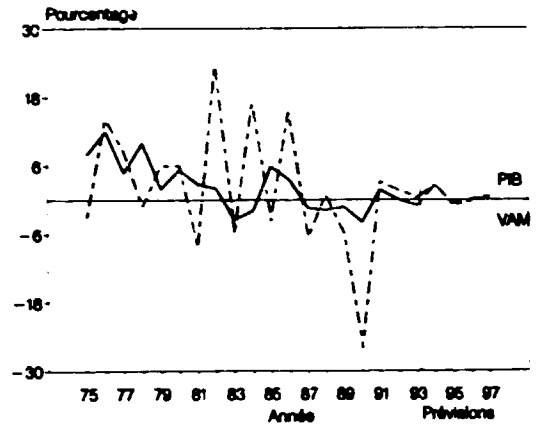
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

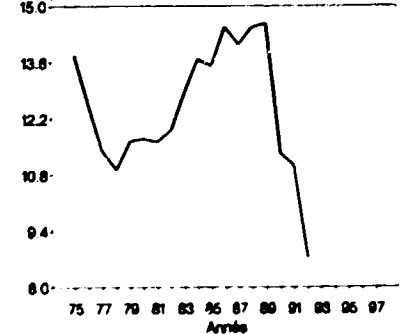
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	9 965	10 439	9 899	9 957
Par habitant : (en dollars de 1990)	1 216	1 051	827	748
Part du secteur manufacturier : (%), prix courants	11,7	13,5	11,3	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (en millions de dollars de 1990)	1 246	1 487	1 120	1 178
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	100	96	100
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 273	719	2 030	1 456
Production brute (en millions de dollars)	4 006	2 869	6 324	5 283
Emploi (en milliers de personnes)	67	55	53	52
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	68	75	68	72
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	10	9	7	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	22	16	26	20
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	59 631	51 949	117 275	99 717
Valeur ajoutée par travailleur	18 950	13 040	38 169	27 653
Salaires moyens, suppléments inclus	6 052	4 863	7 777	8 129
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,65	6,51	5,40	5,10
en % de θ moyen en 1970-1975	80	68	57	53
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	0,79	-0,20	1,53	-1,20
Degré de spécialisation	23,3	28,7	30,4	31,9
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	303	12	599	491
313 Fabrication des boissons	75	29	66	48
314 Industrie du tabac	68	14	22	15
321 Industrie textile	169	82	224	162
322 Articles d'habillement	8	5	14	11
323 Articles en cuir et en fourrure	8	7	9	7
324 Fabrication de chaussures	2	2	2	1
331 Bois et produits du bois	67	22	83	61
332 Meubles et accessoires	21	7	27	20
341 Papier et articles en papier	15	6	9	7
342 Imprimerie et édition	22	9	19	12
351 Industrie chimique	22	15	55	41
352 Autres produits chimiques	53	25	77	49
353 Raffineries de pétrole	168	160	433	255
354 Dérivés du pétrole et du charbon	13	11	26	11
355 Industrie du caoutchouc	4	3	22	16
356 Ouvrages en matière plastique	1	-	-	-
361 Gres, porcelaines et faïences	2	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	27	9	32	23
371 Sidérurgie	6	2	5	2
372 Métaux non ferreux	2	1	2	1
381 Ouvrages en métaux	70	31	80	61
382 Machines non électriques	3	1	-	-
383 Machines électriques	20	4	18	9
384 Matériel de transport	106	69	151	109
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturées	20	23	51	45

Pour les sources, notes et observations, voir le "Notes techniques" au début de la présente annexe

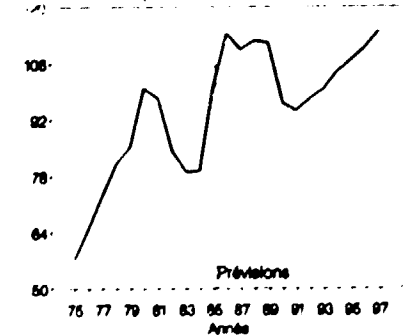
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



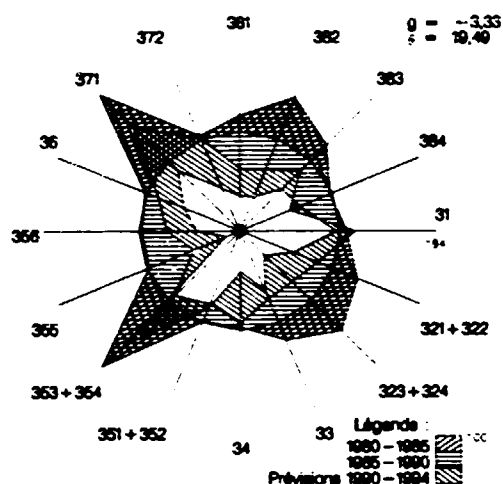
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



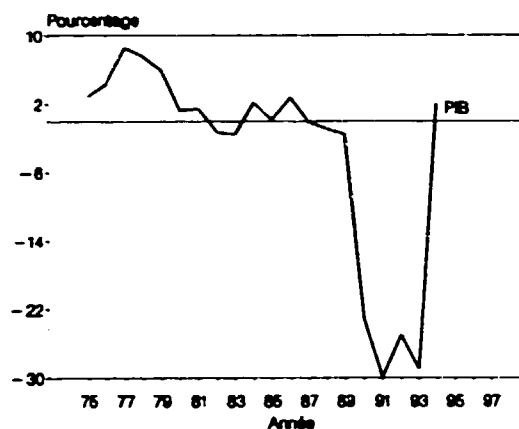
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB
(Prix constants de 1990)

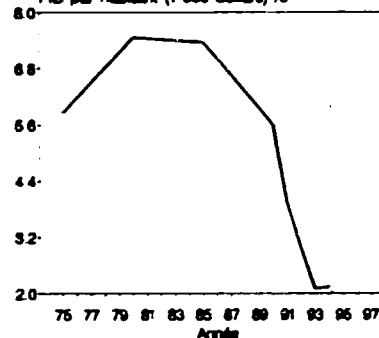


Source: Bureau de statistique de l'ONU
 Estimation établie par l'ONU/DI, Service des études et de la recherche.

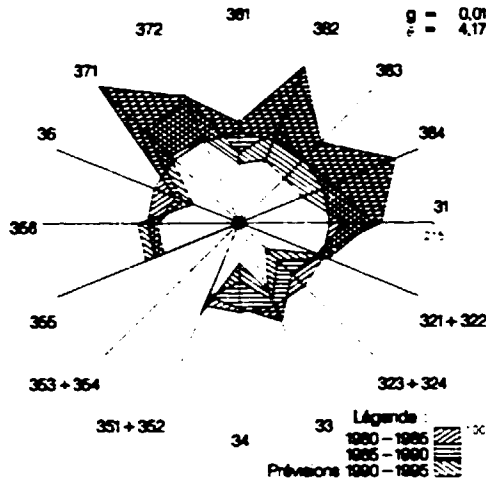
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	32 652	32 924	25 323	9 448
Par habitant : (en dollars de 1990)	7 480	7 364	5 606	2 095
Part du secteur manufacturier : (%), prix courants				
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (millions de dollars de 1990)				
Indice de la production industrielle (1980=100)				
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	4 800	3 509	6 839	
Production brute (en millions de dollars)	17 882	11 602	17 207	
Emploi (en milliers de personnes)	565	557	533	320
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	73	70	60	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	11	10	16	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	16	20	23	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	31 440	20 807	32 307	
Valeur ajoutée par travailleur	8 616	6 311	12 841	
Salaires moyen, suppléments inclus	3 387	2 182	5 308	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	1,80	2,35	9,40	17,65
en % de θ moyen en 1970-1975	108	140	502	1 055
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	4,03	1,34	-0,16	-0,64
Degré de spécialisation	10,5	9,9	9,8	11,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	651	396	1 153	
313 Fabrication des boissons	68	73	222	
314 Industrie du tabac	46	40	124	
321 Industrie textile	249	249	417	
322 Articles d'habillement	282	172	339	
323 Articles en cuir et en fourrure	83	50	58	
324 Fabrication de chaussures	110	122	181	
331 Bois et produits du bois	123	113	186	
332 Meubles et accessoires	160	98	171	
341 Papier et articles en papier	145	88	203	
342 Imprimerie et édition	233	141	394	
351 Industrie chimique	199	125	152	
352 Autres produits chimiques	192	116	380	
353 Raffineries de pétrole	41	71	123	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	36	22	-2	
355 Industrie du caoutchouc	74	45	63	
356 Ouvrages en matière élastique	110	67	135	
361 Grès, porcelaines et faïences	16	18	45	
362 Industrie du verre	55	33	105	
369 Autres produits minéraux non métalliques	194	118	243	
371 Siderurgie	91	111	229	
372 Métaux non ferreux	61	40	106	
381 Ouvrages en métaux	384	279	411	
382 Machines non électriques	453	414	517	
383 Machines électriques	342	261	499	
384 Matériel de transport	368	224	339	
385 Matériel professionnel et scientifique	17	10	20	
390 Autres industries manufacturières	18	11	28	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

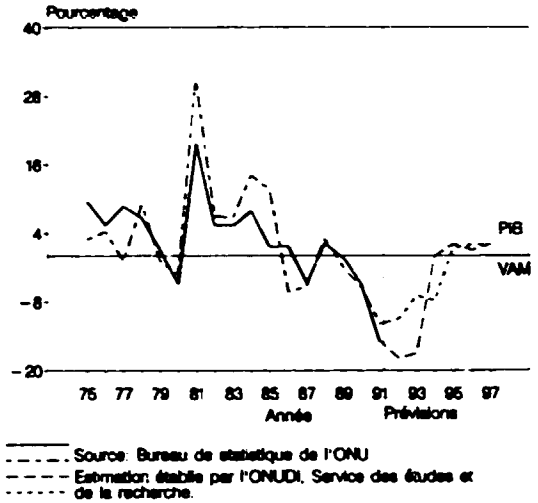
PIB per habitant (1 000 dollars), /c



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



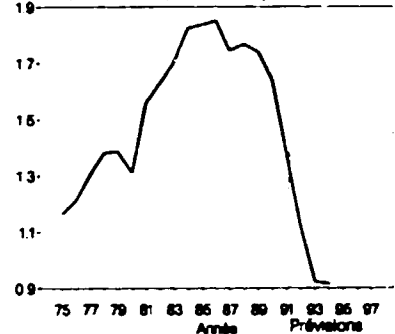
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



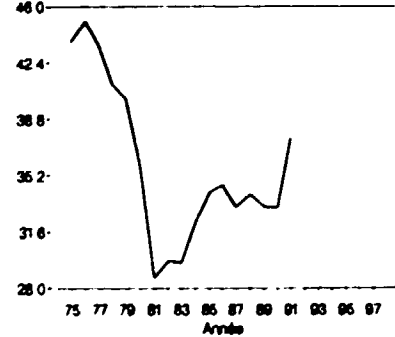
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	12 729	18 560	17 357	10 042
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	1 311	1 837	1 638	923
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	35,8	34,1	33,1	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	3 589	6 625	5 700	4 191
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	132	722	89
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	4 882	5 120	5 892	
Production brute (en millions de dollars)	9 725	12 032	17 548	
Emploi (en milliers de personnes)	501	654	700	652
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	50	57	66	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	13	14	13	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	37	29	21	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	19 420	18 386	25 052	
Valeur ajoutée par travailleur	9 748	7 824	8 443	
Salaires moyen, suppléments inclus	2 606	2 514	3 175	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	2,64	3,48	3,46	1,46
Taux de croissance de la VAM changement structural θ	2,21	2,91	2,90	1,23
Degré de spécialisation	-0,11	1,97	-0,63	-3,00
Degré de spécialisation	25,8	31,3	34,2	32,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	655	957	1 008	
313 Fabrication des boissons	246	273	350	
314 Industrie du tabac	1 805	2 004	2 566	
321 Industrie textile	50	40	107	
322 Articles d'habillement	146	98	96	
323 Articles en cuir et en fourrure	53	32	28	
324 Fabrication de chaussures	79	48	48	
331 Bois et produits du bois	58	53	52	
332 Meubles et accessoires	48	43	44	
341 Papier et articles en papier	46	44	13	
342 Imprimerie et édition	96	59	79	
351 Industrie chimique	80	54	70	
352 Autres produits chimiques	329	224	290	
353 Raffineries de pétrole				
354 Dérivés du pétrole et du charbon				
355 Industrie du caoutchouc	96	65	85	
356 Ouvrages en matière plastique	84	57	74	
361 Grès porcelaines et faïences	8	6	8	
362 Industrie du verre	17	13	19	
369 Autres produits minéraux non métalliques	188	104	114	
371 Sidérurgie	27	44	37	
372 Métaux non ferreux	41	48	61	
381 Ouvrages en métaux	108	92	83	
382 Machines non électriques	127	182	141	
383 Machines électriques	60	58	58	
384 Matériel de transport	219	313	240	
385 Matériel professionnel et scientifique	15	21	16	
390 Autres industries manufacturières	201	188	202	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

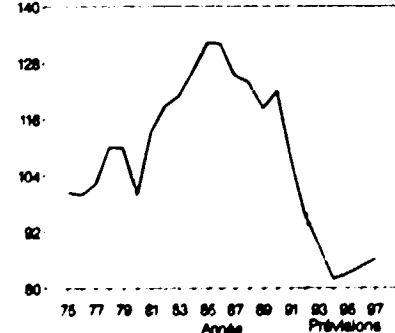
PIB par habitant (1 000 dollars) /c

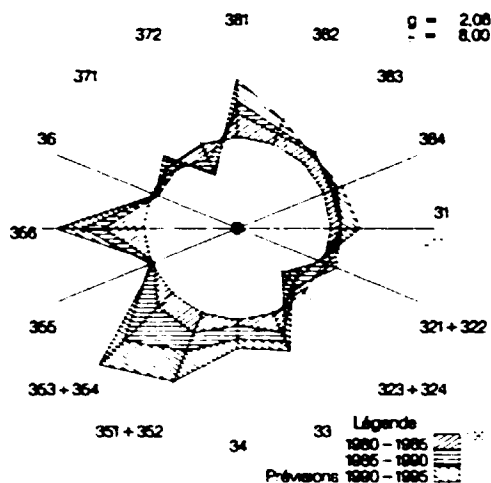
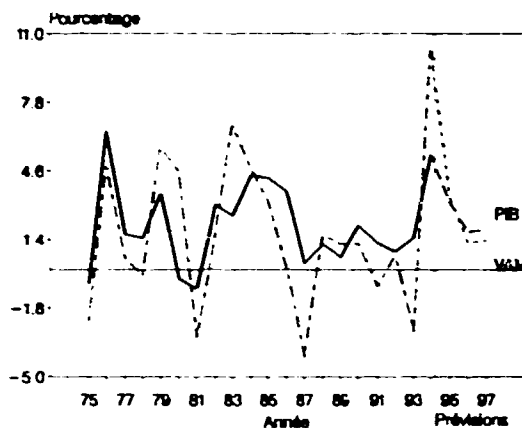


Part du secteur manufacturier au PMN,
prix courants (%)



Indice de la production industrielle (1980=100)



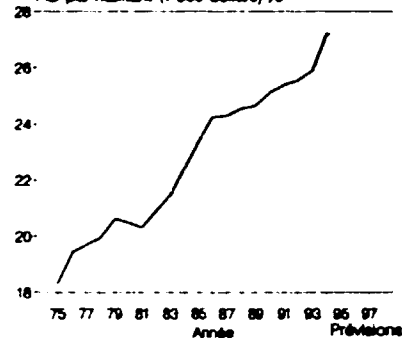
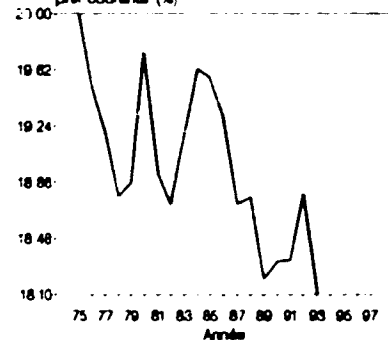
Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée - 1980=100)Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

Source : Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche

	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	104 996	119 649	129 118	133 754
Par habitant (en dollars de 1990)	20 495	23 396	25 120	25 896
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	19,7	19,6	18,3	18,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	18 562	21 047	20 992	20 347
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	122	133	134
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	11 945	10 451	22 989	23 931
Production brute (en millions de dollars)	29 347	25 713	52 701	52 658
Emploi (en milliers de personnes)	381	405	511	478
RENTABILITÉ (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	59	59	56	55
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	26	24	27	28
Excédent brut d'exploitation (%)	15	17	16	18
PRODUCTIVITÉ (en dollars)				
Production brute par travailleur	76 624	63 316	99 958	101 786
Valeur ajoutée par travailleur	31 187	25 735	43 603	50 447
Salaires moyens, suppléments inclus	19 697	15 021	28 336	31 389
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,91	2,91	1,99	1,71
en % de (i) moyen en 1970-1975	95	95	65	56
Taux de croissance de la VAM - changement structural (i)	0,99	0,92	0,52	0,69
Degré de spécialisation	14,8	15,1	15,1	15,1
VALEUR AJOUTÉE (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	2 232	1 925	4 072	4 308
313 Fabrication des boissons	484	381	757	867
314 Industrie du tabac	108	95	203	292
321 Industrie textile	366	324	610	561
322 Articles d'habillement	204	176	259	249
323 Articles en cuir et en fourrure	27	18	25	16
324 Fabrication de chaussures	55	38	65	92
331 Bois et produits du bois	252	193	486	509
332 Meubles et accessoires	271	305	642	650
341 Papier et articles en papier	300	262	628	666
342 Impression et édition	845	675	1 592	1 624
351 Industrie chimique	534	482	1 107	1 225
352 Autres produits chimiques	604	599	1 537	1 657
353 Raffineries de pétrole	53	51	118	181
354 Dérivés du pétrole et du charbon	64	59	207	189
355 Industrie du caoutchouc	75	56	122	116
356 Ouvrages en matière plastique	238	264	635	673
361 Gres, porcelaines et faïences	83	40	71	60
362 Industrie du verre	94	58	114	118
369 Autres produits minéraux non métalliques	568	432	941	864
371 Sidérurgie	167	118	281	271
372 Métaux non ferreux	67	42	73	63
381 Ouvrages en métaux	825	798	1 837	1 931
382 Machines non électriques	1 616	1 387	3 050	3 135
383 Machines électriques	703	622	1 319	1 219
384 Matériel de transport	644	572	1 128	1 179
385 Matériel professionnel et scientifique	275	294	622	600
390 Autres industries manufacturières	192	185	489	611

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

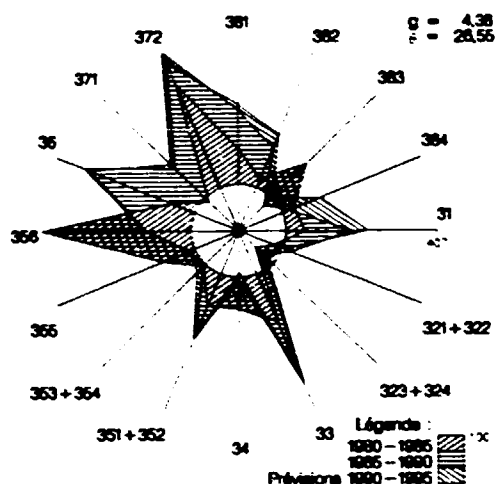
PIB par habitant (1 000 dollars) /c

Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)

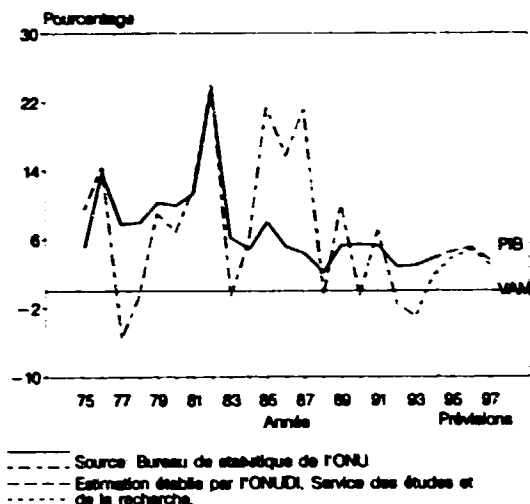
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



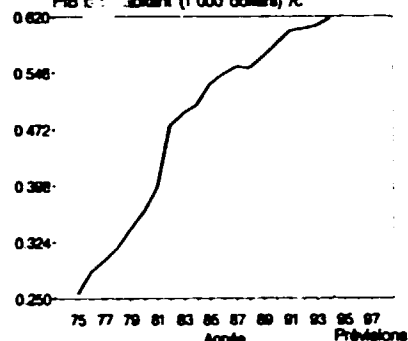
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



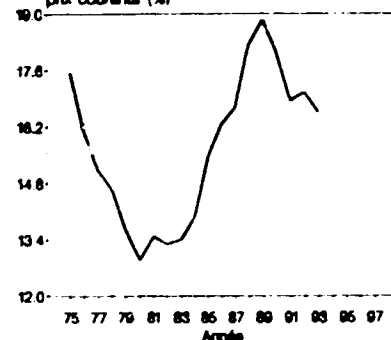
	1988	1985	1988	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	15 986	26 438	32 907	36 680
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	365	531	584	508
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	12,9	15,4	18,0	16,5
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	2 041	3 612	5 502	5 617
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	183	155	160
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 769	2 938	5 108	6 047
Production brute (en millions de dollars)	6 986	10 260	9 768	12 438
Emploi (en milliers de personnes)	858	907	1 028	916
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	75	71	59	63
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	17	18	17	18
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	8	10	25	19
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	7 984	11 231	12 639	16 307
Valeur ajoutée par travailleur	2 023	3 216	5 009	6 006
Salaires moyen, suppléments inclus	1 350	2 059	2 067	2 830
-INDEXES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	6,87	15,44	27,89	15,40
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	0,60	0,32	0,31	0,05
Degré de spécialisation	22,6	15,0	20,5	19,5
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	308	421	1 031	1 335
313 Fabrication des boissons	14	71	73	70
314 Industrie du tabac	21	131	157	215
321 Industrie textile	506	509	929	937
322 Articles d'habillement	6	15	18	29
323 Articles en cuir et en fourrure	3	7	12	15
324 Fabrication de chaussures	22	9	14	23
331 Bois et produits du bois	9	24	26	27
332 Meubles et accessoires	7	19	60	72
341 Papier et articles en papier	42	76	55	82
342 Imprimerie et édition	39	101	61	72
351 Industrie chimique	69	145	165	203
352 Autres produits chimiques	87	205	428	481
353 Raffineries de pétrole	40	59	111	144
354 Dérivés du pétrole et du charbon	61	78	55	73
355 Industrie du caoutchouc	12	28	22	25
356 Ouvrages en matière plastique	33	-21	102	117
381 Grès, porcelaines et faïences	6	12	46	52
382 Industrie du verre	17	22	43	50
369 Autres produits minéraux non métalliques	78	167	449	518
371 Sidérurgie	88	98	277	296
372 Métaux non ferreux	64	279	415	439
381 Ouvrages en métal	42	95	170	201
382 Machines non électriques	54	83	160	206
383 Machines électriques	69	181	83	117
384 Matériel de transport	65	106	117	207
385 Matériel professionnel et scientifique	4	13	28	39
390 Autres industries manufacturières	1	6	4	3

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB en habitant (1 000 dollars) /c



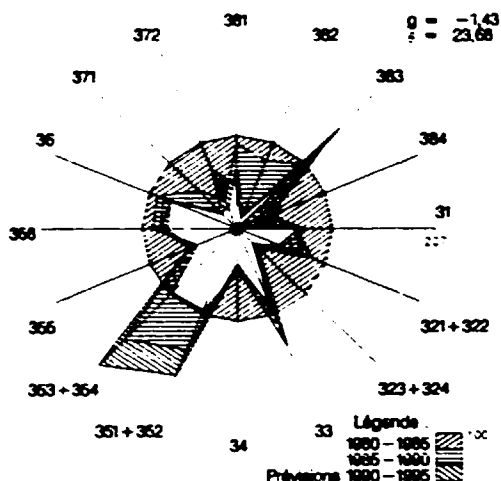
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



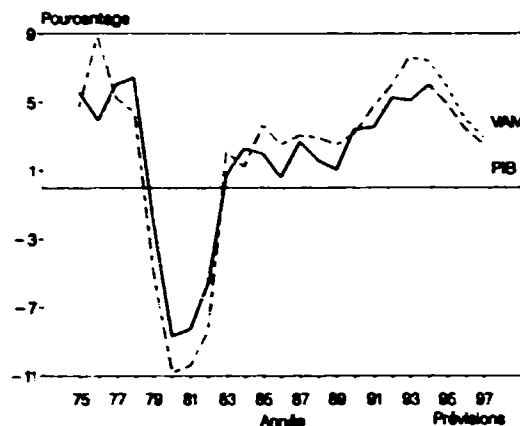
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

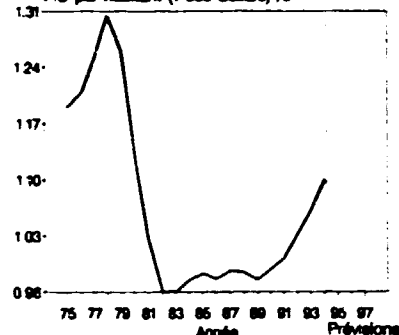


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

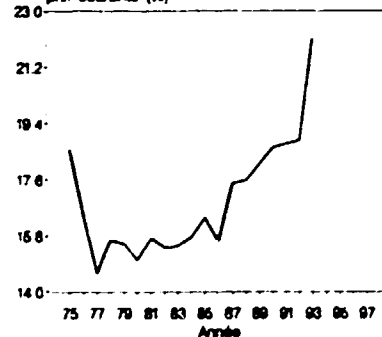
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	5 119	4 660	5 113	5 855
Par habitant : (en dollars de 1990)	1 131	983	989	1 061
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	15,0	16,4	18,6	22,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	943	828	957	1 138
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	88	101	121
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	448	393	586	762
Production brute (en millions de dollars)	1 130	860	1 365	1 164
Emploi (en milliers de personnes)	39	25	26	36
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	60	54	57	34
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	15	12	10	16
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	24	34	33	50
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	28 857	34 129	50 269	32 429
Valeur ajoutée par travailleur	11 426	15 593	21 887	25 553
Salaires moyen, suppléments inclus	4 383	3 997	5 378	5 155
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	11,59	9,32	3,66	5,82
en % de θ moyen en 1970-1975	202	163	64	101
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	-0,32	-0,77	0,71	0,04
Degré de spécialisation	19,1	18,0	22,9	23,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	78	55	92	100
313 Fabrication des boissons	63	59	67	78
314 Industrie du tabac	26	29	40	45
321 Industrie textile	62	40	75	104
322 Articles d'habillement	16	10	19	32
323 Articles en cuir et en fourrure	5	5	5	7
324 Fabrication de chaussures	13	1	2	3
331 Bois et produits du bois	1	-	1	1
332 Meubles et accessoires	3	4	6	8
341 Papier et articles en papier	40	24	16	20
342 Imprimerie et édition	8	8	17	21
351 Industrie chimique	4	7	19	25
352 Autres produits chimiques	46	57	105	152
353 Raffineries de pétrole	14	20	44	69
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	-	3	3
355 Industrie du caoutchouc	4	3	4	6
356 Ouvrages en matière plastique	13	15	17	20
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	11	13	14	17
371 Sidérurgie	9	7	3	4
372 Métaux non ferreux	1	1	1	1
381 Ouvrages en métaux	10	12	8	11
382 Machines non électriques	6	7	1	2
383 Machines électriques	9	12	21	29
384 Matériel de transport	1	-	1	1
385 Matériel professionnel et scientifique	-	1	1	1
390 Autres industries manufacturières	4	2	4	4

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

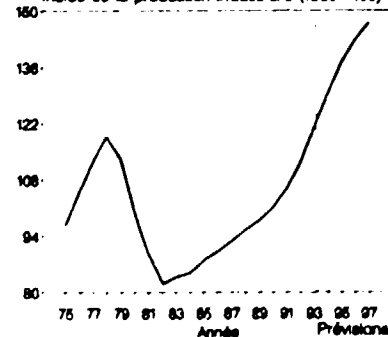
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



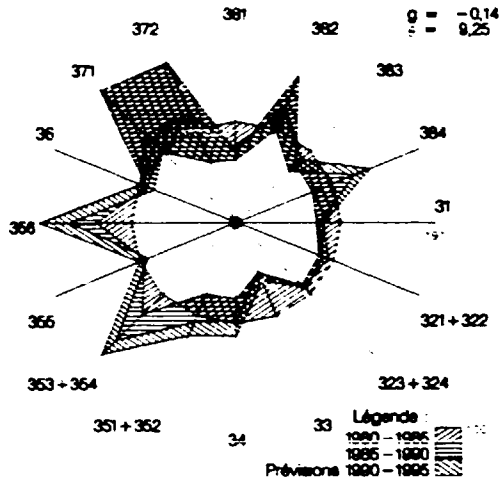
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



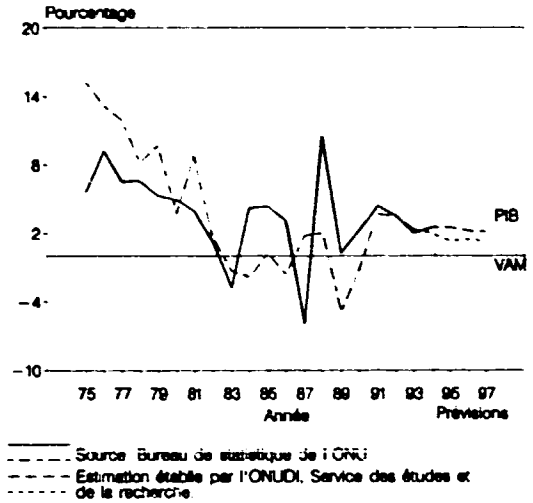
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



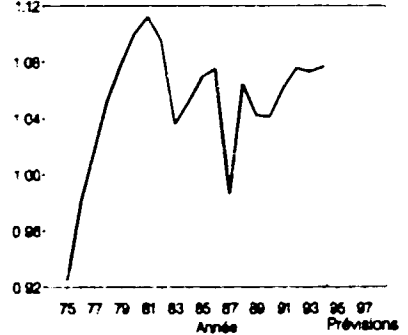
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(P= constants de 1990)



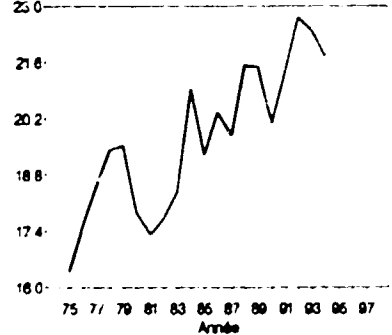
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	8 755	9 730	10 686	11 784
Par habitant (en dollars de 1990)	1 100	1 069	1 041	1 073
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	17,8	19,3	20,1	22,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	2 017	2 160	2 068	2 270
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	110	128	158
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 289	1 322	860	1 282
Production brute (en millions de dollars)	3 571	4 379	3 934	6 193
Emploi (en milliers de personnes)	112	97	112	126
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	70	78	79
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	17	13	9	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	19	18	13	12
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	31 623	45 072	35 083	49 205
Valeur ajoutée par travailleur	11 414	13 606	7 666	10 891
Salaires moyens, suppléments inclus	5 347	5 677	3 137	4 154
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	12,08	8,85	6,44	3,63
en % de θ moyen en 1970-1975	221	162	118	67
Taux de croissance de la VAM changement structural θ	0,91	-0,23	0,25	-0,38
Degré de spécialisation	17,2	16,7	19,7	19,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	294	328	228	337
313 Fabrication des boissons	96	65	33	46
314 Industrie du tabac	46	17	1	2
321 Industrie textile	134	146	95	133
322 Articles d'habillement	20	15	10	16
323 Articles en cuir et en fourrure	7	6	4	4
324 Fabrication de chaussures	6	7	6	8
331 Bois et produits du bois	35	18	16	23
332 Meubles et accessoires	28	23	9	15
341 Papier et articles en papier	42	41	34	51
342 Imprimerie et édition	40	35	27	39
351 Industrie chimique	25	32	17	31
352 Autres produits chimiques	90	76	75	109
353 Raffineries de pétrole	29	38	37	59
354 Dérivés du pétrole et du charbon	4	14	4	7
355 Industrie du caoutchouc	25	29	17	25
356 Ouvrages en matière plastique	34	57	42	63
361 Grès, porcelaines et faïences	7	15	7	11
362 Industrie du verre	9	15	8	13
369 Autres produits minéraux non métalliques	100	101	60	90
371 Siderurgie	25	56	19	31
372 Métaux non ferreux	5	10	2	5
381 Ouvrages en métaux	93	78	44	67
382 Machines non électriques	4	7	3	4
383 Machines électriques	59	58	32	51
384 Matériel de transport	23	23	22	32
385 Matériel professionnel et scientifique	2	9	3	5
390 Autres industries manufacturières	7	5	3	5

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

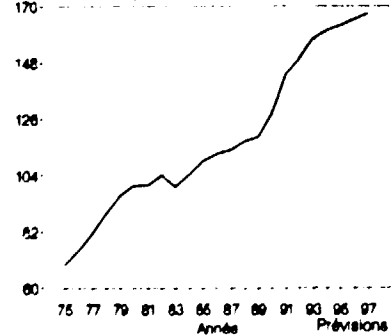
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



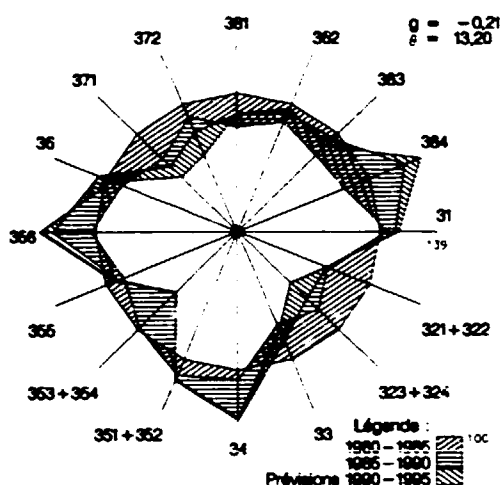
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



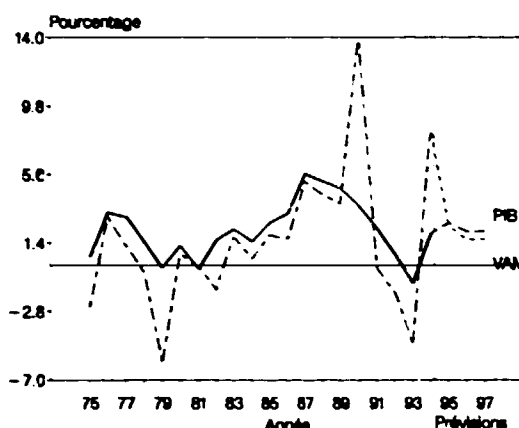
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

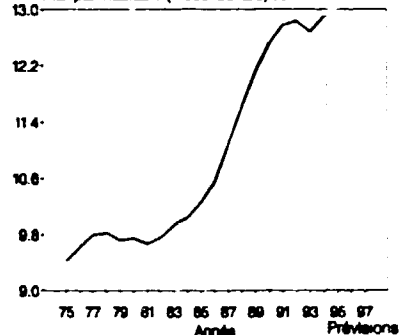


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

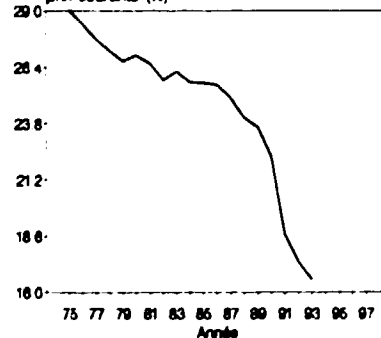
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	365 993	394 924	491 759	500 931
Par habitant ² (en dollars de 1990)	9 749	10 265	12 522	12 678
Part du secteur manufacturier ³ (%), prix courants	27,0	25,7	22,2	16,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴ (millions de dollars de 1990)	81 846	83 753	110 292	102 973
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	102	135	112
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	51 944	33 139	87 679	74 915
Production brute (en millions de dollars)	149 786	194 594	259 945	220 466
Emploi (en milliers de personnes)	2 383	1 793	1 907	1 792
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	65	68	66	66
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	20	17	18	18
Excédent brut d'exploitation (%)	14	15	16	16
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	59 041	53 985	127 029	114 / 112
Valeur ajoutée par travailleur	20 475	17 112	42 847	38 980
Salaire moyen, suppléments inclus	12 852	9 684	24 205	22 647
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural ⁵ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,46	3,43	5,24	2,39
en % de θ moyen en 1970-1975	95	60	92	42
Taux de croissance de la VAM : changement structural θ	1,76	-0,70	0,42	-0,71
Degré de spécialisation	8,4	8,5	10,1	11,0
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	5 665	4 193	10 773	9 251
312 Fabrication des boissons	1 932	1 576	4 014	3 448
314 Industrie du tabac	649	471	912	909
321 Industrie textile	3 289	1 613	3 314	2 700
322 Articles d'habillement	1 502	753	2 242	1 940
323 Articles en cuir et en fourrure	375	268	614	471
324 Fabrication de chaussures	810	415	781	579
331 Bois et produits du bois	1 258	707	2 164	1 902
332 Meubles et accessoires	1 262	617	1 534	1 259
341 Papier et articles en papier	1 278	947	2 101	1 634
342 Imprimerie et édition	1 506	1 198	4 403	3 973
351 Industrie chimique	2 006	1 737	3 427	2 601
352 Autres produits chimiques	2 506	1 923	5 609	5 057
353 Raffineries de pétrole	1 409	969	1 348	1 032
354 Dérivés du pétrole et du charbon	229	191	383	448
355 Industrie du caoutchouc	955	597	1 490	1 327
356 Ouvrages en matière plastique	1 098	814	2 452	2 207
361 Grès, porcelaines et faïences	346	174	432	307
362 Industrie du verre	640	442	1 128	893
369 Autres produits minéraux non métalliques	2 522	1 617	4 797	3 931
371 Siderurgie	3 255	1 756	3 762	2 587
372 Métaux non ferreux	948	616	1 275	803
381 Ouvrages en métaux	3 720	2 044	5 437	4 531
382 Machines non électriques	3 595	2 226	5 745	5 218
383 Machines électriques	3 669	2 064	5 978	4 875
384 Matériel de transport	4 743	2 776	10 320	10 089
385 Matériel professionnel et scientifique	205	122	375	308
390 Autres industries manufacturières	573	318	870	736

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

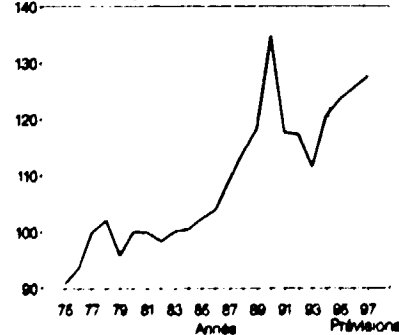
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



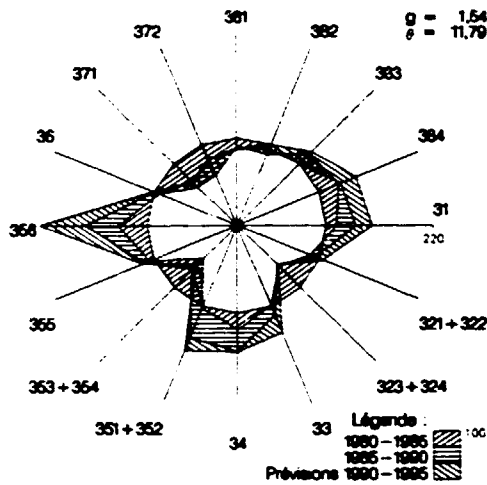
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



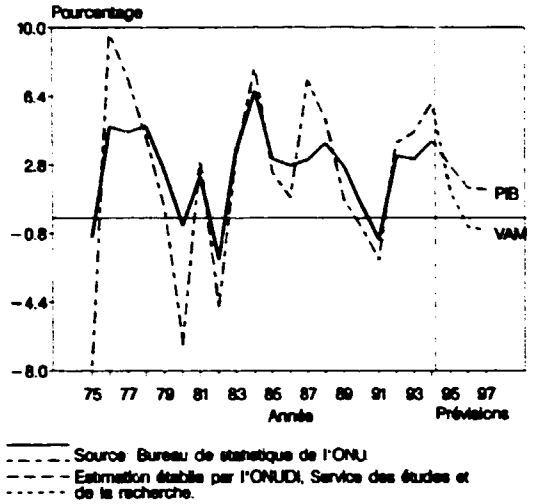
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



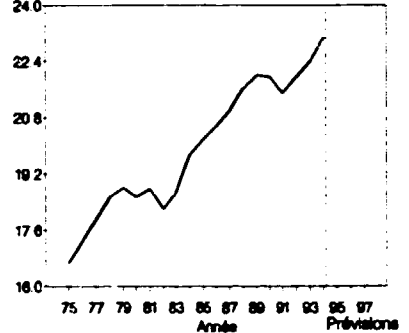
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



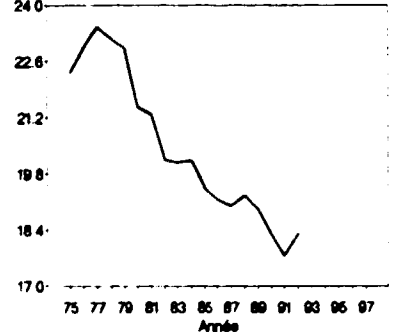
	1980	1985	1990	1993
PIB : ⁰ (en millions de dollars de 1990)	4 223 169	4 813 509	5 489 500	5 779 239
Par habitant ⁰ (en dollars de 1990)	18 542	20 185	21 965	22 407
Part du secteur manufacturier ⁰ (%), prix courants	21,5	19,4	18,3	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁰ (millions de dollars de 1990)	805 788	900 319	1 032 100	1 036 855
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	113	132	137
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	769 899	996 438	1 322 110	1 494 059
Production brute (en millions de dollars)	1 857 094	2 266 692	2 861 330	3 212 962
Emploi (en milliers de personnes)	19 210	17 424	17 502	17 178
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	59	56	54	53
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	21	21	21	20
Excédent brut d'exploitation (%)	21	22	26	26
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	96 673	130 092	163 486	185 804
Valeur ajoutée par travailleur	40 078	57 188	75 541	88 448
Salaires moyen, suppléments inclus	20 044	27 953	33 565	38 257
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,91	3,35	3,29	2,23
en % de θ moyen en 1970-1975	84	96	95	64
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	1,45	0,10	0,77	0,10
Degré de spécialisation	11,9	13,5	12,3	12,5
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	63 460	87 970	119 830	136 782
313 Fabrication des boissons	11 810	16 170	21 140	25 006
314 Industrie du tabac	6 160	11 890	22 560	28 706
321 Industrie textile	23 030	26 910	34 960	40 329
322 Articles d'habillement	19 780	22 150	25 480	28 962
323 Articles en cuir et en fourrure	1 850	1 580	2 210	2 449
324 Fabrication de chaussures	2 950	2 470	2 320	2 528
331 Bois et produits du bois	12 970	15 390	20 930	26 265
332 Meubles et accessoires	9 840	13 250	16 910	19 271
341 Papier et articles en papier	29 790	40 390	57 200	60 920
342 Imprimerie et édition	44 390	73 050	103 180	104 325
351 Industrie chimique	38 920	43 370	73 480	76 798
352 Autres produits chimiques	35 530	54 290	81 770	99 017
353 Raffineries de pétrole	23 010	13 890	22 820	20 461
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2 670	3 450	4 390	5 046
355 Industrie du caoutchouc	8 030	10 970	13 430	14 883
356 Ouvrages en matière plastique	14 540	24 740	37 320	47 678
361 Grès, porcelaines et faïences	1 210	1 300	1 840	2 055
362 Industrie du verre	6 470	7 660	10 080	11 427
369 Autres produits minéraux non métalliques	16 300	19 890	23 980	25 106
371 Sidérurgie	30 780	24 070	31 780	33 790
372 Métaux non ferreux	14 340	11 440	17 510	18 345
381 Ouvrages en métaux	53 180	61 810	70 360	74 810
382 Machines non électriques	102 750	115 550	145 060	155 196
383 Machines électriques	74 850	111 230	112 400	142 051
384 Matériel de transport	81 280	128 220	154 030	152 194
385 Matériel professionnel et scientifique	27 940	40 280	76 520	89 520
390 Autres industries manufacturières	12 060	13 060	18 720	20 146

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

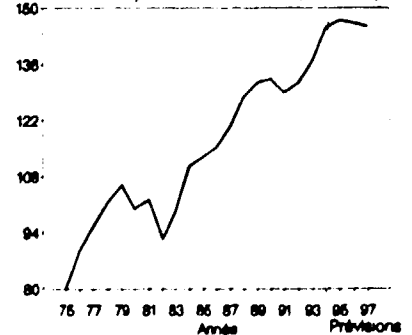
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



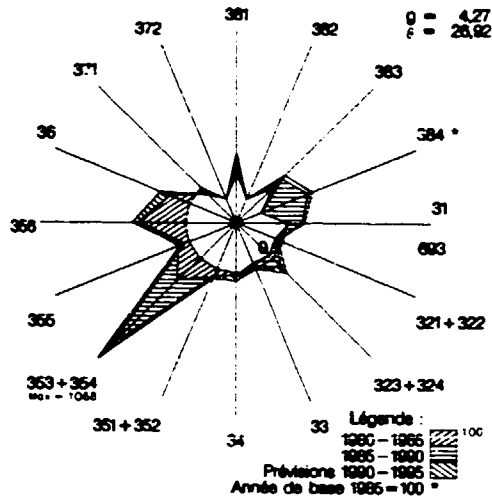
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



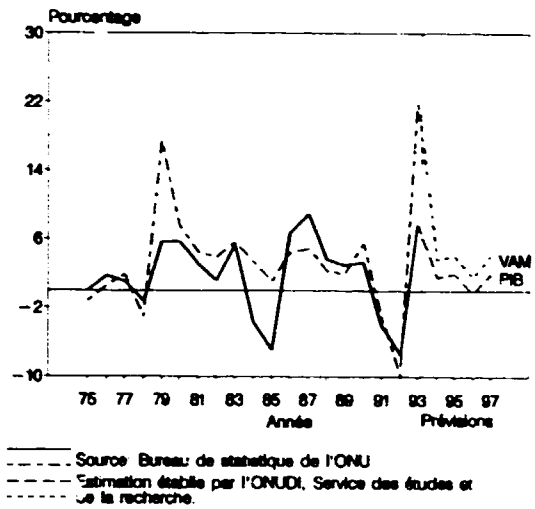
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



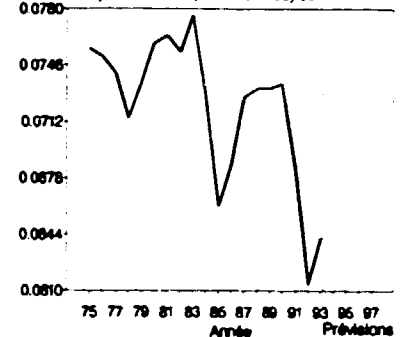
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



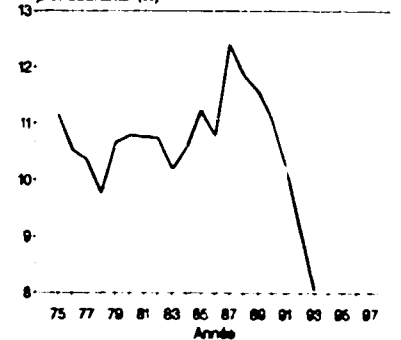
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	2 941	2 897	3 710	3 543
Par habitant (en dollars de 1990)	76	66	73	64
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	10,8	11,2	11,1	8,0
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	260	311	375	398
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	137	153	162
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	273	311	554	620
Production brute (en millions de dollars)	604	741	1 164	1 208
Emploi (en milliers de personnes)	77	88	102	107
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	55	58	52	49
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	9	9	9
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	37	33	39	42
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	7 859	8 385	11 330	11 325
Valeur ajoutée par travailleur	3 551	3 519	5 394	5 637
Salaires moyen, suppléments inclus	642	718	1 018	1 016
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	9,90	5,78	5,13	4,08
en % de θ moyen en 1970-1975	162	95	84	67
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	0,59	0,24	1,56	0,83
Degré de spécialisation	25,8	21,7	25,0	27,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	66	61	107	107
313 Fabrication des boissons	50	76	129	133
314 Industrie du tabac	18	19	45	46
321 Industrie textile	63	37	52	58
322 Articles d'habillement	2	6	8	8
323 Articles en cuir et en fourrure	9	7	20	26
324 Fabrication de chaussures	6	5	8	9
331 Bois et produits du bois	5	3	5	5
332 Meubles et accessoires	1	2	4	4
341 Papier et articles en papier	5	5	4	4
342 Imprimerie et édition	6	9	13	15
351 Industrie chimique	1	1	1	1
352 Autres produits chimiques	8	11	12	12
353 Raffineries de pétrole	12	29	94	139
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	4	7	7	7
356 Ouvrages en matière plastique	2	6	7	7
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	1	2	1	1
369 Autres produits minéraux non métalliques	5	10	13	15
371 Sidérurgie	5	4	5	4
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	4	7	9	9
382 Machines non électriques	-	-	-	-
383 Machines électriques	-	-	-	-
384 Matériel de transport	-	4	9	9
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	-	-	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c



Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)

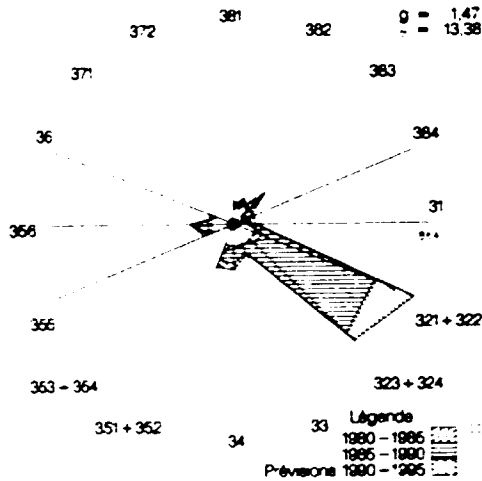


Indice de la production industrielle (1980=100)

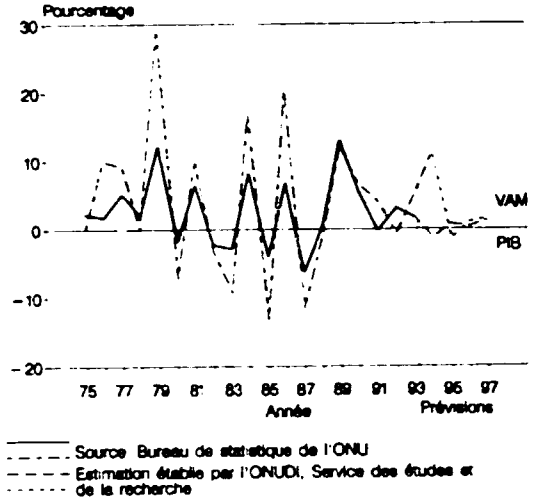


FIG.1

Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée 1980=100)



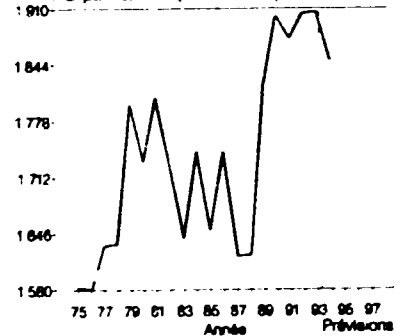
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



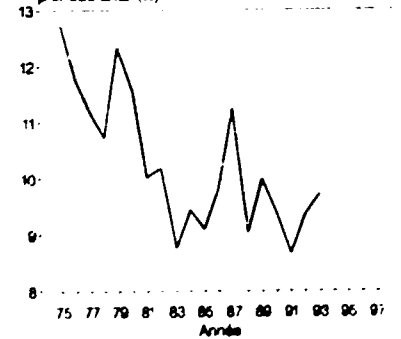
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	1 097	1 153	1 381	1 445
Par habitant (en dollars de 1990)	1 730	1 650	1 902	1 906
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	11,5	9,1	9,4	9,7
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	99	97	122	132
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	94	112	116
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	121	90	142	165
Production brute (en millions de dollars)	489	395	642	763
Emploi (en milliers de personnes)	13	13	21	21
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	75	77	78	78
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	11	13	11	10
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	14	9	12	11
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	37 145	28 787	30 360	35 087
Valeur ajoutée par travailleur	9 230	6 571	6 715	7 599
Salaire moyen, suppléments inclus	4 114	3 990	3 253	3 822
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,75	6,63	5,49	3,07
en % de (i) moyen en 1970-1975	76	133	131	62
Taux de croissance de la VAM - changement structurel (i)	1,43	-0,68	1,41	2,11
Degré de spécialisation	40,4	24,3	27,3	27,4
VALEUR AJOUTÉE (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	71	37	60	69
313 Fabrication des boissons	6	7	11	13
314 Industrie du tabac	2	2	3	3
321 Industrie textile	-	-	-	-
322 Articles d'habillement	2	4	16	21
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	-	-	1	1
331 Bois et produits du bois	7	6	11	12
332 Meubles et accessoires	3	3	3	3
341 Papier et articles en papier	2	2	5	6
342 Imprimerie et édition	4	5	6	7
351 Industrie chimique	-	-	-	-
352 Autres produits chimiques	4	5	7	9
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	1	1	1	1
356 Ouvrages en matière plastique	2	2	3	4
361 Gres, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	6	7	5	6
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	6	4	5	6
382 Machines non électriques	1	1	1	1
383 Machines électriques	-	1	-	-
384 Matériel de transport	4	3	1	2
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	1	1	1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

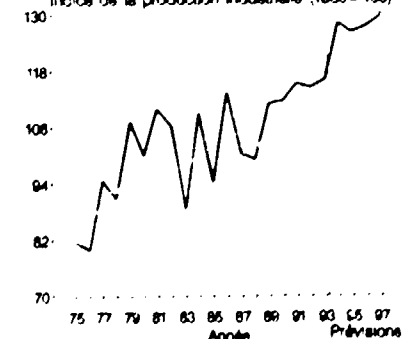
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



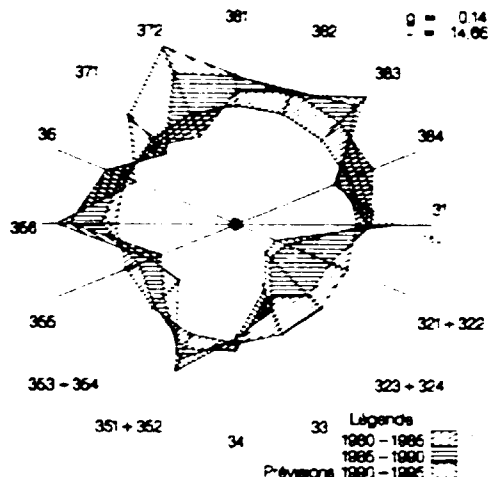
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



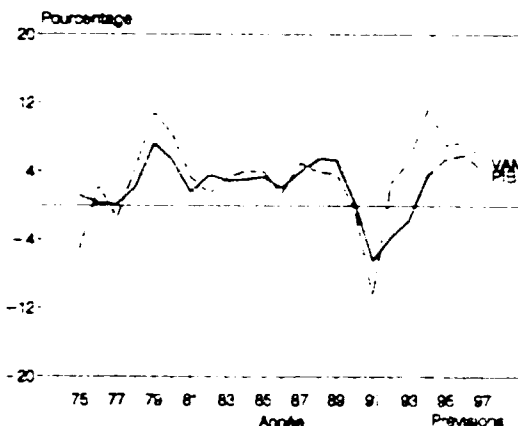
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

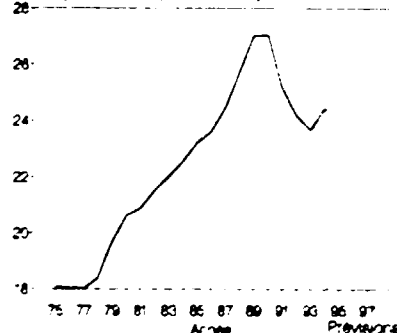


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

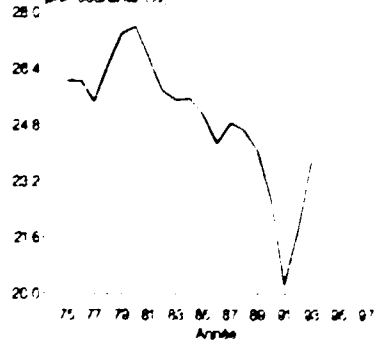
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	98 701	113 888	134 788	119 733
Par habitant (en dollars de 1990)	20 649	23 233	27 023	23 672
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	27,6	25,1	22,7	23,8
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	20 708	24 192	27 558	26 608
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	115	131	127
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	14 343	13 594	26 980	17 153
Production brute (en millions de dollars)	40 839	36 967	74 497	48 279
Emploi (en milliers de personnes)	531	496	432	369
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	65	63	64	64
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	19	20	21	21
Excédent brut d'exploitation (%)	16	17	15	15
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	76 435	74 030	171 573	130 527
Valeur ajoutée par travailleur	26 845	27 223	62 136	50 474
Salaires moyens, suppléments inclus	14 694	14 599	36 744	26 842
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	6,33	5,51	5,48	6,10
en % de (i) moyen en 1970-1975	82	71	71	79
Taux de croissance de la VAM (changement structurel i)	0,58	0,16	-0,08	-0,51
Degré de spécialisation	13,3	13,8	13,8	14,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 Indus. alimentaires	1 402	1 413	2 576	2 013
313 Fabrication des boissons	225	227	666	474
314 Indus. du tabac	46	57	177	106
321 Indus. textile	469	309	386	257
322 Articles d'habillement	499	435	428	175
323 Articles en cuir et en fourrure	54	38	48	27
324 Fabrication de chaussures	134	106	93	52
331 Bois et produits du bois	1 196	652	1 578	773
332 Meubles et accessoires	257	215	515	241
341 Papier et articles en papier	2 088	1 845	3 603	2 391
342 Imprimerie et édition	1 080	1 222	2 113	1 259
351 Indus. chimique	555	561	1 371	921
352 Autres produits chimiques	349	371	707	528
353 Raffineries de pétrole	445	384	674	293
354 Dérivés du pétrole et du charbon	46	47	121	74
355 Indus. du caoutchouc	105	84	133	99
356 Ouvrages en matière plastique	164	168	425	272
361 Grès, porcelaines et faïences	46	40	73	40
362 Indus. du verre	105	78	163	137
369 Autres produits minéraux non métalliques	434	434	1 053	463
371 Siderurgie	544	463	850	822
372 Métaux non ferreux	142	103	363	265
381 Ouvrages en métal	756	768	1 739	1 061
382 Machines non électriques	1 469	1 618	3 355	1 930
383 Machines électriques	694	764	1 832	1 294
384 Matériel de transport	823	915	1 405	840
385 Matériel professionnel et scientifique	110	166	344	292
390 Autres indus. manufacturières	107	112	168	139

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) / a

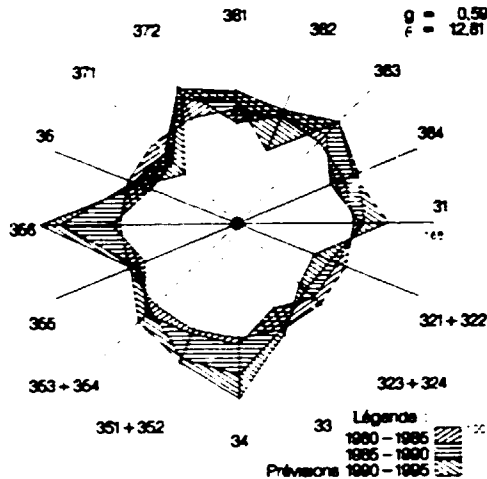
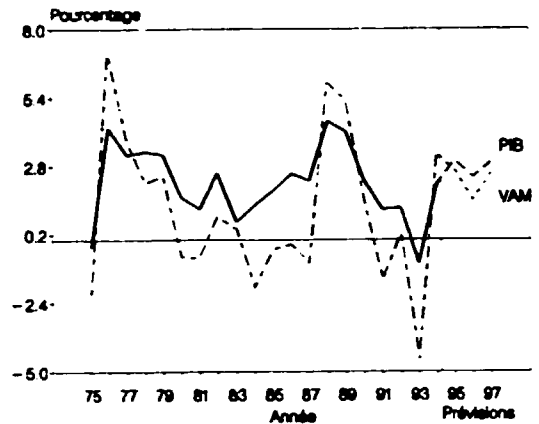


Part du secteur manufacturier au PIB
prix courants (%)



Indice de la production industrielle (1980=100)

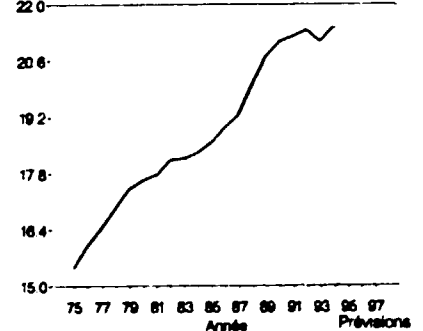
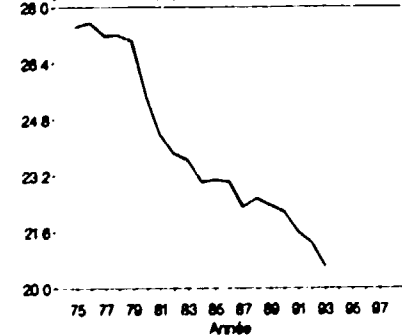
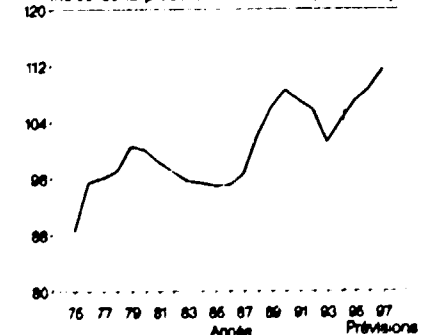


Changements structurels dans l'industrie
 (Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)

Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
 (Prix constants de 1980)


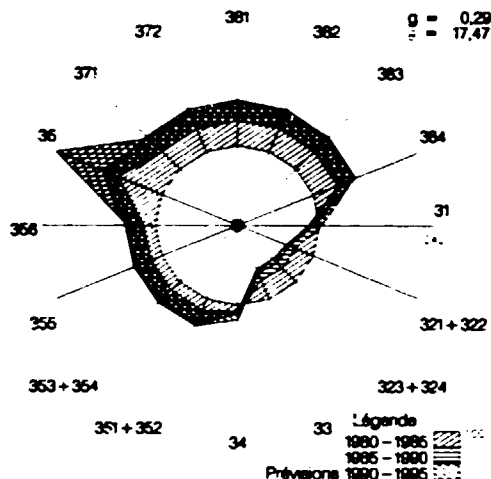
Source Bureau de statistique de l'ONU
 Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	950 201	1 024 667	1 194 761	1 212 013
Par habitant (en dollars de 1990)	17 635	18 573	21 055	21 076
Part du secteur manufacturier (%), prix courants	25,5	23,1	22,2	20,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	231 229	227 454	254 641	239 928
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	95	109	101
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	161 552	115 474	257 284	248 514
Production brute (en millions de dollars)	453 636	326 406	681 401	632 784
Emploi (en milliers de personnes)	5 103	4 579	4 389	4 025
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	65	62	61
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	24	23	22	24
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	11	12	16	16
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	84 523	67 851	148 266	150 185
Valeur ajoutée par travailleur	30 101	24 004	56 000	59 012
Salaires moyen, suppléments inclus	21 643	16 725	33 967	37 305
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,70	2,83	2,84	2,84
en % de θ moyen en 1970-1975	87	62	58	62
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	0,47	-0,14	0,97	-0,10
Degré de spécialisation	10,4	11,1	11,1	11,4
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	15 952	12 825	25 556	28 663
313 Fabrication des boissons	3 486	2 268	5 382	6 424
314 Industrie du tabac	1 497	948	1 919	2 574
321 Industrie textile	6 130	4 233	7 666	6 086
322 Articles d'habillement	4 742	3 104	5 807	5 533
323 Articles en cuir et en fourrure	757	527	1 130	888
324 Fabrication de chaussures	1 411	929	1 420	1 436
331 Bois et produits du bois	2 888	1 704	4 183	3 972
332 Meubles et accessoires	2 846	1 632	3 973	4 506
341 Papier et articles en papier	3 592	2 817	6 823	5 490
342 Imprimerie et édition	6 666	5 069	12 500	15 459
351 Industrie chimique	6 462	4 669	10 873	7 324
352 Autres produits chimiques	6 302	4 996	12 427	15 003
353 Raffineries de pétrole	9 973	8 127	15 129	17 109
354 Dérivés du pétrole et du charbon	118	83	177	179
355 Industrie du caoutchouc	2 483	1 544	3 341	3 336
356 Ouvrages en matière plastique	3 083	2 415	6 663	6 719
361 Grès, porcelaines et faïences	639	406	1 000	986
362 Industrie du verre	2 170	1 365	3 090	2 744
369 Autres produits minéraux non métalliques	5 653	3 153	7 523	6 792
371 Sidérurgie	6 741	3 788	8 434	5 528
372 Métaux non ferreux	2 479	2 340	4 534	4 061
381 Ouvrages en métaux	12 119	7 792	20 097	18 274
382 Machines non électriques	16 245	11 998	24 821	19 635
383 Machines électriques	14 411	11 491	25 771	25 744
384 Matériel de transport	17 733	11 316	28 618	25 718
385 Matériel professionnel et scientifique	2 206	1 752	4 109	3 800
390 Autres industries manufacturières	2 772	2 178	4 319	4 521

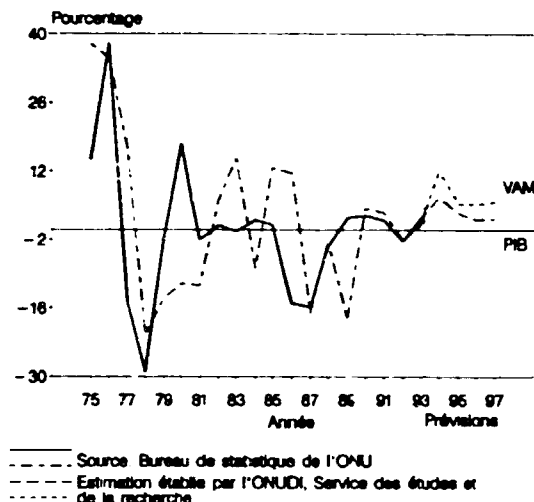
Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c

Part du secteur manufacturier au PIB,
 prix courants (%)

Indice de la production industrielle (1980=100)


Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



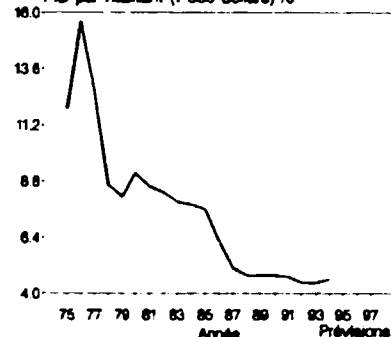
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



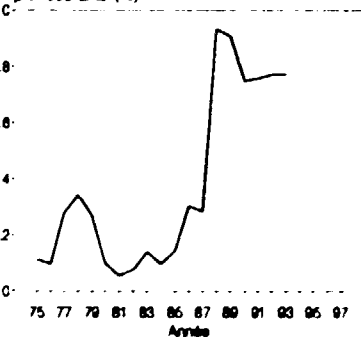
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	7 369	7 484	5 456	5 565
Par habitant (en dollars de 1990)	9 142	7 598	4 761	4 459
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	5,1	5,6	12,2	12,5
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	740	825	631	646
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	126	135	138
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	224	152	283	
Production brute (en millions de dollars)	690	511	945	
Emploi (en milliers de personnes)	18	18	16	16
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	68	70	70	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	16	17	19	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	16	13	11	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	38 481	28 767	60 147	
Valeur ajoutée par travailleur	12 470	8 792	18 313	
Salaires moyen, suppléments inclus	6 283	4 948	11 775	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	13,61	5,35	2,32	1,16
en % de i) moyen en 1970-1975	164	64	28	14
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	0,14	0,45	-1,55	-0,34
Degré de spécialisation	21,0	16,2	15,8	15,9
VALEUR AJOUTÉE (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	18	14	27	
313 Fabrication des boissons	19	11	20	
314 Industrie du tabac	17	10	17	
321 Industrie textile	3	1	3	
322 Articles d'habillement	5	2	5	
323 Articles en cuir et en fourrure	1	-	1	
324 Fabrication de chaussures	1	-	1	
331 Bois et produits du bois	64	29	52	
332 Meubles et accessoires	9	4	7	
341 Papier et article en papier	2	1	3	
342 Imprimerie et édition	3	2	4	
351 Industrie chimique	6	5	10	
352 Autres produits chimiques	3	2	4	
353 Raffineries de pétrole	13	15	29	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	-	
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	
362 Industrie du verre	1	1	2	
369 Autres produits minéraux non métalliques	8	12	17	
371 Sidérurgie	3	3	5	
372 Métaux non ferreux	3	3	5	
381 Ouvrages en métaux	13	12	24	
382 Machines non électriques	2	2	3	
383 Machines électriques	8	7	14	
384 Matériel de transport	11	10	20	
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	1	
390 Autres industries manufacturières	5	5	9	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c



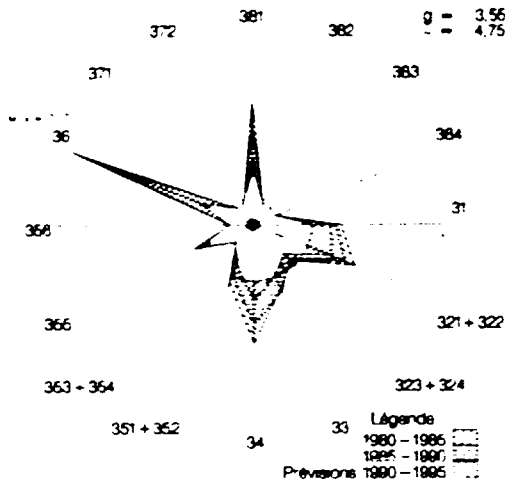
Parti du secteur manufacturier au PIB
prix courants (%)



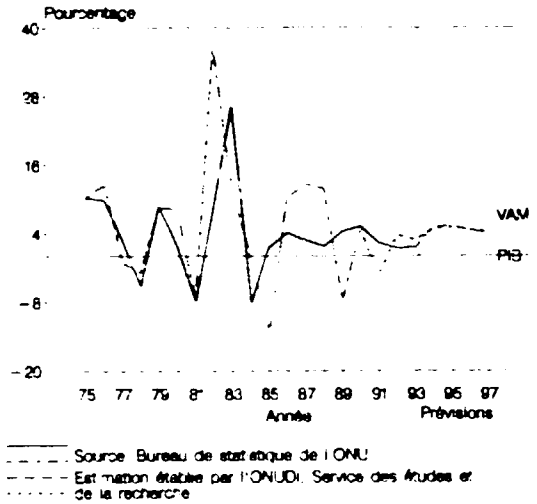
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée 1980=100)



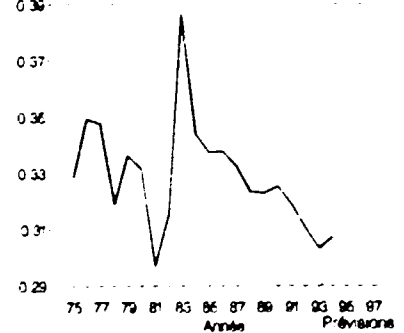
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	212	251	300	316
Par habitant (en dollars de 1990)	331	338	325	303
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	3,6	7,7	5,4	6,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	10	13	17	17
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	119	161	166
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	11	9	16	20
Production brute (en millions de dollars)	30	41	57	68
Emploi (en milliers de personnes)	2	3	3	3
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	62	77	71	71
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	10	7	8	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	28	16	21	21
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	16 115	13 506	16 382	17 823
Valeur ajoutée par travailleur	6 094	3 086	4 908	5 503
Salare moyen, suppléments inclus	1 566	1 115	1 630	1 934
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	17,04	9,66	3,80	3,50
en % de (i) moyen en 1970-1975	1 365	774	304	280
Taux de croissance de la VAM / changement structurel (i)	1,31	-0,01	1,76	1,10
Degré de spécialisation	36,7	32,4	29,4	30,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	3	4	5	6
313 Fabrication des boissons	1	1	2	3
314 Industrie du tabac	-	-	-	-
321 Industrie textile	-	-	-	1
322 Articles d'habillement	-	-	-	-
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	-	-	-	-
331 Bois et produits du bois	-	-	-	-
332 Meubles et accessoires	1	1	1	1
341 Papier et articles en papier	-	-	-	1
342 Imprimerie et édition	-	-	-	-
351 Industrie chimique	-	-	-	-
352 Autres produits chimiques	-	-	-	-
353 Raffinerie de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	-	-
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	-	-	-	-
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	-	-	1	-
382 Machines non électriques	-	-	-	-
383 Machines électriques	-	-	-	-
384 Matériel de transport	-	-	-	-
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	6	2	6	7

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

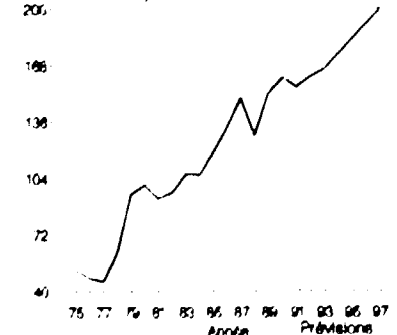
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



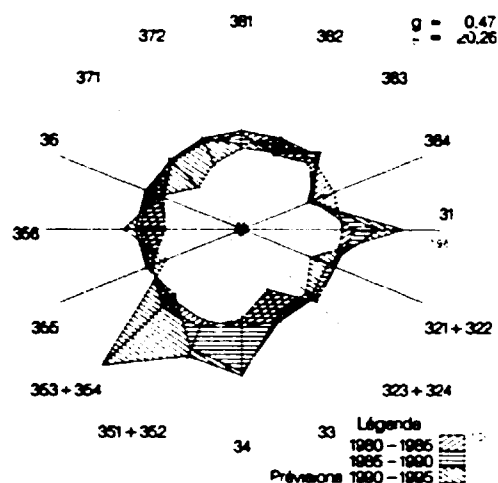
Part du secteur manufacturier au PIB
(prix courants (%))



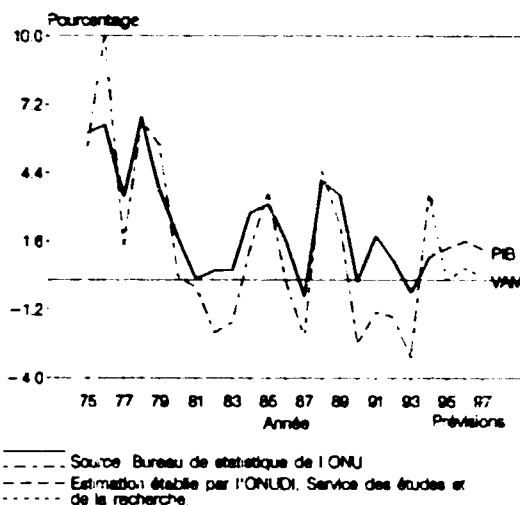
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



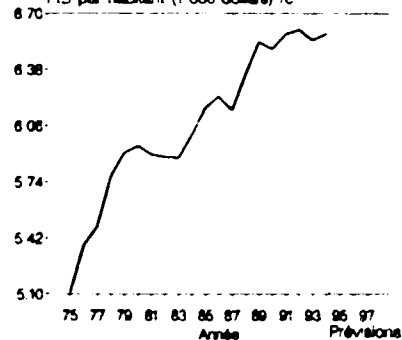
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



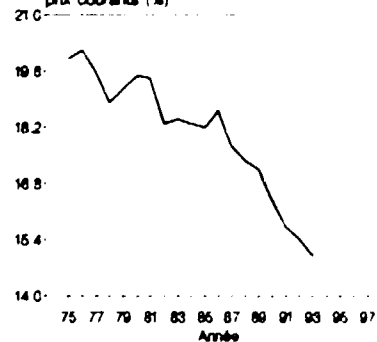
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	57 305	61 238	66 532	67 963
Par habitant (en dollars de 1990)	5 943	6 164	6 499	6 549
Part du secteur manufacturier (%)	19,5	18,2	16,4	15,0
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	9 362	9 405	9 534	8 972
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	98	99	94
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	6 129	4 644	9 291	9 830
Production brute (en millions de dollars)	20 906	16 937	29 649	28 167
Emploi (en milliers de personnes)	378	352	346	309
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	71	73	69	65
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	14	15	17	17
Excédent brut d'exploitation (%)	15	12	15	17
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	55 275	48 081	85 619	91 174
Valeur ajoutée par travailleur	16 204	13 184	26 837	31 820
Salaire moyen, suppléments inclus	7 964	7 281	14 319	15 917
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	2,82 44	4,77 75	5,71 90	4,86 77
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	2,21	-0,09	0,35	-0,05
Degré de spécialisation	11,8	12,5	11,3	12,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	731	631	1 349	1 690
313 Fabrication des boissons	233	217	474	592
314 Industrie du tabac	138	114	280	367
321 Industrie textile	987	762	1 109	946
322 Articles d'habillement	283	235	552	528
323 Articles en cuir et en fourrure	46	38	68	71
324 Fabrication de chaussures	76	61	100	94
331 Bois et produits du bois	138	65	176	173
332 Meubles et accessoires	54	34	93	96
341 Papier et articles en papier	118	94	272	298
342 Imprimerie et édition	155	99	289	314
351 Industrie chimique	180	192	290	214
352 Autres produits chimiques	314	223	628	759
353 Raffineries de pétrole	152	140	217	505
354 Dérivés du pétrole et du charbon	31	19	27	44
355 Industrie du caoutchouc	58	44	84	70
356 Ouvrages en matière plastique	186	109	276	325
361 Grès, porcelaines et faïences	61	43	73	63
362 Industrie du verre	49	23	49	44
369 Autres produits minéraux non métalliques	414	276	641	587
371 Sidérurgie	200	153	280	173
372 Métaux non ferreux	245	184	347	254
381 Ouvrages en métaux	365	276	349	438
382 Machines non électriques	125	81	178	159
383 Machines électriques	295	219	441	494
384 Matériel de transport	453	268	488	474
385 Matériel professionnel et scientifique	8	5	16	18
390 Autres industries manufacturières	31	39	47	43

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

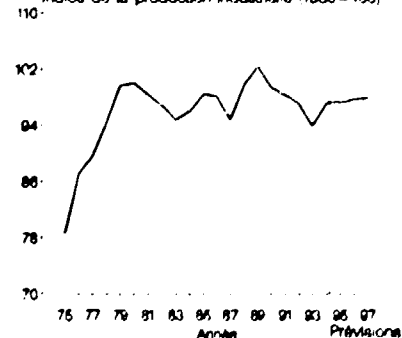
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



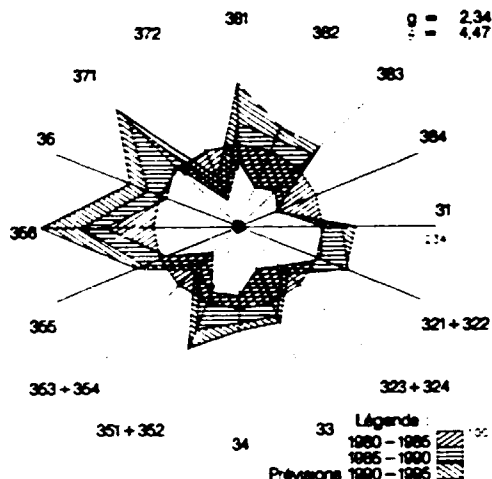
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



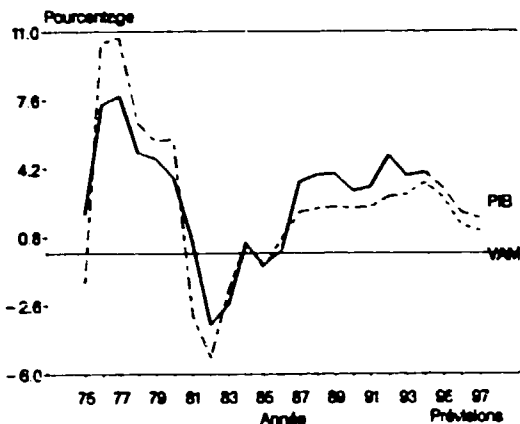
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

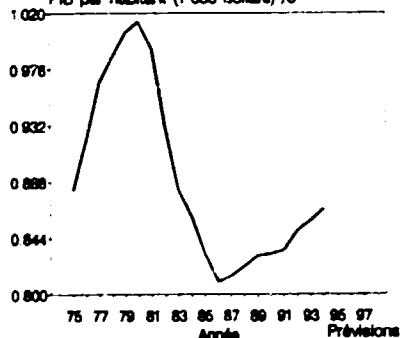


Source Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

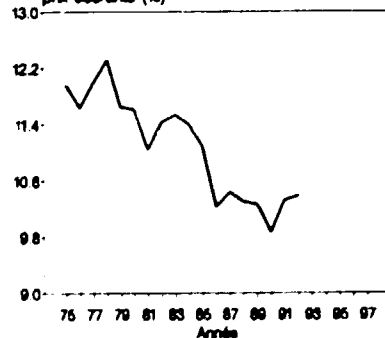
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	7 012	6 627	7 650	8 605
Par habitant (en dollars de 1990)	1 014	832	832	858
Part du secteur manufacturier (%)	11,6	11,1	9,9	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	772	694	761	824
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	91	100	108
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	794	907	846	1 193
Production brute (en millions de dollars)	1 962	2 195	2 057	2 873
Emploi (en milliers de personnes)	8,2	7,3	9,3	10,0
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	60	59	59	58
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	10	10	8	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	30	31	33	33
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	23 189	28 305	20 364	26 346
Valeur ajoutée par travailleur	9 359	11 690	8 378	10 941
Salaires moyen, suppléments inclus	2 470	3 079	1 874	2 420
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,01	6,86	4,79	0,68
en % de θ moyen en 1970-1975	88	120	84	12
Taux de croissance de la VAM changement structural θ	0,73	-0,22	1,79	3,71
Degré de spécialisation	20,4	24,5	23,0	23,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	204	276	253	356
313 Fabrication des boissons	91	89	50	72
314 Industrie du tabac	14	15	20	26
321 Industrie textile	45	71	52	67
322 Articles d'habillement	19	13	24	31
323 Articles en cuir et en fourrure	3	3	3	5
324 Fabrication de chaussures	15	13	7	11
331 Bois et produits du bois	10	7	9	13
332 Meubles et accessoires	4	3	5	6
341 Papier et articles en papier	19	21	1	19
342 Imprimerie et édition	34	34	38	53
351 Industrie chimique	28	28	29	41
352 Autres produits chimiques	110	121	130	190
353 Résines de pétrole	14	8	8	12
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	-	-	1
355 Industrie du caoutchouc	21	24	22	30
356 Ouvrages en matière plastique	19	37	30	46
361 Gres, porcelaines et faïences	2	8	6	9
362 Industrie du verre	22	17	14	20
369 Autres produits minéraux non métalliques	34	41	38	55
371 Sidérurgie	16	21	25	35
372 Métaux non ferreux	1	-	-	1
381 Ouvrages en métaux	23	23	25	40
382 Machines non électriques	6	4	6	8
383 Machines électriques	25	19	27	37
384 Matériel de transport	8	5	3	4
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	2	2
390 Autres industries manufacturières	4	3	4	5

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

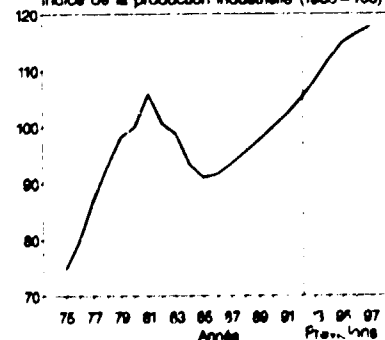
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



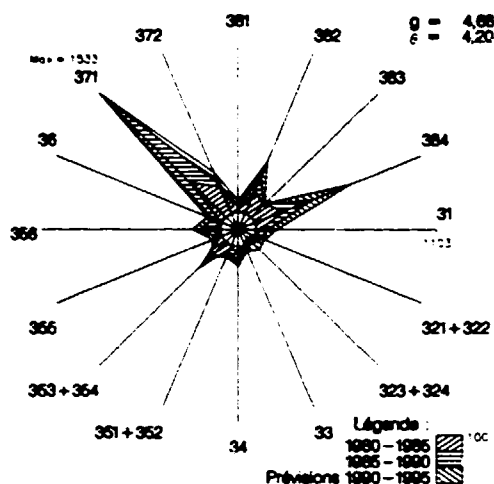
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



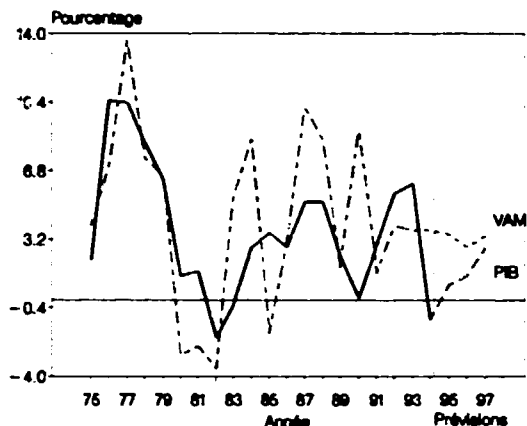
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

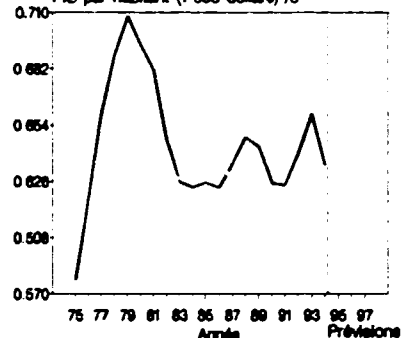


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

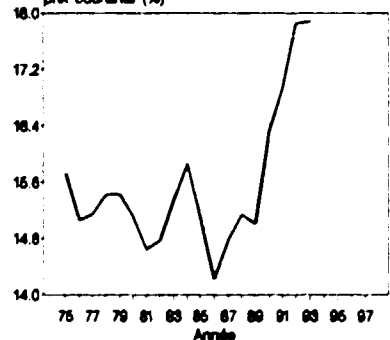
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	2 476	2 617	3 049	3 518
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	694	625	625	660
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	15,1	15,1	16,3	17,9
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	308	326	443	484
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	141	225	345
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	288	493	472	513
Production brute (en millions de dollars)	1 028	1 611	1 547	1 585
Emploi (en milliers de personnes)	55	64	89	136
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation interne : ⁵⁾ (%)	72	69	69	68
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	11	13	12	13
Excédent brut d'exploitation (%)	17	18	19	20
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	18 658	25 167	17 332	11 668
Valeur ajoutée par travailleur	5 222	7 707	6 248	5 615
Salaires moyen, suppléments inclus	2 128	3 173	2 066	1 499
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel 0 (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de 0 moyen en 1970-1975	2,18	4,10	2,91	2,06
Taux de croissance de la VAM / changement structurel 0	2,66	1,05	1,87	2,98
Degré de spécialisation	25,0	22,4	24,2	26,2
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	75	129	148	179
313 Fabrication des boissons	61	78	73	71
314 Industrie du tabac	19	42	33	42
321 Industrie textile	13	13	16	17
322 Articles d'habillement	6	14	11	9
323 Articles en cuir et en fourrure	3	2	3	3
324 Fabrication de chaussures	2	2	3	4
331 Bois et produits du bois	20	30	22	22
332 Meubles et accessoires	5	8	7	7
341 Papier et articles en papier	4	9	11	12
342 Imprimerie et édition	8	13	11	12
351 Industrie chimique	1	2	2	2
352 Autres produits chimiques	12	20	18	20
353 Raffineries de pétrole	9	38	23	19
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	6	8	7	7
356 Ouvrages en matière plastique	8	18	18	19
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Indust. le du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	17	24	27	30
371 Sidérurgie	-	1	3	3
372 Métaux non ferreux	-	1	1	1
381 Ouvrages en métaux	13	21	18	19
382 Machines non électriques	1	3	4	4
383 Machines électriques	3	8	6	5
384 Matériel de transport	-	2	2	2
385 Matériel professionnel et scientifique	-	1	1	1
390 Autres industries manufacturières	1	5	5	5

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

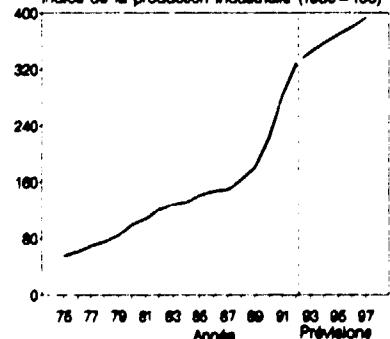
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



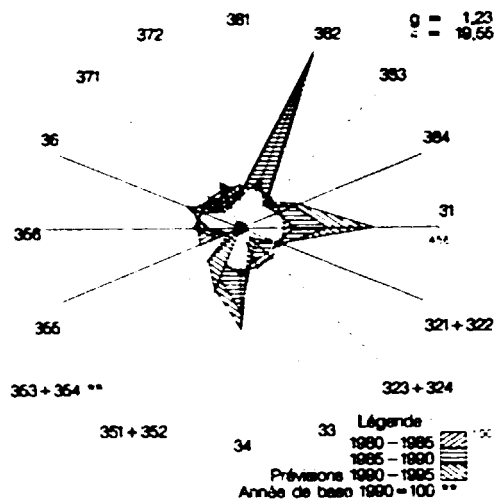
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



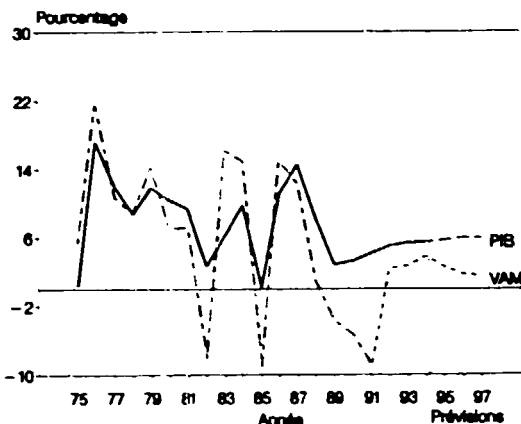
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

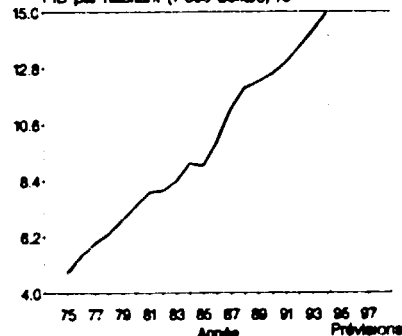


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONU/ID. Service des études et de la recherche.

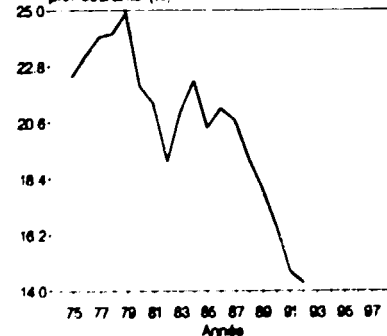
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	37 318	48 997	71 649	82 591
Par habitant (en dollars de 1990)	7 406	8 980	12 559	14 218
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	22,0	20,4	16,5	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	8 346	9 974	11 826	11 304
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	131	185	191
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	7 343	6 582	12 034	15 496
Production brute (en millions de dollars)	22 187	22 835	41 513	53 940
Emploi (en milliers de personnes)	937	908	763	662
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	67	71	71	71
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	18	19	17	16
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	15	10	12	13
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	23 686	25 140	54 430	81 530
Valeur ajoutée par travailleur	7 840	7 246	15 779	23 442
Salaires moyens, suppléments inclus	4 239	4 808	9 161	13 220
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	4,55	4,42	5,33	3,61
en % de (i) moyen en 1970-1975	66	64	78	53
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	3,20	-0,35	0,95	-0,49
Degré de spécialisation	24,2	22,6	21,3	20,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	161	171	397	583
313 Fabrication des boissons	99	125	200	247
314 Industrie du tabac	81	127	394	880
321 Industrie textile	1 027	964	1 801	2 234
322 Articles d'habillement	1 920	1 594	2 455	2 845
323 Articles en cuir et en fourrure	43	26	38	32
324 Fabrication de chaussures	59	62	35	28
331 Bois et produits du bois	45	32	38	30
332 Meubles et accessoires	62	54	56	68
341 Papier et articles en papier	110	90	275	412
342 Imprimerie et édition	290	350	877	1 205
351 Industrie chimique	40	36	64	137
352 Autres produits chimiques	77	71	153	189
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	13	15
355 Industrie du caoutchouc	29	17	16	16
356 Ouvrages en matière plastique	563	612	759	787
361 Grès, porcelaines et faïences	5	3	6	4
362 Industrie du verre	10	17	19	31
369 Autres produits minéraux non métalliques	55	47	95	133
371 Siderurgie	31	17	44	37
372 Métaux non ferreux	35	20	40	73
381 Ouvrages en métaux	638	460	716	942
382 Machines non électriques	186	236	1 077	1 435
383 Machines électriques	987	752	1 153	1 563
384 Matériel de transport	176	157	333	447
385 Matériel professionnel et scientifique	362	269	536	631
390 Autres industries manufacturières	250	273	432	491

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

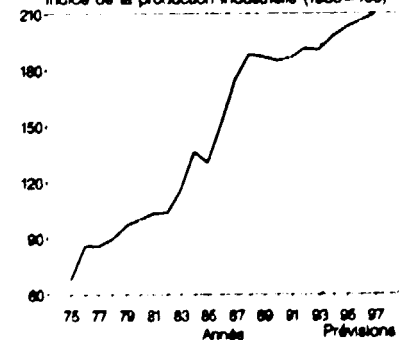
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



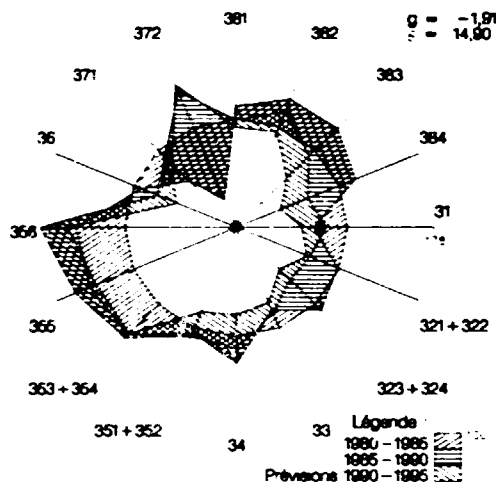
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



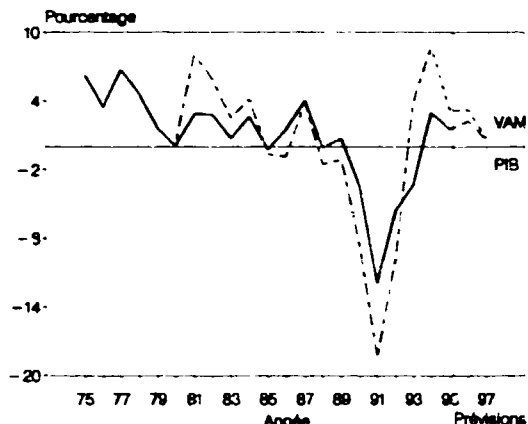
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

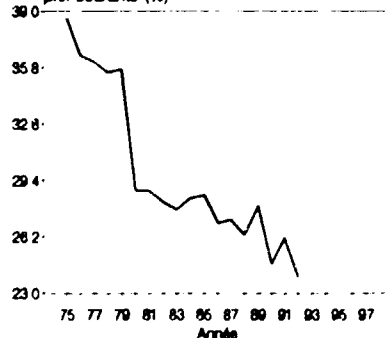
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	29 517	32 206	33 056	26 614
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	2 757	3 044	3 189	2 607
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	28,8	28,6	24,7	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	6 236	7 562	6 906	5 278
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	112	104	74
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	5 907	5 356	7 839	7 984
Production brute (en millions de dollars)	24 898	21 690	25 081	17 343
Emploi (en milliers de personnes)	1 384	1 278	1 117	825
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	76	75	69	54
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	8	11	16
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	16	16	20	30
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	17 990	16 972	22 454	20 964
Valeur ajoutée par travailleur	4 268	4 191	7 018	9 675
Salaires moyen, suppléments inclus	1 437	1 403	2 495	3 387
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,34	4,99	6,75	3,52
en % de θ moyen en 1970-1975	105	98	123	69
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	-1,29	0,05	-0,19	-1,53
Degré de spécialisation	9,9	10,9	9,5	8,9
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	555	281	583	569
313 Fabrication des boissons	83	107	138	143
314 Industrie du tabac	27	28	42	40
321 Industrie textile	353	325	355	395
322 Articles d'habillement	194	158	202	243
323 Articles en cuir et en fourrure	48	39	42	43
324 Fabrication de chaussures	79	85	82	85
331 Bois et produits du bois	81	42	89	101
332 Meubles et accessoires	101	92	132	144
341 Papier et articles en papier	94	106	125	115
342 Imprimerie et édition	83	94	155	150
351 Industrie chimique	417	320	558	533
352 Autres produits chimiques	242	303	467	476
353 Raffineries de pétrole	153	193	313	365
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	2	4	5
355 Industrie du caoutchouc	55	71	124	138
356 Ouvrages en matière plastique	61	80	155	167
361 Grès, porcelaines et faïences	57	46	63	58
362 Industrie du verre	70	71	87	93
369 Autres produits minéraux non métalliques	204	161	217	209
371 Sidérurgie	370	200	480	530
372 Métaux non ferreux	215	54	415	503
381 Ouvrages en métaux	214	215	303	338
382 Machines non électriques	497	569	817	795
383 Machines électriques	655	758	867	791
384 Matériel de transport	486	507	483	478
385 Matériel professionnel et scientifique	272	287	390	369
390 Autres industries manufacturières	237	164	152	156

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

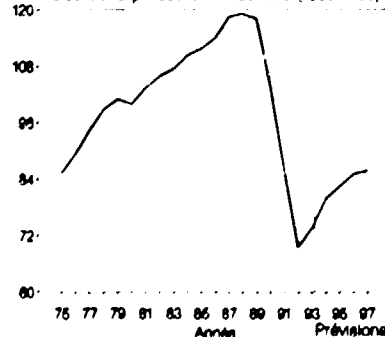
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



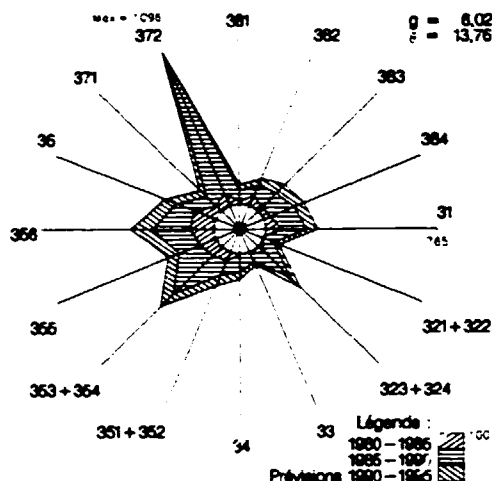
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



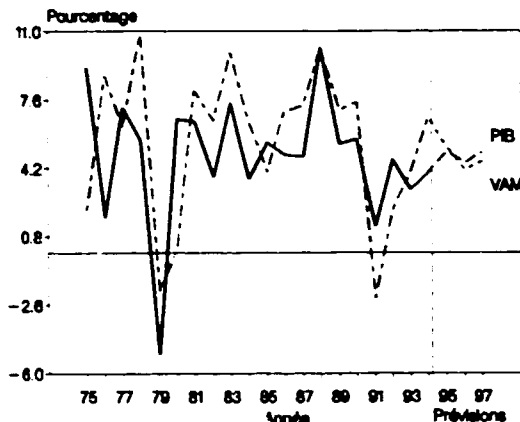
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indices de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

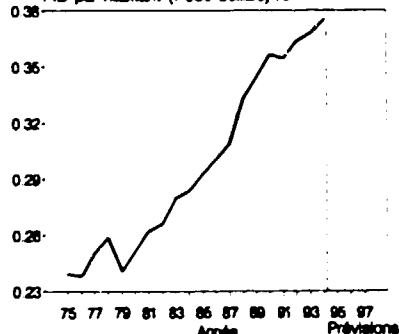


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

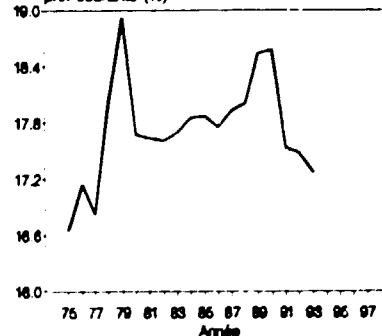
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁰ (en millions de dollars de 1990)	173 216	224 966	303 282	331 461
Par habitant : ¹⁰ (en dollars de 1990)	251	293	357	368
Part du secteur manufacturier : ¹¹ (%), prix courants	17,7	17,9	18,6	17,3
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ¹² (millions de dollars de 1990)	24 608	34 472	50 174	52 069
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	129	181	187
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	13 086	15 526	25 097	20 773
Production brute (en millions de dollars)	71 387	88 304	140 511	123 015
Emploi (en milliers de personnes)	6 992	6 578	7 299	7 725
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	82	82	82	83
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	11	10	8	8
Excédent brut d'exploitation (%)	8	8	10	9
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	10 210	13 423	19 250	15 962
Valeur ajoutée par travailleur	1 872	2 360	3 438	2 686
Salaires moyen, suppléments inclus	1 079	1 298	1 592	1 230
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	4,85	7,59	8,02	4,43
en % de θ moyen en 1970-1975	83	130	137	76
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	0,42	0,68	1,20	1,51
Degré de spécialisation	19,3	16,9	15,3	15,5
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	899	1 436	2 212	1 772
313 Fabrication des boissons	99	135	246	199
314 Industrie du tabac	196	230	429	383
321 Industrie textile	2 642	2 135	3 264	2 759
322 Articles d'habillement	62	87	316	233
323 Articles en cuir et en fourrure	48	52	123	100
324 Fabrication de chaussures	37	52	104	84
331 Bois et produits du bois	74	73	102	84
332 Meubles et accessoires	8	7	8	6
341 Papier et articles en papier	296	233	574	466
342 Imprimerie et édition	256	280	340	276
351 Industrie chimique	778	1 200	1 833	1 569
352 Autres produits chimiques	1 062	1 148	1 644	1 410
353 Raffineries de pétrole	203	344	1 072	865
354 Dérivés du pétrole et du charbon	151	152	149	133
355 Industrie du caoutchouc	234	363	566	454
356 Ouvrages en matière plastique	93	166	297	248
381 Grès, porcelaines et faïences	47	27	53	45
362 Industrie du verre	67	101	111	91
369 Autres produits minéraux non métalliques	399	775	1 122	916
371 Sidérurgie	1 489	1 790	2 551	2 151
372 Métaux non ferreux	81	115	654	579
381 Ouvrages en métaux	421	425	614	489
382 Machines non électriques	1 130	1 508	2 011	1 557
383 Machines électriques	1 061	1 201	2 009	1 735
384 Matériel de transport	1 088	1 231	2 374	1 948
385 Matériel professionnel et scientifique	92	118	185	142
390 Autres industries manufacturières	72	148	92	79

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

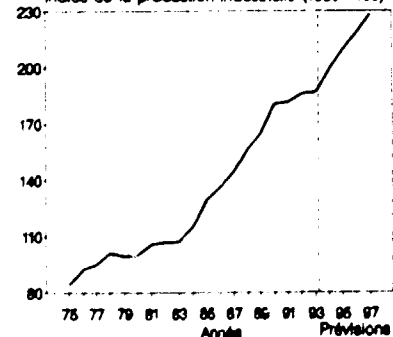
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



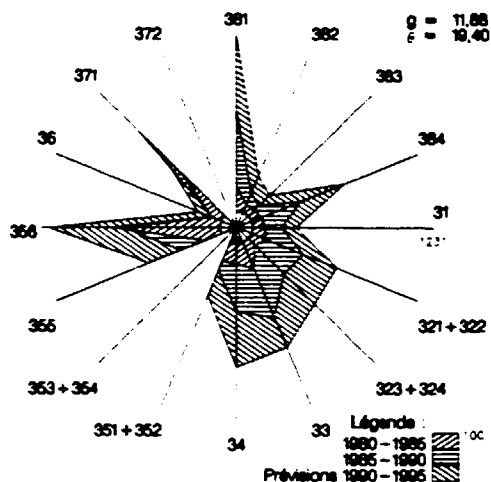
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



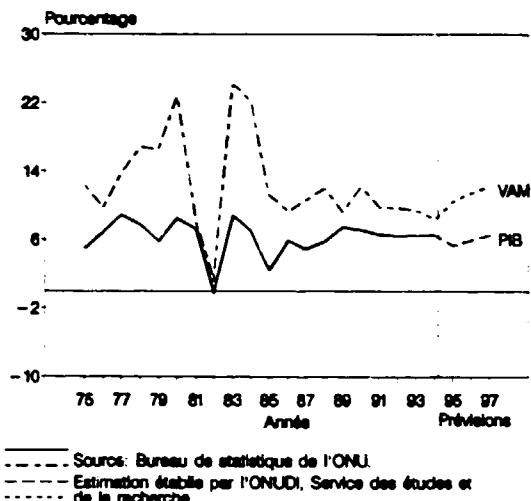
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



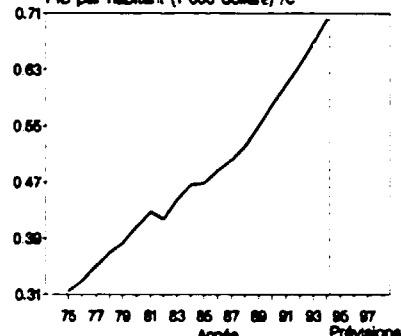
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



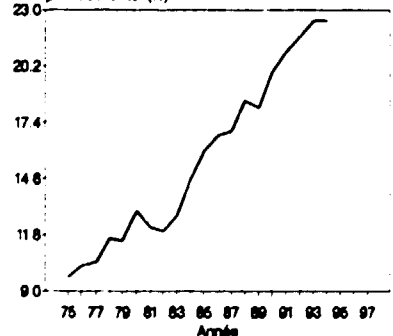
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	61 524	78 453	106 141	128 278
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	408	469	581	669
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	13,0	16,0	19,9	22,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	6 923	12 730	21 115	27 824
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	118	192	231
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	3 389	5 487	10 155	13 981
Production brute (en millions de dollars)	10 875	20 734	35 900	50 904
Emploi (en milliers de personnes)	963	1 672	2 366	2 810
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	69	69	72	73
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	7	7	6	6
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	25	24	22	21
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	11 222	12 308	15 077	18 016
Valeur ajoutée par travailleur	3 497	3 850	4 265	4 949
Salaires moyen, suppléments inclus	743	921	925	1 128
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1975-1975	11,84	10,79	6,90	4,33
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	1,06	1,61	1,82	2,04
Degré de spécialisation	17,6	14,0	15,2	14,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	378	870	1 219	1 784
313 Fabrication des boissons	51	77	76	116
314 Industrie du tabac	649	741	1 101	1 195
321 Industrie textile	420	687	1 304	1 940
322 Articles d'habillement	15	105	257	325
323 Articles en cuir et en fourrure	5	14	14	22
324 Fabrication de chaussures	26	31	90	139
331 Bois et produits du bois	239	612	1 165	1 460
332 Meubles et accessoires	6	18	42	52
341 Papier et articles en papier	43	110	256	394
342 Imprimerie et édition	51	92	148	227
351 Industrie chimique	145	385	451	694
352 Autres produits chimiques	241	430	461	700
353 Raffineries de pétrole				
354 Dérivés du pétrole et du charbon				
355 Industrie du caoutchouc	164	328	486	745
356 Ouvrages en matière plastique	25	175	140	216
361 Grès, porcelaines et faïences	8	24	47	71
362 Industrie du verre	38	98	55	74
369 Autres produits minéraux non métalliques	200	262	220	327
371 Sidérurgie	107	469	735	605
372 Métaux non ferreux				
381 Ouvrages en métaux	118	278	697	1 076
382 Machines non électriques	53	78	102	152
383 Machines électriques	180	246	276	414
384 Matériel de transport	217	331	740	1 153
385 Matériel professionnel et scientifique	2	4	7	11
390 Autres industries manufacturières	13	24	61	91

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

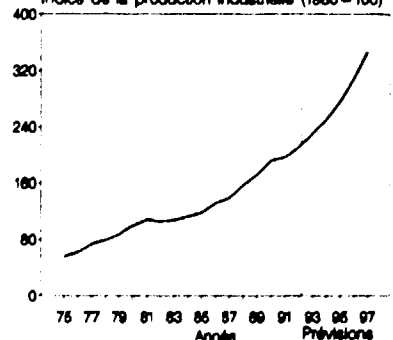
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



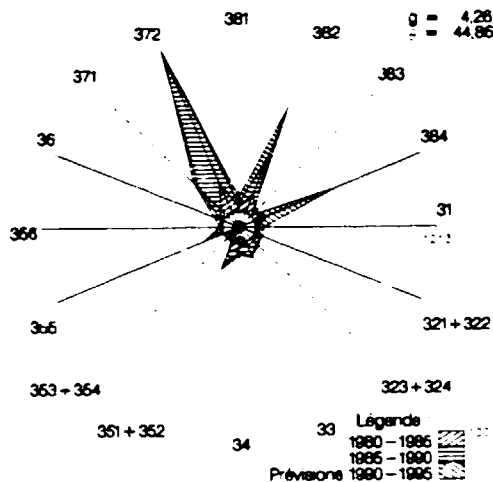
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



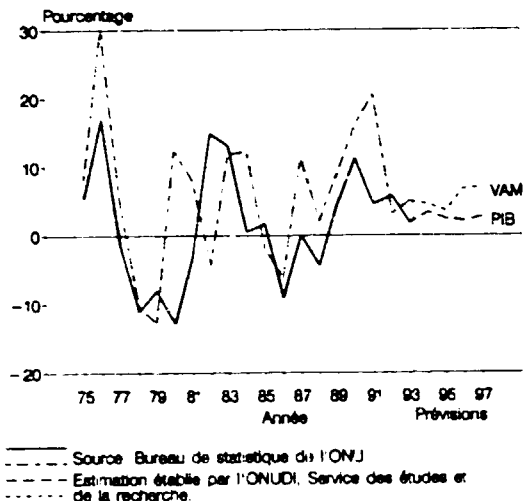
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



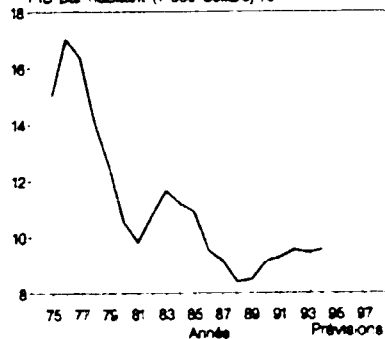
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



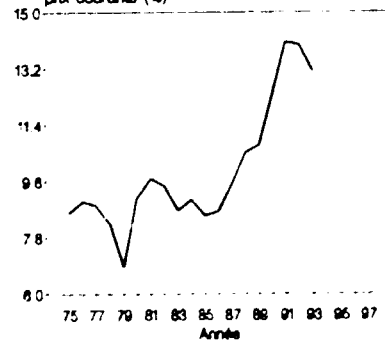
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	413 554	532 799	538 132	605 980
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	10 535	10 892	9 129	9 443
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	9,1	8,5	12,3	13,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	38 048	48 338	64 819	84 684
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	139	159	208
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	8 186	12 235	48 791	5 892
Production brute (en millions de dollars)	15 871	25 030	106 037	12 530
Emploi (en milliers de personnes)	470	613	553	673
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	48	52	54	53
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	29	28	15	16
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	23	19	31	31
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	33 756	39 072	158 728	18 542
Valeur ajoutée par travailleur	17 411	19 961	73 035	8 907
Salaires moyens, suppléments inclus	9 668	11 181	23 953	3 061
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	10,91	11,45	12,18	8,66
en % de θ moyen en 1970-1975	166	174	185	132
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	0,46	0,22	0,56	1,70
Degré de spécialisation	20,3	15,9	15,9	18,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311:2 Industries alimentaires	930	1 259	4 497	618
313 Fabrication des boissons	145	302	925	89
314 Industrie du tabac	190	104	499	78
321 Industrie textile	1 329	2 119	8 268	846
322 Articles d'habillement	78	76	517	34
323 Articles en cuir et en fourrure	36	68	419	33
324 Fabrication de chaussures	100	161	518	45
331 Bois et produits du bois	68	119	659	56
332 Meubles et accessoires	33	48	197	24
341 Papier et articles en papier	135	262	794	83
342 Imprimerie et édition	80	96	693	67
351 Industrie chimique	93	231	1 385	167
352 Autres produits chimiques	278	606	2 514	221
353 Raffineries de pétrole	1 852	879	190	19
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	32	233	18
355 Industrie du caoutchouc	93	180	711	81
356 Ouvrages en matière plastique	198	235	1 063	93
361 Grès, porcelaines et faïences	45	75	251	22
362 Industrie du verre	115	166	443	90
369 Autres produits minéraux non métalliques	819	1 368	4 198	491
371 Sidérurgie	367	713	5 453	548
372 Métaux non ferreux	48	191	2 521	217
381 Ouvrages en métaux	319	555	2 065	239
382 Machines non électriques	208	631	4 420	617
383 Machines électriques	391	749	2 027	157
384 Matériel de transport	399	927	3 077	890
385 Matériel professionnel et scientifique	24	55	141	25
390 Autres industries manufacturières	11	26	172	25

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

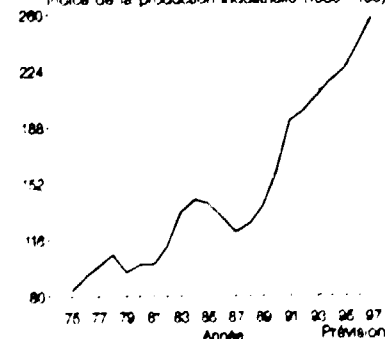
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



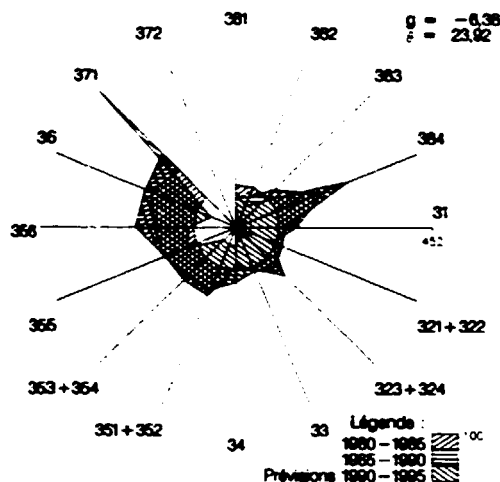
Part du secteur manufacturier à PIB,
prix courants (%)



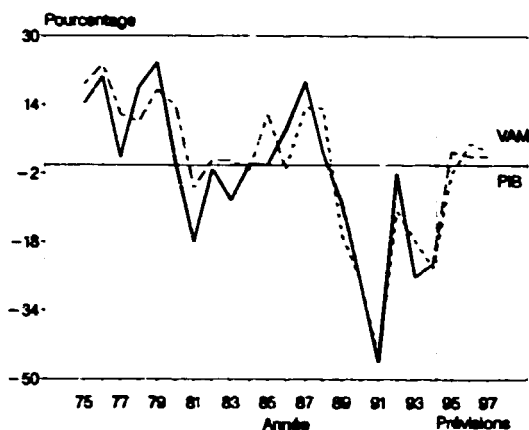
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



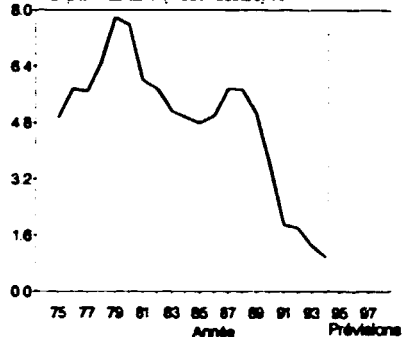
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



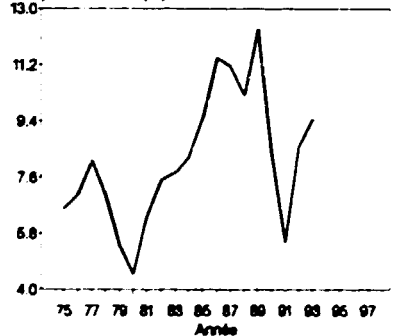
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	96 479	73 401	64 898	25 363
Par habitant ² (en dollars de 1990)	7 571	4 792	3 590	1 304
Part du secteur manufacturier ³ (%), prix courants	4,5	9,5	8,4	9,5
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴ (millions de dollars de 1990)	6 983	7 445	5 735	2 312
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	107	128	80
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	2 047	3 676	3 622	
Production brute (en millions de dollars)	5 137	7 162	7 560	
Emploi (en milliers de personnes)	177	174	132	126
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	60	49	37	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	13	13	46	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	27	39	17	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	28 995	41 091	6 715	
Valeur ajoutée par travailleur	11 554	21 089	28 385	
Salaires moyen, suppléments inclus	3 700	5 242	3 559	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,95	5,68	4,51	12,00
en % de θ moyen en 1970-1975	46	37	30	79
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,78	1,66	0,02	-1,14
Degré de spécialisation	20,0	24,2	23,3	21,9
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	183	396	306	
313 Fabrication des boissons	91	125	139	
314 Industrie du tabac	108	140	125	
321 Industrie textile	246	248	362	
322 Articles d'habillement	30	53	47	
323 Articles en cuir et en fourrure	24	1	1	
324 Fabrication de chaussures	18	81	70	
331 Bois et produits du bois	1	1	1	
332 Meubles et accessoires	10	13	14	
341 Papier et articles en papier	48	52	78	
342 Imprimerie et édition	29	33	50	
351 Industrie chimique	67	151	167	
352 Autres produits chimiques	187	389	362	
353 Raffineries de pétrole	383	858	836	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	27	40	56	
355 Industrie du caoutchouc	5	10	11	
356 Ouvrages en matière plastique	11	33	28	
361 Grès, porcelaines et faïences	1	1	1	
362 Industrie du verre	21	35	31	
369 Autres produits minéraux non métalliques	190	565	557	
371 Sidérurgie	7	20	17	
372 Métaux non ferreux	-	-	-	
381 Ouvrages en métaux	53	47	56	
382 Machines non électriques	180	149	111	
383 Machines électriques	122	185	139	
384 Matériel de transport	15	40	56	
385 Matériel professionnel et scientifique	1	-	-	
390 Autres industries manufacturières	1	-	-	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c



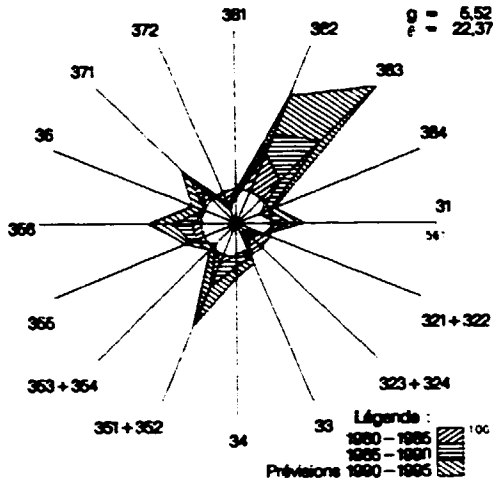
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



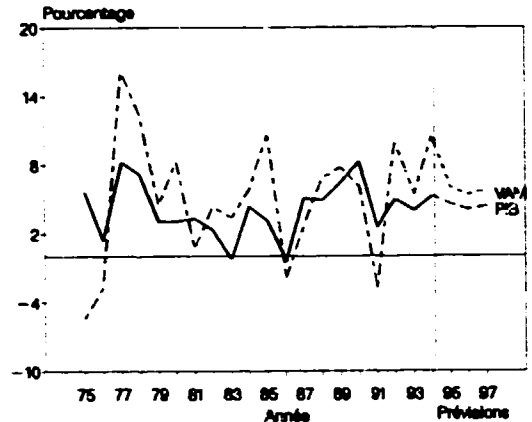
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

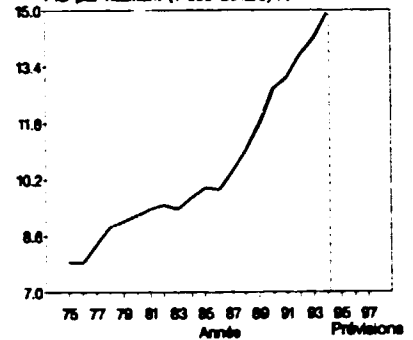


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

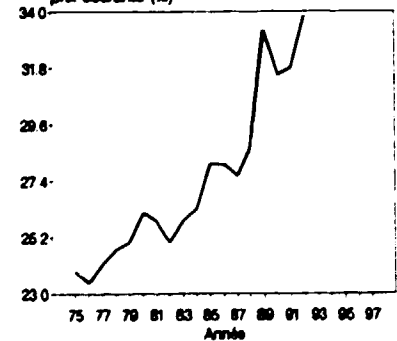
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	31 196	35 380	44 748	50 398
Par habitant ² (en dollars de 1990)	9 172	9 960	12 774	14 216
Part du secteur manufacturier ³ (%), prix courants	26,2	28,1	31,5	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴ (millions de dollars de 1990)	7 539	9 577	11 757	13 215
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	116	168	200
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	5 700	5 819	14 775	16 640
Production brute (en millions de dollars)	15 905	15 394	33 106	37 298
Emploi (en milliers de personnes)	225	186	194	197
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	62	55	55
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	17	14	24	13
Excédent brut d'exploitation (%)	19	24	31	32
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	70 068	82 191	170 495	183 407
Valeur ajoutée par travailleur	25 112	31 070	76 091	86 128
Salaires moyen, suppléments inclus	11 804	11 582	23 915	24 846
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	4,50	4,63	3,87	2,63
en % de θ moyen en 1970-1975	94	97	81	55
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,41	0,72	1,67	2,20
Degré de spécialisation	14,9	18,5	20,7	22,4
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	1 264	1 194	3 032	3 360
313 Fabrication des coiscons	325	331	792	800
314 Industrie du tabac	83	83	165	175
321 Industrie textile	266	181	345	328
322 Articles d'habillement	147	118	207	185
323 Articles en cuir et en fourrure	28	12	21	16
324 Fabrication de chaussures	42	22	18	12
331 Bois et produits du bois	93	66	170	178
332 Meubles et accessoires	59	40	86	87
341 Papier et articles en papier	105	75	190	192
342 Imprimerie et édition	265	219	561	607
351 Industrie chimique	236	264	757	963
352 Autres produits chimiques	536	595	1 718	2 179
353 Raffineries de pétrole	22	18	31	32
354 Dérivés du pétrole et du charbon				
355 Industrie du caoutchouc	52	56	117	110
356 Ouvrages en matière plastique	113	120	331	362
361 Grès, porcelaines et faïences	28	13	28	29
362 Industrie du verre	109	113	144	169
369 Autres produits minéraux non métalliques	322	260	559	624
371 Sidérurgie	31	37	92	94
372 Métaux non ferreux	15	8	10	11
381 Ouvrages en métaux	335	216	470	432
382 Machines non électriques	449	854	2 034	2 248
383 Machines électriques	337	512	1 842	2 346
384 Matériel de transport	190	116	310	307
385 Matériel professionnel et scientifique	168	261	611	701
390 Autres industries manufacturières	79	39	132	112

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

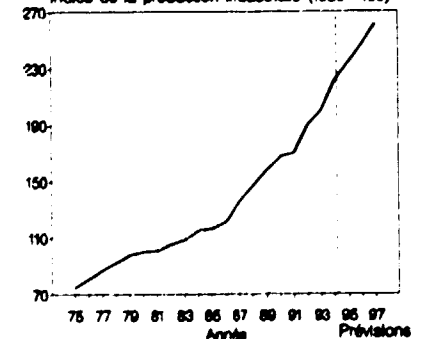
PIB par habitant (1 000 dollars) k



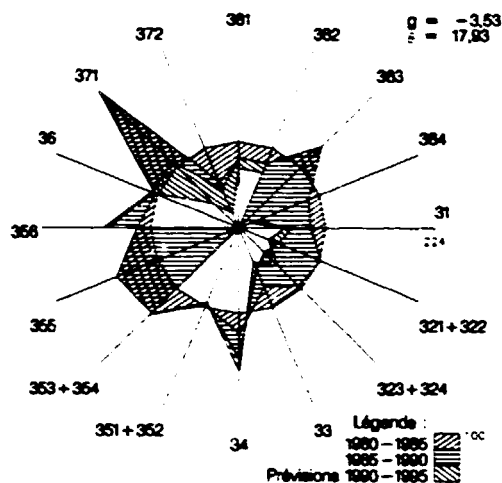
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



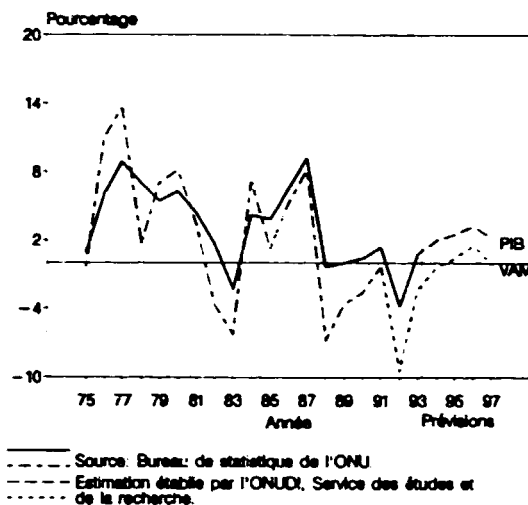
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



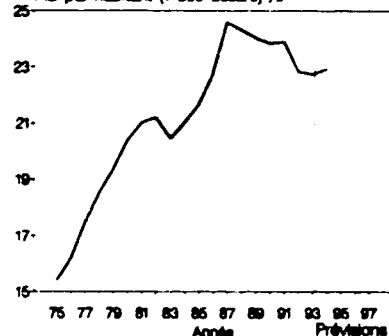
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



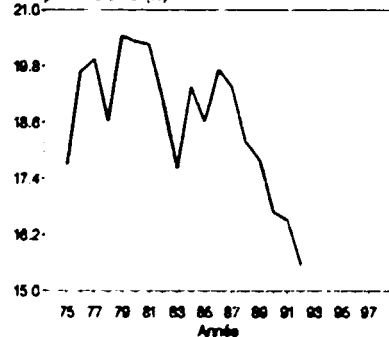
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	4 657	5 225	6 080	5 981
Par habitant (en dollars de 1990)	20 425	21 681	23 844	22 741
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	20,3	18,6	16,7	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	813	823	819	722
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	101	101	89
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	765	558	758	670
Production brute (en millions de dollars)	1 969	1 629	2 605	2 421
Emploi (en milliers de personnes)	28	30	22	24
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaires (%)	61	66	71	72
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	20	19	22	23
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	19	15	7	5
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	69 708	54 610	112 116	101 065
Valeur ajoutée par travailleur	27 097	18 717	32 611	28 741
Salaires moyens, suppléments inclus	13 687	10 407	25 776	23 683
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,44	4,42	5,85	4,97
en % de θ moyen en 1970-1975	75	137	181	154
Taux de croissance de la VAM (changement structurel θ)	4,07	-0,39	-0,85	-1,49
Degré de spécialisation	31,7	27,5	26,0	28,5
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	330	221	288	260
313 Fabrication des boissons	11	10	21	21
314 Industrie du tabac				
321 Industrie textile	26	25	21	14
322 Articles d'habillement	17	11	10	10
323 Articles en cuir et en fourrure	8	6	5	8
324 Fabrication de chaussures	1	1	1	-
331 Bois et produits du bois	-	-	1	1
332 Joyaux et accessoires	53	32	40	36
341 Papier et articles en papier	5	5	9	10
342 Imprimerie et édition	36	37	84	87
351 Industrie chimique	11	9	17	15
352 Autres produits chimiques	11	9	15	15
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	5	6	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	12	11	27	25
361 Grès, porcelaines et faïences	1	-	1	-
362 Industrie du verre	4	3	4	3
369 Autres produits minéraux non métalliques	22	19	37	35
371 Sidérurgie	6	11	9	4
372 Métaux non ferreux	50	24	36	13
381 Ouvrages en métaux	24	16	29	24
382 Machines non électriques	46	31	56	48
383 Machines électriques	15	16	-	-
384 Matériel de transport	65	47	20	16
385 Matériel professionnel et scientifique	2	1	-	-
390 Autres industries manufacturières	3	4	27	26

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

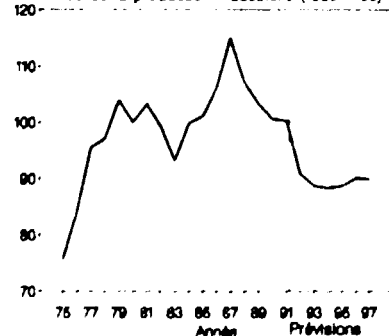
PIB per habitant (1 000 dollars) /:

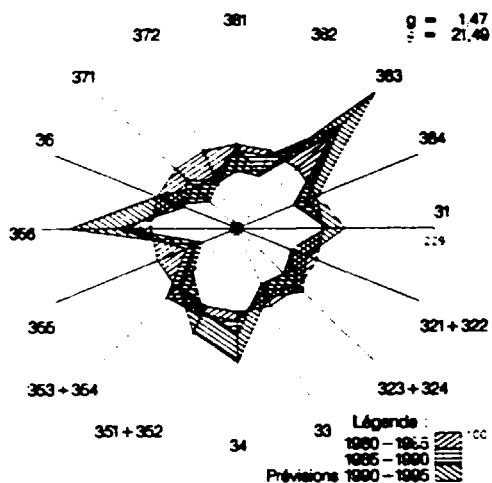
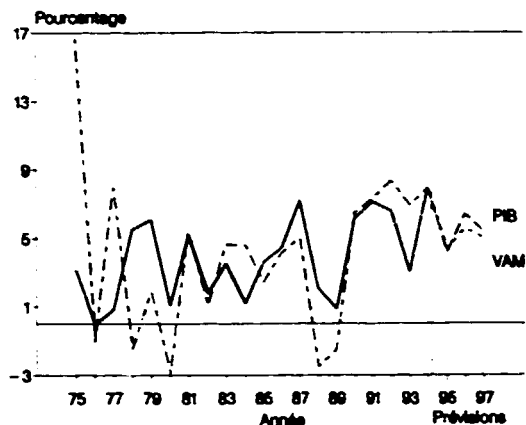


Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



Indice de la production industrielle (1980=100)

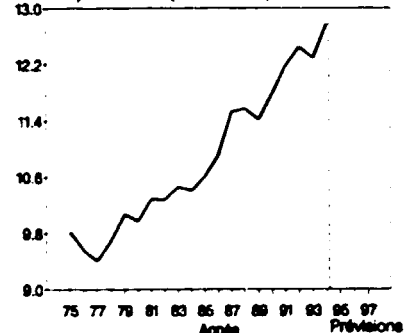
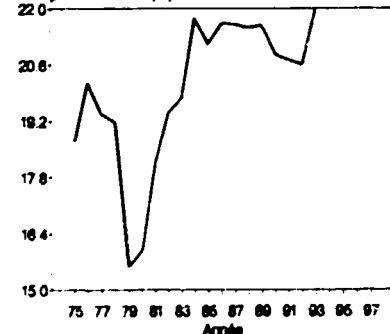
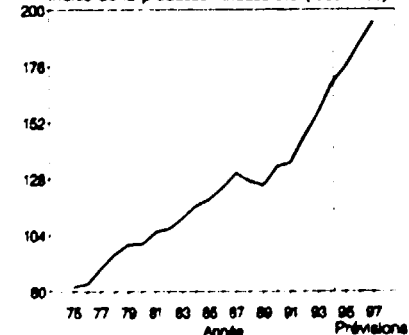


Changements structurels dans l'industrie
 (Indice de la valeur ajoutée - 1980=100)

Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
 (Prix constants de 1990)


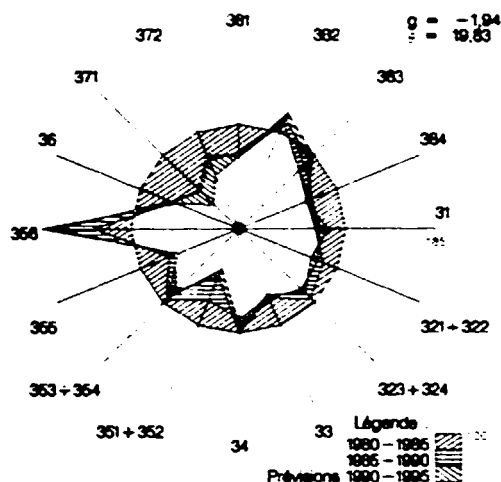
Source: Bureau de statistique de l'ONU.
 Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	38 687	44 907	54 910	64 578
Par habitant (en dollars de 1990)	9 973	10 609	11 783	12 291
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	16,0	21,1	20,9	22,0
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	6 303	7 513	8 394	10 428
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	119	133	156
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	6 490	6 655	10 193	12 789
Production brute (en millions de dollars)	14 332	16 351	24 574	36 241
Emploi (en milliers de personnes)	259	292	292	334
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	55	59	59	65
Traitements et salaires, suppléments indus (%)	30	30	32	25
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	15	11	9	10
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	54 619	55 297	83 048	101 978
Valeur ajoutée par travailleur	24 733	22 506	34 449	35 994
Salaires moyen, suppléments indus	16 750	16 850	27 193	27 193
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,50	6,41	5,14	2,26
en % de (i) moyen en 1970-1975	99	115	92	41
Taux de croissance de la VAM (changement structurel (i))	1,76	0,87	-0,43	1,77
Degré de spécialisation	14,8	18,3	18,0	18,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	706	748	1 221	1 406
313 Fabrication des bois, bois	66	56	145	178
314 Industrie du tabac	24	10	33	25
321 Industrie textile	422	243	404	442
322 Articles d'habillement	293	229	427	563
323 Articles en cuir et en fourrure	18	13	19	23
324 Fabrication de chaussures	38	42	55	72
331 Bois et produits du bois	112	78	116	147
332 Meubles et accessoires	90	31	131	157
341 Papier et articles en papier	150	135	241	286
342 Imprimerie et édition	184	227	470	561
351 Industrie chimique	256	317	498	549
352 Autres produits chimiques	250	241	420	509
353 Raffineries de pétrole	93	106	115	136
354 Dérivés du pétrole et du charbon	93	106	115	136
355 Industrie du caoutchouc	104	64	76	97
356 Ouvrages en matière plastique	212	290	468	646
361 Grès, porcelaines et faïences	26	25	30	48
362 Industrie du verre	30	23	37	39
369 Autres produits minéraux non métalliques	239	143	306	421
371 Siderurgie	148	118	113	169
372 Métaux non ferreux	61	36	61	69
381 Ouvrages en métaux	1 060	967	1 223	1 570
382 Machines non électriques	245	224	279	300
383 Machines électriques	831	1 415	2 700	2 963
384 Matériel de transport	610	522	742	985
385 Matériel professionnel et scientifique	68	129	125	178
390 Autres industries manufacturières	63	67	120	115

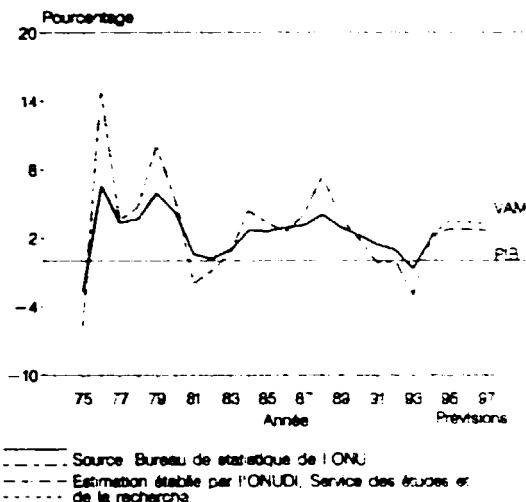
Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) / c

Part du secteur manufacturier au PIB,
 prix courants (%)

Indice de la production industrielle (1980=100)


Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



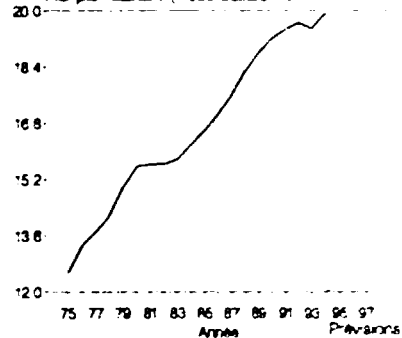
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



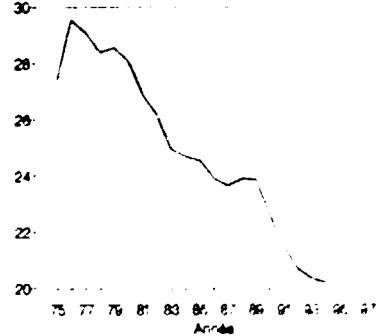
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	878 864	942 069	1 095 122	1 113 778
Par habitant: ²⁾ (en dollars de 1990)	15 573	16 594	19 205	19 497
Part du secteur manufacturier: ³⁾ (%), prix courants	28,1	24,5	22,7	20,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée: ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	191 990	202 705	245 232	237 267
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	96	117	107
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	97 032	64 726	144 733	122 253
Production brute (en millions de dollars)	250 912	212 913	478 031	392 541
Emploi (en milliers de personnes)	3 333	2 875	2 757	2 680
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	61	70	70	69
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	27	18	27	29
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	18	12	4	3
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	74 433	73 115	170 315	143 809
Valeur ajoutée par travailleur	28 784	22 227	51 566	44 788
Salaires moyen, suppléments inclus	15 647	13 630	46 311	41 650
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,90	6,15	3,51	2,79
en % de θ moyen en 1970-1975	69	145	83	66
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	0,86	-0,80	0,09	-0,77
Degré de spécialisation	10,0	10,7	11,0	11,3
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311-2 Industries alimentaires	6 362	3 612	9 599	9 280
313 Fabrication des boissons	1 672	1 354	2 015	1 704
314 Industrie du tabac	307	224	556	557
321 Industrie textile	6 716	5 062	10 327	7 944
322 Articles d'habillement	3 197	2 322	4 876	4 582
323 Articles en cuir et en fourrure	718	560	1 234	1 131
324 Fabrication de chaussures	1 495	1 260	2 231	2 086
331 Bois et produits du bois	1 318	786	1 616	1 323
332 Meubles et accessoires	1 936	1 257	2 900	2 501
341 Papier et articles en papier	2 260	1 661	3 878	2 870
342 Imprimerie et édition	3 017	2 271	6 171	5 406
351 Industrie chimique	6 354	4 219	6 020	4 325
352 Autres produits chimiques	4 068	2 471	3 860	3 247
353 Raffineries de pétrole	1 128	936	1 718	1 693
354 Dérivés du pétrole et du charbon	206	170	406	458
355 Industrie du caoutchouc	1 832	1 107	2 254	1 966
356 Ouvrages en matière plastique	1 465	1 729	4 799	4 328
361 Grès, porcelaines et faïences	1 984	1 178	2 860	2 405
362 Industrie du verre	1 336	806	1 673	1 440
369 Autres produits minéraux non métalliques	3 361	1 864	4 299	3 476
371 Siderurgie	8 354	3 846	8 117	5 046
372 Métaux non ferreux	1 315	875	1 788	1 341
381 Ouvrages en métaux	5 687	3 405	8 014	6 947
382 Machines non électriques	9 326	8 914	20 330	18 144
383 Machines électriques	8 435	5 813	14 990	13 567
384 Matériel de transport	10 280	6 172	14 550	11 737
385 Matériel professionnel et scientifique	2 032	550	1 762	1 323
390 Autres industries manufacturières	871	297	1 890	1 429

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

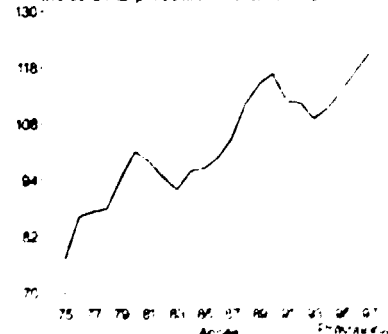
PIB par habitant (1 000 dollars) c



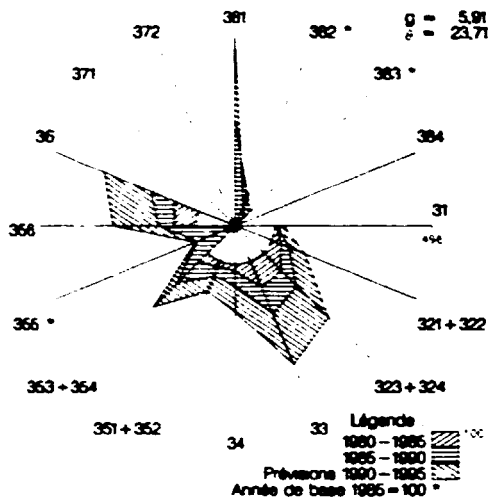
Part du secteur manufacturier au PIB
prix courants (%)



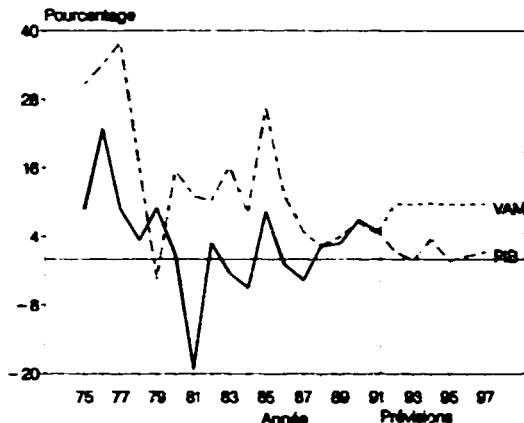
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

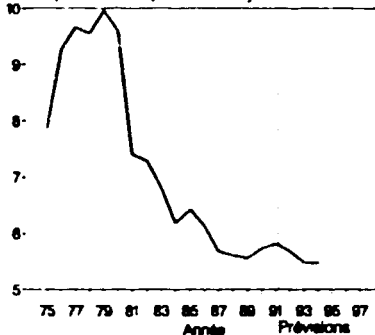


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche

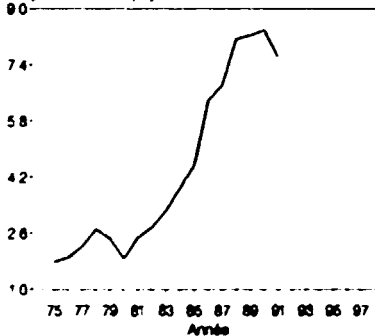
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	29 196	24 333	26 078	27 646
Par habitant : (en dollars de 1990)	9 594	6 427	5 738	5 477
Part du secteur manufacturier (%) , prix courants	1,9	4,5	8,4	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (millions de dollars de 1990)	355	1 662	2 185	2 744
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	141	183	230
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	358	538	731	
Production brute (en millions de dollars)	1 177	1 747	2 459	
Emploi (en milliers de personnes)	18	23	27	31
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	70	69	70	
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	13	12	11	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	17	19	18	
PRODUCTIVITÉ (en dollars)				
Production brute par travailleur	64 186	76 411	88 279	
Valeur ajoutée par travailleur	19 577	24 491	28 519	
Salaires moyen, suppléments inclus	8 327	9 338	10 098	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	12,51	3,36	2,40	1,78
en % de i moyen en 1970-1975	173	47	33	25
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	0,44	1,59	2,30	3,30
Degré de spécialisation	18,9	23,6	25,4	25,4
VALEUR AJOUTÉE (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	35	37	40	
313 Fabrication des boissons	17	18	21	
314 Industrie du tabac	55	74	79	
321 Industrie textile	14	22	27	
322 Articles d'habillement	5	5	6	
323 Articles en cuir et en fourrure	7	15	22	
324 Fabrication de chaussures	14	25	34	
331 Bois et produits du bois	3	6	9	
332 Meubles et accessoires	2	4	6	
341 Papier et articles en papier	3	3	3	
342 Imprimerie et édition		1	2	
351 Industrie chimique	35	41	52	
352 Autres produits chimiques	21	34	43	
353 Raffineries de pétrole	81	124	200	
354 Dérivés du pétrole et du charbon				
355 Industrie du caoutchouc			1	
356 Ouvrages en matière plastique	2	4	5	
361 Gres, porcelaines et faïences	1	2	2	
362 Industrie du verre				
369 Autres produits minéraux non métalliques	51	99	142	
371 Sidérurgie				
372 Métaux non ferreux				
381 Ouvrages en métal	3	7	12	
382 Machines non électriques				
383 Machines électriques				
384 Matériel de transport				
385 Matériel professionnel et scientifique				
390 Autres industries manufacturières	9	18	26	

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

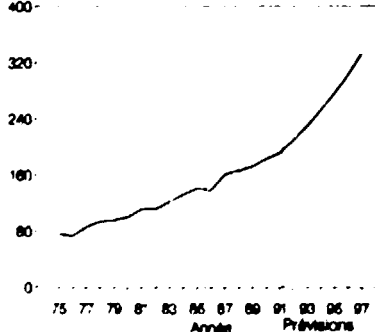
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



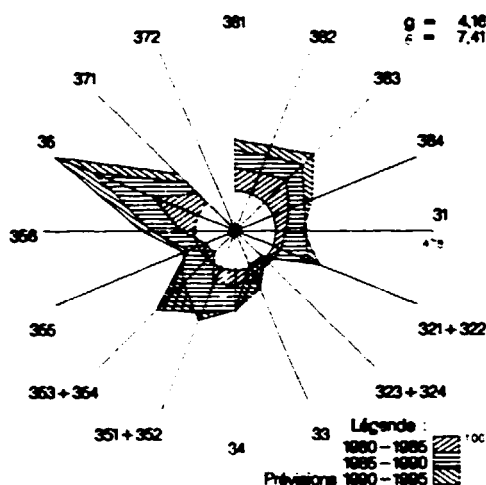
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



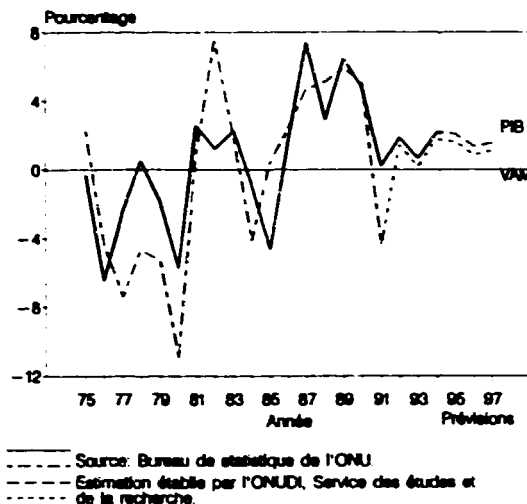
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



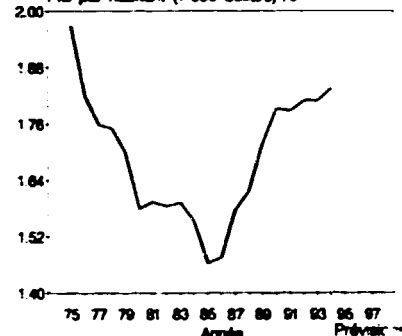
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAN
(Prix constants de 1990)



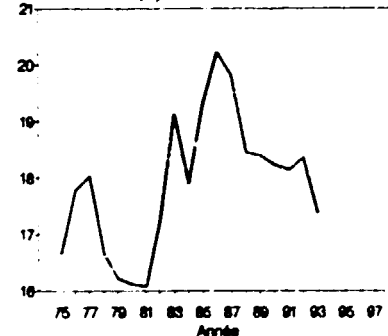
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	3 369	3 382	4 242	4 362
Par habitant (en dollars de 1990)	1 579	1 463	1 793	1 909
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	16,1	19,3	18,2	17,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	619	658	824	800
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	106	133	129
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	431	370	831	709
Production brute (en millions de dollars)	1 661	1 498	2 549	2 347
Emploi (en milliers de personnes)	44	46	65	66
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	74	75	67	70
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	10	10	10
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	14	15	22	20
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	37 512	32 235	39 234	35 329
Valeur ajoutée par travailleur	9 734	7 959	12 787	10 666
Salaires moyen, suppléments inclus	4 560	3 225	4 076	3 668
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	6,01	7,03	6,55	5,07
en % de θ moyen en 1970-1975	126	148	138	107
Taux de croissance de la VAN changement structurel θ	1,38	0,67	1,48	0,08
Degré de spécialisation	18,8	17,0	20,2	19,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311:2 Industries alimentaires	78	74	182	181
313 Fabrication des boissons	63	51	103	83
314 Industrie du tabac	61	48	56	39
321 Industrie textile	3	2	5	6
322 Articles d'habillement	15	12	28	29
323 Articles en cuir et en fourrure	2	3	2	1
324 Fabrication de chaussures	8	5	7	6
331 Bois et produits du bois	3	2	5	2
332 Meubles et accessoires	12	12	19	11
341 Papier et articles en papier	7	6	12	11
342 Imprimerie et édition	15	14	29	25
351 Industrie chimique	4	4	8	8
352 Autres produits chimiques	21	20	44	42
353 Raffineries de pétrole	55	28	151	83
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	1	3	2
355 Industrie du caoutchouc	10	5	12	12
356 Ouvrages en matière plastique	10	9	20	19
361 Grès, porcelaines et faïences	1	2	5	6
362 Industrie du verre	2	3	8	9
369 Autres produits minéraux non métalliques	8	12	29	34
371 Sidérurgie	5	5	9	9
372 Métaux non ferreux	.	.	.	.
381 Ouvrages en métaux	10	11	20	20
382 Machines non électriques	6	7	13	13
383 Machines électriques	6	7	14	14
384 Matériel de transport	23	23	42	41
385 Matériel professionnel et scientifique	.	.	.	.
390 Autres industries manufacturières	4	4	6	4

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

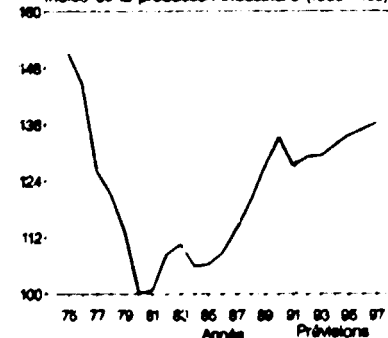
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



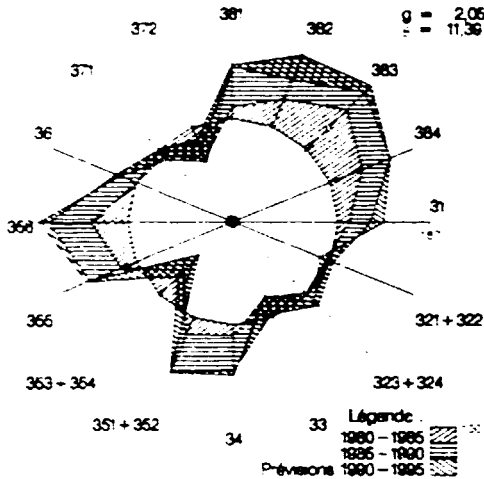
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



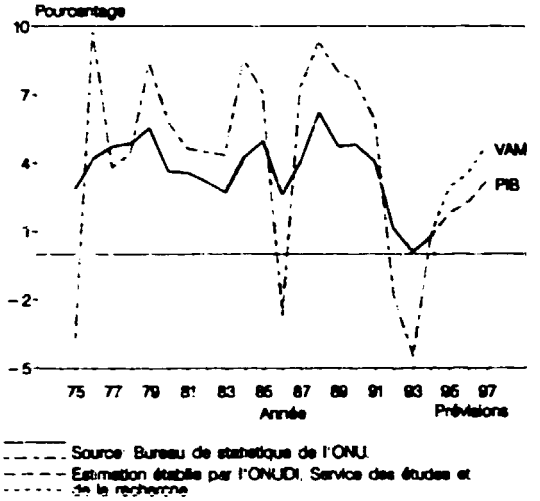
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



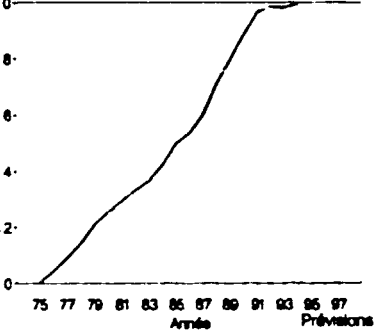
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



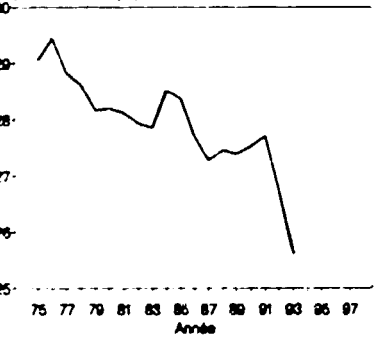
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	1 959 620	2 354 213	2 932 088	3 068 818
Par habitant : (en dollars de 1990)	16 778	19 483	23 734	24 803
Part du secteur manufacturier (%) : prix courants	28,2	28,4	27,5	25,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (en millions de dollars de 1990)	485 633	643 188	852 566	846 109
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	120	150	138
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	339 234	412 505	691 780	1 156 787
Production brute (en millions de dollars)	970 568	1 114 669	2 245 738	2 872 483
Emploi (en milliers de personnes)	10 253	10 652	11 172	10 885
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	65	63	60	60
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	12	13	13	14
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	23	24	27	26
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	88 443	102 310	201 015	260 655
Valeur ajoutée par travailleur	30 912	37 862	79 323	106 510
Salaires moyens, suppléments inclus	11 522	13 644	26 368	37 854
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	2,96	3,12	2,29	2,08
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	1,82	0,95	1,92	0,59
Degré de spécialisation	11,8	15,1	15,8	15,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	25 889	32 041	66 676	98 412
313 Fabrication des boissons	5 015	5 303	10 305	13 131
314 Industrie du tabac	1 888	700	2 003	3 304
321 Industrie textile	15 436	15 259	27 046	32 283
322 Articles d'habillement	5 156	5 622	11 921	16 297
323 Articles en cuir et en fourrure	886	977	1 872	2 495
324 Fabrication de chaussures	697	658	1 478	1 888
331 Bois et produits du bois	8 997	6 888	14 000	16 405
332 Meubles et accessoires	3 788	3 798	8 730	10 919
341 Papier et articles en papier	9 310	9 759	22 287	28 809
342 Imprimerie et édition	17 099	20 789	47 938	65 158
351 Industrie chimique	13 809	16 811	38 083	51 231
352 Autres produits chimiques	15 471	19 758	46 784	62 060
353 Raffineries de pétrole	5 620	4 595	4 841	12 216
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1 063	713	1 540	2 071
355 Industrie du caoutchouc	4 150	5 077	11 403	15 213
356 Ouvrages en matière plastique	9 478	13 570	30 796	42 055
361 Grès, porcelaines et faïences	1 623	1 627	2 984	3 919
362 Industrie du verre	2 876	4 029	8 467	10 098
369 Autres produits minéraux non métalliques	12 565	12 321	26 659	34 809
371 Sidérurgie	26 444	25 224	48 539	60 793
372 Métaux non ferreux	7 458	5 238	11 976	13 197
381 Ouvrages en métaux	22 409	26 356	62 905	83 428
382 Machines non électriques	39 270	53 576	126 569	146 977
383 Machines électriques	38 868	63 180	133 877	166 303
384 Matériel de transport	32 107	45 158	95 594	125 916
385 Matériel professionnel et scientifique	5 685	6 972	12 798	15 887
390 Autres industries manufacturières	5 178	6 510	13 730	20 516

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe.

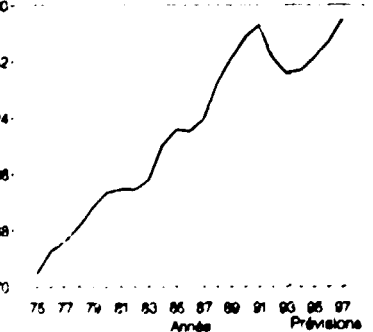
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



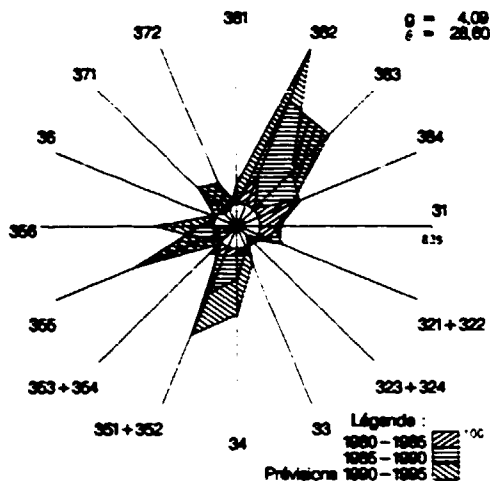
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



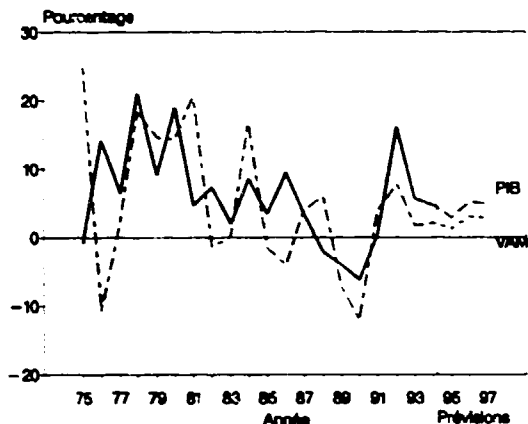
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

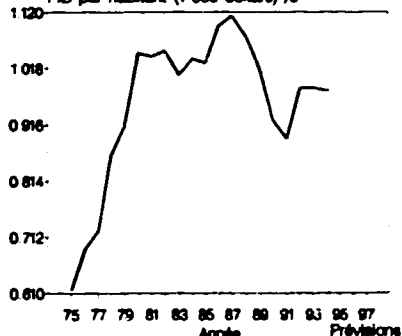


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

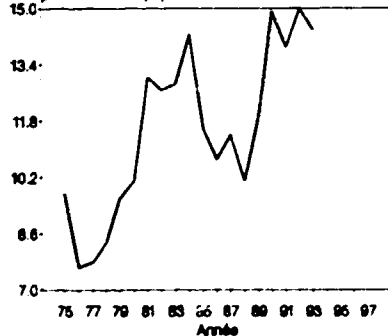
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	3 057	3 940	3 934	4 853
Par habitant (en dollars de 1990)	1 046	1 028	924	963
Part du secteur manufacturier (%) , prix courants	10,1	11,6	14,9	14,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	441	603	520	592
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	147	194	222
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	406	581	583	719
Production brute (en millions de dollars)	917	1 997	1 846	1 997
Emploi (en milliers de personnes)	25	42	44	66
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	56	71	68	64
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	9	8	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	32	20	24	25
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	26 708	38 671	33 065	25 297
Valeur ajoutée par travailleur	11 819	11 243	10 437	9 111
Salaire moyen, suppléments inclus	4 418	4 326	3 175	3 224
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	12,80	6,91	13,92	16,45
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	1,23	1,16	0,20	-0,22
Degré de spécialisation	19,5	21,1	15,3	18,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	24	48	58	120
313 Fabrication des boissons	20	27	28	13
314 Industrie du tabac	50	92	75	14
321 Industrie textile	10	14	20	27
322 Articles d'habillement	8	10	13	11
323 Articles en cuir et en fourrure	2	2	4	2
324 Fabrication de chaussures	8	8	3	3
331 Bois et produits du bois	7	7	4	5
332 Meubles et accessoires	11	11	14	26
341 Papier et articles en papier	9	9	20	29
342 Imprimerie et édition	7	11	12	30
351 Industrie chimique	10	14	44	49
352 Autres produits chimiques	20	28	42	98
353 Raffineries de pétrole	53	87	55	44
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	1	-
356 Ouvrages en matière plastique	12	13	17	41
361 Cérès, porcelaines et faïences	2	3	3	5
362 Industrie du verre	2	3	3	5
369 Autres produits minéraux non métalliques	98	123	85	97
371 Sidérurgie	11	8	24	18
372 Métaux non ferreux	5	4	9	4
381 Ouvrages en métaux	27	31	23	53
382 Machines non électriques	2	4	9	15
383 Machines électriques	2	2	11	9
384 Matériel de transport	-	1	1	1
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	2	1
390 Autres industries manufacturières	7	23	2	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

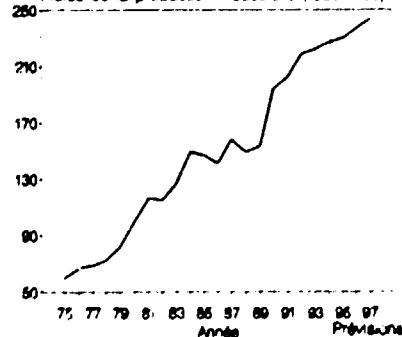
PIB per habitant (1 000 dollars) /c



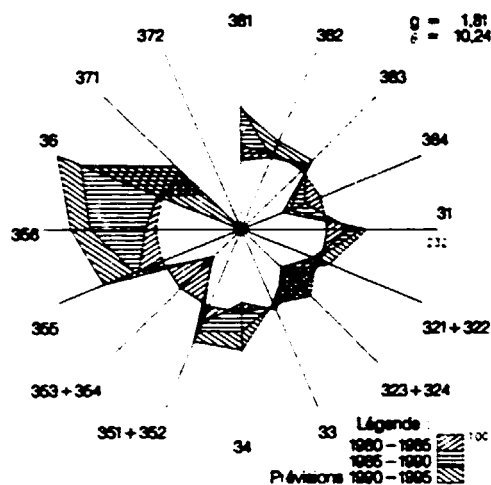
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



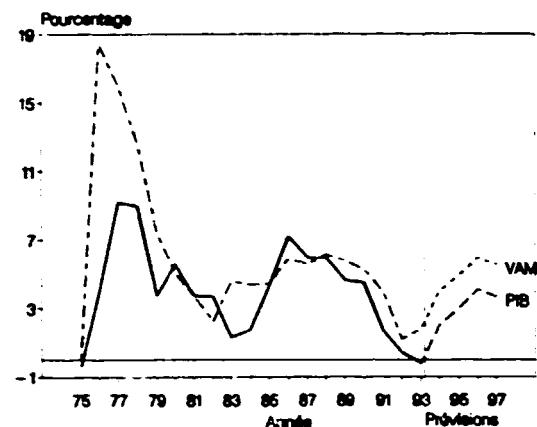
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

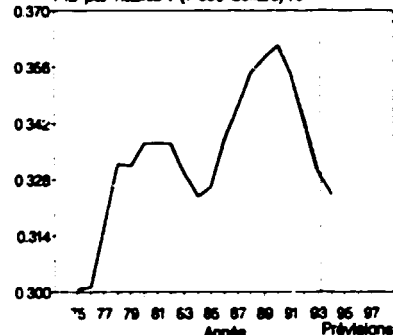


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

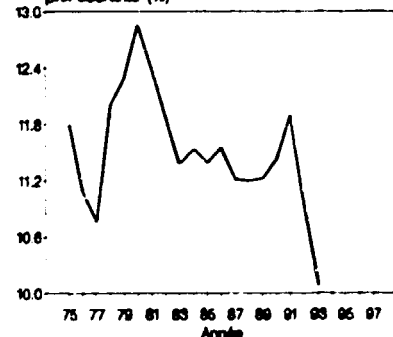
	1980	1985	1989	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	5 605	6 485	8 532	8 695
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	337	326	361	329
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	12,9	11,4	11,4	10,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	540	652	862	923
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	111	141	145
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	744	670	921	809
Production brute (en millions de dollars)	3 656	4 301	7 767	7 534
Emploi (en milliers de personnes)	143	163	192	195
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	80	84	88	89
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	9	7	5	4
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	11	9	7	7
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	25 544	26 428	40 520	38 547
Valeur ajoutée par travailleur	5 197	4 115	4 804	4 141
Salaires moyen, suppléments inclus	2 269	1 795	2 054	1 625
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,07	4,87	3,23	2,33
en % de θ moyen en 1970-1975	88	61	40	29
Taux de croissance de la VAM : changement structural θ	0,67	0,28	1,00	-0,10
Degré de spécialisation	15,8	18,7	18,0	17,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	177	185	252	212
313 Fabrication des boissons	65	72	90	86
314 Industrie du tabac	10	13	12	13
321 Industrie textile	59	40	55	53
322 Articles d'habillement	17	19	16	14
323 Articles en cuir et en fourrure	6	3	4	3
324 Fabrication de chaussures	9	6	13	7
331 Bois et produits du bois	20	17	17	14
332 Meubles et accessoires	9	8	11	8
341 Papier et articles en papier	34	23	42	38
342 Imprimerie et édition	22	19	27	27
351 Industrie chimique	25	16	17	16
352 Autres produits chimiques	39	50	67	61
353 Raffineries de pétrole	15	6	7	6
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	25	27	33	36
356 Ouvrages en matière plastique	14	13	24	23
361 Grès, porcelaines et faïences	1	-	1	1
362 Industrie du verre	3	4	5	4
369 Autres produits minéraux non métalliques	20	17	42	41
371 Sidérurgie	12 ⁵⁾	6 ⁶⁾	12 ⁵⁾	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	44	31	64	51
382 Machines non électriques	6	4	5	5
383 Machines électriques	40	36	44	41
384 Matériel de transport	64	43	39	31
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	4	2
390 Autres industries manufacturières	6	8	17	13

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

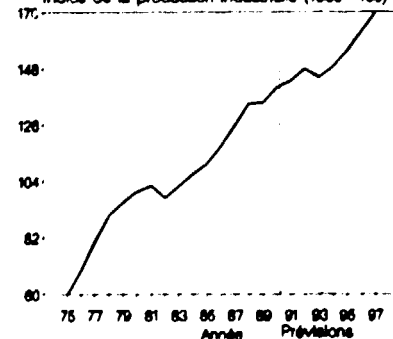
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



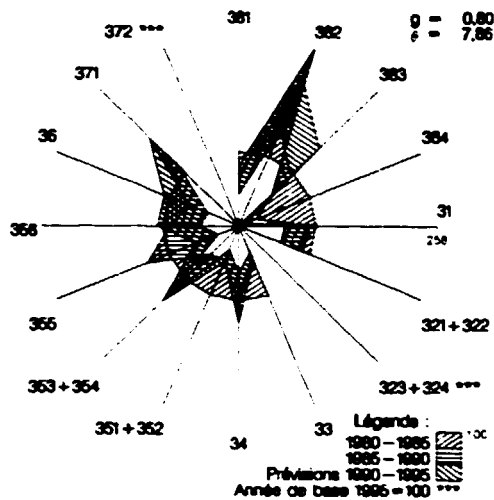
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



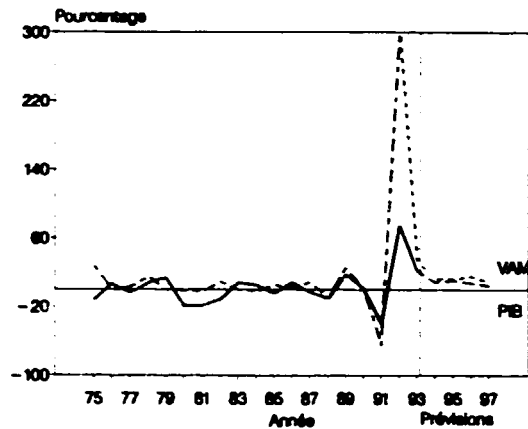
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie (Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du P.S. et de la VAM (Prix constants de 1980)

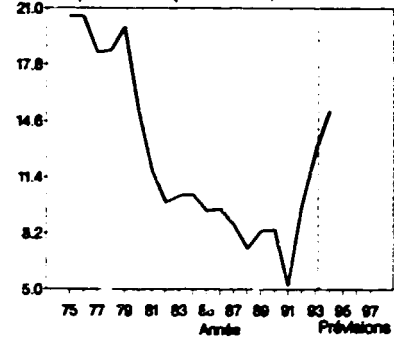


Source: Bureau de statistique de l'ONUI.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

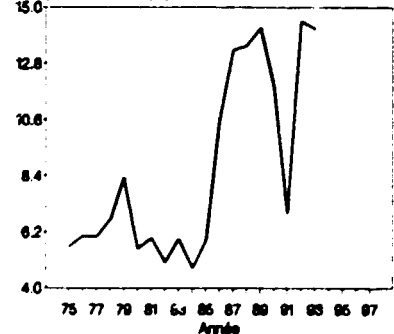
	1986	1985	1980	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	20 913	16 270	17 969	22 924
Par habitant ⁽²⁾ (en dollars de 1990)	15 209	9 459	8 385	12 915
Part du secteur manufacturier ⁽³⁾ (%), prix courants	5,6	5,9	11,9	14,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁽⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	1 607	1 717	2 151	4 026
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	139	168	314
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 752	1 275	2 179	2 215
Production brute (en millions de dollars)	6 218	7 436	5 531	
Emploi (en milliers de personnes)	43	46	56	60
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	72	83	61	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	7	8	8	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	21	9	31	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	144 813	151 545	94 963	
Valeur ajoutée par travailleur	40 798	25 991	37 394	35 688
Salaires moyen, suppléments inclus	9 811	13 000	8 124	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	6,80	17,44	4,23	4,48
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	2,84	-0,35	3,31	0,85
Degré de spécialisation	39,7	31,3	61,5	49,9
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	96	101	69	93
313 Fabrication des boissons	20	31	21	28
314 Industries du tabac	-	-	-	-
321 Industrie textile	7	8	16	21
322 Articles d'habillement	84	75	54	72
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	-	-	-	-
331 Bois et produits du bois	40	14	10	13
332 Meubles et accessoires	41	31	30	39
341 Papier et articles en papier	5	12	31	40
342 Imprimerie et édition	40	52	5	10
351 Industrie chimique	118	56	43	58
352 Autres produits chimiques	13	16	15	20
353 Raffineries de pétrole	915	561	1 652	1 437
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1	1	-	-
355 Industrie du caoutchouc	5	7	2	3
356 Ouvrages en matière plastique	24	24	16	28
361 Grès, porcelaines et faïences	2	-	-	4
362 Industrie du verre	2	4	12	16
369 Autres produits minéraux non métalliques	143	115	72	158
371 Sidérurgie	7	14	11	14
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	99	88	54	76
382 Machines non électriques	10	30	19	25
383 Machines électriques	22	15	27	37
384 Matériel de transport	45	12	2	4
385 Matériel professionnel et scientifique	5	2	1	1
390 Autres industries manufacturières	7	5	17	22

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

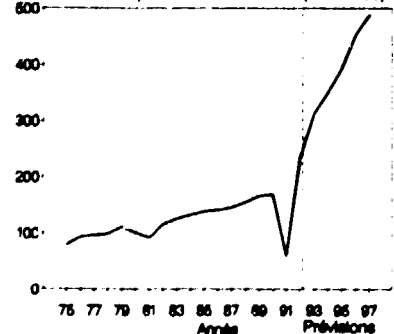
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



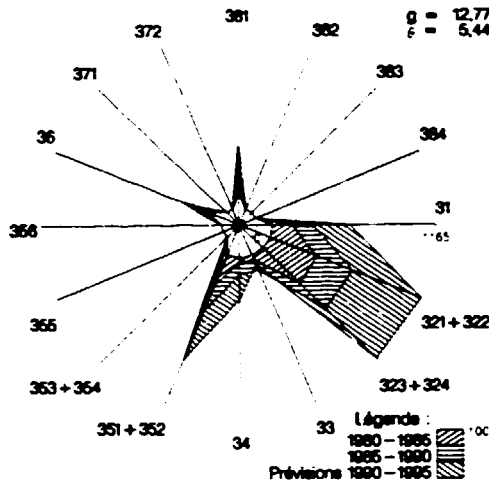
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



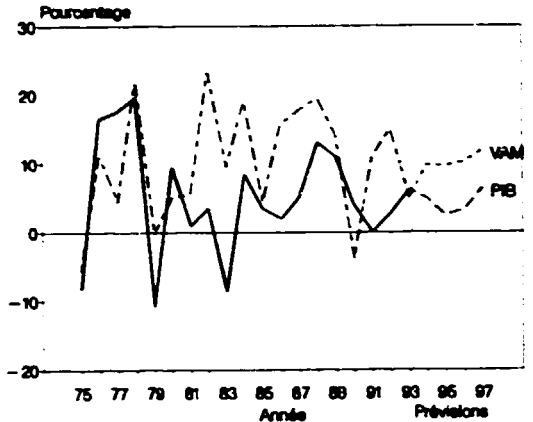
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

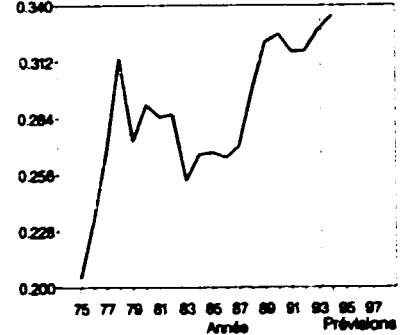


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

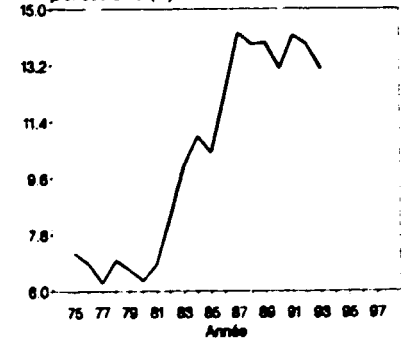
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	389	417	584	637
Par habitant (en dollars de 1990)	290	267	326	328
Part du secteur manufacturier (%) , prix courants	6,3	10,4	13,1	13,0
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	20	36	64	86
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	177	315	423
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	14	22	68	114
Production brute (en millions de dollars)	57	66	129	306
Emploi (en milliers de personnes)	6	7	19	15
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	75	67	64	63
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	6	9	11	7
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	18	24	26	30
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	10 232	9 779	10 158	20 813
Valeur ajoutée par travailleur	3 183	3 234	3 668	8 386
Salaires moyen, suppléments inclus	855	1 178	1 070	1 533
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	1,36	5,84	0,52	0,92
en % de (i) moyen en 1970-1975	167	717	63	113
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	3,93	3,43	19,42	7,91
Degré de spécialisation	33,4	33,9	34,0	34,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	6	8	25	40
313 Fabrication des boissons	4	7	24	42
314 Industrie du tabac	-	-	-	-
321 Industrie textile	1	2	7	11
322 Articles d'habillement	-	1	2	3
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	-	-	1	1
331 Bois et produits du bois	-	-	-	-
332 Meubles et accessoires	-	-	1	1
341 Papier et articles en papier	-	-	-	-
342 Imprimerie et édition	-	-	1	2
351 Industrie chimique	-	-	-	-
352 Autres produits chimiques	1	1	4	7
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	-	-
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	1	2
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	-	-	1	2
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	1	1	2	3
382 Machines non électriques	-	-	-	-
383 Machines électriques	-	-	-	-
384 Matériel de transport	-	-	-	-
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	-	1	1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

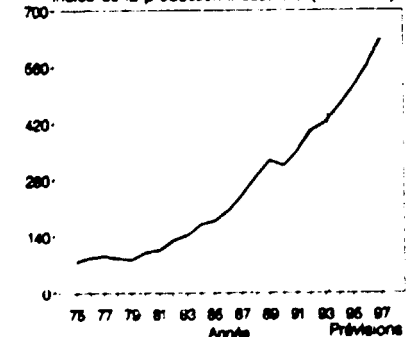
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



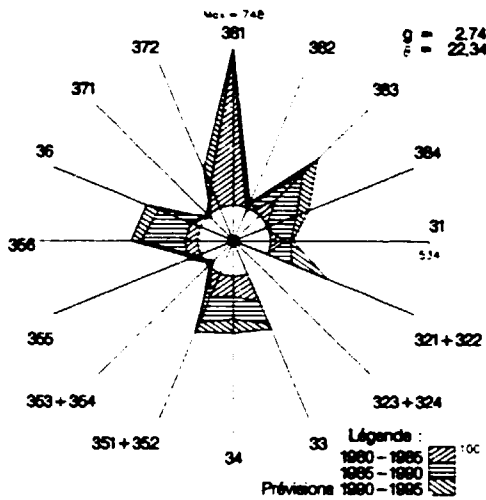
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



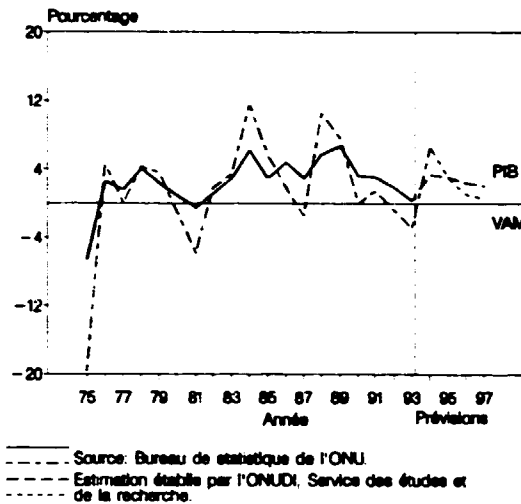
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



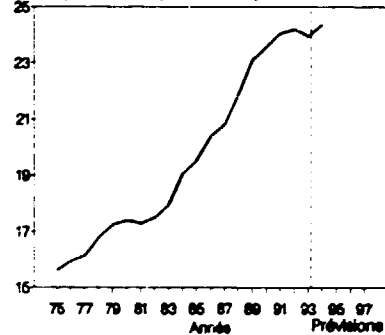
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



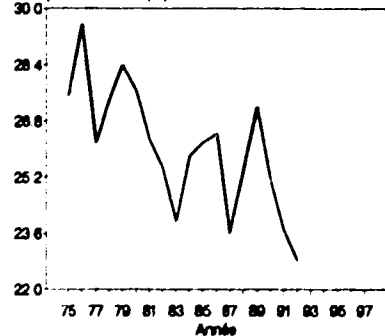
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁰ (en millions de dollars de 1990)	6 329	7 164	8 989	9 463
Par habitant : ¹⁰ (en dollars de 1990)	17 386	19 520	23 594	23 957
Part du secteur manufacturier : ¹⁰ (%), prix courants	27,6	26,2	25,1	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ¹⁰ (millions de dollars de 1990)	1 670	1 946	2 316	2 258
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	115	138	139
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 168	981	2 219	2 306
Production brute (en millions de dollars)	3 269	2 948	6 065	7 008
Emploi (en milliers de personnes)	38	37	36	35
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	71	71	68	71
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	25	18	19	19
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	4	11	13	10
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	89 590	79 134	171 512	195 537
Valeur ajoutée par travailleur	29 807	24 961	58 641	63 013
Salaires moyen, suppléments inclus	23 389	15 423	35 600	42 083
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,08	3,24	4,02	2,57
en % de θ moyen en 1970-1975	112	118	146	94
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	-0,77	1,47	0,61	0,15
Degré de spécialisation	37,5	31,0	23,5	20,5
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	31	36	77	76
313 Fabrication des boissons	24	18	45	50
314 Industrie du tabac	17	14	33	35
321 Industrie textile	24	15 ^h	64 ^h	92
322 Articles d'habillement	5	3	6	7
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	-	-	-	-
331 Bois et produits du bois	2	2	6	6
332 Meubles et accessoires	2	4	10	11
341 Papier et articles en papier	14	15	43	50
342 Imprimerie et édition	18	17	50	58
351 Industrie chimique	41	43	126	127
352 Autres produits chimiques	3	8	23	27
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1	1	2	2
355 Industrie du caoutchouc	113	102	171	176
356 Ouvrages en matière plastique	18	16	62	63
361 Grès, porcelaines et faïences	10	6	15	14
362 Industrie du verre	11	14	50	52
369 Autres produits minéraux non métalliques	49	40	147	164
371 Sidérurgie	592	415	781	678
372 Métaux non ferreux	32	38	75	89
381 Ouvrages en métaux	24	88	203	240
382 Machines non électriques	98	59	143	159
383 Machines électriques	19	21	69	81
384 Matériel de transport	7	5	19	22
385 Matériel professionnel et scientifique	10	7	19	20
390 Autres industries manufacturières	1	1	2	2

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

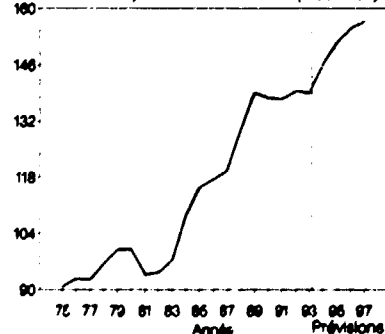
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



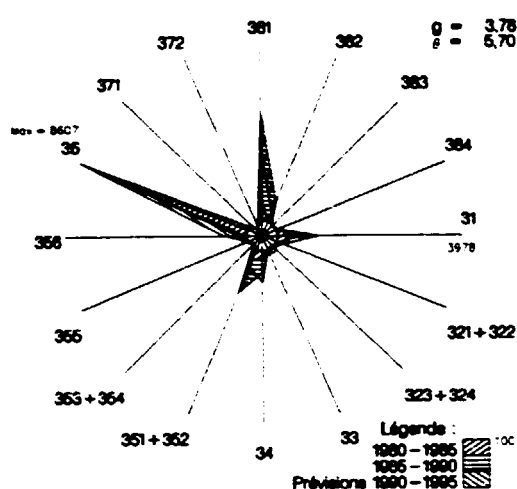
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



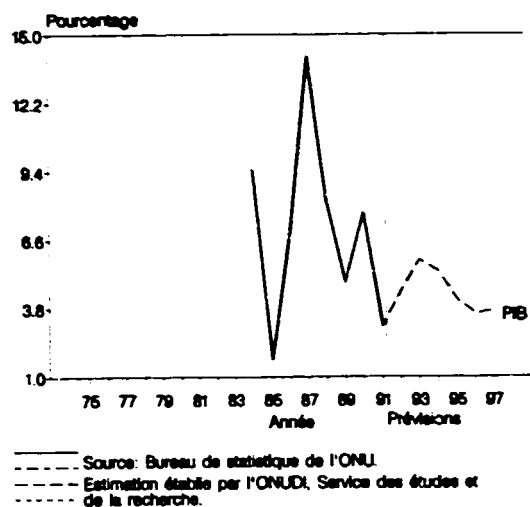
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



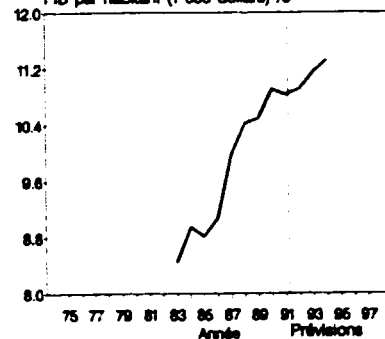
Taux annuel de croissance du PIB
(Prix constants de 1990)



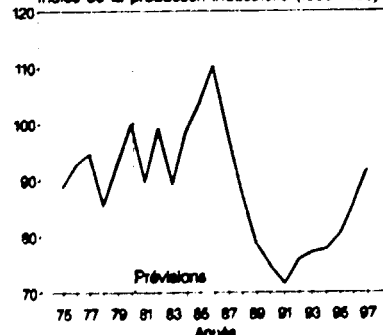
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)		2 502	3 731	4 250
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)		8 810	10 909	11 155
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants				
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)				
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	104	75	77
Valeur ajoutée (en millions de dollars)		225	470	516
Production brute (en millions de dollars)		759	1 625	1 687
Emploi (en milliers de personnes)	46	59	63	51
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)		70	71	69
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)		17	16	16
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)		13	13	15
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur		12 557	25 090	31 553
Valeur ajoutée par travailleur		3 723	7 263	9 602
Salaires moyen, suppléments inclus		2 113	4 155	5 076
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	4,01	2,94	3,93	3,21
en % de θ moyen en 1970-1975	125	92	122	100
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	-0,81	0,78	2,72	-0,30
Degré de spécialisation	45,2	44,9	45,7	51,0
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires		3	6	6
313 Fabrication des boissons		1	4	3
314 Industrie du tabac		-	-	-
321 Industrie textile		43	92	118
322 Articles d'habillement		99	231	288
323 Articles en cuir et en fourrure		4	8	5
324 Fabrication de chaussures		1	5	4
331 Bois et produits du bois		1	2	1
332 Meubles et accessoires		2	5	4
341 Papier et articles en papier		2	4	4
342 Imprimerie et édition		3	9	15
351 Industrie chimique		-	-	-
352 Autres produits chimiques		1	6	4
353 Raffineries de pétrole		-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon		-	-	-
355 Industrie du caoutchouc		-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique		1	3	6
361 Grès, porcelaines et faïences		2	3	1
362 Industrie du verre		-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques		-	-	3
371 Sidérurgie		-	-	-
372 Métaux non ferreux		-	-	-
381 Ouvrages en métaux		1	8	8
382 Machines non électriques		-	1	1
383 Machines électriques		8	7	7
384 Matériel de transport		2	4	5
385 Matériel professionnel et scientifique		3	4	4
390 Autres industries manufacturières		48	68	29

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

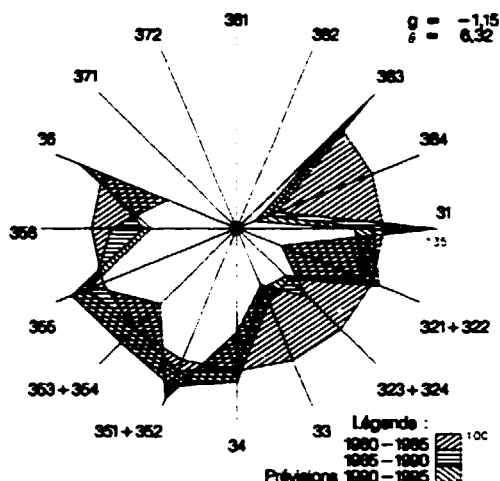
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



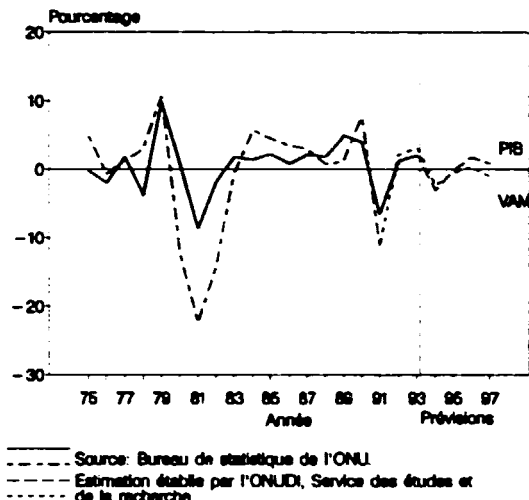
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



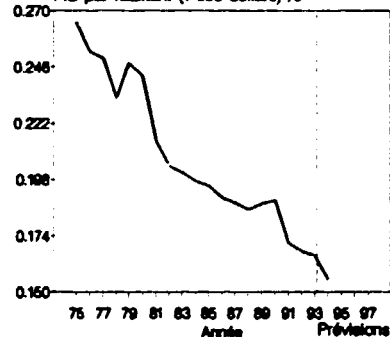
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



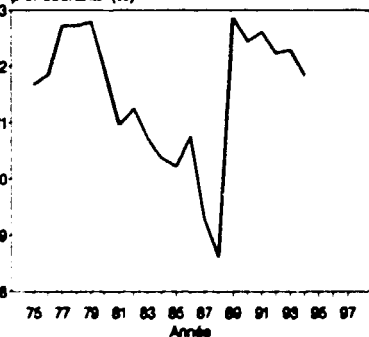
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	2 194	2 076	2 376	2 293
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	242	195	189	166
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	11,9	10,2	12,4	12,3
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	335	244	265	266
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	83	105	98
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	221	132	150	150
Production brute (en millions de dollars)	569	328	359	363
Emploi (en milliers de personnes)	41	47	46	47
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	61	60	58	59
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	15	16	13	13
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	24	25	29	29
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	14 005	7 872	7 357	7 280
Valeur ajoutée par travailleur	5 439	2 782	3 107	3 041
Salaire moyen, suppléments inclus	2 083	1 099	979	984
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,69	14,31	10,20	0,85
en % de θ moyen en 1970-1975	106	197	140	12
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	0,15	-0,34	0,46	1,72
Degré de spécialisation	22,4	24,2	31,1	31,0
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	23	45	22	22
313 Fabrication des boissons	34	16	16	15
314 Industrie du tabac	3	3	2	2
321 Industrie textile	67	16	60	61
322 Articles d'habillement	19	6	4	4
323 Articles en cuir et en fourrure	3	1	1	1
324 Fabrication de chaussures	8	5	3	3
331 Bois et produits du bois	2	1	1	1
332 Meubles et accessoires	2	-	1	1
341 Papier et articles en papier	4	3	5	5
342 Imprimerie et édition	6	2	2	2
351 Industrie chimique	1	1	1	1
352 Autres produits chimiques	10	11	9	9
353 Raffineries de pétrole	11	7	9	10
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	1	1	1	1
356 Ouvrages en matière plastique	3	2	1	2
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	2	-	1	1
369 Autres produits minéraux non métalliques	2	1	3	3
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	9	5	4	4
382 Machines non électriques	-	-	-	-
383 Machines électriques	3	3	3	3
384 Matériel de transport	7	2	1	1
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	2	1	-	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

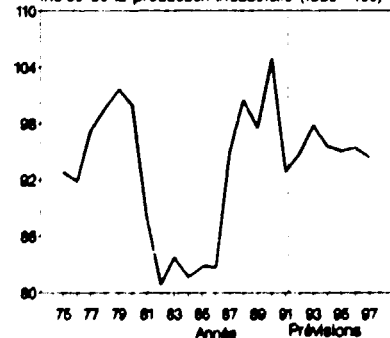
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



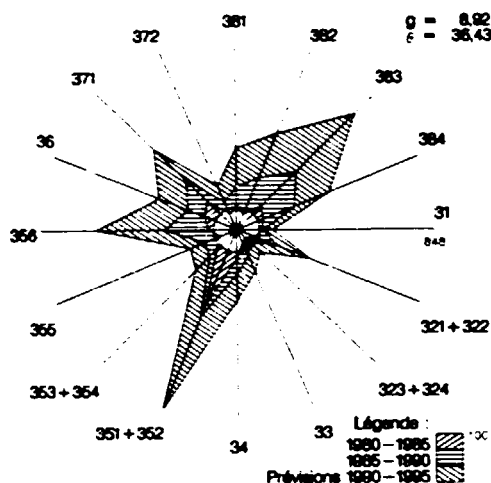
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



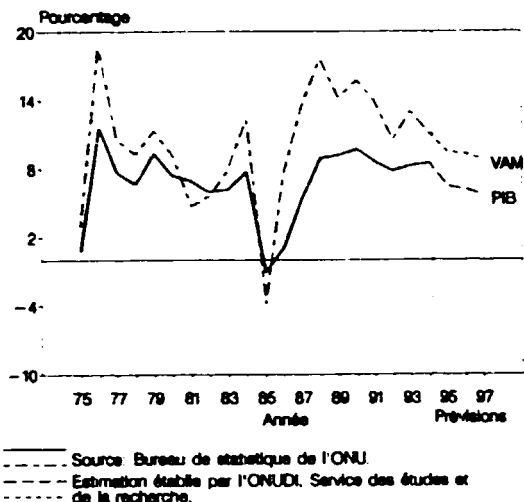
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)

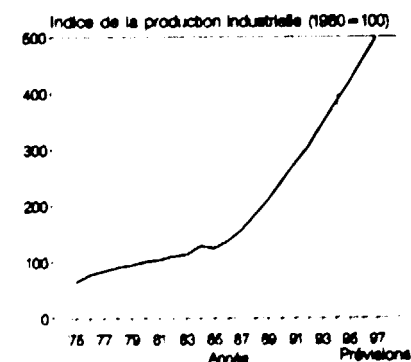
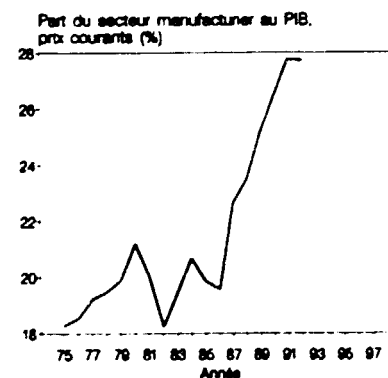
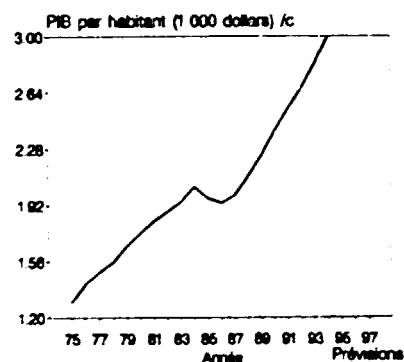


Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

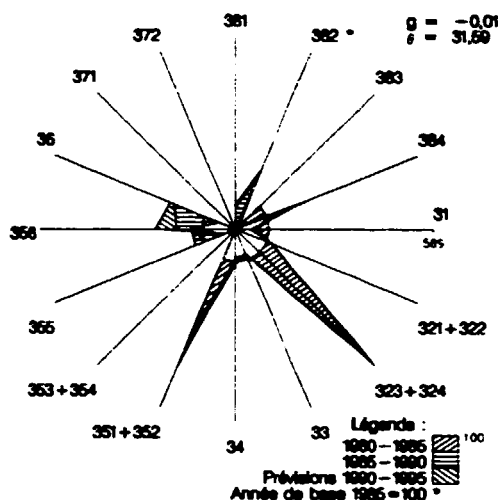


	1980	1985	1990	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	23 997	30 794	42 822	54 318
Par habitant ⁽²⁾ (en dollars de 1990)	1 744	1 964	2 393	2 822
Part du secteur manufacturier ⁽³⁾ (%), prix courants	21,2	19,9	26,5	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁽⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	4 708	6 066	11 493	16 346
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	124	242	344
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	3 711	4 879	9 068	15 625
Production brute (en millions de dollars)	13 526	18 359	35 422	59 703
Emploi (en milliers de personnes)	463	473	831	1 107
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	73	73	74	74
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	9	8	8
Excédent brut d'exploitation (%)	20	18	18	18
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	28 919	38 561	42 303	53 881
Valeur ajoutée par travailleur	8 198	10 249	10 881	14 400
Salaire moyen, suppléments inclus	2 257	3 375	3 240	4 148
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	4,98	8,14	6,84	5,24
en % de θ moyen en 1970-1975	51	84	71	54
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	3,10	0,47	1,73	3,00
Degré de spécialisation	15,7	15,3	14,8	16,4
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars):				
311/2 Industries alimentaires	682	703	865	1 289
313 Fabrication des boissons	108	122	201	176
314 Industrie du tabac	95	205	127	166
321 Industrie textile	188	133	297	572
322 Articles d'habillement	68	100	280	419
323 Articles en cuir et en fourrure	3	2	6	15
324 Fabrication de chaussures	11	5	4	8
331 Bois et produits du bois	405	263	584	863
332 Meubles et accessoires	35	40	70	153
341 Papier et articles en papier	35	55	155	258
342 Imprimerie et édition	147	197	266	417
351 Industrie chimique	81	616	748	1 561
352 Autres produits chimiques	119	153	232	401
353 Raffineries de pétrole	117	136	199	301
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	21	32	51
355 Industrie du caoutchouc	302	250	528	818
356 Ouvrages en matière plastique	70	92	261	489
361 Grès, porcelaines et faïences	10	13	36	58
362 Industrie du verre	24	23	73	117
369 Autres produits minéraux non métalliques	172	297	441	710
371 Siderurgie	80	153	287	461
372 Métaux non ferreux	40	35	63	100
381 Ouvrages en métaux	141	147	316	590
382 Machines non électriques	119	99	348	631
383 Machines électriques	455	738	1 945	3 773
384 Matériel de transport	156	211	494	779
385 Matériel professionnel et scientifique	26	30	97	233
390 Autres industries manufacturières	23	39	111	217

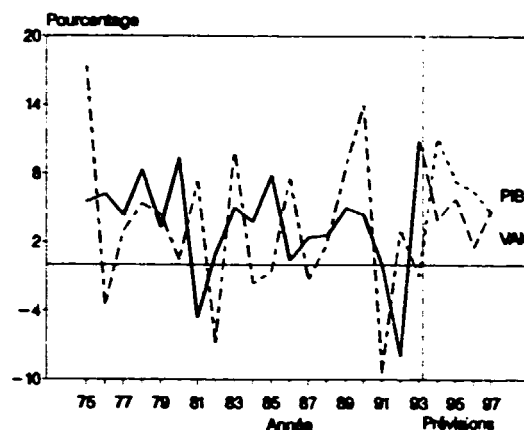
Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe



Changement structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

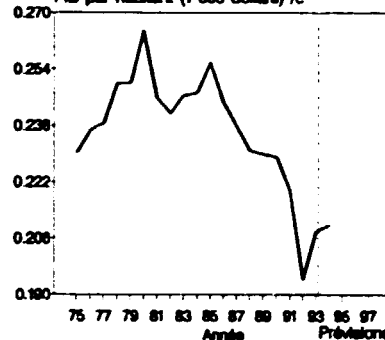


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

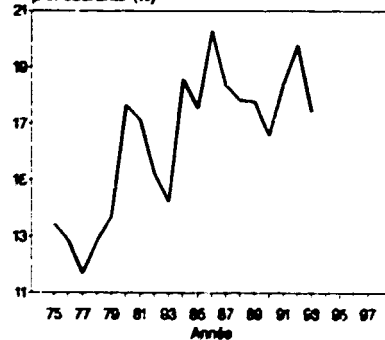
	1988	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	1 638	1 855	2 145	2 188
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	265	256	229	208
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	17,6	17,5	16,6	17,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	220	236	315	291
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	116	155	164
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	123	90	133	133
Production brute (en millions de dollars)	340	330	586	609
Emploi (en milliers de personnes)	39	31	46	49
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	73	77	78
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	10	10	10
Excédent brut d'exploitation (%)	24	18	13	11
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	8 783	10 745	12 793	12 535
Valeur ajoutée par travailleur	3 174	2 923	2 944	2 780
Salaires moyens, suppléments inclus	1 046	1 035	1 283	1 312
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	10,25	14,12	5,07	2,90
en % de θ moyen en 1970-1975	125	172	62	36
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,26	-0,07	0,20	1,34
Degré de spécialisation	27,7	16,7	17,8	18,0
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	54	14	27	25
313 Fabrication des boissons	8	7	12	11
314 Industrie du tabac	9	5	8	7
321 Industrie textile	12	14	18	17
322 Articles d'habillement	2	1	1	1
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	1	3	4	4
331 Bois et produits du bois	2	2	2	2
332 Meubles et accessoires	1	1	1	1
341 Papier et articles en papier	2	2	1	1
342 Imprimerie et édition	8	6	9	9
351 Industrie chimique	2	8	7	8
352 Autres produits chimiques	5	14	21	24
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	1	1	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	2	2	5	6
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	3	1	8	8
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	6	6	5	4
382 Machines non électriques	-	1	3	3
383 Machines électriques	5	1	1	1
384 Matériel de transport	1	1	1	1
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	-	-	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

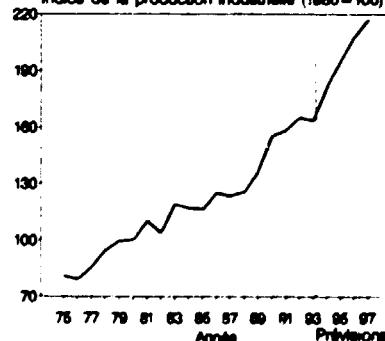
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



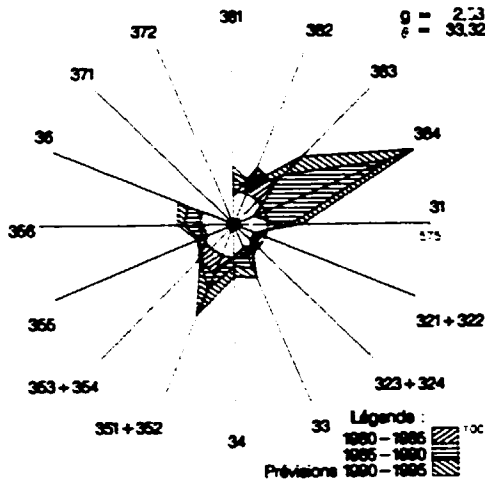
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



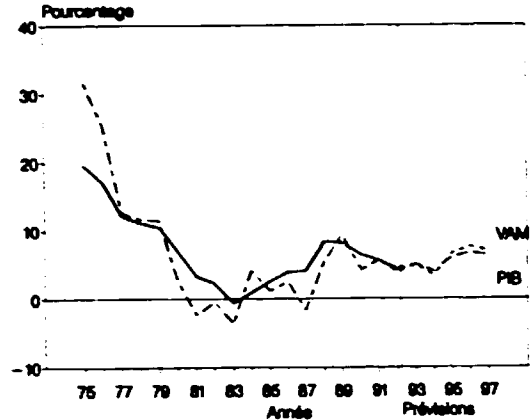
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

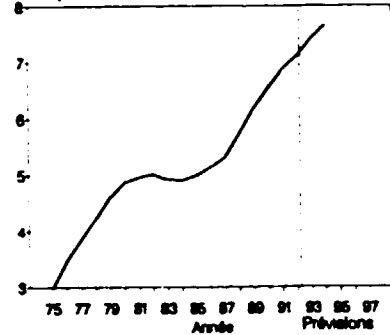


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONU, Service des études et de la recherche.

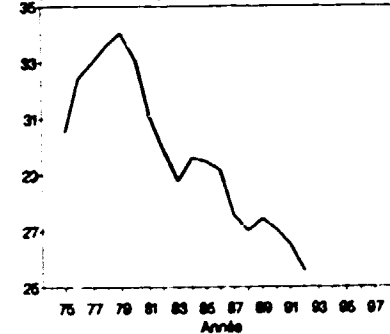
	1988	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 578	1 716	2 318	2 682
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	4 871	4 989	6 547	7 428
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	33,1	29,5	27,0	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	464	458	554	638
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	111	184	226
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	302	295	526	523
Production brute (en millions de dollars)	706	650	1 665	1 651
Emploi (en milliers de personnes)	29	26	29	30
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	57	59	68	68
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	23	22	17	17
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	20	19	15	15
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	23 265	24 271	57 247	54 132
Valeur ajoutée par travailleur	9 945	9 914	18 257	17 418
Salaires moyen, suppléments inclus	5 652	5 561	9 781	9 305
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,54	5,63	8,75	4,72
en % de θ moyen en 1970-1975	39	40	62	34
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	2,43	0,12	0,53	0,73
Degré de spécialisation	18,3	17,7	13,6	13,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	20	25	56	58
313 Fabrication des boissons	20	22	42	44
314 Industrie du tabac	8	8	9	9
321 Industrie textile	17	8	17	14
322 Articles d'habillement	88	65	80	67
323 Articles en cuir et en fourrure	4	1	2	2
324 Fabrication de chaussures	8	9	12	9
331 Bois et produits du bois	2	1	5	5
332 Meubles et accessoires	14	9	26	26
341 Papier et articles en papier	2	3	7	7
342 Imprimerie et édition	22	17	34	35
351 Industrie chimique	1	2	5	5
352 Autres produits chimiques	5	6	12	14
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	10	7	15	14
356 Ouvrages en matière plastique	6	4	11	11
361 Grès, porcelaines et faïences	1	-	1	1
362 Industrie du verre	2	1	2	2
369 Autres produits minéraux non métalliques	6	7	15	15
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	14	11	26	27
382 Machines non électriques	5	8	8	8
383 Machines électriques	22	31	62	67
384 Matériel de transport	6	5	43	42
385 Matériel professionnel et scientifique	12	12	29	31
390 Autres industries manufacturières	8	5	10	12

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

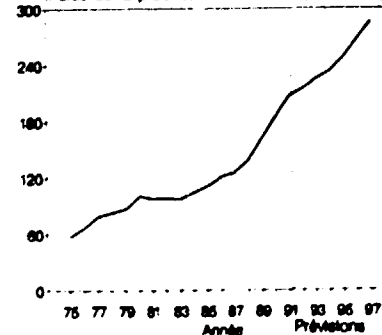
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



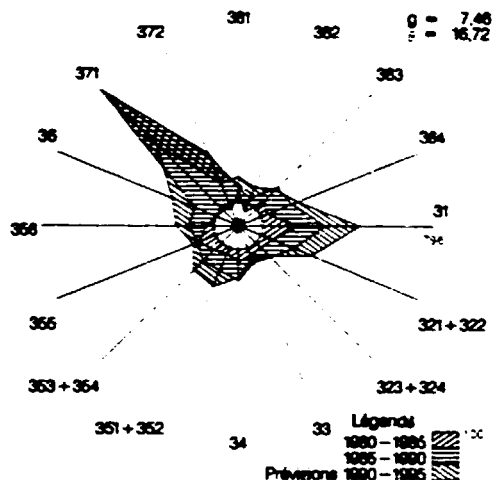
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



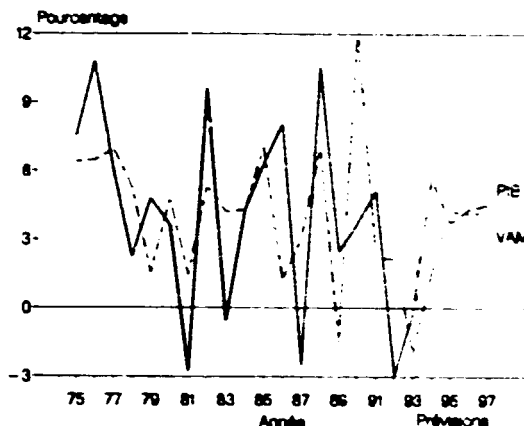
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'Industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

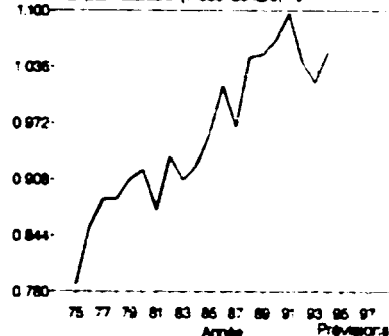


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche

	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	17 812	20 942	25 940	26 408
Par habitant (en dollars de 1990)	919	960	1 066	1 018
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	17,8	19,4	19,9	19,2
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	3 197	3 973	4 886	4 998
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	104	120	125
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 485	1 391	3 303	4 122
Production brute (en millions de dollars)	6 239	4 698	11 263	11 412
Emploi (en milliers de personnes)	176	227	307	385
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	77	71	72	65
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	13	12	11	12
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	10	16	18	23
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	33 920	19 786	35 325	28 460
Valeur ajoutée par travailleur	7 801	5 693	10 029	9 955
Salaires moyen, suppléments inclus	4 363	2 434	3 774	3 539
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,36	7,78	12,16	6,28
en % de θ moyen en 1970-1975	317	335	524	271
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	0,49	1,12	0,76	0,65
Degré de spécialisation	12,8	15,3	14,5	16,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	130	110	144	267
313 Fabrication des boissons	62	154	416	520
314 Industrie du tabac	38	89	216	268
321 Industrie textile	202	172	315	390
322 Articles d'habillement	32	45	228	308
323 Articles en cuir et en fourrure	15	11	24	24
324 Fabrication de chaussures	24	20	44	43
331 Bois et produits du bois	30	34	65	61
332 Meubles et accessoires	19	7	14	13
341 Papier et articles en papier	64	64	151	132
342 Imprimerie et édition	26	19	43	47
351 Industrie chimique	127	166	403	560
352 Autres produits chimiques	97	13	30	26
353 Raffineries de pétrole	114	102	225	287
354 Dérivés du pétrole et du charbon				
355 Industrie du caoutchouc	34	38	60	66
356 Ouvrages en matière plastique	20	17	40	48
361 Grès, porcelaines et faïences	6	3	7	7
362 Industrie du verre	10	5	7	7
369 Autres produits minéraux non métalliques	154	98	308	428
371 Sidérurgie	7	4	56	43
372 Métaux non ferreux	8	4	25	20
381 Ouvrages en métaux	110	98	168	217
382 Machines non électriques	30	12	35	56
383 Machines électriques	61	56	132	117
384 Matériel de transport	62	49	140	157
385 Matériel professionnel et scientifique	1	3	7	7
390 Autres industries manufacturières	2	1	4	5

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

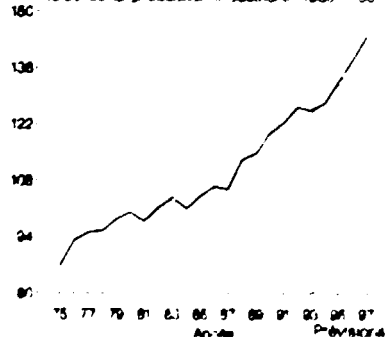
PIB par habitant (1 000 dollars) c



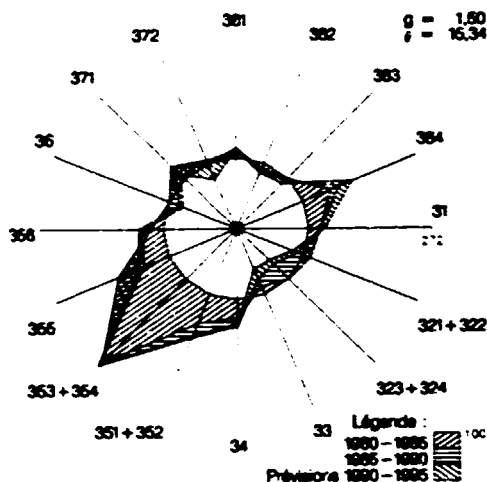
Part du secteur manufacturier au PIB
(prix courants %)



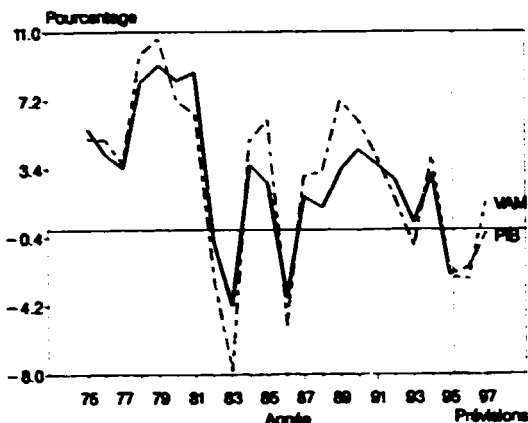
Indice de la production industrielle = 1980=100



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

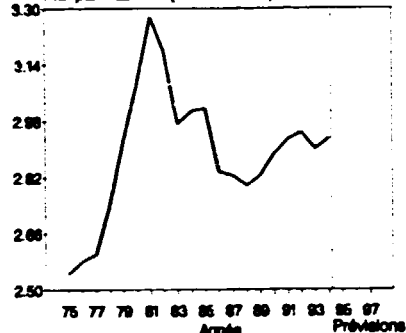


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONU/DI, Service des études et de la recherche.

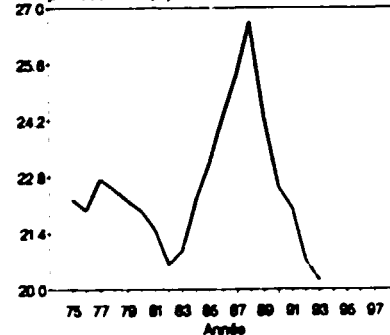
	1988	1985	1988	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	206 925	227 752	244 047	261 163
Par habitant (en dollars de 1990)	3 086	3 016	2 888	2 900
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	21,9	23,1	22,5	20,2
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	45 704	48 586	55 593	58 221
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	106	122	127
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	43 048	46 373	57 482	79 874
Production brute (en millions de dollars)	102 047	106 972	132 792	184 414
Emploi (en milliers de personnes)	2 417	2 314	2 145	2 047
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	58	57	57	57
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	14	9	9	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	28	34	35	35
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	42 221	46 227	61 903	89 395
Valeur ajoutée par travailleur	17 811	20 040	26 796	38 791
Salaires moyen, suppléments inclus	5 846	4 192	5 373	7 563
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	3,56	5,63	3,90	2,28
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	1,79	0,85	0,01	-0,10
Degré de spécialisation	8,9	9,8	10,4	10,9
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	6 989	7 015	8 661	12 315
313 Fabrication des boissons	2 723	2 589	3 299	5 155
314 Industrie du tabac	623	740	793	1 362
321 Industrie textile	3 133	3 089	3 075	3 860
322 Articles d'habillement	1 277	1 084	1 198	1 603
323 Articles en cuir et en fourrure	366	397	347	480
324 Fabrication de chaussures	645	658	575	726
331 Bois et produits du bois	919	785	845	962
332 Meubles et accessoires	784	468	565	711
341 Papier et articles en papier	1 189	1 180	1 660	2 179
342 Imprimerie et édition	1 050	1 250	1 654	2 278
351 Industrie chimique	2 235	2 982	3 801	5 068
352 Autres produits chimiques	2 235	2 562	4 124	5 708
353 Raffineries de pétrole	1 917	4 341	5 533	7 592
354 Dérivés du pétrole et du charbon	222	529	679	925
355 Industrie du caoutchouc	767	1 164	1 201	1 576
356 Ouvrages en matière plastique	754	767	1 074	1 429
361 Grès, porcelaines et faïences	383	420	398	542
362 Industrie du verre	566	529	709	1 007
369 Autres produits minéraux non métalliques	1 464	1 113	1 044	1 461
371 Sidérurgie	2 070	2 227	2 713	3 322
372 Métaux non ferreux	562	506	587	625
381 Ouvrages en métaux	1 981	1 849	2 381	3 237
382 Machines non électriques	2 074	1 643	2 030	2 634
383 Machines électriques	1 900	1 635	1 907	2 548
384 Matériel de transport	2 980	3 621	4 915	7 714
385 Matériel professionnel et scientifique	305	381	674	1 306
390 Autres industries manufacturières	754	798	1 024	1 525

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

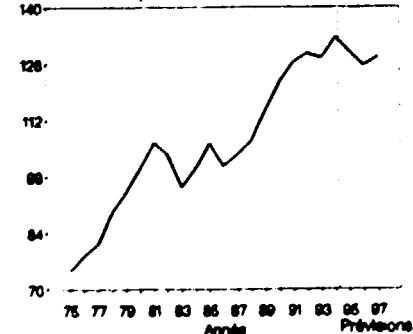
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



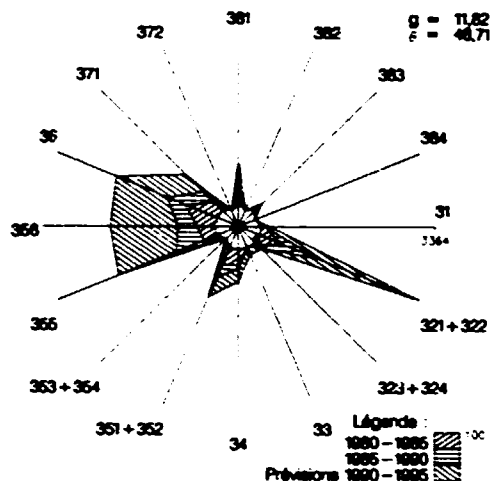
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



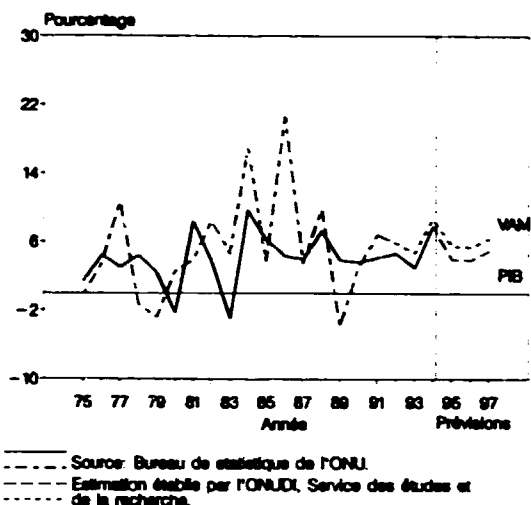
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1983=100)



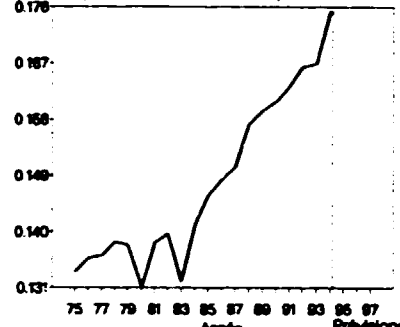
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



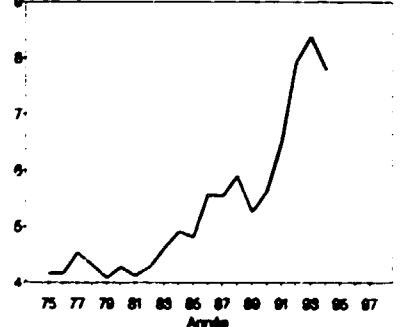
	1980	1985	1990	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	1 950	2 477	3 039	3 474
Par habitant " (en dollars de 1990)	131	146	161	167
Part du secteur manufacturier " (%) , prix courants	4,3	4,8	5,6	6,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée " (millions de dollars de 1990)	74	106	143	169
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	145	193	228
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	90	179	269	390
Production brute (en millions de dollars)	500	653	656	923
Emploi (en milliers de personnes)	61	127	156	235
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	82	73	59	57
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	4	6	10	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	14	21	31	33
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	7 290	4 692	4 068	3 760
Valeur ajoutée par travailleur	1 319	1 288	1 666	1 623
Salaires moyen, suppléments inclus	301	313	400	416
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,13	5,09	11,95	7,05
en % θ moyen en 1970-1975	261	623	1 465	864
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	2,49	2,93	0,65	2,75
Degré de spécialisation	33,9	26,2	20,5	23,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	38	59	38	53
313 Fabrication des boissons	1	5	23	25
314 Industrie du tabac	17	26	40	40
321 Industrie textile	5	23	54	119
322 Articles d'habillement	1	7	24	35
323 Articles en cuir et en fourrure	2	3	4	3
324 Fabrication de chaussures	-	1	1	2
331 Bois et produits du bois	2	4	3	7
332 Meubles et accessoires	4	3	2	5
341 Papier et articles en papier	-	1	3	3
342 Imprimerie et édition	1	3	2	2
351 Industrie chimique	-	-	-	-
352 Autres produits chimiques	2	8	13	15
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	1	2	4
356 Ouvrages en matière plastique	-	2	3	6
361 Gres, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	3	22	34	49
371 Siderurgie	1	4	8	11
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	2	5	8	12
382 Machines non électriques	-	-	-	-
383 Machines électriques	2	3	4	6
384 Matériel de transport	-	-	-	-
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	10	1	3	1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

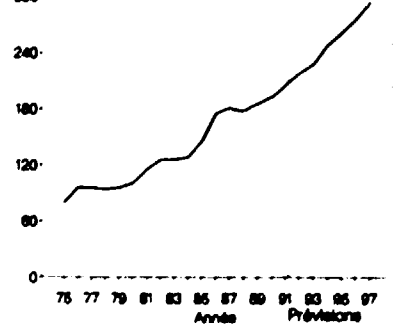
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



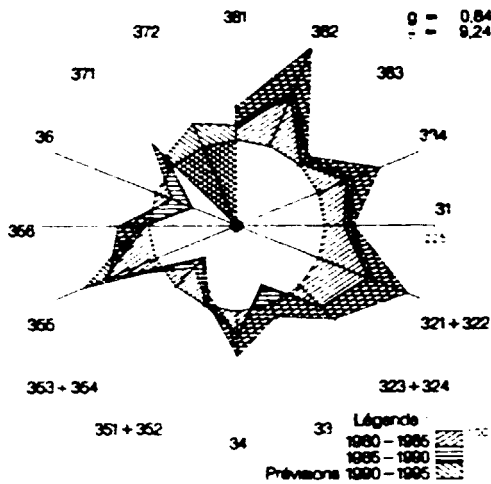
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



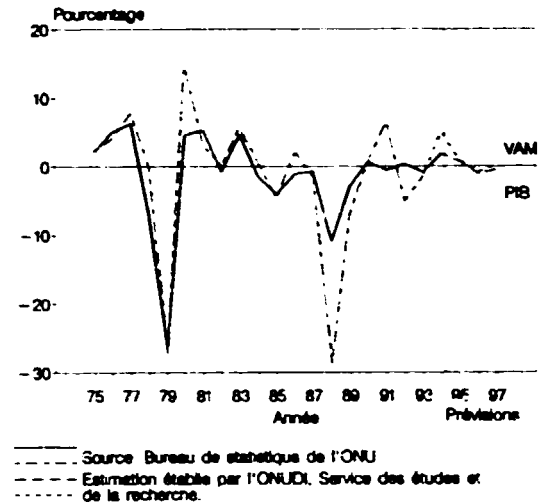
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



Source Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONU/DI, Service des études et de la recherche.

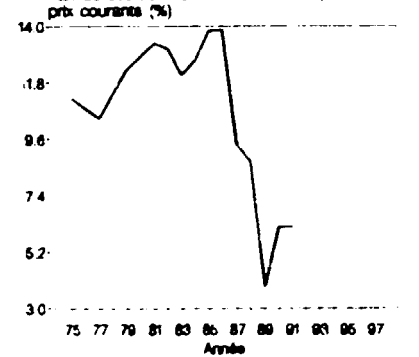
	1980	1985	1990	1993
PIB : ^{CA} (en millions de dollars de 1990)	2 315	2 389	2 045	2 023
Par habitant : ^{CA} (en dollars de 1990)	826	740	556	492
Part du secteur manufacturier : ^{CA} (%), prix courants	12,8	13,8	6,2	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ^{CA} (millions de dollars de 1990)	374	389	260	259
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	120	122	123
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	242	982	1 602	
Production brute (en millions de dollars)	612	1 587	2 423	
Emploi (en milliers de personnes)	34	39	47	53
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	60	38	34	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	10	11	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	28	52	55	
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	18 017	38 009	48 335	
Valeur ajoutée par travailleur	7 131	23 515	31 946	
Salaires moyens, suppléments inclus	2 078	4 152	5 793	
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,80	12,88	2,34	2,16
en % de θ moyen en 1970-1975	175	289	52	49
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	-1,09	0,38	-1,09	-0,24
Degré de spécialisation	27,7	29,6	31,4	32,4
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	52	268	393	
313 Fabrication des boissons	48	227	445	
314 Industrie du tabac	28	64	118	
321 Industrie textile	9	70	102	
322 Articles d'habillement	4	23	33	
323 Articles en cuir et en fourrure	2	6	12	
324 Fabrication de chaussures	4	27	43	
331 Bois et produits du bois	3	10	14	
332 Meubles et accessoires	1	4	4	
341 Papier et articles en papier	1	3	3	
342 Imprimerie et édition	4	22	37	
351 Industrie chimique	11	23	31	
352 Autres produits chimiques	14	56	107	
353 Raffineries de pétrole	35	78	111	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	1	2	
355 Industrie du caoutchouc	1	6	11	
356 Ouvrages en matière plastique	4	20	29	
361 Grès, porcelaines et faïences	-	2	-	
362 Industrie du verre	-	1	1	
369 Autres produits minéraux non métalliques	7	17	24	
371 Sidérurgie	-	1	2	
372 Métaux non ferreux	-	-	-	
381 Ouvrages en métaux	9	40	62	
382 Machines non électriques	-	3	4	
383 Machines électriques	1	5	8	
384 Matériel de transport	1	3	4	
385 Matériel professionnel et scientifique	1	-	-	
390 Autres industries manufacturières	-	2	2	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c



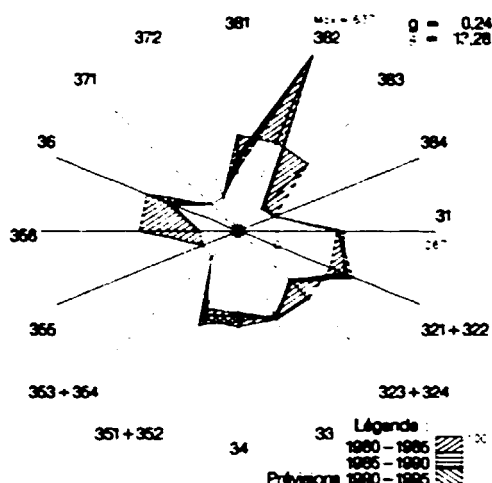
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



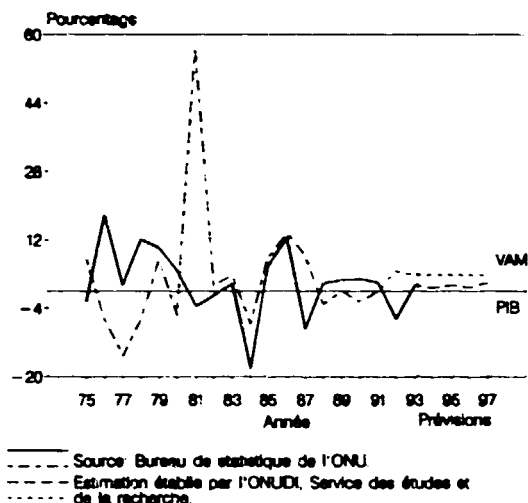
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



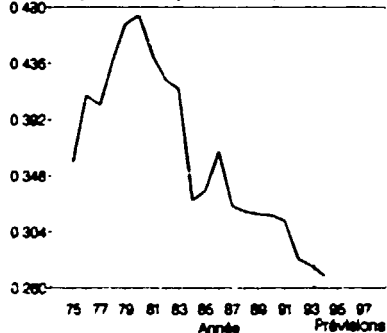
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	2 646	2 223	2 449	2 369
Par habitant (en dollars de 1990)	474	336	317	277
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	3,8	7,4	6,7	6,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	87	141	163	177
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	109	132	143
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	31	20	29	25
Production brute (en millions de dollars)	90	59	93	80
Emploi (en milliers de personnes)	2	3	3	3
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	65	64	66	67
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	15	14	15	15
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	19	22	19	19
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	43 657	21 195	30 800	24 380
Valeur ajoutée par travailleur	15 103	7 641	10 344	8 234
Salaires moyens, suppléments inclus	6 534	2 981	4 404	3 481
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,69	3,83	2,50	2,16
en % de θ moyen en 1970-1975	283	191	125	108
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	1,39	-0,22	0,19	0,10
Degré de spécialisation	18,6	23,0	21,2	21,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	2	1	1	1
313 Fabrication des boissons	7	6	8	6
314 Industrie du tabac	-	-	-	-
321 Industrie textile	6	5	8	7
322 Articles d'habillement	1	1	1	1
323 Articles en cuir et en fourrure	1	-	1	1
324 Fabrication de chaussures	1	-	-	-
331 Bois et produits du bois	-	-	-	-
332 Meubles et accessoires	-	-	-	-
341 Papier et articles en papier	-	-	-	-
342 Imprimerie et édition	2	1	1	1
351 Industrie chimique	2	-	-	-
352 Autres produits chimiques	3	3	4	4
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	1	-	-	-
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	2	1	2	1
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	3	1	2	1
382 Machines non électriques	-	1	1	1
383 Machines électriques	-	-	-	-
384 Matériel de transport	-	-	-	-
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	-	-	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c



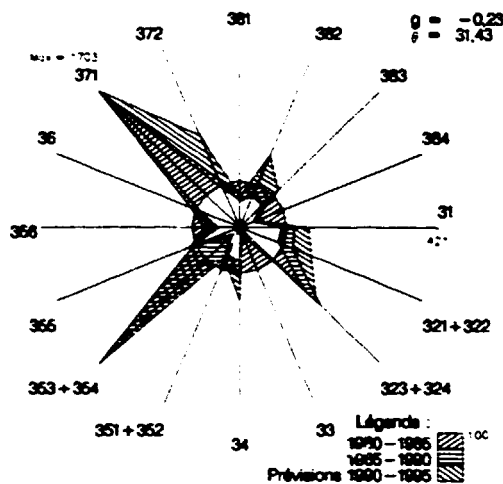
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



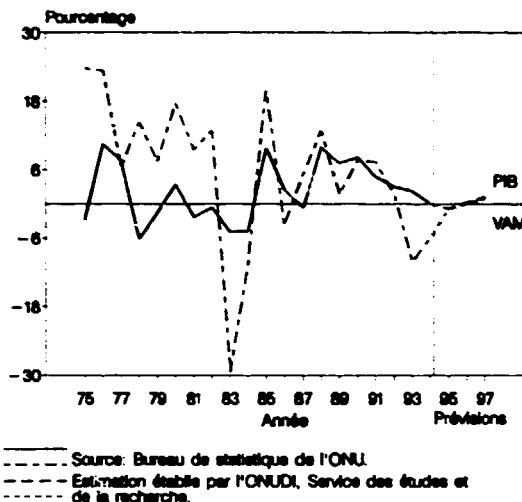
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAN
(Prix constants de 1990)



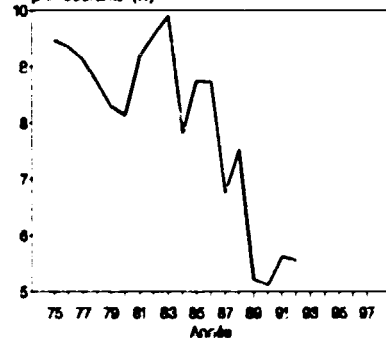
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	25 929	24 989	32 426	35 791
Par habitant (en dollars de 1990)	360	301	377	340
Part du secteur manufacturier (%) , prix courants	8,1	8,7	5,1	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	1 537	1 427	1 779	1 742
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	89	92	95
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	2 422	1 737	3 022	3 168
Production brute (en millions de dollars)	4 740	3 534	6 107	5 944
Emploi (en milliers de personnes)	432	336	416	457
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	49	51	51	47
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	11	10	10	10
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	40	39	40	44
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	10 273	9 347	14 044	12 449
Valeur ajoutée par travailleur	5 260	4 904	7 140	6 859
Salaire moyen, suppléments inclus	1 226	1 043	1 443	1 239
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	16,37	25,41	3,05	2,35
en % de θ moyen en 1970-1975	135	209	25	19
Taux de croissance de la VAN - changement structurel θ	1,19	-0,26	1,82	2,28
Degré de spécialisation	18,6	18,4	20,8	21,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3117 Industries alimentaires	149	251	479	561
313 Fabrication des boissons	267	205	359	376
314 Industrie du tabac	96	63	69	57
321 Industrie textile	231	233	435	495
322 Articles d'habillement	3	1	1	1
323 Articles en cuir et en fourrure	12	23	36	31
324 Fabrication de chaussures	12	28	49	45
331 Bois et produits du bois	88	14	12	9
332 Meubles et accessoires	56	14	12	9
341 Papier et articles en papier	38	51	107	136
342 Impprimerie et édition	75	45	79	80
351 Industrie chimique	30	9	11	9
352 Autres produits chimiques	265	213	365	333
353 Raffineries de pétrole	72	-7	36	29
354 Dérivés du pétrole et du charbon	6	-1	2	2
355 Industrie du caoutchouc	26	31	46	42
356 Ouvrages en matière plastique	93	49	90	92
361 Gres, porcelaines et faïences	-	2	2	3
362 Industrie du verre	24	7	12	17
369 Autres produits minéraux non métalliques	87	106	171	148
371 Sidérurgie	3	17	39	52
372 Métaux non ferreux	33	34	57	79
381 Ouvrages en métaux	140	92	149	138
382 Machines non électriques	23	19	35	45
383 Machines électriques	46	36	69	72
384 Matériel de transport	526	193	295	302
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	13	6	6	5

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

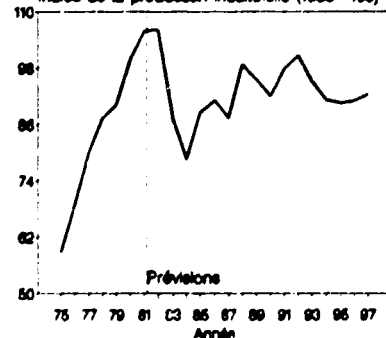
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



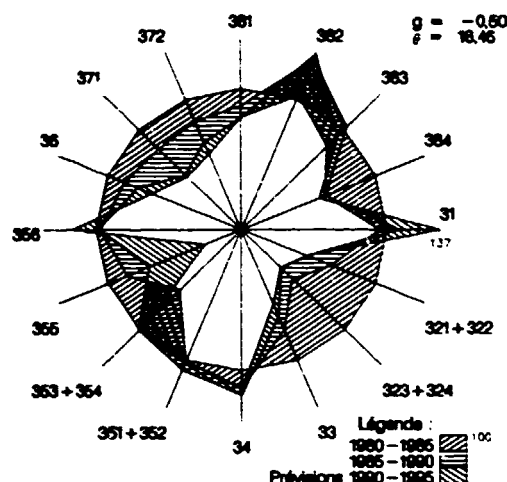
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



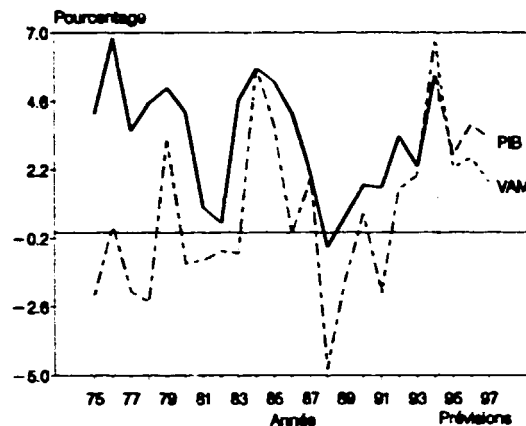
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1987)

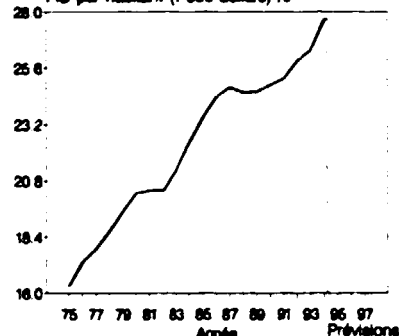


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

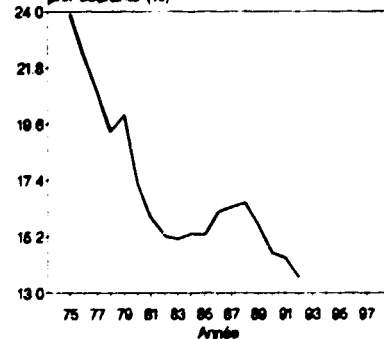
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	82 790	97 604	105 524	113 368
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	20 262	23 502	24 532	26 371
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants	17,3	15,3	14,6	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	14 041	15 028	14 437	14 633
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	109	113	115
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	9 339	7 660	13 504	12 486
Production brute (en millions de dollars)	31 936	28 186	50 107	45 097
Emploi (en milliers de personnes)	354	312	271	245
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	71	73	73	73
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	21	20	19	23
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	8	7	8	3
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	89 600	89 751	184 292	179 224
Valeur ajoutée par travailleur	26 217	24 391	49 684	51 318
Salaires moyen, suppléments inclus	19 129	17 852	35 540	43 278
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,11	7,64	7,08	5,37
en % de θ moyen en 1970-1975	84	126	116	88
Taux de croissance de la VAM : changement structural θ	-0,19	-0,18	-0,14	-0,51
Degré de spécialisation	12,2	13,2	12,9	14,7
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	908	633	1 307	1 665
313 Fabrication des boissons	292	296	660	583
314 Industrie du tabac	168	220	478	474
321 Industrie textile	213	126	191	186
322 Articles d'habillement	101	59	58	54
323 Articles en cuir et en fourrure	18	9	16	15
324 Fabrication de chaussures	24	10	11	11
331 Bois et produits du bois	587	368	619	408
332 Meubles et accessoires	196	165	236	209
341 Papier et articles en papier	452	400	787	554
342 Imprimerie et édition	688	717	1 381	1 271
351 Industrie chimique	452	422	811	585
352 Autres produits chimiques	227	183	393	427
353 Raffineries de pétrole	103	24	195	136
354 Dérivés du pétrole et du charbon	53	59	63	53
355 Industrie du caoutchouc	51	39	58	21
356 Ouvrages en matière plastique	170	147	278	272
361 Grès, porcelaines et laïences	26	18	27	24
362 Industrie du verre	55	50	77	67
369 Autres produits minéraux non métalliques	281	215	361	246
371 Sidérurgie	395	276	347	292
372 Métaux non ferreux	743	550	826	618
381 Ouvrages en métaux	595	465	784	701
382 Machines non électriques	933	1 079	1 590	1 753
383 Machines électriques	547	498	751	721
384 Matériel de transport	1 000	555	1 028	915
385 Matériel professionnel et scientifique	32	39	82	103
390 Autres industries manufacturières	59	42	89	104

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

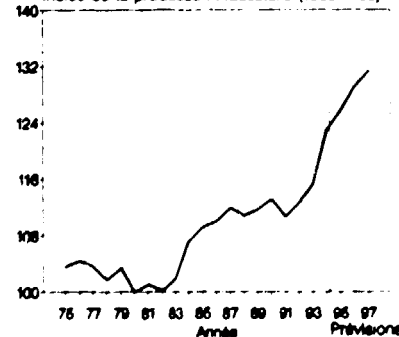
PIB per habitant (1 000 dollars) /c



Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)

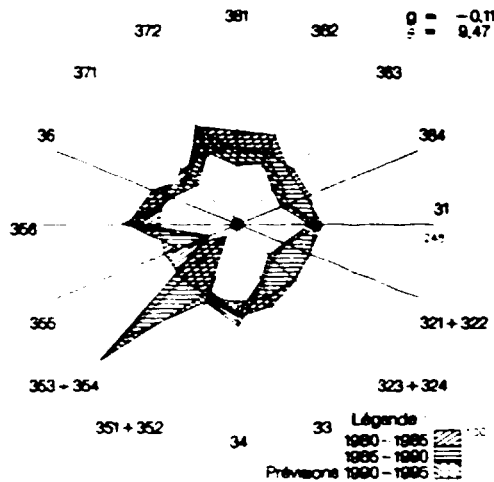


Indice de la production industrielle (1980=100)

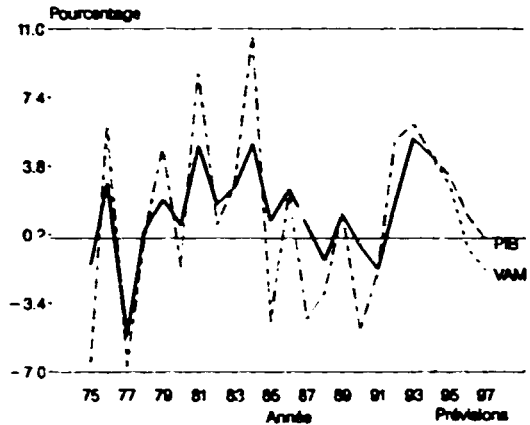


NOUVELLE-ZÉLANDE

Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

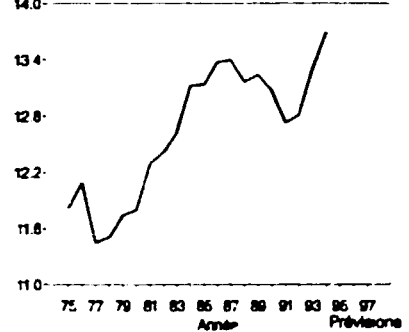


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	36 725	42 647	43 941	46 367
Par habitant (en dollars de 1990)	11 797	13 134	13 078	13 305
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	21,7	20,7	17,9	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	6 998	8 323	7 611	8 356
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	117	127	139
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	4 756	4 657	6 928	6 995
Production brute (en millions de dollars)	14 790	15 399	23 457	23 685
Emploi (en milliers de personnes)	285	278	222	215
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	68	70	70	70
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	22	18	17	18
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	10	12	12	12
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	51 364	50 964	98 140	104 519
Valeur ajoutée par travailleur	16 711	15 414	28 989	31 707
Salaire moyen, suppléments inclus	11 356	10 180	18 421	19 419
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,08	2,29	5,52	2,30
en % de (i) moyen en 1970-1975	39	43	104	43
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	0,65	0,75	-0,30	0,01
Degré de spécialisation	14,6	14,7	15,3	15,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	1 098	1 082	1 676	1 687
313 Fabrication des boissons	110	93	216	212
314 Industrie du tabac	30	19	45	43
321 Industrie textile	222	193	232	224
322 Articles d'habillement	185	170	202	204
323 Articles en cuir et en fourrure	45	46	54	58
324 Fabrication de chaussures	55	46	41	38
331 Bois et produits du bois	253	257	323	313
332 Meubles et accessoires	92	95	126	125
341 Papier et articles en papier	266	276	553	549
342 Imprimerie et édition	294	326	537	540
351 Industrie chimique	140	134	249	252
352 Autres produits chimiques	155	142	211	214
353 Raffineries de pétrole	26	1	137	137
354 Dérivés du pétrole et du charbon	9	7	9	9
355 Industrie du caoutchouc	96	70	62	63
356 Ouvrages en matière plastique	110	138	229	233
361 Grès, porcelaines et faïences	13	11	17	17
362 Industrie du verre	44	41	63	58
369 Autres produits minéraux non métalliques	114	127	181	164
371 Siderurgie	93	71	113	118
372 Métaux non ferreux	82	102	139	146
381 Ouvrages en métaux	371	404	480	522
382 Machines non électriques	235	264	340	347
383 Machines électriques	239	200	260	276
384 Matériel de transport	318	274	322	331
385 Matériel professionnel et scientifique	14	20	24	25
390 Autres industries manufacturières	45	48	86	89

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

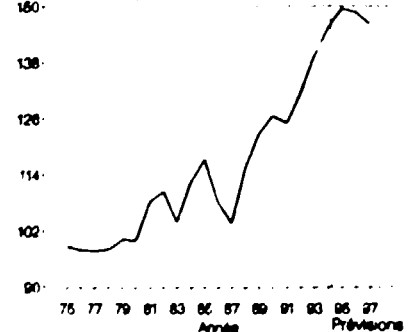
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



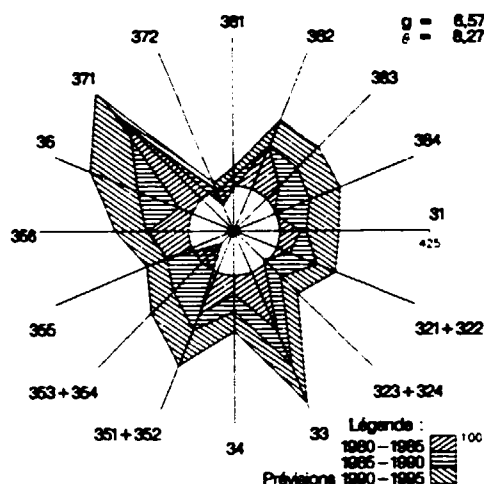
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



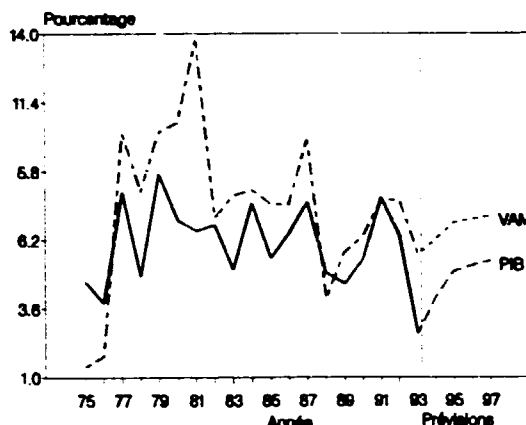
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

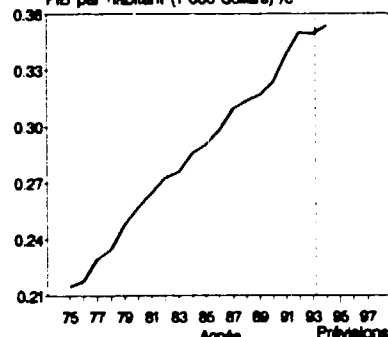


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

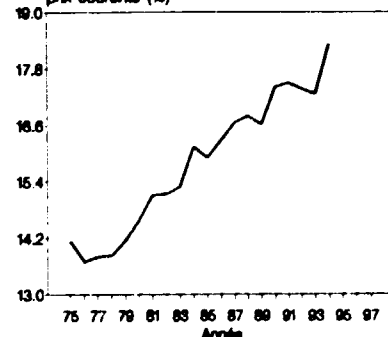
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	21 941	29 767	39 464	46 442
Par habitant ² (en dollars de 1990)	257	290	324	349
Part du secteur manufacturier ³ (%), prix courants	14,6	15,9	17,4	17,3
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴ (millions de dollars de 1990)	2 889	4 411	6 096	7 468
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	133	150	185
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	2 423	3 236	4 299	5 308
Production brute (en millions de dollars)	7 144	10 132	13 354	16 523
Emploi (en milliers de personnes)	452	493	533	569
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	66	68	68	68
Traitements et salaires, supplément. inclus (%)	7	6	7	7
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	27	26	25	25
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	14 606	20 484	24 989	28 957
Valeur ajoutée par travailleur	4 953	6 545	8 047	9 315
Salaires moyen, supplément. inclus	1 122	1 323	1 769	2 030
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	6,88	8,30	8,76	1,66
en % de θ moyen en 1970-1975	102	123	130	25
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	0,74	0,94	0,66	2,98
Degré de spécialisation	23,2	23,5	20,5	20,4
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	431	580	606	802
313 Fabrication des boissons	45	74	79	99
314 Industrie du tabac	300	372	453	567
321 Industrie textile	483	562	816	924
322 Articles d'habillement	7	18	70	99
323 Articles en cuir et en fourrure	41	35	27	32
324 Fabrication de chaussures	4	3	32	42
331 Bois et produits du bois	4	9	1	18
332 Meubles et accessoires	3	6	5	6
341 Papier et articles en papier	29	33	47	56
342 Imprimerie et édition	24	36	41	48
351 Industrie chimique	127	281	299	358
352 Autres produits chimiques	156	230	318	391
353 Raffineries de pétrole	158	45	259	322
354 Dérivés du pétrole et du charbon	9	17	32	40
355 Industrie du caoutchouc	28	41	41	49
356 Ouvrages en matière plastique	12	21	21	27
361 Grès, porcelaines et faïences	5	8	15	17
362 Industrie du verre	11	17	31	40
369 Autres produits minéraux non métalliques	171	199	347	454
371 Sidérurgie	99	342	292	362
372 Métaux non ferreux	1	1	1	1
381 Ouvrages en métaux	38	33	43	48
382 Machines non électriques	43	80	80	99
383 Machines électriques	78	98	141	172
384 Matériel de transport	97	83	160	203
385 Matériel professionnel et scientifique	6	6	11	13
390 Autres industries manufacturières	11	11	17	18

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

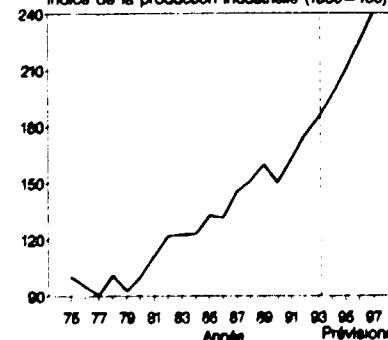
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



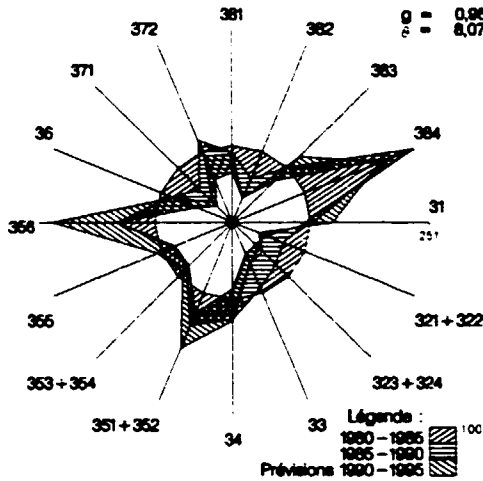
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



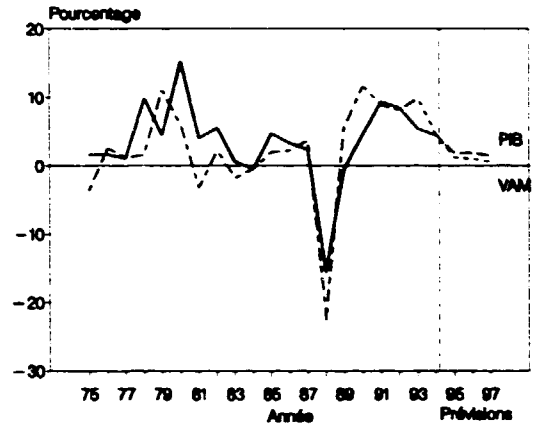
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

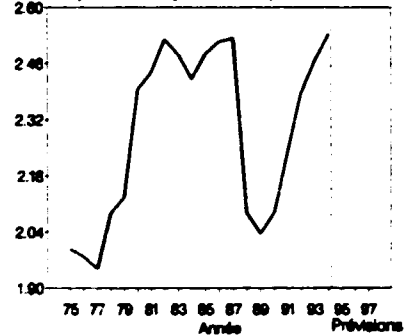


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

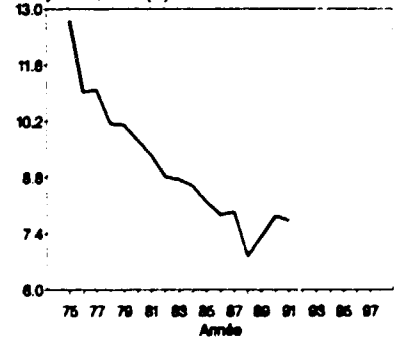
	1980	1985	1990	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	4 672	5 382	5 009	6 264
Par habitant : " (en dollars de 1990)	2 396	2 484	2 089	2 468
Part du secteur manufacturier : " (%), prix courants	9,7	8,2	7,8	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : " (millions de dollars de 1990)	428	421	407	526
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	108	102	127
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	477	553	515	641
Production brute (en millions de dollars)	1 473	1 773	1 617	2 141
Emploi (en milliers de personnes)	31	36	33	39
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	68	69	68	70
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	9	13	13	13
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	23	18	19	17
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	46 756	48 876	48 583	54 034
Valeur ajoutée par travailleur	15 159	15 246	15 501	16 369
Salaires moyen, suppléments inclus	4 236	6 270	6 300	6 827
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,56	4,54	4,15	2,12
en % de θ moyen en 1970-1975	85	70	64	33
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	0,74	0,01	-0,22	2,30
Degré de spécialisation	24,2	23,0	29,7	28,8
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	155	171	196	234
313 Fabrication des boissons	52	53	67	80
314 Industrie du tabac	26	30	22	32
321 Industrie textile	4	3	5	5
322 Articles d'habillement	31	26	14	11
323 Articles en cuir et en fourrure	4	1	2	3
324 Fabrication de chaussures	7	9	4	4
331 Bois et produits du bois	8	7	3	5
332 Meubles et accessoires	8	11	5	7
341 Papier et articles en papier	20	33	26	35
342 Imprimerie et édition	22	29	18	26
351 Industrie chimique	4	9	9	12
352 Autres produits chimiques	26	42	36	50
353 Raffineries de pétrole	27	25	25	27
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	2	1	2
355 Industrie du caoutchouc	2	2	2	2
356 Ouvrages en matière plastique	12	21	22	31
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	1	7	3	4
369 Autres produits minéraux non métalliques	31	26	16	25
371 Sidérurgie	5	4	2	3
372 Métaux non ferreux	2	3	2	3
381 Ouvrages en métaux	19	20	15	21
382 Machines non électriques	1	1	-	-
383 Machines électriques	3	4	3	4
384 Matériel de transport	4	13	11	11
385 Matériel professionnel et scientifique	1	2	3	4
390 Autres industries manufacturières	2	2	2	3

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

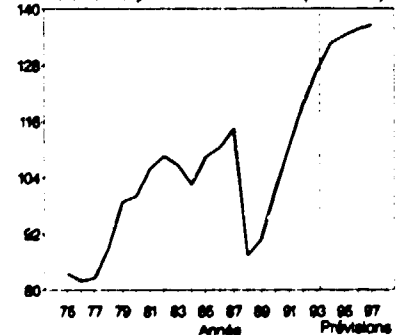
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



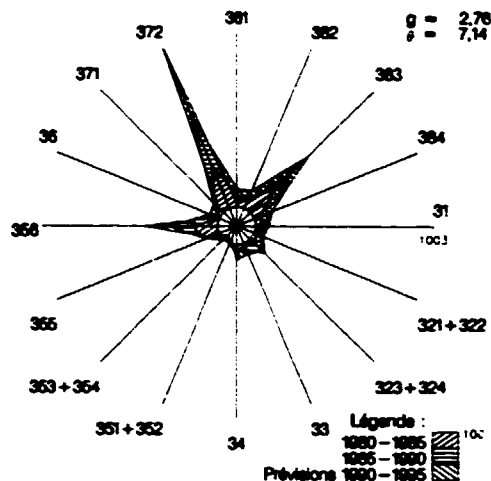
Part du secteur manufacturier au PIB
prix courants (%)



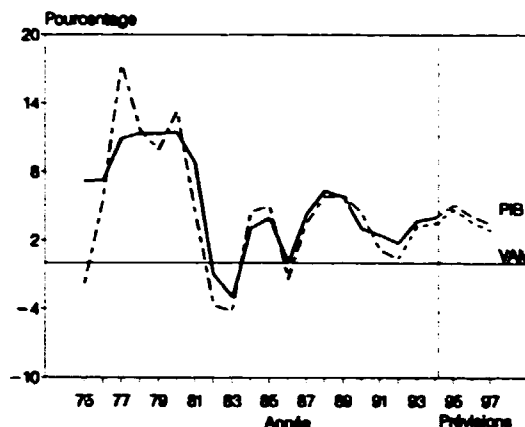
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1983)

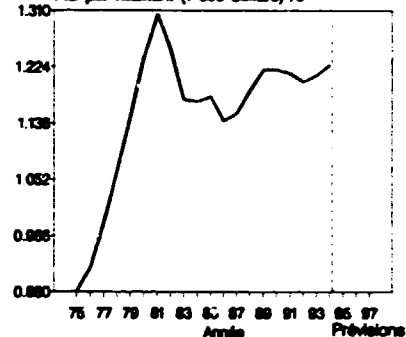


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

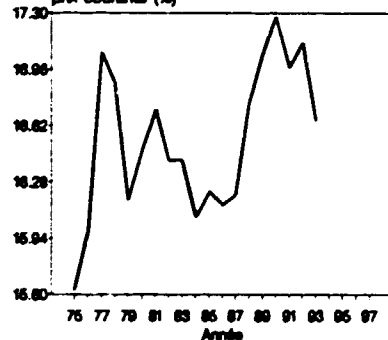
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	3 889	4 352	5 265	5 696
Par habitant : (en dollars de 1990)	1 240	1 178	1 220	1 212
Part du secteur manufacturier : (%), prix courants	16,5	16,2	17,3	16,6
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (en millions de dollars de 1990)	721	761	910	953
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	113	133	104
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	575	686	774	789
Production brute (en millions de dollars)	1 312	1 395	1 408	1 614
Emploi (en milliers de personnes)	146	129	158	160
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	55	61	53	63
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)				
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)				
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	8 989	10 803	8 935	9 915
Valeur ajoutée par travailleur	4 981	5 178	5 000	4 901
Salaires moyen, suppléments inclus				
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,33	5,17	3,61	3,42
en % de θ moyen en 1970-1975	137	97	68	64
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	1,19	0,66	1,89	-0,68
Degré de spécialisation	31,7	28,9	27,9	27,5
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	170	219	235	217
313 Fabrication des boissons	43	56	62	70
314 Industrie du tabac	6	7	7	6
321 Industrie textile	44	42	54	54
322 Articles d'habillement	2	3	3	2
323 Articles en cuir et en fourrure	7	14	16	18
324 Fabrication de chaussures	18	20	25	25
331 Bois et produits du bois	95	96	106	130
332 Meubles et accessoires	6	8	9	12
341 Papier et articles en papier	-	1	1	-
342 Imprimerie et édition	24	36	26	35
351 Industrie chimique	4	5	5	6
352 Autres produits chimiques	10	9	7	6
353 Raffineries de pétrole	94	62	76	86
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	6	13	17	22
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	1	2	3	4
369 Autres produits minéraux non métalliques	26	23	31	25
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	1	4	6	8
381 Ouvrages en métaux	9	15	15	11
382 Machines non électriques	1	1	2	1
383 Machines électriques	-	1	1	1
384 Matériel de transport	5	10	8	6
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	1	1
390 Autres industries manufacturières	2	17	58	42

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

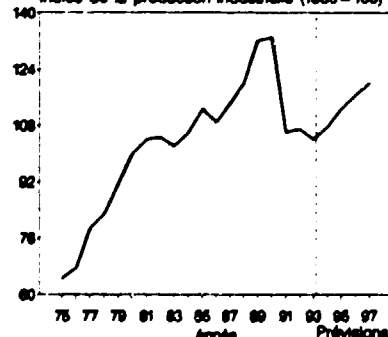
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



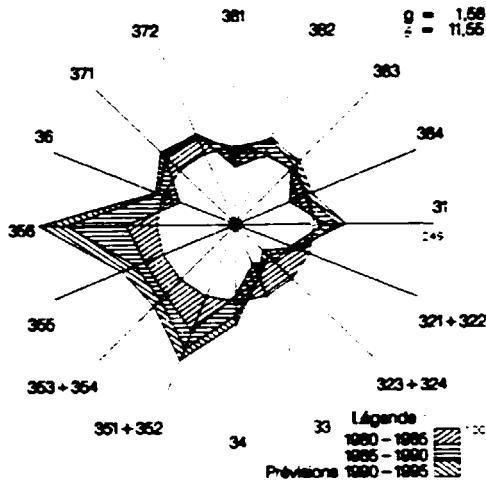
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



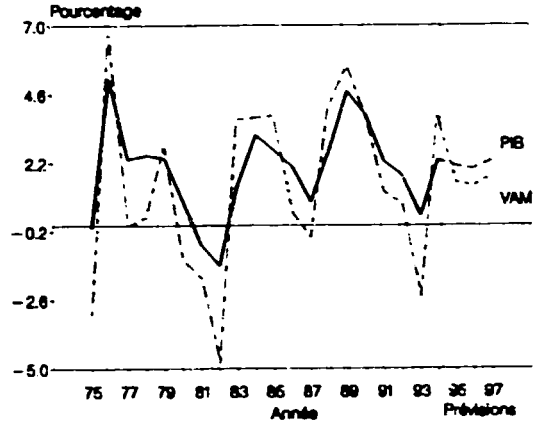
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

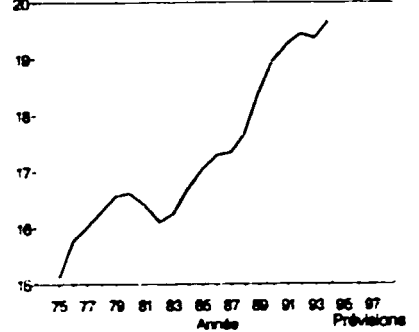


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

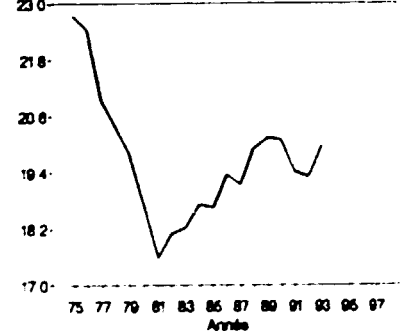
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	234 973	246 975	263 525	295 971
Par habitant : (en dollars de 1990)	16 613	17 042	18 962	19 364
Part du secteur manufacturier : (%), prix courants	18,7	18,6	20,1	20,0
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (en millions de dollars de 1990)	45 186	47 167	53 804	53 461
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	104	119	118
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	29 080	20 714	47 539	52 025
Production brute (en millions de dollars)	109 618	80 068	161 098	169 062
Emploi (en milliers de personnes)	944	797	845	833
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	73	74	70	69
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	20	21	22	24
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	7	5	7	7
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	109 988	87 795	165 199	201 089
Valeur ajoutée par travailleur	29 285	23 459	49 365	65 132
Salaires moyen, suppléments inclus	23 135	21 037	42 133	47 870
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,76	6,01	4,82	2,37
en % de θ moyen en 1970-1975	74	161	129	63
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	-0,45	0,04	0,72	0,33
Degré de spécialisation	15,0	15,2	14,8	15,0
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	4 562	2 896	6 373	7 158
313 Fabrication des boissons	654	737	1 512	1 685
314 Industrie du tabac	282	775	1 848	1 959
321 Industrie textile	734	463	1 046	1 093
322 Articles d'habillement	372	130	279	258
323 Articles en cuir et en fourrure	68	38	61	57
324 Fabrication de chaussures	118	51	85	86
331 Bois et produits du bois	594	234	590	653
332 Meubles et accessoires	418	164	459	463
341 Papier et articles en papier	805	660	1 660	1 875
342 Imprimerie et édition	2 480	1 446	3 588	4 014
351 Industrie chimique	2 263	2 436	5 610	6 180
352 Autres produits chimiques	913	902	1 903	2 104
353 Raffineries de pétrole	533	521	1 057	1 166
354 Dérivés du pétrole et du charbon	101	55	134	146
355 Industrie du caoutchouc	156	139	296	326
356 Ouvrages en matière plastique	472	466	1 389	1 591
361 Grès, porcelaines et faïences	134	77	196	215
362 Industrie du verre	245	133	370	404
369 Autres produits minéraux non métalliques	893	477	1 272	1 383
371 Sidérurgie	882	798	1 513	1 670
372 Métaux non ferreux	371	329	611	669
381 Ouvrages en métaux	2 455	1 293	3 375	3 335
382 Machines non électriques	2 369	1 628	3 848	4 163
383 Machines électriques	3 687	2 658	5 407	5 973
384 Matériel de transport	1 927	1 015	2 571	2 861
385 Matériel professionnel et scientifique	237	146	349	413
390 Autres industries manufacturières	358	49	135	116

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

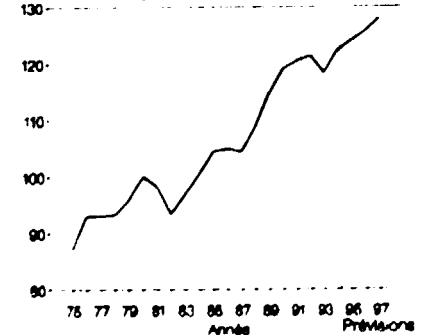
PIB per habitant (1 000 dollars) /c



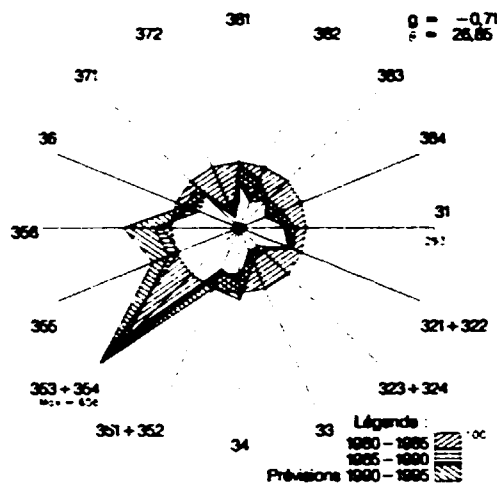
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



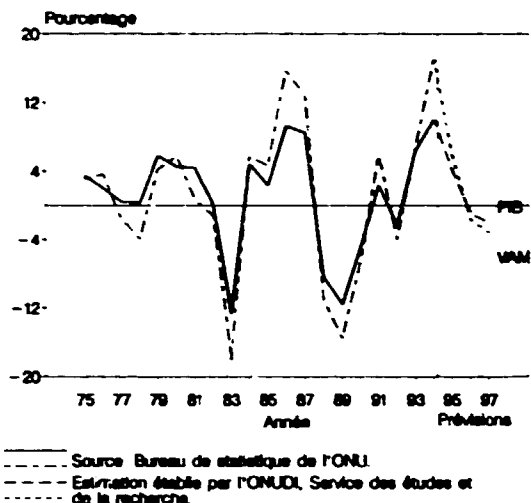
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



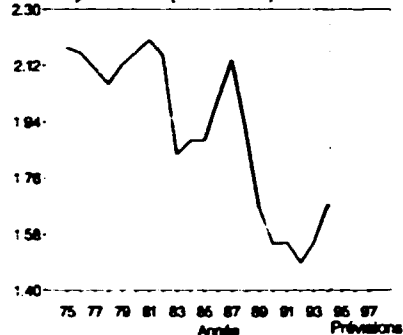
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



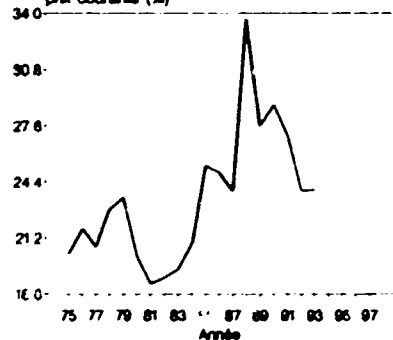
	1989	1995	1990	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	37 452	36 703	33 427	35 555
Par habitant : " (en dollars de 1990)	2 162	1 880	1 548	1 554
Part du secteur manufacturier : " (%), prix courants	20,2	25,3	28,8	23,9
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : " (millions de dollars de 1990)	12 493	11 240	10 217	11 067
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	86	78	82
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	4 984	3 918	11 842	15 686
Production brute (en millions de dollars)	12 977	9 573	23 253	30 801
Emploi (en milliers de personnes)	273	263	295	312
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	62	59	49	49
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	7	6	9	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	32	35	42	43
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	47 484	36 350	78 615	98 041
Valeur ajoutée par travailleur	18 238	14 877	40 081	50 213
Salaires moyen, suppléments inclus	3 178	2 154	6 995	7 440
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	10,22	16,82	9,53	2,54
en % de θ moyen en 1970-1975	150	246	140	37
Taux de croissance de la VAM : changement structural θ	0,32	-0,03	-0,44	-1,37
Degré de spécialisation	12,7	21,3	13,6	13,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311:2 Industrie alimentaire	767	402	1 691	2 058
313 Fabrication des boissons	379	303	988	1 388
314 Industrie du tabac	84	61	155	191
321 Industrie textile	466	352	1 158	1 237
322 Articles d'habillement	65	52	289	333
323 Articles en cuir et en fourrure	56	20	61	85
324 Fabrication de chaussures	41	20	76	77
331 Bois et produits du bois	81	32	86	141
332 Meubles et accessoires	40	19	75	95
341 Papier et articles en papier	156	77	341	473
342 Imprimerie et édition	100	80	369	491
351 Industrie chimique	215	158	486	673
352 Autres produits chimiques	289	193	728	1 071
353 Raffineries de pétrole	192	1 154	1 633	2 489
354 Dérivés du pétrole et du charbon	6	1	2	2
355 Industrie du caoutchouc	62	52	242	299
356 Ouvrages en matière plastique	89	90	387	535
361 Grès, porcelaines et faïences	15	8	12	16
362 Industrie du verre	47	15	50	126
369 Autres produits minéraux non métalliques	129	113	323	445
371 Sidérurgie	192	123	467	567
372 Métaux non ferreux	604	172	345	487
381 Ouvrages en métaux	188	113	430	614
382 Machines non électriques	156	58	351	440
383 Machines électriques	211	111	435	450
384 Matériel de transport	278	106	454	632
385 Matériel professionnel et scientifique	14	10	49	75
390 Autres industries manufacturières	58	25	120	167

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

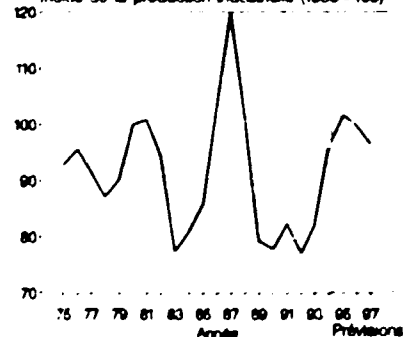
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



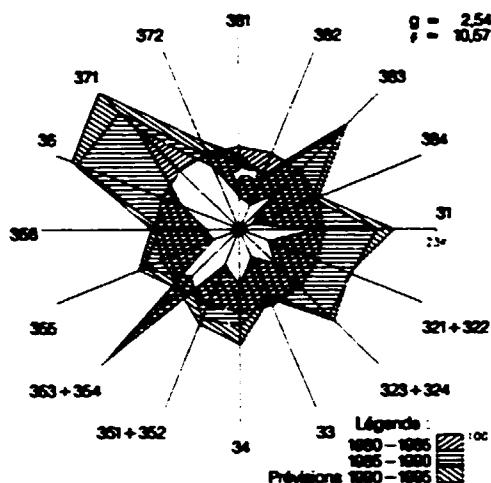
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



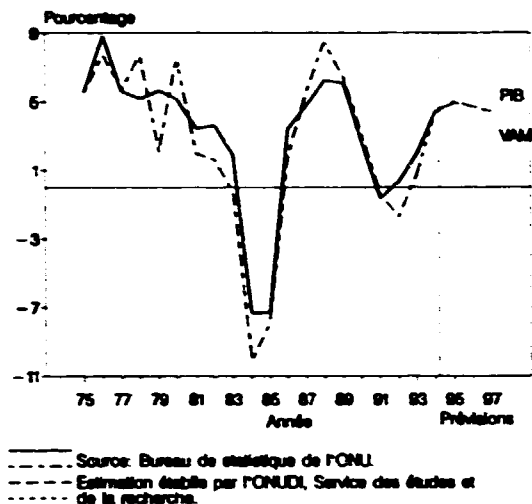
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



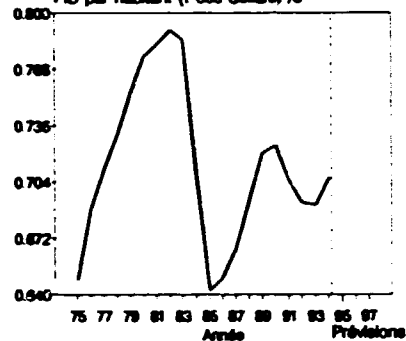
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



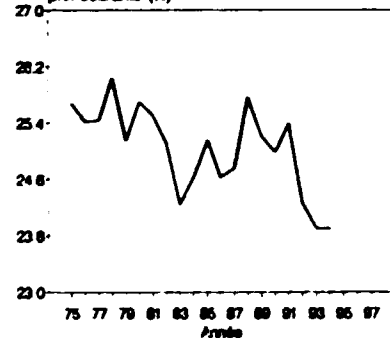
	1988	1985	1988	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	37 449	25 122	44 050	44 777
Par habitant (en dollars de 1990)	775	642	725	691
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	25,7	25,2	25,0	23,9
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	10 067	8 605	11 003	10 845
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	74	133	135
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	4 861	3 448	6 997	8 715
Production brute (en millions de dollars)	17 369	12 081	22 444	28 441
Emploi (en milliers de personnes)	949	619	945	976
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	72	71	69	69
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	6	6	8	8
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	22	22	23	22
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	18 263	19 369	23 477	28 918
Valeur ajoutée par travailleur	4 552	5 528	7 318	8 936
Salaires moyen, suppléments inclus	1 127	1 257	1 958	2 433
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	12,12	17,96	10,48	3,49
en % de θ moyen en 1970-1975	107	159	93	31
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	0,39	-0,21	1,25	0,94
Degré de spécialisation	14,4	22,0	16,3	16,6
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	969	658	1 263	1 539
313 Fabrication des boissons	195	423	923	1 295
314 Industrie du tabac	369	209	405	492
321 Industrie textile	395	109	339	316
322 Articles d'habillement	205	105	583	726
323 Articles en cuir et en fourrure	5	3	18	21
324 Fabrication de chaussures	13	9	16	19
331 Bois et produits du bois	229	86	202	247
332 Meubles et accessoires	75	22	82	100
341 Papier et articles en papier	128	97	177	210
342 Imprimerie et édition	89	46	102	161
351 Industrie chimique	296	101	204	247
352 Autres produits chimiques	389	205	665	810
353 Raffineries de pétrole	328	715	289	371
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	3	1	2
355 Industrie du caoutchouc	103	34	140	171
356 Ouvrages en matière plastique	85	32	86	104
361 Grès, porcelaines et faïences	33	9	24	29
362 Industrie du verre	42	28	86	105
369 Autres produits minéraux non métalliques	63	60	197	241
371 Siderurgie	98	164	213	269
372 Métaux non ferreux	35	28	35	47
381 Ouvrages en métal	127	49	117	148
382 Machines non électriques	98	31	69	83
383 Machines électriques	260	156	460	574
384 Matériel de transport	234	35	234	306
385 Matériel professionnel et scientifique	5	5	18	25
390 Autres industries manufacturières	49	28	51	64

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

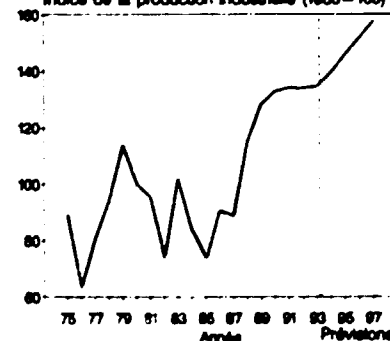
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



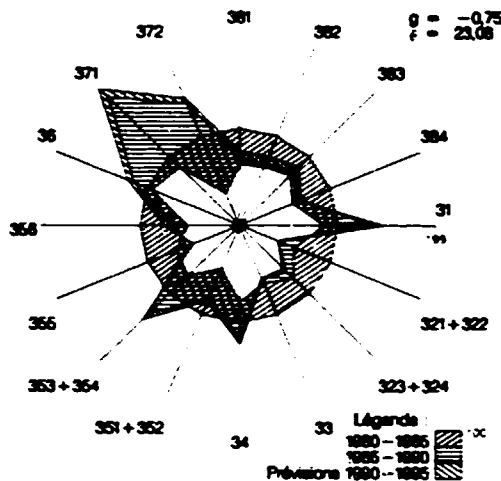
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



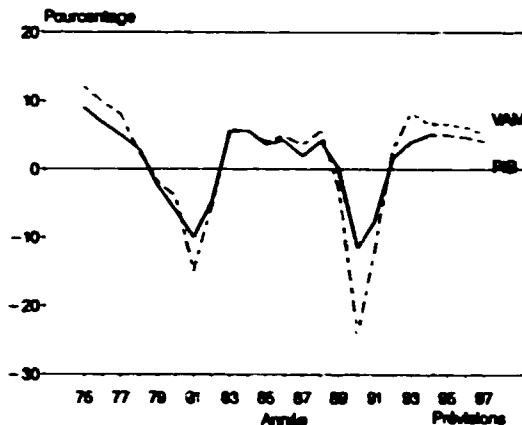
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

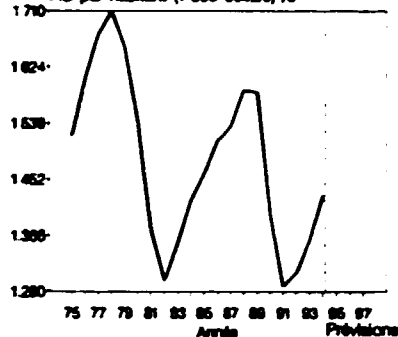


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

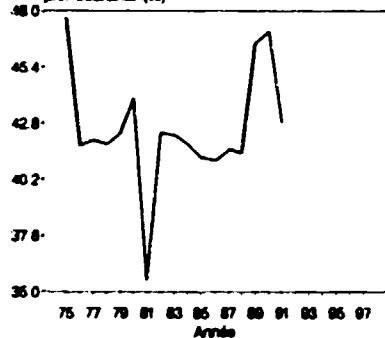
	1986	1985	1988	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	54 856	54 357	53 290	52 123
Par habitant (en dollars de 1990)	1 542	1 461	1 398	1 361
Part du secteur manufacturier (%) prix courants	44,0	41,2	47,0	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	31 971	29 764	25 072	24 586
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	98	84	81
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	22 833	24 432	23 017	40 111
Production brute (en millions de dollars)	1 597	1 683	48 839	1 916
Emploi (en milliers de personnes)	4 063	3 578	3 014	2 290
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	49	38	53	43
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	23	21	8	16
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	28	41	39	41
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	5 360	5 292	16 204	11 115
Valeur ajoutée par travailleur	5 321	6 052	7 637	17 361
Salaires moyen, suppléments inclus	1 575	1 627	1 257	2 160
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (moyenne sur 5 ans, degrés)	6,03	14,02	11,51	10,41
en % de 0 moyen en 1970-1975	118	275	226	204
Taux de croissance de la VAM changement structurel	3,06	-0,48	0,61	0,02
Degré de spécialisation	11,7	14,4	11,3	
VALEUR AJOUTÉE (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	889	144	2 595	3 820
313 Fabrication des boissons	3 062	3 562	1 838	3 590
314 Industrie du tabac	636	74	379	820
321 Industrie textile	2 795	2 444	1 222	1 855
322 Articles d'habillement	572	801	432	781
323 Articles en cuir et en fourrure	122	221	120	193
324 Fabrication de chaussures	403	430	263	473
331 Bois et produits du bois	425	434	325	518
332 Meubles et accessoires	491	500	307	554
341 Papier et articles en papier	224	269	348	519
342 Imprimerie et édition	154	208	166	299
351 Industrie chimique	837	734	1 056	1 874
352 Autres produits chimiques	961	644	649	1 087
353 Raffineries de pétrole	1 058	1 239	1 419	2 512
354 Dérivés du pétrole et du charbon	54	60	249	443
355 Industrie du caoutchouc	317	341	209	327
356 Ouvrages en matière plastique	360	296	274	494
361 Grès, porcelaines et faïences	97	146	107	194
362 Industrie du verre	269	282	227	406
369 Autres produits minéraux non métalliques	335	634	602	1 070
371 Sidérurgie	868	1 161	1 887	3 354
372 Métaux non ferreux	602	356	951	1 682
381 Ouvrages en métaux	1 343	1 347	1 081	2 002
382 Machines non électriques	3 263	3 360	2 604	4 687
383 Machines électriques	1 558	1 801	1 420	2 533
384 Matériel de transport	2 436	2 255	1 855	3 145
385 Matériel professionnel et scientifique	244	251	173	314
390 Autres industries manufacturières	237	438	258	462

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

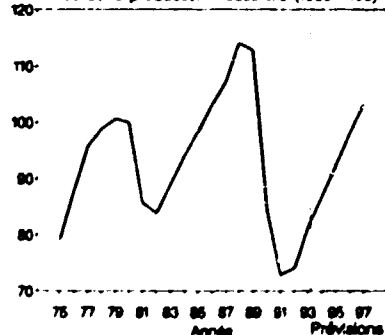
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



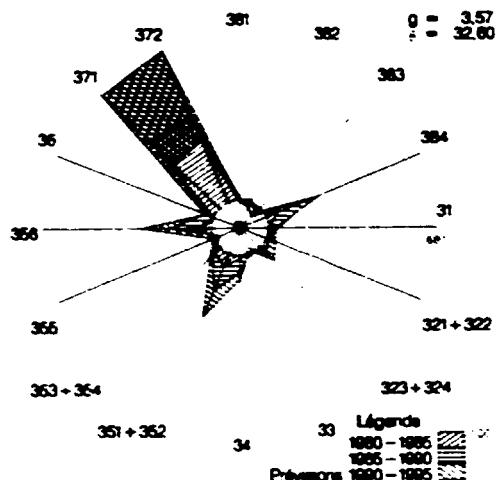
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



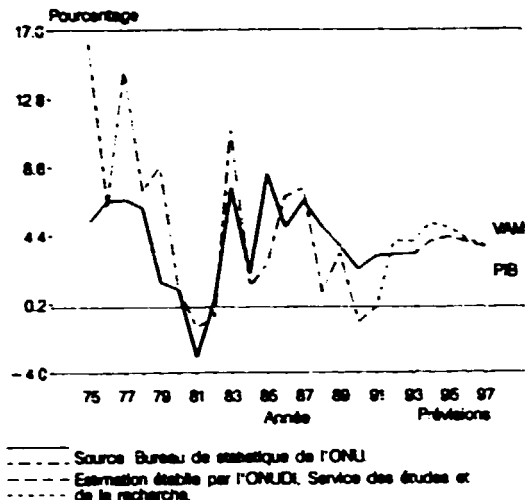
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



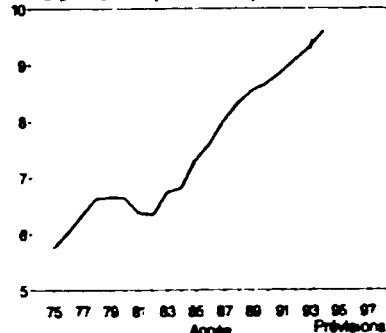
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(P: constants de 1990)



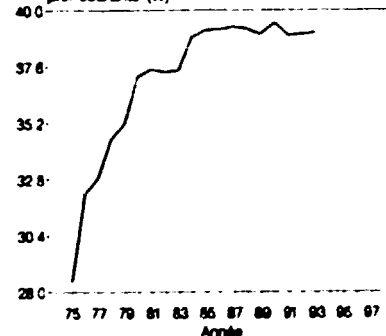
	1980	1985	1988	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	21 294	24 575	30 804	33 637
Par habitant (en dollars de 1990)	6 642	7 301	8 667	9 297
Part de secteur manufacturier (%) (prix courants)	37,2	39,2	39,5	39,0
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	9 068	10 255	12 126	13 115
Indice de la production industrielle (1980=100)	106	113	134	145
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	6 162	7 968	12 129	
Production brute (en millions de dollars)				
Emploi (en milliers de personnes)	155	149	158	161
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)				
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)				
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)				
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur				
Valeur ajoutée par travailleur	39 846	53 554	76 524	
Salaires moyens, suppléments inclus	8 762	13 625	16 905	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,70	3,72	2,68	2,73
en % de θ moyen en 1970-1975	125	126	91	93
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	0,97	0,57	2,13	0,84
Degré de spécialisation	29,8	32,1	37,0	41,4
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	433	485	674	
313 Fabrication des boissons	559	714	1 117	
314 Industrie du tabac	123	143	171	
321 Industrie textile	34	34	42	
322 Articles d'habillement	337	437	486	
323 Articles en cuir et en fourrure	16	21	24	
324 Fabrication de chaussures	51	67	78	
331 Bois et produits du bois	7	7	9	
332 Meubles et accessoires	38	38	50	
341 Papier et articles en papier	55	56	66	
342 Imprimerie et édition	56	86	164	
351 Industrie chimique	35	58	39	
352 Autres produits chimiques	1 650	2 849	5 334	
353 Raffineries de pétrole	50	74	84	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	65	91	121	
355 Industrie du caoutchouc	47	50	47	
356 Ouvrages en matière plastique	36	63	116	
361 Grès, porcelaines et faïences	19	21	33	
362 Industrie du verre	25	28	44	
369 Autres produits minéraux non métalliques	57	65	101	
371 Siderurgie	2	10	17	
372 Métaux non ferreux	4	21	38	
381 Ouvrages en métaux	84	93	116	
382 Machines non électriques	454	502	668	
383 Machines électriques	1 348	1 246	1 409	
384 Matériel de transport	18	29	68	
385 Matériel professionnel et scientifique	452	582	889	
390 Autres industries manufacturières	107	98	113	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

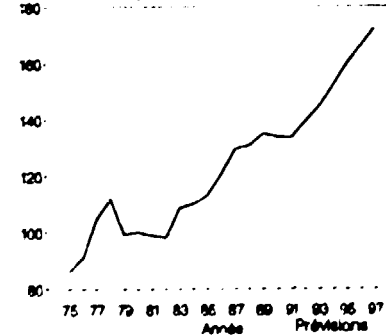
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



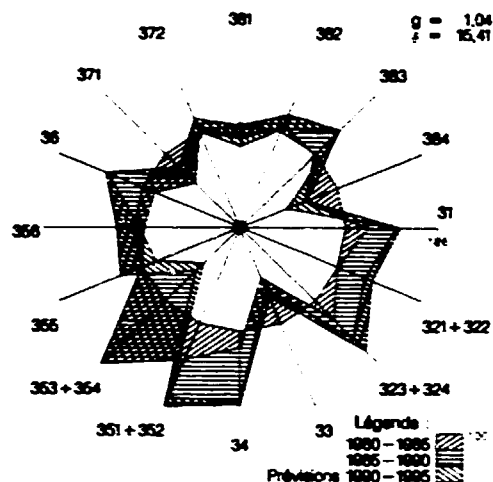
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



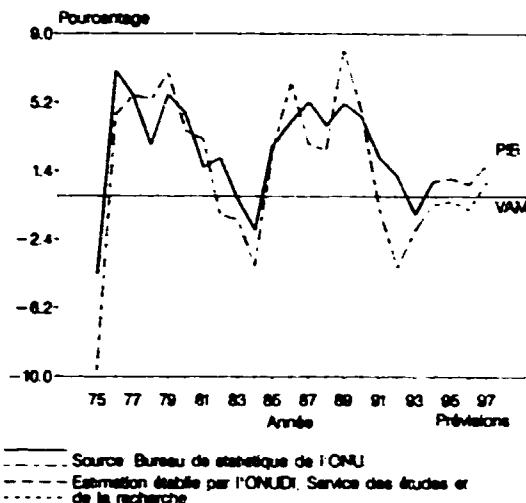
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



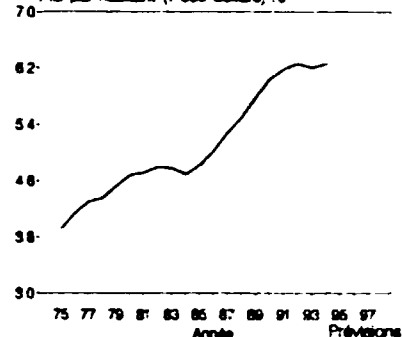
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



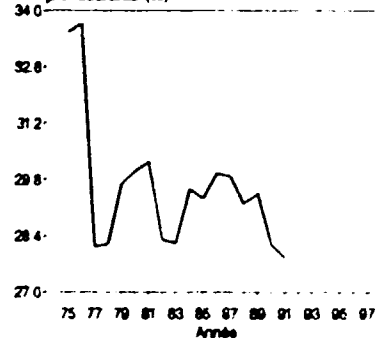
	1986	1985	1988	1983
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	45 675	47 737	59 680	61 011
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	4 677	4 820	6 048	6 202
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	30,0	29,3	28,2	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	13 249	13 144	16 647	15 569
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	103	125	117
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	5 602	4 114	12 910	14 113
Production brute (en millions de dollars)	17 932	15 534	37 078	39 655
Emploi (en milliers de personnes)	680	622	616	583
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	69	74	65	64
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	17	14	17	18
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	14	13	18	18
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	25 885	24 565	59 180	67 755
Valeur ajoutée par travailleur	8 087	6 507	22 074	30 946
Salaires moyen, suppléments inclus	4 541	3 490	10 237	11 999
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,31	6,94	3,00	1,55
en % de θ moyen en 1970-1975	83	109	47	24
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,44	-0,21	2,10	1,08
Degré de spécialisation	11,2	10,3	11,5	11,9
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
312 Industries alimentaires	544	475	1 430	1 644
313 Fabrication des boissons	135	133	391	412
314 Industrie du tabac	64	93	238	285
321 Industrie textile	905	679	2 082	2 235
322 Articles d'habillement	186	182	606	706
323 Articles en cuir et en fourrure	41	41	134	133
324 Fabrication de chaussures	86	86	257	280
331 Bois et produits du bois	325	150	450	485
332 Meubles et accessoires	106	30	118	124
341 Papier et articles en papier	274	276	957	1 101
342 Imprimerie et édition	180	140	464	534
351 Industrie chimique	147	215	622	721
352 Autres produits chimiques	224	190	643	660
353 Raffineries de pétrole	219	-18	239	237
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	58	46	129	111
356 Ouvrages en matière plastique	128	93	274	282
361 Grès, porcelaines et faïences	80	67	261	303
362 Industrie du verre	87	53	196	210
369 Autres produits minéraux non métalliques	295	200	708	817
371 Sidérurgie	207	98	311	320
372 Métaux non ferreux	33	28	69	72
381 Ouvrages en métaux	323	219	584	570
382 Machines non électriques	170	143	367	382
383 Machines électriques	319	247	778	892
384 Matériel de transport	428	222	527	511
385 Matériel professionnel et scientifique	15	16	47	55
390 Autres industries manufacturières	20	11	25	29

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars), t/c



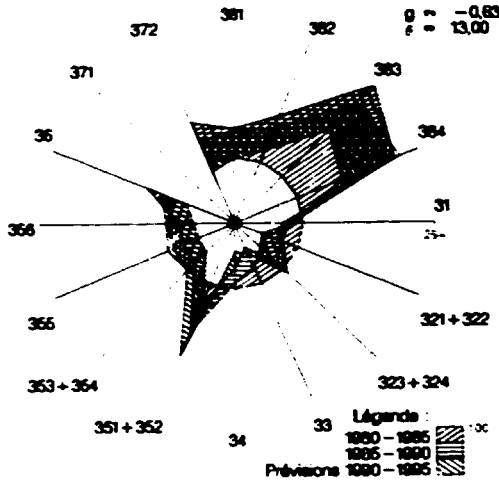
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



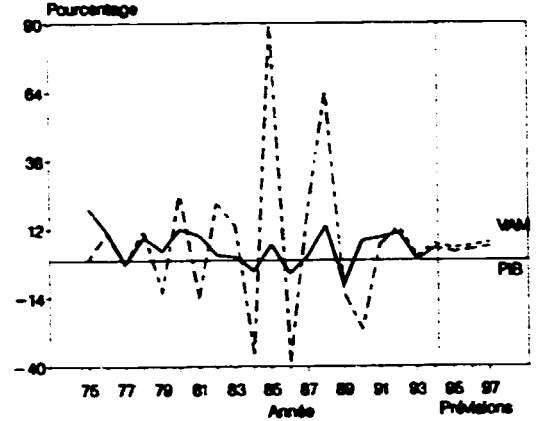
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



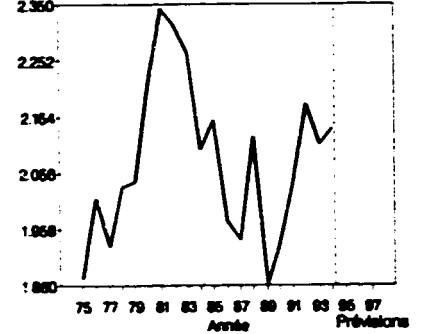
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



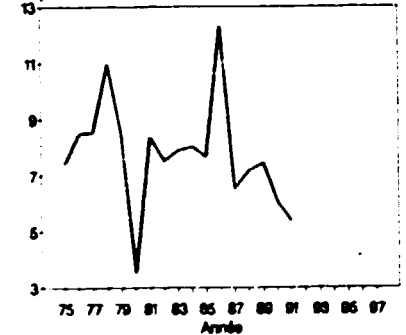
	1988	1995	1998	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	19 254	22 232	23 904	28 856
Par habitant (en dollars de 1990)	2 212	2 148	1 936	2 107
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	3,6	7,7	6,0	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	1 343	1 883	1 441	1 748
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	143	121	149
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 756	1 435	1 833	2 555
Production brute (en millions de dollars)	3 362	5 914	9 058	13 072
Emploi (en milliers de personnes)	195	182	125	128
RENTABILITE : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	63	76	80	80
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	10	8	5	6
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	27	16	15	14
PRODUCTIVITE : (en dollars)				
Production brute par travailleur	17 278	32 511	72 252	102 502
Valeur ajoutée par travailleur	6 452	7 892	14 617	20 032
Salaires moyen, suppléments inclus	1 788	2 738	3 843	5 853
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel (i) (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de (i) moyen en 1970-1975	6,56	12,60	8,30	4,84
Taux de croissance de la VAM changement structurel (i)	1,17	-0,17	-0,24	0,53
Degré de spécialisation	20,0	14,7	19,1	16,2
VALEUR AJOUTÉE (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	214	235	325	340
313 Fabrication des boissons	37	42	58	62
314 Industrie du tabac	146	153	225	220
321 Industrie textile	273	154	369	499
322 Articles d'habillement	14	9	21	30
323 Articles en cuir et en fourrure	26	19	45	67
324 Fabrication de chaussures	43	28	67	98
331 Bois et produits du bois	29	27	21	34
332 Meubles et accessoires	74	69	55	85
341 Papier et articles en papier	6	8	3	7
342 Imprimerie et édition	14	16	18	14
351 Industrie chimique	3	7	7	13
352 Autres produits chimiques	31	73	75	150
353 Raffineries de pétrole	100	112	115	226
354 Dérivés du pétrole et du charbon	4	4	4	8
355 Industrie du caoutchouc	15	16	16	35
356 Ouvrages en matière plastique	13	14	14	28
361 Gres, porcelaines et faïences	7	13	10	18
362 Industrie du verre	13	24	18	33
369 Autres produits minéraux non métalliques	72	135	103	180
371 Siderurgie				
372 Métaux non ferreux	13	28	20	39
381 Ouvrages en métaux	53	100	97	162
382 Machines non électriques	18	42	41	59
383 Machines électriques	16	62	60	90
384 Matériel de transport	3	11	11	19
385 Matériel professionnel et scientifique				
390 Autres industries manufacturières	19	23	26	38

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

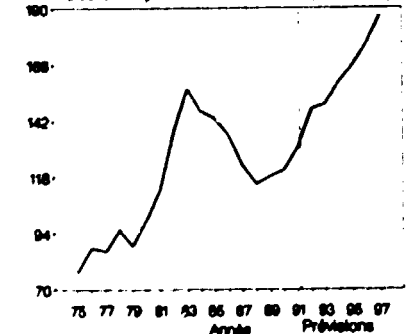
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



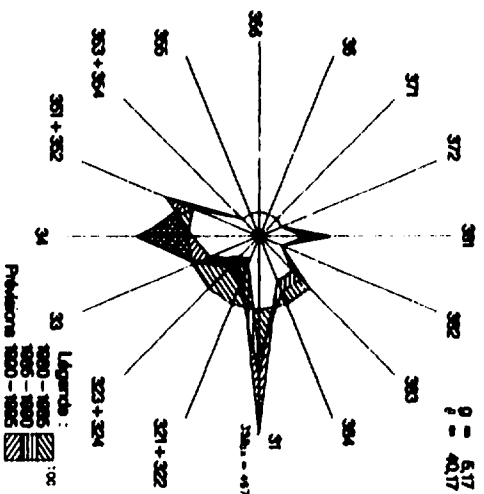
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



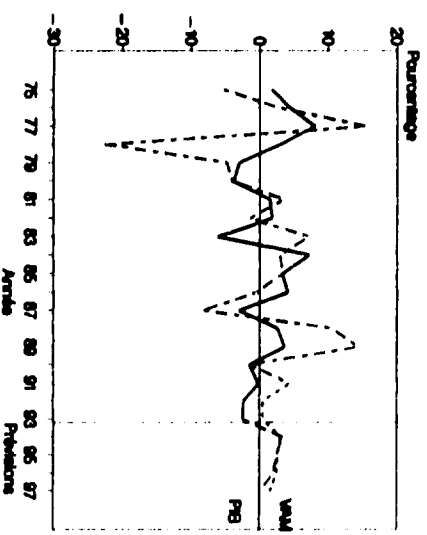
Indice de la production industrielle (1980=100)



Chargement enroulé dans l'Induste
Indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100



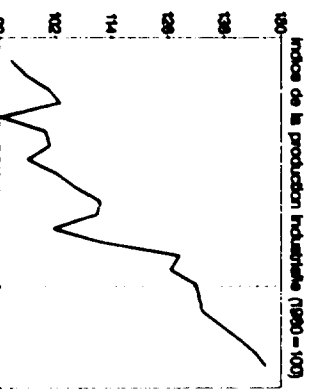
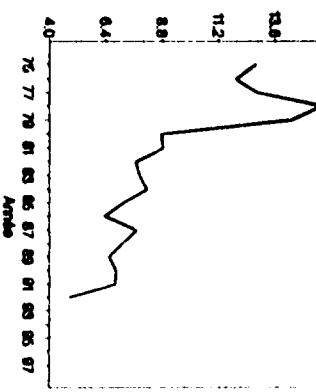
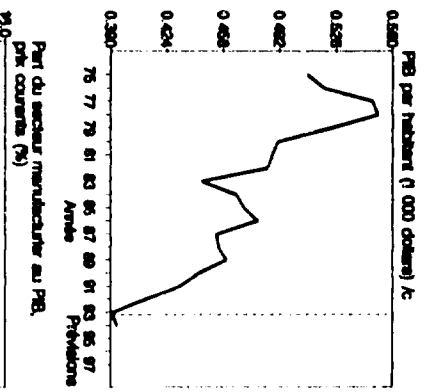
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
Prix courants de 1980



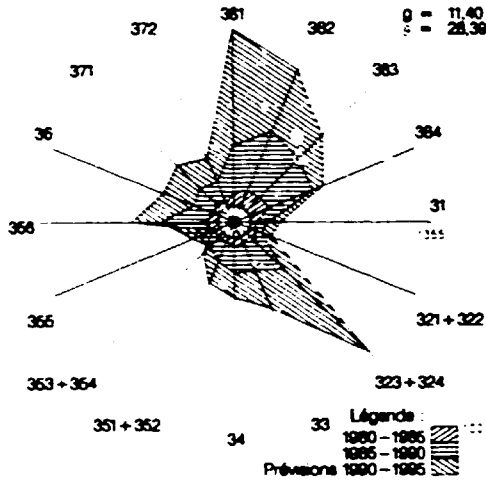
Source: Bureau de statistiques de l'ONUL
Estimation établie par l'ONUL. Service des études et de la médecine.

	1986	1985	1988	1993
PIB (en millions de dollars de 1980)	1 136	1 222	1 256	1 233
Par habitant ** (en dollars de 1980)	491	471	443	391
Part du secteur manufacturier ** (%), prix courants	8,8	7,1	6,8	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ** (millions de dollars de 1980)	67	78	89	93
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	112	127	133
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	35	33	62	69
Production totale (en millions de dollars)	98	108	165	176
Emploi (en milliers de personnes)	6	8	5	4
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	64	70	62	41
Transferts et salaires, suppléments nets (%)	16	18	15	12
Excédent brut d'exploitation (%)	19	12	22	46
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production totale par travailleur	16 612	13 857	30 521	21 594
Valeur ajoutée par travailleur	5 833	4 156	11 454	12 827
Salaire moyen, suppléments nets	2 708	2 428	4 654	3 429
CHANGEMENT STRUCTUREL :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	9,25	16,43	19,16	7,42
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	4,73	255	287	115
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	0,73	0,36	0,44	2,03
Angle de spéculation	21,6	25,4	24,5	32,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	5	8	15	23
313 Fabrication des boissons	3	4	8	11
314 Industrie du tabac	4	6	13	19
321 Industrie textile	5	3	3	2
322 Articles d'habillement	1	1	1	1
323 Articles en cuir et en fourrure	1	1	1	1
324 Fabrication de chaussures	11	8	12	6
331 Bois et produits du bois	1	1	1	1
332 Meubles et accessoires	1	1	1	1
341 Papier et articles en papier	1	2	3	1
342 Imprimerie et édition	1	1	1	1
351 Industries chimiques	1	1	1	1
352 Autres produits chimiques	2	1	3	3
353 Raffineries de pétrole	1	1	1	1
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1	1	1	1
355 Industrie du caoutchouc	1	1	1	1
356 Ouvrages en matière plastique	1	1	1	1
361 Gâtes, porcelaines et faïences	1	1	1	1
362 Industrie du verre	1	1	1	1
369 Autres produits minéraux non métalliques	1	1	1	1
371 Sédiments	1	1	1	1
372 Métaux non ferreux	1	1	1	1
381 Ouvrages en métaux	1	1	1	1
382 Machines non électriques	1	1	1	1
383 Machines électriques	1	1	1	1
384 Matériel de transport	2	1	1	1
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	1	1
390 Autres industries manufacturières	1	1	1	1

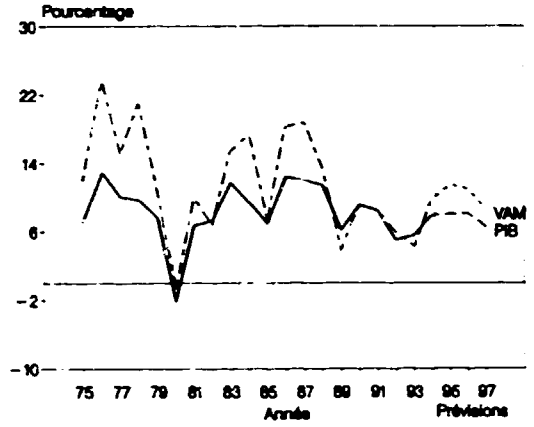
Pour ses sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

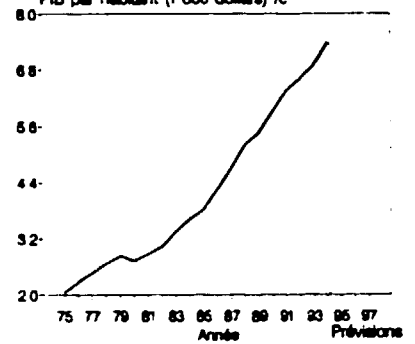


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

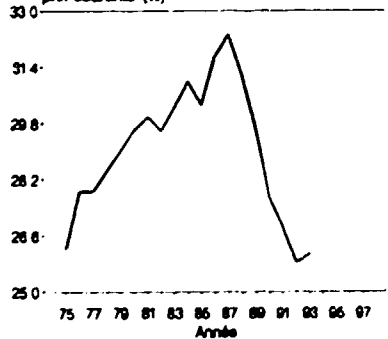
	1980	1985	1990	1995
PIB (en millions de dollars de 1990)	104 146	155 956	253 672	304 968
Par habitant (en dollars de 1990)	2 732	3 822	5 917	6 911
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	29,6	30,5	27,7	26,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	23 000	39 109	70 494	84 386
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	170	306	367
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	19 520	30 731	100 209	133 564
Production brute (en millions de dollars)	59 725	88 541	250 519	316 193
Emploi (en milliers de personnes)	2 015	2 395	2 958	2 925
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	67	65	60	58
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	10	9	11	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	23	25	29	31
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	29 206	36 314	82 959	104 072
Valeur ajoutée par travailleur	9 545	12 604	33 184	43 967
Salaire moyen, suppléments inclus	2 837	3 476	9 353	12 269
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,55	4,31	4,33	5,08
en % de θ moyen en 1970-1975	80	51	46	54
Taux de croissance de la VAM (changement structurel θ)	1,58	2,16	3,90	1,94
Degré de spécialisation	9,1	9,5	10,4	10,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	1 526	2 048	6 047	8 352
313 Fabrication des boissons	571	764	1 689	2 143
314 Industrie du tabac	1 143	1 442	2 794	3 286
321 Industrie textile	2 649	3 295	6 833	8 722
322 Articles d'habillement	905	1 293	3 401	4 431
323 Articles en cuir et en fourrure	138	270	1 144	1 156
324 Fabrication de chaussures	112	211	594	3 105
331 Bois et produits du bois	239	262	876	1 062
332 Meubles et accessoires	100	203	972	1 910
341 Papier et articles en papier	426	682	2 123	3 076
342 Imprimerie et édition	440	732	2 531	3 018
351 Industrie chimique	998	1 275	4 181	7 037
352 Autres produits chimiques	1 016	1 422	4 926	5 577
353 Raffineries de pétrole	757	1 079	2 865	3 375
354 Dérivés de pétrole et de charbon	211	291	517	565
355 Industrie du caoutchouc	657	910	3 063	1 505
356 Ouvrages en matière plastique	359	709	2 734	3 355
361 Grès, porcelaines et faïences	89	107	275	341
362 Industrie du verre	198	307	991	1 412
369 Autres produits minéraux non métalliques	838	1 065	3 697	6 016
371 Siderurgie	1 256	2 040	6 187	9 734
372 Métaux non ferreux	265	335	1 261	1 681
381 Ouvrages en métaux	635	1 237	5 145	11 264
382 Machines non électriques	672	1 453	7 004	10 226
383 Machines électriques	1 587	3 621	15 066	17 969
384 Matériel de transport	1 152	2 790	10 242	10 086
385 Matériel professionnel et scientifique	214	290	1 144	1 391
390 Autres industries manufacturières	367	598	1 769	1 749

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

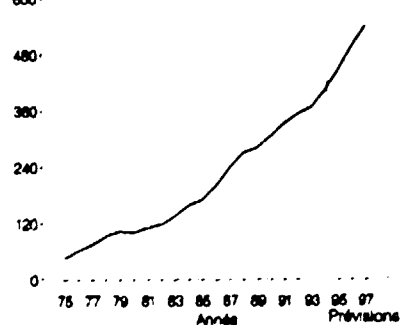
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



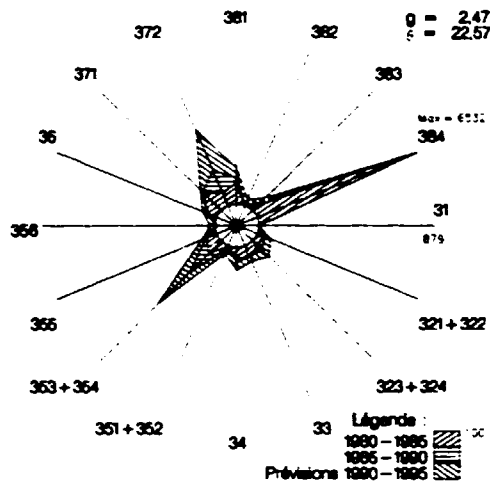
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



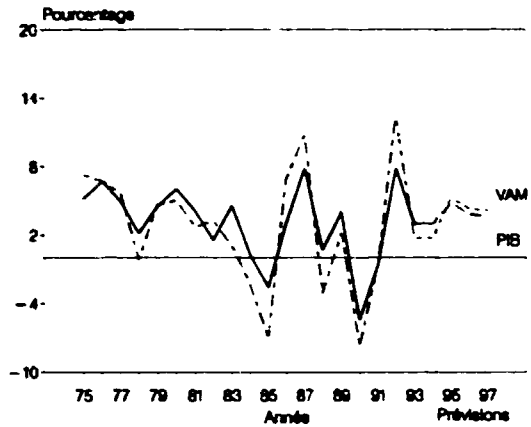
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

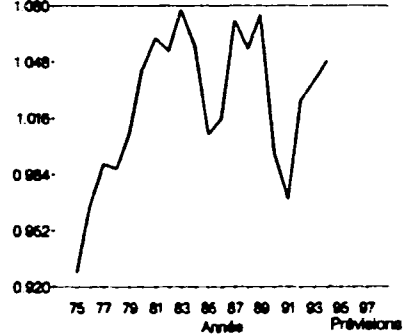


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
 Estimation établie par l'ONU/DI, Service des études et de la recherche.

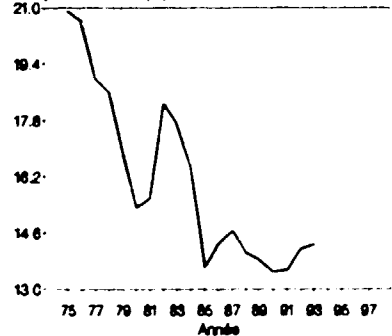
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	5 946	6 419	7 080	7 822
Par habitant (en dollars de 1990)	1 044	1 007	996	1 037
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	15,3	13,6	13,5	14,3
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	910	884	955	1 084
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	99	102	116
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 013	778	1 290	1 623
Production brute (en millions de dollars)	2 376	1 816	3 032	3 750
Emploi (en milliers de personnes)	146	131	141	151
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	57	57	57	57
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	11	7	6	6
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	31	36	36	38
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	16 284	13 829	21 500	24 812
Valeur ajoutée par travailleur	6 240	5 927	9 227	10 888
Salaires moyen, suppléments inclus	1 567	998	1 319	1 419
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,23	3,18	2,39	2,96
en % de θ moyen en 1970-1975	67	96	72	89
Taux de croissance de la VAM changement structural θ	-0,83	0,87	0,58	0,55
Degré de spécialisation	39,0	30,4	28,3	27,6
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	510	289	402	442
313 Fabrication des boissons	103	110	179	221
314 Industrie du tabac	50	42	67	80
321 Industrie textile	29	26	45	56
322 Articles d'habillement	13	9	16	20
323 Articles en cuir et en fourrure	11	8	14	18
324 Fabrication de chaussures	13	13	25	34
331 Bois et produits du bois	2	3	2	2
332 Meubles et accessoires	11	11	19	24
341 Papier et articles en papier	19	21	37	47
342 Imprimerie et édition	14	13	22	28
351 Industrie chimique	18	15	27	35
352 Autres produits chimiques	41	27	44	56
353 Raffineries de pétrole	66	80	209	327
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1	-	1	1
355 Industrie du caoutchouc	6	6	10	13
356 Ouvrages en matière plastique	21	12	21	27
361 Grès, porcelaines et faïences	1	1	1	1
362 Industrie du verre	3	5	8	9
369 Autres produits minéraux non métalliques	32	29	45	58
371 Sidérurgie	10	15	24	28
372 Métaux non ferreux	1	1	3	5
381 Ouvrages en métaux	21	28	48	61
382 Machines non électriques	5	3	6	8
383 Machines électriques	7	6	11	14
384 Matériel de transport	-	-	1	2
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	2	2
390 Autres industries manufacturières	2	1	3	3

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

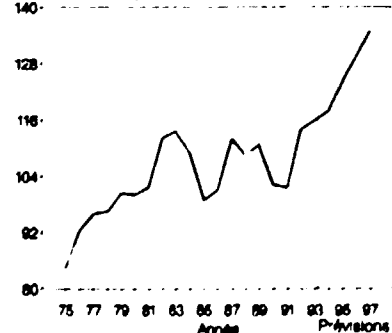
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



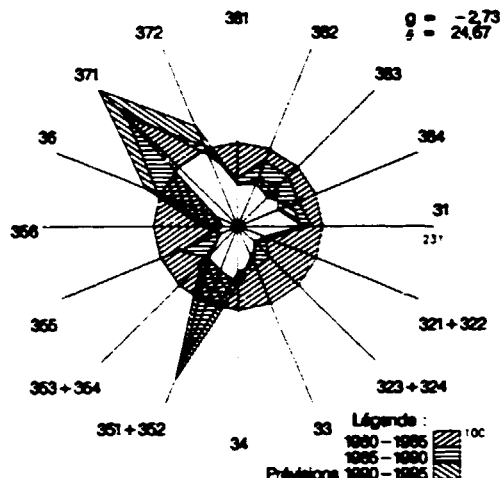
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



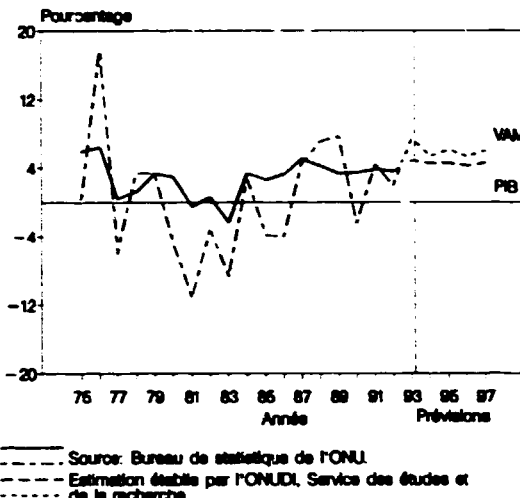
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



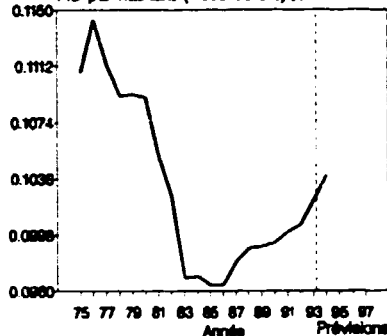
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



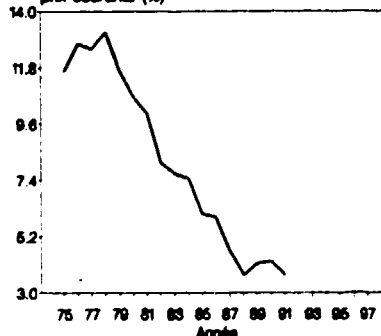
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	2 027	2 102	2 542	2 865
Par habitant : (en dollars de 1990)	109	96	99	102
Part du secteur manufacturier : (%), prix courants	10,7	6,1	4,2	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (en millions de dollars de 1990)	108	83	94	107
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	81	104	100
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	361	278	87	74
Production brute (en millions de dollars)	1 266	1 145	404	349
Emploi (en milliers de personnes)	101	94	124	143
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	71	76	78	79
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	9	9	5	6
Excédent brut d'exploitation (%)	19	16	16	15
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	12 457	12 141	3 248	2 440
Valeur ajoutée par travailleur	3 555	2 952	703	527
Salaires moyen, suppléments inclus	1 174	1 042	178	159
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,70	9,82	11,97	2,31
en % de θ moyen en 1970-1975	83	143	174	34
Taux de croissance de la VAM - changement structural θ	1,38	-1,00	0,01	-0,35
Degré de spécialisation	17,0	15,7	16,9	17,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	58	58	11	9
313 Fabrication des boissons	14	21	5	4
314 Industrie du tabac	12	16	9	8
321 Industrie textile	95	43	13	12
322 Articles d'habillement	10	4	-	-
323 Articles en cuir et en fourrure	7	4	1	-
324 Fabrication de chaussures	8	6	1	1
331 Bois et produits du bois	7	6	2	1
332 Meubles et accessoires	6	3	1	1
341 Papier et articles en papier	8	7	3	3
342 Imprimerie et édition	14	12	2	2
351 Industrie chimique	11	9	13	11
352 Autres produits chimiques	10	7	2	2
353 Raffineries de pétrole	15	10	3	3
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	11	11	1	1
356 Ouvrages en matière plastique	8	2	1	1
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	11	4	5	4
371 Siderurgie	2	6	2	2
372 Métaux non ferreux	4	4	2	1
381 Ouvrages en métaux	20	15	4	3
382 Machines non électriques	3	4	1	1
383 Machines électriques	6	6	1	1
384 Matériel de transport	19	19	5	3
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	2	2	-	-

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

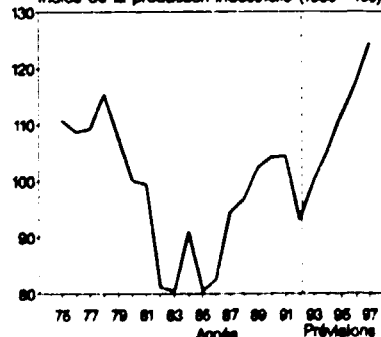
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



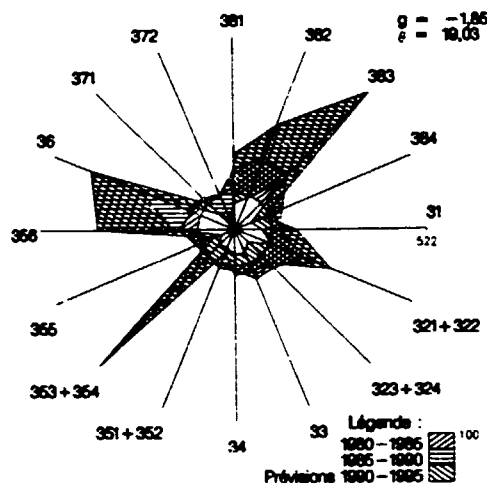
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



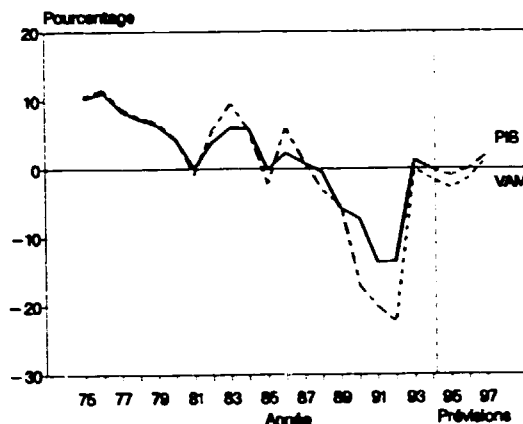
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1993)

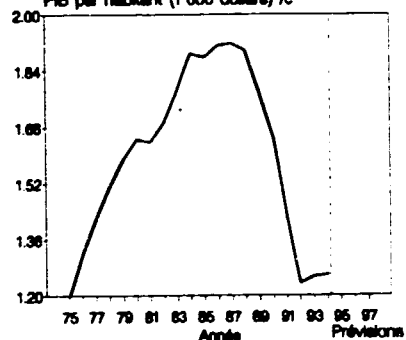


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONU/DI, Service des études et de la recherche.

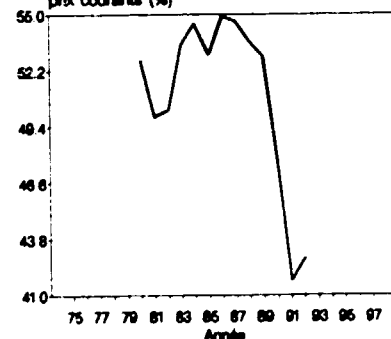
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	36 527	42 674	38 244	28 886
Par habitant ²⁾ (en dollars de 1990)	1 645	1 878	1 648	1 255
Part du secteur manufacturier ³⁾ (%), prix courants	52,7	53,0	47,4	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	18 912	22 369	18 135	11 205
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	123	115	71
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	7 822	15 119	14 132	9 095
Production brute (en millions de dollars)	45 445	59 157	48 114	34 387
Emploi (en milliers de personnes)	2 877	3 051	3 451	2 761
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	83	74	71	73
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	9	12	9
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	9	16	17	18
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	15 796	19 389	13 268	11 659
Valeur ajoutée par travailleur	2 814	5 036	3 897	3 135
Salaires moyens, suppléments inclus	1 300	1 796	1 725	1 079
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,00	3,09	8,66	10,35
en % de θ moyen en 1970-1975	125	129	361	432
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	3,16	2,52	0,30	-1,49
Degré de spécialisation	9,0	9,0	11,9	8,7
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	1 110	1 620	1 645	1 078
313 Fabrication des boissons	309	663	642	426
314 Industrie du tabac	15	26	415	126
321 Industrie textile	452	1 194	1 449	823
322 Articles d'habillement	220	628	691	313
323 Articles en cuir et en fourrure	112	243	67	34
324 Fabrication de chaussures	186	337	366	201
331 Bois et produits du bois	239	547	397	305
332 Meubles et accessoires	278	449	321	236
341 Papier et articles en papier	168	259	169	158
342 Imprimerie et édition	54	72	143	72
351 Industrie chimique	388	539	116	232
352 Autres produits chimiques	334	526	441	349
353 Raffineries de pétrole	354	485	134	310
354 Dérivés du pétrole et du charbon	43	65	36	38
355 Industrie du caoutchouc	188	281	129	120
356 Ouvrages en matière plastique	96	189	397	235
361 Grès, porcelaines et faïences	104	126	571	528
362 Industrie du verre	51	131	120	80
369 Autres produits minéraux non métalliques			40	
371 Sidérurgie	597	957	655	535
372 Métaux non ferreux	278	374	22	129
381 Ouvrages en métaux	376	819	869	445
382 Machines non électriques	583	1 623	2 006	864
383 Machines électriques	204	546	1 208	592
384 Matériel de transport	737	1 371	709	544
385 Matériel professionnel et scientifique	134	353	428	231
390 Autres industries manufacturières	212	698	214	92

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

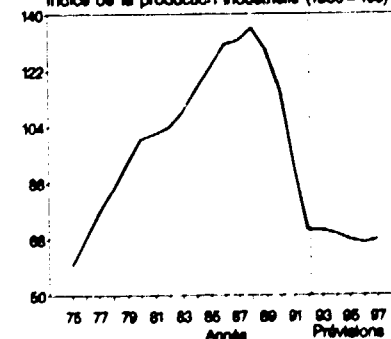
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



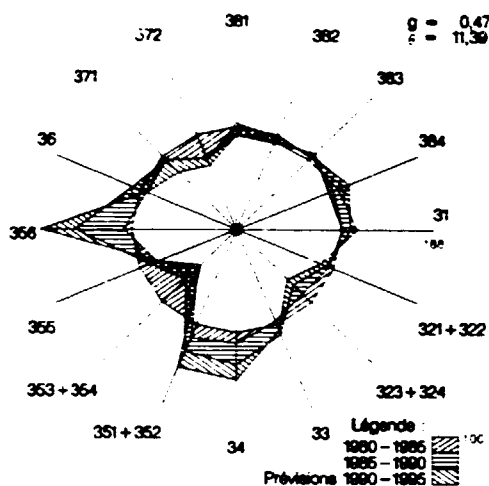
Parti du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



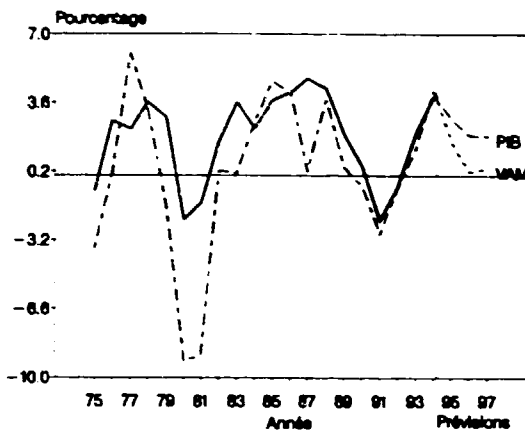
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

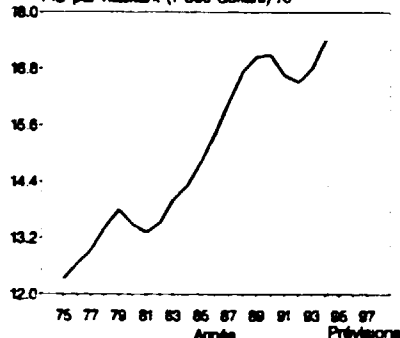


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONU/CI, Service des études et de la recherche.

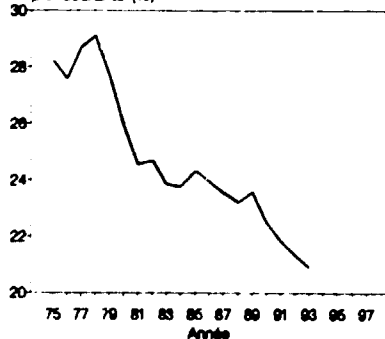
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	760 010	839 360	981 046	973 795
Par habitant (en dollars de 1990)	13 492	14 825	17 088	16 812
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	25,9	24,3	22,5	20,9
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	179 989	176 842	190 976	186 560
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	103	112	107
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	163 790	124 384	254 946	222 325
Production brute (en millions de dollars)	400 930	306 225	579 854	522 111
Emploi (en milliers de personnes)	6 462	4 935	4 798	4 202
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	59	59	56	57
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	23	20	21	21
Excédent brut d'exploitation (%)	17	20	23	22
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	61 453	61 368	119 558	121 556
Valeur ajoutée par travailleur	25 117	24 927	52 653	52 081
Salaires moyens, suppléments inclus	14 579	12 520	25 249	25 776
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,83	2,57	2,27	2,48
en % de θ moyen en 1970-1975	109	73	65	71
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	-0,20	-0,15	0,93	-0,77
Degré de spécialisation	11,1	11,9	12,2	12,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	14 744	12 192	25 143	23 704
313 Fabrication des boissons	5 419	3 554	6 643	6 402
314 Industrie du tabac	1 814	1 479	2 375	2 124
321 Industrie textile	5 419	3 917	7 036	6 049
322 Articles d'habillement	3 395	2 633	4 679	3 996
323 Articles en cuir et en fourrure	558	376	536	456
324 Fabrication de chaussures	1 093	752	1 268	1 083
331 Bois et produits du bois	2 349	1 556	3 214	2 476
332 Meubles et accessoires	2 558	2 101	4 554	3 958
341 Papier et articles en papier	4 860	3 813	8 036	7 488
342 Imprimerie et édition	9 814	8 807	19 643	19 403
351 Industrie chimique	8 233	7 328	14 179	12 573
352 Autres produits chimiques	7 512	6 641	14 893	15 884
353 Raffineries de pétrole	4 512	1 712	4 429	2 308
354 Dérivés du pétrole et du charbon	721	428	750	626
355 Industrie du caoutchouc	2 349	1 505	3 018	2 536
356 Ouvrages en matière plastique	3 698	3 087	8 250	8 395
361 Grès, porcelaines et faïences	977	765	1 464	1 265
362 Industrie du verre	1 442	960	2 089	1 804
369 Autres produits minéraux non métalliques	5 698	4 202	9 036	6 429
371 Siderurgie	5 860	4 345	8 099	6 022
372 Métaux non ferreux	2 581	1 505	2 786	2 242
381 Ouvrages en métaux	10 140	7 211	15 018	12 020
382 Machines non électriques	21 328	15 097	30 071	24 901
383 Machines électriques	15 209	12 387	22 357	18 880
384 Matériel de transport	17 512	12 931	28 946	23 189
355 Matériel professionnel et scientifique	2 209	1 803	3 681	3 556
390 Autres industries manufacturières	1 791	1 297	2 786	2 555

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

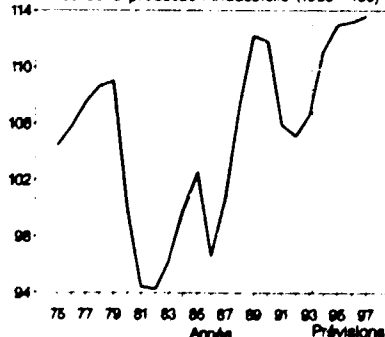
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



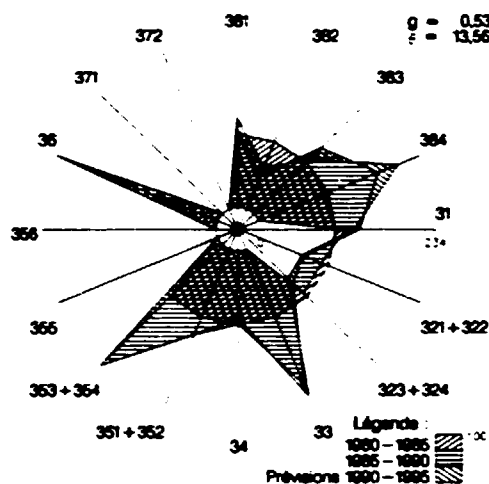
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



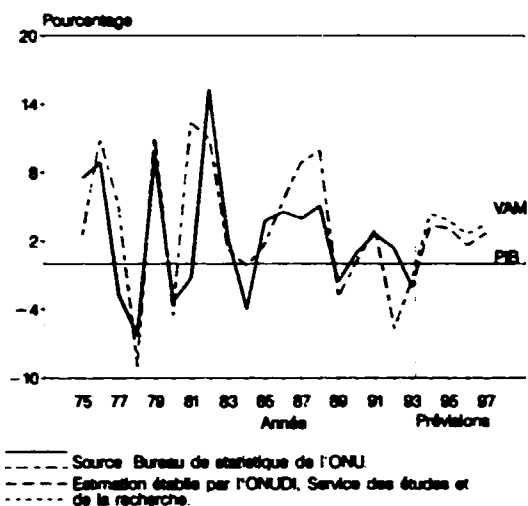
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



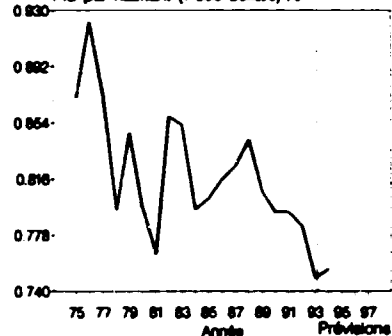
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



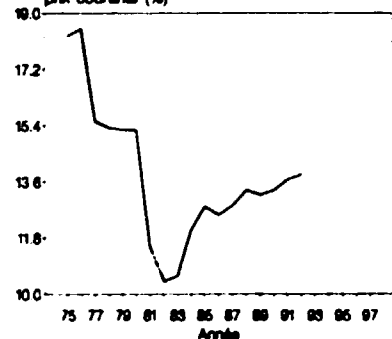
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	4 411	5 117	5 814	5 920
Par habitant (en dollars de 1990)	796	803	794	749
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	15,3	12,8	13,3	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (millions de dollars de 1990)	493	631	775	742
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	101	117	102
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	266	268	366	334
Production brute (en millions de dollars)	1 070	926	1 564	1 408
Emploi (en milliers de personnes)	32	30	35	35
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	75	71	76	76
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	10	11	12	12
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	14	18	12	12
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	33 812	22 546	43 529	39 850
Valeur ajoutée par travailleur	8 400	6 528	10 444	9 817
Salaire moyen, suppléments inclus	3 508	3 240	5 156	4 968
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	7,40	13,63	15,99	13,57
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	-0,31	0,49	-0,12	-0,56
Degré de spécialisation	26,8	36,6	34,3	35,4
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	113	101	200	181
313 Fabrication des boissons	12	8	15	10
314 Industrie du tabac	7	7	10	7
321 Industrie textile	33	23	29	24
322 Articles d'habillement	10	7	8	7
323 Articles en cuir et en fourrure	5	4	5	5
324 Fabrication de chaussures	2	1	1	1
331 Bois et produits du bois	2	2	10	9
332 Meubles et accessoires	2	2	-	-
341 Papier et articles en papier	4	2	3	2
342 Imprimerie et édition	6	2	9	9
351 Industrie chimique	16	2	13	12
352 Autres produits chimiques	5	2	21	18
353 Raffineries de pétrole	18	2	-16	-10
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	-	-
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	-	-	-	-
369 Autres produits minéraux non métalliques	12	2	29	31
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	10	2	13	14
382 Machines non électriques	3	2	2	2
383 Machines électriques	1	2	2	1
384 Matériel de transport	5	2	11	11
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	117	1	1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

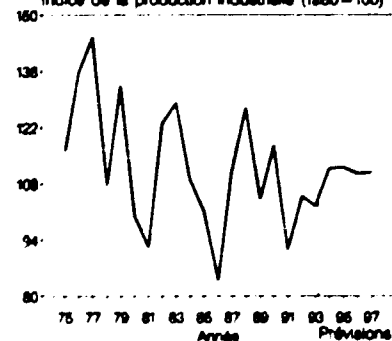
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



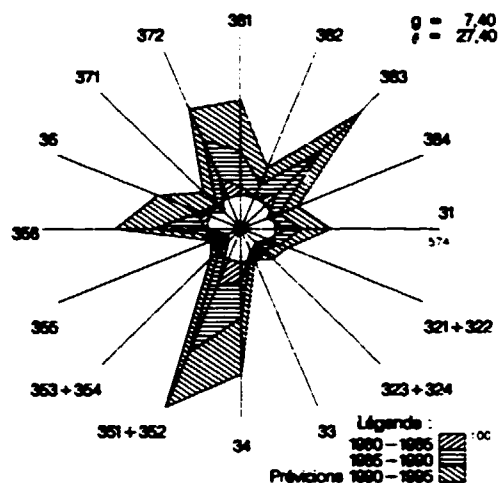
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



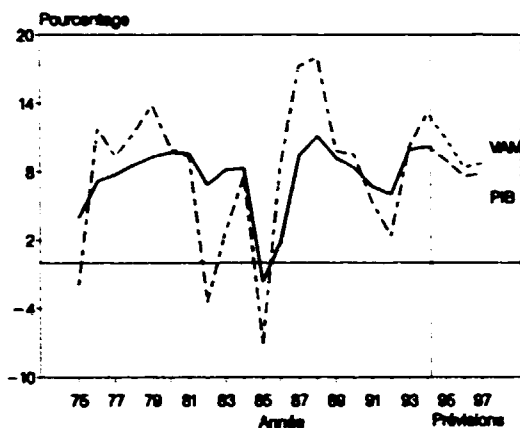
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



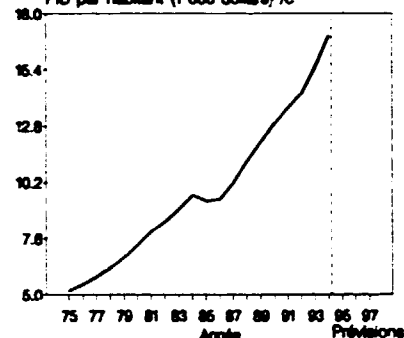
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



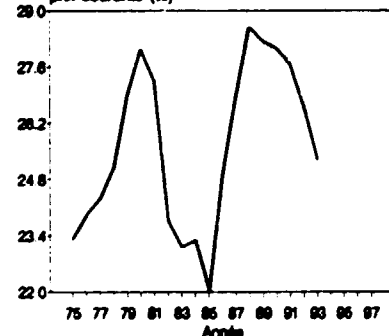
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	17 677	23 864	34 991	43 528
Par habitant : (en dollars de 1990)	7 320	9 329	12 936	15 585
Part du secteur manufacturier : (%), prix courants	28,0	22,0	28,0	25,1
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (en millions de dollars de 1990)	5 309	5 736	10 343	12 280
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	104	165	182
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	4 004	4 861	11 922	17 406
Production brute (en millions de dollars)	15 278	17 575	39 414	54 023
Emploi (en milliers de personnes)	287	254	352	376
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	74	72	70	68
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	8	10	10	11
Excédent brut d'exploitation (%)	18	17	21	21
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	53 564	69 711	112 574	144 121
Valeur ajoutée par travailleur	13 942	19 137	33 886	46 254
Salaire moyen, suppléments inclus	4 168	7 290	10 800	15 393
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,01	7,80	3,97	2,42
en % de θ moyen en 1970-1975	46	72	36	22
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	3,18	0,19	3,28	2,63
Degré de spécialisation	22,3	24,2	29,9	30,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	121	180	322	466
313 Fabrication des boissons	52	76	139	198
314 Industrie du tabac	25	35	64	110
321 Industrie textile	70	28	72	75
322 Articles d'habillement	127	157	294	354
323 Articles en cuir et en fourrure	7	5	11	19
324 Fabrication de chaussures	9	5	9	10
331 Bois et produits du bois	84	43	55	56
332 Meubles et accessoires	40	61	89	132
341 Papier et articles en papier	45	82	189	250
342 Imprimerie et édition	128	229	514	863
351 Industrie chimique	52	138	584	590
352 Autres produits chimiques	143	267	600	1 064
353 Raffineries de pétrole	674	389	894	1 225
354 Dérivés du pétrole et du charbon	12	8	23	33
355 Industrie du caoutchouc	44	21	39	60
356 Ouvrages en matière plastique	84	102	327	453
361 Grès, porcelaines et faïences	1	-	2	5
362 Industrie du verre	10	5	31	61
369 Autres produits minéraux non métalliques	82	140	149	300
371 Sidérurgie	82	48	97	142
372 Métaux non ferreux	9	17	41	54
381 Ouvrages en métaux	206	296	730	1 175
382 Machines non électriques	319	370	699	930
383 Machines électriques	950	1 538	4 744	6 973
384 Matériel de transport	506	470	890	1 310
385 Matériel professionnel et scientifique	80	89	200	335
390 Autres industries manufacturières	69	58	114	162

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

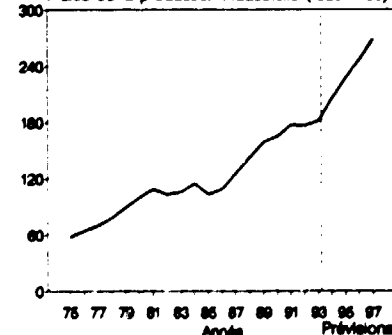
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



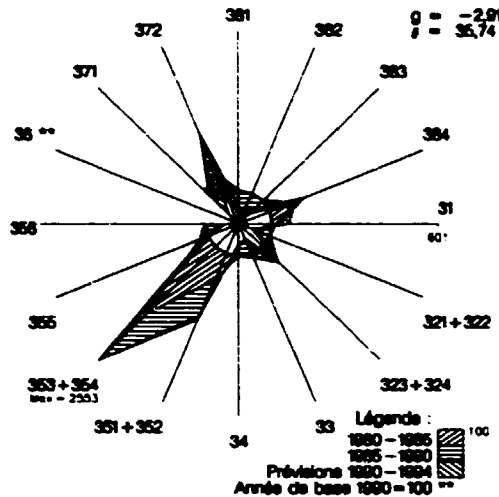
Part du secteur manufacturier, au PIB,
prix courants (%)



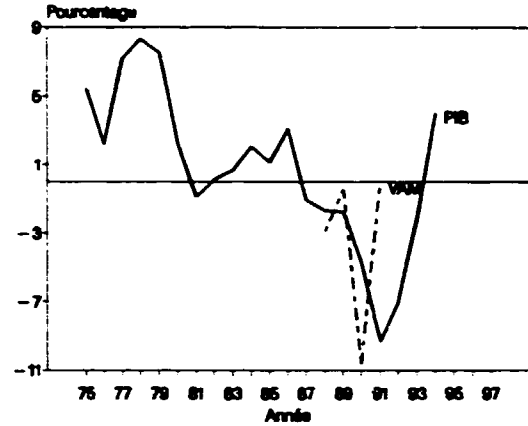
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980 = 100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

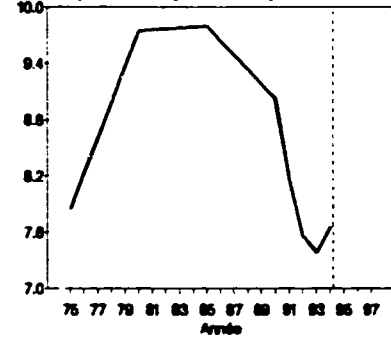


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
 Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

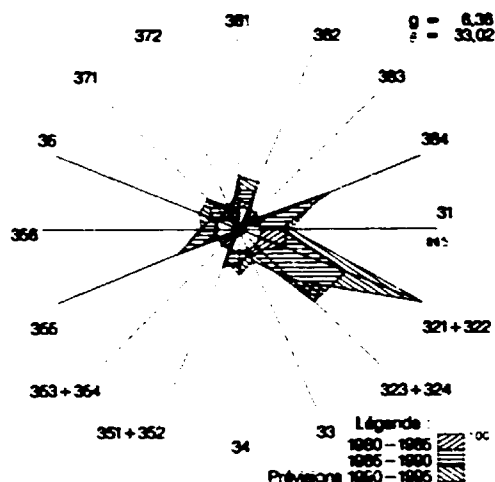
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	17 859	18 424	17 304	14 302
Par habitant : ²⁾ (en dollars de 1990)	9 748	9 795	9 022	7 383
Part du secteur manufacturier : ³⁾ (%), prix courants				
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)			5 228	
Indice de la production industrielle (1980=100)				
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	3 416	2 390	4 952	3 300
Production brute (en millions de dollars)	16 976	9 695	14 603	9 577
Emploi (en milliers de personnes)	329	341	343	267
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	80	75	67	66
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	19	17	25	27
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	1	8	8	7
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	41 756	25 403	39 532	35 183
Valeur ajoutée par travailleur	8 663	6 350	12 972	12 730
Salaires moyen, suppléments inclus	9 705	4 856	10 668	9 829
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	0,95	1,03	7,87	10,87
en % de θ moyen en 1970-1975	91	99	756	1 045
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	7,48	2,15	-0,44	-1,21
taux de spécialisation	17,8	14,7	9,3	9,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	217	153	405	327
313 Fabrication des boissons	66	42	111	113
314 Industrie du tabac	1	3	70	156
321 Industrie textile	581	371	579	386
322 Articles d'habillement	12	8	9	2
323 Articles en cuir et en fourrure	36	33	75	47
324 Fabrication de chaussures	19	26	67	89
331 Bois et produits du bois	131	107	179	101
332 Meubles et accessoires	150	97	107	107
341 Papier et articles en papier	178	114	149	115
342 Imprimerie et édition	121	76	189	165
351 Industrie chimique	70	67	186	117
352 Autres produits chimiques	20	39	300	251
353 Raffineries de pétrole	1	2	10	33
354 Dérivés du pétrole et du charbon				
355 Industrie du caoutchouc	49	39	72	84
356 Ouvrages en matière plastique	92	60	101	56
361 Grès, porcelaines et faïences			242 ⁵⁾	
362 Industrie du verre			160	
369 Autres produits minéraux non métalliques				
371 Siderurgie	99	90	208	59
372 Métaux non ferreux	23	24	118	51
381 Ouvrages en métaux	403	266	375	212
382 Machines non électriques	493	315	388	256
383 Machines électriques	460	297	500	330
384 Matériel de transport	80	69	287	154
385 Matériel professionnel et scientifique	20	13	21	14
390 Autres industries manufacturières	91	57	66	34

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

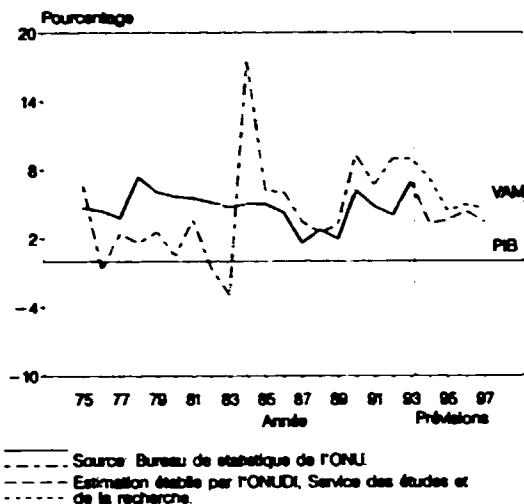
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



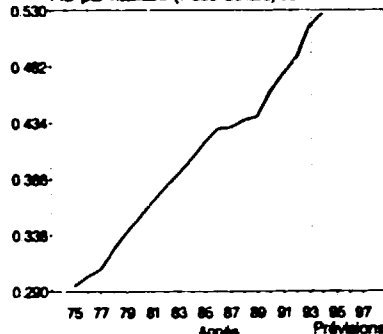
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



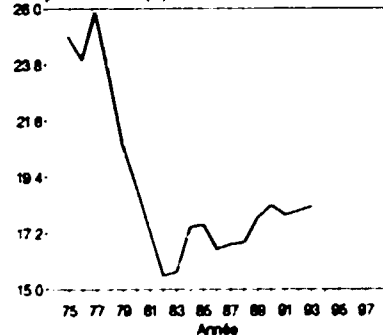
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	5 247	6 725	7 935	9 255
Par habitant (en dollars de 1990)	354	417	461	517
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	19,0	17,5	18,3	18,3
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	868	1 081	1 371	1 739
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	118	253	471
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	376	620	930	1 311
Production brute (en millions de dollars)	1 279	1 815	2 314	3 175
Emploi (en milliers de personnes)	195	211	273	312
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	71	66	60	59
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	6	6	7	7
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	23	28	33	34
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	6 569	8 599	8 476	10 053
Valeur ajoutée par travailleur	1 930	2 929	3 405	4 166
Salaire moyen, suppléments inclus	426	529	604	738
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,91	10,39	11,10	8,09
en % de θ moyen en 1970-1975	115	151	161	118
Taux de croissance de la VAM (changement structurel)	2,13	1,16	0,39	0,76
Degré de spécialisation	23,6	30,4	22,7	27,2
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	90	178	175	244
313 Fabrication des boissons	8	34	44	37
314 Industrie du tabac	63	150	156	238
321 Industrie textile	27	49	82	130
322 Articles d'habillement	12	39	170	296
323 Articles en cuir et en fourrure	1	2	1	1
324 Fabrication de chaussures	2	4	20	18
331 Bois et produits du bois	5	8	9	14
332 Meubles et accessoires	2	1	1	1
341 Papier et articles en papier	8	10	18	24
342 Imprimerie et édition	8	7	15	20
351 Industrie chimique	6	4	11	12
352 Autres produits chimiques	12	18	32	33
353 Raffineries de pétrole	55	23	20	26
354 Dérivés du pétrole et du charbon	1	1	0	1
355 Industrie du caoutchouc	14	26	50	51
356 Ouvrages en matière plastique	4	4	9	10
361 Gres, porcelaines et faïences	4	6	13	21
362 Industrie du verre	2	2	3	4
369 Autres produits minéraux non métalliques	21	28	28	42
371 Siderurgie	3	2	8	8
372 Métaux non ferreux	2	1	3	3
381 Ouvrages en métaux	7	9	15	22
382 Machines non électriques	4	5	9	13
383 Machines électriques	10	3	7	7
384 Matériel de transport	4	2	21	22
385 Matériel professionnel et scientifique	1	0	0	0
390 Autres industries manufacturières	1	5	10	14

Pour les sources, notes et observations, voir les 'Notes techniques' au début de la présente annexe

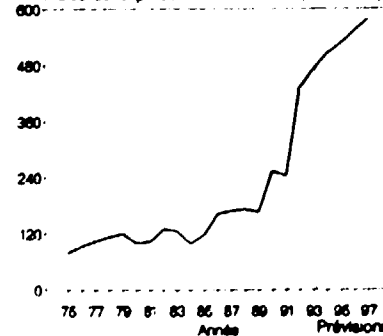
PIB per habitant (1 000 dollars) Ac



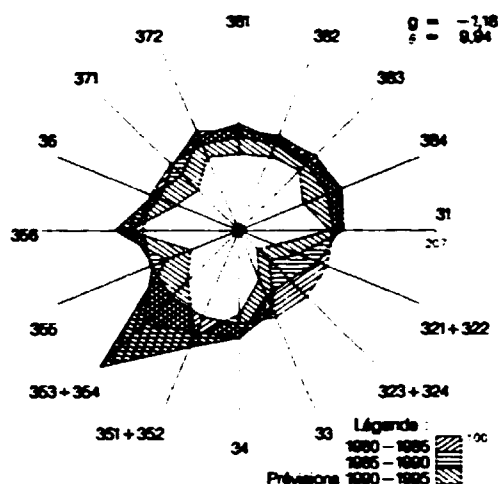
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



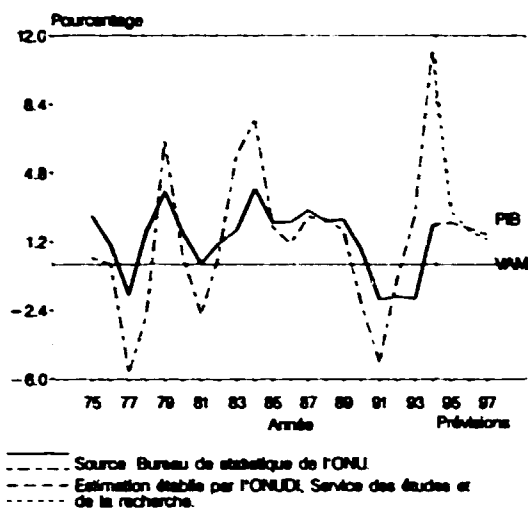
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée, 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

	1988	1985	1988	1983
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	189 312	207 212	229 748	217 818
Par habitant " (en dollars de 1990)	22 721	24 816	25 843	25 054
Part du secteur manufacturier " (%), prix courants	23,0	23,7	21,4	21,8
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée " (millions de dollars de 1990)	37 770	42 805	45 202	43 609
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	109	119	112
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	30 905	24 486	51 429	31 573
Production brute (en millions de dollars)	73 194	60 328	115 467	102 823
Emploi (en milliers de personnes)	853	768	719	651
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	58	59	55	69
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	18	15	16	15
Excédent brut d'exploitation (%)	24	26	29	16
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	85 747	78 429	160 549	157 926
Valeur ajoutée par travailleur	36 206	31 333	71 509	53 371
Salaires moyens, suppléments inclus	15 825	11 689	24 892	23 465
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,84	4,04	3,48	4,13
en % de θ moyen en 1970-1975	74	78	67	80
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	-0,45	0,37	0,20	-1,65
Degré de spécialisation	15,4	16,1	15,5	16,4
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	2 719	2 107	4 249	2 946
313 Fabrication des boissons	338	250	743	453
314 Industrie du tabac	104	108	257	193
321 Industrie textile	534	378	620	372
322 Articles d'habillement	274	157	199	94
323 Articles en cuir et en fourrure	54	40	52	30
324 Fabrication de chaussures	61	24	27	17
331 Bois et produits du bois	2 102	1 154	3 046	1 429
332 Meubles et accessoires	452	285	551	340
341 Papier et articles en papier	2 596	2 230	4 524	2 637
342 Imprimerie et édition	1 342	1 517	3 158	2 047
351 Industrie chimique	986	840	1 983	1 230
352 Autres produits chimiques	1 246	1 091	2 544	2 093
353 Raffineries de pétrole	359	396	1 325	312
354 Dérivés du pétrole et du charbon	137	122	218	100
355 Industrie du caoutchouc	314	225	387	232
356 Ouvrages en matière plastique	402	334	786	537
361 Grès, porcelaines et faïences	87	71	123	69
362 Industrie du verre	175	124	294	150
369 Autres produits minéraux non métalliques	801	510	1 129	695
371 Sidérurgie	1 650	1 185	2 097	1 149
372 Métaux non ferreux	390	331	640	438
381 Ouvrages en métaux	2 598	2 049	4 448	2 735
382 Machines non électriques	3 936	3 185	6 226	4 314
383 Machines électriques	2 570	2 132	4 021	2 728
384 Matériel de transport	3 652	3 153	6 459	3 388
385 Matériel professionnel et scientifique	371	401	1 066	746
390 Autres industries manufacturières	154	86	157	100

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

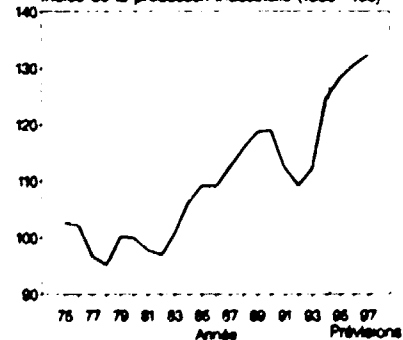
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



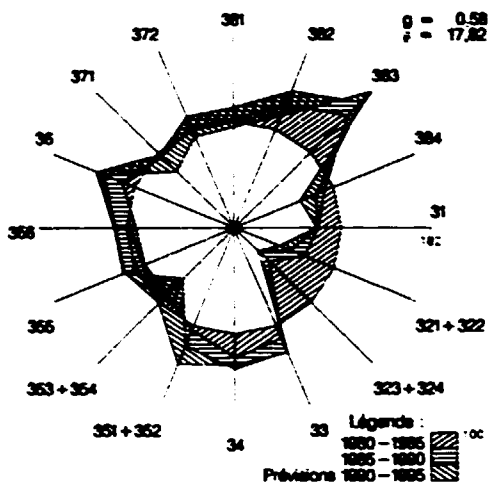
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



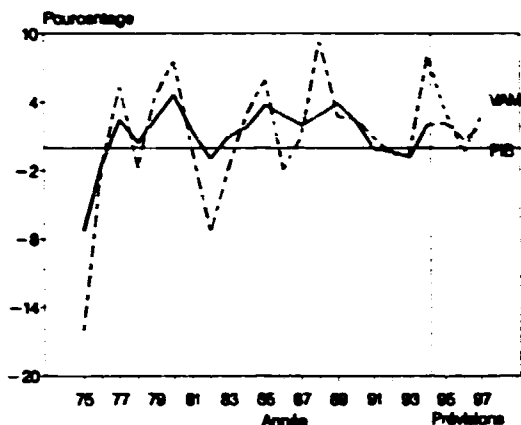
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



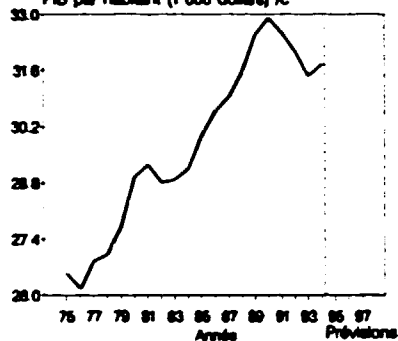
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



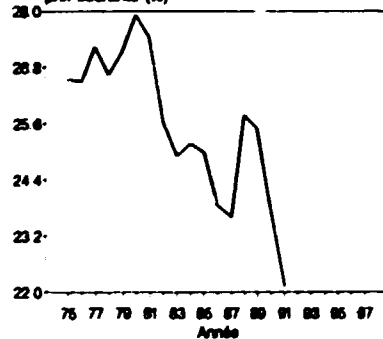
	1980	1985	1988	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	182 924	195 978	224 878	222 060
Par habitant (en dollars de 1990)	28 948	29 984	32 906	31 471
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	27,9	25,0	23,7	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	50 595	49 938	56 894	56 683
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	99	112	112
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	27 438	24 337	54 296	51 838
Production brute (en millions de dollars)	68 548	59 979	141 237	132 718
Emploi (en milliers de personnes)	918	873	880	801
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)				
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)				
Excédent brut d'exploitation et arçpôts nets (%)				
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	72 814	67 914	150 971	155 263
Valeur ajoutée par travailleur	40 009	37 076	61 665	64 741
Salaires moyen, suppléments inclus				
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,08	3,75	2,61	2,65
en % de θ moyen en 1970-1975	76	56	39	40
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	0,77	0,21	0,55	-0,45
Degré de spécialisation	11,6	15,0	16,1	15,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	2 905	1 531	4 004	4 056
313 Fabrication des boissons	499	332	688	697
314 Industrie du tabac	292	194	402	408
321 Industrie textile	972	795	1 410	1 023
322 Articles d'habillement	864	307	406	493
323 Articles en cuir et en fourrure	124	54	104	130
324 Fabrication de chaussures	324	117	140	144
331 Bois et produits du bois	1 078	1 042	2 419	2 290
332 Meubles et accessoires	707	674	1 586	1 502
341 Papier et articles en papier	624	519	1 081	985
342 Imprimerie et édition	1 471	1 678	3 893	3 745
351 Industrie chimique	1 529	1 391	3 287	3 628
352 Autres produits chimiques	1 331	1 173	2 786	2 301
353 Raffineries de pétrole	584	433	700	1 019
354 Dérivés du pétrole et du charbon	96	79	115	79
355 Industrie du caoutchouc	225	175	149	425
356 Ouvrages en matière plastique	625	484	1 245	1 178
361 Grès, porcelaines et faïences	136	138	365	356
362 Industrie du verre	187	190	502	489
369 Autres produits minéraux non métalliques	651	612	1 529	1 412
371 Sidérurgie	454	368	789	649
372 Métaux non ferreux	583	512	1 179	1 028
381 Ouvrages en métaux	1 921	1 685	3 885	3 390
382 Machines non électriques	3 775	4 056	8 357	8 169
383 Machines électriques	2 859	3 655	8 488	8 121
384 Matériel de transport	508	395	739	629
385 Matériel professionnel et scientifique	1 976	1 243	2 446	2 685
390 Autres industries manufacturières	138	102	222	211

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

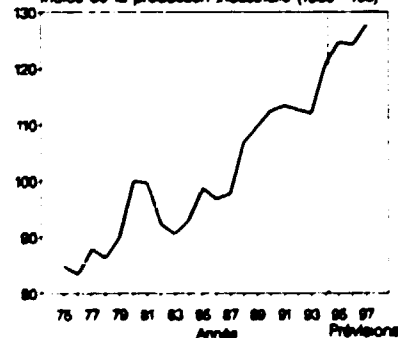
PIB par habitant (1 000 dollars) /c

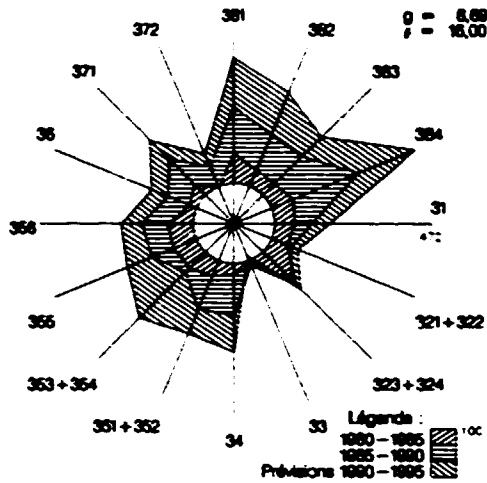
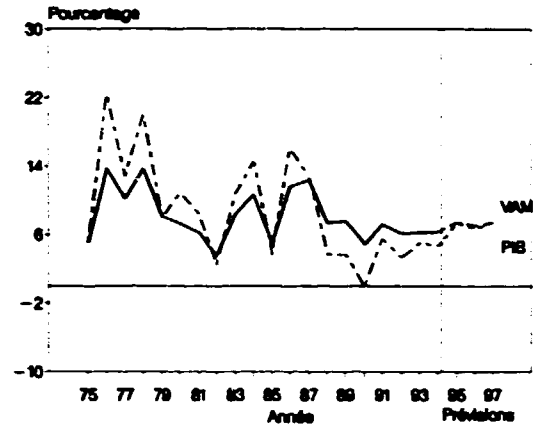


Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



Indice de la production industrielle (1980=100)

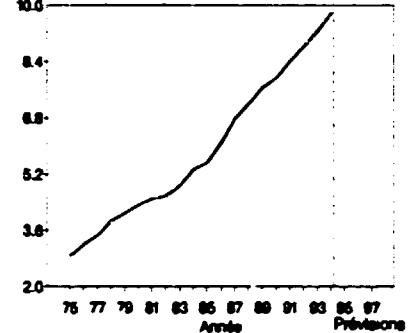
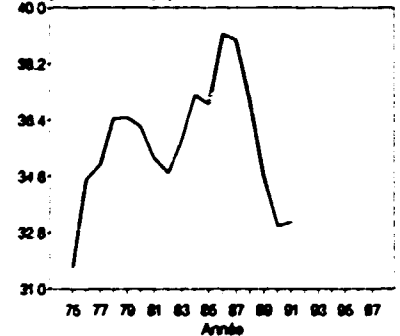
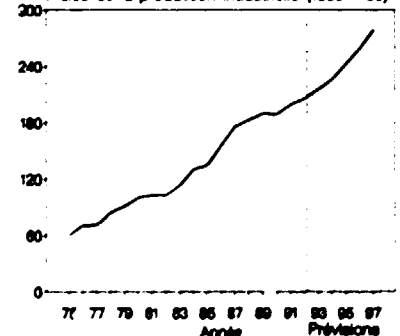


Changements structurels dans l'industrie
 (Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)

Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
 (Prix constants de 1983)


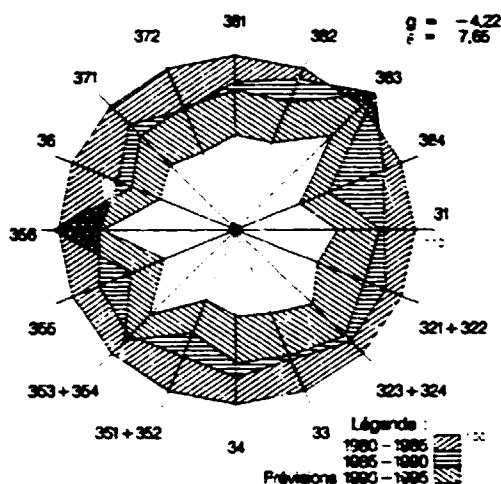
Source: Bureau de statistique de l'ONU.
 Estimation établie par l'ONU, Service des études et de la recherche.

	1980	1985	1988	1983
PIB (en millions de dollars de 1990)	76 787	106 273	161 330	194 872
Par habitant (en dollars de 1990)	4 313	5 518	7 936	9 280
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	36,2	36,9	33,0	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	27 102	39 515	55 424	63 374
Indice de la production industrielle (1980=100)	160	135	189	216
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	14 907	23 557	55 424	73 835
Production brute (en millions de dollars)	55 343	77 001	173 961	210 228
Emploi (en milliers de personnes)	1 997	2 459	2 260	2 205
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaires (%)	73	69	68	65
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	10	12	13	15
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	17	18	19	20
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	27 719	31 314	76 970	95 276
Valeur ajoutée par travailleur	7 466	9 580	24 523	33 462
Salaires moyen, suppléments inclus	2 678	3 862	10 168	14 017
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,29	3,38	5,68	4,52
en % de θ moyen en 1970-1975	113	72	121	96
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	2,74	2,23	1,34	0,75
Degré de spécialisation	10,0	9,7	10,4	10,7
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	1 163	1 510	3 175	3 966
313 Fabrication des boissons	315	784	1 711	2 195
314 Industrie du tabac	419	665	1 429	1 980
321 Industrie textile	1 719	2 434	3 845	5 100
322 Articles d'habillement	504	999	2 288	2 318
323 Articles en cuir et en fourrure	158	262	231	194
324 Fabrication de chaussures	65	263	576	739
331 Bois et produits du bois	316	364	547	492
332 Meubles et accessoires	119	146	325	348
341 Papier et articles en papier	424	647	1 950	2 577
342 Imprimerie et édition	263	254	860	1 415
351 Industrie chimique	884	1 399	3 711	4 561
352 Autres produits chimiques	280	409	1 152	1 812
353 Raffineries de pétrole	890	1 542	2 747	5 536
354 Dérivés du pétrole et du charbon	19	23	18	49
355 Industrie du caoutchouc	198	349	781	1 045
356 Ouvrages en matière plastique	870	1 535	3 570	4 455
361 Grès, porcelaines et faïences	85	138	380	595
362 Industrie du verre	113	167	491	496
369 Autres produits minéraux non métalliques	484	580	1 285	1 763
371 Siderurgie	828	1 242	3 392	4 325
372 Métaux non ferreux	139	146	385	488
381 Ouvrages en métaux	584	1 115	3 057	4 323
382 Machines non électriques	524	527	2 263	3 367
383 Machines électriques	1 390	2 882	8 021	10 303
384 Matériel de transport	686	1 182	4 050	5 878
385 Matériel professionnel et scientifique	254	388	728	996
390 Autres industries manufacturières	774	1 216	2 431	2 521

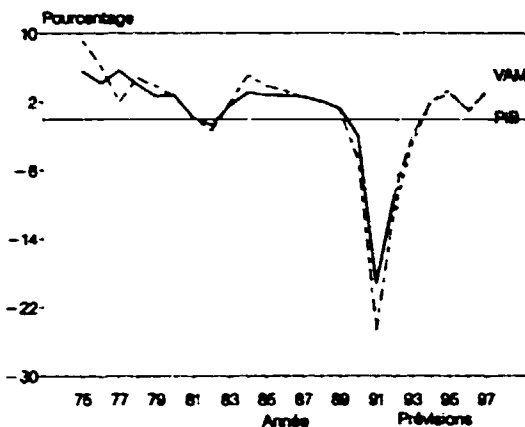
Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c

Part du secteur manufacturier au PIB,
 (prix courants %)

Indice de la production industrielle (1980=100)


Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

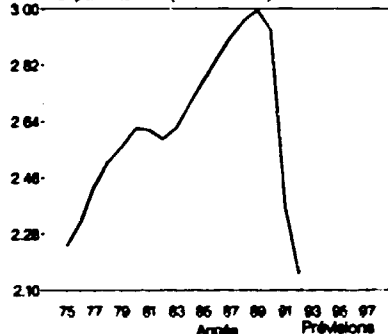


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

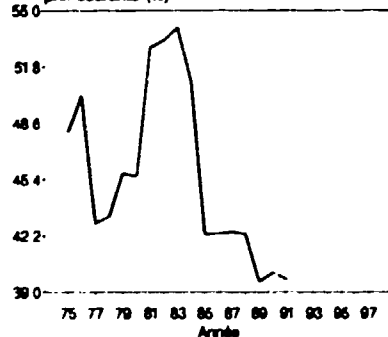
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	39 930	42 756	45 625	32 877
Par habitant (en dollars de 1990)	2 617	2 768	2 932	2 332
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	45,6	42,3	40,1	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	16 064	17 611	18 283	11 525
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	121	130	75
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	17 194	13 083	12 71	
Production brute (en millions de dollars)	41 415	45 102	44 915	
Emploi (en milliers de personnes)	2 513	2 588	2 448	1 876
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	58	71	72	
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	15	13	13	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	27	16	15	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	16 448	17 430	18 348	
Valeur ajoutée par travailleur	6 826	5 055	5 094	
Salaires moyen, suppléments inclus	2 435	2 264	2 396	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	3,32	2,96	4,37	3,10
en % de θ moyen en 1970-1975	51	81	119	85
Taux de croissance de la VAM changement structurel θ	2,35	-0,75	-0,52	-3,82
Degré de spécialisation	15,5	17,0	14,8	14,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	1 257	911	916	
313 Fabrication des boissons	285	209	258	
314 Industrie du tabac	33	23	24	
321 Industrie textile	1 100	848	790	
322 Articles d'habillement	271	236	223	
323 Articles en cuir et en fourrure	94	69	66	
324 Fabrication de chaussures	299	244	256	
331 Bois et produits du bois	387	259	289	
332 Meubles et accessoires	210	162	154	
341 Papier et articles en papier	391	287	255	
342 Imprimerie et édition	136	103	127	
351 Industrie chimique	1 262	862	696	
352 Autres produits chimiques	178	130	177	
353 Raffineries de pétrole	497	390	316	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	120	74	209	
355 Industrie du caoutchouc	214	158	131	
356 Ouvrages en matière plastique	50	34	49	
361 Grès, porcelaines et faïences	45	39	46	
362 Industrie du verre	422	263	298	
369 Autres produits minéraux non métalliques	773	488	411	
371 Sidérurgie	1 753	1 312	1 271	
372 Métaux non ferreux	327	214	236	
351 Ouvrages en métaux	792	590	902	
382 Machines non électriques	3 452	2 827	2 597	
383 Machines électriques	853	828	894	
384 Matériel de transport	1 677	1 315	903	
385 Matériel professionnel et scientifique	94	67	84	
390 Autres industries manufacturières	223	140	192	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

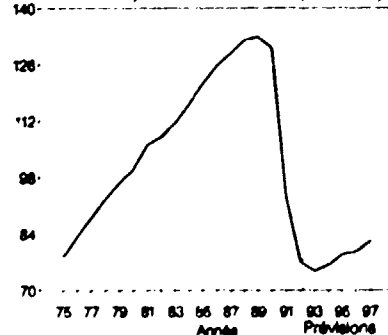
PIB per habitant (1 000 dollars) /c



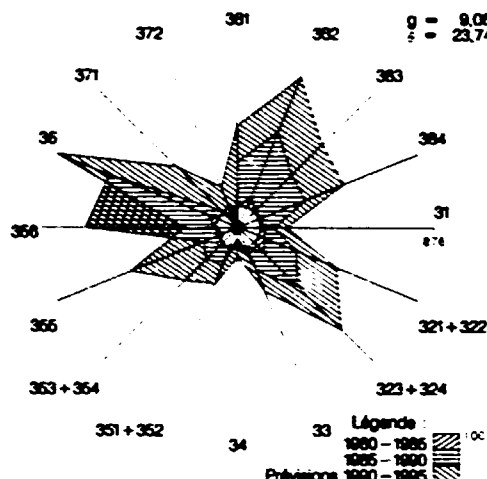
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



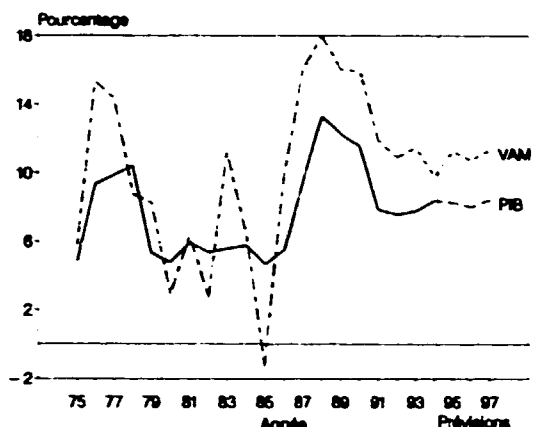
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

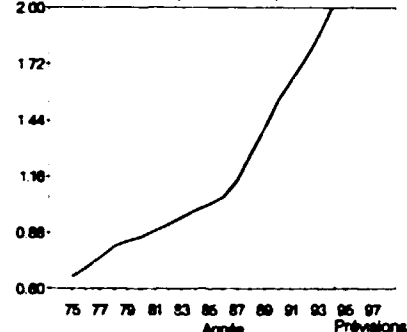


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

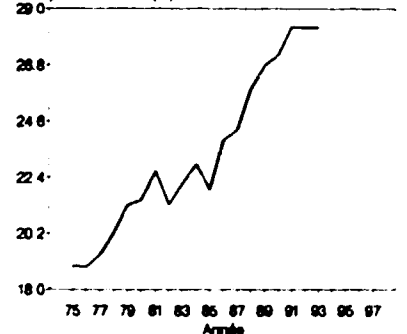
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	40 042	52 204	85 640	107 130
Par habitant (en dollars de 1990)	857	1 021	1 541	1 860
Part du secteur manufacturier (%), prix courants	21,5	21,9	27,2	28,2
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : (millions de dollars de 1990)	9 065	11 518	23 290	32 232
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	114	188	260
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	9 028	10 078	26 659	41 571
Production brute (en millions de dollars)	25 476	29 388	80 938	121 430
Emploi (en milliers de personnes)	731	1 084	1 720	1 799
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	65	66	67	66
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	7	9	7	7
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	28	25	25	27
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	15 689	15 174	40 420	49 082
Valeur ajoutée par travailleur	5 675	5 418	13 613	17 184
Salaires moyens, suppléments inclus	2 543	2 422	3 523	4 661
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	6,56	3,26	11,25	10,30
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	1,30	0,96	1,34	1,40
Degré de spécialisation	15,8	16,8	16,2	13,6
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	2 039	2 274	4 077	5 658
313 Fabrication des boissons	682	786	1 409	1 971
314 Industrie du tabac	375	470	843	1 202
321 Industrie textile	1 118	1 044	3 099	5 130
322 Articles d'habillement	591	1 025	3 043	5 034
323 Articles en cuir et en fourrure	38	85	252	420
324 Fabrication de chaussures	47	54	160	264
331 Bois et produits du bois	244	180	528	747
332 Meubles et accessoires	132	173	508	742
341 Papier et articles en papier	213	120	8	216
342 Imprimerie et édition	110	161	203	326
351 Industrie chimique	94	63	154	152
352 Autres produits chimiques	245	238	665	1 054
353 Raffineries de pétrole	537	683	1 466	2 369
354 Dérivés du pétrole et du charbon	27	21	10	17
355 Industrie du caoutchouc	221	147	473	1 385
356 Ouvrages en matière plastique	102	103	892	293
361 Grès, porcelaines et faïences	35	48	59	244
362 Industrie du verre	64	54	92	550
369 Autres produits minéraux non métalliques	267	424	2 769	3 084
371 Sidérurgie	316	236	430	1 524
372 Métaux non ferreux	118	74	11	346
381 Ouvrages en métaux	226	208	868	1 295
382 Machines non électriques	168	243	1 014	1 514
383 Machines électriques	340	355	1 484	2 217
384 Matériel de transport	338	337	1 409	2 113
385 Matériel professionnel et scientifique	26	56	235	353
390 Autres industries manufacturières	314	414	498	1 341

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

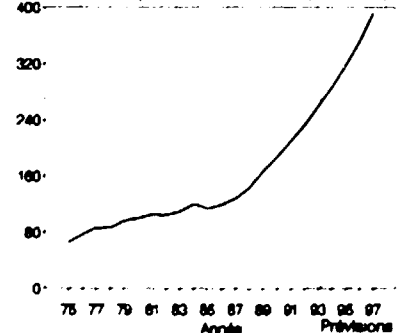
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



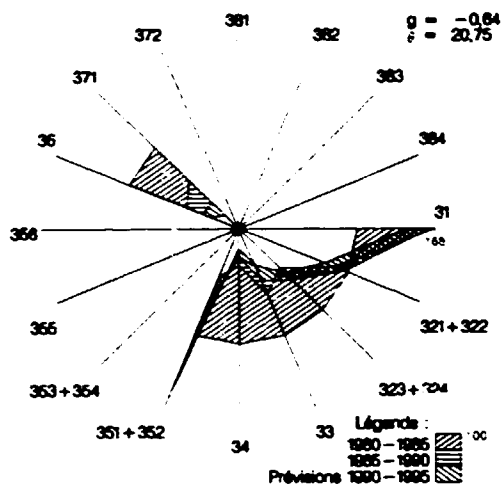
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



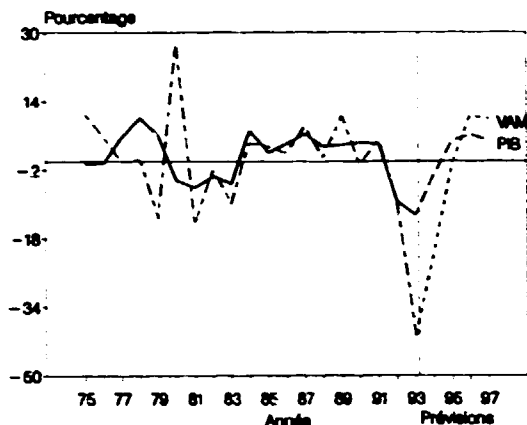
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

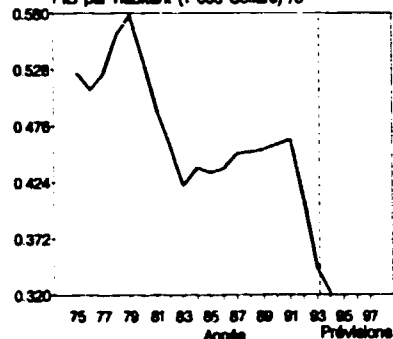


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

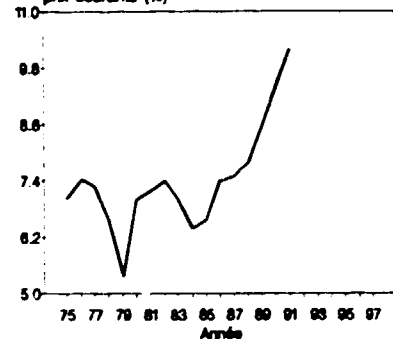
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	1 403	1 311	1 622	1 336
Par habitant ² (en dollars de 1990)	537	433	459	344
Pert du secteur manufacturier ³ (%), prix courants	7,0	6,6	9,4	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴ (en millions de dollars de 1990)	156	126	152	85
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	91	116	65
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	51	38	72	63
Production brute (en millions de dollars)	148	94	226	248
Emploi (en milliers de personnes)	5	5	5	4
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	65	75	83	75
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	10	10	13
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	23	16	6	12
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	27 286	21 743	53 948	53 932
Valeur ajoutée par travailleur	9 519	7 720	15 507	13 903
Salaires moyen, suppléments inclus	3 186	2 876	8 151	7 460
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	8,97	27,66	3,65	2,39
en % de θ moyen en 1970-1975	79	245	32	21
Taux de croissance de la VAM : changement structurel θ	1,08	0,09	0,03	-0,70
Degré de spécialisation	24,7	37,9	40,1	38,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	4	11	12	11
313 Fabrication des boissons	16	14	34	28
314 Industrie du tabac	-	-	-	-
321 Industrie textile	8	5	10	9
322 Articles d'habillement	-	-	-	-
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	6	2	5	4
331 Bois et produits du bois	1	-	-	-
332 Meubles et accessoires	-	-	-	-
341 Papier et articles en papier	-	-	-	-
342 Imprimerie et édition	3	1	1	1
351 Industrie chimique	3	1	4	6
352 Autres produits chimiques	-	-	-	-
353 Raffineries de pétrole	-	-	-	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	-	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	-	-	-	-
356 Ouvrages en matière plastique	-	-	-	-
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	1
362 Industrie du verre	1	-	1	1
369 Autres produits minéraux non métalliques	6	2	2	2
371 Sidérurgie	2	1	1	1
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	1	-	-	-
382 Machines non électriques	-	-	-	-
383 Machines électriques	-	-	-	-
384 Matériel de transport	-	-	-	-
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	-	-	1	1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

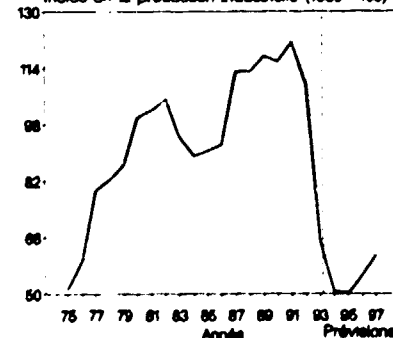
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



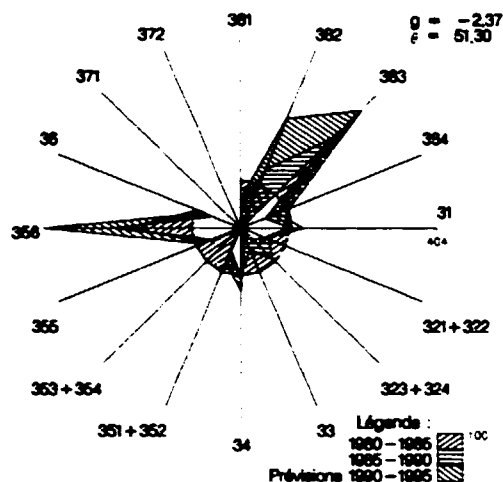
Part du secteur manufacturier au PIB, prix courants (%)



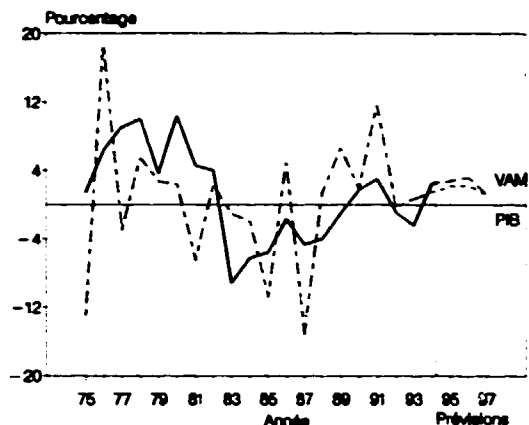
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



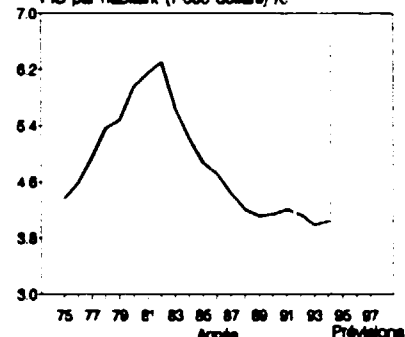
Taux annuel de croissance de PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



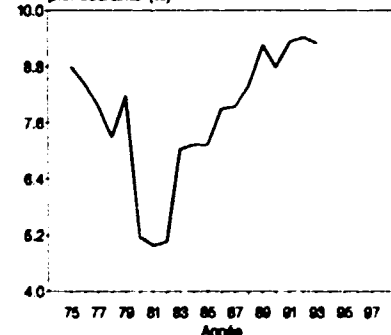
	1980	1985	1990	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	6 448	5 641	5 115	5 095
Par habitant ¹⁾ (en dollars de 1990)	5 960	4 863	4 139	3 987
Part du secteur manufacturier ²⁾ (%), prix courants	5,2	7,1	8,8	9,5
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ³⁾ (millions de dollars de 1990)	548	452	442	495
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	86	104	119
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	492	387	471	524
Production brute (en millions de dollars)	1 609	1 765	1 905	1 745
Emploi (en milliers de personnes)	44	34	35	36
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	69	78	74	70
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	17	18	17	17
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	14	4	9	13
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	36 321	52 667	51 633	48 054
Valeur ajoutée par travailleur	11 099	11 715	13 456	15 042
Salaires moyen, suppléments inclus	6 010	9 488	8 660	8 447
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	2,62	20,14	7,35	2,27
en % de θ moyen en 1970-1975	111	856	313	97
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	0,74	-0,52	-0,12	1,54
Degré de spécialisation	28,3	18,0	19,6	19,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	67	95	130	140
313 Fabrication des boissons	27	34	39	42
314 Industrie du tabac	14	35	32	35
321 Industrie textile	1	2	2	2
322 Articles d'habillement	16	13	14	14
323 Articles en cuir et en fourrure	-	-	-	-
324 Fabrication de chaussures	4	5	2	3
331 Bois et produits du bois	6	4	4	4
332 Meubles et accessoires	9	7	1	1
341 Papier et articles en papier	9	14	23	26
342 Imprimerie et édition	13	19	20	22
351 Industrie chimique	5	6	4	5
352 Autres produits chimiques	12	10	12	15
353 Raffineries de pétrole	190	17	35	33
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	-	-	-
355 Industrie du caoutchouc	9	10	10	11
356 Ouvrages en matière plastique	2	8	11	14
361 Grès, porcelaines et faïences	-	-	-	-
362 Industrie du verre	3	4	3	3
369 Autres produits minéraux non métalliques	23	31	26	28
371 Sidérurgie	-	-	-	-
372 Métaux non ferreux	-	-	-	-
381 Ouvrages en métaux	26	11	20	25
382 Machines non électriques	13	-	31	44
383 Machines électriques	3	13	13	14
384 Matériel de transport	28	43	27	34
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	8	6	8	10

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c



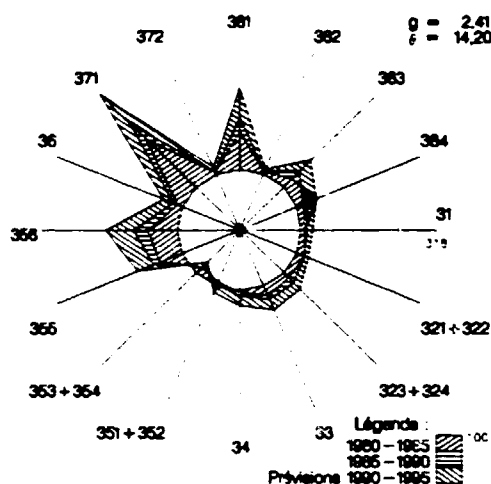
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



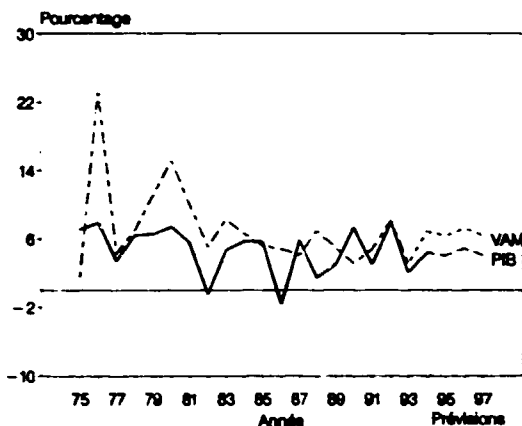
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indices de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

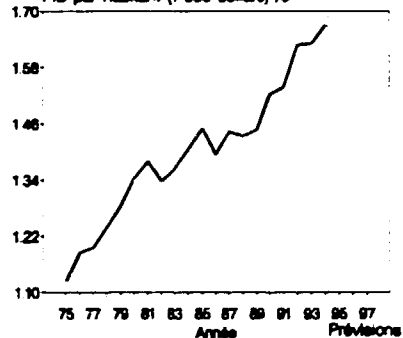


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONU, Service des études et de la recherche.

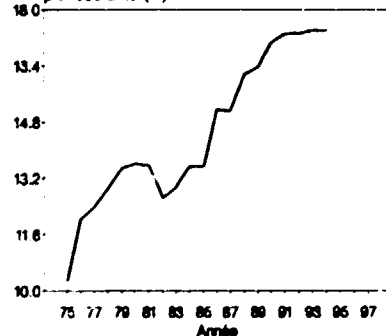
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	8 574	10 530	12 504	13 978
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	1 343	1 450	1 523	1 631
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	13,6	13,5	17,1	17,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	1 052	1 473	1 857	2 167
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	133	155	165
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	939	843	1 198	1 267
Production brute (en millions de dollars)	3 579	3 440	5 438	6 455
Emploi (en milliers de personnes)	125	159	192	214
-RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	74	..	78	80
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	..	12	12
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	14	12	10	8
-PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	28 669	21 546	28 291	30 144
Valeur ajoutée par travailleur	7 525	5 356	6 453	6 183
Salaire moyen, suppléments inclus	3 499	2 711	3 538	3 611
-INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	9,45	3,66	1,73	1,73
en % de θ moyen en 1970-1975	84	33	15	15
Taux de croissance de la VAM : changement structural θ	1,58	0,91	0,66	0,38
Degré de spécialisation	13,9	13,6	13,8	13,5
-VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311 2 Industries alimentaires	96	69	89	9*
313 Fabrication des boissons	49	48	71	76
314 Industrie du tabac	22	20	28	30
321 Industrie textile	55	53	75	80
322 Articles d'habillement	92	77	97	88
323 Articles en cuir et en fourrure	6	5	8	8
324 Fabrication de chaussures	21	18	28	29
331 Bois et produits du bois	12	11	15	16
332 Meubles et accessoires	13	12	13	20
341 Papier et articles en papier	24	18	26	28
342 Imprimerie et édition	17	14	20	21
351 Industrie chimique	42	30	41	43
352 Autres produits chimiques	96	69	100	108
353 Raffineries de pétrole	13	9	11	10
354 Dérivés du pétrole et du charbon	..	..	..	..
355 Industrie du caoutchouc	8	9	13	14
356 Ouvrages en matière plastique	18	20	31	35
361 Grès, porcelaines et faïences	11	8	12	13
362 Industrie du verre	7	5	6	7
369 Autres produits minéraux non métalliques	156	132	191	188
371 Sclérurgie	45	73	114	134
372 Métaux non ferreux	8	6	8	9
381 Ouvrages en métaux	53	66	102	115
382 Machines non électriques	2	2	2	2
383 Machines électriques	35	32	49	54
384 Matériel de transport	30	31	34	38
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	1	1
390 Autres industries manufacturières	5	5	8	9

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

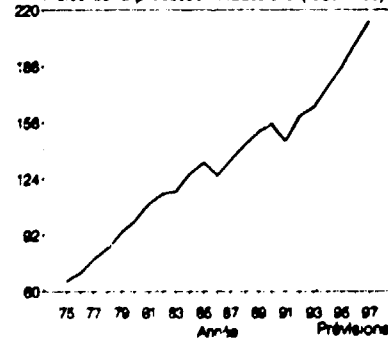
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



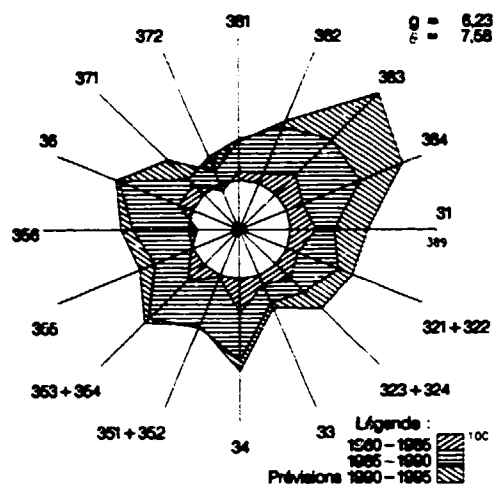
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



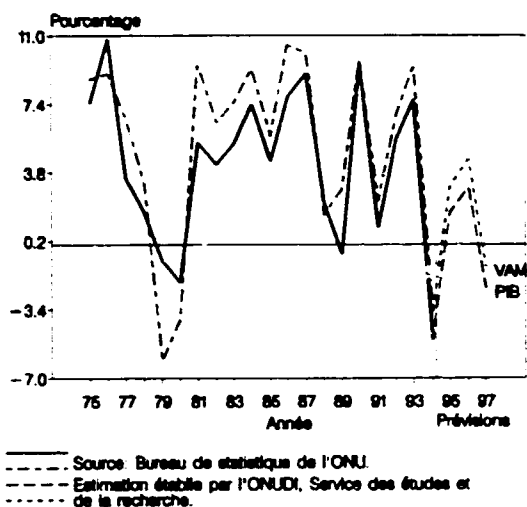
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



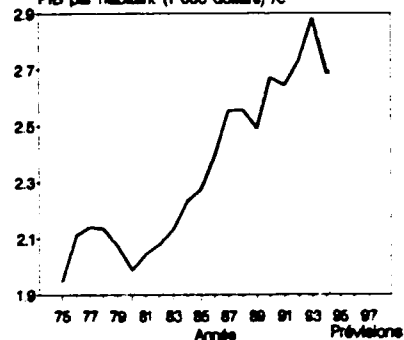
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



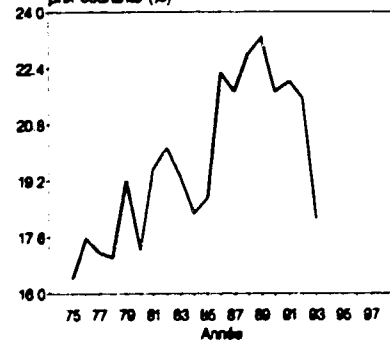
	1980	1985	1990	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	88 366	114 593	149 972	171 896
Par habitant ² (en dollars de 1990)	1 989	2 276	2 673	2 884
Part du secteur manufacturier ³ (%), prix courants	17,2	18,7	21,7	18,4
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴ (millions de dollars de 1990)	16 039	23 180	32 312	38 586
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	174	243	286
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	10 837	10 448	28 958	37 797
Production brute (en millions de dollars)	29 413	32 470	73 064	91 879
Emploi (en milliers de personnes)	787	844	975	943
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	63	68	60	59
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	16	10	12	14
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	20	23	28	27
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	38 960	38 378	74 819	96 414
Valeur ajoutée par travailleur	13 617	12 349	29 656	44 560
Salaires moyen, suppléments inclus	6 142	3 717	9 029	13 712
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	14,36	11,89	13,44	5,79
en % de θ moyen en 1970-1975	155	129	145	63
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	0,38	0,53	0,80	0,89
Degré de spécialisation	14,3	13,8	12,4	13,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	1 185	973	2 541	3 960
313 Fabrication des boissons	335	330	893	1 367
314 Industrie du tabac	467	877	1 168	1 590
321 Industrie textile	1 535	1 289	3 222	4 145
322 Articles d'habillement	60	146	947	1 291
323 Articles en cuir et en fourr.	25	27	60	68
324 Fabrication de chaussures	33	22	69	119
331 Bois et produits du bois	118	64	187	225
332 Meubles et accessoires	16	55	81	107
341 Papier et articles en papier	205	241	559	693
342 Imprimerie et édition	97	133	434	533
351 Industrie chimique	719	457	1 517	1 395
352 Autres produits chimiques	387	394	1 449	1 873
353 Raffineries de pétrole	1 352	1 514	4 525	5 468
354 Dérivés du pétrole et du charbon	222	152	458	473
355 Industrie du caoutchouc	201	151	452	602
356 Ouvrages en matière plastique	125	78	328	412
361 Grès, porcelaines et faïences	93	102	466	618
362 Industrie du verre	110	167	531	559
369 Autres produits minéraux non métalliques	535	428	1 365	1 610
371 Sidérurgie	783	734	1 403	2 249
372 Métaux non ferreux	292	181	580	538
381 Ouvrages en métaux	395	344	904	963
382 Machines non électriques	506	456	1 423	1 725
383 Machines électriques	463	531	1 482	2 394
384 Matériel de transport	541	534	1 743	2 610
385 Matériel professionnel et scientifique	8	9	87	116
390 Autres industries manufacturières	28	48	83	94

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

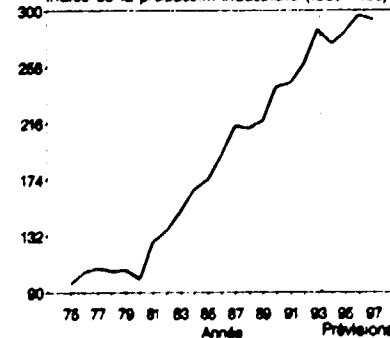
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



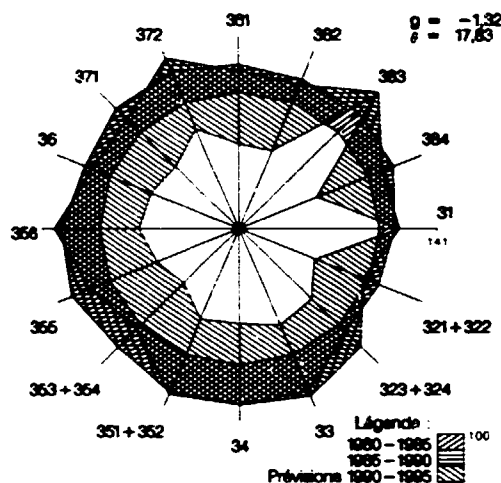
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



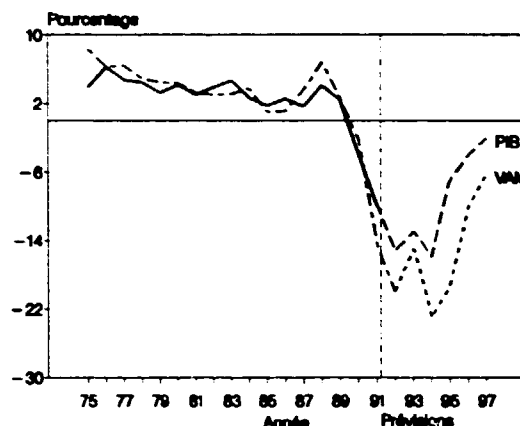
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



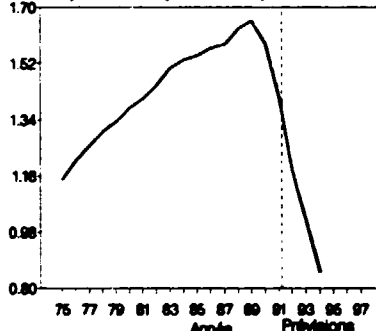
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



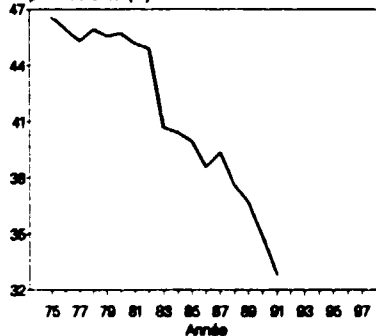
	1980	1985	1990	1993
PIB ¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	365 168	427 267	456 500	302 982
Par habitant ²⁾ (en dollars de 1990)	1 378	1 544	1 583	1 022
Part du secteur manufacturier ³⁾ (%), prix courants	45,7	40,0	34,9	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	123 710	142 065	159 239	92 372
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	115	129	75
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	362 424	377 289	225 474	
Production brute (en millions de dollars)	834 093	867 602	517 936	
Emploi (en milliers de personnes)	31 464	32 794	30 352	26 979
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	57	57	56	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	12	11	13	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	31	32	31	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	26 509	26 456	17 064	
Valeur ajoutée par travailleur	11 519	11 505	7 429	
Salaires moyens, suppléments inclus	3 247	3 002	2 147	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	1,32	1,49	1,87	2,81
en % de θ moyen en 1970-1975	100	113	141	213
Taux de croissance de la VAM - changement structurel θ	2,75	2,20	0,04	-2,31
Degré de spécialisation	16,6	16,0	16,6	19,5
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311.2 Industries alimentaires	66 053	66 335	42 968	
313 Fabrication des boissons	10 336	8 110	3 395	
314 Industrie du tabac	2 032	2 643	1 310	
321 Industrie textile	32 553	31 860	17 439	
322 Articles d'habillement	19 633	17 956	9 107	
323 Articles en cuir et en fourrure	2 443	2 047	1 797	
324 Fabrication de chaussures	3 892	3 937	2 312	
331 Bois et produits du bois	4 628	5 252	3 054	
332 Meubles et accessoires	3 761	4 307	2 868	
341 Papier et articles en papier	4 330	4 988	2 902	
342 Imprimerie et édition	1 067	1 162	795	
351 Industrie chimique	17 184	19 764	11 630	
352 Autres produits chimiques	5 104	5 850	3 934	
353 Raffineries de pétrole	12 334	13 314	6 477	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	4 159	4 669	2 616	
355 Industrie du caoutchouc	4 533	5 214	2 788	
356 Ouvrages en matière plastique	1 167	1 318	818	
361 Gres, porcelaines et faïences	538	508	342	
362 Industrie du verre	2 680	2 625	1 541	
369 Autres produits minéraux non métalliques	13 768	14 867	8 408	
371 Sidérurgie	13 331	14 680	8 017	
372 Métaux non ferreux	8 803	9 733	6 316	
381 Ouvrages en métaux	4 815	5 124	2 960	
382 Machines non électriques	54 571	57 101	33 137	
383 Machines électriques	27 146	29 148	20 380	
384 Matériel de transport	26 518	28 067	15 602	
385 Matériel professionnel et scientifique	3 838	4 042	2 821	
390 Autres industries manufacturières	11 210	12 671	9 739	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

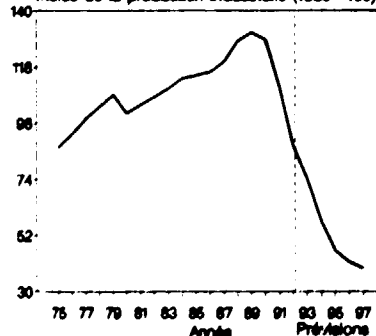
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



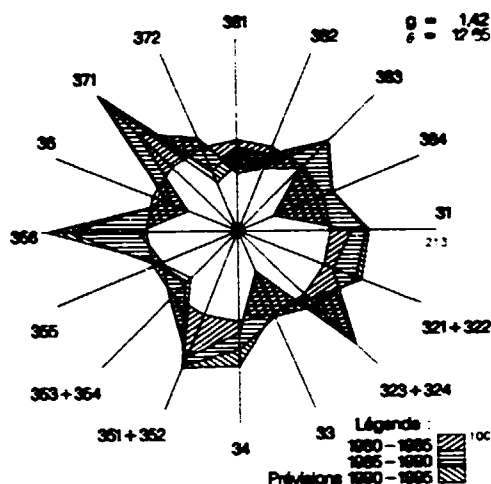
Part du secteur manufacturier au PMN,
prix courants (%)



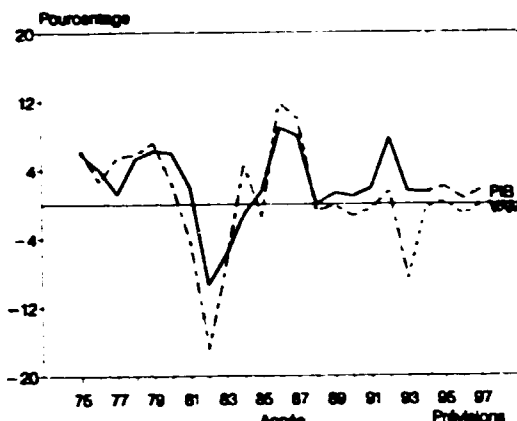
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)

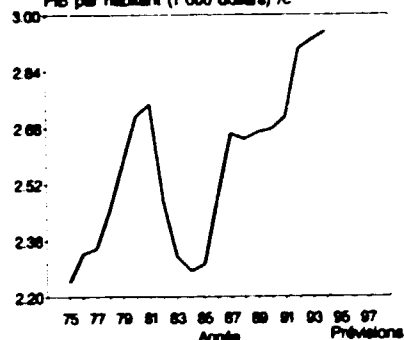


Source: Bureau de statistique de l'ONU
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

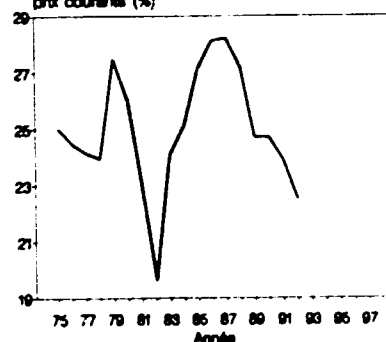
	1980	1985	1988	1993
PIB : ¹ (en millions de dollars de 1990)	7 905	6 887	8 282	9 224
Par habitant : ² (en dollars de 1990)	2 713	2 293	2 677	2 929
Part du secteur manufacturier : ³ (%), prix courants	26,0	27,1	24,7	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁴ (millions de dollars de 1990)	2 393	1 815	2 173	2 003
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	76	91	84
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 286	1 337	2 379	3 704
Production brute (en millions de dollars)	3 302	3 174	5 778	9 129
Emploi (en milliers de personnes)	160	122	166	160
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	61	58	59	59
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	13	9	10	9
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	26	33	32	32
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	20 456	25 944	34 798	57 007
Valeur ajoutée par travailleur	7 971	10 929	14 334	23 250
Salaires moyen, suppléments inclus	2 635	2 441	3 318	5 043
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	12,10	14,58	8,71	4,81
en % de θ moyen en 1970-1975	123	148	89	49
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	-0,08	0,14	0,33	0,34
Degré de spécialisation	13,9	18,8	15,2	15,3
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	165	266	473	731
313 Fabrication des boissons	104	92	181	307
314 Industrie du tabac	90	68	90	147
321 Industrie textile	109	137	235	392
322 Articles d'habillement	59	43	111	164
323 Articles en cuir et en fourrure	31	76	67	101
324 Fabrication de chaussures	18	8	19	26
331 Bois et produits du bois	14	8	19	30
332 Meubles et accessoires	7	2	13	19
341 Papier et articles en papier	30	47	51	86
342 Imprimerie et édition	37	27	81	136
351 Industrie chimique	20	28	68	103
352 Autres produits chimiques	75	112	162	252
353 Raffineries de pétrole	192	194	239	338
354 Dérivés du pétrole et du charbon	2	4	1	2
355 Industrie du caoutchouc	40	34	58	85
356 Ouvrages en matière plastique	24	25	65	110
361 Grès, porcelaines et faïences	13	7	20	36
362 Industrie du verre	14	7	21	27
369 Autres produits minéraux non métalliques	41	24	43	71
371 Sidérurgie	10	14	31	44
372 Métaux non ferreux	3	3	3	4
381 Ouvrages en métaux	53	32	73	95
382 Machines non électriques	16	12	22	30
383 Machines électriques	33	31	69	109
384 Matériel de transport	78	32	129	204
385 Matériel professionnel et scientifique	1	1	19	34
390 Autres industries manufacturières	8	6	15	24

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

PIB par habitant (1 000 dollars) /c



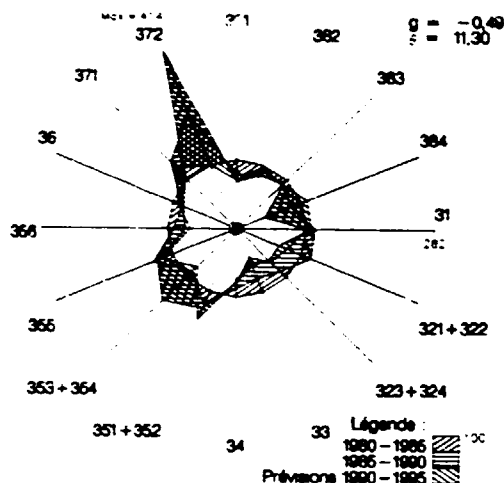
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



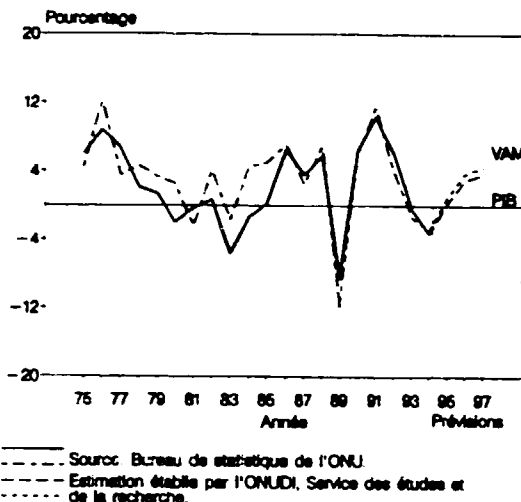
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



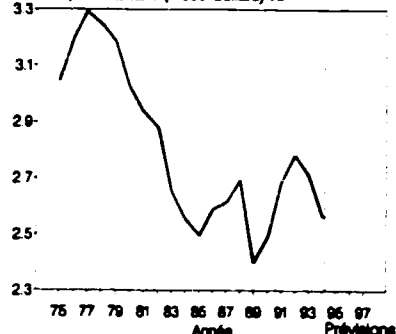
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1990)



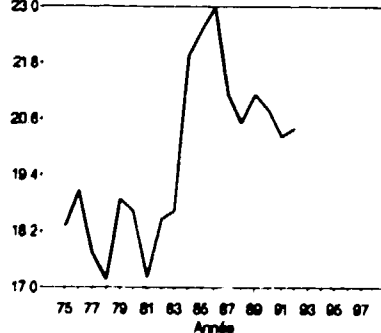
	1980	1985	1990	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	45 668	42 763	48 598	56 660
Par habitant : ⁽²⁾ (en dollars de 1990)	3 026	2 496	2 492	2 709
Part du secteur manufacturier : ⁽³⁾ (%), prix courants	18,6	22,5	20,8	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée : ⁽⁴⁾ (millions de dollars de 1990)	8 300	9 087	9 974	11 393
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	101	113	98
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	14 467	14 071	12 175	13 262
Production brute (en millions de dollars)	30 213	30 305	24 128	28 507
Emploi (en milliers de personnes)	426	406	464	491
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	52	54	50	53
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	15	13	9	10
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	33	34	42	37
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	67 966	71 154	51 776	57 922
Valeur ajoutée par travailleur	32 530	33 038	26 127	26 948
Salaires moyen, suppléments inclus	10 361	9 495	4 651	5 646
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structurel θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	7,47	9,86	16,09	13,27
en % de θ moyen en 1970-1975	70	93	151	124
Taux de croissance de la VAM / changement structurel θ	1,24	0,03	0,18	0,08
Degré de spécialisation	18,5	17,3	27,0	17,8
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	1 425	1 597	1 210	1 606
313 Fabrication des boissons	953	836	583	835
314 Industrie du tabac	409	597	273	432
321 Industrie textile	430	505	291	296
322 Articles d'habillement	348	359	160	222
323 Articles en cuir et en fourrure	57	58	40	46
324 Fabrication de chaussures	197	158	90	122
331 Bois et produits du bois	106	80	36	58
332 Meubles et accessoires	188	142	65	111
341 Papier et articles en papier	395	357	277	323
342 Imprimerie et édition	376	299	182	266
351 Industrie chimique	325	498	443	657
352 Autres produits chimiques	858	890	662	993
353 Raffineries de pétrole	4 222	3 634	4 734	3 331
354 Dérivés du pétrole et du charbon	25	30	19	22
355 Industrie du caoutchouc	151	188	139	170
356 Ouvrages en matière plastique	394	348	215	263
361 Gres, porcelaines et faïences	60	39	18	38
362 Industrie du verre	137	132	109	172
369 Autres produits minéraux non métalliques	489	378	290	398
371 Sidérurgie	651	855	498	786
372 Métaux non ferreux	256	447	788	304
381 Ouvrages en métaux	652	503	336	467
382 Machines non électriques	287	241	180	278
383 Machines électriques	345	307	245	301
384 Matériel de transport	605	486	198	637
385 Matériel professionnel et scientifique	38	26	37	58
390 Autres industries manufacturières	82	81	56	70

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

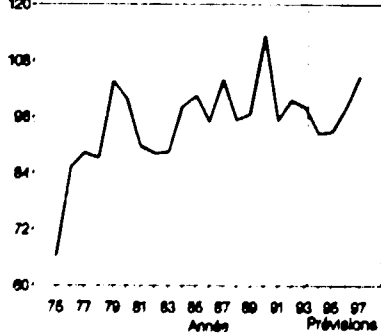
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



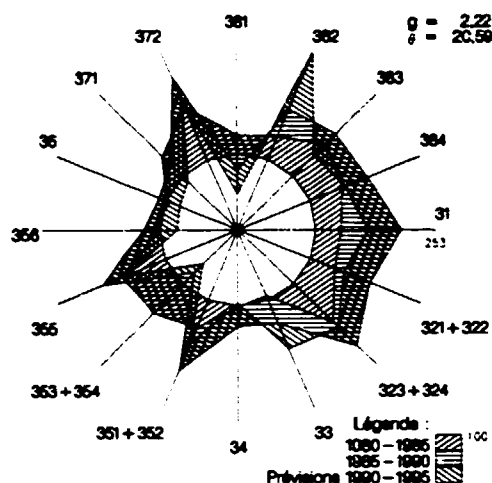
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



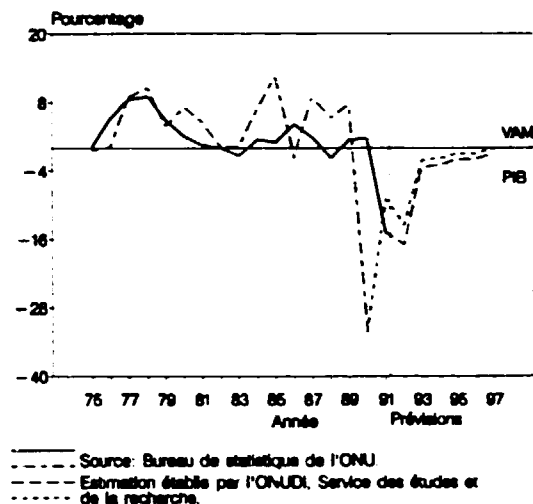
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



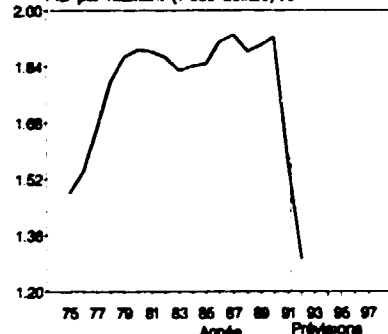
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)



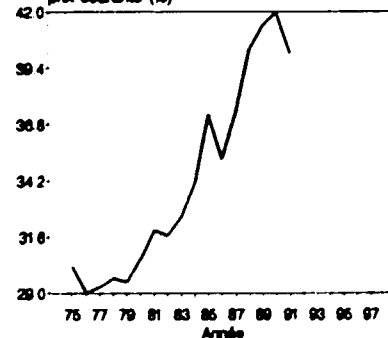
	1986	1985	1990	1993
PIB ¹⁹⁸⁰ (en millions de dollars de 1990)	40 480	41 116	44 187	30 091
Par habitant ¹⁹⁸⁰ (en dollars de 1990)	1 888	1 848	1 926	
Part du secteur manufacturier ¹⁹⁸⁰ (%), prix courants	30,6	37,2	42,0	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée ¹⁹⁸⁰ (millions de dollars de 1990)	17 257	21 677	17 708	13 617
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	116	106	64
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	21 750	17 171	27 622	
Production brute (en millions de dollars)	72 629	57 020	62 556	
Emploi (en milliers de personnes)	2 106	2 467	2 562	2 391
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	70	70	56	
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	14	12	19	
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	15	18	25	
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	34 487	23 113	24 373	
Valeur ajoutée par travailleur	10 328	6 960	10 840	
Salaire moyen, suppléments inclus	4 991	2 703	4 634	
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	5,08	4,66	6,03	5,27
en % de θ moyen en 1970-1975	72	66	86	75
Taux de croissance de la VAM / changement structural θ	1,13	1,20	0,69	-0,40
Degré de spécialisation	8,8	9,0	10,2	11,5
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311/2 Industries alimentaires	1 897	1 458	3 413	
313 Fabrication des boissons	459	353	577	
314 Industrie du tabac	184	221	302	
321 Industrie textile	1 759	1 428	2 520	
322 Articles d'habillement	903	718	1 387	
323 Articles en cuir et en fourrure	226	231	333	
324 Fabrication de chaussures	482	503	892	
331 Bois et produits du bois	977	530	707	
332 Meubles et accessoires	730	438	1 127	
341 Papier et articles en papier	529	394	661	
342 Imprimerie et édition	876	462	766	
351 Industrie chimique	694	631	964	
352 Autres produits chimiques	681	525	1 241	
353 Raffineries de pétrole	454	415	261	
354 Dérivés du pétrole et du charbon	101	101	92	
355 Industrie du caoutchouc	276	269	420	
356 Ouvrages en matière plastique	413	258	405	
361 Grès, porcelaines et faïences	128	72	163	
362 Industrie du verre	163	113	195	
369 Autres produits minéraux non métalliques	906	513	690	
371 Sidérurgie	1 221	1 000	1 185	
372 Métaux non ferreux	480	509	832	
381 Ouvrages en métaux	2 105	1 577	1 328	
382 Machines non électriques	1 828	1 463	2 529	
383 Machines électriques	1 600	1 544	2 296	
384 Matériel de transport	1 441	1 263	2 091	
385 Matériel professionnel et scientifique	101	93	135	
390 Autres industries manufacturières	134	88	111	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

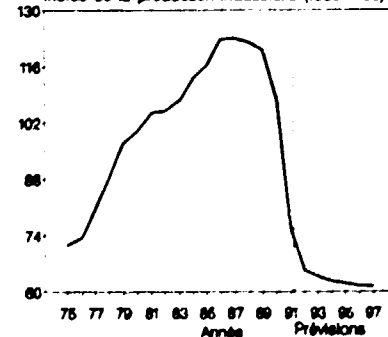
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



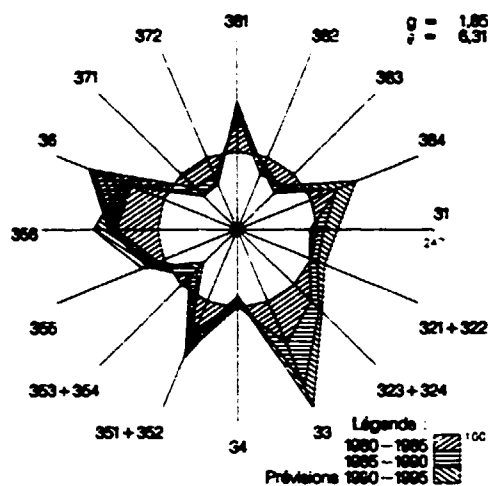
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



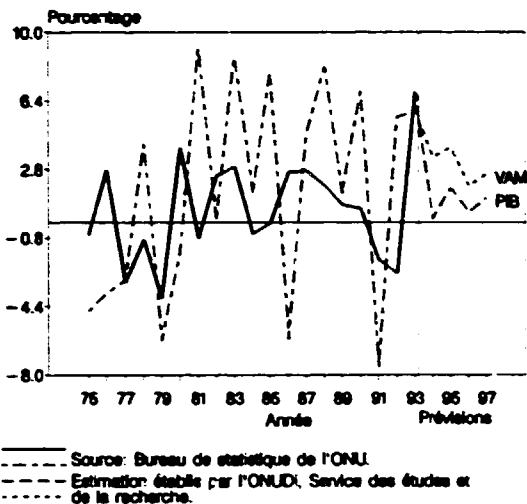
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(Indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(Prix constants de 1980)

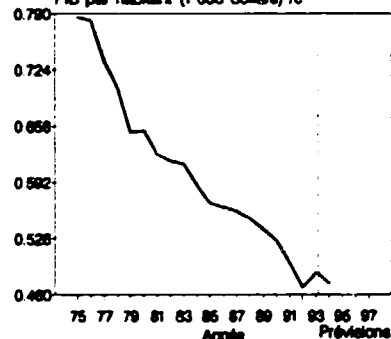


Source: Bureau de statistique de l'ONU.
Estimation établie par l'ONUDI, Service des études et de la recherche.

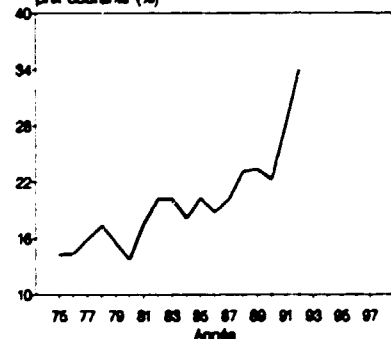
	1980	1985	1990	1993
PIB (en millions de dollars de 1990)	3 746	3 895	4 260	4 344
Par habitant (en dollars de 1990)	653	568	523	486
Part du secteur manufacturier (%) (prix courants)	13,7	20,5	22,2	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée (en millions de dollars de 1990)	588	763	880	908
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	130	150	155
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	780	575	1 059	1 177
Production brute (en millions de dollars)	1 671	1 378	2 691	3 069
Emploi (en milliers de personnes)	59	62	60	61
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	53	58	61	62
Traitements et salaires, suppléments inclus (%)	11	11	11	11
Excédent brut d'exploitation et impôts nets (%)	35	30	29	28
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	28 231	22 254	44 662	49 712
Valeur ajoutée par travailleur	13 173	9 280	17 573	19 092
Salaire moyen, suppléments inclus	3 245	2 542	4 841	5 399
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés) en % de θ moyen en 1970-1975	2,37	5,05	4,85	2,72
Taux de croissance de la VAM : changement structural θ	0,31	0,52	0,51	-1,97
Degré de spécialisation	17,9	15,4	18,5	19,1
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
311,2 Industries alimentaires	92	62	95	110
313 Fabrication des boissons	193	104	230	268
314 Industrie du tabac	58	39	104	120
321 Industrie textile	51	32	62	62
322 Articles d'habillement	34	23	45	52
323 Articles en cuir et en fourrure	4	3	6	5
324 Fabrication de chaussures	15	13	25	26
331 Bois et produits du bois	8	11	28	32
332 Meubles et accessoires	12	10	23	26
341 Papier et articles en papier	15	8	11	11
342 Imprimerie et édition	17	13	21	21
351 Industrie chimique	22	26	39	46
352 Autres produits chimiques	47	51	80	93
353 Raffineries de pétrole	9	5	7	7
354 Dérivés du pétrole et du charbon	3	2	3	3
355 Industrie du caoutchouc	20	16	25	30
356 Ouvrages en matière plastique	7	7	12	14
361 Grès, porcelaines et faïences	1	1	1	1
362 Industrie du verre	3	3	4	4
369 Autres produits minéraux non métalliques	33	45	57	59
371 Sidérurgie	10	5	7	8
372 Métaux non ferreux	2	1	1	1
381 Ouvrages en métaux	50	47	93	85
382 Machines non électriques	18	11	18	17
383 Machines électriques	26	13	20	24
384 Matériel de transport	28	24	43	51
385 Matériel professionnel et scientifique	-	-	-	-
390 Autres industries manufacturières	2	1	1	1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

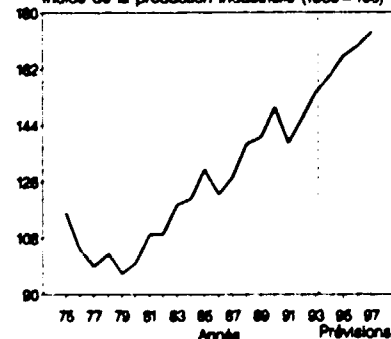
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



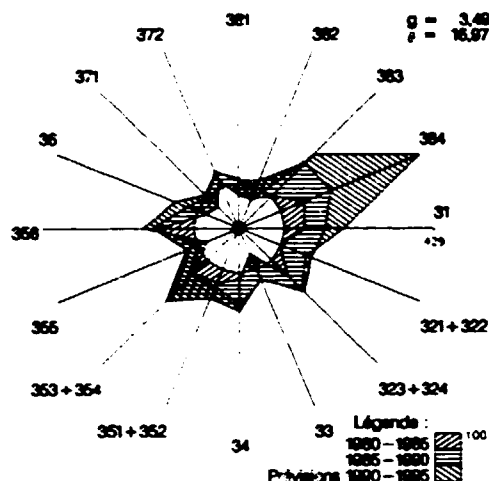
Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



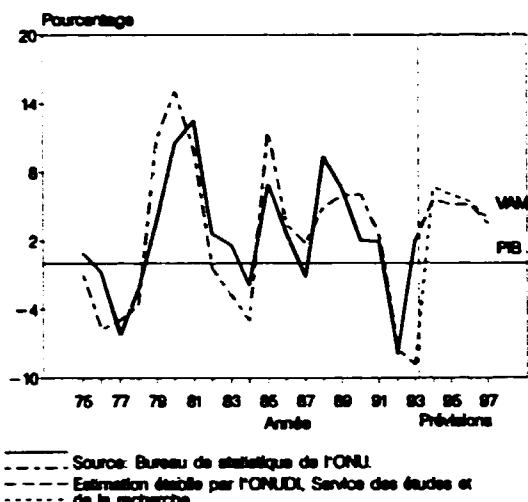
Indice de la production industrielle (1980=100)



Changements structurels dans l'industrie
(indice de la valeur ajoutée : 1980=100)



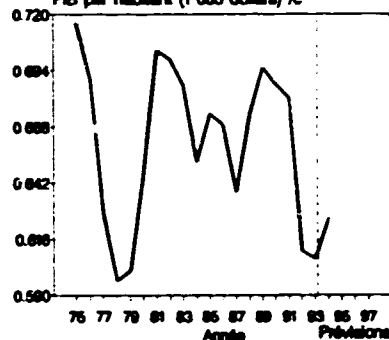
Taux annuel de croissance du PIB et de la VAM
(P: constants de 1980)



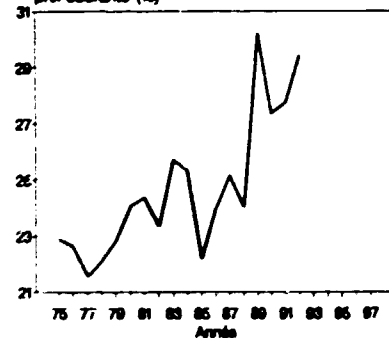
	1988	1985	1988	1983
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	4 596	5 656	6 811	6 519
Par habitant " (en dollars de 1990)	645	674	688	607
Part du secteur manufacturier " (%), prix courants	24,1	22,2	27,4	
SECTEUR MANUFACTURIER :				
Valeur ajoutée " (millions de dollars de 1990)	1 209	1 360	1 687	1 457
Indice de la production industrielle (1980=100)	100	112	140	121
Valeur ajoutée (en millions de dollars)	1 480	1 278	2 232	1 764
Production brute (en millions de dollars)	3 579	3 020	4 749	3 611
Emplo (en milliers de personnes)	161	163	166	172
RENTABILITÉ : (en % de la production brute)				
Consommation intermédiaire (%)	59	58	53	51
Tratements et salaires, suppléments inclus (%)	17	18	15	15
Excédent brut d'exploitation (%)	24	25	32	34
PRODUCTIVITÉ : (en dollars)				
Production brute par travailleur	22 265	18 452	25 557	20 897
Valeur ajoutée par travailleur	9 205	7 816	12 014	10 210
Salaires moyen, suppléments inclus	3 848	3 241	3 939	3 156
INDICES STRUCTURELS :				
Changement structural θ (moyenne sur 5 ans, degrés)	6,17	12,05	12,71	9,70
en % de θ moyen en 1970-1975	134	261	275	210
Taux de croissance de la VAM changement structural θ	0,49	0,14	0,65	0,11
Degré de spécialisation	13,4	13,3	13,5	15,0
VALEUR AJOUTÉE : (en millions de dollars)				
3112 Industries alimentaires	193	130	241	251
313 Fabrication des boissons	92	189	302	226
314 Industrie du tabac	55	72	76	91
321 Industrie textile	147	114	255	171
322 Articles d'habillement	70	55	102	73
323 Articles en cuir et en fourrure	4	4	7	5
324 Fabrication de chaussures	34	42	66	47
331 Bois et produits du bois	38	17	43	36
332 Meubles et accessoires	26	15	32	23
341 Papier et articles en papier	30	37	64	48
342 Imprimerie et édition	59	45	94	60
351 Industrie chimique	58	67	98	39
352 Autres produits chimiques	80	78	127	97
353 Raffineries de pétrole	-	1	1	-
354 Dérivés du pétrole et du charbon	7	8	16	7
355 Industrie du caoutchouc	30	24	37	17
356 Ouvrages en matière plastique	25	37	47	38
361 Gres, porcelaines et faïences	3	2	3	2
362 Industrie du verre	9	5	9	8
369 Autres produits minéraux non métalliques	44	28	54	52
371 Siderurgie	194	105	184	146
372 Métaux non ferreux	10	9	13	10
381 Ouvrages en métaux	132	78	135	107
382 Machines non électriques	39	22	43	18
383 Machines électriques	44	36	88	68
384 Matériel de transport	32	48	81	114
385 Matériel professionnel et scientifique	2	1	2	1
390 Autres industries manufacturières	17	9	13	10

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

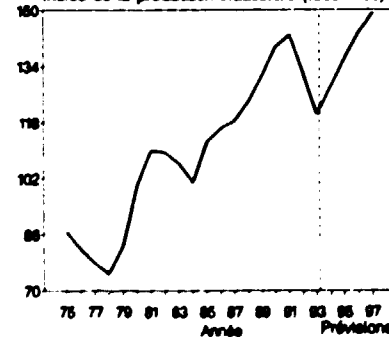
PIB par habitant (1 000 dollars) /c



Part du secteur manufacturier au PIB,
prix courants (%)



Indice de la production industrielle (1980=100)



AFGHANISTAN	1989	1995	1998	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	658	734	560	603	615	627
Taux de croissance (%)	-3,72	0,27	-3,12	7,60	2,00	2,00
Par habitant (en dollars de 1990)	40,9	53,6	37,2	38,3	37,0	36,5
VAB : (en millions de dollars de 1975)	272	299	198	198	206	218
Taux de croissance (%)	-6,06	3,32	-10,34	0,23	3,74	5,59
Part du secteur manufacturier (%)						

ALBANIE	1989	1995	1998	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	992	1 097	1 121	878	737	671
Taux de croissance (%)	6,31	1,78	-9,97	-21,69	-16,00	-9,00
Par habitant (en dollars de 1990)	371,4	370,5	340,8	263,4	219,2	198,0
VAB : (en millions de dollars de 1990)	245	298	295	172	134	117
Taux de croissance (%)	6,08	1,57	-15,65	-41,82	-21,88	-12,46
Part du secteur manufacturier (%)	29,9	28,0	26,3			

ANTILLES NEERLANDAISES ET ARUBA	1989	1995	1998	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	1 338	1 281	1 559	1 497	1 482	1 500
Taux de croissance (%)	4,06	-2,07	7,56	-3,96	-1,00	1,20
Par habitant (en dollars de 1990)	7 690,2	7 040,2	8 203,5	7 796,5	7 678,6	7 691,0
VAB : (en millions de dollars de 1990)	113	88	107	102	100	100
Taux de croissance (%)	14,33	-2,71	7,56	-3,96	-2,72	0,45
Part du secteur manufacturier (%)	8,5	6,8				

ARMÉNE	1989	1995	1998	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	5 227	6 970	7 650	6 423	3 064	2 610
Taux de croissance (%)		6,53	4,52	-16,04	-52,30	-14,30
Par habitant (en dollars de 1990)	1 701,4	2 156,5	2 282,1	1 892,9	890,3	746,8
VAB : (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%)						
Part du secteur manufacturier (%)	45,4	41,4	32,7	38,0		

AZERBAÏDJAN	1989	1995	1998	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	7 573	10 189	9 874	8 510	5 515	4 798
Taux de croissance (%)		4,61	-9,79	-13,81	-35,20	-13,00
Par habitant (en dollars de 1990)	1 230,0	1 530,2	1 387,4	1 183,8	755,8	649,7
VAB : (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%)						
Part du secteur manufacturier (%)	32,7	31,5	25,0	42,4		

BAHAMAS	1989	1995	1998	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	1 603	2 075	3 134	3 065	3 069	3 130
Taux de croissance (%)	-3,56	12,51	0,97	2,20	0,11	2,00
Par habitant (en dollars de 1990)	7 631,1	8 869,1	12 242,2	11 788,7	11 622,4	11 677,7
VAB : (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%)						
Part du secteur manufacturier (%)	7,5		3,2	3,8	4,0	2,4

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe.

BANRÉN	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	3 626	3 492	3 903	4 219	4 490	4 753
Taux de croissance (%) " "	2,58	-2,04	1,23	8,10	6,19	6,08
Par habitant (en dollars de 1990) " "	10 454,4	8 433,7	7 985,2	8 354,6	8 671,0	8 883,4
VAM : " (en millions de dollars de 1990)	509	559	672	698	737	795
Taux de croissance (%) " "	26,25	-10,51	5,23	3,80	4,74	4,67
Part du secteur manufacturier (%) " "	14,8	8,5	15,9	15,4		

BÉLARUS	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	23 544	30 842	35 819	34 744	31 759	28 742
Taux de croissance (%) " "	4,17	3,97	-1,40	-3,00	-8,59	-9,50
Par habitant (en dollars de 1990) " "	2 445,6	3 097,2	3 507,5	3 399,9	3 110,6	2 821,2
VAM : " (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) " "						
Part du secteur manufacturier (%) " "			30,1	32,7	31,9	

BELIZE	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	249	253	396	418	456	475
Taux de croissance (%) " "	4,37	1,02	8,49	5,40	9,15	4,22
Par habitant (en dollars de 1990) " "	1 705,6	1 525,9	2 097,6	2 153,9	2 291,9	2 330,0
VAM : " (en millions de dollars de 1990)	44	41	53	53	60	59
Taux de croissance (%) " "	14,91	0,96	4,89	-0,21	12,79	-1,29
Part du secteur manufacturier (%) " "	23,1	16,3	15,0	14,7	13,1	11,7

BÉNIN	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	1 336	1 735	1 845	1 883	1 961	2 026
Taux de croissance (%) " "	9,42	7,53	3,29	2,06	4,16	3,31
Par habitant (en dollars de 1990) " "	386,2	435,1	398,2	394,0	397,8	398,4
VAM : " (en millions de dollars de 1990)	142	128	162	170	175	179
Taux de croissance (%) " "	-4,38	11,85	0,85	5,00	2,96	2,61
Part du secteur manufacturier (%) " "	12,9	8,2	9,2	9,0		

BERMUDES	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	1 558	1 565	1 653	1 572	1 602	1 634
Taux de croissance (%) " "	2,51	6,69	-2,50	-4,91	1,90	2,00
Par habitant (en dollars de 1990) " "	28 860,2	27 951,7	27 098,4	25 787,7	25 833,7	26 350,4
VAM : " (en millions de dollars de 1990)	101	96	108	111	114	117
Taux de croissance (%) " "	4,52	2,80	1,81	2,33	2,70	2,62
Part du secteur manufacturier (%) " "						

BHOUTAN	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : " (en millions de dollars de 1990)	142	197	283	298	307	327
Taux de croissance (%) " "	17,63	3,69	4,90	5,03	2,98	6,71
Par habitant (en dollars de 1990) " "	114,6	143,0	183,6	190,1	193,8	205,0
VAM : " (en millions de dollars de 1990)	5	11	23	24	28	30
Taux de croissance (%) " "	35,27	12,20	15,55	7,16	14,99	8,00
Part du secteur manufacturier (%) " "	3,2	5,3	6,1	9,1	9,3	9,1

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

BOSNIE-HERZÉGOVINE	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	15 265	16 733	13 032	9 131		
Taux de croissance (%)	1,15	1,51	-23,20	-29,93		
Par habitant (en dollars de 1990)	3 864,8	4 059,5	3 025,0	2 193,4		
VAM : (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%)						
Part du secteur manufacturier (%)						

BRUNÉI DARUSSALAM	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	4 248	3 526	3 536	3 707	3 801	3 913
Taux de croissance (%)	-7,00	-1,49	2,74	3,64	2,90	2,94
Par habitant (en dollars de 1990)	22 011,1	15 603,1	13 991,9	14 170,6	14 131,7	14 282,0
VAM : (en millions de dollars de 1990)	430	254	323	250	247	251
Taux de croissance (%)	-8,35	-5,42	5,31	-22,64	-1,09	1,73
Part du secteur manufacturier (%)	11,7	10,0	8,8	8,1	7,7	

CAP-VERT	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	212	287	374	394	407	423
Taux de croissance (%)	3,32	8,54	3,70	5,26	3,37	4,02
Par habitant (en dollars de 1990)	734,7	927,1	1 096,6	1 124,6	1 130,2	1 143,9
VAM : (en millions de dollars de 1990)	12	18	21	23	24	26
Taux de croissance (%)	7,14	36,12	6,21	6,18	6,53	6,43
Part du secteur manufacturier (%)	4,8	5,8	6,0	5,9	6,0	5,6

DJIBOUTI	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	359	373	424	436	438	447
Taux de croissance (%)	4,72	0,57	8,91	2,65	0,50	2,20
Par habitant (en dollars de 1990)	1 277,0	952,7	820,6	815,6	801,6	803,1
VAM : (en millions de dollars de 1990)	18	18	20	20	21	21
Taux de croissance (%)	4,08	0,49	11,79	1,84	1,67	2,39
Part du secteur manufacturier (%)	4,6	4,3	4,7			

ÉMIRATS ARABES UNIS	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	32 950	30 067	33 780	34 456	35 396	35 750
Taux de croissance (%)	26,42	-2,39	17,75	2,00	2,73	1,00
Par habitant (en dollars de 1990)	32 462,9	21 803,4	20 215,7	20 021,0	19 997,9	19 686,2
VAM : (en millions de dollars de 1990)	1 186	2 672	2 518	2 694	2 736	2 777
Taux de croissance (%)	64,87	-2,20	5,38	7,00	1,57	1,50
Part du secteur manufacturier (%)	3,7	9,0	7,2	7,5		

ESTONIE	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PIB : (en millions de dollars de 1990)	65 769	66 723	74 900	64 697	48 005	
Taux de croissance (%)		-8,70	-6,47	-13,62	-25,80	
Par habitant (en dollars de 1990)	44 438,6	43 439,6	47 555,8	41 182,3	30 713,5	
VAM : (en millions de dollars de 1990)	22 716	25 455	25 869	22 837		
Taux de croissance (%)		0,38	-5,09	-11,72		
Part du secteur manufacturier (%)	35,8	32,2	34,5	61,7		

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

FÉDÉRATION DE RUSSIE	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	525 217	621 078	591 407	585 969	470 244	413 814
Taux de croissance (%): ⁽²⁾	4,39	4,52	-7,64	-0,92	-19,75	-12,00
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	3 732,6	4 342,2	3 998,3	3 955,2	3 175,9	2 800,6
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%): ⁽⁵⁾				35,8	35,8	
Part du secteur manufacturier (%): ⁽⁶⁾						

GÉORGIE	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	8 736	12 888	12 629	10 067	5 698	3 419
Taux de croissance (%): ⁽²⁾		12,66	-0,34	-20,29	-43,40	-40,00
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	1 730,6	2 453,3	2 331,0	1 852,9	1 047,0	627,7
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%): ⁽⁵⁾						
Part du secteur manufacturier (%): ⁽⁶⁾			29,9			

GHANA	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	4 988	4 881	6 226	6 463	6 713	7 037
Taux de croissance (%): ⁽²⁾	0,46	5,08	2,66	3,80	3,88	4,82
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	464,6	380,2	414,5	417,4	420,7	427,9
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	536	429	575	538	553	565
Taux de croissance (%): ⁽⁵⁾	-1,44	24,29	-4,47	-6,31	2,68	2,30
Part du secteur manufacturier (%): ⁽⁶⁾	7,8	11,5	9,3	8,8	8,7	8,8

GUADELOUPE	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 676	1 706	2 200	2 113	2 172	2 272
Taux de croissance (%): ⁽²⁾	-4,66	-0,76	3,14	-3,96	2,78	4,61
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	5 125,0	4 805,6	5 626,6	5 308,7	5 348,8	5 500,4
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	113	89	129	123	126	131
Taux de croissance (%): ⁽⁵⁾	-5,16	11,54	3,22	-3,95	1,84	3,87
Part du secteur manufacturier (%): ⁽⁶⁾	6,3	4,9	5,4			

GUINÉE	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	2 411	2 296	2 958	3 097	3 197	3 341
Taux de croissance (%): ⁽²⁾	5,60	3,89	4,69	4,68	3,23	4,51
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	540,4	460,5	514,0	522,0	522,7	529,8
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	61	62	100	106	110	116
Taux de croissance (%): ⁽⁵⁾	2,70	3,33	5,07	6,01	3,83	5,03
Part du secteur manufacturier (%): ⁽⁶⁾	1,5	1,0	3,4	3,4	4,8	4,8

GUINÉE-BISSAU	1988	1985	1988	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	165	184	233	240	247	255
Taux de croissance (%): ⁽²⁾	-4,19	-2,30	3,30	3,00	2,80	3,00
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	208,1	210,3	242,2	244,4	245,7	247,7
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	25	24	17	16	16	16
Taux de croissance (%): ⁽⁵⁾	-5,09	5,95	-1,54	-1,04	-1,38	-1,38
Part du secteur manufacturier (%): ⁽⁶⁾	7,3	7,1	7,1	7,3	7,3	

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

GUINÉE ÉQUATORIALE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^a (en millions de dollars de 1990)	132	147	163	168	192	206
Taux de croissance (%) ^b	-9,94	6,55	4,74	3,43	13,72	7,35
Par habitant (en dollars de 1990) ^c	607,5	470,9	462,8	468,0	519,3	542,7
VAM : ^d (en millions de dollars de 1990)	2	3	2	2	2	3
Taux de croissance (%) ^e	-9,19	94,14	1,85	6,08	6,17	9,96
Part du secteur manufacturier (%) ^f	3,0	1,9	1,3	1,4	1,3	

GUYANA	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^a (en millions de dollars de 1990)	561	469	396	420	453	490
Taux de croissance (%) ^b	1,66	1,02	-10,09	6,00	7,75	5,23
Par habitant (en dollars de 1990) ^c	739,6	593,3	497,8	524,4	560,1	600,3
VAM : ^d (en millions de dollars de 1990)	40	28	18	20	24	24
Taux de croissance (%) ^e	0,76	-3,13	-16,67	10,57	19,32	2,87
Part du secteur manufacturier (%) ^f	12,1	9,8	5,2	4,3	4,4	3,8

GUYANE FRANÇAISE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^a (en millions de dollars de 1990)	922	987	1 103	1 115	1 129	1 128
Taux de croissance (%) ^b	0,00	3,00	2,20	1,08	1,24	-0,07
Par habitant (en dollars de 1990) ^c	13 565,7	10 845,5	9 427,3	9 138,3	8 818,2	8 417,6
VAM : ^d (en millions de dollars de 1990)	11	10	11	12	12	12
Taux de croissance (%) ^e	4,52	2,81	0,43	5,18	0,00	1,97
Part du secteur manufacturier (%) ^f						

HAÏTI	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^a (en millions de dollars de 1990)	2 380	2 270	2 281	2 296	2 182	2 094
Taux de croissance (%) ^b	7,39	0,59	-0,14	0,68	-5,00	-4,00
Par habitant (en dollars de 1990) ^c	444,7	387,1	351,6	346,9	323,0	303,8
VAM : ^d (en millions de dollars de 1990)	506	429	417	345	328	289
Taux de croissance (%) ^e	14,81	-0,84	2,41	-17,37	-4,82	-12,03
Part du secteur manufacturier (%) ^f	19,1	17,6	19,5	18,3		

KAZAKHISTAN	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^a (en millions de dollars de 1990)	21 196	27 993	38 936	35 594	30 967	26 972
Taux de croissance (%) ^b		6,16	15,54	-8,58	-13,00	-12,90
Par habitant (en dollars de 1990) ^c	1 421,9	1 774,0	2 335,7	2 120,4	1 834,8	1 591,1
VAM : ^d (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ^e						
Part du secteur manufacturier (%) ^f			20,8			

KIRGHIZISTAN	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^a (en millions de dollars de 1990)	3 234	4 338	5 539	4 963	4 001	3 345
Taux de croissance (%) ^b		-5,31	1,20	-10,41	-19,37	-16,40
Par habitant (en dollars de 1990) ^c	894,2	1 087,2	1 269,9	1 118,5	886,6	728,8
VAM : ^d (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ^e						
Part du secteur manufacturier (%) ^f						

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

LETTONIE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	1 706 069	2 012 443	2 401 539	2 202 885	1 457 693	1 311 923
Taux de croissance (%) ^(a)	2,39	-0,22	-1,49	-8,27	-33,83	-10,90
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	674 060,2	770 165,7	899 116,2	828 463,6	552 575,1	502 459,9
VAM : ^(a) (en millions de dollars de 1990)			797 885	795 285	408 131	274 909
Taux de croissance (%) ^(a)				-0,33	-48,68	-32,84
Part du secteur manufacturier (%) ^(a)			25,3	34,5	35,6	0,8

LIBÉRIA	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	915	841	805	725	739	739
Taux de croissance (%) ^(a)	-6,29	-2,02	-10,00	-9,99	2,00	0,00
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	487,5	382,6	312,6	272,3	268,6	259,8
VAM : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	82	80	59	57	62	64
Taux de croissance (%) ^(a)	-21,21	-1,61	-32,51	-4,05	9,86	1,96
Part du secteur manufacturier (%) ^(a)	9,5	6,6	7,9			

LITUANIE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	741 857	1 069 754	1 275 687	1 103 066	669 564	560 799
Taux de croissance (%) ^(a)	...	9,63	-6,74	-13,53	-39,30	-16,24
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	216 095,8	296 230,8	343 758,2	296 782,4	180 135,5	151 077,4
VAM : ^(a) (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ^(a)	...	...	...	...	...	...
Part du secteur manufacturier (%) ^(a)	37,8	35,2	35,4	36,9	45,0	42,3

MALI	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	1 747	2 005	2 509	2 504	2 582	2 780
Taux de croissance (%) ^(a)	4,01	8,50	2,41	-0,20	3,11	7,67
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	254,5	253,3	272,3	263,4	263,0	274,3
VAM : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	89	167	204	208	224	239
Taux de croissance (%) ^(a)	1,53	4,37	-2,35	1,97	7,79	6,47
Part du secteur manufacturier (%) ^(a)	4,3	7,5	8,2	6,9	7,0	6,7

MARTINIQUE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	1 734	2 159	2 800	2 689	2 849	3 005
Taux de croissance (%) ^(a)	2,80	4,50	2,94	-3,96	5,95	5,47
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	5 320,2	6 330,6	7 777,8	7 387,7	7 742,2	8 099,6
VAM : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	72	101	162	90	92	97
Taux de croissance (%) ^(a)	-9,91	26,89	2,95	-44,49	2,22	5,78
Part du secteur manufacturier (%) ^(a)	5,1					

MAURICE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	1 409	1 769	2 559	2 873	2 839	2 992
Taux de croissance (%) ^(a)	-10,06	8,88	7,15	4,47	6,21	5,38
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	1 458,8	1 741,6	2 421,0	2 505,6	2 631,5	2 742,6
VAM : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	200	299	502	531	565	621
Taux de croissance (%) ^(a)	-7,03	15,27	7,72	5,89	6,40	10,00
Part du secteur manufacturier (%) ^(a)	15,0	20,3	23,1	19,6		

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

MAURITANIE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	856	852	1 052	1 692	1 111	1 167
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	0,70	3,35	6,26	3,80	1,81	4,96
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	551,7	482,4	525,1	531,5	527,5	536,8
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	62	100	119	127	142	150
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	-1,43	22,44	22,15	7,75	11,07	6,19
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	5,6	12,8	12,9	12,0	12,0	

MONGOLIE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 144	1 595	1 877	1 577	1 394	1 375
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	3,43	6,19	-2,07	-16,00	-11,64	-1,36
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	687,9	835,3	862,4	708,5	613,1	593,1
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	323	480	521	437	373	354
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	8,03	3,07	-2,30	-15,99	-14,80	-5,00
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	24,2	26,6	27,7	27,7		

MONTERRAT	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	48	54	71	68	74	77
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	12,22	4,73	-10,83	-3,97	8,48	1
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	4 029,6	4 680,7	6 464,6	6 208,1	6 734,7	7 573,1
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	3	3	4	4	4	5
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	10,71	0,00	-10,42	-3,99	9,15	12,75
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	5,7	5,5	4,6			

MOZAMBIQUE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 404	1 116	1 318	1 377	1 366	1 620
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	2,46	-8,82	3,10	4,50	-0,85	18,60
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	116,1	82,4	92,9	95,5	92,7	107,3
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	568	260	325	364	377	460
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	3,25	-13,87	-1,04	12,00	3,74	21,74
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	33,1	14,9				

MYANMAR	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	20 897	26 374	23 659	23 977	26 686	28 277
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	7,91	2,85	2,75	1,35	11,30	5,96
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	517,9	702,5	565,8	561,2	611,3	634,1
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 391	1 826	1 496	1 491	1 695	1 801
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	6,86	2,92	0,04	-0,35	13,69	6,28
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	9,5	9,9	7,8	7,3	7,4	7,4

NAMIBIE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 982	1 848	2 129	2 129	2 265	2 215
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	0,16	0,00	6,00	0,00	6,37	-2,17
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	1 924,0	1 568,6	1 578,2	1 537,2	1 591,4	1 516,4
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	117	126	113	107	111	108
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	-14,65	1,70	5,88	-5,56	3,93	-2,78
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	4,6	4,5	6,1	5,7	6,1	5,2

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

NOUVELLE-CALÉDONIE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	1 079	1 070	1 600	1 663	1 812	1 843
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	-0,40	4,51	-4,27	3,92	9,00	1,70
Par habitant (en dollars de 1990): ¹⁹⁹⁰	7 542,8	6 900,2	9 523,8	9 780,7	10 476,1	10 532,9
VAM : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	98	78	112	116	123	123
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	-4,64	-1,05	-4,27	3,92	6,02	0,10
Part du secteur manufacturier (%): ¹⁹⁹⁰	5,8	4,7				

OMAN	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	4 477	9 000	10 521	11 313	12 184	12 668
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	6,05	13,76	7,52	7,52	7,70	3,96
Par habitant (en dollars de 1990): ¹⁹⁹⁰	4 066,3	6 442,5	6 008,7	6 185,1	6 382,1	6 359,6
VAM : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	49	265	396	397		
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	19,05	20,39	14,58	0,30		
Part du secteur manufacturier (%): ¹⁹⁹⁰	0,8	2,4	3,7	4,2	4,3	5,0

OUGANDA	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	2 729	3 049	3 710	3 862	3 979	4 232
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	-3,40	1,96	-0,16	4,10	3,02	6,35
Par habitant (en dollars de 1990): ¹⁹⁹⁰	208,0	201,8	206,7	207,7	206,6	212,2
VAM : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	98	99	164	187	194	201
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	6,10	-9,80	4,20	14,09	3,62	3,71
Part du secteur manufacturier (%): ¹⁹⁹⁰	4,2	1,9	4,4	4,4		

OUBÉKISTAN	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	13 573	17 459	20 025	17 978	15 978	15 594
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	...	4,05	4,74	-10,22	-11,13	-2,40
Par habitant (en dollars de 1990): ¹⁹⁹⁰	851,7	963,9	980,6	860,4	747,5	713,4
VAM : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	...	...	...	...	...	...
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	...	...	...	...	...	...
Part du secteur manufacturier (%): ¹⁹⁹⁰	...	...	...	...	...	...

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	2 827	3 015	3 221	3 28	3 945	4 563
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	-2,29	3,60	-3,00	9,53	11,81	15,42
Par habitant (en dollars de 1990): ¹⁹⁹⁰	915,9	876,0	839,0	596,5	982,0	1 107,8
VAM : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	411	458	388	449	486	531
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	-0,42	3,01	-22,77	15,83	8,04	9,34
Part du secteur manufacturier (%): ¹⁹⁹⁰	10,5	11,0	12,4	12,0		

POLYNÉSIE FRANÇAISE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	1 684	2 381	3 007	3 125	3 250	3 436
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	0,48	5,35	3,97	3,92	4,00	5,70
Par habitant (en dollars de 1990): ¹⁹⁹⁰	151,2	13 570,9	15 266,3	15 471,6	15 778,0	16 282,1
VAM : ¹⁹⁹⁰ (en millions de dollars de 1990)	20	202	219	227	236	250
Taux de croissance (%): ¹⁹⁹⁰	1,77	8,27	5,22	4,00	3,84	5,76
Part du secteur manufacturier (%): ¹⁹⁹⁰	6,8	8,5	7,3			

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

QATAR	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	7 767	6 285	7 360	7 249	7 539	7 916
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	7,10	-3,91	7,85	-1,51	4,00	5,00
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	33 919,1	17 556,4	15 176,2	14 412,5	14 583,1	14 964,9
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	414	624	854	796	850	924
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	-12,51	3,64	7,86	-8,00	8,18	8,65
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾	3,3	7,8				

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	513	702	865	908	972	1 029
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	1,70	5,06	7,61	5,00	7,00	5,87
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	160,0	195,2	205,8	209,5	217,4	223,4
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1975)	23	31	38	43	46	50
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	7,94	3,86	10,91	13,16	8,00	8,10
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾						

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	6 079	7 177	10 103	8 831	6 623	5 696
Taux de croissance (%) ⁽²⁾		-9,76	8,17	-12,59	-25,00	-14,00
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	1 515,7	1 703,1	2 316,1	2 016,2	1 507,0	1 292,2
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1975)						
Taux de croissance (%) ⁽²⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾			28,1	28,1		

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	11 276	18 041	21 500	21 500	20 425	19 938
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	9,89	9,59	-3,70	0,00	-5,00	-2,39
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	617,5	907,1	967,4	968,9	903,2	865,1
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1975)						
Taux de croissance (%) ⁽²⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾						

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)		29 215	31 606	27 113	25 193	25 319
Taux de croissance (%) ⁽²⁾		0,81	-1,22	-14,21	-7,08	0,50
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾		2 835,0	3 066,7			2 459,1
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1975)						
Taux de croissance (%) ⁽²⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾						

RÉUNION	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	2 929	3 598	4 408	4 563	4 777	4 965
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	4,20	3,49	4,00	3,51	4,70	3,93
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	5 789,4	6 541,7	7 297,5	7 430,8	7 655,4	7 830,7
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1980)	190	236	300	278	289	300
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	13,91	11,41	12,79	-7,36	3,96	3,86
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾	10,2	8,8	8,5			

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

RWANDA	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 905	2 206	2 337	2 361	2 420	2 499
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	6,01	4,41	-2,00	1,06	2,49	3,25
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	368,9	364,2	334,5	329,2	328,7	330,8
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	327	342	375	380	393	393
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	26,49	6,96	2,86	1,56	3,23	0,00
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	15,8	14,2	16,5	16,0		

SAMOA	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	183	179	176	195	188	194
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	3,00	5,96	-4,47	10,83	-3,26	3,00
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	1 149,8	1 119,2	1 085,1	1 188,0	1 142,3	1 162,4
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	15	15	14	15	15	15
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	3,02	4,53	-4,55	8,11	-1,09	1,57
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	4,6	13,8	7,9	7,9		

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	70	52	55	57	60	67
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	2,59	-1,61	3,80	3,50	4,51	12,23
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	744,0	486,7	483,5	467,9	481,2	527,2
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	1	1	1	1	1	1
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	0,00	-8,68	5,18	4,00	4,34	11,46
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	7,3	7,2				

SEYCHELLES	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	256	275	369	369	376	390
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	-2,55	10,29	7,56	0,00	1,95	3,90
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	4 080,7	4 237,8	5 265,5	5 191,3	5 292,6	5 422,5
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	19	20	34	34	35	39
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	18,21	8,44	14,91	0,70	2,39	12,37
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	8,0	10,6	9,9	9,9		

SIERRA LEONE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	426	494	547	533	523	510
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	2,91	7,46	2,50	-2,60	-1,85	-2,43
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	131,8	137,9	136,8	130,1	124,7	118,7
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	83	81	56	88	95	103
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	-4,88	-15,55	-7,06	57,59	7,63	8,25
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	7,5	4,8	7,1	8,7	8,7	

SLOVAQUE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)		12 666	13 568	11 593	10 783	10 338
Taux de croissance (%) ⁽²⁾		4,11	-2,51	-14,56	-6,99	-4,12
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾		2 454,1	2 581,5			1 945,8
VAM : ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾						

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

SOMALIE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	584	637	669	662	679	692
Taux de croissance (%) ^(a)	1,79	9,53	-2,70	-1,00	2,50	2,00
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	86,9	86,9	77,1	75,4	76,6	77,3
VAM : ^(b) (en millions de dollars de 1990)	13	11	14	16		
Taux de croissance (%) ^(b)	9,17	7,55	-6,29	16,12		
Part du secteur manufacturier (%) ^(c)	4,7	4,9	4,3			

SOUDAN	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	24 174	23 807	23 451	23 451	26 101	26 545
Taux de croissance (%) ^(a)	-3,41	-2,90	-5,31	0,00	11,30	1,70
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	1 294,0	1 109,3	953,9	928,6	1 006,2	996,4
VAM : ^(b) (en millions de dollars de 1990)	2 486	2 268	2 099	1 969	2 126	2 157
Taux de croissance (%) ^(b)	-4,09	-0,26	-11,44	-6,17	7,96	1,46
Part du secteur manufacturier (%) ^(c)	8,9	8,8	9,2	9,7	9,3	

SURINAME	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	1 645	1 623	1 714	1 762	1 863	1 863
Taux de croissance (%) ^(a)	-8,57	2,02	-0,91	2,78	5,77	0,00
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	4 633,1	4 304,6	4 285,0	4 349,8	4 555,9	4 500,9
VAM : ^(b) (en millions de dollars de 1990)	244	195	170	155	159	161
Taux de croissance (%) ^(b)	-10,52	6,45	-6,85	-8,96	2,28	1,50
Part du secteur manufacturier (%) ^(c)	17,6	12,5	10,2	9,9		

SWAZILAND	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	611	734	904	904	917	935
Taux de croissance (%) ^(a)	2,90	3,89	4,57	0,00	1,37	1,97
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	1 090,3	1 131,3	1 215,4	1 182,0	1 164,8	1 155,4
VAM : ^(b) (en millions de dollars de 1990)	150	174	275	281	297	315
Taux de croissance (%) ^(b)	11,17	-1,30	19,64	2,10	5,72	6,10
Part du secteur manufacturier (%) ^(c)	21,3	15,3	32,5	32,5		

TADJIKISTAN	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	3 124	4 138	4 530	4 373	3 279	
Taux de croissance (%) ^(a)		7,23	4,41	-3,47	-25,00	
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	790,1	907,9	856,8	803,2	585,2	
VAM : ^(b) (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ^(b)						
Part du secteur manufacturier (%) ^(c)						

TCHAD	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB : ^(a) (en millions de dollars de 1990)	722	1 107	1 213	1 193	1 197	1 182
Taux de croissance (%) ^(a)	-7,40	21,90	-2,70	-1,65	0,32	-2,90
Par habitant (en dollars de 1990) ^(a)	161,4	220,8	218,4	209,6	204,7	193,3
VAM : ^(b) (en millions de dollars de 1990)	125	239	174	173	161	156
Taux de croissance (%) ^(b)	-12,00	-6,85	-38,84	-0,90	-6,59	-3,04
Part du secteur manufacturier (%) ^(c)	22,9	11,1	15,4	11,1	11,1	10,6

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

TONGA	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	81	120	124	128	130	134
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	15,81	5,37	-3,95	3,70	1,00	3,63
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	875,2	1 323,1	1 289,0	1 336,7	1 336,2	1 384,6
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	8	8	9	9	9	10
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	21,43	6,26	-7,30	-10,67	8,72	3,65
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	6,1	8,2				

TURKMÉNISTAN	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	3 304	4 314	5 384	5 324	5 036	
Taux de croissance (%) ⁽²⁾		1,33	5,38	-1,12	-5,40	
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	1 153,5	1 337,6	1 472,3	1 421,6	1 314,0	
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾						

TUVALU	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	9	7	8	8		
Taux de croissance (%) ⁽²⁾		-1,95	2,49	4,79		
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	1 088,0	852,7	897,9	940,9		
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾						

UKRAINE	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	121 750	139 781	155 582	146 510	126 013	102 720
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	3,81	0,99	1,39	-5,83	-13,99	-18,48
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	2 436,9	2 745,4	3 013,0	2 636,4	2 441,2	1 992,6
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	36,5	32,4	29,6	29,6		

VANUATU	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	94	143	154	161	163	166
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	-11,46	1,11	4,11	5,10	1,00	1,84
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	806,8	1 080,2	1 030,5	1 054,8	1 038,2	1 031,0
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	3	5	9	9	10	11
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾	-11,45	11,21	2,22	5,11	8,92	9,28
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾	4,2	3,8	5,3	5,9		

VIET NAM	1988	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	41 529	57 469	73 396	77 768	84 492	91 312
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	4,81	6,20	5,05	5,96	8,65	8,07
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	773,2	959,4	1 100,6	1 140,5	1 211,8	1 280,2
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ⁽⁵⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁶⁾			1,6	1,6		

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe.

YÉMEN, PARTIE NORD	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	3 350	4 450	5 905	6 378	6 378	6 640
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	6,04	10,31	-3,70	8,00	0,00	4,11
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	526,9	583,9	642,2	673,3		
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	291	536	563	578	605	621
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	7,70	1,46	-12,22	2,70	4,72	2,59
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾	8,5	12,1	9,5	9,5		

YÉMEN, PARTIE SUD	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	1 267	1 690	1 568	1 557	1 593	1 641
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	3,68	-2,97	-3,70	-0,73	2,33	3,00
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	680,5	790,9	630,1	567,5		
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	48	88	76	77	79	81
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	-41,12	22,41	-12,15	1,47	2,55	2,79
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾	6,7	9,7				

YOUgosLAVIE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	49 856	51 450	40 524	28 306		
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	3,44	0,26	-23,20	-29,93		
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	5 235,9	5 224,4	3 990,2	2 759,5		
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)						
Taux de croissance (%) ⁽²⁾						
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾						

ZAÏRE	1980	1985	1990	1991	1992	1993
PIB ⁽¹⁾ (en millions de dollars de 1990)	2 405	2 599	2 962	2 782	2 491	2 287
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	2,37	2,56	3,04	-2,80	-10,44	-8,20
Par habitant (en dollars de 1990) ⁽³⁾	89,1	82,0	76,5	71,9	62,4	55,5
VAM ⁽⁴⁾ (en millions de dollars de 1990)	62	56	55	53	45	40
Taux de croissance (%) ⁽²⁾	-1,43	4,77	4,49	-3,89	-14,12	-11,47
Part du secteur manufacturier (%) ⁽⁵⁾	3,1	1,7	2,1			

Pour les sources, notes et observations, voir les "Notes techniques" au début de la présente annexe

كيفية الحصول على منشورات اليونيدو

يمكن الحصول على منشورات اليونيدو من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取工发组织出版物

工发组织出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。 请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNIDO PUBLICATIONS

UNIDO publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'ONUDI

Les publications de l'ONUDI sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ЮНИДО

Издания ЮНИДО можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишете по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LA ONUDI

Las publicaciones de la ONUDI están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

Développement industriel

Rapport mondial 1995

Le thème de *Développement industriel — Rapport mondial 1995* est le maintien du dynamisme de la croissance soutenue. Les événements depuis le début des années 90 ont plongé l'économie mondiale dans l'instabilité. Le rôle de l'industrie dans le développement a été examiné et on s'est demandé dans quelle mesure les stratégies industrielles du passé avaient stimulé la croissance économique globale des pays en développement. Ceux-ci ont eu en 1994 — et devraient conserver en 1995 — un rythme de croissance du PIB et de la VAM supérieur à celui des pays développés. On est donc conduit à se demander si la phase de croissance se poursuivra au XXI^e siècle.

Dans la première partie du *Rapport*, on a essayé de cerner les grandes questions qui détermineront les perspectives de croissance des pays en développement jusqu'à la fin de la décennie. Ces questions ont trait aux changements survenus et à ceux qui sont en cours dans le monde actuel, y compris :

- Aux incidences du GATT et de l'Organisation mondiale du commerce sur les perspectives commerciales
- A l'importance des nouvelles formes d'intégration régionale
- Aux nouveaux types de capacités de concurrence industrielle
- A l'atténuation de la pauvreté mondiale par l'industrialisation

Bien qu'incomplète, la liste de ces questions correspond aux domaines les plus préoccupants. Dans l'environnement mondial actuel, où les pays développés eux-mêmes rencontrent de graves problèmes économiques et sociaux, la voie vers l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement demeure accidentée et ardue. On espère que l'analyse des problèmes évoqués ci-dessus permettra de mieux comprendre leur complexité et aidera les planificateurs nationaux à formuler leurs programmes de réforme et leurs politiques industrielles.

La deuxième partie fait le bilan des tendances et des perspectives dans le secteur manufacturier ainsi que des principales questions que pose le développement industriel dans les dix régions déterminées par l'ONUDI.

Le *Rapport* comporte aussi une annexe statistique présentant les indicateurs du développement industriel de 185 pays et territoires.